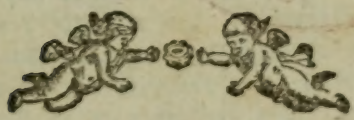
TABLEAU
DE
L'HISTOIRE
GÉNÉRALE
DES
PROVINCES-UNIES.

PAR

A. M. CERISIER.

TOME QUATRIEME.



A { *Utrecht* chez B. WILD.
Londres P. Elmsly.
Paris Barois, fils ainé.
Bern La Société Typographique.
Geneve Barthelemy Chirol.
Leipzich Weidman & Reich.

MDCCLXXIX.

In bellis civilibus, aliisque magnis Reipublicæ calamitatibus, ejus Magistratus, (qui summæ rerum, aut parti uni præest) mors magnam Reipublicæ toti aut parti illi cui præerat, perturbationem adfert. Itaque tunc facile pars illa vincitur, vel ab armis revocatur. In demortui autem locum alius statim vir bonus, minimeque de favore ullo in partem nobis adversam suspectus, est eligendus, strenuus & fortis.

Ex Epist. Cicer. ad Marc. Brutum.

TABLE

DES

MATIERES

Contenues dans le Quatrieme Volume.

La République des Provinces-Unies.

PREMIERE EPOQUE.

PRécaution des Confédérés. Elevation du Comte Maurice. Conseil d'Etat. College des Conseillers Committés. Changemens à Utrecht. Etat des Provinces-Unies Projets de Farnese sur Anvers. Gand se rend à Farnese. Opérations en Frise & en Gueldre. Le Comte de Hohenlo déclaré Lieutenant-Général. Désespoir des Confédérés. Négociation pour déférer la souveraineté au Roi de France. Négociation avec l'Angleterre. Discours de Gouda contre le négociation avec la France. Raisons des partisans de la France. Politique d'Elizabeth. Débats sur l'article de l'inauguration. Les Députés se rendent en France. Etat de la France. Henri III. refuse la souveraineté des Païs-bas. Etat malheureux des Provinces-Unies. Schenk prend le parti des Confédérés. Suite du siege d'Anvers. Machines infernales pour rompre le pont. Reddition d'Anvers. Mécontentement à l'oc- 1584.

caſion de la perte d'Anvers. Négociations avec la Reine d'Elizabeth. Robert Dudley choiſi pour Général des troupes Anglaiſes dans les Païs-bas. Vues ſecretes d'Elizabeth. Le Comte Maurice devient Stadhouder de Hollande & de Zéelande. Obſervations ſur le gouvernement. Mécontentement de Leiceſter. Son arrivée dans les Provinces-Unies. Il eſt nommé Gouverneur-Général. Courroux ſimulé d'Elizabeth. Barneveld nommé Penſionaire de Hollande. Opérations militaires. Origine de la guerre dans l'Eveché de Cologne. Combat de Warnsfeld. Mort de Philippe Sydney. Cauſes des brouilleries entre les Etats & Leiceſter. Edits donnés par Leiceſter. Réclamations des Hollandais. Erection d'une chambre des finances. Manœuvres de Leiceſter pour rendre les Etats odieux. Troubles à Utrecht. Paul Buys empriſonné. Découverte des complots des partiſans de Leiceſter. Entrée remarquable de Leiceſter à Amſterdam. Conférences de Leiceſter avec les Etats. Fermeté des Etats-Généraux. Suite des troubles d'Utrecht. Voyage de Leiceſter en Angleterre. Perfidie de Leiceſter. Ambaſſade des Etats-Généraux en Angleterre. Cauſe de la mauvaiſe humeur d'Elizabeth. Wouw, Deventer & le fort de Zutphen livrés aux Eſpagnols. Les Etats augmentent leur authorité. Ils écrivent en Angleterre. Rébellion de Sonoy. Manœuvres de pluſieurs Provinces pour faire corps à part. Députation des Friſons en Angleterre. Retour des Ambaſſadeurs des Etats-Généraux. Suite des troubles intérieurs. Lettres de Leiceſter pour fomenter la diviſion. Siege de l'Ecluſe.

Conteſtation en Hollande avec Leiceſter. Murmures ſur la propoſition de traiter avec l'Eſpagne. Expeditions contre les Eſpagnols. Alarmes des Etats. Entrepriſes violentes de Leiceſter. Arrivée de Leiceſter à Amſterdam. Il retourne à Utrecht. Et dans la Nord-Hollande. Audace des Prédicans Conſpiration pour s'emparer de Leide. Leiceſter en Angleterre. Caractere de Leiceſter. Etat de l'Eſpagne & des Païs-bas Royaliſtes Etat floriſſant des Provinces-Unies Expoſition du gouvernement politique. Remarques ſur cet expoſé. Liberté civile aſſurée dans les Provinces-Unies. Le gouvernement n'eſt pas oligarchique. Uſages contraires à la liberté. Liberté des anciennes Républiques comparée aux Gouvernemens modernes. Troubles religieux. Idées Républicaines.

SECONDE ET TROISIEME EPOQUES.

Les ſoldats ſe révoltent dans pluſieurs villes. Medenblik aſſiégée par le Prince Maurice. Députation des Miniſtres réformés en Angleterre. Conférences de Bourbourg. Projets de Philippe ſur l'Angleterre. Préparatifs des Anglais & des Confédérés. Cataſtrophe de la flotte Eſpagnole Expéditions des Eſpagnols ſur terre. Troubles d'Utrecht pacifiés. Geertruidenberg livrée par trahiſon aux Eſpagnols. Priſe de Blyenbeek par les Royaliſtes. Entrepriſe malheureuſe de Schenk ſur Nimegue. Mort de Comte de Nieuwenaar. Siege de Rhinberk, défaite des Eſpagnols. Opérations militaires en Friſe. Expédition 1588.

navale contre le Portugal. Plaintes contre les Anglais. Les Provinces-Unies prennent part aux troubles de la France. Les Provinces-Unies donnent des secours à Henri IV. Expédition de Farnese en France. Surprise de Breda. Conquête de Maurice. Plaintes des Princes de l'Empire. Situation avantageuse des Provinces-Unies. Conquête de Zutphen. Et de Deventer. Groningue assiégée. Farnese obligé de quitter le siege du fort de Knodsenbourg. Manœuvre savante de Maurice. Prise de Nimegue. Reception glorieuse du Prince Maurice à la Haye. Les Provinces-Unies fournissent des secours à Henri IV. Tentatives de Philippe pour une négociation. Les Etats-Généraux se décident à pousser la guerre avec vigueur. Siege remarquable de Steenwyk. Maurice engage les Etats à poursuivre la guerre. Prise de Koeverden. Mort du Duc de Parme. Caractere de Farnese. Le Comte de Mansfeld Gouverneur des Païs-bas. Les contributions & l'échange des prisonniers supprimés. Invasion dans le Luxembourg. Etat des affaires de France. Siege & prise de Geertruidenberg. Maurice fait échouer les projets de Mansfeld sur Crevecœur. Groningue bloquée. Mutinerie des troupes Espagnoles. Ernst, Archiduc d'Autriche, Gouverneur-Général des Païs-bas. Les Provinces Unies refusent un nouvel accomodement. Découvertes de plusieurs complots contre les chefs de la République. Conquêtes des Confédérés. Avantage d'une République fédérative. Différence des Républiques fédératives. Origine de la puissance des Etats-Généraux. Conséquen-

ces de l'abjuration de Philippe. Définition des Etats-Généraux. Objets qui appartiennent exclusivement aux Etats-Généraux. Détail de ces objets. Objets où l'unanimité ou la pluralité est nécessaire. Objets sur lesquels les Etats-Généraux sont souverains. Les Etats-Généraux ne sont pas les souverains des Provinces-Unies. Particularités sur les Députés ordinaires à l'assemblée générale. Causes de la perpétuité de l'assemblée des Députés des Etats-Généraux. Bornes de leur pouvoir. Prérogatives & droites de cette assemblée. Députés & voix des Provinces. Ordre des déliberations. Droits & prérogatives des Stadhouders. Utilité des Stadhouders. Réflexions sur les changemens arrivés au Stadhouderat. Articles contestés dans la confédération Belgique. Réflexions sur les vices reprochés à la confédération Belgique. Seroit-il à desirer que tous les Païs-bas fussent restés dans la confédération ?.

QUATRIEME EPOQUE.

Ambassade des Provinces-Unies en Ecosse. 1597.
Négociation avec le Danemark. Disposition des Païs-bas Royalistes à entrer dans la confédération. Discours hardi du Duc d'Aarschot. Mort de l'Archiduc remplacée dans le gouvernement par le Comte de Fuentes. Succès des Espagnols. Les Provinces-Unies repondent aux plaintes du Roi de France & de la Reine d'Angleterre. Le Cardinal Archiduc Albert d'Autriche vient dans les Païs bas en qualité de Gouverneur-General. Politique de l'Archiduc pour gagner les Provinces-U.

nies. Conquêtes de l'Archiduc en France. Il assiége & prend la ville de Hulst. Heureuse expédition navale contre Cadix. Grande détresse du Roi d'Espagne. Traité de ligue offensive & défensive entre la France, l'Angleterre & les Provinces-Unies. Négociation avec l'Angleterre. Traité particulier avec la France. Succès brillant des Provinces-Unies. Victoire de Turnhout. Conquêtes de Maurice. Amours de la Princesse Emilie avec Don Emanuel de Portugal. Ambassade du Roi de Danemark. Exécution d'Anne van den Hove pour cause de religion. Disputes sur les droits d'entrée & de sortie Changemens dans les Amirautés. Disputes entre Groningue & les Ommelandes. Les Rois de France & d'Espagne se disposent à la paix. Henri donne avis de ses dispositions à l'Angleterre & aux Etats-Généraux. Perplexité des Etats-Généraux. Résolution de Philippe de transporter les Païs-bas à sa fille aînée. Les Etats-Généraux envoyent une ambassade en Angleterre Opinions diverses des Anglais sur la paix. Négociations des Etats Généraux en France pour détourner Henri IV de la paix. Réponse de Henri IV. Négociation de Barneveld en Angleterre Sollicitation de la Reine d'Angleterre auprès des Etats-Généraux. Traité entre l'Angleterre & les Etats-Généraux. Transports des Païs-bas à l'Infante Isabelle. Nouvelles tentatives pour ménager une réconciliation. Départ de l'Archiduc pour l'Espagne. Mort de Philippe II. Roi d'Espagne. Caractere de Philippe II. Erreurs de son administration. Il est témoin des progrès de ses anciens sujets dans la navigation & le com-

merce. Efforts des Provinces-Unies pour étendre leur commerce. Les Belges-Confédérés vont dans les Indes Orientales par le Cap de Bonne-Eſpérance. Second voyage dans les Indes Orientales. Expédition dans les Indes Orientales par le détroit de Magellan. Etat ſurprenant de la Marine Marchande. Expédition en Afrique & conquête de l'Iſle St. Thomé. Expédition dans les Indes Occidentales. Politique des Portugais & des Etats-Généraux. Etabliſſement des marchands Anglais dans le territoire de la République. Etabliſſemens des Juifs en Hollande. Cauſes phyſiques de la navigation des Provinces-Unies.

CINQUIEME EPOQUE.

Invaſion des troupes Eſpagnoles ſur les terres de l'Empire. 1598. Belle campagne du Prince Maurice. Horreurs commiſes par les troupes Eſpagnoles. Mouvemens en Allemagne pour vanger ces déſordres. Lettre des Etats-Généraux aux Etats de Cleves. Bravades des Eſpagnols. Intrigues des Eſpagnols & des Etats-Généraux en Allemagne. Projets de Mendoza pour pénétrer dans les Provinces-Unies. Inquiétude du Prince Maurice. Il tient l'armée ſupérieure des ennemis en échec. Belle défenſe de Bommel. Les Eſpagnols ſont repouſſés. Malheureuſe expédition des Allemands. Armemens des Provinces-Unies contre l'Eſpagne. Expédition de l'Amiral van der Does. Etat critique des Provinces-Unies. Combat particulier entre vingt Français & vingt ſoldats de l'Archiduc. Conquête du fort

St. André. Campagne en Flandre. Bataille de Nieuwpoort. Suite de cette victoire. Prémiere cauſe de la mésintelligence entre Maurice & les Etats-Généraux. Troubles de Groningue. Et de la Friſe. Le commerce déſolé par les armateurs de Dunkerque. Conquête de Rhynberk & de Meurs. Commencement du ſiege d'Oſtende. Priſe de Grave. Révolte remarquable des troupes Eſpagnoles. Mort de la Reine Elizabeth. Traité entre la France & l'Angleterre en faveur des Provinces-Unies. Galeres de Spinola maltraitées. Siege de Bois-le-Duc. Priſe de l'Ecluſe par Maurice. Siege mémorable d'Oſtende. Entrepriſe ſur Anvers manquée. Invaſion de Spinola dans l'Overyſſel. Combat entre Maurice & Spinola. Entrepriſes ſur Bergen-op-Zoom manquées. Les Eſpagnols battus ſur mer. Progrès des Provinces Unies dans les Indes Orientales. Etabliſſement de la Compagnie des Indes Orientales.

SIXIEME EPOQUE.

1606. Efforts extraordinaires de Spinola pour pénétrer dans les Provinces-Unies. Il s'empare de Groll. Et de Rhynberk. Nouvelle mutinerie parmi les troupes Eſpagnoles. Maurice obligé de lever le ſiege de Groll. Expédition navale du Lieutenant-Amiral Hautain. Reſolution déſeſpérée de Reinier Klaaszoon. Grande victoire navale remportée par Heemskerk. Raiſons qui engagent les Cours de Madrid & de Bruxelles à demander la paix. Premiere ouverture faite par les Archiducs. Opinions diverſes ſur la paix dans les Provin-

ces-Unies Barneveld engage Maurice à se prêter à la négociation. L'indépendance des Etats-Généraux reconnue par la Cour de Bruxelles. Fermentation qu'elle occasionne dans les Provinces-Unies Ratification du Roi d'Espagne trouvée insuffisante Rapel de la flotte. Recherches sur la politique de Henri IV. & s'il a assuré a la souveraineté des Provinces-Unies. Caractere du Chef de l'ambassade du Roi de France. Mésintelligence entre Maurice & Barneveld. Ambassadeurs d'Angleterre. Lettre curieuse de l'Empereur aux Etats Généraux Seconde ratification de l'Espagne. Nouvelles craintes d'être trompé par l'Espagne. Nouveau traité d'alliance offensive & défensive entre la France & les Provinces-Unies. Causes du mécontentement des Provinces-Unies contre l'Angleterre. Observations sur le Luxe. Le Beemster desséché. Simplicité de mœurs. Tolerantisme. Reproches faits à la nation. Progrès des Sciences. Etat de l'Université de Leide. Auteurs celebres. Poesie nationale. Ecoles Hollandaises de Peinture. Musique. Decouverte du Telescope. 1608.

Fin des Matieres contenues dans le quatrieme volume.

ERRATA.

Pag. 40 *ligne* 19 la ligue s'était assurée, *lisez :* les ligueurs s'étaient assurés
- - 41 - - 25 des troupes, & *lis.* & des troupes ;
- - 105 - - 20 cesser, *lis.* casser
- - 109 - - 9 sans, *lis.* sous
- - 198 - - 4 Paraissant, *l.* Il paraissait
- - 291 - - 14 unanimité, *l.* pluralité
- - 316 - - 14 par, *l.* pour
- - 330 - - 24 ils, *l.* elles
- - 349 - - 29 les, *l.* ses
- - 394 - - 18 de, *l.* des
- - 407 - - 15 jetté, *l.* fut jetté
- - 426 *A la marge* causes hisiques des prov. *l.* causes phisiques de la navigation des prov.
- - 470 - - 20 est près, *l.* . Après
- - 471 - - 11 faisait, *l.* faisant
- - 502 - - 1 Valesco, *l.* Velasco

TABLEAU
DE
L'HISTOIRE
DES
PROVINCES-UNIES.

LA RÉPUBLIQUE DES PROVINCES-UNIES.

PREMIERE EPOQUE.

Elevation du Comte MAURICE DE NASSAU. *– La Flandre & le Brabant retombent au pouvoir des Eſpagnols. – La Souveraineté refuſée par la France & l'Angleterre. – Gouvernement de Leiceſter.*

1584. IL Es premiers troubles des Païs-bas nous ont offert un tableau mouvant de ſcenes ſouvent tragiques, & toujours variées. Point de plan fixe, de projet ſuivi avec conſtance & couronné par le ſuccès. On voit une confédération,

1584. mais point d'Union. Les grands ont agi par ambition; les peuples par reſſentiment. Le zèle des catholiques, reveillé par le fanatiſme des Proteſtans, a fait, d'un ſoulevement général & glorieux contre la tyrannie des Eſpagnols auxquels on eût pu fermer le Païs pour toujours, une guerre civile & religieuſe, qui leur en a r'ouvert l'entrée. Les eſprits ont fait éclater plus de fanatiſme que de patriotiſme, plus de haine contre l'Eſpagnol que d'amour pour la liberté. A peine, a-t-on prévu que le partage du Païs entre deux Princes, préparait aux peuples un nouveau joug. A l'intolérance près, la domination Eſpagnole était préférable par ſon éloignement, à celle d'une vaſte monarchie voiſine qui eût abſorbé toute l'influence politique de la nation; & même à celle d'un ou de pluſieurs petits Princes qui, pour paraître quelque choſe dans le ſyſtême de l'Europe, euſſent réduit leurs peuples à n'être rien. Deux événemens imprévus dérobent les Provinces-unies aux dangers d'une alternative ſi peu conſolante. Une mort prématurée enleve le Duc d'Anjou & le Prince d'Orange, un mois l'un après l'autre. Les Confédérés reſtent abandonnés à eux-mêmes. D'abord, l'enthouſiaſme de l'indépendance & la ſoif de la vengeance leur inſpirent des démarches pleines de prudence & de

fermeté. Mais ce premier feu ne tarde pas à se ralentir à la vue des succès d'un ennemi formidable. Dans les angoisses du désespoir, ils n'imaginent que des ressources aussi honteuses qu'imprudentes. Ils veulent rendre hommage au Prince dont ils adorent la mémoire : ils croient ne pouvoir mieux faire que de suivre la route qu'il a tracée; mais n'ayant pas les lumieres qui l'avaient éclairé, pour éviter un écueil, ils vont échouer contre un autre. Orange, en engageant les Païs-bas à réclamer les secours & la domination de la France & de l'Angleterre, ne cherchait sans doute qu'à enveloper un de ces deux Royaume, dans une guerre avec l'Espagne. Il voulait opérer une diversion à la faveur de la quelle il eût établi dans les Païsbas, ou la liberté, ou sa propre puissance. Par un bonheur inattendu, les refus positifs de la France & l'ambition imprudente des Anglais, forcent les Etats à ne plus compter que sur leurs propres forces. Et, par un bonheur encore plus grand, l'ennemi se trouve alors affaibli par des diversions, consterné par les plus funestes revers. Une poignée de républicains, devenus guerriers, le font trembler à son tour. Le territoire de la République, trop resserré pour craindre les divisions intestines, acquiert assez de force & d'éten- 1584.

1584. due pour soutenir une guerre défensive & former une puissance respectable. Semblable à ces liqueurs spiritueuses dont la force est plus grande à proportion que le vase qui les renferme a moins de capacité ; l'amour des loix & de la patrie concentré sur un petit point, devient plus actif & fait naître des prodiges d'héroïsme. Les traits de la constitution, d'abord rudes & grossiers, se développent & se forment. La machine politique est soumise à des principes constans, à un jeu réglé. L'œil fatigué de tableaux sanglans ou lugubres, trouve enfin à s'égayer dans l'image intéressante des richesses, des loix & de la liberté réunies. La République prend de la consistance, de la force, & parait avec éclat dans le système de l'Europe. Son heureuse situation, ses forces navales, l'impulsion donnée au génie des habitans, la mettent en état de fonder dans d'autres climats une puissance qui fait la terreur de ses ennemis & l'envie de ses anciens amis. Hâtons nous d'entrer dans l'histoire, pour suivre toutes les nuances de ce magnifique tableau.

Précautions des confédérés.

La joie maligne que les Royalistes cacherent avec politique, ou firent éclater avec indécence, à la mort de Guillaume I, augmenta le courage des confédérés. En employant des moyens aussi lâches pour faire périr l'illustre

Bor. Holl. Ref. Juill. Août.

chef qui conduisait tous leurs projets, l'Espagnol paraissait douter de ses propres forces & se rendait plus odieux. Le jour même que le parricide fut commis, les Etats de Hollande entrerent en délibération pour prévenir les suites d'une mort qui était une calamité publique. Leur résolution fut prompte & courageuse. Loin de désespérer de la République, ils manderent à l'instant aux Comtes de Hohenlo & de Nassau, aux Commandans des places frontieres, de maintenir les soldats & les garnisons dans leur devoir. En même tems, les Provinces de l'Union tinrent une assemblée. Elles créerent un Conseil d'Etat, composé de dix-huit membres, à la tête duquel on mit le Comte Maurice de Nassau, second fils du Prince d'Orange. Ce choix n'était pas seulement dicté par le respect & la reconnaissance que les services du Pere avaient gravés dans tous les cœurs. Maurice, quoiqu'à peine dans sa dix-huitieme année, donnait déjà les plus grandes espérances par son génie prématuré & une prudence au-dessus de son âge. Ce Conseil fut chargé de maintenir l'Union & les privilèges des Provinces, de pourvoir à la perception des impôts, à la levée des troupes & à la sureté de la navigation, d'ériger des colléges d'amirauté & de choisir des

1584.

Elévation du Comte Maurice.

Conseil d'Etat.

1584. Officiers. Mais il ne pouvait rien conclure relativement à la paix, à la guerre, aux alliances & à la monnoye, ſans le conſentement des Etats, qu'il devait convoquer deux fois par an. Les Etats de Hollande, dont les affaires ſe multipliaient tous les jours, érigerent vers le même tems, un conſeil d'Etat ſemblable, pour veiller aux affaires militaires & fiſcales de cette Province, lorſqu'ils ne ſeraient pas aſſemblés. Telle fut l'origine du collége des Conſeilliers-Committés. Cette inſtitution parut néceſſaire, pour diminuer l'autorité de la cour de juſtice, dont les Etats étaient devenus jaloux & pour expédier les affaires dont le nombre augmentait de jour en jour, avec l'influence de la Province. Depuis quelques années, il y avait eu un conſeil ſemblable en Nord-hollande: on le laiſſa ſubſiſter, & le nouveau conſeil ſe contenta d'avoir la Sud-hollande ſous ſon reſſort. On remarque dans cette aſſemblée les noms de 32 villes qui envoyerent leurs Députés aux Etats de Hollande. Ceux d'Utrecht travaillerent auſſi à régler l'adminiſtration. Ils éleverent Joſſe de Zoete, Seigneur de Villers, au Stadhouderat de la Province. Cette démarche parût beaucoup trop précipitée en Hollande où l'on avait d'autres vues, relativement à cette dignité. On jugea

Collége des Conſeilliers-Committés.

Holl. Reſ. Juin, Juill. Août, Sept.

Changemens à Utrecht.

Bor. XIX.

encore à propos d'ériger à Utrecht un nouveau Conſeil compoſé de 40 membres. 1584.

C'eſt ainſi qu'en réglant le dedans de l'Etat, on ſe diſpoſait à faire face à l'ennemi, au-dehors. Les Provinces de Hollande, de Zéelande & d'Utrecht étaient les ſeules que Farnèſe n'eût pas encore entamées. Dans l'eſpace de cinq ans, il en avait déjà ramené pluſieurs ſous l'obéiſſance du Roi; & la ſoumiſſion entiere de celles qu'avaient envahi ſes troupes, ne paraiſſait que différée. En Flandre, il n'avait plus à conquérir que Gand, Ooſtende, l'Ecluſe; & dans le Brabant, Bruxelles, Malines, Anvers & quelques petites places. Il avait en ſon pouvoir Groningue, les Ommelandes, pluſieurs villes de Gueldre, d'Overyſſel & de Friſe; & cette derniere Province était toujours déchirée par de malheureuſes querelles inteſtines qui l'empêchaient de réunir & de concerter tous ſes efforts contre l'ennemi. Aux opérations militaires, Farnèſe joignait l'activité des négociations & l'éclat des promeſſes. „ Juſqu'à préſent, c'était, diſait-il, „ moins aux Païs-bas qu'au Prince „ d'Orange qu'on avait fait la guerre. „ Orange ne les avait ſoulevés contre „ leur Prince que pour ſatisfaire ſon „ ambition & ſon reſſentiment. La „ vengeance divine en frappant ce ſeul „ auteur des révoltes, & cet infrac-

Etat des Provinces-Unies.

Gr. An. 87. *Reid.* 72.

1584. „ teur des traités, avertiſſait les peu-
„ ples qu'il avait ſoulevés & ſéduits,
„ à rentrer dans le devoir de l'obéiſ-
„ ſance. C'était le comble du délire
„ d'eſpérer de pouvoir encore réſiſter
„ aux efforts redoutables de la Monar-
„ chie Eſpagnole". En effet, outre les Garniſons, Farnèſe avait encore
Hooft XXI. plus de quatre vingt-mille hommes de troupes. A peine les confédérés pouvaient-ils lui en oppoſer cinq mille cinq cens. Cependant, malgré leur faibleſſe, la défection d'un ſi grand nombre d'alliés, l'augmentation des impôts, des revers conſécutifs, & malgré la perte du chef auquel la République devait ſon exiſtence, ils ne parurent point ébranlés. Il virent dans les offres de l'Eſpagnol, plus de péril que de ſureté: ils y virent ſur-tout les horreurs de
Ib. XIX. 5. la tyrannie politique & religieuſe. En conſéquence, les Etats-Généraux convinrent de fournir trois cens mille florins par mois.

Projets de Farnèſe ſur Anvers.

Ainſi, Farnèſe n'eſperant plus de gagner par les négociations des cœurs ſi opiniâtres, réſolut de les attaquer dans leur plus fort retranchement. Il fallait, diſait-il, porter tout-à-coup la coi-
Ib. 12. gnée au pied de l'arbre. Anvers était alors le boulevard des Païs-bas & le centre de la confédération. Depuis les derniers troubles, les nouveaux ou-

vrages paraiſſaient la rendre inacceſſible, & la liberté de la mer ſemblait lui ouvrir des reſſources inépuiſables. Ces obſtacles n'arrêterent point Farnèſe. Le feu Prince d'Orange avait eu vent de ſon projet : il avait même ordonné de faire couper la digue qui était à la droite de l'Eſcaut. Cette précaution ouvrait un nouveau lit au flux de la mer : des flottes entieres pouvaient par ce moyen pénétrer juſqu'aux portes d'Anvers, lui fournir des vivres & croiſer aux environs pour écarter l'ennemi & l'empêcher d'élever des retranchemens. Le vil interêt de quelques Bourgeois fit échouer un moyen infaillible de ſauver la place. La ville d'Anvers était alors en proie aux factions d'un gouvernement entierement populaire. Les Magiſtrats, les Commandans des troupes, les Capitaines des milices Bourgeoiſes, les corps de métiers avaient détruit toute ſubordination, en voulant tous partager l'autorité. La communauté des bouchers profita de cette anarchie pour empêcher l'exécution du conſeil ſalutaire, donné par le Prince d'Orange. La crainte de perdre de vaſtes pâturages où tous les ans ils engraiſſaient juſqu'à douze mille têtes de bétail, fut la cauſe de cette oppoſition, dont ils eurent enſuite bien lieu de ſe repentir. Farnèſe fit d'abord attaquer

1584.

Bor. XIX. 12. Meteren. 243.

1584. par Roubais, le fort de Liefkenshoek, au-dessous d'Anvers, sur la rive gauche de l'Escaut. Un Stratagême imaginé par les Italiens, favorisa la prise de cette place. Trois cens coups de canon avaient ouvert une brèche considérable: on fit alors avancer des charettes chargées de foin verd, on y mit le feu: la fumée portée par le vent contre les assiégés, les contraignit à se mettre à l'écart: les Royalistes profitent du moment, montent à l'assaut, font main basse sur tout ce qui se présente, & s'emparent du fort. Roubais souilla sa conquête par sa férocité. Il fit massacrer inhumainement plusieurs soldats arrêtés dans leur fuite. En présence de Farnèse, il tua lui-même de sang froid, le Colonel Petain, natif d'Arras, qui avait défendu le fort, en qualité de Commandant. Le Prince de Parme ne put s'empêcher de condamner cette atrocité en disant: *Troppa colera, Signor Marcheſe, e queſta.* Ce trait affreux n'était pas le coup d'essai du Marquis. Il avait dans sa jeunesse assassiné plusieurs gentils-hommes. Il se faisait un jeu de se défaire lui-même de tous ceux qui avaient le malheur de l'offenser. On n'osait punir le monstre, à cause de son crédit en qualité de Vicomte de Gand, de ses talens supérieurs dans l'art militaire & de ses ser-

Hooft XXI. Thuan. L. 79. Pet. II. 489.

vices; car il avait beaucoup contribué à la défection des Wallons. Ces affreux désordres peignent l'état du Païs & le malheur des Princes, qui après avoir forcé leurs peuples à se soulever, sont obligés de compromettre leur dignité & l'autorité des loix en employant ces hommes féroces dont le caractere se développe dans l'anarchie des guerres civiles. 1584.

Farnèse avait aussi tenté le siége du fort de Lillo, sur la rive droite de l'Escaut. Mais tous les efforts de Mondragone vinrent échouer contre cette place. Elle était défendue par Téligni, digne fils du brave La Noue, & par le Colonel Balfour, qui commandait quatre compagnies d'Ecossais. Les Espagnols, après avoir perdu trois semaines & deux mille hommes, changerent le siége en blocus. Ils porterent leurs efforts sur Heerentals, ville importante, dont les confédérés venaient de retirer la garnison pour défendre d'autres places. Cette démarche causa la perte de Heerentals; Mondragone fut lui même si frappé de cette imprudence qu'en entrant dans la place, il s'écria: *on voit bien que le Prince d'Orange n'est plus.* Farnèse s'empara ensuite de Tendermonde, de Willebrock, de Vilvoorde & de tous les postes importans des environs.

1584. Il intercepta tous les canaux, d'où Bruxelles & Gand pouvaient tirer des secours & ravagea les campagnes d'alentour. La ville de Gand, affiégée depuis long-tems, déſeſpérant alors de ſe procurer des vivres, toujours déchirée par les factions & par conſéquent remplie de traîtres, demanda à capituler. Et cette ville orgueilleuſe, qui avait fait éclater tant de fureur contre les Eſpagnols, & pour la liberté, ſe rendit le 17 Septembre, ſans attendre les horreurs d'un ſiége. La religion Catholique devait être rétablie excluſivement; mais on accordait à ceux qui perſiſteraient dans la religion Proteſtante, un délai de deux ans pour régler leurs affaires & ſe tranſporter hors de la ville. Cette politique adroite & la clémence du vainqueur ne purent ſéduire les Proteſtans. Ils allerent en foule chercher la liberté politique & religieuſe en Hollande, en Zéelande & dans les autres places. On aſſure qu'il n'y reſta pas la moitié des habitans.

Gand ſe rend à Farnèſe.

Meteren. 242.

Dans la Gueldre, la Friſe & l'Overyſſel, les forces des deux partis s'étaient balancées. Les combats étant toujours meurtriers ſans être déciſifs, & les Païs ſoumis à l'un & à l'autre parti, étant remplis de mécontens, les opérations militaires ſe bornaient à des intrigues, à des pratiques ſecretes, à des coups

Opérations en Friſe & en Gueldre.

de main. Les Royaliſtes tenterent ſucceſſivement pluſieurs ſurpriſes ſur Kampen, Haſſelt, Nimegue: elles échouerent toutes. Les confédérés, encore trop faibles, n'oſaient former aucune entrepriſe: toute leur attention était occupée à introduire l'ordre dans le gouvernement & la diſcipline parmi les troupes. Juſqu'alors les ſoldats avaient refuſé de prêter ſerment aux Etats & au Comte Maurice. Le Comte de Hohenlo, déchargé de l'emploi de Lieutenant-Général, ne ſavait ſous quel titre ſe faire obéir des troupes qu'il avait ſous lui. Pour obvier à ces deux inconvéniens, les Etats lui continuerent le même emploi, ſous le Comte Maurice & ſous le Conſeil d'Etat. Ils enjoignirent aux troupes de jurer obéiſſance à Hohenlo, & fidélité à eux. Hohenlo, guerrier auſſi déſintéreſſé qu'intrépide, auquel il ne manquait qu'une plus grande prudence, pour faire un Capitaine accompli, ſe contenta modeſtement de ces honneurs. Il vola dans la Zéelande, s'aſſura de la ville de Berg-op-Zoom, prête d'être livrée au Duc de Parme par trahiſon, & ne penſa plus qu'à employer toutes ſes forces à la délivrance d'Anvers. Mais la ſageſſe ſupérieure avec laquelle le ſiége de cette ville était conduit, la perte preſque entiere de la Flandre & du Brabant, jetaient la ter-

1584.

Bor. XIX. Reidan.

Le Comte de Hohenlo, déclaré Lieutenant-Général.

Bor. XIX. 39.

Déſeſpoir des confédérés.

Grot. 88. 89.

1584. reur dans l'esprit des confédérés. Au dedans, le mépris de l'autorité, la licence effrénée des troupes, le choc perpétuel des factions, les intrigues de Farnèse, qui, cachant l'esclavage sous des offres brillantes, se faisait par-tout des partisans, les plongerent dans le désespoir. Ils n'imaginerent plus d'autre ressource que de se donner à une puissance étrangere (*). Je ne crois pas, dit un Auteur Hollandais, qu'on trouve dans notre histoire, une époque plus humiliante pour nous. J'ajoute qu'elle n'est pas moins intéressante. On ne voit pas sans étonnement, une république maintenant si puissante, réduite alors à la nécessité de chercher des maîtres, & à l'humiliation d'être refusée. On est sur-tout frappé que l'intervalle entre son humiliation & sa grandeur ait été si court.

De opk. en bloei der Vereen. Nederl.

(*) *Arcanumque ingens patefactum est, posse Belgas sub domino esse, non posse sub hispano*, s'écrie Grotius. Mais, quand on se rappelle les différentes offres faites long-tems auparavant à divers Princes, pour leur faire accepter la Souveraineté des Païs-bas, l'inauguration du Duc d'Anjou, les projets heureux du Prince d'Orange, on voit que cette pensée est plus belle que vraie; & que les Belges *avaient eu, non pas alors, mais long-tems auparavant, plus de haine contre les Espagnols que contre le gouvernement d'un seul.*

Peu de tems après la mort du Duc d'Anjou les confédérés, voyant le parti royaliſte devenir tous les jours plus nombreux & ſes ſuccès plus rapides, avaient envoyé une nouvelle députation en France. Ils ſavaient combien l'acquiſition des Païs-bas flattait l'ambition de Henri III. Forcés de ſe donner un maître, pour avoir un Protecteur, les Députés étaient chargés de lui offrir la ſouveraineté des Païs-bas. Ils n'avaient pas encore paru à la cour, lorſqu'on vint leur apprendre la mort imprévue du Prince d'Orange. On leur mandait de ſupplier en outre ſa Majesté d'envoyer dans les Païs-bas un chef habile, pour remplacer le Prince. A cette nouvelle, la cour de France, auparavant indifférente, ſe montra plus diſpoſée à accepter ces offres. Elle eſpérait que la Hollande & la Zéelande ſe joindraient aux autres Provinces, & que, dans la détreſſe où elles ſe trouvaient toutes, il ſerait aiſé de leur arracher des conditions plus avantageuſes que celles qu'elles avaient accordées au Duc d'Anjou. C'eſt auſſi ce qu'elle demandait poſitivement. Elle exigeait encore des places d'aſſurance plus conſidérables qu'Oſtende & l'Ecluſe. Elle n'oſait même épouſer les interêts des confédérés en leur envoyant les ſix ou ſept mille hommes qu'ils lui

1584

Négociations pour déférer la Souveraineté au Roi de France.

Holl. Ref. Août. Sept.

1584. demandaient, avant de savoir à quoi s'en tenir. Les Etats-Généraux assemblés à Delft, délibérerent sur ces propositions. Ceux de Brabant, de Flandre & de Malines exigeaient liberté de conscience, & cédaient au Roi toute l'autorité de leurs anciens Princes. Ceux d'Utrecht & d'Overyssel déclarerent qu'ils n'avaient encore jamais pensé à traiter avec le Duc d'Anjou ou le Roi, son frere, & qu'il fallait commencer par en faire la proposition. Ceux de Frise refuserent de se déclarer avant que les autres Provinces se fussent expliquées. Ceux de Hollande & de Zéelande demandaient à voir auparavant les instructions, dont Pruneaux, Seigneur de Sorbiere, Agent de la cour de France, était chargé pour eux.

Il ne tarda pas en effet à leur déclarer que le Roi voulait absolument être reconnu, en Hollande & en Zéelande, comme dans les autres Provinces, non-seulement pour Protecteur, mais pour Souverain. Les Nobles déclaraient que, depuis le commencement des troubles, ils n'avaient jamais eu à discuter une matiere aussi délicate. En conséquence, il fut résolu de convoquer tous les Nobles jusqu'aux cadets de famille, de consulter la Régence de toutes les villes, le conseil suprême, la cour de Hollande & la cham-

bre des Comptes. Pruneaux profita de ce délai, pour visiter les villes les unes après les autres. Il employait les expressions les plus fastueuses pour dépeindre le zèle de son maître envers les Païs-bas, les politesses & les paroles les plus séduisantes, pour gagner les personnes en charge. Mais ces manieres devaient déplaire à un peuple que sa simplicité & son zèle pour la liberté rendaient féroce & soupçonneux. Quelques-uns pensaient même, que cette démarche n'était qu'un jeu & que le Roi était moins jaloux d'obtenir la Souveraineté, que d'empêcher qu'elle ne fut déférée à l'Angleterre. 1584. *Bor. XIX.* 10.

Négociations avec l'Angleterre.

D'après l'exemple du Prince d'Orange, qui traitait toujours avec la France & l'Angleterre à la fois, on avait effectivement entamé une négociation avec la Reine Elizabeth. Les Députés des Etats-Généraux la priaient d'envoyer au plutôt neuf mille hommes à leurs secours & trois cents mille livres de poudre. Pour sureté elle pouvait choisir à son gré la garantie des Etats, ou celle de quelques villes particulieres. Elizabeth reçut ces offres assez froidement & déclara qu'elles ne pouvaient lui suffire. Elle demandait quelques places fortes. Les Députés de Hollande avaient entamé avec elle une négociation particuliere & secrete *Bor. ib.*

1584. à ce ſujet. „ Elle avait, diſait-elle, „ plus d'inclination pour les Provinces „ de Hollande, de Zéelande, de Friſe „ & d'Utrecht que pour les autres." Elle ſe trouvait alors dans le plus grand embarras. Elle avait cru devoir favoriſer les négociations des Etats avec le Duc d'Anjou & Henri III, pour exciter une guerre ouverte entre la France & l'Eſpagne, dans la crainte que Philippe ne tombât avec toutes ſes forces ſur l'Angleterre qu'il menaçait depuis long-tems. Mais elle ne craignait pas moins que les Païs-bas fuſſent réunis à la France. Ce Royaume, en ſe fortifiant d'un Païs, ſi riche & ſi heureuſement ſitué pour la marine & le commerce, pouvait un jour faire trembler l'Angleterre, ſon ancienne rivale. Dans cette cruelle perplexité, elle ne penſa plus qu'à plier ſa politique aux événemens & aux occaſions. Les confédérés n'ignoraient pas ſes vues; & les Hollandais paraiſſaient plus portés pour elle que pour la France. Les Etats de cette Province balancerent long-tems entre les deux partis. Pluſieurs même les rejetaient l'un & l'autre & ſoutenaient que les confédérés pouvaient ſe défendre par eux-mêmes. Il eſt aiſé de penſer combien de pareilles démarches devaient alarmer le jeune Comte Maurice. Il ne manqua pas de

rappeler aux Etats de Hollande qu'ils avaient été sur le point de transporter la Souveraineté au Prince d'Orange, son pere, & les priait de ne pas sacrifier ses intérêts & ceux de sa maison, en traitant avec la France. Plusieurs villes excitées, soit par ses intrigues, soit par la noble passion de la liberté, s'opposaient plus ouvertement encore aux négociations avec la France. Amsterdam & Monnikendam étaient pour la négative. 1584. *Bor. XIX.* 27.

Les Habitans de Gouda se signalerent sur-tout par un mémoire éloquent quoique prolixe, pour empêcher les Etats de déférer la Souveraineté à Henri III. Discours de Gouda contre les négociations avec la France. *Bor. XIX.* 28.

„ Non, disaient-ils, il vaut mieux
„ combattre jusqu'à la derniere extré-
„ mité que de voir une liberté ache-
„ tée par tant de sang, indignement
„ sacrifiée à l'ambition d'un Tyran.
„ Un monarque aveuglément dévoué
„ à la religion catholique, peut-il nous
„ promettre de défendre la nôtre? Et
„ s'il nous le promet, doit-on se fier
„ à sa parole? Il est vrai que les Prin-
„ ces se soucient peu des intérêts de
„ religion: cependant de funestes exem-
„ ples nous attestent que le zèle pour
„ celle qu'ils professent en apparen-
„ ce, est capable de les porter aux plus
„ affreux excès. Peut-on se dissimuler
„ que Henri III, est fils de Henri II,

1584. „ perſécuteur implacable des réformés,
„ & de Catherine de Médicis, la fem-
„ me la plus perfide & la plus dange-
„ reuſe que la terre ait jamais portée;
„ qu'il eſt frere de ce Charles IX,
„ couvert du ſang de ſes propres ſu-
„ jets & du Duc d'Anjou dont l'entre-
„ priſe ſur Anvers ne doit jamais ſortir
„ de notre mémoire. Elevé dans le
„ machiaveliſme, dans les fourberies
„ italiennes, à la cour la plus cor-
„ rompue, qui fût jamais, n'a-t-il
„ pas été ſouvent le complice & l'exé-
„ cuteur des complots barbares qu'elle
„ formait? Depuis ſon avénement à la
„ couronne n'a-t-il pas ſouvent vio-
„ lé les traités conclus avec les Hu-
„ guenots? S'il paraît depuis peu leur
„ être favorable, c'eſt parceque les
„ circonſtances l'y obligent. Un Prin-
„ ce s'eſt-il jamais fait ſcrupule de
„ rompre un traité déſavantageux,
„ lorſqu'il a pu le faire impunément?
„ Et un Prince catholique ne ſe croit-
„ il pas autoriſé par le concile de
„ Conſtance à ne point garder ſa pa-
„ role aux hérétiques? Henri ne cher-
„ che à nous envelopper dans ſes fi-
„ lets que pour nous livrer à la mer-
„ ci de Philippe avec lequel il eſt lié
„ par les nœuds du ſang & la con-
„ formité de religion. S'il eut ambi-
„ tionné la Souveraineté des Païs-bas,

„ pourquoi ne s'eſt-il pas montré dans
„ les années 1578, 1579, 1580 & 1581, 1584.
„ tems où les Eſpagnols les avaient
„ évacués? Au contraire, le maſſacre
„ de la S. Barthelemi, la défaite de
„ Genlis, l'entrepriſe ſur Anvers, la
„ ceſſion de Dunkerque, découvrent
„ ſes intentions perfides. Si le moin-
„ dre ſoupçon de Papiſme nous a fait
„ arracher les emplois publics à des
„ patriotes courageux & pleins de zèle
„ pour la liberté, ſi ce malheur ſeul
„ les a expoſés aux excluſions les plus
„ injuſtes de notre part; n'eſt-ce pas
„ le comble du délire de penſer à dé-
„ férer la Magiſtrature ſuprême, le
„ pouvoir Souverain à un étranger
„ auſſi ſuſpect que Henri III? Ne ſe-
„ roit-ce pas faire la ſatyre la plus ſan-
„ glante de nos compatriotes, dont la
„ *candeur, la probité, la ſimplicité con-*
„ *traſtent ſi fort avec la mauvaiſe foi,*
„ *la perfidie & la duplicité de la na-*
„ *tion françaiſe?* Les manieres artifi-
„ cieuſes, les careſſes indécentes de
„ Pruneaux leur Agent, qui compro-
„ met indignement la Majeſté de ſon
„ maître, en courant de ville en ville
„ pour nous débaucher l'un après
„ l'autre, enfin tous ſes procédés
„ cachent des complots ſiniſtres &
„ doivent nous cauſer les plus violens
„ ſoupçons: car un Français ne vous

1584. „ accable de careſſes que pour vous
„ tromper plus ſûrement. Pruneaux
„ cherche à nous gagner en détail,
„ pour ouvrir le chemin à des divi-
„ ſions favorables aux Eſpagnols. Le
„ Duc d'Anjou a ſu tromper le Prince
„ d'Orange, le plus ſage & le plus pro-
„ fond des politiques: à plus forte
„ raiſon, nous autres innocens & ſim-
„ ples Hollandais, ſerons-nous le jouet
„ & la dupe des artifices de la cour de
„ France (*). Pour ſauver notre li-

(*) On ne manquera pas d'imaginer que j'ai eu mes raiſons pour raſſembler tous les traits lancés dans ce diſcours contre ma nation. On ne ſe trompera pas. Mr. Wagenaar les a ſagement ſupprimés ou adoucis, parce qu'ils étaient déplacés dans l'hiſtoire impartiale qu'il a écrite. En effet, quand on parle d'un autre peuple, on ne ſaurait uſer de trop de circonſpection. Des qualifications odieuſes, contre une nation étrangere, ne ſauraient partir que d'un eſprit étroit, & n'avoir pour principe que la haine nationale. Une pareille témerité me paraît un crime de *lèze-humanité*, qui n'eſt pas rare; mais dont perſonne ne s'eſt rendu plus coupable que les Anglais, ce peuple qui croit ſurpaſſer tous les autres, en philoſophie & en raiſon. Je ne vois parmi eux que Bolingbroke, Hume & Robertſon, qui aient ſu écrire l'hiſtoire en Philoſophes, & parler politique, ſans prévention nationale: encore les deux derniers ſont-ils Ecoſſais. De-

„ berté & notre religion, nous avons 1584.
„ recours à un Prince qui opprimera

puis tant de siècles que les intérêts de religion, les voyages, les émigrations, les négociations, les liaisons politiques, l'activité du commerce ont établi une si grande communication entre les différens peuples de l'Europe, les races se sont mêlées, les mœurs se sont confondues, & les caracteres originaux se sont en grande partie effacés. Quel juge assez téméraire osera assigner le rang que les nations doivent avoir l'une sur l'autre? Ce sont les différentes formes de gouvernement plutôt que les différens dégrés de latitude, qui influent sur les mœurs: mais la différence que produisent nos gouvernemens parmi les peuples de l'Europe, est sujete à tant de modifications que les inductions qu'on en a tirées ne prouvent rien, parce qu'elles se contredisent presque toutes. Ceux qui voyagent rapidement, croient saisir d'un coup d'œil le caractere spécifique des peuples: ils n'ont apperçu que les usages qui varient & les apparences qui trompent. Ceux qu'un long séjour met en état d'observer & d'approfondir, voient presque toutes les différences caractéristiques s'évanouir. Des conjectures ingénieuses & des expériences anatomiques sur une langue de mouton, fussent-elles proposées par le grand Montesquieu, ne me feront jamais croire que les peuples du nord sont plus vertueux que ceux du midi. On trouve la probité & la fourberie également à Rome, à Paris, à Londres, à Coppenhague. Il doit y avoir de la candeur

1584. „ l'une & l'autre. Hâtons-nous de
——— „ nous dérober à cet opprobre. Rap-
„ pe-

& de la franchiſe par-tout, parceque ces vertus paraiſſent ſi aimables que chaque nation a cru devoir ſe les attribuer excluſivement. Le Français, l'Anglais, l'Allemand, le Hollandais, l'Italien, l'Eſpagnol, ont chacun un proverbe analogue à ce préjugé : peut-être, en Normandie même, dit-on ſérieuſement : *Franc comme un Normand.* Si l'on ne doit pas juger une nation ſur les éloges qu'elle ſe donne, encore moins doit on la juger ſur les ſatyres des individus qui la compoſent. Un homme de génie peut s'exercer ſur les ridicules & ſur les vices de ſes concitoyens : quand il en fait la ſatyre, il a une intention qu'un étranger n'a pas, celle de les corriger ; & ſes peintures, pour devenir plus frappantes, ſont ſouvent chargées. Loin d'encourir le blâme de calomniateur, d'ennemi de ſa patrie, il eſt ſouvent mis au nombre des cenſeurs utiles & des bons citoyens. Un étranger qui ſe permettrait les mêmes ſarcaſmes ne ſaurait avoir que la haine nationale pour motif.

Cependant, je ſuis bien éloigné de diſſimuler que, du tems de Catherine de Médicis, la nation françaiſe ne paraiſſe avoir mérité les dénominations odieuſes, entaſſées dans le manifeſte de Gouda. Les perfidies, les cruautés, occaſionnées par les troubles de religion, lui avaient, ſuivant Dupleſſis Mornai, acquis le nom

„ pelons nous les défenſes d'Alkmaar 1584.
„ & de Leide, villes faibles, n'ayant
„ qu'une poignée de défenſeurs, qui,

nom de *déloyale*. Montagne parle de ces troubles comme d'un tems de *trahiſon*, *d'inhumanité*, *de brigandage*. Mais ſi la France eut alors dans ſon ſein des Catherine de Médicis, des Charles IX, des Tavanne, des Baron des Adrêts & tant d'autres monſtres enfantés par les guerres civiles, elle eut auſſi l'immortel Coligni, qui oſa combattre ſon Roi pour l'interêt de ſa patrie, la Noue, ſurnommé le *Vertueux* par les deux partis, Sully, Mornay, Dupleſſis, Pybrac, Biron, l'Hoſpital, Hennuyer & beaucoup d'autres dont tout homme s'honorerait d'être le compatriote & dont on trouverait difficilement les pareils parmi les chefs de la confédération des Païs-bas, à laquelle pluſieurs d'entr'eux rendirent de grands ſervices. Ces bons Hollandais qui relevent leur candeur avec tant d'emphaſe, n'oſent cependant diſſimuler les traits d'injuſtice & de perfidie, dont ils ſe ſont rendu coupables envers de bons citoyens qui n'avaient d'autre crime que de profeſſer la religion catholique. Il eſt naturel qu'un peuple à demi barbare, jaloux de ſa liberté juſqu'à la fureur, ſoit choqué de la politeſſe élégante & des procédés inſinuans où il voit un art qui lui eſt inconnu. Mais c'eſt une queſtion que l'hiſtoire rend très-problematique, & que tous les ſophiſmes de Rouſſeau ne ſauraient infirmer; ſi un peuple barbare & même ſauvage eſt moins trompeur, qu'un peuple civiliſé. Le Français eſt volage & gai: mais la perfidie demande des caracteres ſombres, des eſprits profonds, conſtans, en un mot capables d'imagi-

1584. „ cependant ont fait échouer tous les
„ efforts des fameuſes bandes Eſpagno-
„ les. Si l'ennemi pénétre en Hollan-

ner des plans compliqués & d'en ſuivre tous les détours juſqu'au dénoûment. Le perfide trompe avec art & ſyſtême : l'inconſtant n'en connaît point & ſe trompe lui-même bien plus qu'il ne trompe les autres. Quant à ce qu'on nomme politeſſe, ſi elle n'offre que des étiquettes gênantes, des dehors impoſteurs, l'apparence des vertus, le voile des faibleſſes, ſans doute elle doit révolter les ames honnêtes & vraies de toutes les nations. Il ne faut pourtant pas croire que les barbares & les peuples qui, par jalouſie, font gloire de l'être un peu, ſoient étrangers aux inſtitutions bizarres, aux formules fatigantes, aux procédés trompeurs. La politeſſe conſidérée comme un commerce réciproque d'égards, de complaiſances, comme la bienfaiſance embellie par les graces & par l'urbanité, eſt ſans doute un avantage ineſtimable dans la ſociété, & peut contribuer à égayer le ſonge hélas ſi triſte & ſi court de la vie. Je n'ai pu refuſer ces remarques à mon zèle pour la vérité autant qu'à mon amour pour ma patrie. Il eſt des cas où l'hiſtorien juſte & impartial ne peut s'empêcher de faire quelques réflexions pour prévenir les funeſtes impreſſions qu'un ſimple récit pourrait occaſionner, ou pour détruire des préjugés odieux. En eſt-il en effet de plus odieux que les haines nationales : elles n'ont pour motif qu'une jalouſie baſſe, qui eſt un aveu de ſon infériorité : elles ſont dont plus mépriſables & plus injuſtes que les haines religieuſes, auxquelles on peut ſuppoſer la noble ambition de vanger l'être ſuprême.

„ de, c'eſt notre ville qui ſera expoſée 1584.
„ à ſes premieres attaques.

„ Enfin ſi des raiſons auſſi convaincan-
„ tes ne font aucune impreſſion ſur les
„ eſprits, nous aurons la conſolation de
„ penſer que c'eſt nous qui avons fait
„ entendre les derniers cris de la liberté
„ expirante: nous finiſſons en proteſtant
„ contre les malheurs que le traité avec
„ la France ne manquera pas d'attirer
„ ſur la patrie, & nous adreſſons des
„ vœux ardens au ciel, pour écarter l'ef-
„ fet de l'orage prêt à nous écraſer."

Ils ſuppliaient encore les Etats de craindre les inſinuations du Conſeil ſuprême, de la cour de Hollande, & des Etats de Zéelande qui ſollicitaient la concluſion de ce traité, par des raiſons qui ne paraiſſaient pas moins puiſſantes. „ On n'avait, diſaient les par-
„ tiſans de la France, à oppoſer à
„ l'heureux Farnèſe & aux forces re-
„ doutables de l'Eſpagne, ni chef, ni
„ ſoldats. Les confédérés n'avaient
„ plus d'autre Prince d'Orange à atten-
„ dre: la Hollande n'avait réſiſté aux
„ Eſpagnols que par lui: En tardant
„ de recourir à la France juſqu'après
„ la perte entiere de la Flandre & du
„ Brabant, on devait craindre qu'elle
„ n'exigeât les conditions les plus du-
„ res. Elizabeth était d'une froideur gla-
„ çante: Depuis la mort du Prince d'O-

Raiſons des Partiſans de la France.

Ib. 16. *Grot. An.* 89.

1584. „ range, elle n'avait pas encore écrit aux
„ confédérés; l'Angleterre n'avait ni
„ les moyens ni la facilité d'attaquer
„ les Eſpagnols: la ſituation de ce
„ royaume était précaire: la mort pou-
„ vait enlever Elizabeth au premier
„ jour, & ſa ſucceſſion était dévolue à
„ Marie, déjà Reine d'Ecoſſe & dévouée
„ à l'Eſpagne & à Rome. Les conquê-
„ tes des Anglais en France & en Irlan-
„ de atteſtaient combien leur joug était
„ dur. Elizabeth dévoilait elle-même
„ ſa propre faibleſſe par une politique
„ incertaine & puſillanime. D'ailleurs
„ pouvons nous oublier que le digne
„ chef, dont nous adorons la mémoire,
„ a toujours eu plus de penchant pour
„ la France que pour l'Angleterre. Par
„ ſa poſition la France eſt en état de
„ couper les convois à l'ennemi & d'ar-
„ racher dans un moment l'Eſpagnol
„ du cœur des Païs-bas en tombant ſur
„ les Provinces Wallones. Henri ſai-
„ ſira avidement cette occaſion de ſe
„ venger de Philippe contre lequel il
„ a des griefs violens. Pourquoi le Roi
„ de France nous ravirait-il nos privi-
„ léges, lui qui ne les ôte pas à d'au-
„ tres Provinces réunies à ſa couronne?
„ Le Dauphiné, la Provence & la Bre-
„ tagne conſervent leurs Etats Provin-
„ ciaux & le droit d'accorder leurs pro-
„ pres ſubſides. Henri nous laiſſera vo-

„ lontiers une religion qu'il tolere dans 1584.
„ ſes Etats. La crainte de quelque ———
„ complot avec l'Eſpagne, l'engagera
„ à conférer les charges plutôt aux
„ Proteſtans qu'aux catholiques. Et,
„ s'il vient à mourir, notre perſpective
„ eſt encore plus conſolante, puiſque
„ Henri, Roi de Navarre, héritier pré-
„ ſomptif de la couronne de France, eſt
„ attaché avec zèle à la religion que nous
„ profeſſons." Ces raiſons ſpécieuſes ou
plutôt la crainte du joug encore plus *Holl. Ref.*
odieux de l'Eſpagnol, firent une im- *Dec. 746.*
preſſion que l'éloquence du parti oppoſé
ne put jamais détruire. Mais, pour ne
ſacrifier la liberté qu'à la derniere extré-
mité, il fut réſolu de chercher des pro-
tecteurs en France & en Angleterre, &,
ſi ce titre ne ſuffiſait pas à Henri, qu'on
lui donnerait celui de Prince & Seigneur,
avec l'agrément de la Reine Elizabeth.
Enfin les Etats-Généraux réſolurent de
lui déférer la ſouveraineté malgré le
refus obſtiné de la Province d'Overyſ-
ſel. Buis, Avocat de Hollande, ſe *Vad. Hiſt.*
démit alors de ſon emploi. Le dépit *VIII 50.*
parait avoir occaſionné cette déma-
che. Il s'était toujours déclaré contre
les négociations avec la France. On
ne voit pas que le Comte Maurice ait
oſé s'y oppoſer ouvertement. Mais il
n'eſt pas douteux que cette démarche
ne lui déplut, qu'il n'ait cherché à

1584. la traverſer par le canal des habitans de Gouda. Cette ville avait alors pour Penſionnaire François Franken, perſonnage habile, qui fut, probablement, l'auteur du manifeſte dont nous avons parlé, & devint dans la ſuite un des plus grands favoris de Maurice.

Politique d'Elizabeth.

Hooft. Meteren.

On vit alors arriver Robert Davidſon, Ambaſſadeur d'Elizabeth, que la politique de cette Reine ou les intrigues des Antagoniſtes de la France, amenaient dans les Païs-bas. Il parut le 8 Décembre dans l'aſſemblée des Etats-Généraux. A l'entendre, „ la „ Reine ne voyait qu'avec la plus „ profonde douleur l'état déplorable „ où ils étaient réduits: les rapports „ de commerce & de religion, les „ anciennes alliances de l'Angleterre „ avec les Païs-bas lui faiſaient pren„ dre l'interêt le plus vif à leur repos „ & à leur proſperité: elle n'avait en„ core pu décider le Roi de France à „ les ſecourir conjointement avec el„ le: elle déſirait connaître les reſ„ ſources qui leur reſtaient encore: „ cependant elle n'avait ni intention „ de traverſer les négociations enta„ mées avec la France, ni des projets „ ambitieux ſur leur ſouveraineté." Les Etats, ravis de ces proteſtations, accablerent le député de remercimens & de marques d'honneur. Ils nomme-

rent des commissaires qui confererent avec lui. „ C'était la Reine d'Angleter- „ re, dirent ces commissaires, qui avait „ conseillé les négociations des Etats a- „ vec la France. Mais en déférant la „ souveraineté à Henri, ils stipulaient le „ maintien de leurs priviléges & de leur „ religion. Les revers qu'ils avaient es- „ suyés & la mort du Prince d'Orange „ les avaient décidés à cette démarche: „ néanmoins, ils imploraient instam- „ ment l'assistance de sa Majesté dans une „ circonstance si critique." Davidson leur répondit que, puisqu'ils étaient si avancés avec la France, il ne pouvait plus leur communiquer ses commissions: mais qu'il attendrait des instructions ultérieures. Cette députation & sur-tout le séjour du député dans le Païs, causa beaucoup de joie. On se flatta que le Roi de France exigerait des conditions moins dures ou se déciderait plutôt sur celles qu'on lui proposerait. 1585. *Hall. Ref. Nov.* 688.

D'un côté, la crainte de sacrifier les libertés nationales en accordant trop au Monarque, d'un autre, celle de le révolter en lui proposant des conditions trop dures, occasionnerent beaucoup de contestations. Enfin le plan de l'inauguration fut dressé après bien des débats & chaque Province nomma des Députés. On ne voit pas que la Hollande ait accédé aux résolutions Débats sur les articles de l'inauguration. *Ib.* *Ib. Déc.* 790.

1584 générales. Elle donna elle même ſes pleins pouvoirs à ſes Députés: ils avaient pour inſtruction ſecrete de ſtipuler l'exercice excluſif de la religion reformée, excepté pour la maiſon du Roi & de ne lui céder qu'Ooſtende, l'Ecluſe, Berg-op-zoom, Bruxelles ou Malines pour places de ſûreté. Les Etats-Généraux ſe plaignirent de ce procédé miſtérieux: la Hollande proteſta que van Dorp & Caſembrood, ſes Députés, etaient chargés de ſe régler ſur la conduite des autres Confédérés: mais en même tems, elle recommanda à ces Députés, de ne laiſſer rien tranſpirer de leurs inſtructions.

Les Députés ſe rendent en France.

Enfin les Députés s'embarquerent tous enſemble à la Brille, mirent à la voile le 3 Janvier 1585, eſcortés par quatorze vaiſſeaux de guerre. Des vents contraires les obligerent de relâcher à Boulogne. Ils pourſuivirent leur route par terre juſqu'à Senlis où le Roi leur manda de l'attendre, les défraya à ſes dépens & les fit traiter par-tout avec les plus grands honneurs. L'ambition n'était pas le ſeul motif qui portait Henri à profiter des offres des Confédérés. Les vices & les ridicules de ce Prince, l'avaient expoſé à la haine & au mépris de ſes ſujets. Henri de Lorraine, Duc de Guiſe, jeune Prince rempli de talens & dévoré d'ambition, avait

1585.

De Thou. L. 80. & 81.

Etat de la France.

mis à profit ces dispositions du peuple & s'était fait un parti, sous prétexte de former une ligue pour défendre la Religion Catholique contre les novateurs. Le Roi l'avait soufferte par indolence & s'en était déclaré le chef, crainte d'en être la victime. La mort du Duc d'Anjou, qui paraissait avoir délivré la France des complots d'un Prince turbulent, avait été le germe de troubles plus funestes. Les sentimens du peuple éclaterent avec violence. Les Guises firent publier partout que Henri III, ne professait la religion catholique qu'en apparence, que d'ailleurs il ne pouvait point avoir d'enfans & qu'ainsi, la couronne allait tomber au Roi de Navarre, hérétique relaps, qui porterait le dernier coup à la religion catholique. Le nom du vieux Cardinal de Bourbon devait servir d'étendard aux factieux; mais dans le fond, le but des Guises était de régner sous son nom & de s'asseoir ensuite sur le thrône comme descendans de Charlemagne. Philippe, pour occuper Henri, était l'ame de ces factions par ses intrigues & le soutien par son or. Mais, lorsqu'il apprit ses négociations avec les Confédérés; pour les traverser, il pressa les Guises d'éclater. Dans cette crise funeste, le meilleur parti que pouvait prendre Henri, était d'ac- 1585.

1585. cepter l'offre des Confédérés. Il reculait ainſi les bornes de ſon Royaume, ſe vengeait des complots perfides de l'Eſpagne, prévenait les horreurs d'une guerre civile, donnait aux eſprits turbulens & dangereux une autre direction, en les engageant dans une guerre étrangere. Enfin il empêchait que les Belges ne ſe jettaſſent entre les bras des Anglais, qu'une acquiſition auſſi importante ſur le continent, mettrait en état de faire revivre leurs vieilles prétentions ſur la France. Toutes ces raiſons & pluſieurs autres encore furent développées avec une éloquence ſupérieure par François de Noailles, Evêque d'Acqs, que le Roi avait conſulté. Mais lorſqu'elles furent expoſées dans le conſeil dont pluſieurs membres étaient penſionnés par l'Eſpagne, elles rencontrerent de grandes oppoſitions. Dans une circonſtance pareille, s'écrie l'éloquent de Thou, il eût fallu traiter ouvertement avec les Confédérés. Il eût fallu braver, à la face de l'Univers, le Roi d'Eſpagne dont on avait tant à ſe plaindre & à ſe défier. Il fallait ſaiſir avec hardieſſe & rapidité l'occaſion la plus favorable de relever la gloire du nom Français. Mais (*) la puſillanimité & la

(*) La conduite que la cour de France vient de tenir dans une circonſtance à peu-près ſem-

perfidie des courtisans qui entouraient Henri l'engagerent à donner ordre que les Députés s'arrêtassent quinze jours à Senlis : démarche funeste qui fit sentir aux Espagnols tout ce qu'ils pouvaient en France. Mendoza, Ambassadeur de Philippe, se voyant appuyé par les factieux, osa se plaindre hautement de l'accueil que le Roi venait de faire aux Députés des Païs-bas. „ C'étaient sui- „ vant lui, de malheureux hérétiques, „ d'infâmes rebelles auxquels il ne res- „ tait plus ni feu ni lieu, poursuivis „ par-tout par leurs remords & par la 1585

---

blable, est bien différente. Elle ne pouvait laisser échapper l'occasion la plus favorable d'humilier la puissance de la Grande Bretagne qui lui avait été si funeste. Elle s'est mise en défense : elle a déclaré ouvertement ses intentions à sa rivale. Elle a traité avec une bonne foi & un désintéressement admirable avec les Colonies : elle a renoncé à ses prétentions sur l'Amérique septentrionale : elle n'a plus qu'à désirer que ce vaste Païs peuplé par des Français, devienne indépendant, fasse un quatorzieme Etat confédéré, & sur-tout qu'il ne soit pas réduit en Provinces sujettes aux Colonies. Alors les Français trouveront leur langue & leurs usages dans un Païs libre & républicain : & la France sera, dans l'avenir, toujours plus en état de tirer parti de son alliance avec les Colonies.

1585. „ vengeance céleſte & prêts à ſubir un „ châtiment mémorable qui vangerait „ la cauſe de tous les Rois. Celui qui „ protégerait ces malheureux, s'expo- „ ſerait à tout le reſſentiment d'un mo- „ narque rédoutable qu'on n'outra- „ geait point impunément." Henri n'avait pas toujours l'ame faible. Ce diſcours inſolent le révolta. Il répondit à l'Ambaſſadeur avec la fermeté d'un Roi citoyen. „ Non, dit-il, des „ peuples qui ne ſe ſont ſoulevés qu'a- „ près avoir tenté toutes les voies de „ la douceur pour engager leur Souve- „ rain à renoncer à ſes projets tyran- „ niques, ne ſont point à mes yeux „ des rebelles: Ce ſont d'anciens ſujets „ de mon Empire, qui viennent y cher- „ cher la protection que le Français „ naturellement généreux s'eſt toujours „ fait gloire d'accorder aux peuples ou „ aux Princes étrangers, pourſuivis par „ l'adverſité." En conſéquence il envoya chercher les Députés des Païs-bas dans ſes propres équipages & leur donna audience le 13 du mois de Février. Léoninus, Chancelier de Gueldre, porta la parole. „ Les qualités ſupé- „ rieures de ſa Majeſté, l'exemple des „ peuples lointains qui l'avaient autre- „ fois choiſi pour leur Souverain, a- „ vaient, diſait-il, bien plus que les „ circonſtances, déterminé les confé-

„ dérés à lui offrir la souveraineté des 1585.
„ Païs-bas. Malgré les conquêtes de
„ l'Espagnol, il y trouverait encore
„ quatre vingt dix villes fortes, sans
„ compter les citadelles & les châteaux,
„ une quantité innombrable de navi-
„ res, de matelots, de rades & de
„ ports de la plus grande commodité.
„ La situation de la France le mettait
„ en état d'intercepter les secours en-
„ voyés par Philippe & de conquérir
„ le reste des Païs-bas soumis à l'Espa-
„ gnol. Sa Majesté était suppliée de
„ réunir à la couronne un Païs si con-
„ sidérable qui était le berceau de la
„ monarchie & une ancienne portion
„ de l'Empire Français." Henri ré-
pondit aux Députés avec affabilité &
leur demanda les instructions dont ils é-
taient chargés, pour déliberer avec son
conseil sur une affaire qui exigeait de
mûres réflexions avant de se décider.

Articles de l'inauguration.

Les Députés furent ensuite présentés aux deux Reines, l'une Mere, & l'autre Epouse du Roi. Ils reçurent partout un accueil distingué & des réponses favorables. Mais on eut soin de les avertir de ne pas trop éclater, pour ne pas donner de l'ombrage aux ennemis secrets & publics de l'Etat. Ensuite, ils entrerent en conférence avec Pruneaux, pour régler les conditions. Ils demanderent d'abord que la

Bor. XIX.

1585. religion réformée fût exercée exclusivement; qu'on leur donnât un Gouverneur Protestant; que les étrangers & les catholiques fussent exclus des charges, & que les Etats particuliers pussent s'assembler toutes les fois qu'ils jugeraient à propos. Ces conditions & plusieurs autres semblables parurent indignes de la Majesté royale. En conséquence, les Députés dressèrent un autre plan, plutôt en forme de supplique que de traité. „ Ils priaient „ le Roi de réunir pour toujours les „ Païs-bas à la couronne, d'en accep- „ ter la souveraineté aux mêmes con- „ ditions que Charles-Quint les avait „ possédés, de les défendre contre les „ Espagnols, de maintenir leurs droits „ & la religion réformée, dans son „ état actuel, sans molester la conscien- „ ce de personne, de nommer pour „ Gouverneur-Général un Prince de „ son sang ou un Seigneur de marque „ assisté d'un Conseil, dont au moins les „ deux tiers seraient naturels du Païs: „ de permettre que les Etats-Généraux „ se rassemblent deux fois par an, & „ les Etats provinciaux aussi souvent que „ bon leur semblera, & qu'aux uns & „ aux autres appartiennent le consente- „ ment & la recette des impots. En- „ fin sa Majesté ratifiera les donations „ faites au Prince d'Orange défunt &

„ favoriſera cette illuſtre maiſon qui a 1585.
„ ſi bien mérité des Païs-bas. Elle
„ recevra la Province d'Overyſſel, lorſ-
„ qu'elle ſuivra l'exemple des autres
„ Etats. Ce traité ſera ratifié par tou-
„ tes les cours ſouveraines, & par les
„ Etats-Généraux de la France."

Dans ces articles ſi différens au premier coup d'œil du traité fait avec le Duc d'Anjou, on penſe que les Députés paſſerent leurs pouvoirs. Mais outre que les affaires des confédérés empiraient tous les jours, une fauſſe politique leur fit croire qu'ils devaient plus accorder à un Roi qu'à un Duc. Et, pour prévenir l'effet des reverſales ou contre-lettres que les Hollandais euſſent pu ſe procurer, ils ſtipulerent que le Roi n'accorderait à aucune Province des conditions particulieres. On n'oſa trop exiger en faveur des Princes de Naſſau, mais on ſtipula que le Roi confirmerait les Stadhouders qui ſeraient en charge. Ainſi le Comte Maurice pouvait compter ſur le Stadhouderat de Hollande & de Zéelande, dont on lui déférerait probablement le titre avant la ratification du traité, puiſqu'il avait déjà la jouiſſance de certains droits aſſignés à cette dignité. Ces articles parurent contenter le Roi. Déjà le bruit s'était répandu que l'offre était acceptée; déjà les Dé-

Wag. VIII. 63.

1585. putés sollicitaient de prompts secours pour délivrer Bruxelles; lorsqu'on apprit que cette ville importante s'était rendue à Farnèse aux mêmes conditions que Gand.

Cette nouvelle parut ralentir l'ardeur ambitieuse de Henri III. Il rencontrait tous les jours de plus grands obstacles de la part de son Conseil qui ne lui montrait que les dangers de provoquer un ennemi tel que Philippe. En effet, le Monarque Espagnol, ne trouvant pas de meilleur expédient pour se délivrer de ses craintes, força les Guises d'éclater. On assure qu'il les ménaça en cas de refus de remettre au Roi de France les originaux des traités du Duc avec l'Espagne. Déjà la rebellion marchait tête levée: la ligue s'était assurée de plusieurs villes, & Paris était devenu le centre de leur Union fanatique. Une circonstance pareille demandait une ame ferme & courageuse: mais, quand il fallait agir, l'esprit de Henri naturellement faible suivait toujours des résolutions pusillanimes. Il ne put donc résister aux raisons de ses ministres perfides. Il déclara aux Députés des Etats-Généraux qu'ayant lui même besoin de secours, il ne pouvait accepter les offres d'un peuple qu'il n'était plus en état de défendre. Les Députés firent encore plusieurs tentatives pour obtenir au moins

Esp. de la ligue II. 240.

Henri refuse la Souveraineté des Païs-bas.

quelques ſecours; mais inutilement. C'eſt ainſi que les Français perdirent pour toujours l'occaſion de réunir les Païs-bas à leur Empire. Ce refus dont les Provincs-Unies ſe ſont bien félicitées dans la ſuite, leur cauſa alors la plus profonde douleur. 1585.

En effet, leur perſpective devenait tous les jours plus effrayante. Le Comte de Hohenlo venait de manquer une entrepriſe ſur Bois-le-Duc. Les ſoldats avaient pénétré dans la ville: mais la ſoif du pillage & une terreur panique furent cauſes qu'ils précipiterent leur fuite & perdirent quatre cens hommes. L'approche des Eſpagnols était d'autant plus à craindre que les catholiques formaient le plus grand nombre des habitans des Provinces-unies. On ajoute même une choſe qui ſemble exagérée: qu'ils étaient dix catholiques contre un Proteſtant.* Mais les Proteſtans, comptant dans leur parti les chefs du gouvernement, des garniſons des troupes, & craignant d'ailleurs que les Catholiques ne favoriſaſſent les Eſpagnols, avaient cru diminuer leur zèle, leur nombre & leurs forces, en les opprimant. Rien cependant n'eût été plus néceſſaire que de ménager un corps de citoyens ſi nombreux: rien n'eût même été plus équitable, puiſqu'ils faiſaient cauſe commune avec les Proteſ-

Etat malheureux des Provinces-Unies.

Bor. XX.

* *Brandt hiſt. der reform. I.* 725.

Zie de Hiſt. van 't Sacr. der mirak. gedr. tot Bruxelles.

1585. tans. Mais, lorſque, ſans égard pour les articles ſtipulés dans la paix religieuſe, dans l'Union d'Utrecht & d'autres traités jurés ſolemnellement, les catholiques ſe virent enlever leurs égliſes, arracher leurs emplois, & inſultés comme ennemis de la patrie; ils méditerent naturellement les moyens de ſe venger (*). Les ſuccès des Eſpagnols

(*) De ce qu'un parti eſt perſécuté & malheureux, ce n'eſt pas une raiſon de chercher à l'écraſer en ſe déclarant contre lui. En voyant les Proteſtans expoſés aux fureurs des tyrans & des fanatiques, j'ai plaidé hautement pour l'innocence opprimée, & j'ai verſé des larmes ſinceres ſur leurs malheurs. Ils oppriment à leur tour les catholiques ſans que ceux-ci l'aient mérité: je dois donc prendre la défenſe des peuples catholiques: ils n'ont pas, dans les Païs-bas comme en France, formé d'affreuſes conſpirations pour exterminer les Proteſtans: au contraire, ils les ont toujours plaints: ils ont donné un exemple juſqu'alors incroyable, celui de ſe liguer avec eux contre la tyrannie & l'inquiſition. J'avoue que, dans la ſituation actuelle des choſes, c'eſt une bonne politique d'empêcher qu'il ne ſe forme dans un état de ces ſociétés deſtructives qui croient honorer Dieu en renonçant au droit de donner la vie à des hommes. Tout le reſte eſt arbitraire. Je ne penſe pas même que ces fameuſes impoſtures ultramontaines qui attribuent à des pontifes couronnés des droits qui renverſent la ſociété, mé-

leur en fourniſſant alors l'occaſion, ils ſentirent renaître leur courage. A Nimegue, ils demanderent une Egliſe publique. Outrés d'eſſuyer un refus, ils ſe révolterent & ſe trouverent aſſez forts pour chaſſer la garniſon & placer dans la Régence des Magiſtrats de leur 1585.

Nimègue ſe rend aux Royaliſtes.

---

ritent l'attention du gouvernement. Son objet n'eſt pas de connaître des dogmes, mais de ſévir contre les déſordres. Autrement, il devrait s'immiſcer dans le ſecret de toutes les religions, puiſqu'il n'en eſt aucune qui ne renferme des principes, dont l'on peut tirer des conſéquences contre la ſociété. Chaque citoyen ſerait obligé de lui livrer la clef de ſa conſcience. En conſidérant les traits de lumieres qui éclairent actuellement toutes les ſociétés chrétiennes, on ne doit plus gueres appréhender ces malheurs affreux cauſés autrefois par l'enthouſiaſme de religion. Si elle mettait encore les armes à la main de quelques fanatiques; le gouvernement devrait les punir comme perturbateurs de l'ordre public; mais jamais comme ennemis de la divinité, dont il n'appartient pas à de faibles mortels de vanger la querelle. Agir par zéle plutôt que par juſtice, c'eſt faire entendre qu'on ſe défie de la bonté de ſa cauſe, c'eſt augmenter le nombre des fanatiques. L'objet des gouvernemens eſt la tranquillité & la puiſſance: les malheurs arrivés tour-à-tour à Philippe II, & à ſes ſujets révoltés, prouvent que rien n'eſt plus capable de troubler l'une, & de ruiner l'autre, que la tyrannie & la perſécution. Il faut

1585. religion. Ils ne voulaient d'abord que se défendre par eux-mêmes; mais les refus de Henri III, leur faisant perdre toute espérance d'avoir un Souverain Catholique, ils capitulerent avec Farnèse. Doesbourg tomba peu de tems après en son pouvoir par les mains des

Bor. ib. Metereu.

---

donc punir, sans jamais persécuter, s'appliquer à conserver les points de morale sur lesquels toutes les religions sont d'accord, favoriser le progrès des lumieres, ordonner aux assemblées religieuses, la publicité la plus pompeuse qu'il est possible, parceque les factions ne se forment que dans les sociétés cachées & non tolerées. Alors, s'il est des dogmes dangereux, on en préviendra les effets; on les verra tomber peu-à-peu par leur absurdité. Qu'importe aux Etats où le Protestantisme domine, que quelques citoyens croient aux stigmates de François d'Assise ou aux métamorphoses de Wistnou? Pour damner les gens dans l'autre monde, s'ensuit-il, qu'on ne puisse vivre en paix avec eux dans celui-ci? Il semble au contraire qu'on doit se sentir plus disposé à les soulager dans cette vie par la pitié qu'inspire l'idée de ce qu'ils auront à souffrir dans l'autre. D'ailleurs les conséquences du salut exclusif résultent également de la plupart des autres religions, qui croyant, chacune, avoir trouvé la voie la plus facile pour envoyer les hommes au ciel, en supposent l'entrée bien difficile & en général impossible à ceux qui suivent une autre route. En effet par-tout les dévots damnent non seu-

Catholiques. Les Royaliſtes, commandés par Taſſis, ravagerent cruellement la Véluwe, la Province d'Utrecht, & prirent pluſieurs fortereſſes. Pour comble de malheur, Taſſis remporta une victoire importante ſur les troupes des Etats près d'Amerongen. Les ſuccès des confédérés ſe bornerent preſque à aſſurer Kampen & Arnhem contre les 1855. Bor. XX. 55.

lement les autres ſectes, mais le dogme de la prédeſtination & du petit nombre des Elus leur fait proſcrire tous les hommes mondains; à plus forte raiſon, les ſectateurs du Pape qu'un délire pieux & opiniâtre leur fait prendre pour je ne ſais quel être imaginaire qu'ils appellent Antechriſt. Mais dans toutes les ſectes, parmi les catholiques même, il eſt des gens éclairés & humains qui ne damnent perſonne. Encore moins ajoutent-ils foi aux pieuſes impoſtures des ſiècles d'ignorance. Ils diſent avec Lambertini : *Fra noi, gli miracoli ſono paſſato un pezzo.* Ils diſent avec les Français : *menteur comme la vie des Saints.* Ils ſavent ce que diſent les Scholaſtiques : *multi cremantur in infernis qui coluntur in terris.* Ils diſent encore, que, puiſque Boſſuet a prouvé que le catholiciſme n'a rien de choquant pour un Proteſtant, il s'enſuit que le Proteſtantiſme ne doit rien avoir de choquant pour un Catholique. Enfin, ils penſent que, puiſque rien n'eſt plus ſemblable à un Catholique qu'un Proteſtant, il faut ſe pardonner les uns aux autres les différences d'opinions, & s'aimer, s'entre-ſecourir tous, comme hommes, comme freres, comme concitoyens.

1585. tre les complots des Catholiques : le Comte Guillaume Louis de Naſſau, Stadhouder de Friſe s'empara encore de deux petits forts, dans la Véluwe. Il était même prêt de ſurprendre Groningue par une intelligence qu'il avait dans cette ville, lorſque le complot fut découvert. La ſeule expédition qui réuſſit aux Etats fut la ſurpriſe de Nuys dans l'électorat de Cologne & du fort d'Overaſſelt près de Grave. La valeur de Martin Schenk contribua beaucoup à ces deux conquêtes. Ce brave Capitaine, venait d'abandonner les Eſpagnols, parceque Farnèſe lui avait préféré Haute-penne, pour le Gouvernement de la Gueldre.

Reid. L. 4.

Schenk prend le parti des Confédérés.

Pet. II. 513.

Les Confédérés n'avaient jamais eu un ſi grand beſoin d'hommes pareils. Farnèſe était toujours occupé au ſiége d'Anvers. Pour la prendre par famine, il avait, comme nous l'avons dit, fait occuper toutes les avenues. Il avait conſtruit des forts ſur les deux rives de l'Eſcaut; mais comme le lit de ce fleuve était fort large, les navires Hollandais & Zéelandais, à la faveur des vents ou de la marée, conduiſaient impunément toutes ſortes de ſecours dans la ville. Ils y apportaient une ſi grande quantité de vivres que, par une épargne mal entendue, la Régence en diminua le prix. Ainſi les

Suite du ſiége d'Anvers.

Meteren. Reidan.

Grot. 92.

marchands se retirerent pour ne pas vendre à perte, & la ville laissa échapper l'occasion de s'approvisionner pour long-tems. Farnèse leur coupa entierement le passage par des entreprises hardies & que le génie seul peut imaginer. Il projeta de jetter un pont sur l'Escaut. La difficulté de se procurer des matériaux, l'impossibilité de les transporter tant que les Confédérés seraient maîtres de la navigation par la supériorité de leur marine, le flux & le reflux de la mer, la largeur & la profondeur du fleuve, les glaces, les efforts des navires ennemis, tout semblait montrer l'absurdité d'un semblable projet. L'idée seule que l'exécution en était possible fut ce qui le fit réussir. Les Habitans d'Anvers s'en moquerent hautement, & Farnèse profita de cette fausse sécurité pour pousser son entreprise avec ardeur. Il fit creuser entre Steken & Kallo, un Canal de quatre lieues, qui s'embouchait dans une riviere qui passe à Gand, pour en tirer tout ce dont il avait besoin. Ainsi les matériaux furent aisément transportés jusqu'au bord du fleuve. Farnèse conduisait toutes les opérations: & lui-même, la pioche à la main, excitait ses soldats par ses paroles, & les encourageait par son exemple. Des forts & des redoutes ménagées de distan- 1585.

1585. ce en distance, le long des deux rives, & quarante deux vaisseaux équippés à Dunkerque & à Gand, protégeaient les ouvriers, sous la conduite du Marquis de Roubais. La flotte & l'armée travaillerent pendant six mois. On choisit les deux rives opposées où il y avait le moins de largeur. On y construisit une estacade, avec de gros pilotis, enfoncés dans le fleuve, liés ensemble par de larges poutres, & couverts de planches pour former un pont. Du côté d'Ordam, sur la rive du Brabant l'estacade ne fut poussée que jusqu'à deux cens pieds; mais à Kallo, du côté de la Flandre où l'eau était moins profonde, elle fut prolongée jusqu'à neuf cens pieds. Il restait encore au milieu un espace de plus de treize cens pas. A la faveur de la nuit, de la marée & du vent, les vaisseaux des confédérés osaient franchir cet obstacle & porter des secours dans la ville. Mais, la navigation étant plus gênée & les vivres plus chers, le courage des assiégés commençait à s'ébranler. Ils parlaient déjà de la clémence du Prince de Parme & de l'impossibilité de se défendre contre un général soutenu par son génie & par une armée si nombreuse. Aldegonde, Bourguemaître d'Anvers, employait toute son éloquence pour les porter à des résolutions prudentes & cou-

Strada Liv. 6. Bentivogl. Bor. Meteren.

Pet. II. 502. 505. Bent. Liv. 13.

courageuſes. Il expoſait à leurs yeux les perfidies & l'intolérance des Eſpagnols, les défenſes opiniâtres de Leide & d'Alkmaar: il évoquait les mânes d'Egmond, de Horn, du Prince d'Orange, & de tant d'autres Patriotes, dont le ſang demandait vengeance à tous les bons citoyens. Il préſageait l'état déplorable où ſerait réduite une ville ſi floriſſante, en ſe ſoumettant au joug affreux des Eſpagnols. Il montrait les moyens de détruire leurs travaux & les ſecours qu'on avait lieu d'attendre de la France & de l'Angleterre. Ces harangues ne furent pas inutiles pour arrêter l'effet des promeſſes inſidieuſes que Farnèſe faiſait ſous main aux habitans. On ne parla plus de ſe rendre. Le brave Teligni, qui avait ſi bien défendu le fort de Lillo, fut envoyé en Zéelande, pour demander des ſecours. Mais il eut le malheur de tomber entre les mains des Eſpagnols. Ce coup fut très-ſenſible au brave la Noue, ſon pere, encore priſonnier des Eſpagnols, & très-funeſte aux Etats qui étaient alors dans une grande diſette de bons capitaines. Pour comble d'infortune, Farnèſe vint à bout de fermer entierement le cours de l'Eſcaut. Trente-deux groſſes barques, fixées à vingt-deux pieds l'une de l'autre par des ancres, liées toutes enſemble par

1585.

De Thou. L. 83.

1585. de fortes chaînes & revêtues de planches qui communiquaient aux eſtacades, formaient un pont de deux mille quatre cens pas, aſſez large pour que dix hommes puſſent y marcher de front. Des Soldats diſtribués partout, une grande quantité de bâtimens montés de pièces d'artillerie, & pluſieurs radeaux formés avec des mâts attachés enſemble, heriſſés de pointes de fer aux extrémités, empêchaient l'ennemi de rien tenter contre ce pont, chef-d'œuvre du génie.

Machines infernales pour rompre le Pont.

Les Habitans d'Anvers ne virent qu'avec effroi la réuſſite de cet ouvrage merveilleux. Il eût été plus facile d'en empêcher l'exécution que de le détruire. La grandeur du péril leur fit tenter tous les moyens de le rompre. La priſe de Liefkenshoek & de pluſieurs autres forts fut un effet de ce nouveau courage. Mais ils eſpérerent encore davantage d'une autre invention. Giambelli, Ingenieur Italien, natif de Mantoue, ſervait alors les Etats. Ses ſervices avaient été auparavant rejettés par la Cour de Madrid; & il avait juré de l'en faire repentir. Peu s'en fallut que ſa menace n'eût des ſuites. Il s'était fixé à Anvers. Dès le commencement du ſiége, il avait propoſé un moyen sûr pour approviſioner la ville. Mais, ô honte! s'écrie l'hiſtorien

Strada L. 6.

Hooft, tandis qu'un Italien fait éclater son zele pour un païs qui lui est étranger, des citoyens corrompus par un lâche intérêt s'oppose à son projet; & de vils marchands se laissent prendre à dessein par l'ennemi pour lui vendre leurs vaisseaux & leurs cargaisons. Cependant lorsqu'on vit combien le péril était pressant, on eut recours à Giambelli, pour faire sauter le fameux pont. L'esprit de vengeance & de destruction lui fit imaginer ces espèces de brulôts, que depuis on a nommé *Machines infernales*. Il choisit deux navires, fit pratiquer une mine dans chacun, remplit l'une de six milliers de poudre, & l'autre de sept milliers & demi. Ces bâtimens étaient chargés de blocs de pierre, de boulets & d'autres matériaux d'un poids énorme, pour augmenter la force de l'explosion. Le quatre du mois d'Avril, les deux machines descendirent l'Escaut, sur le soir. Elles étaient accompagnées de plusieurs petits bâtimens, remplis d'artifices, pour divertir l'attention des spectateurs. Un des brûlots se fit passage jusqu'au point de réunion d'une des estacades & des barques. Les Espagnols étaient accourus sur le pont & sur les deux rives, pour voir un spectacle nouveau, dont ils ne prévoyaient pas les suites. Le Prince de Parme osa s'avancer as-

1585.

Hooft. XXII. Bor. XIX. 35. *Met.* 248. *Strada.*

1585. sez près; il fallut employer les instances les plus vives pour l'engager à s'éloigner. Il était tems. Les deux brulôts éclaterent avec un fracas horrible. Le premier qui n'avait pas atteint le pont, renversa une redoute & mit en pieces quelques soldats. L'effet du second fut affreux. L'explosion fut si violente, que la terre en fut ébranlée à trois lieues à la ronde. L'Escaut franchit ses bords avec impétuosité. Les corps des malheureux spectateurs enlevés & déchirés dans les airs, retombaient en lambeaux. Plus de cinq cens hommes furent tués, entr'autres le Marquis de Roubais, Roblès de Billy & plusieurs Officiers de distinction. Les Confédérés auraient dû profiter de la consternation, qu'avait causé ce funeste accident, pour détruire le pont & tous les ouvrages des Espagnols. Mais personne n'osa s'avancer pour savoir l'effet des brulôts. Les habitans d'Anvers n'en furent informés que le troisieme jour, par le Comte de Hohenlo. Mais comme le pont n'avait pas reçu tout le dommage, qu'on avait espéré, Farnèse l'avait déjà fait réparer, avec la plus grande célérité.

Reddition d'Anvers. Il ne restait plus aux Confédérés qu'une seule ressource, à laquelle ils auraient dû penser, dès le commencement du siège: c'était de percer la di-

Idem.

gue de Couwenſtein, pour inonder le Païs & faire approcher les navires juſqu'aux murs de la ville. Le Comte de Hohenlo, l'attaqua d'abord avec autant de courage que de ſuccès : mais les Eſpagnols redoublerent leurs efforts, & vinrent à bout de le déloger. Le lendemain ils s'emparerent d'un bâtiment énorme, nommé la fin de la guerre, monté de plus de mille hommes, & deſtiné à détruire les redoutes & le pont. Ces deux pertes abattirent le courage des aſſiégés. Bloqués de tous cotés, éprouvant déjà les horreurs de la diſette, ils voulurent abſolument capituler. Toute l'éloquence d'Aldegonde fut inutile. Les mutins menaçoient même de le tuer. Il ſe vit donc obligé d'entamer les négociations avec Farnèſe. Il fit de vains efforts, pour ſtipuler l'exercice de la Religion réformée : il obtint ſeulement, que les Proteſtans auraient un délai de quatre ans, avant d'être obligés de quitter la ville. Les autres conditions furent aſſez douces. Farnèſe était impatient de jouir de ſa gloire, & ſe flattait de gagner les autres places par ſa clémence. Cette nouvelle cauſa la plus grande joie à Philippe. On dit qu'il alla ſur le champ frapper à la porte de ſa fille Iſabelle en criant *Anvers eſt à nous.* Il oubliait que cette conquête lui avait coûté douze millions. 1585. 16 *Août.*

1585. Les Etats-Généraux furent accablés de la perte d'une ville, qu'ils s'étaient flattés de délivrer jusqu'au dernier moment. Les Hollandais furent accusés d'avoir trahi la cause publique, en fournissant aux ennemis plusieurs des matériaux, dont ils avaient eu besoin. (*) Tout le monde éclata en reproches contre Aldegonde. Il était disposé à passer en Zéelande; mais les Etats lui firent dire de ne pas mettre le pied dans le païs. Il voulut se justifier; mais dans son Apologie, il paraissait désespérer si fort de la République, il relevait tellement les grandes qualités de Farnè-

Mécontentement à l'occasion de la perte d'Anvers.

Grot. 93. *Pet. II.* 509. 510.

(*) Cet attentat contre l'intérêt commun, ne fut que celui de quelques particuliers excités par l'avidité du gain. Les Hollandais ne pouvaient prévoir encore les avantages que la réduction d'Anvers apporterait dans la suite à leur commerce. Les efforts qu'ils tentèrent pour délivrer cette ville, en sont une preuve convaincante. Mais l'avarice, suite nécessaire de l'esprit mercantile, était déjà le vice de la nation *Tant est cette nation*, dit l'historien Petit, *âpre au gagnage qu'ils ne chomment pour aucun péril & ores qu'ils perdent aucunefois ils ont coutume de dire: weer aan, om een verloren twee gewonnen; daar het verloren is moet men het weder halen. Allons retournons à la charge, pour une perte, double gain; il faut regagner ce qui a été perdu. Petit Chron. II.* 500. 501.

se, la puissance formidable de l'Espagne, & les avantages de la paix, qu'il devint encore plus suspect, & reçut ordre de ne plus paraître dans aucune des Provinces-unies. Il ne laissa pas de se rendre en Zéelande; mais il fut gardé à vue dans sa maison. Il publia une nouvelle apologie, qui força les Etats-Généraux à le déclarer innocent. Dans la suite, on l'employa dans des ambassades; mais il ne fut plus admis dans les affaires d'Etat. En effet pouvait-on se fier à un homme qui, le premier, avait écrit au Prince de Parme & stipulé la possession perpétuelle de ses biens, tandis que les autres réformés ne l'avaient obtenue que pour quatre ans? On doit croire qu'Aldegonde ne livra pas Anvers par trahison. Il en retarda peut-être la reddition par son éloquence. Il avait en effet, l'esprit cultivé, le don de plaire & l'art de persuader. Ces talens le firent briller dans le parti des insurgens, auquel l'intérêt de la religion l'avait attaché. Mais il ne paraît pas qu'il eût cette pénétration d'esprit, ce coup d'œil du génie, cette fermeté d'ame, cet ascendant des ames fortes sur les faibles, qui fait plus que l'éloquence dans les tems de faction, & que l'éloquence seule ne peut jamais remplacer. Son génie ne se plia pas à tous les genres,

1585.

Reid. 72.

Bayle. Dict.

1585. comme celui de ces grands hommes dès anciennes républiques, qui se distinguaient également dans les camps, dans les licées & dans les assemblées de la nation (*). Aldegonde avait des qualités dont le Prince d'Orange sut bien tirer parti, mais dès que cette main qui l'avait conduit ne le soutint plus, il perdit son crédit: l'an était à peine révolu que ce tendre ami de Guillaume se vit privé des emplois, & ce qui est plus cruel encore, de la confiance publique. Un autre Partisan de Guillaume s'était vu dépouillé de ses dignités, quelques mois auparavant. C'était l'Amiral Treflong, un de ces braves avanturiers qui avaient occasionné la révolution, en surprenant la Brille. Telle était l'opiniâtreté de son caractere, qu'il avait refusé de voler à la délivrance d'Anvers, parce que les Etats ne voulaient pas dépoſer le Conseiller *Heins* & l'Avocat Fiscal *Valerius*, avec lesquels il avait eu des démêlés. L'affaire de Treflong traîna en longueur. Après une détention longue & rigoureuse, il fut enfin relâché. Maurice lui donna la charge de grand-maître & grand-Fauconnier des bois & forêts de Hollande. La Reine Eli-

Holl. Ref. Avril. Bor. XX. 22 31.

(*) Voyez le *Tom. III.* de cette histoire, *p.* 235. 345. 473.

zabeth, auprès de laquelle il avait des amis puiſſans, contribua beaucoup à ſon élargiſſement. 1585.

Négociations avec la Reine d'Elizabeth.

Cette Reine avait acquis une grande autorité dans les Provinces-Unies. Les Députés qui n'avaient pu faire accepter la Souveraineté des Païs-Bas au Roi de France, étaient à peine de retour; il n'y avait même que peu d'heures qu'ils avaient rendu compte du mauvais ſuccès de leur négociation, lorſque le Sieur de Gryſe préſenta une lettre aux Etats de la part de la Reine d'Angleterre. Il ſemblait n'avoir attendu le retour des autres Députés que pour engager les Etats à s'adreſſer à la Reine Elizabeth. Elle voyait, écrivait-elle, avec douleur qu'ils n'avaient plus de ſecours à eſpérer de la France: elle voulait leur montrer que le tems, loin de ralentir, avait augmenté l'intérêt qu'elle prenait à leur bonheur. Son Député Davidſon les aſſurait en même tems qu'elle deſirait leur en donner des preuves. En conſéquence les Etats & les villes tournerent leurs vues vers l'Angleterre. Amſterdam & Alkmaar oppoſerent d'abord quelques difficultés: Gouda ne voulut jamais conſentir à cette démarche. On ne laiſſa pas de nommer douze députés qui arriverent à Londres, le ſix du mois de Juin. L'occaſion ne pouvait être plus favorable. On venait

Ib. 62. 63. Holl. Ref. Avr. May. Juin. Juill.

1585 d'apprendre que Philippe avait mis un embargo général, non seulement sur les vaisseaux Hollandais & Zéelandais ; mais encore sur ceux de l'Angleterre, de l'Allemagne & des villes anséatiques. Cette circonstance engagea plusieurs Seigneurs Anglais à conseiller à la Reine d'éclater contre Philippe. „ Envain, disaient-ils, cher-
„ cherait-on, à ménager cet ennemi
„ implacable des Souverains & des na-
„ tions. Ses liaisons avec la Reine d'E-
„ cosse, avec les Rebelles d'Irlande,
„ ou plutôt toute sa conduite prouve
„ évidemment que nous ne pouvons
„ rester neutres. Ce sont ses persécu-
„ tions, ce sont ses tyrannies qui ont for-
„ cé les Païs-bas à se révolter: son but ma-
„ nifeste est d'extirper la Religion Pro-
„ testante & d'établir une Monarchie u-
„ niverselle. Il n'employe toutes ses for-
„ ces à la conquête entiere des Païs-bas
„ que pour être plutôt en état de tomber
„ sur l'Angleterre. Il espere y trouver
„ des partisans nombreux parmi les Ca-
„ tholiques & les partisans de Marie d'E-
„ cosse. Pour déconcerter ses mesures
„ perfides, il n'est pas d'autre ressource
„ que d'accepter l'offre des Confédéres.
„ Cette démarche occasionnera une
„ guerre ouverte ; mais le théatre en
„ sera porté hors de l'Angleterre.
„ Nous trouverons dans ce nouvel hé-

Holl. Ref. Juill. 350. *Bor.* XX. 53. *Hooft* XXIII. 1026. *Camden an.* 1583. *Bentivog.*

„ misphere conquis pas les Espagnols, 1585.
„ mais où Philippe ne peut porter la
„ main à cause de l'éloignement, des dé-
„ pouilles aisées & riches. Si nous som-
„ mes heureux dans les Païs-bas, quel
„ accroissement de puissance pour l'An-
„ gleterre ! Pourquoi n'accepterions-
„ nous pas un païs si fort à notre bien-
„ séance, quand ce ne serait que pour
„ nous indemniser des frais d'une guerre
„ dont Philippe est le seul Auteur?" Eli-
zabeth sentait toute la force de ces rai-
sons. Mais elle avait interêt de croire qu'il
n'est jamais permis à des sujets de se révol-
ter contre leurs Princes & de changer de
maîtres par caprice & même par des
motifs légitimes. L'affaire des Païs-bas
était la cause de l'humanité ; pour el-
le, c'était la querelle des Souverains.
Mais, comme l'interêt est encore plus
fort que les préjugés, elle n'y aurait vu
qu'une de ces occasions heureuses dont
les puissances peuvent profiter pour s'ag-
grandir, si la proie eut été aussi facile
qu'elle était attrayante. La valeur &
l'habileté des Espagnols & de Farnèse
faisaient craindre qu'il ne fût plus tems
d'empêcher qu'il ne conquît le reste
malheureux des Provinces des Païs-bas
ébranlées & sans défense. Alors comment
pourrait-elle résister aux Espagnols,
s'ils tentaient une descente en Angle-
terre & en Irlande? Les Catholiques

1585. ne voleraient-ils pas sous leurs étendards & ne se croiraient-ils pas autorisés par son exemple à se déclarer contre une Reine ennemie de leur religion? Dans une position si critique, dans une circonstance si délicate, Elizabeth eut recours à sa politique ordinaire. Elle commença par user de représailles, en faisant arrêter tous les navires Espagnols qui se trouvaient dans ses ports. Elle fit un accueil honorable aux députés des Païs-bas & leur donna audience le neuf Juillet. Ils commencerent par lui offrir la souveraineté. D'abord, elle prétexta une délicatesse, une répugnance insurmontable, à s'emparer du bien d'autrui; elle déclara ne pouvoir accepter la souveraineté qu'ils lui offraient, & refusa même de les prendre sous sa protection. Elle ne voulut s'engager qu'à leur fournir des secours. Le traité définitif fut conclu le dix Août. La reine promettait d'aider les Provinces-Unies d'un corps de quatre mille hommes de pied & de mille chevaux, & de leur envoyer pour général une personne de marque & de la vraie Religion Chrétienne (*). Il sera assisté de deux adjoints qu'elle nommera;

(*) Ce mot a des acceptions bien différentes, suivant qu'il est prononcé par un Calviniste, un Lutherien, un Catholique, un Quaker, un Anabaptiste, un Socinien, &c.

& tous trois auront séance dans le Conseil d'Etat. On y admettra même les Commandans des villes & châteaux de Flessingue, de Rammekens & de la Brille, places importantes qu'elle se faisait céder pour sa sureté, jusqu'à ce qu'elle fût remboursée de ses avances. Le Général, les dits Commandans & les autres Officiers Anglais, prêteront serment de fidelité à la Reine & aux Etats-Généraux & jouiront du libre exercice de leur religion, suivant le rit anglican. La Reine nommera, pour former le Conseil de Guerre, les sujets que son Gouverneur-Général aura choisis. Ce Gouverneur aura part, conjointement avec le Conseil d'Etat, dans toutes les affaires relatives à la police, aux finances, aux monnoies, à la discipline militaire, enfin à tout ce qui pourra contribuer au maintien de la *vraie Religion* & des Priviléges. Les Etats n'entameront aucune négociation avec l'ennemi sans le consentement de la Reine. Il plaira à sa Majesté de ne point traiter avec Philippe, sans l'aveu des Etats; ceux-ci promettent d'armer pour la cause commune autant de vaisseaux que la Reine, & d'obéir 1585.

&c. &c. Mais dans la bouche d'Elizabeth & des Députés des Païs-bas ce terme signifie sans doute la religion Anglicane ou la Presbitérienne des Provinces-Unies.

1585. aux ordres de l'Amiral Anglais. Ce traité fut ſigné le 2 Octobre par les Etats-Généraux. Mais, comme il n'avait pu prévenir la priſe d'Anvers; la Reine augmenta les ſecours, & promit cinq mille hommes de pied & mille chevaux, non compris les garniſons des places de ſureté. C'eſt ainſi que cette Reine politique s'établiſſait dans les Provinces-Unies, une autorité qu'elle pouvait étendre, ſi elle était favoriſée par les conjonctures, ou abandonner, ſans risquer de perdre ſes avances ni de compromettre ſa dignité, ſi elle ſe voyait obligée de céder aux forces redoutables de l'Eſpagne. Elle ne pouvait, diſait-elle dans ſon manifeſte, refuſer des ſecours à d'anciens Alliés, que la plus affreuſe tyrannie avait forcés à ſe révolter contre les Eſpagnols. Elle n'avait rien oublié pour exhorter les Etats Généraux à reſter dans l'obéiſſance & Philippe à reſpecter les libertés & la religion des habitans des Païs-bas. Mais au lieu de déférer à des avis auſſi désintéreſſés qu'importans, les Eſpagnols avaient inſulté ſes Ambaſſadeurs & fomenté le germe de la révolte en Irlande. Elle n'avait d'autre but que d'aſſurer ſes Etats contre des deſcentes perfides, de défendre les intérêts de la religion & de maintenir les peuples des Païs-bas dans la jouiſſance paiſible

Le Clerc Hiſt. des Prov. Un. p. 123. Bor. XX. 17.

de leur ancienne conſtitution, pour les intérêts de Philippe même. On ſent que ſi cette Reine ambitieuſe & politique n'eût pas d'autres motifs, elle n'avait pas eu beſoin de ſe ménager une part ſi conſidérable dans les affaires du gouvernement. Pour l'exécution de ſes deſſeins, elle jetta les yeux ſur le Comte de Leiceſter & le nomma Général des troupes qu'elle envoyait dans les Païs-bas. 1585.

Robert Dudley, Comte de Leiceſter, était fils du fameux Dudley, Duc de Northumberland. On ſait l'ambition qu'il eut de faire tomber la couronne d'Angleterre ſur la tête de ſon fils aîné, époux de la malheureuſe Jeanne Gray, & la cataſtrophe qui fut la ſuite de ce projet téméraire. Robert Dudley, échappé ſeul à une proſcription qui lui enlevait un pere, un frere & tous ſes biens, enfermé lui même par les ordres de Marie, jetta dans ſa priſon les fondemens d'une fortune qui releva ſa famille. Il y trouva Elizabeth & lui rendit des hommages d'autant plus flatteurs qu'elle partageait la même disgrace. Elle ne l'oublia pas en montant ſur le trône. Une phiſionomie ſéduiſante, une taille avantageuſe, des manieres affables & careſſantes, lui gagnerent le cœur de la Reine qui n'était pas plus inſenſible que les autres femmes. Les yeux d'Elizabeth couverts

Robert Dudley, choiſi pour Général des troupes Anglaiſes dans les Païs-bas.

Voy. ci-dev. Tom. II p. 587.

Grot. 94.

Hume's Hiſt. V. 14

1585. du bandeau de l'amour ne purent voir à travers ces dehors imposteurs. En le comblant d'honneurs, en le choisissant pour l'expédition des Païs-bas, elle montra une prédilection si aveugle qu'elle ne pouvait être l'effet de la simple amitié. Leicester était aussi bas qu'insolent, il aimait à flatter & à être flatté, il était ignorant & fourbe, sans honneur, sans talens; & cependant dévoré d'ambition. Il avait aspiré à l'honneur d'épouser la Reine; pour s'ouvrir le chemin du trône le bruit courait qu'il avait fait périr son épouse. On avance même qu'il avait promis à l'Ambassadeur d'Espagne de rétablir la Religion Catholique s'il pouvait lever la répugnance qu'avait la Reine de compromettre sa dignité en donnant sa main à un de ses sujets. Mais Elizabeth le joua comme tous les autres: elle aima mieux l'avoir pour favori que pour époux; pour concilier l'amour avec l'indépendance & ne pas blesser la décence & l'opinion publique qu'elle préférait à l'honneur.

Lib. Strada Lib. 6.

Leicester était encore en Angleterre; & déjà il avait laissé éventer le mistere de ses instructions secretes. Il était chargé de s'instruire à fond des forces & des ressources des Provinces-Unies, parce que sa Majesté était résolue d'en prendre la souveraineté pourvu qu'elles pussent se défendre par elles-mêmes.

Vues secretes d'Elizabeth. Hor. XX. 87. Hooft XXIII. 1039. 1042.

Le célebre Barneveld qui était alors un des Députés, avait ſu arracher le ſecret & ſe hâta d'ouvrir les yeux aux Etats-Généraux. Ils virent qu'Elizabeth en voulant paraître génereuſe était plus intéreſſée que les autres Princes qui avaient ambitionné la ſouveraineté des Païs-bas. Elle ne la refuſait pas: elle voulait l'obtenir au meilleur marché poſſible, & de la maniere la plus ſolide. Ainſi les Païs-bas devaient payer les frais du nouveau joug qu'elle déſirait leur impoſer. Dès lors on prit des meſures pour faire échouer ce deſſein. On ſe régla ſur les ſages Conſeils de Barneveld. D'après ſes avis, le Comte Maurice fut élevé au Stadhouderat de Hollande & de Zéelande par les Etats de ces deux Provinces. Il prêta ſerment & prit ſéance dans la cour le 14 Novembre. Sa commiſſion ne paraît avoir été dreſſée qu'en 1587. En qualité de Stadhouder, de Capitaine-Général & d'Amiral, il doit maintenir la dignité, les Priviléges & le bien-être du pays, l'exercice de la *Religion Chrétienne*, rendre juſtice à quiconque la lui demandera, diſpenſer les proviſions de droit, & faire exécuter tous les Edits & Sentences de l'aveu du Conſeil. Conjointement avec les Conſeillers-Committés, il changera, ſuivant la néceſſité, les Magiſtrats des vil-

1585.

Le Comte Maurice devient Stadhouder de Hollande & de Zéelande.

Bor. XX. 85.

1585. les, accordera des lettres de légitimation, de surséance, de grace, excepté dans les cas de meurtre prémédité."

Observations sur le gouvernement.

Telle est la substance de la commission du premier Stadhouder, nommé par les Etats de Hollande & de Zéelande. Guillaume, comme nous l'avons déjà remarqué, tenait de Philippe sa commission pour le Stadhouderat de Hollande & Zéelande; & des Etats, une autorité bien supérieure. En Hollande, il avait même placé sous lui d'autres Stadhouders; mais qui promettaient obéissance aux Etats. En Frise & à Groningue, les Stadhouders avaient été nommés tour à tour par les Etats-Généraux, par l'Archiduc Matthias & par les Etats de la Province. Les Etats de Gueldre, pendant les troubles, & ceux d'Utrecht, depuis la mort du Prince d'Orange, avaient aussi nommé leurs Stadhouders. Ces différences n'ont rien qui étonne dans la crise où se trouvait alors le gouvernement. Les différentes Provinces, n'ayant formé ensemble qu'une confédération pour résister à un Prince, devenu leur ennemi par sa tyrannie, ses droits de souveraineté étaient dévolus à chacune en particulier. Dans l'état de confusion où elles se trouvaient de tems en tems, au milieu d'une guerre vive & épineuse dont les opérations dépendaient des Etats-Généraux,

Verkl. der Un. 70. *&c. Oldenbarn. verded.* 45. *&c.*

ceux-ci devaient naturellement acquérir la plus grande influence. Mais il ne faut pas croire qu'ils se crussent investis de la souveraineté (*). Elle était restée entre les mains des Etats de chaque Province. Ceux de Hollande s'étaient déjà réservé le droit de conférer des lettres de grace, de faire graver un scel à leur nom, &, de leur propre autorité, ils confererent le Stadhouderat de la Province au Comte Maurice. 1585.

Lorsque Leicester apprit en Angle-

(*) Dans le 3e Volume, page 530, Mr. Wagenaar m'avait induit en erreur. Un écrivain moderne démontre par le texte même de l'acte en question, que la dispute de préséance dont il est parlé ne s'était élevée qu'entre les Etats-Généraux & les membres du Conseil du Prince. Ces derniers accoutumés à partager l'éclat & la gloire de l'administration absolue déférée à Guillaume pour tout le tems de la guerre & prêt de l'obtenir pour toujours, refusaient de céder le pas aux Etats-Généraux. Mais ceux-ci s'adjugerent la préseance comme représentant les Etats souverains des Provinces confédérées. Ils se l'adjugerent aussi sur les Etats de Hollande, non par aucune prétention sur la souveraineté respective des diverses Provinces; mais parce que telle était, disent-ils, l'étiquette & qu'on n'avait pas encore vu un exemple du contraire. Les Etats de Hollande leur céderent le pas, & le céderent même aux Etats de Flandre: preuve qu'ils n'y voyaient qu'une affaire de pure cérémonie. *Oldenbarn. verd.*

1585. terre cette derniere nouvelle, il en fut si piqué qu'il demanda ce qu'on attendait de lui dans les Païs-bas. Il ne fut pas moins choqué du titre de Prince qu'on venait de conférer à Maurice. Il crut qu'on ne cherchait à relever l'éclat du fils de Guillaume I, que pour éclipser celui du favori d'Elizabeth. Mais, on lui représenta qu'en Allemagne les fils héritaient du titre qu'avaient porté leur pere & que les differentes Provinces étaient dans l'usage d'avoir, chacune, leurs Stadhouders, mais tous subordonnés au Gouverneur-Général. Il parut se payer de cette réponse. Surtout, il fut enchanté de l'accueil brillant qu'on lui fit en arrivant dans les Provinces-Unies. On n'eut pû lui rendre de plus grands honneurs, quand il eut été le Souverain & le Libérateur du païs. Un Gentilhomme Hollandais qui refusait de loger son Maître d'Hôtel, y fut forcé par un ordre exprès des Etats. Il est impossible d'exprimer les transports de joie que les réformés firent éclater. Ils n'avaient pu, sans indignation, voir le Duc d'Anjou pratiquer scrupuleusement des céremonies qu'ils regardaient comme d'infâmes superstitions. Leicester, au contraire, avait déjà prouvé son zèle pour la réforme en persécutant les Catholiques. Il affecta une grande

Mécontentement de Leicester.

Reidan V. Holl. Ref. Novemb. Hooft XXIII.

Son arrivée dans les Provinces-Unies.

Bor. Meteren. 20. Dec.

Reid. Hist. 87. Hooft XXIII. 1042.

popularité avec les miniſtres, s'entretint avec eux ſur les moyens d'affermir & de propager la religion, alla ſouvent à la céne & fréquenta les égliſes avec aſſiduité & dans la poſture d'un homme dévot & recueilli. Cette conduite charma les Proteſtans zélés. „ Voilà, diſaient-ils, l'homme choiſi par la providence pour défendre la Patrie & ſur tout pour faire triompher la vraie religion. C'eſt lui qui fera ce que le Prince d'Orange, trop mol & trop tiede, n'a ſû faire (*). " En effet Leiceſter ne cachait pas qu'il avait adopté un ſyſtême différent & que, pour le maintien de la vraie religion, il était réſolu de ne pas épargner les Catholiques. Pour gagner ſes bonnes graces & imiter ſon zéle, le Comte de Nieuwenaar, Stadhouder d'Utrecht, pendant la détention de Villers, priſonnier de l'ennemi, ſe jetta dans pluſieurs couvens à la tête d'une troupe de ſoldats. Il rompit les coffres, emporta les ornemens ſacrés & n'oublia pas d'ouvrir les troncs. 1585.

Ib. *Brand* 71. *Bor XXI.*

(*) Il eſt certain que le feu Prince d'Orange eût vu avec plaiſir la religion Proteſtante s'établir partout. Mais s'apercevant que cette revolution n'était gueres poſſible, il favoriſa le tolérantiſme & regarda les fureurs des reformés à Gand & ailleurs, comme la cauſe du démembrement de la confédération.

1585. Enfin, les uns emportés par un zèle aveugle, d'autres par l'enthousiasme public, ceux-ci par l'espérance d'avoir part à la faveur, se réunirent pour déférer à un étranger le gouvernement général. La condescendance de tous les ordres de l'Etat dans une démarche si délicate fut aussi rapide qu'étonnante. Cette nouvelle dignité plaisait assez à Leicester; mais quand il s'apperçut qu'on restreignait son autorité, en lui nommant un Conseil sans lequel il ne pouvait rien faire, il refusa de s'en charger. Il ne l'accepta que lorsqu'on lui eut permis d'y appeler deux Anglais, & de choisir les autres membres parmi les sujets que les Etats lui présenteraient. Il obtint encore de pouvoir agir sans être obligé de déférer à la pluralité des voix. Enfin il obtint une autorité dont aucun autre Gouverneur-Général n'avait encore joui. Il se fit accorder des subsides extraordinaires. Le Prince Maurice & le Comte Guillaume de Nassau consentirent même à prendre de sa main leurs provisions de Stadhouders.

Il est nommé Gouverneur-Général.

1586.

Bor lb. 5. 8. Reid. V. Hooft XXIII.

Courroux simulé d'Elizabeth.

ib.

La Reine d'Angleterre se répandit en plaintes ameres sur l'élévation de son favori. Elle accusa Leicester d'ambition & les Etats de duplicité. D'abord, la politique d'une femme embarassa toutes ces têtes blanchies dans

les affaires. Avec le Duc d'Anjou & le Roi de France, ils avaient toujours fû prévoir les mesures qu'il fallait prendre; mais la politique déliée & mobile d'Elizabeth échappait à toutes leurs combinaisons. Ils avaient craint de ne pas lui accorder assez & se voyaient blamés comme s'ils eussent trop accordé à son Lieutenant. Cependant ils ne tarderent pas à dévoiler le mistere. Ils pénétrerent que cette reine artificieuse ne cherchait qu'à sauver aux yeux de l'Europe, le reproche d'avoir provoqué la puissance Espagnole. En conséquence, ils détournerent, avec plus d'habileté que de bonne foi, le sens de ces mots, *pouvoir absolu*, qu'ils avaient réellement accordé à Leicester, non-seulement dans le gouvernement & la guerre; mais encore dans les affaires de police & de justice. Ils avaient, disaient-ils, augmenté son autorité, parce qu'étant réunie & concentrée dans un chef unique, dont ils avaient absolument besoin, elle aurait plus de force pour prévénir les discordes qui avaient démembré la premiere confédération. Ils ne lui avaient, poursuivaient-ils, conféré qu'une préséance d'honneur sur les Stadhouders particuliers: les Etats des différentes Provinces conservaient la Souveraineté & le droit de retirer leur commission, quand 1585.

1585. bon leur ſemblerait. Leiceſter écrivit à la Reine de ne pas écraſer un *homme qu'elle avait tiré de la pouſſiere.* On conçoit qu'elle ſe laiſſa facilement calmer. Elle ſemblait ſe faire un jeu de l'embarras de ces nouveaux Républicains: elle penſait peu qu'ils fuſſent un jour en état de former une puiſſance indépendante & redoutable à l'Angleterre même. La ſuite de l'hiſtoire nous montrera encore mieux que ſa colere n'était que feinte.

Barnevelt nommé Penſionnaire de Hollande.

Mais, heureuſement, les Etats de Hollande mettaient alors à leur tête un citoyen plein de génie qui devait déconcerter les projets de cette politique inſidieuſe & ſauver la République du joug Anglais. Barnevelt, alors Penſionnaire de Rotterdam, fut nommé Avocat de Hollande, pour remplacer Paul Buis, qui avait abdiqué. Il n'accepta cet emploi que ſous la condition de s'en démettre ſi l'on s'accomodait avec l'Eſpagne. Ses appointemens furent fixés à douze cens livres de 40 gros.

Opérations Militaires.

Les Eſpagnols ne virent pas ſans douleur la Reine Elizabeth épouſer les interêts des Provinces-Unies. Mais, comme leurs forces étaient ſupérieures, ils avaient cru pouvoir arrêter les ſuites de cette alliance par des opérations imprévues. Sous la conduite du Comte de Mansfeld, ils avaient enva-

Bent. XIV. Strada. Liv. 7.

hi

hi le Bommelerwaard, au mois de Décembre 1585, au nombre de quatre à cinq mille hommes. Hohenlo vole à leur rencontre, fait couper les digues & ſubmerger la campagne. Les Eſpagnols ſe ſauvent à grand' peine ſur les éminences. Ils étaient réduits aux dernieres extrémités : Hohenlo s'attendait à chaque inſtant à les voir, diſait-il, tomber dans ſes filets comme des poiſſons : il parlait déjà des places où il devait diſtribuer cette multitude de priſonniers. Une forte gelée ſurvenue tout à coup trompa ſes eſpérances, & ne lui laiſſa que la penſée de pourvoir à ſa propre ſureté. Les Eſpagnols ſe retirerent à Bois-le-Duc, où pluſieurs moururent des fatigues qu'ils avaient eſſuyées. D'un autre côté les glaces offrirent aux Royaliſtes la facilité de tenter une irruption en Friſe. Ils pénétrerent par le Zevenwolden juſqu'au Bilt, & taillerent en pieces un détachement du Comte de Naſſau. Le dégel les fit revenir ſur leurs pas. Mais ils imaginerent d'autres moyens pour s'établir dans cette Province. On arrêta le cours de pluſieurs libelles qu'ils y faiſaient ſemer. On reconnut qu'ils cherchaient à ſoulever les peuples contre les Etats, contre la maiſon de Naſſau & contre l'Angleterre de laquelle on ne pouvait, diſaient-ils,

1586.

Janvier.

Reid. IV. Hooft. XXIV. 1060,

1586. attendre qu'un affreux eſclavage & des guerres continuelles.

Bor. Strada. En Gueldre, les ennemis avaient pénétré juſques dans le monaſtere de Beeterwaard, où ils s'étaient retranchés. Mais Schenk qui venait de tailler en pièces une Cornette d'*Appio Conti*, mit le feu au monaſtere, fit main baſſe ſur preſque tous les Eſpagnols qui s'y trouvaient au nombre de deux cens. Cet echec ne put les décourager. Ils vinrent aſſiéger la ville de Grave, ſur la Meuſe, dans le Brabant. Le Comte de Hohenlo arrêta quelque tems leurs efforts. Les Anglais ſe ſignalerent ſurtout dans une eſcarmouche, où ils firent plier les troupes Eſpagnoles, & faciliterent à Hohenlo les moyens de jetter des ſecours dans la place. Quoique les Eſpagnols la foudroyaſſent avec deux batteries de douze pièces de canon & euſſent ouvert une brèche conſidérable, on eſpérait encore de la ſauver, lorſque Lubbrecht Turk, Seigneur de Hemert, d'une ancienne famille de Gueldre, la rendit par capitulation.

Grot. 97. Quelques-uns diſent qu'il y fut déterminé par les careſſes d'une femme avec laquelle il entretenait un commerce criminel: mais dans ſon procès il déclara qu'il n'avait pu tenir contre les cris aigus & lamentables des femmes & des enfans, qui tremblaient des ſuites d'un

assaut. Quoiqu'il en soit, cette reddition fut jugée trop précipitée. Hemert fut arrêté & condamné par le conseil de guerre à perdre la tête, avec deux autres Officiers. Leicester refusa constamment leur pardon. Les Etats de Hollande avaient sollicité cet exemple de rigueur dans l'espoir de rétablir la discipline militaire énervée depuis longtems: Leicester eût pu s'en faire regarder comme le restaurateur, s'il eût montré la même fermeté à l'egard du Capitaine Weltz, Anglais, fait prisonnier au service de l'ennemi auquel il avait rendu la ville d'Aloft. Mais, lorsque tout le monde demandait la tête du traître, Leicester, non content de lui faire grace, le reçut parmi ses gardes. Le mécontentement augmenta, lorsqu'on le vit, contre l'ancienne coutume, donner un régiment des Païs-bas à Philippe Sidney, son neveu. Des prédilections si marquées indisposerent tous les anciens militaires. Farnèse profitait de ces divisions, pour multiplier ses conquêtes. La lâcheté des Bourgeois lui livra la ville de Venlo. Ensuite il vint assiéger celle de Nuys, qu'un événement singulier avait mis au pouvoir des Etats-Généraux. 1586. *Reidan.* *Holl. Ref. Juin. Juill.*

Origine de la guerre dans l'Evêché de Cologne.

Gerard Truchsès, Archevêque de Cologne, aimait éperdûment la belle Agnès, fille du Comte de Mansfeld. Ne pouvant ni l'avoir pour maîtresse, ni domp-

1586. ter sa passion, il avait abjuré la Religion Catholique pour la posséder comme Epouse. On renonce plus aisément au célibat qu'à un électorat de l'Empire. Truchsès crut pouvoir conserver le sien en y introduisant une religion qui laissait à tous les hommes la liberté de se marier. Mais, au lieu d'embrasser le Luthéranisme qui aurait pu gagner à son parti quelques puissances de la Confession d'Augsbourg, il eut l'imprudence de se déclarer Calviniste. Les Chanoines opulens de sa Métropole, ne manquerent pas de s'opposer à un changement qui les aurait ruinés. Autorisés par le Pape & soutenus par les Espagnols, ils se souleverent contre leur Electeur, le déclarerent déchu de sa dignité & prirent les armes contre lui. Truchsès, forcé de se sauver en Hollande, y était arrivé, quelque tems avant la mort du Prince d'Orange. Ernest de Baviere fut élu en sa place; & pour fortifier son parti il fut pourvu successivement des Evêchés de Liège, de Munster & de Hildesheim. Les Espagnols le favorisaient, soit parce qu'il était allié à la maison d'Autriche, soit pour s'attacher un voisin puissant & gagner à leur parti un païs où les Provinces-Unies trouvaient des soldats, & leurs réfugiés un azile. Cette politique leur eût procu-

Reid. 45. 76.
Bor. XVII. 3.

ré de grands avantages, si le nouveau Prélat eût eu autant de talens qu'il avait de haine & contre les Confédérés & contre les Hérétiques. Incapable des affaires, il n'aimait que les plaisirs. Il passait le jour à dormir & la nuit aux débauches des femmes & du vin. Son indolence fournit au Comte de Nieuwenaar l'occasion de surprendre la ville de Nuys, au nom de Truchsès; mais en effet pour les Etats. Cette acquisition les mit en état de tenir tous les païs Catholiques & Royalistes d'alentour dans des alarmes perpétuelles. Farnèse était donc intéressé à porter ses efforts sur une place si importante. On ajoute qu'il y était encore excité par la vanité de faire la conquête d'une ville que Charles le Hardi n'avait pu réduire dans un siège d'un an, avec soixante mille hommes. Ses espérances ne furent pas trompées. Au bout de seize jours, Nuys éprouva toutes les horreurs d'une ville prise d'assaut. Les trois quarts des bâtimens furent dévorés par les flammes. Elles auraient fait de plus grands progrès, si le passage ne leur été fermé par une maison où se trouvait le corps d'un saint. Tel est le récit de Strada qui était Jésuite & du Prince de Parme qui savait combien la foi aux prodiges peut ajouter au cou- *Strada.* 1586.

1586. rage d'une armée ſuperſtitieuſe & qui ne manqua pas d'inſérer cette pieuſe impoſture dans ſa lettre au Roi d'Eſpagne. Enſuite il s'empara de Meurs, & mit le ſiège devant Rynberg, où ſe trouvait une garniſon de 800 hommes, preſque tous Anglais, commandés par Schenk & Morgan. Pour ſauver cette place, Leiceſter vint s'emparer de Doesburg & marcha contre Zutphen. Alors Farnèſe changea le ſiège de Rynberg en blocus & fit partir un détachement pour défendre Zutphen. Il conſiſtait en deux mille hommes ſous la conduite du Marquis de Guaſto, qui fut attaqué par les Anglais près de Warnsfeld. Le combat fut vif & ſanglant. Mais enfin les vieilles troupes Eſpagnoles furent obligées de céder le champ de bataille aux nouvelles recrues d'Angleterre. Les vainqueurs ſe préparaient à pourſuivre le cours de leur fortune lorſque l'arrivée de Farnèſe avec toute ſon armée, les força de ſe retirer. Cet engagement fit un honneur infini aux Anglais; mais leur joie fut empoiſonnée par la perte du Chevalier Philippe Sidney, qui reçut une bleſſure à la cuiſſe, dont il mourut peu de jours après à l'age de 32 ans. Les Hiſtoriens du tems ſe font plûs à nous tracer dans ce jeune guerrier le modele de perfection qu'on ne croyait exiſter que dans l'imagination

Siège de Rynberg. *Ib.*

Ber. XXI. 41. 43.

Combat de Warnsfeld.

Septembre.

Mort de Philippe Sidney.

Hume's Hiſt. 281.

exaltée des Poëtes & des faiſeurs de Romans. Avant d'expirer il fit une action trop honorable à ſa Patrie & à l'eſpece humaine pour la paſſer ſous ſilence. Il était étendu ſur le champ de bataille, en proie aux douleurs de ſa bleſſure & à une ſoif dévorante. On lui apporta une bouteille d'eau. Mais, voyant un pauvre ſoldat dans une ſituation ſemblable à la ſienne ; *qu'on la donne*, dit-il, *à cet homme ; il eſt plus à plaindre que moi.* Deux mois auparavant, il s'était emparé d'Axel, par eſcalade. Maurice avait partagé la gloire de cette conquête. Ce fut le premier exploît de ce Prince que nous verrons dans la ſuite devenir le plus grand Général de ſon tems. 1586. *Bor XXI.* 43.

Avec de pareils ſecours Leiceſter eût pu tenir les troupes Eſpagnoles en échec. Mais, dit Grotius, dans la langue & le ſtile de Tacite, Leiceſter, ébloui par l'éclat du pouvoir, le tourna contre ceux dont il le tenait. Il crut ſe trouver dans un païs réduit en Province Anglaiſe, & ne penſa qu'à y cimenter ſon autorité. Il ne fit aucune attention au caractere oppoſé des deux peuples. L'Anglais (*) ſert en eſclave

Cauſes des brouilleries entre les Etats & Leiceſter. *Grot. Ann.* 95.

(*) Les Anglais, que Grotius peignait ſous des traits ſi desavantageux, ſont bien diffé-

1586 & gouverne en tyran; le Belge ſait obéir & commander avec une égale modération &, s'il adore les bons Princes, il éclate ſans retour contre les tyrans. Leiceſter ignorant ces differences crut qu'il était auſſi facile d'obtenir la domination d'un peuple libre que la faveur d'une femme galante. Mais déjà ſon imprudence avait fait éventer ſes projets en Hollande, où, pour lui cacher les reſſources du païs, on lui avait fixé une ſomme. Ainſi, cette Province où l'on avait encore eu ſoin de borner ſon autorité par l'élévation du Prince Maurice au Stadhoudérat, ne tarda pas à lui devenir odieuſe. Il chercha un ſéjour plus agréable. La ville d'Utrecht, alors brouillée avec les Hollandais, pour des interêts de commerce, où d'ailleurs, parmi de nombreux partiſans, il comptait le Stadhouder de la Province qui l'était auſſi de la Gueldre, lui parut l'endroit le plus propre pour l'exécution de ſes projets ambitieux. Déjà Elizabeth avait mandé aux Etats d'U-

1 *May. Bor. XX.* 97.

rens aujourd'hui. Pourquoi? C'eſt qu'ils étaient depuis longtems ſous le joug aviliſſant du deſpotiſme. Mais dès que la liberté eut établi ſon ſéjour dans leur Ile, elle donna aux ames un caractere conſtant d'énergie & de magnanimité.

trecht qu'elle avait une affection particuliere pour cette Province, & qu'elle avait chargé le Comte d'avoir plus d'égard pour elle que pour les autres. Leiceſter arrivé à Utrecht, n'eut plus aucune confiance dans les citoyens éclairés & vertueux qui l'auraient inſtruit des affaires. Il ne conſulta plus que ſon eſprit étroit & fourbe & quelques étrangers expatriés qui, ruinés par la guerre ou par de folles dépenſes, aimaient mieux s'avilir par des baſſeſſes que de vivre dans la pauvreté. Voilà les gens auxquels il prêtait l'oreille; parce qu'ils ne tariſſaient point en éloges ſur ſa perſonne & faiſaient luire à ſes yeux l'eſpoir de parvenir à la puiſſance ſuprême par l'exemple du Prince d'Orange. C'était un Jaques Reingoud, Brabançon, dépouillé depuis quelques années d'un emploi dans les finances pour cauſe de péculat, enſuite parvenu par ſes intrigues à ſe faire nommer à la ſuite des ambaſſades envoyées en France & en Angleterre. Il venait d'embraſſer la Religion Proteſtante, pour gagner les bonnes graces de Leiceſter. C'était un Gerard Prouning, ſurnommé *Déventer*, natif de Bois-le-Duc, auquel on pouvait reprocher ſurtout d'être étranger & d'aſpirer aux dignités contre les uſages du pays. C'était un Flamand, appelé Daniel le Burggrave, 1586.

Reid. 89. *Hooft* L. 33.

1586. homme capable de tous les crimes, pour avoir de quoi contenter son goût pour les plaisirs & la débauche. Il savait l'italien, & s'était par ce moyen avancé dans la familiarité de Leicester qui ne parlait pas d'autre langue étrangere & ne savait que très-peu de français & de latin. Ce triumvirat, soutenu par d'autres flatteurs subalternes & par un grand nombre de personnes mécontentes ou avides de nouveautés, forma une ligue assez imposante pour être appellée le parti des Reingoudistes.

Edits donnés par Leicester.

D'après leurs avis, Leicester commença par vouloir se faire des partisans dans la ville la plus considérable. Il fit ériger un hôtel des monnoyes à Amsterdam. Il y fit fabriquer des doubles *nobles à la rose*, avec les armes d'Angleterre & les haussa à plus de deux florins au-dessus de leur valeur. Les Etats se plaignirent; la ville de Dordrecht fut si outrée d'une innovation qui donnait atteinte à ses priviléges, qu'elle ne voulut jamais prêter serment à Leicester. Amsterdam même, moins flattée de cette distinction, qu'irritée des autres procédés de Leicester, ne s'est jamais souciée de s'en prévaloir. Elle se réunit avec les autres places maritimes contre un nouvel édit qu'il fit publier en son nom. Il défendait sous des peines rigoureuses,

Meteren.

Amst. Gesch. IV. 78.

4 *Mai.*

de tranſporter aucunes munitions de guerre ni de bouche dans les Provinces Royaliſtes, alors déſolées par la diſette. Il penſait que cette précaution cruelle les réduirait à l'extrémité ou les forçerait à entrer, par un ſoulevement général, dans le corps de la confédération. Les habitans des places maritimes à qui cette défenſe ôtait tout-à-coup la ſource de leur commerce & de leurs richeſſes, ſe plaignirent vivement & demanderent ſi Leiceſter avait le ſceptre des mers. Il s'imagine, diſaient-ils, jetter les Eſpagnols dans la détreſſe; il ne réuſſira qu'à enrichir les Français, les Ecoſſais & les autres marchands des Païs étrangers qui leur porteront les proviſions dont ils ont beſoin. Jaloux depuis long-tems de notre commerce, ils n'attendaient qu'un pareil ſignal pour nous enlever la ſeule reſſource qui nous a mis en état de ſoutenir une guerre ſi difficile. Les Etats firent les mêmes repréſentations. Elles furent inutiles. Leiceſter n'écoutait que l'eſſaim de flatteurs qui l'entourait. Ces miſérables trouvaient dans cette défenſe une ſource inépuiſable de richeſſes pour eux, par le moyen des délations & par l'expédition des paſſeports. Ils faiſaient accroire à Leiceſter qu'elle lui produirait un fonds capable de 1586.

Bor XXI. 19. Hooft XXIII.

1586. fournir aux frais de la guerre. Il ne se laissa vaincre par aucunes raisons; il accorda seulement la permission d'envoyer dans les échelles du nord quelques navires de harangs, prêts à se gâter. Ainsi, les Hollandais furent sur le point de voir le commerce des autres nations rivales s'établir sur la ruine du leur, & la source où ils avaient puisé pour se soutenir, se tarir entierement. Les Anglais, alors plus adonnés à la piraterie qu'au négoce, couraient les mers & ne s'indemnisaient pas seulement; ils s'enrichissaient encore par la prise des navires & le pillage des établissemens Espagnols. Il enlevaient même souvent les vaisseaux Hollandais qu'ils rencontraient. Cet incident fatal fut cause que, dans la suite, pour se dérober aux pirates qui fermaient le pas de Calais, les Hollandais longerent les côtes d'Ecosse, en doublerent la pointe & les Iles Orcades & gagnerent ainsi le vaste Océan.

Grot. An. 96.

Réclamations des Hollandais.

Le mécontentement était trop violent pour ne pas éclater: les Députés de Hollande furent chargés d'exposer leurs griefs dans l'assemblée des Etats-Généraux. Ils se plaignaient que la Province de Hollande payait seule plus que la Reine; que les troupes Anglaises se portaient à des excès intolérables; que la garnison de la Brille s'ar-

Bor. XXI. 30. 39.

rogeait le droit de visiter tous les vaisseaux qui entraient ou sortaient; que, sans consulter les Conseillers de la Province, on avait rendu des ordonnances qui ruinaient leur commerce, & qu'on écartait des principaux emplois, les Hollandais qui fournissaient le plus & presque les seuls à la généralité, pendant que les autres Provinces employaient leurs deniers à leur propre avantage. Leicester répondit à ces plaintes par d'autres innovations non moins choquantes, non moins ruineuses. Il osa apposer sur les arrêtés généraux son scel à côté de celui des Etats. Jusqu'alors la régie des finances avait appartenu au Conseil d'Etat. Pour les administrer, Leicester érigea une chambre particuliere à la tête de laquelle il plaça l'odieux Reingoud. Le ressentiment enfanta des réclamations plus vigoureuses: Leicester répondit en jurant qu'il voulait être obéi. Buis, qui avait jusqu'alors paru favoriser la faction Anglaise, fut choisi pour être membre de ce nouveau committé. Mais il avait l'ame trop fiere pour accepter cet emploi: il dit en face à Leicester, qu'il ne s'avilirait jamais à devenir le Commis d'un Reingoud. On sent combien cette franchise dut irriter l'ame impérieuse de Leicester & l'esprit vindicatif de son favori: aussi ne tarderent-ils pas à se vanger. 1586.

Erection d'une chambre des finances.

Bor. XXI. 31. 56.

1586. Leiceſter croyait venir à bout de tous ſes deſſeins, parce qu'il ſe ſentait appuyé de la faveur populaire qu'il avait ſu acquerir par des voies conformes à ſon caractere. Il ne faut pas des lumieres ſupérieures pour s'appercevoir qu'un peuple libre n'eſt gueres attaché à ceux qui le gouvernent, lorſque ſous leur adminiſtration, il a eſſuyé des revers. Rien n'eſt plus aiſé que de lui inſpirer des ſoupçons ſur leur intégrité, lorſqu'ils ont eu le maniment des deniers publics. Leiceſter ſut tourner ces diſpoſitions contre l'intérêt du peuple même. C'était, diſait-il, compromettre ſa dignité de Gouverneur que de ſe ſoumettre à une compagnie, compoſée en grande partie d'un tas de négocians obſcurs, tout couverts de la pouſſiere des boutiques & des magazins. Ces eſprits circonſcrits dans le cercle étroit des détails mercantiles, étaient-ils en état de conduire des intérêts politiques? Et ces mains vénales préféreraient-elles le bien public à l'intérêt particulier? Ces raiſonnemens ſpécieux faiſaient la plus forte impreſſion ſur une populace ignorante & prévenue. L'exemple de ces anciennes républiques qui ne devaient pas, comme les États modernes, leur conſtitution à la force & à de vieux prejugés, mais à des codes rédigés par des ſages, & même les

Manœuvres de Leiceſter pour rendre les Etats odieux.

Hooft XXIII. 1049. *Grot. An.* 96. 99.

priviléges dont jouiſſaient les négocians dans l'adminiſtration municipale des villes alors les plus floriſſantes, montrent que de pareilles aſſertions n'ont en leur faveur, ni la raiſon ni l'autorité. A plus juſte titre, dans une république qui doit tout à la mer & aux rivieres, lorſque la profeſſion de ceux qui commercent n'a rien de flétriſſant, qu'ils ſe ſont ouvert le monde entier par le moyen de la navigation, que la richeſſe de l'Etat ſe trouve toute dans leurs mains, doivent-ils avoir part à l'adminiſtration & à des charges précaires, dont les droits ſont connus & les bornes fixées? Voilà les principes reſpectables que Leiceſter avait entrepris de renverſer. Pour venir plus aiſément à bout de ce funeſte deſſein, il avait eu recours aux Prédicans à qui la religion donne le plus grand aſcendant ſur l'eſprit facile & crédule de la populace. Cette eſpèce d'hommes, chargés de prêcher la morale & la religion, ne ſe croyent jamais, quelque ſimple que ſoit leur ſyſtême eccléſiaſtique, aſſez reſpectés eu égard aux fonctions ſublimes, dont ils ſont revêtus. Tenant moins à la terre où la conſidération ſe donne toute aux richeſſes qu'ils n'ont pas, qu'au ciel dont ils ont ou croient avoir les interêts en main, il n'eſt pas étonnant qu'ils ſe livrent aveuglément 1586.

1586. au parti d'un homme qui affecte le plus grand zèle pour la religion. Il n'eſt pas étonnant qu'ils ſe ſoient déclarés contre les chefs d'un gouvernement qui les tenait ſous le joug, veillait à toutes leurs démarches & diſait hautement que leur zèle aveugle était la cauſe de tous les malheurs précédens. Au contraire, Leiceſter affectait de les conſulter: il leur accorda même une certaine indépendance en leur permettant de s'aſſembler en ſynodes, de former leurs conſiſtoires ſur un plan plus ſolide & plus régulier & de proſcrire ceux qui ne ſouſcriraient pas à leur profeſſion de foi.

Bor. XXI. 112.

Troubles à Utrecht.

Les Hollandais étaient ceux qui ſe montraient les plus oppoſés à ces innovations. Delà le zèle des Proteſtans plus violent à Utrecht parce que le clergé Romain y conſervait encore des prérogatives, ſe joignant au reſſentiment national, porta les Trajectins à épouſer avec ardeur le parti de Leiceſter. Ce délire fut bientôt pouſſé ſi loin que les Capitaines de la Bourgeoiſie ſollicitèrent le conſeil de la ville de travailler à faire déférer à la Reine d'Angleterre la Souveraineté abſolue de la Province, ſans autre condition que de maintenir *la vraie religion chrétienne.* Le conſeil avait déjà conſenti à cette propoſition, autant qu'il était en lui:

Ib. 32.

Reid. V.

déjà les villes d'Amersfoort & de Rhenen y avaient souscrit: mais Wyk te Duurstede & Montfoort, insisterent opiniatrément sur la conservation de tous les priviléges, sans en *excepter ceux qui borneraient l'autorité de la Reine.* Les Provinces de Frise & d'Overyssel ne tarderent pas à se laisser gagner. 1586.

Le 19 Juillet, le Comte se rendit à la Haye pour demander un subside extraordinaire aux Provinces de Hollande & de Zéelande. Il avait à peine mis le pied hors des portes d'Utrecht, que les chefs de la Bourgeoisie coururent chez un Bourguemaître, où Paul Buis était logé, l'arracherent de son lit, le traînerent en prison & se saisirent de tous ses papiers. Cette violence révolta tous les bons citoyens. Les Etats de Hollande réclamerent les droits de la justice pour le prisonnier; on ne pouvait rien prouver contre lui, si-non qu'il avait avancé que l'offre de la Souveraineté à la Reine d'Angleterre serait une infraction à l'Union d'Utrecht & que Leicester s'en était lui-même moqué. Le Comte désavoua cette violence. Buis ne laissa pas de rester près de six mois en prison, & fut relâché, sans être ni absous ni condamné. Ce n'est pas, dit l'historien Reyd, que sa conduite fût tout à-fait irréprochable *pour un réformé.* Après s'être opposé en bon

Paul Buis, emprisonné.

Verkl. der Un. I. 80. Barnev. verd. 110.

1586. citoyen aux négociations avec la France; il s'était lâchement attaché à Leiceſter, lui avait inſpiré des projets pernicieux à la patrie & ne l'avait abandonné que par le dépit de n'avoir pu le gouverner tout ſeul. Mais il n'appartenait pas à des hommes encore plus coupables de ſévir contre un citoyen qui avait autrefois rendu de grands ſervices à la patrie.

Buis ne fut pas la ſeule victime expoſée aux fureurs aveugles des partiſans de l'Anglais. Ils chaſſerent d'Utrecht pluſieurs bons citoyens qui s'oppoſaient à leurs meſures. Leiceſter déſavoua cette nouvelle violence: on ne laiſſa pas de condamner les exilés à ſe retirer dans des places neutres. Le Sénat de la ville où dominait un Anglais nommé North, & le Stadhouder Nieuwenaar, étaient à la tête des factieux. Leiceſter ſût profiter de cette aveugle condeſcendance. Lorſqu'il fut de retour à Utrecht, il changea le Magiſtrat, conféra les charges à des étrangers & celle de premier Bourguemaître au Brabançon Prouning. Les exilés reſterent en Hollande où les Etats indignés de ces violences les prirent ſous leur protection.

Bor. XXI. 40.

Leiceſter ne douta pas que Barnevelt, dont le patriotiſme & les talens lui étaient connus, ne fût l'auteur de cette

fermeté courageuſe en faveur de ces illuſtres perſécutés. Il voulut l'attirer à Utrecht; mais les Etats de Hollande éluderent ſes ordres en répondant qu'ils ne pouvaient ſe paſſer de leur Avocat. En effet une nouvelle découverte venait d'augmenter leurs ſoupçons ſur les projets de Leiceſter. Un nommé Etienne Paret d'Anvers, fut arrêté à Rotterdam pour avoir tenu des diſcours ſéditieux contre les Etats. On connut par ſes papiers qu'il était l'auteur de pluſieurs libelles diffamatoires publiés contre eux. En un mot il fut prouvé qu'il agiſſait de concert avec Reingoud, pour ſemer la diviſion entre le Comte & les Etats, & pour s'enrichir l'un & l'autre en faiſant augmenter le poids des impôts. Cet infâme complot fut expoſé aux yeux de Leiceſter, qui ſe vit obligé de faire arrêter ſon perfide favori. Mais il ne confia ſa garde qu'à des Anglais qui éluderent de le remettre aux Etats & finirent par le laiſſer échapper dans le Brabant. Alors, cet hipocrite qui affectait de ne prendre pour domeſtiques que des Proteſtans, rentra au ſein de l'Égliſe catholique & mourut dans la miſere & l'obſcurité, d'où il n'aurait jamais dû ſortir. 1586.

Découverte des complots des partiſans de Leiceſter.

Ib. 55. 69. 70.

La conduite ſuſpecte de Leiceſter avertiſſait tous les bons citoyens de ſe tenir ſur leurs gardes. Ce que l'on ra-

Entrée remarquable de Leiceſter à

1586. conte sur sa premiere entrée dans Amsterdam, montre combien les soupçons étaient déjà violens. Sous prétexte de lui faire un accueil honorable, mais en effet pour éclairer ses démarches & le tenir en respect, une troupe de jeunes gens connus par leur courage, lui vinrent au devant dans de petites barques, entourerent l'*Yacht* qui le portait, en écarterent tous les Anglais de sa suite, & l'amenerent dans la ville ainsi escorté. Ils ne le perdirent pas de vue un seul instant, se relevant tour-à-tour pour faire jour & nuit la garde dans son hôtel. Le Comte n'osa refuser ces marques d'honneur, crainte de fournir des preuves aux soupçons, auxquels il ne pouvait se dissimuler d'avoir donné lieu. *On me fait bien des caresses*, disait-il en italien, *mais elles ne viennent pas du cœur.* On ajoute que dans un festin qu'on lui donna à l'hôtel de ville, on plaça derriere une tapisserie plusieurs Bourgeois armés, chargés, s'ils s'apperçevaient de quelque dessein de la part des Anglais, de tirer sur eux & d'éteindre la trahison dans le sang des perfides. On craignait que les Anglais ne s'emparassent de la ville par surprise: mais on avait pris trop de précautions pour qu'ils persistassent à exécuter ce projet. Ils ne donnerent d'autre sujet de mécontentement que de jetter

Amsterdam.

Hooft XXVI. 1198.

par les fenêtres une grande quantité de sucreries qu'on leur avait servies. 1586.

Au retour de la campagne de cette année, Leicester fit une entrée pompeuse à la Haye & reçut des Etats un vase d'argent doré de la hauteur d'un homme & de la valeur de neuf mille florins. Ce présent était moins l'effet de la reconnaissance, que de la politique. On voulait préparer le Comte à dévorer le chagrin de bien des vérités dures qu'on devait lui faire entendre. On lui remit un mémoire des griefs qu'on avait contre son gouvernement; & le secret exigé sous serment de tous les membres des Etats, avait jusqu'alors empêché que ce projet ne transpirât. Cette remontrance était dressée au nom des Etats de Hollande, de Zéelande & de Frise. On demandait que les auxiliaires Anglais fussent complettés & passassent en revue en présence des Députés des Etats-Généraux; que les recrues de soldats étrangers, le choix des commandans des forts, la répartition des impôts dépendissent d'eux; que personne ne fût cité en jugement hors de sa Province; que le Stadhouderat d'Utrecht fût conféré au Prince Maurice, que les étrangers & notamment les Flamands & les Brabançons qui avaient gagné par des bassesses la confiance du Comte, fussent exclus des affaires, &

Conférences de Leicester avec les Etats.

Bor. XXI. 54. 57. 60.

1586. que toutes les innovations introduites dans les finances, le commerce & la navigation, fuſſent révoquées. Le Comte accepta des conférences ſur ces articles: elles firent naître des explications plus étendues, & non moins humiliantes pour Leiceſter, ſi l'ambition ſavait rougir. On l'accuſa d'avoir conféré à Sonoy pour la Nord-hollande des pouvoirs qui en faiſaient un deſpote indépendant. Il s'excuſa ſur pluſieurs articles, en ſoutint d'autres; mais ſe voyant accablé par l'éloquence de Barnevelt & forcé de reconnaître la vérité que ce citoyen courageux expoſait dans tout ſon jour, il ſe coupa; il eut recours à des ſubterfuges auſſi mal-adroits que ſon impudence avait été groſſiere. Il nia d'abord; mais il avoua enſuite une lettre écrite pour exciter les Prédicans de Gorcum à favoriſer les factieux. Frappé de la peinture des maux que ſes édits avaient cauſés au commerce, il convint que, ſans le négoce & la navigation, le Païs ne pouvait ni fleurir ni même ſubſiſter. Mais, c'était, diſait-il, le devoir d'un chrétien de ſecourir des malheureux qui avaient ſacrifié leurs biens & leur patrie pour la religion. Nous ſommes portés, lui répondirent les commiſſaires, à leur faire un bon accueil; mais nous ne voulons pas nous laiſſer gouverner par eux. La confé-

rence se termina par la demande d'une réponse favorable à ces griefs. Leicester la promit. Les Etats-Généraux ne firent pas éclater moins de vigueur. Le Bourguemaître Prouning était nommé Député de la Province d'Utrecht: ils refuserent de l'admettre dans leur assemblée, comme revêtu d'une charge usurpée contre les priviléges de la ville. Prouning leur était d'ailleurs odieux; car il avait ordre de leur proposer d'offrir la Souveraineté à la Reine d'Angleterre. Ils commençaient à penser qu'on avait été trop loin sur ce sujet. Prouning, en revenant à Utrecht pour faire son rapport aux Etats Provinciaux, trouva la ville en proie aux dissensions intestines. Les Officiers factieux des milices Bourgeoises avaient fait supprimer les élus qui formaient le premier membre des Etats, depuis l'abolition des priviléges du clergé. Les Nobles ne voulurent jamais consentir à la suppression d'un ordre qui leur offrait & à leurs enfans, des places honorables & lucratives. Ils continuerent de s'assembler avec les membres dépossés qui ne tarderent pas à être rétablis.

1586.

Fermeté des Etats-Généraux.

Ib. 76.

Suite des troubles d'Utrecht.

Ib. 68.

Reid. hist. 104.

Leicester, auteur de tous ces troubles, se disposait alors à faire un voyage en Angleterre. Il prétendait que sa présence dans le parlement était nécessaire & qu'elle serait très-utile aux

Voyage de Leicester en Angleterre.

Hooft. XXV.

1586. interêts des Païs-bas : mais, il avait eu soin de faire publier sous main que la conduite outrageante des Etats le forçait à s'éloigner, jusqu'à ce que les affaires eussent pris une autre face. Les chaires retentirent aussitôt de discours contre les Etats; & lorsqu'on lui déféra ces Prédicans séditieux, il donna cette réponse équivoque, *qu'on leur ferait bien changer de ton.* Outre que, dans une cour orageuse, il voulait empêcher que ses ennemis ne se prévalussent d'une trop longue absence, son projet était vraisemblablement de concerter avec Elizabeth les moyens d'engager les Etats à déférer à cette Reine la Souveraineté absolue. Aussi Barnevelt & les Patriotes les plus distingués, alarmés de ce voyage firent-ils tous leurs efforts pour l'en détourner. Il crut leur donner le change en leur jurant que le mécontentement n'avait aucune part à sa résolution. Le discours qu'il tint dans l'assemblée des Etats-Généraux ne laissa plus aucun doute sur l'objet de son voyage. Les Provinces de Gueldre, d'Overyssel, d'Utrecht & de Frise, l'avaient, disait-il, déjà chargé de déférer la Souveraineté à la Reine d'Angléterre; il était surpris de voir moins de disposition dans celles de Hollande & de Zéelande & dans les Etats-Généraux. On lui répondit qu'une pareille dé-

Strada.

Bor. XXI. 72.

démarche, si elle était réelle, ne devait 1586.
passer que pour le délire momentané d'une populace séditieuse, & que les Hollandais & les Zéelandais étaient toujours prêts à se soumettre à la Reine, *mais à des conditions raisonnables.* Ils savaient très-bien qu'elle ne temporisait que pour obtenir une Souveraineté absolue & le pouvoir arbitraire. Car elle était convaincue par les événemens précédens, qu'elle ne pourrait ni conserver ni exercer une pareille Souveraineté, qu'en renversant tous les priviléges respectifs des Provinces, qu'elle regardait comme la vraie source des troubles & un obstacle à tout gouvernement monarchique. Ensuite il fonda les Etats sur les subsides futurs; mais leur ayant demandé leurs intentions au cas que l'Espagne inclinât vers la paix, ils répondirent avec emportement qu'ils ne traiteraient jamais avec l'Espagne, qu'une pareille démarche ne servirait qu'à ralentir le zèle déjà trop lent des peuples pour les contributions & à inspirer des soupçons sur ceux qui les gouvernaient. Enfin Leicester tenta de faire mettre Maurice à la tête de l'ambassade que les Etats envoyaient à la Reine. Les soupçons s'accrurent au point qu'on craignit pour ce Prince le même sort que son frere éprouvait en Espagne: *Holl. Ref. Novemb.*

1586. on éluda cette propoſition comme artificieuſe ſous des prétextes qui ne l'étaient pas moins. Ce fut le Génie de Barnevelt, qui conſerva le Prince dont il avait procuré l'élévation; & ce grand homme en devint plus odieux à Leiceſter. Enfin, le 24 Novembre, Leiceſter conſentit à remettre au Conſeil d'Etat les rênes des affaires du gouvernement & de la guerre de terre à l'Amirauté, & au Prince Maurice, comme Amiral, le commandement des forces navales.

Bor. XXI. 74

Perfidie de Leiceſter.

Sans penſer combien il importe à un ambitieux de paſſer pour homme d'honneur quand même il ne le ſerait pas, Leiceſter, au milieu de ces accords publics & ſolemnels, travaillait à les détruire par des manœuvres ſecretes. Le même jour, il ſignait un écrit pour ſe réſerver à lui ſeul le choix des commandans des places, des officiers des troupes & pluſieurs autres pouvoirs annexés à l'autorité qu'il avait confiée à d'autres mains. Il avait dreſſé la liſte de vingt trois villes où il voulait diſtribuer les ſoldats Anglais. A peine fut-il débarqué en Zéelande en attendant les vents, que ces ordres perfides furent publiés. Les Etats indignés hâterent le départ de leur ambaſſade. Les Députés arrivés à Londres ne purent obtenir audience d'Eliza-

Ib. 76.

Grot. 101.

beth, que le 5 Février 1587. Après un étalage pompeux des obligations qu'ils avaient à la Reine, ils déclarerent que les Provinces-Unies se flattaient encore que S. M. après de mûres réflexions, voudrait bien accepter leur souveraineté *à des conditions équitables*, augmenter le nombre de ses troupes auxiliaires & leur avancer de nouvelles sommes. Pendant que l'Orateur Menin prononçait le discours, on distinguait sur le visage de la Reine tous les symptômes de la plus violente colere. Elle ne tarda pas à éclater: sans autre préambule, elle se répandit en reproches amers contre les Etats. „ Ils n'avaient, disait-elle, répondu à ses bienfaits que par la plus noire ingratitude. Ils avaient maltraité ses troupes: ils avaient insulté le Lieutenant qu'elle avait envoyé pour les secourir & connaître leurs ressources. Ils ne l'avaient bercé d'un titre brillant, que pour lui laisser l'ombre seule du pouvoir & s'en réserver toute la réalité. Encore, pour conserver cette ombre il avait risqué de perdre ses biens, sa vie & un avantage bien plus précieux, la confiance de sa Reine. Enfin, Elizabeth oubliant toutes les régles de la modération," non, dit-elle, on aurait beau parcourir le globe entier: j'en jure par le Dieu vivant, jamais on ne

1587.

Ambassade des Etats-Généraux en Angleterre.

Hooft. XXV. Bor. XXII. 15. 17.

1587. trouverait des peuples ſi bizarres, ſi difficiles à traiter, des Etats ſi mal aviſés que ceux des Païs-bas. N'ont-ils pas publié que je vais les ſacrifier en traitant ſéparément avec l'Eſpagne. Chimeres. Eſt-ce qu'il appartient à de ſimples particuliers, de vouloir franchir l'intervalle immenſe qui les ſépare des Princes, & à des hommes nés dans l'ignorance & la pouſſiere de vouloir pénétrer dans les ſublimes ſecrets des Souverains. Ils oſent encore me demander des ſecours. Qu'ils commencent d'abord par me montrer plus de reſpect & de déference."

Cauſe de la mauvaiſe humeur d'Elizabeth.

Cette réponſe peint la barbarie & la lâcheté qui tire avantage de la détreſſe des peuples malheureux qui réclament des ſecours. Une âme élevée eût eſtimé leur conſtance, les eût ménagés dans leur infortune. Sans doute Elizabeth s'imaginait que les Princes ſont d'une nature ſupérieure à celle des autres hommes. Elle n'avait qu'à réfléchir ſur ſa conduite pour reconnaître ſon erreur: car la part qu'elle prenait aux offenſes faites à homme qu'elle aimait, paraît avoir été un des motifs de ſa ſenſibilité: une autre cauſe de ſa colere, c'eſt qu'elle ſe trouvait dans une criſe fatale, dont les circonſtances ſont plus liées à notre hiſtoire qu'elles n'ont paru l'être aux écrivains modernes qui

les ont racontées. Marie, Reine d'Ecosse, poursuivie par ses sujets rébelles, s'était refugiée en Angleterre; Elizabeth, au lieu de lui accorder son assistance qu'elle implorait, l'avait fait jetter dans les fers où elle gémissait depuis dix-neuf ans. Les droits ou les prétentions de Marie sur l'Angleterre causaient à Elizabeth des alarmes perpétuelles, & sa beauté supérieure lui inspirait des mouvemens de jalousie qu'elle ne put jamais dompter. Elle avait toujours cherché des moyens plausibles de se défaire de cette double rivale. Sa haine augmenta depuis qu'elle eut épousé les intérêts des Provinces-Unies. Elle tremblait que les Catholiques, soutenus par les Espagnols ne se soulevassent pour briser les fers de Marie & l'élever sur le trône même d'Angleterre. Philippe faisant contr'elle des préparatifs formidables, elle n'avait qu'un moyen de se délivrer de ses craintes: c'était de faire tomber la tête sur laquelle les espérances de ses ennemis étaient fondées. Elle eût pû mettre fin à des jours odieux par ces voies secretes employées ordinairement envers les Princes captifs. Cette affreuse idée fut effectivement proposée par Leicester, auquel elle n'était point étrangere. Mais Elizabeth eut recours à d'autres moyens qu'elle crut

1587.

Roberts Hist. of Scotl.

Voy. ci devant p.

Hume V.

1587. plus propres pour éviter, ſi-non des remords ſecrets, du moins des reproches publics. Elle ſaiſit le prétexte d'une conſpiration formée contre ſa vie par quelques catholiques: les trames les plus perfides furent miſes en œuvre pour y envelopper l'infortunée Marie. Par une procédure ſans exemple, elle fut traduite devant les juges qui n'étaient ni ſes maîtres ni ſes ſujets. Une démarche auſſi hardie en préſageait de plus hardies encore. Enfin des Miniſtres complices des malheurs de Marie, & qui redoutaient ſa juſte vengeance ſi jamais elle montait ſur le trône d'Angleterre, accélererent la déciſion de cette grande affaire. Leurs ſollicitations, la jalouſie & la politique engagerent la Reine la plus jalouſe des droits du trône à la démarche la plus funeſte à la Royauté, demarche dont les Anglais ont eu l'heureuſe politique de ſe prévaloir dans la ſuite contre ſes ſucceſſeurs. Marie fut condamnée à perdre la tête par la main du bourreau dans un Païs dont elle n'avait jamais pu violer les loix, puiſqu'elle n'y avait jamais été libre. Cependant, dans une affaire auſſi délicate, Elizabeth affectait tous les tranſports de l'agitation & l'inquiétude. Lorſque l'arrêt fut exécuté, elle pouſſa la fourberie juſqu'à le déſavouer, quoiqu'elle l'eût ſigné;

Rob. ib.

elle punit même quelques-uns des ministres qu'elle avait engagés à en presser l'exécution. 1587.

C'est dans ces circonstances critiques qu'elle oublia sa dignité par des injures indécentes contre les Provinces-Unies. Les Députés, accablés de sa réponse, résolurent de mettre par écrit une apologie des Etats. Ils y travaillaient, lorsque des malheurs récens dont Leicester était la cause, leur fournirent de nouveaux moyens de défense. L'ordre secret qui limitait le pouvoir du Conseil d'Etat l'avait forcé à laisser le commandement du fort de Wouw à un Français, nommé Marchand, dont la fidélité était suspecte. Il vendit la place à Farnèse. Contre l'avis des Etats, Leicester avait remis le commandement de Déventer à Guillaume Stanley, Catholique, & celui du fort qui était vis a vis de Zutphen à Roland York, Anglais l'un & l'autre, & suspects pour avoir servi autrefois sous les drapeaux des Espagnols. Les soldats de Stanley étaient tous catholiques. C'étaient des Irlandais, dont l'extérieur était affreux, qui allaient à demi-nuds, parlaient une langue que personne n'entendait, mangeaient la chair crue, hommes sans mœurs, sans compassion & d'une férocité qui leur avait mérité le nom *d'Irlandais sauvages.* Ils ne connaissaient d'autre culte religieux

Wouw, Déventer & le fort de Zutphen livrés aux Espagnols.

Meteren. Bor.

Reid. 101.

1587. que d'aller à la meſſe. Sous prétexte de les mener tous les jours à Zutphen pour l'entendre, Stanley s'abouchait avec Taſſis, Gouverneur de la place pour le Roi d'Eſpagne. Des entrevues ſi publiques ne pouvaient manquer de cauſer des ſoupçons. On ſe prépara à en prévenir les ſuites, mais trop tard. Le 29 Janvier à cinq heures du matin Stanley fit entrer à Deventer neuf cens Royaliſtes Un zélé citoyen ne craignit pas de ſe récrier contre cette horrible trahiſon en préſence des Eſpagnols. Taſſis qui les commandait, ravi de profiter d'un crime qu'il avait en horreur, *qu'un autre, dit-il, ſe juſtifie: je ſers le Roi mon maître.* Le traître s'excuſa en répondant qu'il avait cru devoir rendre aux Eſpagnols une place qui leur appartenait. Un fameux hiſtorien Anglais attribue la défection de Stanley à la crainte d'être impliqué dans la derniere conſpiration des Catholiques d'Angleterre contre Elizabeth. Roland York imita ſon exemple & rendit le même jour le fort voiſin de Zutphen aux Eſpagnols.

Paſſot, XVIII.20. Hume's V. 339.

Ces défections funeſtes & celle de pluſieurs autres ſoldats Anglais qui ſortirent d'Arnhem & de Zwol pour voler ſous les drapeaux Eſpagnols, exciterent un mécontentement univerſel. Les peuples murmurerent : les Etats vi-

Les Etats augmentent leur autorité.

rent avec plaisir ces nouvelles dispositions, & proscrivirent les deux traîtres en mettant leurs têtes à prix. La haine contre les Anglais s'accrut encore par les courses que plusieurs de leurs compagnies de cavalerie firent de la Gueldre en Hollande. Ils pénétrerent jusqu'à la Haye, & ne s'en retournerent qu'après s'être fait payer huit mille florins qu'ils disaient leur être dûs. Ces malheurs produisaient cependant un heureux effet, celui de rendre les Anglais suspects & de diminuer le zèle & le nombre des partisans de Leicester. Les Etats, voyant leur crédit s'augmenter à mesure que celui de Leicester diminuait, saisirent cette occasion, pour briser les entraves mises à leur autorité. Ils commencerent par casser les ordonnances qui attaquaient la navigation. Ils exposerent tous leurs griefs dans une lettre qu'ils écrivirent en Angleterre. C'était une réponse aux reproches violens que la Reine avait faits à leurs Députés. Mais, quoique Thomas Wilkes, Conseiller d'Etat, n'y eût rien trouvé de répréhensible & qu'elle fût conçue en termes respectueux pour la Reine & modérés pour Leicester, elle ne plut ni à l'un ni à l'autre. Elizabeth s'en plaignit amerement; elle en fit courir des copies dans les Provinces, pour faire croire aux peu-

1587.

Bor. XX. 22. 26. 28. &c.

Ils écrivent en Angleterre.

Cabala or Hist of State II. 4. 5.

1587. ples que le gouvernement cherchait à aliéner ſon zèle pour leurs intérêts.
Reid. 118. Cette ruſe groſſiere ne trompa que les plus ſtupides. Les citoyens éclairés &
Bor. ib. 30. patriotes apprirent à mieux connaître Leiceſter & les Etats qui ſuivirent leur même plan. Sous des prétextes imaginaires mais plauſibles, ils purgerent le Conſeil d'Etat des membres, dévoués à l'Anglais. Ils enjoignirent à tous les commandans & officiers d'obéir aux Etats de leurs départemens reſpectifs. Ils autoriſerent le Prince Maurice à faire uſage des droits attachés à ſa qualité de Stadhouder & de Capitaine Général. Ils commirent à ſes ordres quatre vingt enſeignes qui ſeraient levées au plutôt & promettraient fidélité aux Etats-Généraux & obéiſſance au Prince Maurice, au Comte de Hohenlo, aux Etats particuliers de Hollande & de Zéelande, & au Comte de Leiceſter. Les Etats de ces deux Provinces changerent
Holl Reſ. Février. pluſieurs Commandans & Capitaines, firent de nouveaux réglemens pour la marine, montrerent dans touts leurs procédés qu'ils ſe croyaient, chacun dans ſon département, revêtus du pouvoir ſuprême. Pluſieurs villes de Hol-
Holl. Reſ. Janv. Fév. Mai. lande leverent pour leur défenſe particuliere des milices, connues ſous le nom de *Waardegelders*. Enfin, la Reine, ayant demandé que les Etats

permiſſent l'importation d'une grande quantité de ſeigle en Angleterre, ils eurent la ſage fermeté de refuſer cette requête, parceque le Païs était ménacé d'une diſette. 1587. *Bor. XXII.* 29.

Tout paraiſſait en Hollande rentrer dans l'ordre ſous l'autorité légitime des Etats, lorſqu'un ſeul homme oſa les braver ouvertement. Sonoy ſe flattait de ſe former un gouvernement particulier dans la Weſtfriſe. Soutenu par Leiceſter & par Elizabeth, il refuſa de prêter le ſerment preſcrit par les Etats. Le Prince ſe rendit à Medenblik pour le faire rentrer dans le devoir: mais Sonoy lui ferma les portes de la ville. On penſait même à réduire ce ſéditieux par la force, ſi l'on n'eût craint qu'étant ſoutenu, il n'excitât dans le Païs de nouveaux troubles civils. Maurice eut beaucoup de part à cette réſolution prudente. Par des procédés inſinuans, de fauſſes accuſations, on avait cherché à ſonder ce jeune héros, qui, par une réſerve non moins politique, cachait toujours ce génie & ces talens, qui devaient bientôt réparer les maux cauſés à la République par l'alliance imprudente avec les Anglais. Rébellion de Sonoy. *Bor XXIII.* 7. *Reid.* *Grot.* 100. 101.

Mais les démarches de Sonoy n'étaient pas les plus dangereuſes que méditaſſent alors les partiſans ſéditieux de l'Anglais. Le Bourguemaître Prou- Manœuvres de pluſieurs Provinces

1587. ning, outré de se voir exclu des Etats-Généraux, le Sénat d'Utrecht, dont tous les membres étaient du choix de Leicester & le Comte de Nieuwenaar attaché au même parti pour conserver le Stadhouderat de cette Province que les Hollandais avaient voulu faire déférer au Prince Maurice, concerterent un projet qui devaient renverser l'édifice de l'Union. Jaloux d'ailleurs que les Etats-Généraux ne s'assemblassent plus gueres qu'à la Haye, ils formerent une autre assemblée composée des Etats d'Utrecht, de Gueldre & d'Overyssel. Ils oserent même écrire aux Etats de Hollande & de Zéelande d'y envoyer aussi leurs Députés. La lettre fut portée aux Etats-Généraux. Il est impossible de peindre la surprise que cette nouvelle leur causa. Ils répondirent qu'une pareille innovation attaquait leurs droits & ne manquerait pas de porter aux Provinces de l'Union d'Utrecht, le même coup que la défection des Wallons avait porté aux Etats compris dans la pacification de Gand. Cette réponse fit naître un combat indécent d'injures violentes, & de recriminations atroces qui ne servirent qu'à aiguiser, à redoubler la fureur des deux partis. Les factieux d'Utrecht ne gardaient plus de mesures parce qu'ils se sentaient soutenus par une Princesse

pour faire corps à part.

Bor XXII. 38. Reidan.

Verkl. der Unie III. 30.

qu'ils espéraient voir bientôt en possession de la Souveraineté. Ils s'étaient fait un grand nombre de Partisans dans la Frise. Cette Province, dont le Gouvernement avait encore quelque traits de ressemblance avec celui des Anglais, montrait beaucoup de zèle pour leurs intérêts. Les membres de la cour de justice espéraient recouvrer sans un nouveau Souverain leur ancienne influence dans le gouvernement. Les Etats qui la leur avaient ôtée, s'étaient, dans ce tems de troubles & d'ambition, attiré pour ennemis tous ceux qui avaient aspiré aux charges sans les obtenir. Enfin tous les mécontens se réunirent pour présenter la Souveraineté à la Reine. Ceux qu'ils chargerent de cette négociation reçurent un accueil très favorable. L'ardeur avait été si grande que le Comte de Nassau n'avait pas osé s'opposer directement à ce projet: il l'avait approuvé, pourvu que toutes les autres Provinces fussent consentantes. Il avait montré plus de fermeté à l'égard des Prédicans qui osaient tenir des assemblées politiques: mais il n'avait jamais pu les réduire à l'obéissance. Le Député qu'ils envoyerent en Angleterre, vint supplier la Reine, d'avoir compassion de l'église affligée & d'accorder son assistance à des serviteurs de Dieu

1587.

Députation des Frisons en Angleterre.

Reid. IV.

Brandt Ref. I. 723.

1587. infortunés qui se jettaient entre ses bras.

Retour des Ambassadeurs des Etats-Généraux.

Autant ces démarches séditieuses plaisaient à la Reine, autant elles affligeaient les Députés des Etats-Généraux, voyant sur-tout que les citoyens factieux trouvaient à Londres des égards qu'on leur refusait. Ils en conçurent une aversion plus grande pour le gouvernement Anglais. Ils avaient souvent de vives altercations avec Leicester. Un jour en parlant de Buis, le Comte accusa les Etats d'avoir favorisé son évasion & d'avoir reçu dans le Conseil d'Etat un homme qui avait mérité la potence. La Reine en congédiant les Députés, finit par leur déclarer que la Souveraineté des Provinces-Unies ne la tentait pas; qu'étant menacée elle même, elle ne pouvait encore augmenter le nombre des auxiliaires & qu'elle se déciderait d'après les avis du Lord Buckhurst qu'elle envoyait dans les Païs-bas. Les Députés firent leur rapport le 31 Mars à la Haye. Mais ceux de la Province d'Utrecht remirent au Sénat & à plusieurs citoyens de la ville des lettres flateuses d'Elizabeth & de Leicester & annoncerent que le Comte allait arriver avec un éclat qui éclipserait tous ses adversaires. Les troubles recommencerent. Enfin les Gueldrois rappellerent le Député qu'ils

avaient dans l'assemblée des Etats-Généraux. 1587.

Le Lord Buckhurst, arrivé sur ces entrefaites calma tant soit peu ces différens orages. Cet Anglais, homme impartial & respectable, instruit de toutes les circonstances, approuva hautement la conduite des Etats & fit leur apologie en écrivant à la Reine & même à Leicester. Barnevelt, prêt à se démettre de son emploi, consentit à continuer sa gestion, mais il se fit accorder des instructions plus étendues & la liberté de se retirer dans le cas qu'on se donnerait un Souverain ou qu'on se réconcilierait avec l'Espagne. En Frise, le retour des Députés avaient fait renaître les disputes; mais Guillaume Bardès que Buckhurst envoya dans ce quartier, ne pouvant les éteindre, les étouffa pour quelque tems. A Utrecht le Comte de Nieuwenaar, ayant des raisons de se défier d'un Prédicant nommé Modet, le fit mettre en prison. La Bourgeoisie se souleva & le Capitaine Norrits eut bien de la peine à calmer l'émeute. Mais les plus difficiles à ramener au sentiment de l'ordre furent les Prédicans. Le zèle de la religion n'était pas le seul motif de leurs demarches criminelles. Ils dévoraient les dépouilles du clergé catholique & s'imaginaient que les Anglais leur en

Suite des troubles intérieurs.

Cabala or Hist. of State II. 10. 11. 13. 14. 16. 20.

Bor. 32.

lb. 92.

Brandt I. 722.

Reid. 122.

1587 assigneraient les revenus comme cela s'était fait en Angleterre. Si, dans le tems qu'ils dépendaient du gouvernement pour leurs salaires, ils n'avaient pas laissé de profiter des troubles & du mécontentement du peuple pour braver les Etats, que n'avait-on pas à craindre de leur crédit sur la populace & de leur esprit turbulent, s'ils avaient des revenus fixes qui rendît leur état indépendant avec la liberté de s'assembler d'eux-mêmes en Synode, à des tems marqués? Plus les Etats s'opposaient aux manœuvres de cette cabale séditieuse, plus elle se déchaînait contre ceux qui étaient à la tête du gouvernement. Dès le commencement des troubles, on avait craint que ces Prédicans audacieux n'établissent une nouvelle tyrannie plus insuportable que celle du clergé Romain (*). Martin, Professeur de Franeker, étonné de leur

Brandt I. 589. 724.

(*) Guillaume Prince d'Orange avec l'enthousiasme d'un homme frappé de la vérité, parlait souvent d'une réponse que fit un moine à des gens qui le sollicitaient de changer de religion. „ Votre pot, disait le Moine, n'a „ pas été sur le feu si longtems que le nôtre; „ mais au bout de deux cens ans, l'empire „ ecclésiastique serait sur le même pied dans „ l'une & l'autre église." *Abrég. de Brandt. I. p.* 258.

audace, n'avait pu s'empêcher de s'é- 1587.
crier qu'après avoir occasionné la perte
de la Flandre & du Brabant, ils allaient causer celle de la Hollande & de la Zéelande. En effet ces hommes séditieux ne se contentaient pas de calomnier tous ceux qui s'opposaient aux entreprises de Leicester; ils osaient insinuer au peuple que plusieurs membres des Etats se souciaient peu de fréquenter les églises & que la plupart ne se présentaient jamais à la cene. Les Etats furent alarmés des impressions que ces bruits injurieux pouvaient faire sur une populace mécontente, crédule & superstitieuse. Ils appellerent à la Haye Adrien Saravia, Professeur de Théologie à Leide & douze des principaux Ministres de Hollande. Ils nommerent des Commissaires pour conférer avec eux sur l'état du gouvernement & de la religion. Ils en vinrent jusqu'à leur représenter amiablement les malheurs arrivés par la désunion entre les Ministres de l'Eglise & les chefs de l'Etat. Ils prouverent qu'au lieu de détruire la religion Réformée, elle était la seule favorisée; *quoiqu'à peine la dixieme partie du peuple en fît profession.* Et comme les ministres se plaignaient de la modicité de leurs appointemens, on saisit cette occasion de les prendre par leur faible, en leur fai-

Ib. 726. *Bor.* XXII. 88.

1587. ſant eſpérer une augmentation. Les Miniſtres ſe plaignirent que les Etats refuſaſſent d'autoriſer la tenue réguliere de leurs ſynodes & les réglemens eccléſiaſtiques qu'ils avaient arrêtés; qu'on laiſſât trop de liberté aux Papiſtes, aux anabaptiſtes & à pluſieurs autres ſectes; que les réformés n'euſſent que peu d'enfans à baptiſer; que l'on tolérât des hommes qui ne croyaient pas en Jéſus-Chriſt & qui pis eſt, des proceſſions idolâtres, des pélérinages & la publication de pluſieurs livres qui attaquaient la foi chrétienne & ſur-tout leur catéchiſme. Les Commiſſaires répondirent à ces plaintes avec autant de force que de modération. Ils montrerent combien l'intolérance ſerait dangereuſe dans un Païs où le nombre des diſſidens ſurpaſſait ſi fort le nombre de ceux qui ſuivaient la religion adoptée; & combien ceux-ci devaient remercier Dieu que leur culte fût le ſeul favoriſé, le ſeul triomphant dans l'Etat. Mais la vérité de ces obſervations ne fut point ſaiſie par ces hommes farouches & préoccupés. Ils ſe retirerent en déclarant qu'ils ſe préparaient à une conférence plus détaillée.

Pendant que les Etats employaient tour à tour la douceur & la fermeté pour éteindre ces funeſtes diviſions, Leiceſter n'oubliait rien pour les entrete-

nir. Il écrivait lettres sur lettres aux Magistrats, aux personnes en charge, aux Prédicans & à des particuliers même, qu'il savait affectionnés pour son parti. Mais, l'emportement avec lequel il déclamait contre les Etats lui fit hazarder des aveux imprudens qui trahirent son ambition & dévoilerent ses artifices. Ces lettres étaient conçues en langue tudesque : mais aucune ne fit tant de bruit que celle adressée à Junius, son Sécrétaire, & que l'on sut avoir été composée par Daniel Burgrave. Les Etats, excités par Barneveld, se la firent livrer. Junius y était chargé de faire un tour dans les bonnes villes, d'encourager ses Partisans & de les assurer du penchant de la Reine à les soutenir, espérant avec leurs secours, se faire donner l'autorité nécessaire pour exercer la Souveraineté & n'être plus contrariée par les oppositions des Etats, auxquels il ne fallait laisser que les droits dont ils avaient joui sous les Stadhouders de Charles-Quint & de Philippe. Dans les affaires importantes Leicester s'en tiendrait à consulter le Conseil d'Etat. Pour calmer des alarmes dont nous expliquerons bientôt l'origine, il assurait encore que la Reine ne pensait nullement à faire la paix avec l'Espagne. Enfin la Reine écrivit elle-même plusieurs lettres au Conseil d'E-

1587.

Lettres de Leicester pour fomenter la division.

Cabala II. 42. *Bor.* 98. 100.

1587. tat & aux Etats-Généraux. Elle désaprouvait leur conduite & faisait un éloge pompeux de celle de Leicester. Ce langage augmenta le ressentiment des Etats; mais, obligés de le dissimuler par politique, cette contrainte les fortifia dans leurs idées: ils en conçurent plus d'aversion pour toute espece de joug & se préparerent en silence à rompre les mesures que l'on pourrait prendre pour le leur imposer.

Siège de l'Ecluse.

Si les fléaux de la peste & de la famine, n'eussent alors affligé les Provinces Royalistes, Farnèse n'eut pas manqué de faire de grands efforts pour profiter des troubles malheureux qui déchiraient les Provinces-Unies. Il ne devait qu'à des trahisons seules Déventer, le fort voisin de Zutphen & Wouw. Par une autre trahison, Aristote Pattot Ecossais, le mit en possession de la ville de Gueldre qui donne son nom à la Province. Il ne commença la campagne qu'au mois de Mai. Il paraissait vouloir tomber sur la Hollande en commencant par envahir la Véluwe; mais, lorsqu'il vit Maurice & Hohenlo conduire toutes leurs forces au secours de ces frontieres, il vint tomber sur l'Ecluse, place importante par sa situation & l'investit le onze du mois de Juin. Arend de Groeneveld, qui comman-

Ib. 94. *Strada.*

dait la place, arrêta les premiers efforts des Eſpagnols. Hohenlo mit à couvert les frontieres. Il battit les Royaliſtes dans un combat où Hautepenne reçut une bleſſure, dont il mourut. Il s'empara d'Engelen & y fit conſtruire un fort auquel il donna le nom de *Crevecœur*, par alluſion au déplaiſir que les ennemis en reſſentirent. Il penſait même à tomber ſur Bois-le-Duc; mais la jalouſie de Leiceſter empêcha qu'il ne reçut des renforts pour ſuivre ſon projet. Le Comte venait d'arriver au ſecours de l'Ecluſe; mais, n'ayant pu faire lever le ſiége de la place; la garniſon ſe rendit après avoir fait des prodiges de courage. Leiceſter rejetta la faute de cette perte ſur les Etats & les accuſa de ne lui avoir pas fourni aſſez de troupes & d'argent. 1587. *Bor XXIII.* 3. 6. 10. 15. *Hooft.* *XXVI.*

Les cœurs étaient trop ulcérés pour ne pas éclater. A peine Leiceſter fut de retour que les Etats lui expoſerent tous leurs griefs. Le Comte ſe diſculpa par des récriminations. Il ſe plaignit du Prince Maurice, du Comte Guillaume de Naſſau, de Hohenlo, & même de pluſieurs Seigneurs Anglais: il ſe répandit en injures: mais le trait le plus adroit de ſa politique fut de menacer de s'en retourner dans ſon Ile. Cette ruſe eut ſon effet. Les Prédicans ſonnerent l'alarme: ils envoyerent Conteſtations en Hollande avec Leiceſter. *Bor XXIII.* 15. 18.

1587. une députation ſolemnelle à Leiceſter, le ſuppliant d'accepter leurs ſervices & de ne pas abandonner l'Egliſe de Dieu au pillage. Ces mouvemens ſéditieux effrayerent les Etats-Généraux. Ils craignirent que trop d'opiniatreté ne jettât la République dans des maux pires que ceux qu'ils voulaient éviter. Ils promirent toutes ſortes de déférences à Leiceſter qui parut ſatisfait. Il ne leur fut pas ſi facile de le réconcilier avec Hohenlo. Ce dernier était d'un caractere impétueux & violent. Il buvait ſouvent à l'excès &, dans l'ivreſſe, il déclamait ſans modération contre ſes ennemis. Il avait eu avec le Capitaine Norris, un de ces demêlés que la jalouſie nationale fait naître, & que l'orgueil militaire ne ſait éteindre que dans le ſang. La diſpute s'échauffa au point que Norris fit porter un défi au Comte. Celui-ci, comme Prince de l'Empire, dédaigna le cartel d'un ſimple Capitaine Anglais. Leiceſter, loin de réprimer cette audace, avait fait Norris Chevalier, pour lui donner le droit de ſe meſurer avec ſon illuſtre rival. Et, comme il ſavait que des Allemands ſeraient portés à favoriſer Hohenlo & la maiſon de Naſſau, il avait empêché l'entrée de pluſieurs compagnies de cette nation, déjà levées pour le ſervice des Provinces-Unies.

Reid. Hiſt. 123. 124. *Grot.* 97.

Hooft XXV. 1114. *Bor. XXI.* 71. *XXII.* 22.

Il n'eſt donc pas étonnant que Hohenlo refuſât opiniâtrément de renouer avec Leiceſter. Pour donner quelque couleur à ſon reſſentiment particulier, il prétextait l'intérêt du Prince Maurice & des Etats, & demandait hautement que le gouvernement fût remis ſur le même pied où il était du tems de Guillaume. L'entêtement de Hohenlo parut encore plus juſte par les nouveaux ſujets de mécontentement que donna Leiceſter. On ſut que l'Anglais tramait de nouveaux complots pour ſe faire des Partiſans. Cette découverte jointe à quelques nouveaux griefs ralluma le reſſentiment des Etats. Ceux de Hollande ſaiſirent le prétexte d'une demande de ſubſides, pour lui préſenter un mémoire, où ils s'annoncent comme ſouverains de la Province & déclarent qu'ils veulent être regardés comme tels. Leiceſter, ne voulant ni les reconnaître ni leur conteſter leurs droits, répondit que ces aſſertions ne s'adreſſaient pas à lui & qu'il trouvait abſurde & dangereux que les Stadhouders, les Commandans & les autres Officiers prêtaſſent ſerment aux Etats des Provinces où ils réſidaient. 1587.

Murmures ſur la propoſition de traiter avec l'Eſpagne.

Alors éclata une des principales cauſes de défiance que les Etats avaient depuis long-tems contre l'Anglais. Au commencement de l'année, un déta-

1587. chement de la garniſon de Berg-op-Zoom avait enlevé, entre Bruxelles & Namur, Rantzou, Gentilhomme envoyé par le Roi de Danemark en Eſpagne, pour négocier un accomodement entre Elizabeth & Philippe. Dans le Nord, on s'était formé les idées les plus effrayantes, les plus exagérées ſur la puiſſance Eſpagnole. Le Roi de Danemark avait déjà offert ſa médiation entre Philippe & les Provinces-Unies. Celui de Suede, en apprenant qu'Elizabeth avait ouvertement épouſé la cauſe des confédérés, avait dit hautement que ſa couronne ébranlée était commiſe au ſort incertain de la guerre. Mais, quoique les Etats euſſent mis Rantzou en liberté, le Roi de Danemark ne fut pas moins irrité de l'audace d'une République pour laquelle on ne pouvait encore s'accoutumer d'avoir les égards dûs à un état indépendant. Cette République avait alors près du Sond plus de cens bâtimens; ce qui prouve ſes richeſſes & l'activité de ſon commerce: le Monarque indigné d'une violence qu'il regardait comme un outrage fait au caractere ſacré d'Ambaſſadeur, les fit arrêter au paſſage & ne les relâcha qu'en ſe faiſant payer trente mille Ryksdales. Les informations tirées des papiers de Rantzou, affligerent les Etats encore plus que cette perte. Ils voyaient que, ſans

Bor. XXI. 35. 50. XXIII. 25.

Camden p. 808.

ſans les conſulter, un Prince étranger avait déjà fait des propoſitions pour les réconcilier avec leur ancien maître. Il demandait pour eux à Philippe la liberté de conſcience, le maintien de leurs Priviléges & pour la Reine d'Angleterre le rembourſement des dépenſes qu'elle avait faites en leur faveur. Ils ſavaient que le déſir de faire des établiſſemens maritimes dans les Païs-bas, manquait moins à Elizabeth que la facilité de les ſoutenir ou l'acquiſition de quelques droits pour en impoſer à l'Europe. Ils craignirent que ſon accommodement avec l'Eſpagne ne ſe terminât par le partage de leurs Provinces. Les aſſurances contraires qu'elle leur donnait ne pouvaient calmer leurs craintes. Elles ſe réveillerent toutes ſur une queſtion que Leiceſter leur propoſa. Il fit demander aux Etats-Généraux qu'il avait convoqués à Dort, ſi, dans le cas qu'ils ne puſſent ni ſe défendre ni être défendus, ils ne ſeraient pas diſpoſés à traiter avec l'Eſpagne en prenant Elizabeth pour médiatrice. Il eſt facile de concevoir l'embarras des Etats-Généraux à cette nouvelle. La conduite d'Elizabeth cachait une politique dont ils ne pouvaient pénétrer le miſtere. 1587.

Reid. VI. Hoft. XXV. Cabala II. 29. 32. &c.

Dès l'année 1585, cette Reine, pour tarir la ſource où les Eſpagnols puiſaient les ſommes qu'ils employaient à

Expéditions contre les Eſpagnols.

1587. troubler l'univers, avait envoyé une flotte en Amérique. Cette expédition, entreprise sous prétexte de découvrir de nouvelles terres, fut couronnée par les plus brillans succès. Les Anglais pillerent St. Jago, dans l'Ile de ce nom, St. Domingue, Carthagene & brûlerent plusieurs villes. C'est ainsi que ces pirates hardis, puis qu'il n'y avait pas encore de guerre ouverte, préludaient aux succès maritimes qui les ont rendus si fameux dans la suite. Tous les ennemis de l'Espagne, c'est-à-dire presque toute l'Europe, applaudit avec transport à une entreprise qui montrait combien la puissance Espagnole, si redoutée au dehors, était faible au dedans. A son retour en Angleterre, Drake avait été envoyé dans les Provinces-Unies pour les engager à ajouter quelques vaisseaux à la flotte qui devait établir Don Antonio sur le trône de Portugal. Mais, n'ayant rien pu obtenir, il partit avec son escadre, vint ravager les côtes d'Espagne & brûler ses vaisseaux jusques dans ses ports. C'est pour cacher cette derniere expédition qu'Elizabeth paraissait opposée à un accomodement afin de gagner du tems. Philippe n'était pas plus sincere. Il voulait dérober à la Reine le danger des armemens prodigieux qu'il préparait contre elle.

Pendant qu'Elizabeth & Philippe, les deux plus habiles politiques de leur siecle, cherchaient à se tromper & se trompaient réellement l'un & l'autre, les Etats Généraux, étrangers à ces misteres, à ces procédés obliques, craignaient d'en être les victimes. Le pénétrant Barneveld, soit crainte du danger où se trouvait sa Patrie, soit préventions légitimes contre la cour d'Angleterre, ne put cacher ses sentimens. La défiance & les alarmes se répandirent dans tout le pays. On croyait tomber au moment d'être vendus par les Anglais à l'Espagne. Les trahisons de Stanley & d'York se retraçaient à tous les esprits: & Leicester s'apperçut trop tard que ses discours avaient produit un effet différent de celui qu'il avait en vue. Il craignit de s'aliéner les zélés Protestans, ses plus ardens défenseurs. Il n'ignorait pas les intentions de la Reine; mais une fausse politique lui avait fait croire qu'en réveillant les alarmes des Etats il en tirerait des subsides plus considérables pour continuer la guerre, avec plus de succès. Enfin, voyant les suites de son imprudence, il se rétracta; il fit son apologie: il assura n'avoir aucun ordre pour traiter avec l'Espagnol: il en jura *par sa barbe grise, par la couronne d'Angleterre & par la lumiere du soleil.* Les Etats de Gueldre écrivi-

1587. Alarmes des Etats.

Reid. Hist. 130.

1587. rent en sa faveur : mais les autres Provinces ne purent jamais bien étouffer leurs soupçons. Ortel, Député des Etats en Angleterre, avait sû se procurer la connoissance de plusieurs articles contenus dans l'instruction secrete donnée à Leicester. Le Comte était autorisé à recouvrer tout le pouvoir qu'on lui avait d'abord conféré, à faire entendre que, si les Etats refusaient de s'accorder avec l'Espagne, la Reine traiterait séparément, & que, si Maurice & Hohenlo s'opposaient à la négociation, il fallait les gagner en les assurant de pourvoir à leurs intérêts. Barneveld plus instruit que les autres avait dépeint la duplicité des négociations anglaises avec toute l'éloquence d'un zéle patriotique.

Bor. XXII.

Entreprises violentes de Leicester.

Le Comte, voyant tous ses artifices se dévoiler, toutes les batteries qu'il avait fait jouer ne produire aucun effet, & craignant l'inconstance de la populace, resolut de frapper un grand coup, avant que la Cabale dont il était appuyé eut le tems de changer. Comme il était sûr des prédicans, le sort du Duc d'Anjou ne l'intimidait pas. Il voulut commencer par se saisir non-seulement de Barneveld, mais encore de Maurice & de Hohenlo pour les faire conduire en Angleterre. Mais ces illustres patriotes, avertis à tems, se dé-

Cabala II. 23. 32. 76. *Bor XXIII.* 34.

roberent aux émiſſaires qui les cher- 1587.
chaient. Si le parti des bons citoyens eut été ſecondé, l'occaſion était favorable pour éclater contre les perfides Anglais. Mais ce parti n'était pas encore aſſez puiſſant. Les eſprits mécontens & ſéditieux aimaient mieux ſemer l'alarme & le trouble que de ſe déclarer en ſa faveur. Des mouvemens ſourds annonçaient dans les grandes villes les orages d'une ſédition prête à éclater. Déjà, pour la prévenir, les Magiſtrats d'Amſterdam avaient fait afficher qu'au premier mouvement, le canon de la ville ſerait pointé pour diſſiper tout attroupement ſuſpect. *Hooft XXVI.*

Arrivée de Leiceſter à Amſterdam.

On avait appris que Leiceſter devait ſe rendre dans la ville pour s'emparer de l'*Egliſe*, nom ſous lequel il déſignait Amſterdam. La défiance augmenta, lorſqu'on vit arriver l'ingénieur Giambelli, qui avait acquis tant de célébrité durant le ſiege d'Anvers ; mais qui était alors au ſervice d'Elizabeth. Quoiqu'il ne parlât que de pompes & de fontaines pour la conſtruction deſquelles les Etats lui avaient accordé un Privilége, il n'en fut pas moins ſuſpect. On apoſta des eſpions pour éclairer toutes ſes démarches. Lorſqu'on fut que Leiceſter approchait de la ville, on fit partir des gens pour

1587. examiner ſon cortege : un coup de ſifflet était le ſignal convenu, &, ſi ſa troupe eut été plus nombreuſe qu'il ne l'avait annoncée, il eût trouvé les portes fermées. On le combla de marques d'honneurs à ſon entrée. Un Bourgeois de la ville, oubliant qu'on était au mois d'Octobre, porté par une baleine artificielle, parut ſur l'eau abſolument nud, pour mieux figurer un Dieu Marin qui venait complimenter le Comte. Mais ce ſpectacle & pluſieurs autres repréſentés dans quelques places, admirés alors comme des traits de génie, étaient moins concertés pour honorer Leiceſter, que pour diſtraire ou éclairer ſes projets: ſa conduite prouva que la précaution était juſte. Le lendemain, il invita les chefs des compagnies Bourgeoiſes & leur fit inſinuer de ſe ſaiſir des Bourguemaîtres & de lui demander le mot du Guet. Déjà les chefs déliberaient ſur cette derniere propoſition, lorſqu'ils virent entrer dans leur aſſemblée Pierre Corneliszoon Boom, Bourguemaître en charge, l'épée au côté. Ce citoyen leur expoſa les deſſeins de l'Anglais ſous des couleurs ſi effrayantes qu'ils refuſerent unanimement d'en être les Miniſtres. On ſut que Leiceſter avait une liſte de quatorze des principaux Bourgeois, qui paſſaient pour les plus zélés partiſans de la liberté & de la maiſon de Naſ-

Wagenaar Beſch. van Amſt. III. 739.

sau, & qu'il voulait les faire périr d'une mort infâme. Mais, se voyant trompé dans son espoir, il se rendit à Utrecht, toujours déchirée par les troubles civils. Le Comte de Nieuwenaar avait enfin ouvert les yeux sur son interêt, sur celui de la patrie, & favorisait ouvertement la noblesse opposée aux Anglais. Avec un pareil secours, elle était devenue assez hardie pour demander à Leicester de réparer les infractions faites aux Priviléges. Quelques malentendus donnerent lieu à des divisions indécentes parmi les membres de ce corps respectable. Leicester en profita pour en faire arrêter six; mais, voyant que cette violence occasionnait de grands murmures, il eut recours à ses fourberies ordinaires. Il ordonna de les relâcher, & déclara qui n'avait aucune part à leur empriſonnement. Pour être plus sûr de la Régence, il en changea les membres. Nieuwenaar, qui regardait ce droit comme appartenant au Stadhouder de la Province, n'en fut que plus animé contre l'Anglais. 1587. Il retourne à Utrecht. *Bor XXIII.* 39. 41. 413.

Leicester résolut cependant de tenter encore si, dans la Nord-Hollande où Sonoy commandait, il ne pourrait s'assurer de quelques places. Mais, Enkhuisen ayant refusé de le recevoir, il se rendit à Medenblik où Sonoy le régala pendant plusieurs jours. Il se préparait Et dans la Nord-Hollande. *Ib.* 45.

1587. déjà à paſſer en Friſe à la ſollicitation du Préſident Aitsma & de quelques autres, ſous prétexte de convoquer les Etats, mais en effet pour ranimer ſon parti. Les Etats commencerent par dépoſer le Préſident, manderent à Leiceſter de différer un voyage qui pouvait cauſer des troubles, & lui déclarerent qu'à eux ſeuls appartenait le droit de ſe convoquer.

Audace des Prédicans.

Leiceſter, n'ayant plus d'eſpoir de réaliſer ſes projets ambitieux auprès des chefs de gouvernement, ne fut pas abandonné par les Miniſtres de la Religion. Ils porterent l'audace juſqu'à envoyer de leur propre autorité une députation aux Etats de Hollande, avec un mémoire où ils les avertiſſaient de s'accorder avec le Gouverneur-Général & de ne pas ſe laiſſer aveugler par la paſſion & des interêts perſonnels. L'Avocat Barneveld fut chargé de leur répondre. Il leur répliqua que leurs remontrances ne contenaient rien qu'on ne ſût avant eux & mieux q'eux; qu'ils pouvaient s'en retourner dans leurs maiſons & laiſſer les ſoins politiques à ceux qui en étaient chargés. On voulut bien leur remettre enſuite un écrit pour leur développer la cauſe des troubles actuels; mais on eut ſoin de leur dire de prendre exemple ſur les Flamands. Les mêmes Etats

Ib. 49. 57. 58.

répondirent d'une maniere plus ferme à la Régence d'Utrecht, ou plutôt au Bourguemaître Prouning, qui soutenait que la partie la plus considérable de la souveraineté était déférée à Leicester, & le reste au bon plaisir de la Reine. Les Etats-Généraux, assemblés à Haarlem, publierent trois mémoires, où, par les raisonemens & les faits, ils justifient leur conduite & prouvent les droits de chaque Province à la souveraineté. 1587. *Ib.* 56. 60.

Mais des mémoires, longs & réfléchis, ne pouvaient rien sur la passion & l'intérêt. Leicester suivit son plan; & ses partisans n'en furent que plus animés à précipiter une révolution qu'ils craignaient de voir échouer en temporisant. Ils exciterent quelques mouvemens à Dort; mais c'est sur Leide qu'ils arrêterent leurs regards. Cette ville était alors remplie de Brabançons & de Flamands expatriés, & d'une jeunesse nombreuse que la célébrité des Professeurs attirait dans l'université. Les premiers étaient d'autant plus dévoués à Leicester qu'il passait pour le protecteur d'une Religion dont ils se regardaient comme les martirs. Les seconds se laissaient entraîner par la fougue de l'age & par le désir du changement, plus vif dans les jeunes gens que dans les autres hommes. Ils commencerent par décrier entr'eux les membres de la Ré- Conspiration pour s'emparer de Leide. *Bor. Meteren. Thou.*

1587. gence de Leide, qui se distinguait par sa fermeté à maintenir la constitution républicaine. Elle avait, disaient-ils, empêché la tenue d'un Synode : elle soutenait des Prédicans d'une foi suspecte, ennemis même du Christianisme, entr'autres Pierre Hakius, qui avait osé dire en plein consistoire, qu'après avoir repoussé les Espagnols & les Français, on saurait bien se défaire des Anglais. Plus la maniere de confondre le patriotisme avec l'impiété est absurde, plus elle enflamme le courage des esprits fanatiques, parce que le zèle sent plus qu'il ne raisonne. De ces assemblées séditieuses où l'on déclame contre les chefs du gouvernement, à des conspirations criminelles, il n'y a qu'un pas. Il fut franchi. Quelques uns se chargerent de s'assurer des Magistrats, de changer la Régence & de s'emparer de l'hôtel de ville, en criant : *Vive Elizabeth ! Vive Leicester !* Un pareil complot, formé à la hâte & sans précaution, ne tarda pas à être éventé. Le Capitaine Cosmo de Pescarengis, Piemontais, Volmaar, Maulde & plusieurs autres des principaux chefs, furent arrêtés. Cette précaution suffisait pour dissiper un projet dont il fallait ménager le principal Auteur : cependant, pour faire un exemple effrayant, mais devenu nécessaire, afin d'éteindre le

Hooft in 't einde.

germe de la sédition répandu dans la République, Pescarengis, Volmaar & Maulde eurent la tête tranchée à Leide le 25 Octobre. Plusieurs des autres conjurés furent bannis ou se déroberent par la fuite. Jacques Williams, Anglais, devait exécuter un complot semblable sur Gouda. Il fut arrêté. On le condamna; mais, par un trait de la plus fine politique, sa sentence portait qu'il subissait la mort pour s'être rendu coupable de lèze-majesté envers la Reine & les Etats. Ces nouvelles venues coup sur coup aux oreilles de Leicester lui apprirent qu'il y avait d'autres maîtres que lui dans les Provinces-Unies. Il sentit le pouvoir s'échapper de ses mains : loin de penser à ses premiers projets, le lâche trembla pour sa propre personne ; on sait qu'il dit alors ces paroles : *Je vois qu'il est tems de mettre ma tête en sûreté.* 1587. *Raid. VI.*

Leicester en Angleterre.

Son retour en Angleterre eut plutôt l'air d'une fuite que d'un départ; il ne prit congé de personne : il ne se crut en sûreté que lorsqu'il se vit au milieu de la garnison Anglaise à Flessingue. Les Etats, qui n'auraient osé l'arrêter, le virent s'échapper avec plaisir : ils semblaient chercher à lui faire peur pour l'engager à se retirer plus vîte. Leicester abandonnait volontiers un pays où il n'avait essuyé que des contradictions, où son crédit baissait à vue

1587. d'œil, où son âme fausse & son incapacité étaient trop connues. Arrivé en Angleterre, sa conduite fut déférée au Parlement. Ses craintes augmenterent: il vint se jetter aux genoux de la Reine & la conjura les larmes aux yeux d'interposer son autorité, pour le dérober à cet affront. Il avait auprès de la Princesse deux protecteurs trop puissans, la politique & l'amour, pour ne pas la gagner. Le lendemain il se présenta dans la chambre haute, &, sans paraître à genoux au bout de la salle comme un accusé, il prit sa place parmi les autres Lords. Il en appella aux instructions secretes que la Reine lui avait remises, & les poursuites cesserent aussitôt. Le Lord Buckhurst, son accusateur, perdit la confiance de la Reine & fut même trâiné en prison. Cette conduite est une nouvelle preuve qu'Elizabeth avait effectivement des desseins sur la souveraineté des Provinces-Unies; mais qu'elle les cachait pour les raisons que nous avons assez insinuées. Elle connut enfin que Leicester n'était pas l'homme qu'elle eût dû choisir pour les exécuter: elle voulut qu'il abdiquât son gouvernement; mais la démission ne fut remise aux Etats qu'au mois d'Avril 1588. Nous verrons les troubles que cette perfide politique causa dans les Provin-

Baker Chr. 373.

Hume's V. 341.

Bor. XXiii. 58.

ces-Unies. En quittant la Hollande, Leiceſter avait remis l'adminiſtration au Conſeil d'Etat; & la Reine avait nommé à ſa place le Lord Willougby pour commander les troupes Anglaiſes. 1587.

Ainſi finit le gouvernement orageux d'un homme que tous les hiſtoriens ſe ſont réunis à peindre ſous des traits défavorables. Il ſaiſiſſait avec ardeur des idées ambitieuſes : mais il n'avait ni les qualités, ni même les vices qui pouvaient les réaliſer. L'hipocriſie ſert à masquer les défauts, & jette la vertu même dans l'embarras. Mais celle de Leiceſter n'impoſait qu'aux âmes faibles & préoccupées; elle n'échappa jamais aux eſprits tant ſoit peu juſtes & pénétrans. Il avait aſſez de perfidie dans le caractere pour imaginer ou tramer des complots dangereux; mais il ignorait le vrai moyen de les exécuter; &, quand ils échouaient, il n'avait pour s'excuſer que des ſubterfuges mal-adroits, des déſaveux lâches ou des menſonges impudens. Eſprit inquiet & turbulent, il enfantait ſans peine des projets de déſordre & de bouleverſement : mais, ſans ame & ſans talens, il s'attachait à des moyens petits & bas, plus propres à le décrier qu'à les faire réuſſir. Les préjugés d'Elizabeth en ſa faveur étonneront toujours. Elle ſeule donna des larmes à ſa Caractere de Leiceſter.

1587. mort qui arriva l'année ſuivante. Cette mort était néceſſaire pour calmer les troubles que l'ambition de Leiceſter avait excités dans les Provinces-Unies & que ſa méchanceté y fomenta encore longtems après ſon départ.

Etat de l'Eſpagne & les Païs-bas Royaliſtes.

Farnèſe était alors devenu Duc de Parme par la mort d'Octave Farnèſe ſon pere. Loin de profiter des diviſions qui déchiraient les Provinces-Unies, il avait lui-même à craindre pour les Provinces Royaliſtes. Quoique ſes armées ſurpaſſaſſent de moitié celles des confédérés, qu'elles tiraſſent du pays où elles étaient cantonnées des revenus aſſez conſidérables, Philippe leur envoyait encore des ſommes immenſes de l'Espagne. Mais il y avait tant de places fortes & tant de frontieres à garder que ces troupes étaient toutes diſperſées; d'ailleurs l'adminiſtration des revenus publics était dans un ſi grand déſordre; il y avait tant de ſoldats qui tiraient double paye, & tant de receveurs infideles, que l'argent manquait toujours. Enfin le Roi d'Eſpagne, alors occupé des préparatifs de ſa fameuſe Armada, crut trop facilement qu'elle acheverait ce qu'il avait vainement attendu de la conquête d'Anvers. Maître de la plus grande partie des Païs-bas, conquérant du Portugal, Souverain des Eſpagnes & *Dominateur des Indes*, il ſe croyait parve-

Grot. Ann. III. 112.

nu à ce dégré de puiſſance où rien ne pourrait lui réſiſter. La France, troublée par ſes intrigues lui ſemblait devoir tomber par ſon épuiſement ſous le joug qu'il lui préparait. L'Angleterre, peu aguerrie & pleine de mécontens, lui préſentait une proie facile & venait de le forcer à déployer toute l'étendue des forces qui devaient l'écraſer ou la conquérir. Il crut toucher à la monarchie univerſelle. En effet, quand l'on conſidere la ſituation de l'Eſpagne, qui a tous les avantages d'une Ile & d'un grand continent, ſans en avoir les inconvéniens, preſque inacceſſible par terre au reſte de l'Europe, où, avec la ſupériorité ſur mer, elle pouvait pénétrer partout; il eſt certain que s'il eſt un Païs qui puiſſe aſpirer à la chimere de la monarchie univerſelle, c'eſt l'Eſpagne; & que, s'il fut un Prince qui pût y prétendre, ce fut Philippe II. Mais ſa politique qu'il croyait profonde, n'étant que méchante, fit avorter tous ces grands projets. Il irrita des puiſſances qu'il aurait dû ménager, & qui, par leur proximité avec les Provinces revoltées, étaient à portée de les ſoutenir dans la rébellion. Ses poſſeſſions, trop éloignées & trop étendues pour qu'il pût y porter l'œil, furent dévaſtées par une poignée d'armateurs Anglais, excités par l'audace & par la ſoif 1587.

1587. du butin. L'époque où sa puissance embrassait les deux mondes que son ambition avait déjà ébranlés, fut celle de la décadence graduelle, qui amena l'entier dépérissement de l'Espagne.

Grot. An. 102. Bor XXII.

Les armemens qu'il faisait préparer le berçaient du fol espoir de réaliser ces brillans projets. Mais, en y dévouant toutes ses pensées, en y consacrant tous ses revenus, en ordonnant à Farnèse d'amuser l'ennemi par de feintes négociations, il perdit l'occasion la plus favorable de tirer avantage des troubles civils des Provinces-Unies. Pour seconder ses efforts maritimes, le Duc de Parme avait suspendu les autres opérations & ne s'était occupé que de la descente projettée en Angleterre. Un autre incident, mais d'une espece affreuse, avait arrêté les opérations militaires des Royalistes. Les Provinces de leur parti, dévastées par la guerre, épuisées par les émigrations, trompées par une récolte malheureuse & ne pouvant se procurer des vivres par les canaux du commerce que les Provinces-Unies leur tenaient fermés, éprouverent quelque tems les horreurs de la plus cruelle disette. A ce fléau terrible se joignirent d'autres accidens, suites funestes de la dépopulation. Des Bourgs entiers, auparavant peuplés & florissans, devinrent les repaires des bê-

Petit II. 650.

tes féroces. Les loups se multiplierent d'une maniere effrayante dans les endroits abandonnés par les hommes. Ces animaux affamés dévorerent un grand nombre de personnes que le besoin arrachait des villes pour trouver quelques alimens dans les productions spontanées des campagnes. Les champs & les prairies se couvrirent d'épines & de brouſſailles, & n'offrirent plus que l'aſpect hideux de la nature ſauvage ou dégénérée. 1587.

Enfin, la proſpérité de ce beau Païs où l'œil était auparavant égayé par le ſpectacle varié des arts, de l'induſtrie & des richeſſes, avait paſſé, avec une grande partie des habitans, dans les Provinces Unies. C'eſt-là que l'empire de la mer entretenait l'abondance de toutes les choſes neceſſaires à la vie. Leurs navires couvraient l'océan & les fleuves: elles offraient un phénomene inconnu juſqu'alors; elles tiraient du fléau deſtructeur de la guerre de nouvelles ſources de richeſſe & d'accroiſſement. La population augmenta tellement par le concours des émigrans & par la liberté religieuſe, que pluſieurs villes furent obligées de reculer leurs enceintes. Si la République dans ſon enfance n'eut pas éprouvé ces maux des Etats qui vieilliſſent, les diſcordes inteſtines, elle ſe fût dès-lors rendue redoutable à l'Eſpagne. Elle tira cepen-

Etat floriſſant des Provinces-Unies.

Grot. An. 102.

1587 dant un grand avantage de ces troubles. Ils donnerent occaſion d'expoſer & d'affermir ſur une baſe ſolide les principes de la conſtitution politique.

Expoſition du gouvernement politique.

Dans le mémoire que les Etats publierent en réponſe aux aſſertions du Sieur Wilkes, & dans celui qu'ils dreſſerent dans leur aſſemblée tenue à Haarlem, ils expoſerent les droits eſſentiels de toutes les républiques fédératives. Philippe, diſaient-ils, étant déchu de la Souveraineté pour avoir violé les conditions qui lient les ſujets au Souverain, elle ne pouvait être dévolue qu'aux Etats. Elle n'appartient pas ſeulement aux 30 ou 40 Députés qui repréſentent ces états dans les diètes Elle appartient auſſi aux deux ordres qui ſont compoſés de la nobleſſe & des villes. La Nobleſſe tire ſes droits de ſa naiſſance & de ſes biens. Les villes, depuis un tems immémorial, forment de petites républiques qui ont le droit de ſe gouverner par elles-mêmes: les anciens Comtes n'ont eu que celui de nommer le chef de la juſtice, appellé *Eſcoutet* ou grand Bailli. L'adminiſtration municipale eſt entre les mains d'un Sénat, établi dans toutes les villes au nombre de 40, 36, 28, 24 ou 20 membres, tous à vie, tous choiſis par le Sénat lui-même & parmi les plus notables Bourgeois. C'eſt à lui qu'ap-

Bor. XXII. 48. *XXIII.* 36.

partient le droit de voter & de conclure sur les affaires de la ville & de la banlieue, de choisir annuellement les Magistrats, c'est-à-dire les Bourguemaîtres & les Echevins, ici par une élection entiere & décisive, là en présentant au Stadhouder le double des sujets requis, parmi lesquels il élit ceux qui lui sont les plus agréables. C'est ce Sénat, ce sont ces Magistrats municipaux qui, conjointement avec la Noblesse, représentent les Etats & tout le corps de la nation. On a admis, quoique depuis peu, jusqu'aux plus petites villes dans les assemblées des Etats, parce que, contribuant aux impôts comme les autres, il était juste qu'elles eussent part aux délibérations relatives à l'emploi qu'on faisait de leur argent. Les vrais Souverains du Païs sont donc les deux ordres qui envoyent leurs Députés, avec des instructions aux diètes, & auxquels ces Députés sont obligés de rendre un compte fidele de leur commission. S'ils n'eussent pas été revêtus de la Souveraineté, auraient-ils pû l'offrir à la Reine ? 1587.

Telle est la forme de gouvernement que les Etats de la Hollande exposerent comme l'ancienne constitution du Païs. Ils se trompent cependant, en disant qu'elle n'a jamais varié, que chaque Prince a toujours tenu son autorité de la noblesse & des villes, réprésen- Remarques sur cet exposé.

1587. tant les Etats, & que, ſans les conſulter, il n'a pu faire, ni la guerre, ni la paix, ni rien entreprendre concernant l'interêt public; qu'il n'a jamais hazardé de violer ces Priviléges & d'autres encore, non moins ſacrés, ſans qu'ils ſe ſoient ſoulevés, & ne l'aient, au défaut de tout autre voie, forcé de rentrer dans ſon devoir. Ils ſe trompent auſſi lorſque, pour détruire l'aſſertion du Sr. Wilkes, ils ſoutiennent que le peuple n'a jamais eu aucune part dans le gouvernement, ni dans le choix des Magiſtrats. Les guerres ſi longues entre les Cabéliaux & les Houcs fourmillent d'exemples qui détruiſent cette aſſertion. On ſait que, dans la Flandre & le Brabant, les villes avaient formé de bonne heure de petites démocraties audacieuſes, qui plaçaient ou dépoſaient à leur gré leurs officiers municipaux & faiſaient ſouvent la loi à leur Souverain. L'exemple d'un Païs ſi voiſin, la faibleſſe de quelques Princes, l'anarchie des minorités, fournirent l'occaſion aux communes de Hollande & de Zéelande, d'arracher auſſi ces Priviléges importans & délicats. On vit bientôt le nom de ces communes à la tête des actes publics, qui ne paraiſſaient auparavant que ſous celui du Bailli, des Echevins ou du Sénat. Le gouvernement populaire fit naître &

Privileg. van Dord. 301. 302.

perpétua long-tems les troubles civils; & ce n'eſt qu'en l'aboliſſant peu-à-peu, qu'on vint à bout de les éteindre. Ces Priviléges municipaux étaient très anciens dans les Provinces d'Utrecht & d'Overyſſel, & ne furent, comme nous l'avons vu, ſupprimés ou modifiés qu'à la conquête. Ils ſe perpétuerent en Gueldre juſqu'à l'année 1591. Les villes de Friſe n'ayant jamais fleuri, ni par la population, ni par les manufactures, on n'y trouve que peu & même que fort tard, de ces Sociétés indépendantes & audacieuſes formées par les corps de métiers. Le Sénat des villes de Friſe y forma de bonne heure un corps ſéparé qui ſe perpétuait lui-même. Mais, dans cette Province, les campagnes ont toujours conſervé leur ancienne forme de gouvernement repréſentatif & démocratique. C'eſt-là que les Anglais pourraient encore trouver la ſource & quelques traits primitifs de leur conſtitution.

1587.

Tom. II. p. 429. Grot. An. 188.

Foek sjoerds II. Algem. Beſchr. van Frieſl. 2. D. 1-5. p. 416. 417.

Liberté civile aſſurée dans les Provinces-Unies.

Il faut avouer cependant que c'eſt en partie au rétabliſſement du gouvernement ariſtocratique, que pluſieurs des Provinces-Unies durent ces vues ſuivies, cette politique ferme & uniforme, & par conſéquent cet ordre intérieur & cette force permanente qui les conſerva dans la tranquillité au milieu des plus violens orages; pendant que la Flan-

1587. dre & le Brabant livrés au délire de la plus furieuſe démocratie, aveuglés par de fougueux ou perfides démagogues, ſe virent obligés de fléchir ſous le joug. Mais, en voyant que, dans quelques Païs de l'Europe, ſur-tout dans pluſieurs villes d'Allemagne & de Suiſſe, la démocratie municipale n'a point ces ſuites funeſtes, il faut que, dans les Païs-bas, cette forme de gouvernement ait renfermé un vice radical. Peut-être ne convient elle qu'aux cités pauvres, à qui l'abus des richeſſes ou la ſoif de l'interêt n'inſpire pas l'eſprit de vertige & l'inquiétude de l'ambition? Cependant, quoique le peuple des Provinces-Unies n'ait aucune part aux affaires publiques, ni par lui même, ni par des répréſentans de ſon choix, & qu'il ſoit ainſi privé du Privilége le plus beau des gouvernemens libres, il faut avouer que l'ariſtocratie à laquelle il eſt ſoumis ne peut ni l'avilir ni le tyranniſer. Chaque citoyen n'a pas, il eſt vrai, le droit de déliberer ſur les grands interêts de la patrie, ni d'ouvrir, comme autrefois le peuple d'Athenes & de Rome, des avis dans une aſſemblée publique & de voter aux élections des officiers de l'Etat. Mais les magiſtratures & les emplois d'importance n'étant pas, comme à Berne ou à Veniſe,

un héritage annexé à certaines familles, il n'eſt aucun citoyen qui ne puiſſe les briguer, ſoit par des talens ſupérieurs, ſoit par le crédit que donnent les richeſſes dans un Païs où le commerce ouvre pour en acquérir tant de routes à une ambitieuſe induſtrie. Et d'ailleurs, ces emplois étant plus honorables que lucratifs, ne produiſent naturellement aucun trouble, parce que partout où le commerce eſt le principal fondement de l'état, les richeſſes attirent toute la conſidération publique; & les occupations mercantiles occupent trop l'eſprit, ralentiſſent trop ſon eſſor, pour lui laiſſer le loiſir ou la penſée de combiner des factions & de former des projets ambitieux. Les chefs du gouvernement, n'ayant qu'une puiſſance empruntée, obligés, comme les derniers des citoyens, à l'obſervation de toutes les loix qu'ils promulguent, & au payement de toutes les taxes qu'ils impoſent, ne pouvant rien décider dans les affaires d'importance ſans l'unanimité des ſuffrages, ne ſauraient abuſer de leur autorité. Ils ſont les ſeuls dans la République qui peuvent ſe nommer *Peuple-Roi*; mais ils en ſont auſſi les premiers ſujets; ils ne peuvent faire aucune loi qui ne les lie eux-mêmes: ils n'ont de puiſſance que pour maintenir la tranquillité & le crédit de 1587.

1587. la République; ils ont les mains abſolument liées pour nuire. La liberté civile eſt encore aſſurée par la diviſion qui ſe trouve entre les corps légiſlatifs & les corps judiciaires: &, comme le Sénat des villes pourrait encore avoir une trop grande influence ſur les officiers chargés de rendre la juſtice qui ſont de ſon choix, chaque Province a des cours de juſtice indépendantes des Etats généraux & particuliers & des Sénats des villes. On y juge les cauſes principales; & l'on peut appeller à ces cours de tous les tribunaux ſubalternes. Voilà les établiſſemens ſur leſquels eſt fondée la liberté civile dans les Provinces-Unies. Lorsqu'on a tenté de renverſer ces principes reſpectables; lorſque la puiſſance militaire s'eſt trouvée aſſez de force & d'audace pour engager la puiſſance repréſentative de la confédération à s'arroger, par un monſtrueux aſſemblage, les puiſſances exécutive & judiciaire; alors la République a été ébranlée juſques dans ſes fondemens; l'état a été ménacé du plus terrible deſpotiſme; & les priviléges eſſentiels des Provinces & des individus, foulés indignement aux pieds, n'ont pas tardé à rappeller par la frayeur, les bons citoyens à leur ancienne conſtitution.

Cet

Ce gouvernement eſtimable eſt compliqué, ſans être irrégulier. La réunion des puiſſances légiſlative & exécutive lui donne cette fermeté, ce deſpotisme légal, ſans lequel on ne peut maintenir l'exécution des loix. Et la maniere de rendre la juſtice ainſi que les priviléges des Provinces reſpectives l'empêchent de dégénérer en tyrannie. En un mot, les loix ſont ſimples & connues; les juges n'ont d'autre emploi que d'en faire l'application: ils ne peuvent prononcer d'après des idées arbitraires. Si l'on entend par liberté civile le droit inhérent à un individu de penſer & d'agir à ſon gré ſans bleſſer le même droit dans un autre individu, on peut aſſurer que ce droit n'exiſte nulle part plus pleinement que dans les Provinces-Unies. Il eſt permis à chaque citoyen de ſervir Dieu ſuivant les lumieres de ſa conſcience; il n'a point à craindre d'être enlevé de ſon attelier, ni arraché de la charrue pour aller affronter un élément perfide qu'il ne connaît point ou apprendre malgré lui l'affreux métier de verſer froidement le ſang de ſes ſemblables. Il peut recueillir en paix le fruit de ſes ſueurs & réclamer les droits de l'humanité contre l'homme puiſſant qui voudrait l'opprimer. Sa femme ou ſa fille peuvent joindre les charmes de la beauté à l'in- 1587.

1587. flexibilité de la vertu, ſans qu'il craigne que des ſcélérats en faveur oſent impunément l'outrager. Il craint moins qu'ailleurs de voir ſa perſonne ou ſa proprieté violées, par ces ennemis de la ſociété, ſi nombreux, ſoit dans ces gouvernemens vicieux où le crime a mille reſſources pour échapper au glaive des loix, ſoit dans ces gouvernemens faibles & indolens où l'on ſait punir les crimes, mais non pas les prévenir, où le citoyen féroce & ſéditieux a plus de liberté que le citoyen tranquille & laborieux. Si tous ces avantages n'avaient pas réſulté du ſyſtême politique des Provinces-Unies, ſe ſeroient elles élevées à l'aſcendant & à l'éclat dont on les a vu jouir? Il faut donc que ces avantages compenſent infiniment les inconvéniens qui paraîtraient devoir réſulter, ſoit de l'aſſemblage de parties ſi diſcordantes, ſoit des défauts qui retardaient la marche du corps fédératif, auxquels on s'eſt vu obligé de ſuppléer, ſoit des autres vices ſecrets qui ont donné lieu aux troubles civils dont nous parlerons dans la ſuite. Mais où trouver la perfection dans l'ouvrage des hommes? N'eſt-il pas au contraire étonnant de rencontrer des avantages ſi admirables dans une conſtitution entée ſur l'ancienne barbarie féodale, & combinée avec des

loix qui convenaient à d'autres nations? 1587.

Nous exposerons à la fin de l'Epoque suivante les principes du corps fédératif. Nous remarquerons seulement que l'Auteur de l'histoire philosophique & politique, en avançant qu'après la suppression du Stadhouderat dans le siecle dernier, la démocratie des villes changea en oligarchie, s'est trompé, comme dans la plupart des autres passages ou parlant du gouvernement politique ou du commerce du même Païs, cet Eloquent Ecrivain a puisé dans son imagination fertile au lieu de puiser dans les sources. Il est vrai que les Sénateurs ou membres du Conseil des villes ont soin de completter leurs corps de membres pris dans les mêmes familles; mais on ne peut pas dire que ces familles soient patriciennes. Elles sont réellement populaires; & si, contre la pente naturelle de tous les gouvernemens, cette forme n'a pas dégénéré en oligarchie ou Aristocratie héréditaire, c'est peut-être parce qu'il y avait heureusement dans l'Etat un ordre de noblesse. Cette coutume n'est donc qu'une suite de la vanité naturelle à tous les corps; plusieurs exemples prouvent qu'on peut y déroger, parce que, loin d'être liée à la constitution, elle y serait contraire. A la dissolution du pouvoir monarchique, la forme de Ré-

Le gouvernement n'est pas oligarchique.

Liv. 19. *c.* 35.

Grot. An. Liv. V. p. 99.

1587. publique Ariſtocratique ſe trouvait établie dans les Provinces & dans les villes & s'y conſerva avec tous les attributs de la ſouveraineté.

Uſages contraires à la liberté dans les Provinces-Unies.

On ne ſaurait diſconvenir qu'un Païs où les loix ſont douces & l'autorité ferme, où tant d'étrangers ont trouvé un azile contre la tyrannie & l'intolérance, en un mot où l'eſpece humaine proſpere & ſe multiplie malgré le ſol & le climat, on ne ſaurait diſconvenir, dis-je, qu'un tel Païs ne jouiſſe d'un bon gouvernement. Les abus n'y ſont pas comme ailleurs un effet de la conſtitution; ils ſont les ſuites de cauſes étrangeres. Puiſqu'il ſerait facile de les faire diſparaître, & que l'impartialité de l'hiſtoire & l'amour de l'humanité nous font un devoir de ne les pas cacher, nous les révélerons avec franchiſe & courage. Lorſque les villes de Hollande ſe ſouleverent contre la tyrannie Eſpagnole ou furent forcées de ſe déclarer pour les inſurgens, il y avait beaucoup de citoyens à qui l'intérêt perſonnel ou les préjugés politiques & religieux, faiſaient méconnaître l'intérêt de la patrie. Dans cette criſe alarmante, les Magiſtrats, forcés à des coups d'autorité, obligeaient tous les citoyens ſuſpects de ſortir des villes, ſans leur donner le tems de ſe défendre en juſtice. Le Prince d'Oran-

Grot. Apol. c. 12.

ge & les Etats approuverent cet uſage en 1585 : il fut confirmé l'an 1598 & l'an 1613. Cette coutume qui violait les droits de quelques citoyens, pour les conſerver à tous les autres, équivalait à des uſages non moins violens pratiqués dans les Républiques les plus âges. Elle aurait dû ceſſer dès que la cauſe qui l'avait fait naître n'exiſtait plus. Mais de pareils priviléges n'ont pas tardé à ſe changer en droits, tant il eſt dangereux d'augmenter la puiſſance de ceux qui en ont déjà beaucoup. Les Etats ont cependant ſtatué que ce droit ne ne ſerait mis en uſage qu'à la derniere extrémité : ils ſe ſont même offerts d'écouter ceux qui auraient à s'en plaindre. Auſſi leur aſſiſtance a-t-elle été réclamée ; & quelquefois elle n'a pas été inutile. Mais ne pouvant agir que comme médiateurs & non pas comme arbitres, l'abus ſubſiſte toujours : il ſerait d'autant plus néceſſaire de l'abolir qu'il eſt affligeant & dangereux dans un petit Païs où ceux qui gouvernent ſont tellement rapprochés des ſujets, qu'ils peuvent avoir à chaque inſtant des intérêts à démêler enſemble & des reſſentimens perſonnels à venger ſous le voile du bien public. Il eſt un moyen bien ſimple de réformer cet abus, c'eſt de donner à la cour de juſtice de chaque Province le droit de connaître

1588.

Ed. v. Zurk Cod. Bat. Tit Bull. I III. n. 143.

1587. & de prononcer dans ces sortes de cas.

Liberté des anciennes républiques comparées aux gouvernemens modernes.

A l'exception de cet inconvénient & de quelques autres qui sont plutôt les effets de causes accidentelles que les suites nécessaires de la constitution, la liberté civile est assurée dans les Provinces. Les anciennes républiques populaires avaient des inconvéniens plus funestes & plus nombreux. Je ne les aurais jamais citées comme des objets de comparaison, si ce n'était la coutume parmi nos politiques d'en appeller constamment au gouvernement ancien de la Grece & de Rome. Une observation qui met le gouvernement dont nous parlons, & peut-être même tous ceux de l'Europe actuelle au-dessus de ces gouvernemens si vantés, c'est que la liberté est à présent plus répandue qu'elle ne l'était alors. L'esclavage est aboli. Qu'étaient ces Athéniens, ces Romains & ces Spartiates qui ont porté l'élévation de l'ame & la jalousie de la liberté à un dégré qui nous étonne encore? C'étaient de petits tyrans, uniquement occupés du soin d'empêcher qu'un citoyen n'empiétât sur un autre, presque toujours esclaves d'un chef de parti qui régnait réellement sous leur nom, portant le fer & le feu chez leurs voisins quand ils ne déchiraient pas le sein de leur patrie,

& , pour se livrer tout entiers à ces occupations turbulentes, aggravant le joug avilissant & odieux de l'esclavage sur la portion la plus considérable des hommes qui vivaient sous leur gouvernement. La République d'Athenes, qui ne comptait que vingt mille citoyens, contenait jusqu'à quatre cens mille esclaves. En divisant ces esclaves par égales portions, chaque citoyen aurait eu l'empire souverain sur vingt de ses semblables, si l'on peut donner ce nom à des êtres privés des droits respectables attachés à la qualité d'hommes. Les oppresseurs qui sont dans une disproportion si considérable avec les opprimés, peuvent donc passer pour de petits despotes & leur gouvernement pour une tyrannie aristocratique. A Sparte, le sort des Ilotes était mille fois plus affreux & plus vil que celui des bêtes de somme; & les Romains, ce premier peuple du monde, se permirent contre cette malheureuse classe d'hommes les cruautés les plus outrageantes. 1587.

Demosth. in Aristog. Plato in critia Anonym. ap. Meurs. de fortuna Athen. c. 4. Athenée. L. 6.

L'attention du gouvernement à étouffer sous Leicester toutes les semences de troubles religieux, fut aussi admirable qu'infructueuse; il ne put jamais tenir les ministres de la religion dans la subordination, quoiqu'il se fût réservé le droit de les payer & de les nommer. Interprêtes de la parole de

Troubles religieux.

1587. Dieu, ils crurent à plus forte raiſon avoir le droit de décider des affaires politiques. Peut-être auſſi qu'une religion nouvelle inſpire plus de zèle & d'audace à ceux qui la prêchent, & que le choc des partis ſoufflant à toutes les claſſes de citoyens l'eſprit d'inquiétude & de ſédition, a des conſéquences plus dangereuſes dans des hommes chargés par état de la fonction auſſi délicate qu'importante, de parler au peuple aſſemblé. A ces funeſtes diſpoſitions ſe joignit un inconvénient attaché à toutes les religions miſtérieuſes, la fureur d'expliquer par la raiſon ce qui eſt au-deſſus de la raiſon, & la fureur plus violente encore de ſe faire chef de parti pour ſe donner un nom & dominer. Deux miniſtres obſcurs, au lieu de ſe borner à faire ou à inſpirer des bonnes œuvres, ſe mirent à diſputer ſur leur mérite; & cette querelle qui dans la ſuite a cauſé tant de troubles, fut jugée aſſez importante pour fixer l'attention du gouvernement qui dépoſa les deux antagoniſtes. Pierre Hakius, le même qui avait oſé dire en chaire, que la mort du Prince d'Orange était une punition du faſte avec lequel il avait célébré le baptême de ſon fils, fut enlevé de Medenblik, où il était ſur le point d'occaſionner une ſédition. A Amſterdam les Prédicans s'oublierent au point

Bor XXX. 403. an. 1584.

Voy. Tom III. p 532.

de déclamer en chaire contre les Officiers publics, qui étaient membres des Etats. Ils employaient les couleurs les plus noires pour les rendre odieux, & les traits les plus reſſemblans pour les faire connaître ſans être obligés de les nommer. Pierre Dathénus, ce Prédicant fougueux qui avait nourri le fanatiſme des Gantois & leur avait enſuite conſeillé de fléchir ſous le joug Eſpagnol, eut l'audace de prêcher à Leide, que le meilleur parti était de ſuivre le même exemple. Les Etats le firent arrêter. Il fut conduit dans pluſieurs places; mais ayant enfin obtenu ſa liberté, il renonça au rôle qu'il avoit joué ſous des coſtumes ſi différens; & cet homme qui, tour à tour Moine, Prêtre & Prédicant, n'avoit pas ceſſé d'exercer le miniſtere de la parole, ſe jetta dans la médécine qu'il pratiqua à Elbing dans la Pruſſe polonaiſe juſqu'à ſa mort arrivée en 1590 (*). 1587.

(*) Il eſt l'auteur d'une mauvaiſe traduction des Pſeaumes de David en vers tudeſques, dont les égliſes Proteſtantes ſe ſont ſervies juſqu'en 1774. Cette verſion ſurannée était d'ailleurs, groſſiere & quelquefois les expreſſions en étaient indécentes, ſoit par les changemens ſurvenus dans le langage ſoit par le défaut de talens dans le Traducteur. La traduction nouvelle qu'on vient d'y ſubſtituer eſt pure, élegante, d'ailleurs plus fidelle & plus digne des idées ſublimes de l'original.

1587. Les troubles civils conduiſent les peuples eſclaves à la liberté & les peuples libres à l'eſclavage. Mais en jettant un état naiſſant dans des accès qui le mettent à deux doigts de ſa perte, on le voit déployer enſuite une nouvelle vigueur, &, comme ſi la violence de la maladie eût emporté les humeurs vicieuſes qui le tenaient dans la langueur, il reprend un nouvel être & de plus grandes forces. Du ſein de la confuſion naît un plus bel ordre; & même cet ébranlement était néceſſaire pour que les nouvelles pieces de la machine politique priſſent la place qui leur convenait. C'eſt d'ailleurs dans le feu des factions que les ames s'élevent, les eſprits s'éclairent & les idées deviennent plus ſaines. Juſqu'au tems de Leiceſter, un nombre conſidérable de citoyens, conſidérant qu'en général les Provinces confédérées avaient été depuis longtems ſoumiſes à des Evêques, Ducs, Comtes ou Seigneurs, balançaient encore entre la forme Républicaine & monarchique. Ils regardaient un chef éminent comme auſſi néceſſaire au corps politique que la tête l'eſt au corps humain. La conduite du Duc d'Anjou avait plus ſervi à leur inſpirer de la prévention contre les Français & les Catholiques qu'une antipathie réelle contre le

Idées républicaines.

gouvernement monarchique. Mais, lorſque Elizabeth & Leiceſter les eurent convaincus qu'ils ſeraient également trompés par des Proteſtans, ils ſe défiérent abſolument d'une puiſſance monarchique ou étrangere. Ils ne penſerent plus qu'à ſe former en République indépendante. Les Princes & les Seigneurs étrangers de leur côté, voyant que tous ceux que les confédérés appelaient ſous les offres les plus flatteuſes, & qu'ils recevaient avec les titres les plus brillans, n'éprouvaient de leur part que des contradictions éternelles & n'en ſortaient que par des cataſtrophes honteuſes, s'empreſſerent moins de briguer une couronne ſi difficile à porter. Ils déſeſpérerent de pouvoir jamais régner ſur un peuple ſi ombrageux & ſi entreprenant lorſqu'il ſe ſentait des forces. Enfin l'eſprit de patriotiſme & de liberté faiſant tous les jours de nouveaux progrès, on en vint juſqu'à penſer qu'un Souverain né dans le Païs, trouverait encore plus de moyens pour détruire les libertés nationales. Dès-lors on ne penſa plus qu'à ſe tracer une forme de gouvernement dont on n'avait point ou peu d'idée auparavant. 1587.

Le citoyen qui contribua le plus à répandre les notions républicaines par ſon éloquence & à les ſoutenir par ſon courage, fut l'immortel Barnevelt. C'eſt

1587. lui qui contribua le plus à ſauver les Provinces-Unies du joug Anglais : elles n'en furent abſolument affranchies que lorſqu'elles eurent recouvré les places de ſûreté : le terme fut long, car les Anglais ne ſe deſſaiſiſſent pas volontiers : & nous verrons que c'eſt encore au génie de Barnevelt que les Provinces furent redevables de cette importante acquiſition. Il était la tête de la République : ce fut lui qui éleva Maurice dès qu'il eut vu que ce Prince était capable d'en être le bras. Le vaiſſeau de l'Etat eſt dès-lors commis aux ſoins de ces deux grands hommes. L'un, avec le ſang froid de l'expérience & le génie des affaires, tient le gouvernail & conduit le navire à travers une mer pleine d'écueils : l'autre, avec le feu de la jeuneſſe & la valeur d'un héros, le défend contre les ennemis & les pirates. La ſuite de l'hiſtoire va nous apprendre en caracteres vivans quel aſcendant deux hommes de génie peuvent obtenir ſur des peuples accoutumés à l'indépendance, quelle énergie ils peuvent imprimer à des ames abattues par le malheur, & quel éclat ils peuvent donner à un état dont l'exiſtence était encore un problême.

SECONDE EPOQUE.

L'invincible Armada détruite. — Conquêtes rapides du Prince Maurice — Mort de Farnèse. — Ernst, Archiduc d'Autriche nommé Gouverneur-Général des Païs-bas. — *La prise de Groningue réunit enfin les sept Provinces, connues sous le nom de* PROVINCES UNIES.

1588.

LEs Provinces-Unies commençaient à peine à renoncer au projet de se donner un maître & pensaient à celui de se former en République, qu'elles éprouverent les suites d'une pareille constitution, quand, au lieu d'être le fruit de la sagesse & de la réflexion, elle est l'effet du hazard & des circonstances. Dans les Païs où tous les citoyens ne sont pas soldats, il paraît impossible d'avoir de grandes forces militaires sur pied, sans céder à celui qui les commande les titres les plus relevés, & l'influence principale dans le gouvernement. Pour qu'il puisse donner de la vigueur à ses opérations, il faut qu'il jouisse d'un pouvoir presque indépendant. Les soldats, très-disposés

Les soldats se révoltent dans plusieurs villes.

Bor. L. XXIV. Reid. L. VII.

1588. à mépriſer les maîtres qui n'entendent que la politique, veulent un chef éminent qui honore leur état en le partageant & ſous l'œil duquel ils puiſſent braver les périls & courir à la gloire. Auſſi, dès le commencement de la révolution, les confédérés avaient toujours eu un chef, dont le pouvoir était preſque abſolu pour le militaire. Mais, depuis les troubles occaſionnés par le Comte de Leiceſter, les Etats paraiſſaient tellement décidés à ne plus avoir ni chef ni Souverain, que le mécontentement ſe répandit parmi les troupes. Elles auraient naturellement jetté les yeux ſur le Prince Maurice s'il n'eût pas épouſé le parti des Etats, & ſi ſa grande jeuneſſe n'eût diminué la confiance que ſes talens mieux connus lui méritèrent bientôt après. Ainſi les ſoldats regrettaient le Comte de Leiceſter & n'avaient qu'une averſion mêlée de mépris pour un gouvernement acéphale. Ignorants & féroces, ils ne pouvaient croire qu'un parti favoriſé par les miniſtres de la religion, put être mauvais, & qu'étant ſoutenu par le peuple, il pût échouer. Elizabeth & Leiceſter fomentaient ces diſpoſitions funeſtes par leurs lettres & par leurs émiſſaires. Elizabeth eſpérait ſe procurer par une révolte précipitée des troupes le pouvoir abſolu qu'elle n'a-

Reid. Hiſt. 169.

vait pu obtenir d'un soulévement unanime des peuples. Enfin, tel était le mépris des Anglais pour la nouvelle République, que leur Ambassadeur ayant reçu la démission de Leicester le 22 Janvier, la veille de son départ, il ne crut pas devoir différer son voyage. Pour n'être pas arrêté par le délai qu'exigeait la présentation de cet acte, il l'emporta avec lui en Angleterre. La République se trouvait alors dans une si grande fermentation que cet oubli méprisant la mit à deux doigts de sa perte. Les Prédicans commencerent par s'ériger en Prophetes. Ils accuserent les Etats de tous les malheurs publics & présagerent la ruine entiere de la patrie. 1588. *Holl. Ref. Avril.*

Les soldats, étant plus en état d'agir, faillirent à réaliser les présages sinistres des Prédicans. Depuis plusieurs années l'usage s'était introduit de ne leur payer que les deux tiers de leur solde argent comptant; & le reste suivant que les sources des revenus publics étaient plus abondantes. Tout-à-coup, elles demanderent leur paye entiere, & refuserent d'obéir aux Etats & au Prince Maurice, parce qu'elles avaient, disaient-elles, prêté serment à Leicester. La garnison de Medenblik éclata la premiere: mais le feu de la révolte se communiqua rapidement

1588. à Heusden, à Woudrichem, à Schoonhoven, à Geertruidenberg, à Naarden, a Veere à Arnemuiden, à Bergop Zoom & dans plusieurs autres places. Un Anglais, nommé *Robert Sacquet*, allait se rendre maître de Willemstad, pour livrer cette place au Duc de Parme, lorsqu'il fut arrêté & conduit à la Haye. Sa trahison fut punie du dernier supplice. Le payement de quelques mois & des promesses insinuantes pour l'avenir ramenerent un grand nombre des mécontens. Mais dans les endroits où les chefs avaient formé un complot réfléchi, la révolte eut les suites les plus fatales. A Medenblik, Sonoy avait d'abord paru condamner ses soldats mutinés: ils l'avaient même, du moins en apparence, forcé de se retirer dans le château. Ensuite ils avaient désarmé la Bourgeoisie & s'étaient nommé d'autres officiers. Les Etats ne doutant pas que Sonoy, qui, de sa seule autorité, augmentait cette garnison séditieuse de quatre cens hommes, ne fût l'ame de tout le complot, lui manderent de rentrer avec elle dans le devoir. Les voyes de la douceur furent toutes inutiles. On tenta alors d'attirer hors de la ville la plus grande partie des soldats en employant le nom de Leicester. Les mutins étaient trop bien instruits du contraire pour

Reid. 164.

Medenblik assiegée par le Prince Maurice.

Bor XXIV.

donner dans le piége. On fut donc obligé d'en venir aux plus douloureuses extrémités. Le Prince Maurice, à la tête de quelques milices de Nord-Hollande & d'une poignée de soldats, vint investir Medenblik. Déjà on commençait à canonner la place; il y avait eu des escarmouches entre les assiégeans & les assiégés: le port était bloqué par des vaisseaux de guerre: enfin, le lien de la confédération, formé avec tant de peine, allait se briser; & les Provinces étaient sur le point d'être exposées à toutes les horreurs d'une guerre civile & étrangere à la fois. Pour ajouter à la consternation, la Reine Elizabeth redoublait de sollicitations, pour décider les Etats-Généraux à traiter avec l'Espagne. Elles étaient si pressantes qu'on ne pouvait douter qu'elles ne fussent sinceres. Dans toute autre circonstance, les Prédicans auraient déclamé contre une démarche qui tendait à porter le coup mortel à leur religion. Les Eglises des Provinces-Unies, la Hollande seule exceptée, se contenterent de députer à Elizabeth pour la prier de stipuler le maintien du culte réformé en faisant la paix avec l'Espagne. Les Etats-Généraux resterent inflexibles Après avoir, disaient-ils, soutenu une guerre si longue contre Philippe, après avoir publié contre lui

1588.

Députation des Ministres reformés en Angleterre.

Bor XXIV. 74. 85.

1588. cette déclaration formelle & mémorable qui le confondait avec les tyrans & le déférait à l'Europe & à la postérité, ils ne pouvaient plus revenir sur leurs pas, sans se condamner eux-mêmes & sans s'exposer à tout le ressentiment d'un maître accoutumé à se jouer des sermens & à satisfaire sa vengeance par les plus cruels procédés. Pendant qu'ils exposaient ainsi leurs craintes & leurs raisons, les conférences étaient ouvertes à Bourbourg entre les Anglais & les Espagnols. On assure que la Reine d'Angleterre, réellement effrayée des préparatifs de Philippe, était prête à lui sacrifier les confédérés : on pensait même qu'elle ne pouvait leur pardonner la maniere adroite avec laquelle ils avaient éludé ses ordres, & les affronts qu'ils avaient fait dévorer à son favori. Tout annonçait l'avenir le plus effrayant. Une flotte Anglaise qui croisait à la hauteur de Zéelande paraissait devoir venir au secours de la garnison séditieuse de Medenblik ; une guerre civile, allumée dans le sein de l'Etat, avait déjà éclaté ; les confédéres allaient être livrés par un allié infidele entre les mains d'un ennemi furieux. La consternation s'était répandue dans tous les esprits, lorsque la perfidie de Philippe changea toute la face des affaires.

Conférences de Bourbourg.

Meteren. L. XXIV. De Thou. L. 89.

Ce Prince avait des griefs trop violens contre les Anglais pour renoncer facilement à l'idée d'en tirer une vengeance éclatante. En faisant la conquête de l'Angleterre, il ôtait aux Païs-bas révoltés leur principale ressource : il écrasait l'hérésie dans son plus fort retranchement & se voyait en état de rétablir la religion catholique dans toute l'Europe. Les Souverains de cette Ile ayant fait détruire tous les forts pour prévenir les révoltes; les côtes étaient ouvertes & l'intérieur du Païs se trouvait sans défense. Les Saxons, les Danois & les Normands n'avaient eu besoin que de se montrer & d'y aborder pour en faire la conquête. Des peuples amollis par le luxe, énervés par une longue paix, pourraient-ils résister à ces vieilles bandes Espagnoles, accoutumées à vaincre & commandées par un Général tel que Farnèse ? Et comme l'ambition qui a pris son essor ne connaît plus de bornes, les Espagnols ne désespéraient pas de s'assujettir l'Ecosse & le Danemark, deux Royaumes excommuniés & par conséquent ouverts à l'ambition du premier occupant. La France, épuisée par le sang qu'elle perdait dans la chaleur des guerres civiles, & les autres Etats de l'Europe, petits & divisés entr'eux par la jalousie réci-

1588.

Projets de Philippe sur l'Angleterre.

Grot. Hist. Lib. I. p. 117.

1588 proque, fléchiraient aiſément ſous le joug du conquérant de tant de Royaumes & du maître des mers. Rome n'avait donné des fers qu'à une partie de l'ancien monde. L'avidité des Eſpagnols dévorait déjà les deux hémiſpheres. Ils étaient ſurtout encouragés par une bulle foudroyante que Sixte-Quint venait de lancer contre Elizabeth. Ce n'eſt pas que ce Pontife ſi célebre par ſes talens & par ſon deſpotisme, eût des ſentimens de haine contre la Reine d'Angleterre. Il lui avait, dit-on, envié la ſatisfaction de faire tomber à ſes pieds une tête couronnée & l'appelait ſouvent *il gran cervelo del principe*. Il cherchait à engager les Eſpagnols dans une guerre dangereuſe. S'ils étaient vaincus, il profiterait de leur épuiſement pour s'emparer du Royaume de Naples qu'il *préférait à une haquenée*; &, s'ils réuſſiſſaient à conquérir l'Angleterre, il ferait valoir les anciens droits des Papes ſur ce Royaume. Il n'eſt donc pas étonnant qu'il travaillât à échauffer le zèle & la vengeance de Philippe.

Arrivée de l'invincible Armade.

Les armemens formidables que les Eſpagnols préparaient dans tous leurs ports n'avaient pas manqué d'alarmer l'Angleterre & les Provinces-Unies. Le Roi d'Eſpagne en aſſurant qu'ils étaient deſtinés pour les Indes, tint quelque tems les

Bentivog. De Thou. Grot. Hiſt.

esprits en suspens. Enfin, vers la fin du mois de May, la flotte mit à la voile; mais le lendemain elle fut accueillie par une tempête si violente qu'elle se vit obligée de rentrer dans ses ports. Elle était si maltraitée que les pays menacés crurent que l'expédition n'aurait pas lieu cette année. Cette fausse idée faillit à causer la perte de l'Angleterre. Elizabeth, par un trait d'épargne analogue à son caractere intéressé, avait déjà commencé à désarmer ses vaisseaux, lorsqu'on apprit que la flotte radoubée avec une célérité qu'on n'attendait pas de la nation Espagnole, avait remis en mer. Le 28 Juin, elle paraissait déjà à l'entrée de la manche. Elle était composée de 135 vaisseaux, dont la plupart étaient des galions supérieurs pour la grosseur à tous ceux qu'on avait construits jusqu'alors. Elle portait vingt-huit mille deux cens quatre-vingt-treize hommes, était pourvue de vivres pour six mois, & devait se joindre au Duc de Parme qui l'attendait avec trente-cinq mille hommes de troupes, pour exécuter ensemble la descente projettée en Angleterre. L'océan n'avait pas encore porté une flotte si nombreuse & des bâtimens si énormes. Les historiens les représentent comme des especes de villes flottantes, dont la masse prodigieuse faisait gemir l'océan

1588.

Strada L. IX.

& où la force des vents venait se briser
1588. & s'épuiser. Les Espagnols ne croyaient pas que rien pût lui résister. Ils avaient déjà partagé les terres, les dignités & les richesses de l'Angleterre. Enfin, ils se crurent tellement assurés du succès, qu'ils donnerent d'avance à leur flotte le nom *d'invincible.*

Préparatifs des Anglais & des Confédérés.

L'Angleterre & les Provinces-Unies, maintenant si puissantes sur mer, n'avaient pas alors des forces suffisantes à opposer à l'invincible Armada. La défiance les avait divisées. Les Provinces-Unies étaient d'ailleurs déchirées par une guerre intestine, qui les affaiblissait. Heureusement la crainte fit dans ce danger extrême ce qu'un traité d'alliance n'avait pu faire. Elle réunit les deux peuples. La reine d'Angleterre connut la nécessité d'agir de concert avec les confédérés. Les séditieux de Medenblik, n'étant plus appuyés de son crédit, avaient rendu la ville au Prince Maurice. L'orgueilleux Sonoy était tombé dans un tel mépris qu'il se vit contraint d'aller chercher un azile vers les frontieres de la Frise. Enfin l'abdication de Leicester qu'on avait enfin publiée, ramena toutes les villes factieuses. Les deux nations menacées par un ennemi commun, combinerent leurs efforts. Les Provinces-Unies crurent d'abord que les masses pesantes & mal

Grot. Hist. L. 1.

fabriquées, qui composaient la flotte Espagnole, ne pourraient s'approcher des détroits & des bas fonds, qui bordent leurs côtes. Elles n'eurent que le tems de rassembler à la hâte, que ques vaisseaux, dont elles formerent deux escadres; l'une sous les ordres de Justin de Nassau, & l'autre croisant avec une escadre Anglaise, vers l'embouchure de la Tamise sous l'Amiral Seimours. 1588.

On crut d'abord que le Duc de Médina, qui commandait la flotte Espagnole, irait droit à Plimouth. Mais, outre que le succès de cette entreprise était incertain, le Duc était géné par ces ordres précis qui, plus encore sur mer que sur terre, font perdre les occasions les plus favorables. Philippe l'avait expressément chargé de ne point s'arrêter à de petits succès, de porter droit à Dunkerque pour joindre le Duc de Parme & frapper un grand coup en débarquant immédiatement en Angleterre. Les Anglais ne lui donnerent pas le tems d'exécuter ce projet. Leur flotte, il est vrai, était inférieure en nombre & leurs vaisseaux étaient bien plus petits que les navires Espagnols: mais ils étaient plus légers, plus agiles, & supérieurs par la manœuvre des matelots. Ceux qui commandaient la flotte, Howard, Drake, Hawkins & Fro- Catastrophe de la flotte Espagnole. *Ib.*

1588. bisher, étaient les plus grands officiers de marine de leur tems. Les Anglais chercherent à éviter l'abordage pour ôter à l'ennemi l'avantage que lui donnait la force de ses navires & le nombre des soldats. Ils s'attacherent à gagner le vent & l'attaquerent comme des troupes légeres attaquent d'épais bataillons. A la faveur de cette manœuvre habile, ils s'emparerent de deux bâtimens que le vent avait séparés du gros de la flotte. En arrivant près de Dunkerque, les Espagnols trouverent le Duc de Parme bloqué dans ses ports par la flotte Anglaise & Hollandaise. Ils se disposaient à l'attaquer, lorsqu'ils virent arriver huit vaisseaux qui paraissaient tout en feu. C'étaient des brûlôts. La mémoire des machines infernales employées dans la défense d'Anvers, était encore toute fraîche. Les Espagnols, cédant aux impressions d'une terreur aveugle, se hâtent de prendre la fuite. Ils se dispersent dans le plus grand désordre; plusieurs vaisseaux sont pris par les flottes confédérées, & quelques-uns sont coulés à fond. Pierre van der Does, commandant d'un vaisseau Hollandais s'empara du galion le St. Matthieu, dont il fit pendre le pavillon dans la grande église de Leide. Si, par la négligence de leurs officiers, les Anglais n'eussent pas manqué de

de munitions, on prétend qu'ils auraient obligé l'invincible Armada à se rendre à discrétion. Les Espagnols, pour éviter un pareil affront, prirent un parti qui causa leur ruine presque totale. Ils resolurent de s'en retourner en Espagne; mais, comme le passage du Pas de Calais n'était pas sûr, ils chercherent à s'échapper en longeant les côtes occidentales des Iles Britanniques. Ils voguaient à peine dans ces mers inconnues, lorsqu'ils essuyerent une des plus furieuses tempêtes que l'Océan ait jamais excitées. Les Matelots, epuisés de fatigues, incapables de gouverner des bâtimens si lourds, s'abandonnerent à la merci des vagues. Un grand nombre de navires furent submergés. D'autres furent poussés sur les côtes d'Ecosse & d'Irlande où presque tous échouerent: quelques-uns furent emportés jusques sur les côtes de Norwege. Le peu qui échapperent à cet affreux accident arriverent en Espagne dans l'état le plus déplorable. La consternation se répandit dans un Royaume qui avait causé tant d'effroi au reste de l'Europe. Le dueil fut universel; Philippe crut devoir en abréger la durée, attendu qu'il n'y avait presque pas une famille noble qui n'eût perdu quelqu'un des siens Rien n'est plus remarquable que l'héroïsme avec lequel ce monar- 1588.

1588. que parut ſupporter cette cataſtrophe. Après en avoir écouté de ſang froid tout le détail: „ j'avais, dit-il, envoyé ma flotte contre les Anglais & non pas contre les vents. Je rends grace à Dieu que le malheur ne ſoit pas plus grand.” Les Prêtres Eſpagnols furent long-tems ſans pouvoir concevoir le déſaſtre d'une flotte Catholique dont ils avaient prédit le ſuccès, étant dirigée contre des Hérétiques & des Uſurpateurs. Enfin, ils découvrirent que la providence avait permis ce malheur pour punir les Eſpagnols d'avoir ſouffert parmi eux les Maures infideles. Les Anglais & les Hollandais regarderent auſſi cet événement comme un coup de la providence, mais d'une providence attentive à les protéger & à confondre les vains projets d'un ennemi injuſte & fanatique. Les premiers ne perdirent que cent hommes & un vaiſſeau. Les ſeconds ne perdirent rien, parce qu'ils s'éloignerent peu de leurs côtes. Les uns & les autres firent éclater leur reconnoiſſance par des actions de grace ſolemnelles & leur joie par des fêtes publiques. Les Provinces-Unies avaient d'autant plus lieu de ſe féliciter de cet événement qu'il mit fin aux troubles intérieurs dont elles étaient déchirées. Les Anglais apprirent auſſi à témoigner plus d'égards pour un Etat qu'ils ne

Strada. D. Il. L 9.

Hume's V. 356.

croyaient défendre que par un pur motif de générosité. 1588.

Les Espagnols aigris par le mauvais succès de leur entreprise en rejetterent la faute sur la négligence & sur la timidé circonspection de Farnèse. Son courage & son activité ne purent le dérober aux traits de la calomnie. Pour donner des preuves de sa fidélité, il entreprit des expéditions importantes. Il fit pousser avec tant de vigueur le siege de Bonne par le Comte de Mansfeld, que la place se rendit le 29 Septembre. La garnison se retira en partie à Wagtendorp, place qui ne tarda pas à être assiégée & prise par Mansfeld (*). Farnèse se réserva le siége de Berg op-Zoom. Il commença par faire attaquer l'Ile de Tholen. Mais elle était si bien défendue, que les Espagnols furent repoussés avec perte. Ils crurent se dédommager de cet échec en surprenant Berg-op-Zoom. Deux soldats Anglais de la garnison avaient promis de leur

Expéditions des Espagnols sur terre.

Meteren. L. XXV. De Thou.

(*) Ce siege est, dit on, remarquable parce qu'on y fit pour la premiere fois usage des bombes. Meteren, d'où l'historien de Thou a tiré ce fait, avait déja parle de boulets rouges employés au siege de Steenwyk en 1580. Voyez *Meteren en français* p. 196. 308. & le 3e volume de cet ouvrage p. 451.

1588. livrer la place. On y envoya un détachement de trois mille hommes. Pour prouver leur bonne foi, dont on avait lieu de douter, ils consentirent à marcher liés entre deux soldats qui tenaient le poignard levé sur leur sein pour les frapper au moindre signe d'infidélité. Mais, à peine cinquante hommes furent ils entrés, qu'on laissa tomber la herse. Les Espagnols, occupés de leur propre danger, ne penserent plus à se vanger sur les guides qui les avaient trompés. Ils furent pris ou massacrés. Ceuxqui étaient dehors voulant forcer la barriere, furent accablés par la garnison & repoussés avec la perte d'environ huit cens hommes.

12 *Novembre.*

Troubles d'Utrecht pacifiés.

Pendant que les Provinces-Unies se rendaient redoutables au-dehors, elles se fortifiaient au-dedans en étouffant toutes les semences des derniers troubles. Jusqu'à la mort de Leicester, la faction Anglaise avait dominé dans la ville d'Utrecht. Les Nobles avaient continué leurs protestations pour le rétablissement des priviléges & le redressement des griefs. Ils ne ménageoient plus les partisans des Anglais; mais ceux-ci, pour se procurer le secours d'Elizabeth, lui avaient fait offrir de nouveau la Souveraineté des Provinces-Unies, ou du moins celle des Provinces de Gueldre, d'Utrecht & d'une grande partie de la Frise. On soupçonnait

Bor XXIII. 100. *XXIV.* 9. 23. 108-116.

Prouning d'être l'ame de tous ces mouvemens ; on n'en douta plus, lorſque la Reine eut écrit au Comte de Nieuwenaar pour lui recommander les intérêts de ce Magiſtrat. Elle ne pouvait s'adreſſer plus mal. Le Comte était ennemi juré de tous les Magiſtrats en place ; parceque Leiceſter les avait nommés ſans le conſulter ; il ne pouvait croire ſa dignité de Stadhouder aſſurée, tant que la régence d'Utrecht ſerait entre les mains de la faction Anglaiſe. Bien loin donc de ſe prêter aux demandes de la Reine, il lui répondit par des plaintes ameres contre Prouning. Une obſervation bien propre à dévoiler le caractere de cette Reine, c'eſt que Leiceſter étant mort ſur ces entrefaites, elle écrivit qu'elle n'avait pas intention de limiter l'autorité du Stadhouder d'Utrecht pour le choix des Magiſtrats. Le jour de l'élection tombait le onze d'Octobre. Les deux factions ſe préparaient aux voies les plus violentes ; le canon était pointé dans les rues ; mais Nieuwenaar s'étant trouvé le plus fort, fit arrêter Prouning & quelques autres du même parti. Il convoqua l'aſſemblée des Etats & les pria de ratifier le choix qu'il avait fait, cinq jours avant le tems ordinaire. On n'était pas en état de rien refuſer à un homme ſoutenu par une 1588.

1588. troupe de ſoldats & une partie de la bourgeoiſie armée. Tous les anciens Magiſtrats furent dépouillés de leurs charges & les exilés furent rapelés. On inſtruiſit auſſitôt le procès de l'odieux Prouning. On produiſit contre lui une multitude de chefs d'accuſation ; & ſa vie paraiſſait en danger. On demandait ſa tête à grands cris lorſqu'Elizabeth interpoſa ſa médiation en faveur d'un homme qui avait montré tant de zèle pour ſes intérêts. Il ne fut relâché qu'au mois de Juillet 1589. Il ſe retira d'abord en Angleterre : mais il paraît qu'il vint finir ſes jours en Hollande. Ne pouvant plus jouer un rôle dans les affaires d'état, il chercha, comme c'eſt aſſez la coutume, une reſſource dans la dévotion. En 1605, il publia un livre ſur l'excellence de l'Oraiſon dominicale & le dédia aux Etats de Hollande qui lui firent préſent de deux cens florins.

Geertruidenberg livrée par trahiſon aux Eſpagnols.

On ne pouvait prendre trop de précautions pour détruire juſqu'au dernier germe des diſcordes ſemées par Leiceſter. Les ſuites fatales qu'elles produiſirent à Geertruidenberg, jetterent la République dans la derniere conſternation La garniſon de cette place était preſque toute compoſée d'Anglais, qui, profitant des diſcordes précédentes, & s'imaginant qu'on n'oſerait les

Bor XXIV. 104. 106. B. Duinglo verant. I. D. 95.

pouſſer à bout de peur qu'ils ne ſe ren- 1588.
diſſent à l'ennemi, dont ils étaient
voiſins, s'étaient livrés à toutes ſortes *Holl. Ref. April.*
d'excès. Le déſeſpoir du pardon ne *Bor XXV.*
tarda pas à les précipiter dans une ré- 39. 46.
volte ouverte. Ils refuſerent de recon- *XXVI.* 5.
naître l'autorité des Etats, déclarerent 15. 34.
qu'ils ne dépendaient que de Wil-
lougby, Général des troupes Anglaiſes,
& demanderent deux tonnes d'or pour
le payement des arrérages qui leur é-
taient dûs. Tous les moyens qu'on tenta
pour les ramener furent inutiles. Wil-
lougby ayant alors renforcé la garniſon
d'un grand nombre d'Anglais, on le
ſoupçonna de fomenter la révolte dans
le deſſein de conſerver cette place à la
Reine d'Angleterre. Il en remit le
commandement à Wingfield, ſon beau-
frere, qui refuſa obſtinément de la li-
vrer au Prince Maurice, la gardant,
diſait-il, pour la Reine, ſa maîtreſſe.
On n'oſait réduire ces mutins par la
force, dans l'eſpérance que cette révol-
te, ſemblable aux autres fougues mili-
taires, s'appaiſerait d'elle même. En-
fin, l'on apprit que les mutins commen-
çaient à traiter avec l'ennemi. Le
Prince Maurice ſe vit donc obligé de
venir attaquer la ville. Il ſe ſaiſit de
toutes les avenues & foudroya la place
avec dix-ſept pieces de canon. La nou-
velle de ce ſiége ne tarda pas à ſe ré-

1588. pandre : elle parut fort étrange ; & Willougby, qui se trouvait alors à la cour d'Angleterre, déclara que la ville serait livrée dans quinze jours aux Espagnols, si l'on ne trouvait moyen de satisfaire la garnison. Maurice avait dessein de l'emporter d'assaut : mais, craignant d'être accusé d'avoir accéléré une trahison qu'il ne pouvait plus prévenir, & n'osant risquer un engagement dont le succès pouvait être douteux, il se retira à l'approche du Duc de Parme à qui les rébelles ouvrirent les portes de la ville. Les Etats-Généraux furent si indignés de cette perfidie qu'ils prononcerent un arrêt de proscription contre tous les coupables & promirent des récompenses pour tous ceux qu'on pourrait leur livrer vifs. Au contraire, cette conquête calma les chagrins qui dévoraient l'ame de Farnèse depuis la funeste catastrophe de la flotte Espagnole. De la ville de Geertruidenberg, il pouvait promener ses regards sur Dordrecht & sur quelques autres places de la Hollande qui depuis douze ans avaient secoué le joug ; & il espérait pénétrer jusqu'au cœur de cette Province qui, devenue depuis long-tems le centre de la rébellion, avait su écarter de ses frontieres le foyer de la guerre.

D'autres succès relevaient encore le courage de Farnèse & le berçaient d'un avenir agréable. Il entreprit

le siége de Rhinberg, ville de l'Electorat de Cologne, depuis plus de deux ans au pouvoir des Etats, au nom de Truchsès. Mais Schenk & Nieuwenaar retarderent la prise de cette place en y jettant des secours à propos. La haine de Schenk contre les Espagnols venait d'être portée à son combie. Ces derniers avaient attaqué le fort de Byenbeek, que le capitaine Guel-drois avoit pris l'épée à la main & qu'à la faveur de l'anarchie, il s'était approprié pour se ménager une retraite dans le besoin. Il avait eu soin d'y mettre pour garnison des soldats expérimentés & dévoués à son parti. Aussi, quoiqu'ils ne fussent qu'une poignée d'hommes, ils arrêterent plus d'un mois les Espagnols & ce siége leur coûta beaucoup de sang. La garnison se fit presque toute massacrer l'épée à la main, &, ce qui rendit cette petite conquête encore plus remarquable, c'est qu'on trouva parmi les morts une fille qui, sous l'habit militaire, avait affronté le péril. Cet exemple d'Héroïsme n'était pas rare dans un tems de fermentation où les haines nationales & religieuses étaient échauffées, exaltées par ces mots si puissans de patriotisme & d'intérêt du ciel. Ils avaient fait la plus grande impression sur un sexe naturellement sensible, dans un

1589.

Prise de Blyenbeek par les Royalistes.

Grot. Hist. P. 133.

1589. Païs où tant de femmes ont la taille & la force des hommes.

Entrepriſe malheureuſe de Schenk ſur Nimègue.

Bor XXVI. Grot. Hiſt. 133.

Schenk ſe livrant donc à cet emportement farouche, qui eſt le mobile ordinaire des officiers de fortune, ne reſpira plus que la fureur & la vengeance. Il ſut qu'un corps d'Eſpagnols allait renforcer les troupes de Verdugo, Gouverneur de Groningue, & leur portait une ſomme conſidérable pour acquitter leur ſolde. Il marche auſſitôt à grandes journées, tombe ſur les ennemis près de Weſel, les met en déroute & s'empare de la caiſſe militaire. Enhardi par ce ſuccès, il ſe crut en état de réaliſer le projet qu'il méditait depuis long-tems de s'emparer de Nimègue, où il avait des intelligences. Il choiſit pour cette expédition une nuit des plus obſcures, s'embarqua le 10 du mois d'Août au fort de Schenk, & deſcendit le Wahal, avec vingt barques & cinq pontons remplis de ſoldats. Mais, ſoit accident, ſoit mépriſe, le jour commençait à luire quand il arriva devant la ville. Ce contretemps n'abattit point ſon courage. Il commença par eſcalader la porte St. Antoine. Pour pénétrer juſques ſur la place, il avait fait rompre les grilles d'une maiſon, dont le derriere donnait ſur le fleuve; mais, pour ſon malheur, on y célébrait une nôce. L'alar-

me se répandit aussitôt dans la ville: la garnison fut bientôt sous les armes. Les habitans, animés par la crainte de tomber entre les mains d'un ennemi qui leur avait juré une haine implacable, courent aux armes. Les soldats de Schenk, accablés par le nombre, sont obligés de plier. Schenk, qui veut les rallier & les encourager, est lui même entraîné dans leur fuite. Mais, comme la force du courant avait emmené plusieurs des bâtimens, les fuyards se jetterent en si grand nombre dans ceux qui restaient que plusieurs coulerent à fond: Schenk tomba lui-même dans la riviere, &, ne pouvant nager à cause du poids de ses armes, il fut englouti dans les flots. Ainsi périt, à l'age de quarante ans, ce guerrier, tour-à-tour la terreur des confédérés & des Espagnols. Il faisait la guerre en sauvage, ne respectait aucune loi, pillait également amis & ennemis. Il s'était rendu cher aux soldats, odieux aux peuples & aux chefs de l'état, & formidable aux ennemis. Toujours en course, il avait toutes les qualités propres à des coups de main, la patience & sur-tout une audace qu'il poussait jusqu'à la témérité, dont il fut la victime. Sa mort ne put assouvir le ressentiment des habitans de Nimègue contre lui. Ils le retirerent du Wahal, lui trancherent la tê- 1589.

1589. te & couperent ſon corps en quatre quartiers qu'ils expoſerent. Ils ne tarderent pas à les enlever pour arrêter les cruelles repréſailles que les ſoldats de ce grand Capitaine faiſaient éprouver à tous les habitans de Nimègue qui leur tombaient entre les mains. Lorſque le Prince Maurice reprit Nimègue deux ans après, il fit faire des obſeques honorables à Schenk; & ſes os furent portés dans le tombeau des Ducs de Gueldre.

Mort du Comte de Nieuwenaar.

Deux mois après, une mort non moins tragique enleva aux Etats un des compagnons de gloire & d'exploits de ce brave Capitaine. Le Comte de Nieuwenaar faiſait préparer des munitions de guerre pour la délivrance de Rhinberg; une étincelle mit le feu dans les poudres & fit ſauter deux machines de guerre, dont le Comte fut ſi griévement bleſſé qu'il en mourut au bout de dix jours. Dans la licence d'une guerre fertile en ſurpriſes, en coups de main, il ſe fit connaître par des mœurs pures, un grand déſintéreſſement & une flexibilité de caractere qui tenait de la faibleſſe. On l'engagea tour-à-tour à favoriſer & à traverſer les Anglais. Barnevelt, pour diminuer leur pouvoir, lui perſuada de réclamer, en qualité de Stadhouder d'Utrecht, le droit d'y nommer le Magiſtrat: mais les Etats de la

Bor XXVI. 55.

Province l'engagerent à partager ce droit avec eux. Cette mort prépara l'aggrandiſſement de Maurice qui lui ſuccéda l'année ſuivante dans les Stadhouderats de Gueldre, d'Utrecht & d'Overyſſel. 1589.

Mais cette perte & celle de Schenk furent un malheur pour les Etats qui n'oſerent former aucune entrepriſe conſidérable cette année. Ils envoyerent cependant quelques renforts à Rhinberg; mais plutôt pour en retarder que pour en empêcher la reddition. Ces renforts étaient commandés par Jean Philippe, Comte d'Overſtein, par le Baron de Podelets & par le Colonel Vere, officier Anglais d'une grande réputation. Marc de Bye, Marquis de Varambon, voulut leur couper le paſſage. Les deux armées ſe rencontrerent, & ſe livrerent bataille avec un égal acharnement. Enfin les Eſpagnols furent contraints de plier, & leur défaite fut ſanglante. Le chevalier Vere s'illuſtra par cet exploit & s'ouvrit la route aux premieres dignités militaires. Il entra dans Rhinberg & mit cette ville en état de tenir encore pluſieurs mois. Mais elle reſta bloquée juſqu'à l'année 1590. Les Confédérés n'étant plus en état de la ſecourir, elle ſe rendit au Comte de Mansfeld le 3 de Février. Cette perte, ainſi que celle de Bonne & des au-

Siége de Rhinberg, défaite des Eſpagnols.

Grot. Hiſt. l. 134. *Bor XXVI.* 35. *XXVII.* 5. 11.

Petit. IL 575.

1589. tres places d'Allemagne, ouvrait la Gueldre aux ennemis; mais elle n'affecta pas les Etats-Généraux, lassés des dépenses qu'ils étaient obligés de faire pour garder des places si éloignées. Au contraire, Gebhard Truschès en fut accablé. Il avait jusqu'alors fait sa résidence en Hollande: mais ces pertes & surtout celle de ses plus ardents défenseurs, Schenk & Nieuwenaar, lui firent désespérer de son parti. Il se retira dans l'Allemagne, sa patrie.

Opérations militaires en Frise.

Reid. VIII. 194. 196.

Les forces des Etats étant moins divisées furent en état de profiter des diversions qui affaiblissaient alors l'ambitieux Philippe. Dans les Provinces de Frise & de Groningue les succès des deux partis s'étaient jusqu'alors balancés & n'avaient été que légers.

Expédition navale contre le Portugal.

Le génie du Comte Guillaume de Nassau, Stadhouder, faisait échouer tous les projets des Espagnols. Il devait leur être devenu bien rédoutable & leur pouvoir devait bien commencer à décliner, puisqu'ils entreprirent de le faire périr par un assassinat. Sancho de la Rota & Pedro Moralès, chargés d'exécuter ce crime furent arrêtés près de Koilum & d'après leur aveu arraché par la torture, ils eurent la tête tranchée. Mais, c'est sur mer que le courage des Confédérés, enhardis par la destruction de la flotte Espagnole, se portaient aux en-

Meteren trad Franç. 319. 329.

trepriſes les plus audacieuſes & les plus violentes. Ils affectaient l'empire de la mer au point qu'ils refuſaient les droits des nations aux Royaliſtes & traitaient leurs Armateurs comme des forbans. L'audace qu'inſpire l'élément de la mer, joint au déſeſpoir & à la ſoif du butin, occaſionna les plus ſanglantes rencontres. Un Armateur de Haarlem, qui croiſait à la hauteur de Dunkerque, ſe vit tout-à-coup enveloppé par les vaiſſeaux ennemis. Il ſe défendit longtems avec une valeur héroïque; enfin, n'ayant aucun eſpoir d'être ſecouru, il ſaiſit l'inſtant que les ennemis s'élançaient à l'abordage; il mit le feu aux poudres & fit ſauter en même tems les vainqueurs & les vaincus. L'enthouſiasme de la liberté, le déſir de la gloire, l'ardeur de la vengeance avaient donné aux eſprits une effervescence qui devait ſe manifeſter par des coups d'éclat. On ſe crut en état de porter à l'Eſpagne la déſolation, dont elle avait menacé ſes ennemis. Don Antonio, fils naturel d'un Infant de Portugal, errait depuis pluſieurs années de cour en cour, en France, en Angleterre & dans les Provinces-Unies, ſollicitant des ſecours pour monter ſur le trône de Portugal. Il ſaiſit cette occaſion pour repréſenter la facilité d'arracher à Philippe un Royaume, dont les habitans 1589.

1589. conſervaient la plus forte antipathie contre les Eſpagnols. Les Anglais & les Confédérés ſe laiſſerent d'autant plus aiſément perſuader que leur intérêt & leur reſſentiment les portaient à cette expédition. Elle fut entrepriſe avec plus d'ardeur que de prudence. Les États permirent à Don Antonio de lever quinze cens hommes, qui s'embarquerent ſous la conduite de Nicolas de Meetkerke. Les Anglais qui s'enrolaient en foule pour cette expédition romaneſque, les y entraînerent au-delà de ce qu'ils avaient penſé. Ils ſaiſirent un grand nombre de leurs vaiſſeaux marchands pour tranſporter les troupes & les munitions. La flotte était commandée par Drake & Norris. Mais, au lieu de voguer droit à Lisbonne, ils vinrent conſumer leurs forces dans une entrepriſe ſur la Corogne. Ils y brûlerent quelques vaiſſeaux, pillerent la baſſe ville, & battirent un détachement de cinq à ſix mille Eſpagnols. Les Hollandais, commandés par Meetkerke, ſe diſtinguerent dans cet engagement. Ils enleverent l'étendart du Général Eſpagnol, & s'enrichirent par un butin conſidérable. Mais cette diverſion fit tranſpirer le deſſein de cet armement & donna le tems à Philippe de jetter des ſecours dans Lisbonne. Il fit déſarmer les Portugais, arrêter les perſonnes ſuſ-

Reid. An. VIII. 190.

De Thou L. 96.

pectes, & lorſque les flottes combinées arriverent dans le port, elles étaient déjà affaiblies, & la ville au contraire était bien gardée. Les vivres commençaient à leur manquer, leurs troupes à diminuer par les fatigues, les maladies, & la débauche du vin, ſi ordinaire & ſi fatale aux peuples du Nord tranſplantés dans les Païs chauds. La retraite devint néceſſaire. Après avoir fait ſauter le château de Caſcaes, ils remirent à la voile, brûlerent en paſſant la ville de Vigos, & revinrent dans leur Païs, après avoir perdu plus de la moitié de leurs gens. 1589.

Plaintes contre les Anglais.

Cette expédition ne procura d'autre avantage que de répandre la terreur en Eſpagne & d'apprendre aux autres peuples, combien il était aiſé d'ébranler cet arbre dont les rameaux couvraient l'univers, en portant la coignée dans le trônc. La priſe de ſoixante navires des villes anſéatiques, dont les Anglais s'emparerent dans leur retraite, ſous prétexte qu'ils portaient des vivres & des munitions aux ennemis, fit naître une vive diſputé. L'Anglais prétendit n'avoir accordé des priviléges aux villes anſéatiques qu'à condition qu'elles ne porteraient aucunes marchandiſes aux Ennemis de l'Angleterre, & ſoutint qu'il ne pouvait regarder comme neutre quiconque leur fournis- *De Thou. L. 96.*

1589. fait des secours. Les plus habiles politiques soutinrent que ces principes attaquaient l'indépendance des autres nations & les intérêts de celle qui osait les adopter. L'Angleterre se faisait des ennemis à qui la vengeance ne manquerait pas de dicter de nouveaux moyens de fournir des secours plus considérables à l'Espagne. Les mêmes politiques disaient que cette conduite avait excité jadis les Danois & les Saxons à faire aux habitans de la Grande Bretagne une guerre qui ne s'était terminée que par la conquête de l'Ile entiere. Les Bretons, soumis au tribut honteux du *Danegelt*, n'en avaient été affranchis qu'en subissant le joug non moins humiliant que leur imposa Guillaume le conquérant, Duc de Normandie. La conduite des Anglais paraissait d'autant plus étonnante que dès l'an 1575, ils n'avaient jamais voulu souffrir que les Hollandais & les Zéelandais gênassent leur commerce avec les Espagnols. Et la Reine Elizabeth avait déclaré en 1580 à l'Ambassadeur d'Espagne que les Anglais devaient naviguer sur toutes les mers, sans qu'aucune puissance eût le droit d'interdire à qui que ce fût de commercer sur cet élément ouvert & commun à tous les peuples, ainsi que l'air qu'ils respirent. Mais, dans les dis-

Voy. Tom. III. p 295. Reid. Hist. 17.

Cambd. an. 1575.

Cambd. an. 1580.

cuſſions de peuple à peuple, le juſte & l'injuſte varient ſuivant les circonſtances & n'a d'autre regle que l'intérêt & la force. Ainſi, dès que la rage de s'entredétruire s'eſt emparée de deux peuples, ils ont le droit d'inſulter & de nuire à toutes les autres nations, & celles qui ne ſont pas atteintes de la même frénéſie doivent renoncer à un commerce qui contribuait à leur bien-être. Le procédé des Anglais paraiſſait d'autant plus condamnable qu'ils n'avaient pas core fait une déclaration de guerre & qu'au pis-aller, ils n'auraient eu droit que ſur les marchandiſes qui avaient un rapport direct & immédiat à la guerre. Mais ils enleverent tout: voulant cependant dédommager les équipages des vaiſſeaux Hollandais, qu'ils avaient forcés de les ſuivre, ils leur offrirent une partie du bled des vaiſſeaux enlevés: mais les Hollandais n'ayant pas cru devoir accepter un pareil ſalaire, ſolliciterent envain une autre indemniſation en Angleterre. Les Anglais affectaient toujours la même hauteur; ils ne pouvaient digérer l'affront fait au Comte de Leiceſter; ils auraient voulu qu'on eût déféré à Willougby l'autorité du Comte: mais les idées avaient changé: le Comte Maurice commençait à montrer qu'on pouvait ſe paſſer d'un chef étranger: auſſi l'ardeur des Anglais

1589.

Meteren L. XV.

Act. Pub. Angl. T. VIII. p. 16. 17. 21.

1589. se refroidit-elle au point qu'on ne put jamais obtenir d'eux le nombre complet des troupes auxiliaires qu'ils avaient promis de fournir. Ajoutez à ces causes de division que, les deux peuples commençant dans le même tems à se former en puissance commerçante & maritime, la jalousie & la concurrence occasionnaient tous les jours des débats entre la fierté naturelle des Anglais & l'orgueil naissant des nouveaux Républicains.

Holl. Ref. May. Juill. Bor XXVI. 18.

Les Provinces-Unies prennent part aux troubles de la France.

Cet orgueil avait sa source dans la considération qu'ils prenaient en Europe, depuis qu'ils commençaient à ne plus réclamer des secours étrangers & à montrer qu'ils étaient en état de se défendre par leurs propres forces. Ils étaient appellés pour défendre un trône aux pieds duquel, cinq ans auparavant, ils avaient apporté humblement le Sceptre arraché à Philippe. Les raisons qui forcerent le Roi de France à refuser ce Sceptre sont déjà connues. Henri III, ayant perdu l'estime & la confiance de ses sujets, se vit traversé dans toutes ses entrepriſes. Il voulait parer les coups de cette ligue formidable qui menaçait son trône; mais les Parisiens, excités par les ligueurs & par les Guises, le forçerent à fuir précipitamment de sa capitale. Obligé de convoquer les Etats-Généraux de la France, il était sur le point de voir

Grot. Hist. I. 136. De Thou.

les Représentans de la nation se réunir pour limiter son autorité & ne lui laisser que l'ombre d'un pouvoir qu'il n'avait pas su exercer : ils étaient tous dévoués au Duc de Guise qui, ne *soupçonnant* pas dans son Roi assez de *fermeté pour un assassinat*, osait le braver ouvertement : un péril aussi pressant, une injure aussi sanglante réveillerent l'ame indolente & pusillanime de Henri : il eut recours à une résolution désespérée : il fit périr sous le fer des assassins le Duc de Guise & le Cardinal son frere. 1589.

Cet affreux expédient, que les circonstances rendaient nécessaire, sans rendre Henri moins coupable, parce qu'il avait occasionné cette nécessité par sa molesse & son inconduite, acheva d'aliéner les esprits. Ses ennemis se déchaînerent avec plus de fureur contre le meurtrier de deux hommes, qui passaient pour les colomnes de la vraie Religion. La Sorbonne déclara Henri déchu de la Royauté : le Duc de Mayenne fut chargé de vanger ses freres, l'Eglise & la patrie. Sixte Quint apprit sans émotion la mort du Duc ; mais celle du meurtre du Cardinal qui, selon lui, ne relevait que du Pape, le jetta dans la plus violente colere. Henri III, se vit contraint d'avoir recours au Roi de Navarre qu'il avait trompé jusqu'alors. Les deux Rois, à la tête

1589. des Catholiques fideles & des troupes Proteſtantes, vinrent mettre le ſiége devant Paris. Ils étaient prêts de forcer cette ville opiniâtre à leur ouvrir ſes portes, lorſque Henri III, fut poignardé par un Moine fanatique, qui croyait gagner le Ciel en ôtant la vie à un Monarque déclaré Hérétique & tyran. Le Roi de Navarre fut reconnu par les troupes pour légitime héritier de la couronne. C'eſt Henri IV, le meilleur & le plus grand des Rois. Il ne conſerva des Partiſans parmi les Catholiques, qu'en leur faiſant eſpérer de rentrer dans le ſein de l'Egliſe Romaine; mais un grand nombre de Seigneurs de la même Religion, ſoit répugnance d'obéir à un Roi Calviniſte, ſoit eſpérance de s'ériger en petits Souverains dans leurs départemens reſpectifs à la faveur des troubles qui bouleverſaient le Royaume, abandonnerent ſon parti. Parmi le peuple, preſque tous les Catholiques s'accordaient à rejetter un Prince d'une autre religion; & cette opiniâtreté ne paraît pas devoir être imputée à crime quand une ſociété regarde la ſûreté de ſa Religion comme le plus grand des biens. Mais ce qui rendait les Français coupables, c'étaient les horreurs de l'anarchie & des guerres civiles qu'auraient perpétué, & le démembrement du plus beau Royaume de l'Europe, &

les entrepriſes de ces Princes qui n'en dévoraient la dépouille que pour ſatisfaire leur ambition, leur fanatisme & leur tyrannie. Le Cardinal de Bourbon qu'il proclamerent Roi & qui mourut la même année, ne fut qu'un fantôme derriere lequel étaient cachés les perſonnages qui devaient figurer ſur ce brillant théatre. Le Duc de Mayenne & le Marquis de Pont dévoraient cette riche proye : le Duc de Savoye en arrachait déjà quelques morceaux : mais le Roi d'Eſpagne la réclamait ſur-tout pour l'infante Iſabelle ſa fille, & comme petite fille de Henri II, & comme héritiere de quelques Provinces où la loi Salique n'était pas reçue. Il étalait les ſervices qu'il avait rendus & ceux qu'il ſe diſpoſait à rendre à la France : mais ce qui donnait beaucoup de poid à ſes raiſons, c'était l'or du nouveau monde qu'il verſait à pleines mains. Il n'ignorait pas les prétentions & les vues des autres compétiteurs : auſſi ſe propoſait-il de les ruiner les uns par les autres, de ne donner à la ligue que des ſecours ſuffiſans pour l'empêcher de ſuccomber, d'affaiblir les deux partis l'un par l'autre & de les réduire à un état où ils ſeraient obligés d'accéder aux conditions qu'il voudrait leur preſcrire. 1589.

Dans des circonſtances ſi fâcheuſes,

1589 Henri se vit contraint d'avoir recours à l'Angleterre & aux Provinces-Unies. En 1587, il avait déjà demandé à la République un port où ses Armateurs eussent la liberté de relâcher & une cour d'amirauté pour prononcer sur leurs prises. Les Etats ne voulurent accorder que l'entrée & la sortie libre de leurs ports aux vaisseaux Français. L'année suivante, Henri leur envoya le Sieur Dufay pour faire alliance avec eux. Les Hollandais reçurent cette proposition avec transport, & les Etats-Généraux y consentirent à condition que la Reine d'Angleterre serait comprise dans le même traité. Ils permirent ensuite à ce Prince d'acheter chez eux l'artillerie & les autres munitions de guerre dont il aurait besoin. Ils témoignerent encore bien plus d'ardeur pour son parti, lorsqu'après la mort de Henri III, ils virent que son intérêt était lié au leur & qu'il avait à combattre, comme eux, l'Espagne & Rome. A la requête de Maurice qui prévoyait les avantages que la République retirerait d'une alliance avec ce nouveau Roi, s'il pouvait conquérir le Royaume qui lui appartenait, ils prêterent à Henri IV, trente mille écus & continuerent à lui procurer des provisions de guerre & de bouche. Ils envoyaient dans le même tems des sommes considérables aux

Les Provinces-Unies donnent des secours à Henri IV.

Ref Holl. 2 *Mars* 1587.
Mai 1788.
Août.

Ib 23 *Août* 9 *Sept.*
Bor XXVI. 53.
XXVII. 4.

aux habitans de Geneve, assiégés par le Duc de Savoye : mais leur attention était principalement tournée sur la France. En se rendant maître d'un Royaume qui séparait l'Espagne des Païs-bas, Philippe eut facilement écrasé la petite République qui se formait dans ce coin de l'Europe. 1589.

Heureusement pour elle, les Espagnols ne pouvaient porter des secours à la ligue de France sans s'affaiblir dans les Païs-bas. Aussi le Prince de Parme qui prévoyoit les suites de cette diversion, faisoit-il tous ses efforts, pour engager Philippe à abandonner les Français à leurs discordes & à ne s'occuper que de la conquête entiere des Païs-bas. Mais il il ne put jamais persuader un Monarque qui tenait à ses projets par opiniatreté de caractere autant que par système d'ambition. Au contraire, après la bataille d'Ivri où l'armée de Mayenne fut détruite & le fils téméraire de l'infortuné Comte d'Egmond tué à la tête des troupes Espagnoles, Farnèse se vit dans la nécessité de voler lui même au secours de la ligue & de conduire en France la plus grande partie des forces Espagnoles. En son absence, il confia le gouvernement des Païs-Bas au Comte Pierre Ernst de Mansfeld & au Comte Charles de Mansfeld son fils, le principal com-

Expédition de Farnese en France.

Bentivogl.

1589. mandement des troupes. Il entra alors en France où il se couvrit de gloire par la marche savante qu'il y fit & par le succès qu'il remporta sur le vainqueur d'Ivri en le forçant de lever le blocus de Paris.

Bor. XXVIII. 11. Les Provinces-Unies armerent en faveur de Henri IV, cinq vaisseaux de guerre pour protéger les côtes de Normandie & de Bretagne menacées par

1590. Philippe. L'Europe vit avec admiration ces Républicains qui venaient de briser le Sceptre des Rois soutenir les droits de la Royauté; & ce spectacle ramena les esprits trop prévenus contre la révolution. Les Confédérés avaient eu soin de conserver dans leurs Païs leurs forces les plus considérables: ils se virent donc en état d'agir sur l'offensive, d'arrondir leur territoire, d'augmenter leurs finances & leurs troupes.

Surprise de Breda. Ils avaient commencé la campagne de cette année par la prise importante de Breda. Cette conquête tomba en-

Reid. L. 8. tre leurs mains par un stratagême singulier. Philippe Comte de Nassau, frere du Stadhouder de Frise fut le premier qui l'imagina: le Capitaine Charles de Heraugiere, Gentilhomme du Cambresis, fut choisi pour conduire l'expédition, & Lambert Charles pour le seconder: tous deux connus par leur

intrépidité dans les entrepriſes périlleuſes & par leur habileté dans l'exécution. On commença par gagner un batelier de Berg op-Zoom, nommé Adrien Janſzoon van Bergen, qui fourniſſait des tourbes à la garniſon du château de Breda. On choiſit parmi les differentes compagnies ſoixante & dix ſoldats, tous jeunes & déterminés. On les fit entrer au fond du bateau où ils furent logés ſous un plancher couvert de pluſieurs couches de tourbes. Ils s'embarquerent à Zevenbergen à la fin de Février; mais la gelée & les vents contraires les arrêterent pluſieurs jours en route: ils ſouffrirent beaucoup du froid & même de la faim, faute d'avoir fait des proviſions ſuffiſantes. Quand ils furent entrés dans le canal du château, la barque donna ſur un banc de ſable, & ſe remplisſait d'eau: les ſoldats en avaient juſqu'aux genoux: ils commençaient à ſe plaindre qu'on les menait à la boucherie, lorſque la marée vint dégager la barque. La voie d'eau ſe boucha, on ne ſait comment. Ils arriverent le 3 du mois de Mars devant le château. Un Caporal envoyé pour faire la viſite, s'en acquitta ſi négligemment qu'il ne découvrit rien. Ce fut un bonheur d'autant plus grand que ces braves gens étaient dans une poſture gênante, & fort 1590.

1590. incommodés de la toux. Il y en eut même un, nommé Matthieu Helt, qui ne pouvant retenir celle qui l'étouffait, pria ſes camarades de le tuer : mais tous refuſerent de tremper leurs mains dans ſon ſang La pompe qu'on eut ſoin d'agiter ſans relâche pour épuiſer l'eau du fond de la calle, empêcha qu'on ne pût rien entendre. Cependant la garniſon qui ſe trouvait dans un beſoin extrême de chauffage, fit enlever les tourbes avec célérité. Elle aurait découvert les planches, ſans une nouvelle ruſe du batelier. Il feignit d'être fatigué, renvoya le reſte de la beſogne au lendemain &, pour ſe défaire de ces ouvriers trop diligens, il leur fournit pour boire. Vers minuit Heraugiere & ſa troupe ſortent de leur retraite, tombent ſur les corps de garde, & les égorgent ſans faire aucun quartier. Le reſte de la garniſon s'enfuit dans l'intérieur du château, où Paul Antoine Lanzavecchia commandait en l'abſence de ſon pere. Ce jeune homme, ayant plus de courage, que d'expérience, voulut tenter une ſortie à la tête de trente ſix hommes; mais ſa petite troupe fut taillée en pieces : il fut lui même bleſſé & fait priſonnier. Le reſte de la garniſon était encore aſſez nombreux pour faire face aux aſſaillans; lorſque ſaiſis d'une terreur

panique, les soldats qui la composaient prirent lâchement la fuite. Le Prince Maurice & le Comte de Hohenlo, postés dans les environs où ils attendaient l'issue de cette entreprise, accoururent avec une partie de l'armée & forcerent les Bourgeois à capituler. Maurice fit une entrée solemnelle dans une ville qui faisait partie du domaine de sa famille. Tous ceux qui avaient contribué à cette importante acquisition furent largement récompensés. Le brave Héraugieres obtint le gouvernement de la ville. Barnevelt même, pour avoir favorisé cette expédition reçut une coupe de vermeil où toute l'histoire d'une entreprise si singuliere était gravée. Peu de tems après, les Etats de Hollande lui firent présent d'une autre coupe de la valeur de six cens florins, à l'occasion de la naissance d'un fils appellé Guillaume qu'ils tinrent sur les fonds de baptême & qu'ils gratifierent d'une rente viagere de deux cens florins. 1590. *Ref. Holl. Mars. Ib. Nov.*

Mais le Duc de Parme outré de la négligence & de la lâcheté des soldats Italiens, ses compatriotes, auquel il avait confié la défense de Breda, ordonna de les arrêter & fit condamner à mort les plus coupables. Il donna ordre au Comte de Mansfeld de reprendre Breda; mais cette place était Conquêtes de Maurice.

1590. déjà préparée à une défenſe vigoureuſe. Pour le detourner de ce ſiege, Maurice ſe porta avec un détachement conſidérable vers la Betuwe. Paraiſſant vouloir attaquer Nimégue. Le Comte de Mansfeld, jugeant cette derniere ville plus importante que celle de Breda, y fit marcher ſon armée & ſe campa entre la Meuſe & le Wahal. Maurice demeura dans la Betuwe; mais, pour empêcher l'ennemi de paſſer le Wahal, il couvrit cette riviere de bateaux & poſa des corps de garde le long de la rive. Il fit même conſtruire vis à-vis de Nimégue un fort qui fut appellé Knodſenburg; d'où il pouvait incommoder la ville par le feu de ſon artillerie & continuer une eſpece de blocus, juſqu'à ce qu'il pût l'aſſiéger dans les formes. C'eſt ainſi qu'il tint les royaliſtes en échec pendant tout l'été: au mois de Septembre & d'Octobre, il fut en état de s'emparer des forts importans de Hemert, de Telshout, Crevecœur, Steenbergen, & ter Heide.

Plaintes des Princes de l'Empire.

Le bruit courut alors qu'en Allemagne on ſe diſpoſait à lever des troupes pour fondre ſur les Païs bas. En effet les Confédérés & les Royaliſtes franchiſſaient ſouvent les frontieres, prenaient des places & commettaient des violences & des exactions ſur des peu-

Meteren.

ples tranquilles, victimes innocentes d'une querelle qui leur était étrangere. 1590.

Avant d'en venir aux dernieres extrémités, les Princes de l'Empire jugerent à propos d'envoyer des Députés aux deux parties belligérantes, pour exposer leurs griefs & les prier de borner à leur territoire respectif, leur haine & leur fureur. Le Duc de Parme leur répondit avec fierté. „ Il était prêt, disait-il, d'évacuer les places dont il s'était assuré en Allemagne, à condition que l'Ennemi lui montrât l'exemple. Il ne pouvait répondre des maux qui affligeaient tous les Païs voisins du théatre de la guerre. Il ajoutait qu'au lieu de les augmenter par leur impatience, ils devraient les adoucir en s'accommodant à la nécessité, en considérant que la guerre était entreprise pour défendre la cause de Dieu & les droits des Souverains. Tous les Princes étaient, disait il, intéressés dans cette querelle, & surtout ceux de l'Allemagne où l'esprit d'inquiétude commençait à gagner les Peuples. Les yeux fixés sur les Païs-bas, ils attendaient l'issue d'une révolte qu'ils ne tarderaient pas à imiter, si elle était couronnée par le succès. Les Princes de l'Empire devaient donc former des vœux pour que les rebelles rentrassent dans leur devoir. Cela ne manquerait pas d'arriver, si *Grot. Hist. II. 147.*

toute communication leur étant coupée
1590. avec les Païs d'alentour, on pouvait les tenir comme bloqués dans le misérable coin de terre qui leur servait de retraite." Les Députés renvoyés avec cette réponse s'adressèrent aux Etats-Généraux & leur parlerent sur un ton plus haut. Ils demanderent avec menaces que les Confédérés eussent à vuider Gravenwaart & plusieurs forts situés sur les terres de l'Empire & à laisser la navigation de l'Eems & du Rhin ouverte & libre. Les Etats, obligés de ménager des voisins si puissans, leur témoignerent beaucoup d'égards & leur répondirent avec douceur. Pour gagner adroitement leur confiance, ils entrerent dans le détail des cruautés qu'ils avaient éprouvées de la part des Espagnols & s'attacherent à faire tomber sur ces derniers tout le blâme de cette guerre. „Ils avaient, disaient-ils, été forcés de prendre les armes, pour défendre leurs droits, leurs vies, & l'honneur de leurs femmes & de leurs filles. Ils s'étaient soulevés contre des monstres qui, après avoir dépeuplé l'Amérique, noyé les Païs-bas dans le sang, réduit l'Italie & le Portugal en esclavage, cherchaient encore de nouvelles proies pour assouvir leur insatiable fureur. Ils venaient d'ébranler l'Angleterre, de soulever l'Irlande & d'armer

les Français les uns contre les autres. 1590.
La négligence avec laquelle les troupes de ces ennemis du genre humain étaient payées, avait occasionné les plus affreuses déprédations. Les troupes des Etats au contraire payées avec exactitude & fidélité, n'avaient pas les mêmes raisons de molester les peuples: les vexations qu'elles avaient commises, étaient la suite de la licence soldatesque; & les Etats déclarerent qu'ils ne s'étaient vus qu'avec douleur dans l'impuissance de la réprimer. Quant au fort de Gravenwaart, la Gueldre reclamait la jurisdiction de cette place: d'ailleurs ils n'y entretenaient garnison que pour défendre la frontiere & non pour inquiéter les peuples voisins. A l'égard des autres places, quóiqu'elles eussent perdu le droit de neutralité, puisqu'on les avait enlevées à l'ennemi, ils consentaient encore à les évacuer. Pour les péages & les garnisons, établis sur les rivieres, ils ne pouvaient les supprimer, parce que sans les premiers ils étaient hors d'état de soutenir une guerre trop juste, & sans les secondes, le cours des fleuves serait ouvert à l'ennemi."

Les Provinces-Unies n'userent pas des mêmes ménagemens pour d'autres Etats dont ils redoutaient moins le ressentiment. Les Païs de Cologne & de Liege avaient formé des plaintes sembla-

1590. bles. Le ſiége épiſcopal de ces deux villes était occupé par Ernſt de Baviere, contre lequel ils avaient défendu Truchſès. Ils promirent à ceux de Cologne de reſpecter leur territoire pourvu qu'ils obſervaſſent une exacte neutralité. Ils parlerent plus vertement aux Liégeois. Ils leur reprocherent d'avoir perſécuté des innocens pour cauſe de religion, d'avoir donné retraite & ſecours aux troupes Eſpagnoles & leur déclarerent de ne pas compter ſur l'amitié des Etats, s'ils ne s'en rendaient dignes. Malgré ces promeſſes de part & d'autre les places voiſines des frontieres ne furent pas moins inſultées: les mêmes plaintes occaſionnerent les mêmes réponſes: cependant les Etats abandonnerent quelques forts ſitués ſur les terres de l'Empire. Mais, quoiqu'ils ne les euſſent évacués que parceque leur éloignement les rendait plus onéreux qu'utiles, ils ne laiſſerent pas de ſe plaindre amerement que l'Eſpagnol ne tenait pas ſa promeſſe en ſuivant leur exemple. Ils n'oublierent rien pour le rendre odieux & lui ſuſciter de nouveaux ennemis. Il eſt aiſé de concevoir que, dans un tems où ils prenaient un ton ſi fier, ils ne durent recevoir qu'avec indignation la propoſition que leur fit alors l'Empereur Rodolphe de rentrer ſous la domination Eſpagnole.

Meteren.

Ainſi les Sociétés d'hommes ſe laiſſent conduire par les mêmes paſſions que les individus: elles en ſuivent les diverſes gradations, & leur orgueil s'abaiſſe ou s'éleve à proportion de leur puiſſance & de celle des Etats avec leſquels elles ont à traiter. Les Confédérés avaient eu juſqu'alors bien de la peine à défendre leurs foyers: l'ennemi les avait reſſerrés dans le cercle étroit du territoire qu'ils occupaient: animés enfin par la circonſtance & par les ſuccès de l'année précédente, ils formerent de plus hauts projets & penſerent à entamer les Provinces Royaliſtes. Quelques-unes de leurs garniſons s'abandonnaient quelquefois à l'eſprit de mutinerie: mais ils avaient la précaution & le pouvoir de les calmer bientôt: ainſi leurs révoltes ne furent jamais auſſi dangereuſes que celles des Eſpagnols. Ces derniers ſe mutinaient de tous les côtés, commettaient dans les plus beaux Cantons du Brabant, des ravages affreux, & ſe trouvaient, faute de paye, dans l'état le plus déplorable. Les Confédérés attentifs à profiter des circonſtances, s'accorderent à lever trois mille hommes & trois cens chevaux, outre les vingt-mille hommes qu'ils entretenaient déjà. Dans le même tems ils envoyaient à Henri IV un ſecours de cent mille florins.

1590.

Situation avantageuſes des Provinces Unies.

Reid. VIII.

Bor. XXVII. 27.

1591.

1591. Les Espagnols avaient des places sur l'Yssel d'où ils faisaient des courses dans la Véluwe & le Province d'Utrecht qu'ils mettaient à contribution. C'est dans ce retranchement qu'il fut résolu de les attaquer. Le Chevalier François Vere, qui commandait les troupes Anglaises fut chargé de s'emparer du fort voisin de Zutphen. Une attaque dans les formes pouvait être longue & sanglante : il eut recours à la ruse. Plusieurs de ses soldats qu'il fit habiller les uns en paysans & les autres en paysannes avec des paniers où ils portaient quelques denrées, se présenterent devant le fort. Ils semblaient y chercher un azile contre l'approche de l'ennemi : mais, à peine furent ils entrés qu'ils égorgerent le corps de garde & s'emparerent de la place avec le secours d'une troupe embusquée dans les environs. Le lendemain, Maurice se présenta devant Zutphen. La garnison de cette ville n'était que de six cens hommes & manquait de provisions. Elle osa cependant tenter une sortie où il y eut beaucoup de sang repandu : Enfin Maurice ayant menacé de la traiter avec la derniere rigueur, elle se rendit par capitulation. Elle obtint la conservation de ses priviléges & consentit de se régler sur les autres villes des Provinces-unies touchant l'article de la religion.

Conquête de Zutphen.

Ibid. 25. 26.

Après avoir soumis Zutphen, Maurice marcha contre Deventer, défendue par le Comte Herman de Berg, son Cousin-germain & par une nombreuse garnison. Le Colonel de Vere qui commandait les Anglais, voulant effacer le déshonneur dont ses compatriotes s'étaient couverts en vendant cette place, se distingua par des prodiges de valeur. Les opérations furent poussées avec d'autant plus de vigueur, qu'il fallait prévenir le Duc de Parme, que l'on disait être en marche pour venir au secours de la ville. Mais le Comte de Berg, voulant se signaler à l'envi du Prince son cousin & montrer que la fidélité à son parti lui était plus chere que les liens du sang, opposa la plus vigoureuse résistance. La place fut foudroyée pendant huit jours: Le siége paraissait cependant devoir traîner en longueur, lorsque Maurice ordonna de tenter un assaut. On fit descendre des bâteaux le long de la riviere. Mais comme le lit du canal qui baigne les murs de la ville, était trop étroit pour qu'on pût se servir de rames, afin de les conduire sous les murs, les matelots se signalerent par un trait d'audace étonnant. Ils traînerent les barques à force de bras au milieu d'une grêle de balles, & vinrent les attacher sous les murs même de la ville. Dès qu'on

1591.

Conquête de Deventer. *Ibid* 27.

1591. eut dressé un pont au dessus, on tenta plusieurs assauts : enfin le Gouverneur ayant reçu une blessure dangereuse, la garnison le força de capituler. La ville obtint les mêmes conditions qu'on avait accordées à Zutphen.

Groningue assiégée.

Ibid. 29. 30. 31. 32.

Les Frisons appellaient le Prince devant Groningue. L'ennemi cantonné dans cette ville ne cessait de les inquieter ; & l'on se flattait qu'une pareille conquête entraînerait celle de toutes les autres places moins considérables que l'ennemi occupait entre l'Ems & l'Yssel. Il était d'ailleurs important d'entretenir l'ardeur active des soldats. Il fallait les élever au dessus de ce courage purement passif, qui les avait jusqu'alors caractérisés. Maurice leur fit traverser le Païs de Drente. La longueur & la difficulté d'une pareille marche à travers les tourbieres & les marais où, tous, chefs & soldats se virent obligés de tirer à force de bras les chariots qui s'enfonçaient dans quelques endroits, donnerent le loisir à Verdugo de secourir la place. Il s'était logé dans les Fauxbourgs. Craignant alors qu'en serrant la ville de plus près, les habitans ne fussent contraints à recevoir l'Espagnol dans leurs murs, ce qui aurait rendu cette conquête plus difficile pour l'avenir, Maurice ordonna la

retraite. Mais il ne se retira qu'après s'être emparé de plusieurs forts circonvoisins par le moyen desquels il tenait la ville dans une espece de blocus. 1591.

Il était sur le point d'investir Steenwyk, lorsqu'il apprit que le Fort de Knodsenbourg qu'il avoit fait élever près de Nimègue, était assiégé par le Duc de Parme. Il accourut pour défendre ce fort. Il signala son arrivée par une entreprise qui le couvrit de gloire. Il attira dix compagnies Royalistes dans une embuscade où elles furent taillées en pieces. Farnèse reçut dans le même tems les ordres les plus précis du Roi d'Espagne de rentrer en France avec son armée, & de ne laisser dans les Païs-bas que les troupes qui pouvaient suffire à une bonne défensive. La présence de Maurice semblait aussi commander cette retraite. Farnèse, frémissant de dépit de se voir obligé de se retirer devant le jeune Maurice, mais cachant sa douleur sous le prétexte spécieux d'obéir aux ordres de son Roi, fit ses dispositions pour lever le siége. La retraite était périlleuse; il fallait traverser le Wahal en présence de l'armée de Maurice. Farnèse fit creuser en peu d'heures une large tranchée qui fut prolongée à droite & à gauche jusqu'au bord de la riviere & flanquée de redoutes

Farnèse obligé de quitter le siege du Fort de Knodsenbourg.

Bo. Ibid 31. 31. 32. 33.

Bentivogl.

1591. destinées à protéger l'embarquement des troupes. Maurice, étonné d'une manœuvre si savante, n'osa attaquer les Royalistes: mais, ne se bornant point à une admiration stérile, il puisait dans la conduite de son illustre ennemi, ces excellentes leçons de tactique, qu'il mit depuis en usage avec tant de succès.

Manœuvre savante de Maurice.

Si le Duc de Parme acquit de la gloire par cette retraite, ce fut le Prince Maurice qui en retira tout l'avantage. Il se vit en état de serrer Nimègue de plus près & de fomenter les intelligences qu'il s'était ménagées dans cette ville. Elle fourmillait d'habitans qui, voyant les affaires des Espagnols aller en décadence dans les Païs-bas, brûlaient de rentrer dans le corps de la République & de participer aux avantages de la navigation & du commerce, qui dépendaient des Provinces confédérées par leur position sur les mers voisines & sur l'embouchure des rivieres. Ils détestaient le joug Espagnol. Ils ne s'y étaient soumis que par nécessité dans une de ces émeutes subites où quelque particuliers hardis & turbulens entraînent ordinairement le plus grand nombre par la crainte. Cependant, les eaux du Wahal étant trop enflées & les troupes Espagnoles étant encore répandues le long de la

Bor. ibid. 34 35. 36.

Meuſe, Maurice, pour rendre ſa conquête plus facile, réſolut de la différer. 1591.
Afin de donner le change à l'ennemi, il conduiſit ſes troupes en Zéelande, ſous prétexte de les mettre en quartier d'hiver. Il n'y reſta pas long-tems. Vers la fin du mois de Septembre, il remonte l'Eſcaut, tombe ſur le Païs de Waas & s'empare de Hulſt après un ſiége de cinq jours. Quand il eut mis tout le Païs à contribution, il raſſembla ſes troupes de tous les quartiers &, renforcé de dix compagnies que le Comte Louis de Naſſau lui envoyait de la Friſe, il vint reprendre le ſiége de Nimègue. Il commença par ſommer la place de ſe rendre. On lui répondit qu'elle était pucelle & qu'elle méritait bien qu'un Prince jeune & galant lui fît la cour avant de la poſſéder. Maurice la battit pendant huit jours avec quarante pieces de canon. Verdugo n'oſait avancer pour la ſecourir dans la crainte de ſe voir obligé d'engager une action avec une armée ſupérieure à la ſienne. Les eſprits républicains ſaiſirent cette occaſion pour exciter un ſoulevement dans Nimègue. La populace s'ameuta autour de l'hôtel-de-ville. Elle entra tumultueuſement dans la ſalle où la régence était aſſemblée & ſe répandit en plaintes & en menaces. Il y en eut même un

Priſe de Nimègue.

Meteren XVI. 335.

Bor XXVIII. 36. 37. 38. 39. 40.

Reid. IX.

1591. qui porta la parole pour les autres avec cette éloquence populaire ſi puiſſante dans un tems de fermentation. „ Juſqu'à quand, dit-il, verrons-nous nos champs ravagés, nos maiſons réduites en cendre & notre commerce anéanti? Nous n'avons éprouvé que déſaſtres, oppreſſion & diſette, depuis ſix ans que nous avons ſubi le joug. Cependant les Eſpagnols font ſi peu de cas de nous que le danger où nous ſommes n'a pu les engager à nous envoyer des ſecours. Ils n'ont pas ſu améliorer notre ſort. Ils ne peuvent plus nous défendre. Pourquoi ne traitons nous pas avec des Etats dont les campagnes ſont cultivées comme en pleine paix? Ce n'eſt pas pour donner des fers, c'eſt pour les briſer qu'ils font la guerre. Ils ne ſont point écraſés par l'avarice des chefs ni par les vexations des ſoldats. Les impôts qu'ils payent ſervent à maintenir l'exercice des loix & non pas à perpétuer les maux de la ſervitude. En rentrant dans le parti de l'Union nous trouvons encore les avantages d'un commerce libre, & le premier rang dans une République qui devient tous les jours plus floriſſante. Eſclaves & opprimés héſiterions-nous à devenir puiſſans & ſouverains?" On conçoit l'impreſſion qu'un diſcours plein de vérités ſi frapantes devait faire dans une pareille

Grot. Hiſt. 159.

circonſtance. Soit perſuaſion, ſoit crainte, il fut réſolu d'un commun accord de traiter avec Maurice. On accorda à la ville tous les priviléges de l'Union; mais elle ne put jamais obtenir l'exercice public de la religion catholique. Maurice y mit une forte garniſon, changea les Magiſtrats & ſe réſerva le droit de les choiſir annuellement; mais ſeulement pour tout le tems de la guerre, droit qui avait appartenu aux corps de métiers. Il leur ôta enſuite la part qu'ils avaient dans l'adminiſtration & forma pour les remplacer un corps populaire compoſé de trente deux membres, appellés *Gemeentsluiden*. L'année d'après, il nomma de nouveau les vingt, quatre membres du Conſeil; nonobſtant les reclamations des *Gemeentsluiden* qui ſoutenaient que ce droit leur appartenait. Ces ſortes de changemens ſont d'autant plus remarquables, que les priviléges de ces démocraties municipales, dans les Païs-bas ont ſouvent été regardés comme des ſources de trahiſons & de révoltes: & leur ſuppreſſion n'a pas peu influé ſur la conſtitution des Etats particuliers & de la confédération en général. 1591.

Des conquêtes ſi rapides & ſi importantes mirent le ſceau à la réputation de Maurice. L'interêt que la cauſe de la liberté excite dans tous les Païs, Reception glorieuſe du Prince Maurice à la Haye.

1591. l'étonnement que font naître naturellement des premiers ſuccès, le firent regarder dans l'Europe comme un des plus grands généraux du Siecle & parmi ſes concitoyens comme le héros choiſi par la providence pour affermir la République naiſſante. Lorſqu'il ſe rendit à la Haye tous les yeux ſe fixerent ſur lui. Il fut reçu avec les tranſports de reconnaiſſance que ſes ſervices meritaient. Sous ſon illuſtre pere la République n'avait pour ainſi dire, éprouvé que des revers, & ſous Leiceſter, elle avait été en proie à de nouveaux malheurs & à des diviſions perpétuelles. Elle voyait enfin ſon territoire aggrandi, & ſes frontieres protégées de tous côtés par de grands fleuves ou des fortereſſes redoutables. Les avantages étaient pour elle; & Maurice ſe contentait de la gloire de ſes travaux. On ne pouvait plus douter que des ſuccès ſi brillans ne fuſſent dûs à l'activité qu'il faiſait éclater dans ſes entrepriſes, à l'art avec lequel il ſavait fortifier & attaquer les places & à cette ſévere diſcipline qu'il commençait à faire obſerver parmi ſes troupes. Ainſi ſon camp ne tarda pas à devenir un école célebre. La nobleſſe de toute l'Europe & pluſieurs Princes même y accouraient pour y apprendre les évo-

Grot. Hiſt. II. 159.

lutions militaires & l'art d'attaquer & de défendre les places que le génie de Maurice commençait à perfectionner sur une forme toute nouvelle. 1591.

Tous ces suffrages aiguillonnaient le jeune Maurice, mais ne l'aveuglaient pas. Il faut avouer aussi qu'il fut en partie redevable d'un début si glorieux dans la carriere des armes, aux diversions qui affaiblissaient les forces de l'Espagne en les partageant. Aussi n'oublia-t-il rien pour engager les Etats à faire passer de nouveaux secours à Henri IV, devenu leur allié naturel & nécessaire. Ce Roi guerrier était alors occupé du siége de Rouen. Il est vrai que Farnèse vint à bout de le lui faire lever. Il sut tromper le Monarque par une manœuvre habile. Il passa la Seine en présence d'une armée plus nombreuse que la sienne qui semblait le tenir bloqué. Mais les fatigues de cette campagne & une blessure qu'il reçut au bras ralentirent son activité & l'empêcherent de profiter des fautes qu'une valeur téméraire fit souvent commettre à Henri.

Les Provinces-Unies fournissent des secours à Henri IV.

Bor. XXVIII. 21.

L'artificieux Philippe épuisait toute sa politique pour que les Confédérés ne profitassent pas de ces diversions utiles. Il engagea plusieurs puissances du Nord à offrir leur médiation pour ménager un

Tentatives de Philippe pour une négociation.

1591. accomodement. L'Empereur ne voyait qu'avec douleur le démembrement des Etats de la maiſon d'Autriche. Les autres Princes déſiraient la ceſſation d'une guerre qui troublait leur commerce ou occaſionnait des ravages ſur leur territoire. D'ailleurs les grandes levées d'hommes que les Confédérés faiſaient en Allemagne rendant cette marchandiſe plus rare & plus chere, pluſieurs ſouverains qui avaient des projets ambitieux, ne pouvaient tenter des expéditions, faute d'argent pour acheter des ſoldats. Il n'eſt donc pas étonnant que les Rois de Danemarc & de Pologne & pluſieurs petites Princes d'Allemagne fiſſent alors tous leurs efforts pour ménager un accommodement entre Philippe & les Confédérés.

Thuani Hiſt. Grot. Hiſt. II. 159.

Les Etats-Généraux ſe decident à pouſſer la guerre avec vigueur.

Mais, ceux-ci, voyant leurs affaires prendre un tour favorable & leur liberté acquérir une aſſiette plus ferme, ne penſaient plus qu'à aſſurer leur indépendance. Une heureuſe harmonie avait réuni toutes les parties de l'Etat: les chefs n'étaient plus diviſés que ſur les lieux où l'on pouſſerait avec vigueur les opérations d'une guerre qui devenait ſi favorable. Les Hollandais voulaient qu'on commençât par aſſiéger Geertruidenberg, place importante, d'où l'Eſpagnol troublait leur commerce avec la Zéelande. Ceux de Guel-

Bor. XXVIII. 42. XXIX. 9. 16.

1592.

dre, de Frise & d'Overyssel demandaient à grands cris que les troupes fussent envoyées au-delà du Rhin. Elles y avaient eu, disaient ils, les succès les plus brillans dans la campagne précédente, & pouvaient s'en promettre de nouveaux; parce que l'Espagnol était moins à portée d'y faire passer des secours que dans le Brabant. Enfin, les Frisons, ayant promis d'entretenir trois mille hommes & de fournir trois mille florins, leur avis l'emporta. Le Siége de Steenwich fut résolu. Vers la fin du mois de May, le Prince Maurice vint l'assiéger avec une armée de huit à neuf mille hommes. Steenwich était défendue par de nouveaux ouvrages que les Espagnols avaient ajoutés aux anciens & par une garnison de mille hommes de troupes d'élite, commandés par Antoine de Coquel, Gentilhomme Wallon, qui leur avait fait jurer de se défendre jusqu'à la derniere extrémité. Ils tinrent parole. Maurice foudroya la place pendant plusieurs jours. Il avait comblé le fossé & s'était rendu maître du rempart extérieur, sans que ces braves soldats pensassent à se rendre. Au contraire, on les voyait quelquefois paraître armés de balais, comme s'ils n'avaient eu qu'à nettoyer les endroits où tombaient les boulets. Ils firent des sorties san-

1592

Reid. IX. 209. 221. Grot. Hist. II. 162.

Siége Remarquable de Steenwyk.

Ibid.

Bor ibid. 19.

Reid. IX. 209-220.

1592. glantes. Leur artillerie fit périr un grand nombre d'aſſiégeans. Maurice lui même fut bleſſé par une balle qui lui perça la joue & ſortit par la bouche. Enfin il fit élever des ouvrages nouveaux & dreſſer ſes batteries ſi avantageuſement que perſonne n'oſait paraître dans les ruës. Ses mines firent un grand dégat; & ſes ſoldats, s'étant logés ſur la pointe de deux baſtions, la garniſon, qui ne pouvait plus ſe défendre, fut contrainte de capituler. On lui fit jurer de ne ſervir de ſix mois à l'Eſt du Rhin: Mais les ſoldats qui avaient eu part à la trahiſon de Geertruidenberg, furent exceptés de la capitulation. Tous ceux que l'on reconnut ſubirent le châtiment dû à leur crime. Dans le tems que Maurice faiſait, comme général, un exemple néceſſaire pour ſes troupes compoſées en grande partie d'étrangers, il comblait, en vainqueur généreux, ſes ennemis des témoignages d'eſtime que méritait leur valeur. Le Brave Coquel ne put cacher les ſentimens que lui inſpirerent les procédés magnanimes du jeune Mau-
B. 220. rice. Dans un ttanſport d'admiration, il s'écria que ſi Farnèſe tenait la même conduite, il ſoumettrait bientôt les Païs-bas & pourrait ſe flatter de ſubjuguer l'empire des Turcs. Il ajoutait en plaiſantant que la nouvelle maniere d'at-

d'attaquer employée par Maurice ne l'avait pas réduit par la force du canon ; mais l'avait arraché de ses retranchemens, comme on fait sortir un Renard de sa taniere. 1592.

Les Etats-Généraux, & les Etats de Hollande en particulier qui étaient moins exposés aux malheurs de la guerre, jugerent qu'il fallait se borner cette année à cette conquête. Ils manderent à Maurice de goûter le repos nécessaire à ses travaux & à la guérison de sa blessure que les chaleurs de la canicule pouvaient envenimer. Mais, au fond, ils craignaient que la fortune de la guerre ne leur devînt contraire. Leur armée était affaiblie par la défection des troupes Anglaises qu'Elizabeth rapelait, en reprochant aux Etats d'avoir envoyé des secours en France, sans avoir demandé son avis. Ils craignaient surtout que la Frise ne refusât de contribuer aux charges publiques, dès qu'elle n'aurait plus d'ennemi à redouter. Mais l'ardent Maurice, ne consultant que son courage & la fortune, fit agir de si puissans ressorts qu'il les engagea à consentir qu'il entreprît de nouvelles conquêtes.

Maurice engage les Etats à poursuivre la guerre.

Bor. XXIX. 19.

Grot. Hist. II. 165.

Il commença par se rendre maître du fort d'Oostmarsum & marcha vers Koeverden. En s'emparant de cette ville, il était en état de serrer Gro-

Prise de Koeverden.

Bor.

1592. ningue de plus près & de protéger la Friſe & la Drente contre les courſes de l'ennemi. Verdugo, qui connaiſſait l'importance de cette place, s'avança avec un détachement conſidérable. Il crut devoir tout tenter pour la ſecourir. S'imaginant que rien ne pourrait réſiſter aux vieilles bandes Eſpagnoles, il fond à l'improviſte dans les lignes du Prince Maurice. Mais le tems n'était plus où une poignée d'Eſpagnols battaient des armées entieres. Les plus mauvais ſoldats deviennent des héros ſous un Général habile. Ceux de Maurice, quoique ſurpris à la pointe du jour, parurent en un moment chacun dans leur rang, firent face de tous côtés, couperent la retraite à ceux qui s'étaient trop avancés & les taillerent en pieces. Ils ne pourſuivirent point les fuyards. Ils firent ainſi échouer les projets de Verdugo qui s'était flatté de les attirer hors de leurs lignes. Maurice força Koeverden à capituler après un ſiége de ſix ſemaines. Il y laiſſa une garniſon Friſonne, malgré les réclamations des habitans d'Overyſſel qui ſoutenaient que ce droit leur appartenait; parceque cette ville dépendait de leur Province, ainſi que tout le païs de Drente.

XXIX. 25. 27. 29. 32.

Mort du Duc de Parme.

Tant de pertes multipliées découragerent les Eſpagnols. Ils n'oſerent rien

entreprendre cette année. Le Duc de Parme qui s'était flatté de rétablir leurs affaires, ne pouvait plus agir. Il était revenu de sa derniere expedition en France, couvert de gloire ; mais ses troupes étaient si affaiblies & lui-même se trouva si épuisé par sa blessure & ses travaux, qu'il était retourné aux eaux de Spa. Il n'y trouva pas le soulagement qu'il y cherchait. La douleur de ne pouvoir arrêter les conquêtes du jeune Maurice, le désordre des troupes royalistes qui se mutinaient faute de paye ou se fondaient à vue d'œil par une affreuse épidemie, empoisonnerent ses jours. Enfin la jalousie des Espagnols, la défiance du Roi, l'acharnement de ses ennemis qui formaient une cabale nombreuse, le plongerent dans des chagrins dévorans qui ajouterent au mauvais état de sa santé. Il demanda son rappel. Mais Philippe effrayé des succès de Henri IV. & persuadé que Farnèse était seul capable de soutenir les affaires de la ligue, lui commanda de rentrer en France pour la troisieme fois. Le Duc de Parme, luttant contre la nature, se mit en route pour obéir à cet ordre. Son ame active paraissait indépendante d'un corps qui dépérissait. Mais, arrivé à Arras, il sentit toutes ses forces l'abandonner. Une hidropisie qui avait résisté à tous

1592.

Grot. Hist. II. 199.

1591. les remedes, le conduisit au tombeau, le 2 Décembre à l'age de 47 ans. Comme on ne pouvait croire qu'un homme qui avait inspiré de l'ombrage à Philippe, pût mourir de mort naturelle, on ne manqua pas d'attribuer cet accident à l'effet d'un poison lent.

Caractere de Farnèse.

Farnèse avait été à la tête du gouvernement & des armées des Païs-bas Espagnols pendant 14 ans. Il eut d'abord des succès si brillans & si soutenus que la Hollande & la Zéelande furent les seules Provinces que ses armes ne purent entamer. La fortune parut l'abandonner vers les cinq dernieres années de sa vie, soit que la prospérité eut amolli son courage, soit que la crainte que ses talens ne causassent de la défiance à Philippe, eut ralenti son ardeur. Il fut accusé de prodiguer les revenus du Roi. Il faisait en effet de si grandes largesses aux soldats pour gagner leur faveur, que, dans un seul mois, elles se monterent à cent mille ducats. Cependant on ne saurait lui refuser de grands talens pour les affaires publiques. Il avait l'art de manier les esprits & de gagner les cœurs; & cet art lui servit davantage à soumettre une partie des Païs-bas que la force des armes. Mais comme le vulgaire ignorant & stupide est plus frappé des talens destructeurs que des qualités pacifiques,

Reid. IX. 228.

Farnèſe eſt ſurtout admiré par ſon gé- 1592
nie pour la guerre qui a placé ſon nom à côté de celui des plus grands Généraux. On prétend même qu'il eut ſubjugué tous les Païs-bas, peut-être l'Angleterre & même la France, ſi la Cour d'Eſpagne n'eut refuſé de déférer aux meſures qu'il indiquait. Farnèſe faiſait la guerre avec plus de réflexion que d'enthouſiasme; &, ſans s'abandonner à ces élans hardis qui font les héros & les conquérans, il allait à ſon but avec cet art & cette circonſpection qui aſſurent les ſuccès ſans expoſer à des revers. On admire ſurtout les ſavantes retraites qu'il fit en France.

L'impartialité de l'hiſtoire nous préſcrit de borner à ces qualités l'éloge de Farnèſe. On ne peut, dit Grotius, lui reprocher que quelques uns des vices de ſon ſiècle & de la Cour où il fut élevé: ce jugement eſt trop doux. Nous ne craignons pas de dire que l'éclat des grandes qualités de Farnèſe ne peut couvrir l'horreur des crimes auxquels il ſe porta. On ne peut oublier qu'il fut l'ame de tous les complots formés ſur la vie du Duc d'Anjou & du Prince d'Orange. Le fondateur de la République tomba ſous les coups d'un aſſaſſin dont Farnèſe avait allumé le fanatiſme. La vangeance qu'il tira de Jean Morco fut affreuſe. Cet Eſpagnol

1591. écrivait à la Cour de Madrid les déſordres qu'il avait remarqués dans l'adminiſtration des Païs-bas. Sa lettre, interceptée par les Hollandais, fut envoyée à Farnèſe, qui fit empoiſoner Moreo à ſa table. D'autres exemples pourraient prouver que le fer & le poiſon étaient pour lui, comme pour Philippe, des moyens familiers & légitimes de ſe vanger. Mais quoique les annales de ce tems-là retracent un grand nombre de ces ſortes de forfaits; elles ne laiſſent pas de les condamner: un hiſtorien fidel manquerait à ſon devoir en les paſſant ſous ſilence: il doit les dévouer avec les coupables, à l'exécration des ſiecles futurs.

Grot. Hiſt. 132. *Reid.* 150. *Meteren. XV.*

Le Comte de Mansfeld Gouverneur des Païs-bas.

Le gouvernement des Païs-bas Royaliſtes fut remis proviſionellement au Comte de Mansfeld. C'était un vieux Guerrier, auſſi vénérable par ſon âge, que par ſes ſervices & ſon expérience, & qui ne manquait pas de vigueur. Mais la réalité du pouvoir fut laiſſée à deux Eſpagnols, Don Pedro Henriquez de Guzman, Comte de Fuentes & Don Eſtevan d'Ibarra. Le premier étoit un homme altier, élevé dans les principes du Duc d'Albe. Il fit ériger un Conſeil de guerre qui, ſous prétexte de réformer les abus du gouvernement précédent, attirait à lui toutes les affaires. Il eſt vrai que les finances

Grot. Hiſt. III 171, 172. *Bor. XXX.* 6. 7. *Meteren. XVII.*

étaient dans un désordre affreux. On disait même hautement que les Confédérés faisaient plus avec deux cens mille florins par mois que les Royalistes avec neuf cens mille. Mais on ne faisait pas attention que cette différence venait en grande partie de celle des deux gouvernemens. Il est certain que les déprédations fiscales sont plus difficiles dans les Républiques que dans les Monarchies. Les revenus publics y sont levés avec douceur & équité, repartis à des usages utiles & nécessaires, & le peuple y est moins foulé, quand même il y paye souvent plus que dans les Monarchies. 1592.

Mais l'administration Espagnole incapable de remonter à la source du mal, crut pouvoir le guérir par des remedes extraordinaires & violens. Le Comte de Fuentes ouvrit dans le Conseil un avis qui caractérise son ame atroce. „ Ce n'est, dit-il, ni la bravoure, ni les richesses qui mettent une poignée de rébelles cantonnés dans un misérable coin de terre en état de résister à la supériorité des Provinces fideles & à toutes les forces de l'Espagne. C'est notre fausse politique qui leur fournit des ressources contre nous. La douceur avec laquelle nous les traitons, les contributions que nous leur permettons de lever sur notre territoire, les entretien- 1593.

Les contributions & l'échange des prisonniers supprimés.

1593. nent dans la révolte. Renonçons à ce ſyſtême funeſte d'indulgence; ſupprimons un tribut déshonorant. Nos païſans obligés de manier les armes pour défendre leur proprieté, voueront une haine implacable aux Rebelles. Ils deviendront ſoldats & citoyens. Changeons les campagnes que nous ne pouvons défendre en vaſtes ſolitudes. L'ennemi n'y trouvera plus ni traitres pour favoriſer ſes deſſeins, ni ſubſides, ni chemins pour les exécuter. Les fleuves d'or qui coulent dans ce pays de la ſource même, n'iront plus l'enrichir. L'échange des priſonniers avilit le cœur du ſoldat & l'autoriſe à lâcher pied, lorſqu'à peine le combat eſt engagé. Otons lui cet eſpoir. Qu'il n'ait plus à opter entre la victoire & la mort. Les Rebelles, privés tout à coup des ſecours que nous leur fourniſſons & n'ayant plus de quartier à eſpérer, ſe hâteront de rentrer dans l'obéiſſance." Ainſi parla le Comte de Fuentes. Les meilleurs eſprits eurent beau repréſenter qu'une réſolution ſi violente avait conduit les affaires aux dernieres extrémités ſous le Duc d'Albe, & qu'elle occaſionnerait d'affreuſes repréſailles & des cruautés peu analogues aux progrès de la civiliſation: L'aſcendant du Comte entraîna le Conſeil. On rendit une Ordonnance qui condamnait à mort

tous ceux qui payeraient des contributions aux Provinces-Unies ou seraient pris en combattant pour elles. Les Etats-Généraux ne pouvaient s'empêcher de prescrire des représailles. Ils eurent cependant la sagesse d'en différer l'exécution jusqu'au premier Avril prochain, au cas que, ce terme expiré, les Espagnols n'eussent pas revoqué leur édit sanguinaire. Les funestes conséquences qu'il ne tarda pas à produire, ouvrirent bientôt les yeux à ceux qui en étaient les Auteurs. On se vit dans la nécessité d'y déroger & de rétablir les loix de la guerre en usage parmi les nations policées. 1593.

Invasion dans le Luxembourg.

Les Provinces-Unies, voulant montrer à l'ennemi que ce système affreux, pouvait lui devenir plus fatal qu'à elles, envoyerent le Comte de Nassau dans le Luxembourg avec trois mille hommes. Il ne quitta cette Province qu'après avoir mis toute la campagne à contribution. Le riche butin qu'il en rapporta servit à le consoler de n'avoir pu arrêter le Comte de Mansfeld qui marchait en France, pour fermer à Henri IV. le chemin du Trône. Les Etats-Généraux prenaient tous les jours plus d'intérêt aux affaires de ce Monarque. Ils étaient flattés qu'il eut décoré du titre d'Ambassadeur le Seigneur de Buzanval, chargé de leur de-

Bor. XXIX. 27. 28. 43 46. XXX 17. 25. 29. 36. 41. 63. 65. 82. 87.

1593. mander des secours de sa part. La Province de Hollande fut la première à résoudre de lui entretenir pendant quatre mois un régiment d'infanterie. Henri se trouvait alors dans une crise périlleuse. Le Duc de Mayenne avait convoqué les Etats du Royaume à Paris; pour qu'ils élussent un Roi catholique, capable de maintenir l'ancienne religion. Les Agens du Roi d'Espagne y proposèrent avec chaleur l'abolition de la loi salique; pour faire tomber la couronne à l'Infante Isabelle, comme la plus proche héritiere de Henri III. La surprise où cet avis jetta les plus ardens ligueurs, la haine secrete que tous les Français avaient alors contre les Espagnols & leur domination, occasionnerent de vifs débats qui firent prolonger cette assemblée. Une conférence particuliere fut ménagée entre les Royalistes & les ligueurs. On connut alors que les droits de Henri IV. seraient bientôt reconnus par des peuples qui estimaient sa valeur, s'il embrassait la foi catholique. Henri promettait depuis longtems de se laisser instruire & ne montrait aucun éloignement pour cette religion. Il voyait que l'obstination des Catholiques devenue plus ardente par l'animosité des guerres civiles, rendrait son autorité chancelante, quand même il serait parvenu à les dompter. Parmi les

Etat des Affaires en France.

Hist. univ. de D'Aubigné.

Proteſtans qui l'accompagnaient, il y en avait pluſieurs qui, perſuadés que ſon changement était néceſſaire pour rétablir la paix, furent les premiers à lui Conſeiller d'abjurer le Calvinisme. Duperron fut apellé pour inſtruire Henri. Ce fameux Controverſiſte qui avait l'art de plaire par ſes manieres & de perſuader par ſon éloquence, ne tarda pas à gagner la confiance du Roi. Il n'eut pas de peine à lever les doutes d'un Prince qui, ayant paſſé ſa vie dans les cours & dans les camps, ne s'était jamais beaucoup exercé dans la controverſe. Henri commença à goûter une religion qui lui promettait la poſſeſſion tranquille d'une belle & puiſſante Monarchie. On prétend même que, dans les conférences entamées devant lui, les Docteurs proteſtans firent ſemblant de ne pouvoir répondre aux raiſons des Docteurs catholiques, pour engager Henri à embraſſer, avec décence & ſincerité, une rel gion à laquelle il était ſi fort de ſon intérêt de croire. Au mois de May 1593, le Monarque Français fit profeſſion publique de la foi Catholique-Romaine. Quoique les Eſpagnols n'euſſent plus aucun prétexte de ſoutenir les rebelles en France, leur ambition ne laiſſa pas de prolonger la guerre encore pluſieurs années. On ſent combien cette abjuration dût faire

1593.

Mem. de Sully.

1593. de la peine aux Provinces-Unies. Mais comme elles étaient encore liées avec Roi par des motifs politiques, les Etats eurent soin de veiller sur les Ministres dont le zèle imprudent eut pu semer dans l'esprit du peuple des sentimens défavorables pour Henri. Ils avaient besoin de ce Prince qui leur promettait de venir attaquer les Espagnols dans les Païs-bas. Leurs liaisons avec lui étaient d'autant plus nécessaires que les projets de la Reine d'Angleterre leur devenaient tous les jours plus suspects. Elle désaprouvait hautement leur alliance avec la France. Elle craignait qu'en forçant les Espagnols à reconnaître leur indépendance, ils n'eussent plus besoin d'elle & ne lui marquassent plus de déference.

Grot. Hist. II. 184.

Siege & prise de Geertruidenberg.

En effet, leurs affaires prenaient un tour si favorable qu'en faisant cause commune avec un Monarque guerrier, possesseur d'un Royaume tel que la France, ils pouvaient espérer de dicter des loix à l'Espagnol. Maurice avait ouvert la campagne de cette année par le siege important de Geertruidenberg. Cette ville située sur un sol que les marais & le large bassin de la Merwe rendent presque inaccessible & fortifiée par l'art autant que par la nature, passait pour imprenable. Les Espagnols ne l'avaient prise que par trahison. Elle était défendue par une garnison de mil-

Bor. XXX. 17-21. *Grot. Hist. III.* 174.

le hommes, tous braves ſoldats. Ils ſuffiſaient pour faire échouer les efforts de l'armée la plus nombreuſe. Mais Maurice avait accoutumé ſes ſoldats à ne regarder aucune entrepriſe comme au deſſus de leur valeur. Auſſi déployat-il des vues neuves & hardies. Toute ſa conduite dans ce ſiége fut regardée comme le Chef-d'œuvre de l'art. Il fut le premier Capitaine des tems modernes qui, offrant à ſes ſoldats l'exemple des légions Romaines, en tira tout le parti poſſible en les faiſant travailler avec les pionniers. Il avait beſoin de leurs bras pour les ouvrages immenſes qu'il fit pratiquer & pour prévenir l'ennemi par une diligence extraordinaire. Les lignes de circonvallation qu'il fit tirer embraſſaient pluſieurs villages dans leur enceinte & s'étendaient à près de trois lieues. Les digues qu'il fit rompre, inonderent tout le païs qu'il fallait traverſer, pour arriver juſqu'à lui. Ses lignes étaient environnées d'un large foſſé qu'on rempliſſait par le moyen des écluſes & des moulins à eau. Les bords étaient armés de pointes de fer, & le fond était ſemé de longs cloux & de chauſſe-trapes. Des redoutes élevées de diſtance en diſtance, des épaulemens hériſſés de fortes paliſſades & cent pieces de ca- 1593.

1593. non distribuées dans les endroits les plus exposés, en défendaient les approches. Les troupes occupaient deux postes séparés, l'un à l'orient, l'autre à l'occident de la ville. Elles se communiquaient par des chaussées & des ponts. Les deux camps étaient protégés contre les sorties de la garnison, par une contrevallation bien flanquée. En un mot, ces fortifications redoutables valaient en quelque façon mieux que celles de Geertruidenberg. Il regnait tant d'ordre & de discipline parmi les soldats que les païsans cultivaient la terre sous les retranchemens aussi tranquillement qu'en pleine paix. Ceux des environs y vinrent avec leurs meilleurs effets chercher un azile. Tous s'empressaient d'y porter des provisions. Ainsi les vivres y étaient en abondance & à bon marché, tandis que les Espagnols, dont le système était de tout enlever par violence, manquaient souvent du nécessaire. Enfin pour couper toute avenue à l'ennemi, la Merwe fut fermée par une flotte rangée vis-à-vis de la ville, en forme de croissant. Geertruidenberg était bloquée de toutes parts. Elle était foudroyée du côté de l'eau. Les assiégés se défendirent avec une valeur opiniâtre. Ils résistaient encore, quoique le

Comte de Mansfeld, arrivé pour les secourir, eut été repoussé. Maurice, renforcé par quatre enseignes françaises, serrait tous les jours la ville de plus près. Enfin un soldat entrépide, s'étant glissé au travers des ruines jusques sur le rempart, s'apperçut qu'une partie de la garde dînait, tandisque les autres se livraient au sommeil. Il fait signe à ses camarades qui monterent à l'assaut & s'emparerent d'un ravelin. La garnison, ne pouvant plus se défendre, fit sa capitulation. Le gouvernement de la ville fut donné au Prince Fréderic Henri, frere de Maurice. Les Etats de Hollande lui avaient déjà accordé un régiment de 20 enseignes pour aider sa mere à fournir aux frais de son éducation. 1593. *Petit II.* 576.

Le Comte de Mansfeld, pour se dédommager de cette perte, s'avança contre le fort de Crevecœur, d'où les Confédérés incommodaient le païs d'alentour & la ville de Bois-le-Duc. Il se préparait à foudroyer la place: quel fut son étonnement, lorsqu'il vit le Prince posté entre ses lignes & le fort! L'armée de Maurice était inférieure en nombre: mais il avait pris un poste si avantageux, ses batteries commençaient à faire un feu si vif sur les Royalistes qu'ils furent contraints d'abandonner honteusement leur entreprise. Ainsi

Maurice fait échouer les projets de Mansfeld sur Crevecœur.

Grot. Hist. III. 179.

1593. Maurice, réuniſſant à l'age de vingt-ſept ans le génie à l'activité, prenait un aſcendant décidé ſur un guerrier éclairé par l'expérience & vieilli dans les expéditions militaires.

Groningue bloquée. Les deux Généraux n'ayant plus d'entrepriſe à tenter vers les Provinces méridionales, envoyerent une partie de leurs troupes dans la Friſe. Depuis la priſe de Koeverden; Groningue, bloquée preſque de toutes parts, n'avait de débouchés que du côté de la Weſtphalie, par un chemin étroit, pratiqué dans les marais du Bourtang. Cette ville eut ſuccombé plutôt ſous les efforts des Friſons, s'ils n'euſſent été affaiblis par la diſcorde qui ſe mit entre Guillaume de Naſſau & quelques-uns des principaux membres des Etats de la Province. Ils accuſaient leur Stadhouder de montrer plus de zéle pour l'avantage de la confédération en général que pour celui de la Friſe en partilier. Ces diviſions pouvaient avoir des ſuites funeſtes dans un gouvernement naiſſant, où tant de perſonnes ayant part à l'adminiſtration, pouvaient cacher, ſous le voile du bien public, leurs intérêts & leurs paſſions. Le Stadhouder crut donc devoir juſtifier ſa conduite dans l'aſſemblée des Etats. Les raiſons de ce Seigneur qui avait toutes les troupes à ſes ordres, firent

Grot. Hiſt. III. 179.

Reid. XI. 274.

Bor. XXX. 23.24.25.

sensation. Le chef de ses ennemis, nommé Roorda, fut condamné à perdre dans cette auguste assemblée un rang qu'il avait occupé pendant quinze ans. Le Comte de Nassau, pour achever de détruire les mauvaises impressions conçues contre lui, vint assieger la ville de Koeverden. Il y fit conduire un convoi, & coupa toute communication à Groningue, en faisant construire un fort dans les marais du Bourtang. Mais il ne put empêcher les Royalistes de s'emparer d'Oostmarsum & de plusieurs autres forts importans. 1593.

Ils auraient poussé plus loin leurs avantages, si l'intempérie de la saison & la disette occasionnée par le défaut de paye, n'eussent répandu les maladies & le mécontentement, parmi les soldats. Le trésor était épuisé. La flotte Espagnole des Indes qui devait les remplir, dispersée par la tempête & retardée par les maladies des équipages, ne paraissait point. Ainsi les soldats ne pouvant être payés, se virent forcés de quitter un service ingrat. Ils ne désertaient pas seulement l'un après l'autre; des compagnies entieres abandonnaient leurs drapeaux. Plusieurs s'étaient mutinés à leur retour de France. Le châtiment que le Comte de Mansfeld avait voulu faire d'un soldat coupable de viol, avait

Mutinerie des troupes Espagnoles.

Bor. XXX. 64 65. Grot. Hist. III. 181.

1593. été le signal de la révolte. Ils s'étaient nommé de nouveaux Officiers. Suivant leur ancienne coutume, ils s'étaient choisi, sous le titre d'*Elu*, un chef suprême dont les ordres étaient exécutés sur le champ. Il n'est point d'excès que les membres de cette République militaire, au dedans de laquelle on voyait regner l'ordre & la subordination, ne se permissent au dehors. Ils pillerent les équipages & l'argenterie du Comte de Mansfeld. Ils s'emparerent de S. Pol en Artois & mirent tout le païs à contribution. Mansfeld crut devoir recompenser ceux des Espagnols qui n'avaient pas imité cet exemple : mais les Italiens & les Wallons, voyant qu'on les oubliait quoiqu'ils fussent restés dans leur devoir, arborerent aussi l'étendard de la revolte. Ils se saisirent de Pont sur la Sambre & mirent le Hainaut & le païs de Liege à contribution. Ils s'emparerent de Sichem & firent des courses jusqu'aux portes d'Anvers. L'alarme était dans Bruxelles. La Cour envoya contre les mutins des troupes Espagnoles qui les repousserent jusqu'auprès de Bois-le-Duc. La République eut pu les engager à s'enrôler sous ses étendards : ils avaient imploré la protection du Roi de France qui les avait recommandés aux Etats-Généraux. Maurice

se contenta de conclure une trêve se- 1593.
crete avec eux. Ils manquaient de vivres, d'habits, de munitions de guerre. Il leur en fournit. Il ne crut pas devoir se fier à de pareils soldats : il se contenta de les entretenir dans la révolte, pour affaiblir l'ennemi. La garnison de Rhynberg imita cet exemple contagieux. Elle se choisit un Senat de vingt-sept personnes. Elle s'empara des péages, des revenus ecclésiastiques & se porta, sous cette aristocratie militaire aux mêmes excès que commettaient les autres troupes sous les ordres despotiques d'un *Elu*.

L'Evêque de Cologne eut pu tirer parti de ces désordres; pour recouvrer la ville de Rhynsberg qui lui appartenait. Une circonspection pusillanime l'arrêtta. Il voulait en conférer avec Ernst, Archiduc d'Autriche, frere de l'Empereur qui venait prendre possession du gouvernement des Païs bas. Le Roi d'Espagne voulant s'attacher les Païs-bas fideles & ramener les Provinces révoltées, avait jetté les yeux sur un Prince Autrichien de la branche Allemande. Par sa patrie, il devenait moins suspect, & par sa naissance il devait plaire à des peuples jaloux du droit de n'être gouvernés que par leur Souverain ou par des Princes de son sang. Aussi l'Archiduc fut reçu avec transErnst, Archiduc d'Autriche, Gouverneur-Général des Païs-bas.

Grot. 184.

1594. port à son entrée à Bruxelles. Il avait le caractere doux & les manieres affa-
30 *Janvier.* bles. Les malheureux se livrent naturellement à l'espoir d'un meilleur sort; & la plus légere apparence d'adoucissement dans leurs maux est pour eux le comble du bonheur. Ainsi les Belges espererent beaucoup du gouvernement de l'Archiduc : mais cette derniere consolation leur fut bientôt ravie. Ils ne tarderent pas à s'appercevoir que la douceur de nouveau Gouverneur était l'effet d'un vice de l'ame & d'un esprit étroit & faible. Une aveugle déference pour la Cour d'Espagne l'avait rendu cher à l'ombrageux Philippe, à qui les talens supérieurs des Gouverneurs précédens avaient causé des défiances perpétuelles. Le Monarque avait même pratiqué les Etats de la ligue pour faire tomber sur sa tête la couronne de France ; promettant de lui donner en mariage l'Infante Isabelle. Le bruit avait couru qu'il amenerait trois mille hommes de l'Allemagne. Mais lorsqu'on vit que les Provinces-Unies avaient assez de pouvoir
Reid XI. pour l'empêcher d'y faire des recrues
262. 263. ou pour disperser celles qu'il avait le-
291. vées, toutes les espérances s'évanouirent. Son incapacité bien reconnue pour les affaires de la guerre & du gouvernement, son indolence, sa mollesse,

le firent tomber dans le mépris. On le tourna en ridicule : son penchant pour les femmes fut attaqué par des satyres sanglantes que l'on faisait circuler : on ne lui pardonna pas même ses infirmités corporelles & sa constitution faible & valétudinaire. 1594.

Un Gouverneur, si peu respecté au dedans, ne pouvait être redouté au dehors. Voyant lui-même l'impossibilité de réduire les Confédérés par la force, il imagina, suivant l'exemple des Gouverneurs précédens, de tenter de les ramener par les voies de la conciliation. Ils étaient trop énorgueillis de leurs derniers succès pour qu'il ôsât leur offrir ouvertement un accord. Il choisit deux hommes intriguans & rusés, Otton Hartius & Jerome Komans, qu'il fit partir pour la Haye. Ils ne venaient, disaient-ils, que pour ménager un accommodement entre le Prince de Chimay & son épouse, refugiée dans les Provinces-Unies, pour se dérober aux mauvais traitements de son mari. Mais une lettre qu'ils remirent aux Etats-Généraux de la part de l'Archiduc, devoila bientôt le véritable motif de leur voyage. On priait les Etats de jetter les yeux sur les suites affreuses d'une guerre longue & dénaturée, sur les avantages d'une heureuse & solide réconciliation. On les avertissait de ne pas se

Les Provinces-Unies refusent un nouvel accommodement.

Bor. XXX 42. XXXI. 8. 17. 30. 32. Ref. Holl. 1. Juin 177. 182.

fier à la fortune de la guerre. Il eſt
1594. vrai qu'elle commençait à leur devenir favorable : mais la chance pouvait en un inſtant ſe tourner contre eux. Ils ne ſauraient jamais trouver une meilleure occaſion de reconnaître l'ancienne autorité; puiſqu'ils étaient en état de dicter les conditions plûtôt que d'en recevoir. Enfin on chercha à flatter les Etats en leur prodiguant les titres de *bien nés*, *nobles*, *honorables*, *prudens*, *chers* &c. Il eſt étonnant qu'après tant de négociations infructueuſes, Philippe oſât encore ſe flatter de ramener les Confédérés. Mais il eut paru bien plus étonnant, s'ils euſſent prêté l'oreille à ces propoſitions. Elles furent rejettées avec hauteur. Les Etats y répondirent par un écrit ſanglant contre la Cour de Madrid. Ils peignirent des traits les plus odieux, tous les griefs qu'ils avaient contre un ennemi dont la perfidie avait perpétué les troubles que ſon affreuſe tyrannie avait fait naître. D'ailleurs la providence leur ayant procuré deux puiſſans alliés, ils ne pouvaient, diſaient-ils, entamer de négociation ſans leur conſentement. Enfin, ils ne pouvaient prendre aucune confiance dans un ennemi ſuperſtitieuſement attaché à un culte qui a pour maxime fondamentale qu'il ne faut point tenir parole aux Hé-

rétiques. Ils s'étendirent avec les expreſſions les plus injurieuſes ſur la découverte de pluſieurs complots affreux que ces prétendus amateurs de la paix venaient de tramer. 1594.

Michel Renichon, Prêtre du Dioceſe de Namur, avait été arrêté à Breda, ſous l'uniforme de ſoldat. On l'avait ſoupçonné de machiner quelque projet pour livrer la ville à l'ennemi. Tranſporté dans les priſons de la Haye, le malheureux voulut terminer ſes jours par la corde. Une réſolution ſi violente le rendit encore plus ſuſpect. On le mit à la torture: il avoua alors que le Comte de Barlaimont lui avait promis de la part de l'Archiduc, une ſomme conſidérable, pour aſſaſſiner le Prince Maurice. Il ajouta que pluſieurs autres ſcélérats étaient gagnés, pour faire périr le jeune Prince Henri Fréderic, le Penſionaire Barneveld & pluſieurs autres des principaux Patriotes & Citoyens qui gouvernaient la République. Barlaimont déſavoua cette imputation; il s'offrait même à venir confondre l'accuſateur, s'il pouvait obtenir un ſauf-conduit & des ôtages. On conſentit à lui accorder ſa demande, à condition qu'il ſubirait la peine, s'il était convaincu du crime. Barlaimont refuſa de comparaître à cette condition. Ce qui fit ajouter plus de foi à la ré-

Decouvertes de pluſieurs complots contre les Chefs de la République.

Ib. 3 Juin 191.

Bor XXXI. 28. 31.

Grot. Hiſt. II. 193.

1594. lité de ce complot, c'eſt que dans le même tems on arrêttait à Bergen-op-Zoom, un ſoldat nommé Dufour, qui confeſſa que l'Archiduc l'avait payé pour commettre le même attentat. Un Juif, nommé Roderico Lopez, Médecin d'Elizabeth, fut convaincu dans le même tems d'avoir reçu de l'argent des Eſpagnols pour empoiſonner la Reine d'Angleterre. Tous ces ſcélérats ſubirent la peine due à leur crime. La découverte de tous ces différens complots qui paraiſſaient concertés pour faire périr en même tems les plus redoutables ennemis de l'Eſpagne, ne ſervit qu'à augmenter la défiance & l'horreur générale contre les Eſpagnols.

Conquêtes des Confédérés.

Grot. Hiſt. *III.* 185. 186. 187.

Mais rien ne ſervit davantage à encourager les Confédérés à rejetter toute propoſition d'accommodement avec l'Eſpagne que la ſituation avantageuſe de leurs affaires & la décadence de celles de l'ennemi. Il eſt vrai que Maurice avait échoué dans deux entrepriſes l'une ſur Bois-le-Duc & l'autre ſur Maaſtricht. Mais, s'étant tranſporté vers les Provinces du Nord, il avait forcé Verdugo de lever le ſiege de Koeverden. Les Eſpagnols furent chaſſés de tous les forts d'alentour, où ils s'étaient cantonnés. Ainſi Groningue ſe trouva comme enclavée dans le territoire de Provinces-Unies & la ſeule place

place qui pouvait, si non faire échouer du moins retarder leurs conquêtes. D'ailleurs, il y avait en Frise bien des citoyens qui ne desiraient pas la réduction de cette ville. Ils craignaient qu'en recouvrant les avantages de l'union, elle ne fut en état par sa situation de tirer à elle tout le commerce du pays. Mais l'intérêt de la confédération ayant prévalu sur celui d'une Province, la ville fut investie le 22 May. Le Comte Guillaume de Nassau & le Prince Maurice conduisaient les opérations de ce siege. Ils partageaient le commandement sans haine & sans jalousie. Ils ne paraissaient animés que de la noble émulation d'enchaîner la fortune & de faire oublier par de grands succès les revers mémorables que leurs oncles avaient éprouvés dans ces mêmes campagnes. Groningue était défendue par une forte muraille, un fossé large & profond, par des tours, des bastions, d'autres ouvrages extérieurs bien entretenus, & surtout par le courage des habitans. Semblable aux autres villes catholiques des Païs-bas, elle était idolâtre de ses droits municipaux dans lesquels elle faisait consister sa liberté. Elle aurait cru y déroger en confiant sa défense à des mains étrangeres. L'approche du danger ne l'avait pas encore determinée à recevoir dans l'enceinte de ses murs la

1594.

Hist der Stad 's Hertogenbosch, II. 202. Reid. Ann. Liv. XI.

1594. garniſon de neuf cens hommes qu'elle avait permis à Verdugo de loger dans les faux-bourgs. Ces précautions outrées ne pouvaient manquer de hâter la réduction de la ville. Elle renfermait encore un grand nombre de Proteſtans & même de Catholiques citoyens qui deſiraient de rentrer dans le corps de l'Union. Auſſi, dès qu'elle commença à être foudroyée, tous ces bons Patriotes exciterent une émeute pour donner lieu à une reddition volontaire. Mais le Bourguemaître Fargès, ardent Catholique, ſecondé par les Jéſuites & par un parti plus nombreux, les réduiſit au ſilence. Il engagea même le peuple à prêter un nouveau ſerment au Roi d'Eſpagne & à jurer de ſe défendre juſqu'à la derniere extrémité. La garniſon fut introduite dans la ville. Et ces mêmes habitans qui, à l'exemple de ceux de Nimègue, avaient refuſé le ſecours des troupes étrangeres, écrivirent, comme eux, à la Cour de Bruxelles, pour ſe plaindre qu'on les abandonnait. En attendant, ils ſe défendirent avec beaucoup de courage ; & leurs ſorties vigoureuſes couterent la vie à un grand nombre d'aſſiégeans. Mais les batteries de Maurice cauſaient tous les jours de plus grands dégâts. Elles firent enfin ſauter un ravelin qui était la principale défenſe de la ville. Les

soldats coururent s'y loger. Avides de butin ils demandaient l'assaut à grands cris. Les habitans se hâterent de se rendre & la capitulation fut conclue aux conditions suivantes. La ville conservait ses priviléges, & rentrait dans le corps de la confédération. Elle s'engageait, avec les Ommelandes, à se conformer au réglement des Etats-Généraux au sujet des disputes qu'elles avaient ensemble sur la maniere de voter dans l'assemblée provinciale. Elle devait recevoir une garnison de cinq à six enseignes & reconnaître le Comte de Nassau pour Stadhouder. La liberté de conscience fut stipulée ; mais à condition que la réforme serait la seule religion exercée publiquement. Le 24 Juilliet, Maurice fit son entrée dans la ville. Elle accrut ainsi avec les Ommelandes le nombre des Provinces-Unies & consomma l'heptarchie de cette République. Depuis cette époque, elle n'a plus fait d'acquisition bien considérable; & le cercle de son territoire se trouva à peu près fixé à la forme & à l'étendue qu'elle a conservées. Les conquêtes de Groll, d'Oldenzeel, de Bois-le-Duc, de Maastricht, Grave, Wagtendonc, l'Ecluse & de quelques autres places moins considérables dans la Flandre & le Brabant, sont les seules qu'elle ait faites depuis, sans autre perte 1594.

1594. que celle d'Oſtende. Tandis qu'elle s'arrondiſſait ainſi par des conquêtes, voyons la forme que prenait ſa conſtitution intérieure.

Le pouvoir inſpire la confiance. Les Confédéres ſe voyant en état de ſe défendre par leur propres forces, ne tarderent pas à penſer qu'ils pourraient également ſe gouverner par eux mêmes. Mais, la forme républicaine étant plus favorable à la liberté qu'à la ſûreté, il fallait ſe tracer un plan qui pût prévenir le danger des diviſions au dedans, faire reſpecter la nation au dehors, en un mot, contenir également les ſujets, les chefs & les étrangers. Et comme la forme du gouvernement qui s'établit alors entre les membres de la confédération, eſt à peu près celle que la République a conſervée ſous les Stadhouders & qu'elle conſervera probablement toujours, puiſque cette éminente dignité eſt devenue une partie de la conſtitution, j'ai cru que l'importance du ſujet méritait une diſcuſſion approfondie. Il eſt d'autant plus néceſſaire d'expoſer l'organiſation du corps fédératif, qu'elle eſt peu connue & que, ſans cette connaiſſance, on ne peut découvrir les principaux reſſorts des événemens politiques & les vraies cauſes des diſcordes inteſtines que la ſuite de cette hiſtoire va nous retracer.

Un bon gouvernement ne saurait exister que dans de petites Sociétés ; parcequ'elles sont les seules où l'on peut établir des loix adaptées au caractere des habitans & aux qualités du climat, les faire observer, entretenir une certaine égalité entre les citoyens qui est l'ame de la liberté, l'habitude de la vertu qui prévient les désordres, l'amour de la patrie qui fait ceder les intérêts particuliers à l'intérêt général. Mais de pareilles Sociétés ne pourraient pas résister aux grandes nations, sans cesse tourmentées de la soif des conquêtes. Elles ont donc cherché à augmenter leur puissance en se liguant les unes avec les autres. Réunissant ainsi la force extérieure d'un grand peuple avec la police & le bon ordre d'un petit Etat, elles ont formé le meilleur système politique que la raison humaine pouvait imaginer. Ce plan de gouvernement n'a pas été inconnu aux Anciens. Les Amphyctions des Grecs, les Lucomonies des Etrusques, les féries des Latins, les cités des Gaules, les ligues des Achéens, des Ioniens, des Etoliens, des Lyciens, offrent des exemples mémorables de pareilles institutions. Aussi les sages qui ont cherché le plus parfait des gouvernemens n'ont-ils pu le rencontrer que

1594.

Avantages d'une République fédérative.

1594. dans les Républiques Fédératives (*).

Différence des Républiques fédératives.

Une confédération étant un corps politique doit avoir, outre la force intrinſeque pour réſiſter, des principes d'activité pour agir. Il faut donc que les membres dont ce corps eſt compoſé, ſe dépouillent d'une partie de leur pouvoir, pour conſerver celui qui leur reſte. La meſure de cette ceſſion eſt reglée par la néceſſité de s'unir plus ou moins étroitement & cette néceſſité par le dégré de force des Sociétés confédérées relativement à celle des Etats dont elles ont à redouter la puiſſance. Ainſi le lien d'aſſociation qui réuniſſait les Républiques de la Grece, les cités de la Gaule, était plus faible ou plus fort, ſuivant qu'elles avaient plus ou moins à craindre des Etats étrangers. De là auſſi la différence que nous voyons dans les confédérations des peuples modernes. Les Cantons Suiſſes protégés par l'heureuſe aſſiette du pays & par la valeur des habitans qui eſt l'effet de climat, forment plûtôt une ligue qu'une aſſociation. Ainſi la confédération hélvétique, ſemblable aux anciennes confédé-

(*) Voyez Monteſquieu, *Eſprit des Loix*, *Liv.* IX. *Ch.* 1. 2. 3. Rouſſeau, *Paix perpétuelle*, & *Contract Social*, *Liv.* III. *Ch.* 15. Hume, *Idée d'une République parfaite.*

rations, n'eſt qu'une image faible & imparfaite de celle des Provinces-Unies des Païs-bas. Encore moins peut-on comparer la conſtitution des Provinces-Unies à celle du corps germanique. Ce corps eſt moins une République fédérative qu'une conſtitution féodale où tous les intérêts, étant iſolés & différens, les membres ſe réuniſſent dans les diétes, moins pour l'avantage commun que pour la forme; ou plûtôt pour donner une eſpece de ſanction au droit du plus fort. C'eſt une conſtitution qui tend viſiblement & fortement vers le deſpotiſme & vers la réunion des différens membres en un corps ou deux. Cette conſtitution eſt affectée d'un vice trop eſſentiel pour pouvoir ſubſiſter. Des Monarchies dont l'eſprit eſt la guerre & l'aggrandiſſement, y tendent continuellement à engloutir les petites principautés qui ſont trop faibles pour leur réſiſter & les petites Républiques dont l'eſprit eſt la paix & la modération. 1594.

Origine de la puiſſance des Etats-Généraux.

Si les confédérations étaient tracées ſur un plan réflechi, ſans doute, elles ſeraient plus parfaites. Mais comme elles ſont produites dans des criſes violentes où l'on n'a gueres le tems de prévoir tous les cas & que les hommes ſe laiſſent bien plus conduire par l'autorité que par la raiſon, ceux qui ſont

1594. les confédérations ſont obligés de les adapter aux formes du gouvernement établi. Ils ſavent que la baſe en eſt plus ferme, quand elle porte les caracteres impoſans d'une vénérable antiquité. C'eſt d'après ce principe que les Auteurs de l'Union d'Utrecht ſe ſont conduits. Les tentatives infructueuſes de la Maiſon d'Autriche les avaient convaincus de l'impoſſibilité de réunir en un ſeul corps des Provinces indépendantes les unes des autres & jalouſes de conſerver, chacune, ſes franchiſes, ſes loix, ſes coutumes particulieres & ſes aſſemblées ſéparées. Les Princes Autrichiens crurent que le moyen le plus facile de fondre tous ces Etats en un ſeul, était de les réunir ſouvent dans le même lieu & de leur propoſer les mêmes matieres à diſcuter. Les tyrans ſont ombrageux : Philippe II. ne fut pas longtems ſans s'imaginer que de pareilles aſſemblées pouvaient devenir redoutables à l'autorité ſouveraine. Ainſi le remede ayant paru pire que le mal, on ne convoqua plus les aſſemblées générales que dans les beſoins preſſans. On ſe contenta de leur faire des propoſitions relatives à l'intérêt général : on faiſait en même tems aux députés de chaque Province une propoſition particuliere de la même teneur, on leur accordait du tems pour aller prendre les délibera-

Verkl. der Unie, III. 24. 25.

tions chez eux. Il n'y avait point de loi qui obligeât ces députés à déliberer conjointément: elle fut l'effet de la néceſſité, lorſque, pour repouſſer la tyrannie Eſpagnole, toutes les Provinces ſe virent obligées de conſulter enſemble ſur les moyens de ſe défendre contre l'ennemi commun. Les confédérations rendirent les aſſemblées généra'es ſi importantes & ſi néceſſaires qu'on força Don Juan d'Autriche & l'Archiduc Matthias de permettre qu'elles ſe tinſſent auſſi ſouvent & auſſi longtems que bon leur ſemblerait. La pacification de Gand & l'Union d'Utrecht, *ib.* 31. en déterminant les matieres qui devaient être l'objet de leurs délibérations, leur donnaient plus de conſiſtance & d'aſcendant. Elles ne s'en tinrent plus, comme auparavant, à diſcuter les matieres *générales* & *particulieres* qui leur étaient propoſées par le Prince ou par le Stadhouder: mais les Etats-Généraux eux mêmes déterminaient les articles qui devaient être diſcutés dans la prochaine aſſemblée. L'Union d'Utrecht formée en 1579, & devenue en 1585 l'acte fondamental de la confédération, acheva de fixer les droits & les devoirs des aſſemblées générales. C'eſt donc dans cet acte qu'il faut chercher les fondemens du droit public *Hollando-Belgique* & tous les rapports du corps politi- 1594

1594. que. Cette union qui ne paraiſſait avoir d'autre but que la conſervation des droits, libertés & priviléges des Provinces confédérées, aſſurait donc à chaque confédéré l'indépendance & la ſouveraineté, dès qu'ils auraient tous décidé de ne plus reconnaître de Souverain. Chaque Province conſerva donc ſon indépendance ; & quant aux portions de la ſouveraineté où chacune ſe priva du droit d'agir ſeule, elle n'a pu les céder ; elle n'a fait que les rendre communes. En ſe dépouillant du droit de faire en ſon particulier la paix, la guerre & des alliances, chacune s'eſt réſervé ſagement ſa voix négative ſur ces articles & ſur toutes les matieres importantes rélatives à la confédération.

Conſéquences de l'abjuration de Philippe.

Tout ce ſyſtême de gouvernement ſe forma ſans effort, parceque le plan en était tracé dans la conſtitution primitive. Chaque Province avait des Etats particuliers : à la priſe d'armes contre l'Eſpagnol, ces Etats ſe trouvaient naturellement inveſtis de la ſouveraineté ; & les peuples étaient déjà habitués à ce nouveau gouvernement, lorſque l'acte ſolemnel & reſpectable qui déclarait Philippe déchu de tous ſes droits, leur apprit qu'ils avaient irrévocablement changé de maître. Aveuglés par la joie d'avoir abjuré un

Prince odieux, ils ne virent pas que, pour être délivrés d'une domination limitée dont la tyrannie ne pouvait être que passagere, ils s'étaient donné une multitude de maîtres révêtus d'une autorité bien plus étendue. Car à l'autorité dont ces nouveaux Souverains jouissaient depuis longtems, se joignait celle de l'ancien maître & celle des citoyens de quelques villes qui perdirent alors dans plusieurs endroits la part à l'administration qu'ils avaient conservée ou qu'ils commençaient à recouvrer. Les États-Provinciaux ou plûtôt les Régences des villes eussent possédé toute la plénitude & tous les attributs de la souveraineté, si la confédération n'eut enchaîné leur puissance sur plusieurs points essentiels & si l'aristocratie n'eut été modifiée par le pouvoir des Stadhouders & déguisée longtems sous l'attente d'un nouveau Souverain. Cependant une partie de ce qui restait de démocratie se changea en aristocratie ; & peut-être la douleur de n'avoir pas gagné autant qu'il espérait à la révolution, fut-elle une des principales raisons qui poussa la plus grande partie du peuple à favoriser si longtems l'ambition de la Reine d'Angleterre. La suite de l'histoire nous montrera que cette jalousie ne s'est jamais bien évanouie, que le joug de l'aristocratie a toujours été porté impatiemment, & que c'est à ces dispositions du 1594.

1594. peuple qu'il faut peut-être attribuer les révolutions postérieures qu'il a excitées pour faire placer un chef éminent à la tête de la République. C'est cette même jalousie qui a toujours tendu à donner un maître aux Provinces-Unies : il est à souhaiter qu'on ne puisse plus en craindre les effets. Une aristocratie pure ne peut s'établir qu'en posant une barriere insurmontable entre le peuple & les membres du gouvernement. Un peuple qui, sans être exclu de l'administration, n'y a cependant aucune part, pense bien plus à son affront qu'il sent à chaque instant, qu'à des prérogatives qui lui donnent des espérances qu'il ne réalise presque jamais. Tout peuple qui n'est rien dans le gouvernement, soupire pour celui d'un seul. Je ne dis pas qu'il eut fallu abandonner aux bourgeois des villes cette autorité dont ils firent si mauvais usage, dans les tems orageux de leurs corporations municipales. Je crois que s'ils eussent, dès les commencemens de la République, acquis & conservé comme en Frise, en Gueldre & en Overyssel, une part indirecte au gouvernement, soit par le choix de quelques Magistrats, soit par le droit de suffrage dans l'établissement des subsides, on eut prévenu bien des troubles, soit lorsqu'il y eut des Stadhouders, soit lorsqu'il manquerent.

Les Etats-Provinciaux ne relâcherent jamais rien des droits qu'ils avaient acquis. 1594.

Telle était leur jalousie sur les points délicats de la souveraineté, qu'ils ne donnerent pendant longtems à leurs députés aux assemblées générales que des procurations spéciales, bornées aux articles qui leur étaient assignés pour être les objets des délibérations. Ils ne leur ont jamais accordé un pouvoir indéfini, une instruction générale. Ce ne fut que peu à peu que ces députés délibererent sur les affaires incidentelles, aussi bien que sur les articles assignés : mais ils n'ont jamais été authorisés à décider les affaires importantes sans l'avis des Etats-Provinciaux, leurs Maîtres & leurs Commettans. Ces Députés ne sont donc que les mandataires & les organes des *Etats-Généraux*. Ce nom appartient proprement aux corps de Noblesse & aux Magistrats des cinquante six villes votantes des sept Provinces-Unies, déliberant chacun en particulier sur un même sujet avec & par leurs Députés respectifs, qui sont les canaux par lesquels ils communiquent l'un avec l'autre, entretiennent des rélations avec les puissances étrangeres & paraissent au dehors comme ne formant qu'un seul Etat qui a les mêmes intérets & se conduit par des mouvemens uniformes. Cette confédération est ainsi

Définition des Etats-Généraux.

Ib. 30. 31. 32.

Ib. 89. 90.

Ib. 33.

1594. distinguée d'une réunion entiere qui n'en ferait qu'un seul & même corps & des simples alliances qui ne sont formées que par des intérêts passagers & accidentels. Imaginez sept puissances souveraines, indépendantes l'une de l'autre, mais liguées ensemble dans une confédération étroite, perpétuelle & sacrée pour leur défense réciproque, engagées à ne rien faire en leur particulier de rélatif à cette défense, & communiquant ensemble par le moyen de leurs Ambassadeurs ou Plénipotentiaires. Il n'appartiendrait à ces puissances, soit à chacune en son particulier, soit à toutes en général, aucun droit de souveraineté sur le territoire l'une de l'autre: encore moins à leurs Ambassadeurs, dont l'autorité est bornée par les ordres de leurs Souverains. Après avoir ainsi distingué le corps des *Etats-Généraux* d'avec l'assemblée de leurs *Députés ordinaires à la Généralité* nécessaire pour représenter le corps de la confédération, voyons quels sont les droits essentiels & les titres honorifiques des uns & des autres.

Objets qu'appartiennent exclusivement aux Etats-Généraux.

Pour éviter la confusion & l'obscurité sur une matiere si compliquée, & saisir le vrai point de vue du droit public de la confédération belgique, considérons toujours les sept Provinces, comme formant un corps politique sous le nom d'*Etats-Généraux*. Quels sont

les objets sur lesquels une Province ne peut agir sans les autres & dont la discussion est tellement du ressort des Etats-Généraux qu'aucune Province ne peut se dispenser d'en déliberer avec ses confédérés ou de se soumettre au résultat de la délibération, d'après la pluralité ou l'unanimité suivant l'ordre établi à ce sujet? Il serait inutile de dire que ce sont toutes les affaires qui ont un rapport essentiel avec la teneur & le but de l'Union d'Utrecht, & qui tiennent par conséquent à la sûreté & à la défense des Provinces confédérées, au maintien de leurs priviléges contre tout ce qui pourrait y porter atteinte soit au dedans, soit au dehors, si l'on n'entrait dans quelque détail. 1593.

Encyclop. Art Etats-Généraux. Verkl. der Unie, III. 33 34 35 36 37 38.

1°. D'abord toutes les affaires relatives à la paix & à la guerre appartiennent essentiellement & exclusivement au corps de la confédération. L'augmentation ou la diminution des forces de terre ou de mer. La direction des affaires & des opérations militaires *jusqu'a un certain point*, le droit d'expédier les commissions militaires & de recevoir les sermens des Officiers. La disposition des charges vacantes, la concession des lettres de grace aux déserteurs, le pardon des délits commis par les gens de guerre *du moins dans les cas relatifs à la discipline militaire*, Détail de ces objets.

1594. le droit de donner des patentes pour changer & placer les garnisons, dans les villes ou forts, & en général la direction des affaires militaires appartient aussi à la confédération, mais est toujours déferée au Stadhouder, comme Capitaine-Général.

2°. Le corps de la confédération jouit
Ib. 39. 40. encore du droit d'imposer des subsides généraux dans toutes les Provinces. Et comme on n'a pu établir d'autre impôt général que les droits d'entrée & de sortie & l'expédition des sauvegardes, les Colleges d'Amirauté auxquels on l'avait déféré provisionellement, le remit en 1597 aux Etats-Généraux. Depuis cette époque, la perception s'en fait à leur nom & par des Officiers commis de leur part. Chaque Province s'étant soumise à fournir à la confédération un contingent proportionné à ses facultés, la perception en appartient aussi aux Etats-Généraux, qui l'ont abandonnée au Conseil d'Etat, ainsi que l'administration des finances. Sans doute ils jugerent qu'il convenait de déferer la direction du trésor public à un corps où les Provinces qui fourniſſent le plus ont un plus grand nombre de voix.

3°. Tout ce qui a rapport au droit
Ib. 41. 42. de faire la paix, la guerre, du *moins une guerre offensive*, appartient exclu-

sivement au corps de la confédération. Les Etats-Généraux ont seuls le droit de faire des alliances & des traités, & par conséquent de les faire exécuter, quand ils sont ratifiés, & de les maintenir, en envoyant & recevant des Ambassadeurs. Cette exécution resta long-tems à la disposition du Conseil d'Etat; mais les Etats-Généraux la lui ôterent, en lui reprenant le gouvernement général. Ils ont l'inspection sur le cours des monnoyes pour fixer la taille & la valeur des especes, sauf cependant *les droits réguliers des Provinces sur cet objet dans leurs territoires respectifs.* Ils ont le droit de terminer les différens qui s'élevent, *au moins autant que les parties veulent se soumettre à leur decision.* 1594.

Encyclop. Art. Etats-Génér. Verkl. der Unie, II. 278. 279. 280. Aanmerk. over de Verkl. der Unie, p. 86. 87. 88 &c. Bynkersh. Quæst. jur. publ. c. 23.

4°. Les Etats-Généraux ont le droit de discuter toutes les matieres qui peuvent procurer des avantages ou porter préjudice aux Provinces confédérées. Ils ont le droit d'expliquer les passages obscurs ou douteux de l'Union d'Utrecht, d'y faire des changemens ou des additions.

5°. Des acquisitions faites par une République fédérative doivent appartenir à tous les membres de cette République. Ainsi les Etats-Généraux deviennent Maîtres & co-proprietaires de toutes les places & territoires dont

Un. III. 43. 44. 45. 46. 47.

leurs forces réunies faisaient la conquête & qu'ils ne voulaient pas admettre
1594. dans leur confédération. Aussi n'est-ce que dans ces pays qu'ils jouissent de tous les droits & prérogatives de la souveraineté. Nous verrons que cette proprieté commune & indivisible a été un nouveau lien pour les confédérés: sa conservation leur a offert un intérêt commun: la régie de cette propriété a resserré la correspondance mutuelle & renforcé l'idée & l'habitude des liaisons entre des associés dont les relations manquaient de force en plusieurs points. L'autorité plus ou moins grande des compagnies qui se formerent ensuite pour régler l'administration des affaires mercantiles & civiles des païs conquis dans les deux Indes, ne fut que provisoire & toujours émanée des Etats-Généraux, auxquels elles sont obligées de soumettre leurs comptes.

5°. C'est aux Etats-Généraux qu'il appartenait de créer tous les corps ou
Ib. 57, 58. colléges qui avaient pour départemens
142. des affaires relatives à la Généralité, comme le Conseil d'Etat pour le soulagement duquel, ils formerent encore en 1607 & 1608 le College de la Chambre des Comptes. Ils ont donc le droit de régler & de changer à leur gré ces Colleges, de décider les différens qui s'y
Ib. 144. élevent & d'y nommer aux charges

principales quand elles ſont vacantes. C'eſt au nom des Etats-Généraux que ſe font la compoſition & la publication des placards & des Edits pour tous les objets qui regardent les Provinces-Unies & *les païs appellés de la Généralité* & qui ſont relatifs aux articles exprimés dans l'Acte d'Union & même à des meſures de ſûreté générale qui ne paraiſſent pas devoir en réſulter, comme la défenſe d'importer les marchandiſes venues des païs affligés de la peſte. Faire émaner des ordonnances qui lient les Provinces malgré leur ſouveraineté reſpective, c'eſt un privilége qui touche à une nuance de ſouveraineté : car enfin, ſi s'on s'en tenait au terme rigoureux d'une confédération, les ordonnances qui réſultent de cette confédération on qui ſont dreſſées par un conſentement commun, devraient être publiées ſéparément par les Confédérés, chacun dans les limites de ſa jurisdiction reſpective & en ſon propre nom. Les ordonnances en queſtion ſont adreſſées, il eſt vrai, aux Etats de chaque Province, qui les affichent en marquant leur conſentement : mais toujours c'eſt au nom des Etats-Généraux que l'obéiſſance eſt exigée de tous les habitans des Provinces-Unies au contenu de ces ordonnances

1594.

Ib. 62. 63. 64. *Encyclop. Art. Etats-Gén. p.* 333.

Parmi ces différens objets que nous

Objets où

1594. venons d'exposer, tous ceux qui ont un rapport essentiel au système de la confédération, comme paix, guerre, trêves, alliances, impôts communs ou taxes générales, cours de l'argent, explication des passages obscurs de l'Union, ou changemens à y faire, exigent l'unanimité : les autres articles qui ne sont que des *suites* & *conséquences* de l'Union se terminent à la pluralité.

l'unanimité ou la pluralité est nécessaire.

Verkl. der Unie, III. 64. 65. 66. 67.

Dans les différentes parties du gouvernement fédératif, les Etats-Généraux jouissent de tous les droits de la souveraineté. Mais dans tous les autres objets qui n'ont rapport qu'aux Provinces respectives, ils ne sont pas plus Souverains qu'ils ne le sont à l'égard de tout autre Etat indépendant. Les Confédérés sont censés avoir conservé pleinement tout ce qu'ils n'ont pas transporté expressément à la confédération.

Objets sur lesquels les Etats-Généraux sont Souverains.

Ib. 69.

Il est prouvé que les Etats-Généraux n'ont jamais pensé ni pû penser dans les commencemens de la révolution qu'ils fussent les Souverains des Provinces confédérées. Il est vrai que, dans les tems de danger & de trouble, les différentes Provinces, plus alarmées sur le péril commun que sur l'intérêt particulier, moins jalouses de leur indépendance respective que zélées pour le bien général, devaient accorder plus de pou-

Les Etats-Généraux ne sont pas les Souverains des Provinces Unies.

Voyez ci-dev p. 67. *Encycl. ib.* 330. *Verkl. der Unie, III.* 70 71. 74.

voir au centre de l'Union. Mais, ce centre d'Union ne fut pendant le gouvernement de Guillaume I. que Guillaume I. lui même, revêtu dans les deux principales Provinces de toute l'autorité ſuprême, & dans les autres de la plus grande influence. Encore avec tout ſon pouvoir & ſon génie ne put-il jamais établir l'harmonie parmi les Etats. Il ne put s'empêcher de proférer ces paroles bien remarquables, que l'on trouve en français dans les Reſolutions des Etats-Généraux du 24 Novembre 1571. *Que les Députés ſervaient à l'aſſemblée plûtôt pour excuſer les Provinces comme Procureurs & Avocats de leurs* CONSTITUANS *&* MAÎTRES *que pour avancer le bien commun.* Eſt-il vraiſemblable qu'un corps qui n'était pas toujours aſſemblé & dont les membres n'étaient revêtus que de procurations ſpéciales & limitées, ait pu s'imaginer alors qu'il réuniſſait en lui la ſouveraineté de toutes les Provinces confédérées? 1594.

Oldenbarneveld's Eer verded. *Voyez le Tom. III. du Tabl. p.* 528. 529.

Il eſt inutile de répéter que les Etats-Généraux exercent leurs droits & leur autorité, en grande partie par le Miniſtere de *leurs Députés à l'aſſemblée générale.* Nous examinerons bientôt les droits & les prérogatives de ces Députés comme Miniſtres des différens membres d'une République fédérative.

Particularités ſur les Députés ordinaires à l'aſſemblée générale. *Verkl der Unie, III.* 33. 79.

1594. Mais ce qui leur donna plus de luſtre & d'éclat ce fut la conſiſtance qu'obtint leur aſſemblée juſtement à l'époque où nous venons de nous arrêter.

Cauſes de la perpétuité de l'aſſemblée des Députés des Etats-Généraux.

La multiplicité des affaires, la néceſſité de détruire l'aſcendant du Conſeil d'Etat où dominait la faction Anglaiſe, le deſir de traiter pluſieurs parties de l'adminiſtration qui étaient portées devant des corps permanens tels que le Conſeil d'Etat & le College ſouverain d'Amirauté, engagerent ces Députés à rendre leurs aſſemblées plus longues & plus fréquentes qu'auparavant. Entraînés par de ſi puiſſans motifs & jaloux de ſe rendre indépendans du Conſeil d'Etat qui ſeul avait le droit de les convoquer, ils penſerent à rendre leurs aſſemblées ſédentaires & perpétuelles. Après être reſtés ſix mois ſéparés ils ſe réunirent le 24 Juin 1593. Quoique la perpétuité de leurs aſſemblées ne fût pas encore décidée par une loi expreſſe, elles n'ont cependant jamais été rompues depuis cette époque. Cette forme nouvelle rendait les négociations avec les puiſſances étrangeres plus faciles, donnait plus de luſtre & de majeſté à la confédération, plus de vigueur & d'activité aux opérations politiques & militaires. Elle fourniſſait encore de nouveaux moyens pour prévenir les maux des diſcordes inteſtines,

Ib. 27. 28. 29.

Reſol. Stat. Gener. 24. *Juin* 1593. [*poſt prandium.*]

suites inséparables d'une pareille constitution, &, quand elles ne dégénerent pas en factions ouvertes, souvent utiles & même nécessaires dans un gouvernement libre, tel qu'un levain salutaire qui préserve de la corruption la masse de l'Etat. 1594.

D'après les principes essentiels des Républiques fédératives & les conséquences naturelles de l'Acte d'Union qui est la base de la confédération Belgique, les *Députés ordinaires des Etats-Généraux* ne sont donc que les délégués & les serviteurs de sept Etats souverains, leurs Maîtres & leurs Commettans. Il est vrai que ces Députés ont passé quelquefois sur les regles ordinaires & ont pris des résolutions importantes sans l'avis de leurs Provinces respectives; mais cette démarche est une véritable dérogation aux loix fondamentales (*). Aussi, dans des tems posté-

Bornes du pouvoir de l'assemblée des Députés ordinaires des Etats-Généraux.

Verkl. der Unie, III. 89. 91. 114. 130. 131.

(*) Entr'autres exemples, on cite la Résolution prise en 1688 de faire passer dans les Isles Britanniques le restaurateur de la liberté chancelante, Guillaume III. Mais cette hardiesse eut couté la vie aux Auteurs, si l'intérêt évident de l'Etat n'en eut couvert l'irrégularité & n'eut assûré d'avance aux Députés le suffrage unanime de leurs Provinces respectives. La triple Alliance

Tegenw. Staat der Vereenigde Nederland. 258.

1594. rieurs, plusieurs Provinces ont dressé des instructions particulieres pour don-

Temple Observ. upon Netherl. Chesterf. Letters, IV. 285.

fut conclue de la même maniere en 1668. Le Chevalier Temple qui se fait tant d'honneur d'en avoir été le médiateur, a oublié de dire que les Députés ne la signerent que sous cette formule *sub spe rati*. L'Acte n'eut pas été valide, s'il n'eut été ratifié par les Provinces respectives. Mais les Députés connaissaient trop bien la situation des affaires & la nécessité d'un traité pareil, pour craindre d'être désavoués par les Etats, leurs Maîtres & leurs Constituans. Telles sont les paroles de Lord Chesterfield, qui a longtems resida en Hollande en qualité d'Ambassadeur de S. M. B. C'est le seul étranger qui ait eu par le secours de son génie & les lumieres de sa propre expérience, quelque idée des Etats-Généraux. „ On s'imagine assez communément, dit-il, que la souveraineté réside dans *ce qu'on appelle l'assemblée des Etats-Généraux* établie à la Haye. On se trompe. Les Députés qui qui la composent n'ont qu'un pouvoir limité. Ils sont obligés de consulter leurs constituans dans toutes les affaires d'importance. *Il est vrai que la souveraineté réside dans les Etats-Généraux : mais ces Etats-Généraux ne sont-ils pas les Senats, le Conseil, ou les Régences de chaque ville, qui envoye des Députés aux Etats de sa Province* ? Ces Régences sont (avec le corps de la Noblesse eut-il pu ajouter,) les vrais Etats-Généraux. Mais s'il fallait les assembler, ils monteraient à deux ou trois mille. Il a paru que

ner une des explications plus préciſes & des bornes fixes au pouvoir de leurs Députés. Il importe de conſidérer l'aſſemblée de ces Députés ſous deux rapports : le premier, relativement aux choſes communes au corps de la confédération, qu'elle met à exécution d'après les ordres des Etats-Généraux : le ſecond, relativement aux Etats des Provinces reſpectives. Sous le premier rapport les Députés repréſentent l'aſſemblée des Etats-Généraux ou la ſouveraineté de la République entiere, de la même maniere que les Députés aux Etats-Provinciaux repréſentent la ſouveraineté de leur Province. Il n'y a dans la confédération Belgique, d'autres particuliers qu'on puiſſe appeller membres de la ſouveraineté, que les propriétaires du plat païs de la Friſe, des Ommelandes, les compagnies Bourgeoiſes de Groningue & des villes d'Overyſſel appellées *Gezworen Gemeente*, & les Bourgeois de quelques villes de Nord-Hollande, telles qu'Alkmaar & Medenblik : encore n'y a-t il parmi ces derniers qu'un certain nombre de

1594.

Ib. 149. 150.

Ib. 147.

Voy. ci-d. p. 141.

Tegenw. Staat van Gelderl. 219. 233.

que, pour rendre l'expédition des affaires plus aiſée & plus prompte, il convenait que chaque Province envoyât des Députés à la Haye, qui y forment une aſſemblée permanente, appellée communément Etats-Généraux, dans leſquels pluſieurs s'imaginent, mais fauſſement, que réſide la ſouveraineté.

1594. *Boonluiden* qui ſont nommés par le conſeil: mais ils ont le droit d'élire pour Bourguemaîtres & Echevins ceux qu'ils veulent, pourvu que ce ſoient des Bourgeois. Les Bourgeois des villes de Gueldre & de Zutphen, à Nimegue près, où leurs priviléges furent ſuſpendus en 1591, avaient auſſi part au gouvernement: ces privileges ſuſpendus dans toute la Gueldre en 1674, recouvrés enſuite, ont en 1748 ſubi une nouvelle ſuſpenſion équivalente à une ſuppreſſion totale. Relativement aux Etats des Provinces reſpectives, les Députés des Etats-Généraux forment comme un Congrès d'Ambaſſadeurs qui, tirant de ces Provinces même, tout leur pouvoir & leur autorité, ne ſont pas plus Souverains que le Conſeil d'Etat. Lorſqu'en 1590, la Reine d'Angleterre leur fit demander leurs pleins pouvoirs pour traiter avec ſes Miniſtres: „ Nous ſommes, dirent-ils, un corps „ compoſé des Députés des Provinces-„ Unies & par conſéquent le College „ *Souverain* (*) qui ne reconnaît aucun *ſuperieur ſinon les Etats des Pro-„ vinces* à qui ſeules nous devons rendre compte. Tout ce que nous concluons avec vous eſt valide & ſera „ tenu pour tel par les Provinces-Unies, puiſque nous ſommes autori-

236. 367. 373. 381. 386. 457. 473. 479. *&c. Tegenw. Staat v. Holl. V.* 441. 514. *Verkl. der Unie, III.* 150. 153. *Twee-jaar. Geſch.* 459. *Vad. Hiſt. XX.* 315.

(*) Ils veulent dire: *Nous repréſentons à votre égard la ſouveraineté des Provinces reſpectives.*

„ ſés à maintenir en général les liber- 1594.
„ tés, les droits & les priviléges du
„ pays & à obſerver en particulier l'al-
„ liance faite avec ſa Majeſté. Au cas
„ qu'elle voulût faire des propoſitions
„ contraires à ces droits &c., nous n'hé-
„ ſitons pas de déclarer que nous ne pou-
„ vons y accéder ſans avoir auparavant
„ conſulté nos *Conſtituans.*"

Prérogatives & droits de cette aſſemblée.

Ces Députés des Etats-Généraux, qui font leur réſidence à la Haye depuis l'an 1585 (*) forment ſans contredit une très auguſte aſſemblée. Ce ſont eux qui repréſentent à l'égard des puiſſances étrangeres, la ſouveraineté des ſept Provinces-Unies, ſous un ſeul point de vue & dans tout ſon éclat & ſa dignité. Auſſi ont-ils droit aux honneurs & prérogatives que l'on rend aux têtes couronnées. Ayant remplacé le Conſeil d'Etat dans l'adminiſtration générale, cette aſſemblée forme le ſeul College que les puiſſances étrangeres reconnaiſſent dans leurs tranſactions avec la Ré-

[*] Ils ne ſe ſont pas tellement fixés alors à la Haye qu'on ne les trouve encore de tems en tems dans d'autres endroits. En 1599 on les voit aſſemblés à Gorcum. *Metereu*, *Liv.* 21. En 1595 la Zéelande demanda avec chaleur qu'ils s'aſſemblaſſent tour à tour dans les différentes Provinces. *Reſol. Ziel. Avril*, *May*, *Juin*, *Juillet.*

1594. publique. C'eſt à elle que les Miniſtres étrangers préſentent leurs lettres de créance & leurs mémoires. C'eſt avec elle qu'ils traitent & c'eſt ſur elle qu'ils ſe repoſent pour l'exécution des traités. Outre les droits exercés en vertu de la confédération & des inſtructions générales ou particulieres des Provinces reſpectives, il eſt encore des droits dévolus à cette aſſemblée en vertu d'une ceſſion unanime de tous les membres de la confédération, & qu'elle peut exercer ſans conſulter ſes Conſtituans. On compte parmi ces droits, celui de donner des patentes qu'elle a, comme nous l'avons déjà dit, toujours déféré aux Stadhouders, & le droit de décider tous les procès relatifs à la Généralité. En 1597, la direction ſuprême des guerres navales qui avaient appartenu aux Provinces maritimes, au Conſeil d'Etat & à l'Amiral-Général conjointement avec un College de Superintendance, lui fut encore déférée. C'eſt à elle qu'appartient l'exécution des traités & des alliances déjà ratifiés. Car après avoir promis, ſous ſon ſceau, de les faire obſerver & les avoir conclus d'une maniere légitime, c'eſt-à-
Ib. 139. dire par les ordres de ſes Conſtituans, il ſerait abſurde qu'elle eut beſoin d'ordres ultérieurs pour les faire exécuter.

Comme on ne peut douter que cette auguſte aſſemblée n'eut le droit de former des Commiſſions & des Colleges particuliers pour les finances, la marine, les affaires étrangeres & pour toutes ſortes d'autres affaires, elle a donc auſſi, ſans attendre les ordres de ſes Conſtituans, le droit de vuider les difficultés qui s'élevent dans ces Colleges & Committés, ſurtout celles relatives aux déclarations des Provinces dans la Chambre des Comptes & aux Comptes des Receveurs-Généraux des Colleges d'Amirauté. 1594. *Ibid.* 142. 143. 144.

Dans tous les autres articles, déférés tacitement à cette aſſemblée, comme la collation des emplois, relatifs à la confédération, la police des villes des diſtricts ſoumis à la Généralité &c.; les Provinces reſpectives ſe ſont réſervé le droit de donner chaque fois des ordres à leurs Députés. L'harmonie qui doit ſubſiſter entre eux, exige que, lorſque un d'entr'eux doit prendre l'avis de ſa Province, l'affaire ſoit differée; ſurtout ſi elle eſt d'une grande importance pour la confédération ou pour une ou pluſieurs Provinces en particulier. Il ne s'enſuit pourtant pas que, dans ces ſortes de cas, on puiſſe arrêter les concluſions priſes à la pluralité. *Ib.* 145.

Chaque Province peut envoyer à l'aſſemblée autant de Députés qu'elle juge Députés & voix des

1594. à propos : mais un article bien singulier & bien remarquable, c'est que, malgré la disproportion des Provinces pour la force, les richesses & la population, chacune n'a cependant qu'une seule voix. On n'a pas d'exemple que les Etats de toutes les Provinces se soient assemblés en corps : les assemblées extraordinaires de 1651, 1716, 1717 furent il est vrai plus nombreuses que l'assemblée ordinaire : elles avaient même plus d'influence & peut-être des pouvoirs plus amples : mais elles ne sauraient passer pour des assemblées de tous les Etats des sept Provinces : & quand elles devraient être regardées sous ce point de vue, les membres n'en auraient pas moins été les serviteurs & les mandataires de leurs Maîtres ; puisque la souveraineté réside proprement & ultérieurement dans le corps entier de la Noblesse & dans les citoyens qui ont part à l'administration dans les villes & le plat païs.

Provinces.

Ib. 88. 89.

Ce qui montre encore l'égalité de pouvoir des différentes Provinces dans la confédération, c'est que chacune préside à son tour dans l'assemblée, une semaine entiere, depuis le dimanche à minuit jusqu'à la même heure de la semaine suivante. Le Député qui a les honneurs de la présidence reçoit les lettres & mémoires des Ministres de la République dans les païs étrangers, ceux

Ordre des délibérations.

des Miniſtres que les puiſſances étrangeres entretiennent auprès de la République & les placets & requêtes des particuliers. Il les fait lire par le Greffier, recueille les voix & forme la conclusion. Si, dans une affaire où la pluralité des voix ſuffit, il craignait de conclure contre l'avis de la Province, il peut quitter le fauteuil : alors le préſident de l'avant derniere ou celui de la derniere ſemaine prend ſa place, forme la réſolution & la fait coucher dans les régiſtres de l'aſſemblée. Il eſt bien remarquable qu'aucun militaire n'eſt admis dans cette auguſte aſſemblée, quoiqu'ils aſſiſtent en grand nombre dans les aſſemblées des Etats-Provinciaux. On a ſans doute penſé que les militaires, étant ſous la dependance immédiate des Etats-Généraux, ne pouvaient figurer dans une aſſemblée qui répréſentait leurs Maîtres & Seigneurs. Le Stadhouder en était même exclus. Ils n'y entrait qu'en qualité de Capitaine-Général lorſqu'il avait quelque propoſition à faire à l'aſſemblée. Ce n'eſt que depuis le retabliſſement du Stadhouderat en 1747 qu'il eſt permis aux Stadhouders, quoique ſans authoriſation expreſſe, d'aſſiſter aux délibérations de cette aſſemblée & à leurs conférences particulieres. Cette faveur me parait une ſuite naturelle de la réunion des Stadhoude-

1794.

Tegenw. Staat der Vereenigde Nederl. I. 256.

Ib. 156.

1594. rats sur une seule tête. Elle fut accordée à Guillaume I. sans doute parcequ'il était l'auteur & l'ame de la confédération. Les autres Stadhouders, n'ayant eu en cette qualité de relation qu'avec les Provinces dont ils étaient Gouverneurs, ne pouvaient être admis dans cette assemblée.

Droits & Prerogatives des Stadhouders.

Ce fut sous le jeune Maurice que le Stadhouderat prit à peu près la forme qu'il a conservée sous les autres Stadhouders. Ce Prince peut être regardé comme le premier Stadhouder de la création des Etats de Hollande & de Zéelande: son auguste Pere avait joui d'une autorité bien plus grande, puisque ces deux Provinces l'avaient revêtu de l'autorité souveraine pour tout le tems de la guerre. Les Espagnols se flattaient d'avoir éteint ce qu'ils appellaient la rébellion dans le sang de l'immortel Guillaume. Les Confédérés eux-mêmes ne croyaient pas pouvoir se soutenir, sans se donner un nouveau maître. L'illustre rejetton que Guillaume avait laissé ne tarda pas à faire évanouir les espérances des premiers & les craintes des seconds. Dès que Leicester eut quitté le pays, les peuples accoutumés à voir un chef à la tête du gouvernement & charmés de trouver dans le fils du fondateur de la liberté[a], les qualités les plus brillantes, s'empressèrent à l'envi d'aug-

Encyclop. Art Stadhouder.

menter ſon pouvoir. Placé à la tête du Conſeil d'Etat, élevé à la dignité de Stadhouder de cinq Provinces, chargé de l'adminiſtration de la guerre, du maintien de la dignité des Etats, des priviléges des villes & de la défenſe de la religion, autoriſé en Hollande & en Zéelande à changer les Magiſtrats de concert avec ſes Conſeillers-Committés, à conférer les emplois qui, dans les tems précédens, avaient été à la collation des Stadhouders, à accorder ſous certaines reſtrictions les lettres de grace, de légitimation, de ſurſéance qu'on avait levées autrefois au Conſeil de Bruxelles, revêtu du ſuprême commandement des armées & des flottes, muni encore de pluſieurs autres belles prérogatives, Maurice parcourait la plus brillante carriere. Son Stadhouderat portait les traits marqués du Stadhouderat, tel qu'il était ſous les anciens Souverains, autant que le changement dans la forme du gouvernement, la préſence des Etats & la diverſité des circonſtances pouvaient le comporter. Excitant le reſpect & l'amour des peuples par ſon héroïſme & ſes talens, & ſecondé par le pouvoir de conferer des emplois & d'accorder des graces, il attirait à lui preſque tout l'éclat de la ſouveraineté. Il avait même toute la gloire des ſuccès publics. Au contraire les Etats qui paſſaient pour

1594.

Holl. Reſ. Sept. 1584. *Bor. XX.* 85. *Voy. ci-devant p.* 65. *Vad. Hiſt. VIII.* 107. *Tegenw. Staat van Utrecht*, 229. *van Gelderl.* 153. *Grot. Ann. V.* 108. *Vad. Hiſt. VIII.* 335.

1594. Souverains & dirigeaient en effet les rênes de l'adminiſtration, ne pouvaient lever des impôts ſans s'expoſer aux murmures & aux reproches du peuple qui rejettait encore ſur eux le blâme des moindres revers qu'eſſuyaient les armes de la République.

Utilité des Stadhouders dans la République.

On ne doit pas être étonné de voir tant d'honneurs accumulés ſur la tête d'un ſeul citoyen ; ſi l'on réfléchit que la République avait alors beſoin d'un chef aſſez puiſſant pour affermir au dedans la baſe encore chancelante du nouveau gouvernement, & donner au dehors la plus grande vigueur aux opérations militaires. Les différentes parties du corps politique, encore mal aſſorties l'une avec l'autre, avaient beſoin d'un centre de réunion, qui en rendît la marche uniforme & réglée. Et dans l'importante guerre qu'on avait à ſoutenir, il fallait donner aux troupes portées naturellement à mépriſer un corps d'hommes de loi, un chef militaire capable par ſes talens & ſon autorité de leur inſpirer de la confiance & de les entretenir dans la diſcipline. Cette heureuſe inſtitution dont les anciens n'ont pas eu d'idée, ajoutait une plus grande ſolidité à la conſtitution, une nouvelle énergie au gouvernement & mettait un obſtacle inſurmontable aux intrigues & aux projets de ces

demagogues ambitieux & turbulens qui ont causé la ruïne de tant de Républiques. Si le Stadhouder, maître presque absolu des troupes, se portait à des actes de violence & de tyrannie, il ébranlerait sa propre puissance, parcequ'elle est toute empruntée : d'ailleurs il se verrait bientôt hors d'état d'entretenir ces troupes; attendu que la nation s'est irrévocablement reservé la concession des subsides & que, par une suite de l'esprit de commerce & de calcul, l'argent est devenu le seul nerf de la guerre. 1594.

C'est ainsi que la puissance des Stadhouders nécessairement limitée devenait infiniment avantageuse à l'Etat. Il ne m'appartient pas d'examiner jusqu'à quel point tant de pouvoir accordé dans une République à un seul citoyen peut gêner la liberté ou la mettre en péril. Il ne m'appartient pas d'examiner si cette éminente dignité est tellement liée à la constitution qu'en la supprimant dans des tems de calme; elle en éprouverait une altération considérable. L'exposé fidel des événemens arrivés dans la République, lorsqu'elle n'en avait point, ne peut servir qu'imparfaitement à décider ces deux questions. On ne pourrait y repondre qu'en faisant des observations exactes sur une constitution dont les principes seraient fixes & clairs:

1594. & la constitution Belgique n'étant pas telle, il est impossible de décider si elle peut se passer absolument d'un centre de réunion dans un Chef éminent. On conçoit seulement que, tant que l'aristocratie subsistera dans la plupart des villes, la même distribution des suffrages dans l'Etat, & l'incertitude sur les points les plus importans dans la constitution, un Chef éminent sera toujours très utile pour contrebalancer le pouvoir des Régens qui pourrait dégenerer en despotisme & ramener par son influence les intérêts particuliers à l'intérêt général dans les contestations dangereuses qui pourraient s'élever entre les membres de la confédération. Avant que les peuples se soulevassent contre la tyrannie dans les Païs-bas, le pouvoir des Etats servait à moderer celui des Souverains, qui ne pouvait former aucune entreprise importante sans recourir à eux, souvent pour prendre leur avis & toujours pour en obtenir des subsides. D'un côté, le privilége de n'être pas évoqué hors de sa jurisdiction, assurait la liberté civile des particuliers contre le despotisme des Souverains; & d'un autre côté le pouvoir des Stadhouders médiateurs entre les Magistrats & le Prince, défenseurs des priviléges de la Noblesse & des citoyens, assurait cette même liberté contre le despotisme des

Officiers ſubalternes de l'adminiſtration. Si cet heureux équilibre des pouvoirs n'eut pas ſubſiſté, Philippe n'eut trouvé que de vils eſclaves pliant lâchement ſous le joug ; au lieu qu'il trouva des hommes libres, qui s'éleverent fierement contre ſa tyrannie & finirent par abjurer ſon autorité; dès qu'ils virent dans lui l'ennemi irreconciliable de leurs droits & de leur bonheur. Car il eſt bien plus ſûr que les gouvernements ſont inſtitués pour rendre les hommes heureux, qu'il n'eſt certain que la direction en appartient à un ſeul homme, ſi ancienne & ſi étendue que puiſſe être ſon autorité. Cependant la diſſolution du pouvoir monarchique eut ſoumis la plupart des villes à une ariſtocratie illimitée, ſi l'aſcendant des Stadhouders & ſurtout ſi la conſtitution fédérative n'en eut ralenti & modifié l'influence. De là, comme je l'ai déjà obſervé, le motif bien raiſonable de l'attachement du peuple au Stadhouderat & les révolutions que cet attachement a occaſionnées. Le peuple aime mieux avoir un maître que d'en avoir cent : & peut-être préfererait-il que le Stadhouder fût ſouverain, parcequ'alors, l'ancien gouvernement étant rétabli, il croirait ſentir moins le poids de cette ſouveraineté, dont les membres trop multipliés ſemblent lui retracer trop ſouvent la perte de 1594.

1594. ſes droits. Il eſt à préſumer que, s'il eut partout conſervé une part dans l'adminiſtration, ſes idées auraient bien changé. Il était d'autant plus aiſé d'y laiſſer un peu de démocratie, que cette forme de gouvernement s'adapte très-bien à de petites cités & que l'exiſtence de ces petites cités était aſſurée par le ſyſtême fédératif. Mais, dans les troubles au milieu deſquels ſe formait la République, les chefs du gouvernement, ſous le prétexte ſpécieux de prévenir les malheurs que le gouvernement populaire avait cauſés à Gand, à Anvers, à Nimegue &c., travaillerent à diminuer les droits des compagnies Bourgeoiſes. L'intérêt des Stadhouders & des Magiſtrats s'accordait ſur ce point. Ils pouvaient craindre qu'en laiſſant au peuple une grande autorité, il ne voulût en avoir davantage: or, dès qu'un peuple ſe regarde comme membre de la ſouveraineté, ceux qui gouvernent n'ont qu'une autorité dépendante & précaire: & le Chef éminent n'a de pouvoir que dans des tems orageux: il ne peut gueres devenir perpétuel & héréditaire.

Verkl. der Unie, III. 209. 210. 211. &c.

Réflexions ſur les changemens arrivés au Stadhouderat.

Les ſept Provinces diviſées entre trois Stadhouders, n'en reconnurent que deux à la mort de Nieuwenaar: il eut même été à ſouhaiter qu'elles euſſent été réunies ſous un ſeul. Les Stadhouders pouvaient ſe rendre héréditaires; ils

le ſont devenus en effet : ſi les deux branches de cette auguſte famille ſe fuſſent perpétuées, le tems n'eut pas manqué d'affaiblir entre elles les liens du ſang : quelque difference d'intérêt entre les Provinces eut pu changer auſſi l'intérêt des Stadhouders : deux Chefs autoriſés, chacun, par les ordres des Provinces ſoumiſes à ſon gouvernement, épouſant leur reſſentiment & maîtres des troupes, pouvaient faire naître des guerres civiles à la moindre occaſion & s'élever au pouvoir Souverain ſur la ruïne l'un de l'autre & ſur les débris de la conſtitution. Cet événement était plus probable que l'accident qui l'a prévenu : je veux dire le défaut de poſterité dans une des deux branches. Une ſingularité non moins remarquable, eſt que cette auguſte famille réduite à un ſeul rejetton, ne commence à ſe multiplier que depuis que les Stadhouderats ſont réunis ſur une ſeule tête. 1594.

Articles contestés dans la confédération Belgique.

Ce n'eſt pas pour des points minutieux ; c'eſt pour les articles les plus importans que les ſentimens ſont diviſés ſur les principes de la confédération belgique. L'Union d'Utrecht était ſans doute pour ſon tems la plus belle conſtitution que la ſageſſe humaine pouvait imaginer. Mais formée au milieu du tumulte & des troubles, on pre-

1594. voyait tellement qu'elle ſerait inſuffiſante pour l'avenir qu'on y ſtipula le droit aux accédans d'y ajouter, ou corriger ſuivant l'exigence des cas, & que même en 1583 les Etats d'Utrecht dreſſerent un Mémoire pour ſervir de régle à une commiſſion qui ſerait chargée des altérations ou additions à faire dans l'Union. Enfin les changemens que les circonſtances y ont introduits, l'œil jaloux avec lequel les Provinces reſpectives regardent le maintien de leur ſouveraineté & de leur indépendance, en affaibliſſant le reſpect dû à cet acte ſolemnel & ſacré, affaiblit en même tems cette heureuſe harmonie qu'il devait établir & qui eſt ſi eſſentielle au bonheur & à la ſûreté de la République.

Verkl. der Unie, III. 305. 182.

Ib I. 120. 126. III. 58. 59. 60. 61. Aanmerk. over de Unie, p. 101. 102.

1°. On conteſte aux Etats-Généraux le droit de connaître des délits relatifs à des emplois de la Généralité, lorſque les délinquans ſont habitans d'une des ſept Provinces. Le privilége de *non evocando* eſt ici reclamé, comme le *palladium* de la liberté belgique & comparé au droit qu'avaient autrefois les citoyens Romains dans toute l'étendue de leur vaſte empire, & dont perſonne ne pouvait les dépouiller. D'autres le comparent au droit de n'être jugé que par ſes pairs dont les Anglais ſe vantent avec tant d'emphaſe; quoique le pou-

voir exécutif & la Cour martiale puissent en suspendre l'usage. Ces contestations en ont fait naître d'autres qui ne sont pas moins importantes. On ne s'est pas contenté d'attaquer la jurisdiction des tribunaux militaires : on est allé jusqu'à révoquer même en doute la légitimité d'un haut Conseil de guerre : on soutient qu'il n'y a jamais eu de haut Conseil de guerre permanent & caractérisé comme tel. La jurisdiction militaire fut confiée à Maurice conjointément avec le Conseil d'Etat jusqu'en 1588 : les Etats-Généraux la défererent alors au Conseil d'Etat seul : depuis ce tems on prétend qu'il a toujours été le tribunal suprême de la guerre, & que le Conseil de guerre appellé *haut Conseil de concert avec son Excellence*, n'a jamais eu les caracteres qui appartiennent à un pareil tribunal. On soutient que les efforts des Stadhouders pour faire regarder ce *soit-disant haut* Conseil comme un tribunal suprême, ont été infructueux Car un Stadhouder n'étant Capitaine-Général que relativement à chacune des Provinces en particulier & non pas à toutes en général, n'avait pas le droit de conférer à ce Conseil une puissance relative aux troupes de la Généralité. On ne se contente pas de contester aux Etats-Généraux, le droit de juger les gens de guerre, soit étran-

1594.

Verhandel. over de Milit. Jurisd door Mr. J. Rendorp, p. 26. 27. 31.

Ib. 38.

Ib. 42. 44.

Ib. 46 47. 48. 49 &c.

Verkl. der Unie. II. 86-135. Aanmerk. 24-64. Bynkersh. Quæst. Jur. priv. C. 13. 14.

1594. gers soit natifs ou habitans domiciliés des Provinces dans les affaires du for civil: on le conteste même au Conseil de guerre actuel, même en le subordonnant au Conseil d'Etat.

Verkl. der Unie. I. 293. 2°. On soutient encore que les E. G. n'ont pas le droit d'imposer des subsides communs, dans toutes les Provinces.

Ib. II. 186. 190. *Bynkersh. Quæst. Jur. publ. p.* 163. 3°. On pense généralement que les Provinces respectives n'ont le droit de faire aucune guerre avant d'avoir eu le consentement des autres. Il en est cependant qui soutiennent qu'elles ont droit de faire une guerre défensive; comme elles ont celui de faire des traités qui les regardent seules & ne sont pas relatifs à la Généralité.

Unie. II. 215-227. 4°. L'Union d'Utrecht assigne exclusivement aux E. G. le droit de statuer sur le cours de l'argent: mais il est une Province qui prétend que cette loi lui causerait un préjudice considérable; & elle a toujours refusé de s'y soumettre.

Ib. III. 2. &c. 5°. On conteste aux E. G. le droit d'asseoir *même à l'unanimité* des impôts dont le fardeau tomberait plus sur une Province que sur une autre.

Ib. 58 134. 136. *II.* 167. 168. 169. *Aanmerk.* 112. 108. 6°. Il en est qui contestent aux E. G. conjointément avec le Conseil d'Etat, la disposition absolue des gens de guerre ainsi que de toutes les affaires relatives à la guerre. Ils prétendent que les Députés des E. G. ont besoin dans

ce cas d'ordres nouveaux de leurs conſtituans. En conſéquence, ils ſoutiennent que les milices ne ſont priſes que pour un an, au bout duquel chacune des villes votantes peut les continuer ou les remercier. En ce cas elles dépendraient des Provinces reſpectives & non pas de la confédération en général. 1594.

7°. On conteſte aux E. G. le droit de juger ſans une autoriſation des parties, les différens élevés dans une ſeule & même Province. *Aanm. 87. Bynkersh. Quæſt. Jur. pub* 361.

8°. Lorſqu'une Province ſe plaint que ſa quote part à la Généralité eſt trop forte, on n'eſt pas encore d'accord ſi elle doit s'en rapporter à la déciſion des autres Provinces. *Unie, II.* 273 280. *Ib.* 158. *Aanmerk.* 94, 95.

9°. Tant de ſentimens contraires & de vues oppoſées ſont ſouvent naître des différends entre les Provinces confédérées. Les articles IX, XVI & XXI. de l'Union d'Utrecht authoriſent *proviſionellement* les Stadhouders qu'il y avait *alors* à produire par leur arbitrage l'harmonie & l'Union. En vertu de cette diſpoſition, il y en a qui prétendent que l'eſprit & les principes de l'Union étendent naturellement ce privilége aux Stadhouders à venir ; puiſque ſans cela la confédération perdrait le principe avoué de ſa conſiſtance. Et le terme *proviſionellement* leur accordant vraiſemblablement ce droit juſqu'à ce *Encyclop. Art. Etats-Génér. Verkl. der Unie, III.* 175. a. [a]

1594. que l'on trouve quelque autre moyen efficace de terminer les différends, il s'enſuit que, puiſque ce moyen n'a jamais été trouvé, la conſtitution *proviſionelle* du Traité d'Utrecht eſt devenue une conſtitution permanente. Un monoſyllabe aveuglément placé ne ſaurait, dit-on, prévaloir ſur l'eſprit & l'intention du Traité. On dit que la néceſſité de conſerver l'union de tant de Provinces & de villes qui toutes ont ou peuvent avoir des intérêts particuliers, ſouvent en contradiction avec l'intérêt général, exige un centre de réunion dans un Chef unique. On ajoute qu'il eſt de l'eſſence d'un Etat formant une perſonne morale, de n'avoir qu'une ſeule & même opinion comme une perſonne phiſique & que l'intérêt du Stadhouder s'identifie néceſſairement avec l'intérêt général. Enfin on prétend qu'un Stadhouder unique a tellement tous les caracteres affectés à un arbitre qu'il ne conviendrait pas même de lui donner des aſſeſſeurs pour l'aſſiſter. On répond à ces diverſes objections que cette identité de voix ne peut ſubſiſter que ſous le deſpotiſme : l'expérience nous apprend que ce gouvernement en ſupprimant tous les reſſorts intermédiaires, ote l'action & la réaction néceſſaires au corps politique : il n'a plus d'élaſti-

Richeſſe de la Holl. I. 313. 314. 315.

Verkl. der Unie, III. p. 175. *n.* [a]

cité, ni d'énergie: un seul poids détruit l'équilibre & par conséquent le mouvement de la machine. Le Traité d'Utrecht, loin d'avoir eu pour objet d'établir un centre de réunion dans un Chef unique, semble regarder la multiplicité des Stadhouderats comme inhérente à la constitution. Il propose même un arbitrage ultérieur, au cas que Messieurs les Stadhouders ne puissent s'accorder. Des Auteurs éclairés, même en avouant qu'un Chef éminent procure des avantages inestimables à la constitution, ne craignent pas de déclarer qu'il peut avoir des vues particulieres opposées à l'intérêt général. Le Stadhouder, par le motif de son bonheur, de sa gloire & de sa grandeur personels, qui tiennent à la prospérité de la République, en conséquence des lumieres que sa place doit lui donner sur l'Etat des Provinces respectives, en vertu de la confiance que celles-ci ont naturellement en lui, en vertu du poids que sa dignité ajoute à ses décisions, serait peut-être, du moins en lui donnant des assesseurs, plus en état qu'aucun autre de remplir la fonction d'arbitre. Mais il en est qui soutiennent qu'il serait dangereux de lui confier exclusivement ce droit important. Il peut, disent-ils, avoir des raisons de favoriser une Province plus qu'une

1594.

Ib. II. 182. Bynkersh. Quæst. Jur. publ. L. 2. c. 24. Mr. Rendorp Milit. Jurisd p. 4. 5. Aanmerk. over de Unie, p. 114, 126.

1594. autre. Il eſt ſujet à l'erreur comme un autre homme. Il n'y a que la plus lâche flatterie qui puiſſe ſuppoſer que ſon rang lui donne la ſcience infuſe. Une connoiſſance juſte & approfondie des intérêts reſpectifs des différentes Provinces, exige de longs travaux & la plus rare ſagacité. Les lumieres des Magiſtrats vieillis dans cette étude lui ſeraient donc néceſſaires. Et, s'il avait le droit de décider excluſivement ſur les matieres les plus importantes entre des Etats ſouverains, ne ſerait-il pas leur Maître, dans tous les cas? Pour avoir le droit de décider toutes les affaires, ne lui ſerait-il pas aiſé d'avoir conſtamment en ſa faveur une Province ou une ville qu'il exciterait à s'oppoſer à toutes les réſolutions, pour que l'arbitrage lui fût toujours déferé? On conclut de là que les parties, en choiſiſſant le Stadhouder pour juge de leurs différents, peuvent lui donner des aſſeſſeurs & qu'ils peuvent même choiſir d'autres arbitres que lui. Le Conſeil des Amphyctions jugeait definitivement les diffrens des cités de la Grece. Quelques-unes refuſerent d'obéir à ſes jugemens. On plaça un Roi parmi les Amphyctions: le Conſeil & la liberté furent perdus.

Verkl. der Unie, III. 184. 185.

10°. Il n'exiſte donc pas dans la République de tribunal certain pour ter-

miner les querelles & rétablir l'ordre troublé. On n'eſt pas même d'accord ſur les moyens de faire exécuter les réſolutions arrêttées, ſoit qu'étant priſes à la pluralité, les Provinces non conſentantes reſtent refractaires, ſoit qu'étant priſes à l'unanimité, les détails de l'exécution rencontrent encore des obſtacles. De là vient qu'il n'eſt preſque aucun des articles de l'Union auquel on n'ait dérogé & que près de la moitié ſont tombés en déſuetude. L'article XIII. de l'Union d'Utrecht permet la ſaiſie des perſonnes & des biens des Régens & des particuliers des Provinces qui ſont en défaut ſur le contingent qu'elles doivent fournir à la maſſe générale. Et comme ces voies exécutives paraiſſaient auſſi néceſſaires que difficiles à mettre en pratique, à peine les confédérés avaient ſigné le Traité d'Union que, la même année, ils virent la néceſſité d'engager de nouveau leurs perſonnes & leurs biens pour ſûreté des obligations qu'ils avaient contractées. Cette précaution fut inſuffiſante. En 1583, les Députés des Provinces confédérées, voyant que pluſieurs ſe repoſant ſur l'inexécution de ces meſures, reſtaient en arriere ſur le payement de leurs quote-parts, ce qui cauſait un tort conſidérable aux intérêts communs, prirent la réſolution unanime de preſ-

1594.

Ib. 189. 188. 189. 190-195.

Ib. 194. 195. *II.* 161. 302.

1594. ſer leurs conſtituans de ſatisfaire à leurs engagemens, ſous peine d'être pourſuivis par voie d'exécution. En 1584 le Conſeil du pays, qu'on avait erigé pour ſuppléer le Conſeil d'Etat dans l'exécution qu'il ne pouvait obtenir, voyant que les ſollicitations ne faiſaient aucune impreſſion ſur les Provinces refractaires, avait déjà penſé à les mettre à la raiſon par les voies de fait. Il écrivit aux villes d'Anvers, de Dort, d'Amſterdam & aux autres places maritimes de mettre la ſaiſie ſur les vaiſſeaux & les biens des membres refractaires. Dort fut la ſeule ville qui oſât déferer à cette ſommation. Elle fit arrêtter les biens des Zéelandais alors en défaut. Les autres villes s'excuſerent ſur le tort qu'une telle démarche cauſerait à leur commerce. Et ceux de Dort ſe virent bientôt contraints de lever leur arrêt, pour faire ceſſer les répréſailles dont la Zéelande uſait à leur égard. Le récit des traverſes que le Conſeil national chargé de la perception générale, eut à eſſuyer alors, forme une piece curieuſe & bien capable de faire connaître l'état chancelant des affaires & la faibleſſe du gouvernement dans ce tems-là. Ce n'était qu'en ſe tranſportant dans les Provinces, à force de prieres, de ſollicitations & de proteſtations, qu'il pouvait obtenir, non pas des payemens complets; mais

mais une partie de contributions ; encore souvent ne les obtenait il qu'à titre de prêt. Les Capitaines n'exigeaient pas moins la paye de leurs troupes &, quoique souvent-ils n'entretinssent pas la moitié des gens de guerre dont-ils tiraient la solde, à peine osait-on les punir. Enfin ce Conseil du pays se trouvant grêvé de dettes & à deux doigts de la banqueroute, fut forcé de demander sa démission. Ce ne fut que lorsque Maurice, par son pouvoir, & surtout par ses succès, eut donné plus de fermeté au corps représentatif de la confédération, & que l'indépendance de la République parut plus assurée, que le Conseil d'Etat prit sur cet article des mesures efficaces. Pour mettre à la raison les Provinces refractaires, il fit du consentement des Etats-Généraux, arrêtter plusieurs fois les Officiers & les habitans de ces Provinces. Mais comme ces moyens violens sont sujets à beaucoup d'inconvéniens, qu'ils peuvent faire naître une guerre civile; & qu'ils ne sont pas toujours praticables, qu'il en est même qui en contestent la legalité, on a proposé plusieurs autres plans. Comme ils n'ont pas été adoptés, le corps de la confédération n'a donc pas encore d'autorité legalement coactive. 1594. *Ib.* 159.

Il n'est pas jusqu'aux articles les plus importans tels que l'unanimité sur les Trai- Réflexions sur les vices repro-

1594. tés de paix à laquelle on ne se soit vu obligé de déroger. La paix de Munster fut conclue malgré l'opposition des Zélandais. Mais le point d'après lequel des écrivains célebres ont jugé la confédération Belgique essentiellement défectueuse, est cette singuliere distribution de suffrages, qui accorde à toutes les villes votantes la négative pour arrêter les résolutions importantes & à la Province qui fournit le moins aux charges publiques autant de voix qu'à celle qui y contribue plus de la moitié. Cette unanimité est, dit-on, si absurde, si impraticable qu'il est étonnant que la loi subsiste encore, quoiqu'elle soit plusieurs fois violée. On peut répondre qu'il serait à craindre que les réformes qu'on exige ne tendissent à réunir la confédération sous une seule souveraineté. C'est ainsi que, dans la ligue des Achéens, toutes les souverainetés particulieres s'éclipserent. Qu'arriva-t-il? Plusieurs cités se plaignirent que, sous l'ombre d'une alliance égale, on leur avait ôté leurs usages & leurs souverainetés. Rome appuya les mécontens; & la République des Achéens ne tarda pas à former une Province Romaine. Cette unanimité est, dit-on, une loi contre nature : car alors un seul & unique opposant est présumé être lui seul aussi sage, aussi éclairé que tous

chés à la confédération Belgique.

Esp. des loix, L. 9. c. 3.
Hume Idée d'une Rép. parfaite.
Raynal. Hist. Phil. L. 19. c. 35.
Chesterf. Letters, IV. 290.

les autres enſemble & ſe trouve par là auſſi fort que toute la nation en corps. 1594.

Mais ne voit-on que la pluralité n'eſt préferable à l'unanimité que dans un ſeul & même corps dont les membres auraient plus ou moins de voix ſuivant la proportion des charges qu'ils ſupportent, ou lorſqu'à peu près égaux en force, en grandeur, en richeſſes, en population & réunis par les mêmes intérets, ils auraient le même nombre de voix. Mais, dans une aſſociation dont les membres forment autant de Républiques, un pareille unanimité par laquelle une partie des Etats dicterait la loi aux autres, ſerait une atteinte à l'indépendance particuliere de chaque Province. Il arriverait même que les parties les plus fortes de cette aſſociation pourraient être à la discretion des parties les plus faibles.

Ne voit-on pas encore que cette unanimité prévient preſque tous les dangers qui pourraient réſulter de tous les autres défauts du gouvernement? Tous obéiſſent de bon cœur à ce que tous ont ſouſcrit. Et, dans les tems d'oppoſition & d'orages, on ſait que l'incertitude même où ſont les Provinces ſur les moyens coactifs, les engagent à uſer de voies ſi douces & ſi perſuaſives que le ſuccès répond preſque toujours à leurs vœux. Auſſi, voit-on, par les guerres que la République a ſoutenues contre l'Eſpagne,

1594. l'Angleterre & la France, qu'elle n'a jamais manqué de vigueur & d'activité dans les occasions où il fallait agir. Il est vrai que les délibérations importantes ne se prennent que lentement: mais elles n'en sont que plus mûres, plus sages, &, quand elles sont une fois prises; la puissance exécutive accordée au Conseil d'Etat & au Stadhouder donne aux suites & à l'exécution de cette résolution, toute l'activité nécessaire pour tenir tête à l'ennemi ou concerter des mesures contre lui.

Il vaudrait mieux sans doute que tant d'incertitude sur des points importans n'existât pas: il vaudrait mieux convenir sur les points contestés & changer de concert les loix fondamentales qui ne peuvent plus être observées: mais ces inconvéniens n'ont pas toutes les conséquences qui paraitraient devoir en résulter: car telle est l'excellence du regime fédératif, que l'intérêt pressant & nécessaire des membres à ne point se désunir, prévaut toujours sur les dissentions passageres & assure la perpétuité de la confédération autant qu'elle dépend des membres confédérés. Il est vrai que les intérêts particuliers peuvent souvent être opposés à l'intérêt général: mais le premier intérêt de chaque membre, son indépendance & sa souveraineté respective, ne

pouvant ſubſiſter que par la confédération, l'intérêt commun doit toujours prévaloir à la fin ſur tous les autres intérêts. 1594.

Telles ſont les réflexions qui s'offrent naturellement à ceux qui examinent la marche du corps fédératif de la République des Provinces-Unies. Je n'ai expoſé comme vraies & certaines que les matieres où le fait s'accordait avec le droit. En voyant que les Députés des Provinces conféderées ne pouvaient agir que par l'impulſion & l'autorité de leurs conſtituans, j'ai conclus qu'ils ne pouvaient être les Maîtres de leurs Maîtres. Quant aux points conteſtés, j'ai dû les expoſer comme tels: il ne m'appartient pas de décider dans un ſi grand procès dont je ne ſuis que le rapporteur & non pas le juge. Si j'ai conſideré le Stadhouderat dans un autre point de vue que celui où l'enviſagent les nationaux, c'eſt qu'un Hiſtorien ne tenant à aucun parti, ne doit examiner les inſtitutions que relativement à l'intérêt de la portion la plus nombreuſe des citoyens, dont la cauſe n'eſt que trop ſouvent ſacrifiée à la faveur, à l'ambition ou à la crainte de l'autorité. Etranger dans le pays dont parle je ne le ſuis point aux principes qui caractériſent les loix & la liberté. Juger ſuppoſe la comparaiſon d'un objet

1594. avec un autre. Ce n'eſt peut être pas celui qui a toujours vécu dans un même édifice à décider ſi les proportions en ſont juſtes & l'architecture réguliere. L'étranger qui vient le voir eſt dans la poſition la plus favorable pour le connaître. Tout le frappe, l'intéreſſe, tandis que des yeux habitués à en voir l'enſemble, n'imaginent ſouvent rien de plus parfait; parceque les préjugés de l'enfance les empêchent ordinairement de faire des comparaiſons juſtes.

Serait-il à déſirer que tous les Pays-bas fuſſent reſtés dans la confédération.

Je repete encore que les défauts de la confédération Belgique n'ont pas produit toutes les conſéquences funeſtes qu'on pouvait en craindre. Mais les circonſtances ſont ſujettes à changer: alors ces défauts peuvent occaſionner la diſſolution de ce beau ſyſtême. Puiſqu'une République fédérative eſt plus ſuſceptible qu'aucun autre corps politique, d'inſtitutions qui aſſurent ſa puiſſance & ſa félicité; ne vaudrait-il pas mieux dans des tems de calme fixer la meſure des droits des juriſdictions reſpectives, que d'attendre, lorſqu'il faudra combattre pour la défenſe & l'exiſtence de ces droits?

Cette indépendance aurait été aſſurée pour toujours, ſi la révolution des Païs-bas eut été complette. Quelle puiſſance formidable les dix-ſept Provinces Belgiques n'euſſent elles pas for-

mée dans l'Europe, si le fanatisme de religion qui a failli à dissoudre le corps helvétique, n'eut aussi renversé la confédération de Gand ! Il est vrai que des Auteurs respectables ont soutenu que la grandeur actuelle de la République assure sa perfection & sa durée. Réduite à des bornes plus étroites, elle était trop faible contre l'ennemi commun : plus étendue, ses propres forces l'auraient accablée ou les semences de division en auraient hâté la dissolution. On ajoute que, dans ce cas, les Provinces si florissantes par le commerce n'auraient jamais obtenu leur prospérité actuelle. 1594.

Opk. en bloei der Vereenigde Nederl. 2. druk, p. 249. 250.

Je réponds que, dans un vaste empire, il n'importe pas dans quel lieu se fixe le centre du commerce & des richesses. Les particuliers qui se sont enrichis à Amsterdam se seraient enrichis à Anvers. Et s'il est vrai, comme on le prétend non sans fondement, que la Hollande doit moins sa prospérité aux suites de la révolution qu'à sa position géographique, & que plusieurs siecles auparavant elle faisait un commerce très étendu, donc en se réservant sa souveraineté particuliere, elle aurait pu également conserver & augmenter même son commerce. Dans le tems où la République se forma, elle était assez forte pour résister à son ennemi, parcequ'el-

Richesse de la Hollande.

1594. le trouvait des alliés naturels dans les Etats qui l'environnaient. Mais le ſyſtême de l'Europe ayant changé & les voiſins de la République étant devenues les puiſſances qu'elle doit le plus redouter ; l'expérience prouve qu'elle n'eſt pas aſſez forte pour leur réſiſter. Une République ſimple ne doit pas être trop étendue. Une République fédérative peut être plus grande que la plus puiſſante monarchie ne doit l'être. Dans les grands Etats régis par une ſeule autorité, la force motrice ne peut arriver que languiſſante du centre aux extrémités. Mais, ſi la circonférence eſt compoſée de divers corps qui ont par eux mêmes une force agiſſante, l'action & la réſiſtance y auront leur activité naturelle.

QUATRIEME EPOQUE.

Derniers efforts pour la réunion des Païs-bas. — Suite des succès militaires des Provinces-Unies. — Elles traitent d'égal à égal avec les Souverains. — Transport des Païs-bas à l'Infante Isabelle, Epouse de l'Archiduc. — Progrès du commerce, de la navigation & des arts. — Mort de Philippe II.

1594. Ambassade des Provinces-Unies en Ecosse.

LES puissances Européennes avaient douté longtems que le projet audacieux des Républicains des Païs-bas pût réussir : elles avaient étouffé les vœux secrets qu'elles formaient en leur faveur, pour ne pas se compromettre avec la Cour d'Espagne : mais quand elles virent le sort des armes se déclarer pour les confédérés & leur existence acquerir une base ferme & presque inébranlable, elles s'empressèrent de traiter avec eux. Jacques VI, Roi d'Ecosse, était alors occupé à mettre à la raison les Seigneurs catholiques ses sujets, que les intrigues & l'argent du Roi d'Espagne avaient soulevés contre lui. Sa cause étant ainsi liée à celle des Pro-

1594. vinces-Unies, ce Prince rechercha leur amitié. Pour les gagner & pour diſſiper tout ſoupçon de favoriſer ſecretement la religion catholique, dont les ſectateurs regardaient ſa mere comme une martyre, il les invita à tenir avec la Reine d'Angleterre & les Rois de France & de Danemark ſur les fonds de baptême, un héritier préſomptif que ſon Epouſe venait de lui donner. Les Etats-Généraux encore plus flattés d'une diſtinction qui les aſſociait aves des têtes couronnées, que des avantages d'une alliance avec l'Ecoſſe, ſe piquerent d'y répondre avec éclat. Ils envoyerent au Prince nouveau-né deux coupes d'or & une rente viagere de cinq mille florins, dont le contrat lui fut préſenté dans une boëte d'or. L'Ambaſſade chargée d'offrir ces préſens était compoſée de la plus brillante Nobleſſe. Elle renouvella les anciens Traités d'alliance & de commerce entre l'Ecoſſe & les Païs-bas. Mais, en paſſant à ſon retour par l'Angleterre, Elizabeth fit un très mauvais accueil aux Députés. Elle ne leur dit pas poſitivement qu'elle ne pouvait voir ſans ombrage & ſans jalouſie, l'attention prematurée des Provinces-Unies à capter la bienveillance d'un Prince qu'elle haïſſait comme étant ſon héritier & le fils de Marie ſa rivale & ſa victime. Mais la paſſion

Robertſon Hiſt. d'Ecoſſe. Reſol. Holl. Juin, Juill. Bor XXXI. 36. 48. 52.

qui perçait à travers ſes diſcours devoilerent aſſez ſes ſentimens. Il n'appartenait pas, leur dit-elle, à des peuples qui n'exiſtaient que par des ſecours étrangers, de chercher à effacer en pompe les plus grands Potentats. Puisqu'ils étaient en état de briller par des dépenſes ſi faſtueuſes, à plus forte raiſon pouvaient ils lui rembourſer les ſommes qu'elle avait eu la généroſité de leur prêter. Elle déclara même que, s'ils ne ſe hâtaient de la ſatisfaire au plûtôt, elle traiterait avec l'Eſpagne, dont elle n'avait provoqué le reſſentiment en mettant ſes Etats & ſa couronne en danger, que pour l'amour d'eux. Cette Princeſſe avait toujours l'orgueil de ſe regarder comme la fondatrice de la République des Confédérés. Elle eut voulu les conduire par la liſiere comme des enfans: elle était trop impérieuſe pour voir qu'ils avaient acquis aſſez de force pour participer aux avantages de l'émancipation. Mais elle eut été bien trompée, ſi les Etats-Généraux, déferant à ſes ordres impérieux, l'euſſent obligée d'évacuer les places de ſureté, qu'elle conſervait plûtôt pour les tenir dans ſa dépendance que pour aſſurer les ſommes qu'on lui devait. Auſſi n'inſiſta-t-elle pas longtems ſur cette dette: elle parut ſe contenter d'avoir obtenu quelques vaiſſeaux, pour ren- 1594.

1595. forcer une flotte qu'elle deſtinait à chaſſer les eſcadres Eſpagnoles qui infeſtaient les côtes de la Province de Bretagne & troublaient la navigation.

Négociation avec le Danemark.

Les Confédérés acqueraient de jour en jour une plus grande conſidération. La Cour de Koppenhague avec laquelle ils avaient eu, peu d'années auparavant, des démelés dont les conſéquences avaient failli à devenir ſérieuſes, paraiſſait s'intéreſſer pour eux Elle leur promit alors de renouveller les anciennes alliances entre le Danemark & les Païs-bas, dès que le jeune Roi, Chriſtiern IV, encore mineur, aurait atteint l'age requis pour prendre en main le gouvernement de ſes Etats. Elle rejetta la demande que lui faiſait alors l'Archiduc de défendre aux Provinces-Unies tout commerce avec le Danemark. L'année ſuivante, le jeune Monarque refuſa encore de leur fermer le détroit du Sund : mais, par égard pour le Roi d'Eſpagne, il n'oſa rien faire de plus en leur faveur que de confirmer les priviléges d'Amſterdam dans ſon Royaume.

Reſol. Holl. May, Juin, Juill. Août, Sept. Bor XXXI, 38. 80.

Ibid. XXXIII. 57. Meteren XVIII.

Diſpoſition des Païs-bas Royaliſtes à rentrer dans la confédération.

Les peuples des Païs-bas Royaliſtes, plongés dans la miſere & ne voyant aucun terme à l'oppreſſion militaire dont ils étaient les victimes, jetterent alors un œil d'envie ſur la proſperité de leurs anciens Confédérés. Les Provincesqui

avaient commencé à rentrer ſous le joug, 1594.
furent les premieres à déteſter leur funeſte démarche. Le ſentiment de leurs maux s'augmentait, en voyant les Eſpagnols ajouter à leur égard le mépris à l'oppreſſion. Les ſoldats de cette nation ne voulaient ſe ſoumettre qu'à leurs compatriotes : un de leurs Colonels avait eu l'audace de déclarer, „ qu'ils „ n'obéiraient pas même à Dieu, deſcen„ du du ciel, s'il n'était Eſpagnol." On remarque que la haine des Provinces royaliſtes contre les Eſpagnols n'avait jamais été plus violente. *Reid. Hiſt. XI. 292. 293.*

L'Archiduc Ernſt, Gouverneur-Gé- 1595.
néral ne pouvait ignorer ces fâcheuſes diſpoſitions : les précautions qu'il prit pour en arrêter les affets, lui montrerent que le mal était plus grand qu'il n'avait cru. Il avait convoqué les Etats à Bruxelles &, s'imaginant qu'il n'aurait rien à craindre des peuples s'il était ſûr de la Nobleſſe & du Clergé, ſans avoir égard aux loix de pays, il n'avait apellé que ces deux ordres dans cette auguſte aſſemblée. L'Archiduc introduiſit l'étiquette allemande qui occupa tout la premiere ſéance. Comme il n'était pas aimé, on ne manqua pas de ſe récrier : & le Duc d'Aarſchot en prit occaſion de s'égayer aux dépens du Prince Autrichien, en diſant qu'il ne fallait pas s'écarter de *Meteren Liv. XVII. Grot. Hiſt. IV. 208. 209.*

Diſcours hardi du Duc d'Aarſchot. *Ibid.*

1595. ces vaines formalités, quand il s'agirait du salut d'un Royaume. Le lendemain le Duc, qui était un des Seigneurs les plus distingués, fit sur l'Etat du païs un discours où respire l'ancienne liberté Belgique. „ Autrefois, dit-il, nous „ avions part à toutes les entreprises „ de nos Souverains. Les dangers & „ les fatigues de la guerre, nos exploits „ & même nos revers, seront des té- „ moignages éternels de notre zéle in- „ ébranlable pour eux. Maintenant „ nous n'existons que pour être en „ proie à des maux sans fin, aux outra- „ ges les plus humilians. Nous som- „ mes, dit-on, engagés dans une guer- „ re civile: & cependant nous n'y a- „ vons aucune part: ce n'est pas nous, „ ce sont des étrangers qui combattent: „ nous n'avons des bras que pour rece- „ voir des fers. Est-il tems de penser „ à nous soulager, quand la flamme a „ détruit nos villes & que l'herbe en „ couvre les rues, quand les campa- „ gnes sont désertes & qu'il n'est plus „ de ressource pour l'avenir? Est-il „ même raisonable d'y penser, quand „ nous avons une double guerre à sou- „ tenir? En nous attachant à conque- „ rir la France, n'avons nous pas à „ craindre d'être conquis nous mêmes „ par les Confédérés? Accablées par „ leurs propres maux, sans être soula-

„ gées par ceux qu'elles nous cauſent, 1595.
„ on ſait que ces deux nations ſoupi-
„ rent pour la paix : elles n'en retar-
„ dent pas la conclusion : elles n'atten-
„ dent pour y accéder, que le renvoi
„ de cette ſoldatesque étrangere leur
„ effroi & notre fléau. Interrogez les
„ habitans de Hainaut & d'Artois : ils
„ vous diront que, ſi la vengeance des
„ Français leur a cauſé quelque perte,
„ l'avidité inſatiable des Eſpagnols a tout
„ dévoré. On dirait que ces deux na-
„ tions oppoſées en tout, ne ſavent
„ s'accorder que pour notre ruïne. No-
„ tre deſtin n'eſt pas ſeulement d'être
„ la proie des Eſpagnols : il faut pour
„ conſommer notre humiliation, qu'ils
„ ſoient ſeuls à la tête du gouverne-
„ ment ; comme ſi la patrie ne produi-
„ ſait plus des hommes capables de
„ commander. Juſqu'à quand notre lâ-
„ che patience autoriſera-t-elle l'audace
„ & les crimes de nos oppreſſeurs ? Le
„ moindre inſecte ſe ſouleve quand il
„ ſe ſent foulé : nos plaintes portées
„ depuis longtems au pied du trône,
„ mais toujours impuiſſantes, ſe ſont
„ perdues dans les airs : l'equité du Mo-
„ narque, les uſages de la Chrétienté,
„ nos priviléges, en un mot la grande loi
„ de la néceſſité nous donnent donc le
„ droit de prendre au plûtôt une réſo-
„ lution courageuſe." Ce diſcours fut

1595. applaudi avec transport des autres Flamands, qui n'auraient osé le faire: mais il fit frémir les Espagnols. Il n'est rien qu'on ne dut attendre d'une haine qui éclatait si vivement. Taxis, un des principaux Officiers Espagnols, avait vu le danger. Il avait averti le Roi d'Espagne de gagner les Seigneurs du pays, en leur confiant la direction apparente du gouvernement dans le Conseil d'Etat, tandis que les Espagnols, autorisés à rester à la tête des finances en auraient toute la réalité. Les esprits paraissaient mûrs pour une seconde révolution : ils concertaient déjà les moyens de rentrer dans la confédération. La démarche était délicate : elle exigeait beaucoup de politique & un secret profond. Malheureusement, on ne crut pas pouvoir se fier à l'administration des Provinces-Unies divisée entre un trop grand nombre de membres; & l'on s'imagina qu'il y manquait un homme qui, comme le feu Prince d'Orange, eut eu seul le secret des négociations & la direction politique des affaires. La crainte que la négociation ne fut éventée, prévalut sur le désir de secouer un joug odieux.

Mort de l'Archiduc remplacé dans le gouverne-

La révolution eut été d'autant plus facile que l'Archiduc n'avait pas fait une réponse satisfaisante au Duc d'Aarschot, quoiqu'il n'eut été que l'organe

des sentimens de ses compatriotes. L'Archiduc n'avait pas de grands talens politiques; & sa mort prématurée ayant mis alors le Comte de Fuentes à la tête du gouvernement, le mécontentement parvint à son comble. Les grands, se voyant alors ecartés de plus en plus de l'administration, éclaterent avec fureur contre le Comte qu'ils ne voyaient auparavant que d'un œil jaloux & chagrin. On disait tout haut que les Belges étaient bien sujets du Roi d'Espagne, mais non pas des Espagnols, qu'après avoir été le jouet d'un Duc d'Albe, d'un Requesens & d'un Roda, le Roi paraissait décidé à les condamner à un éternel esclavage, puisqu'il soumettait de nouveau leurs personnes & leurs biens, la guerre & la paix, aux caprices d'un étranger qui, moins grand que ses prédecesseurs, était attaché aux mêmes principes de despotisme. Il est singulier que Philippe revînt toujours à sa mauvaise politique qui avait causé tous les troubles des Païs-bas & semblât prendre plaisir à s'attirer gratuitement la haine de ses sujets. Une jalousie déplacée lui faisait oublier que tous les peuples regardent comme un opprobre d'obéir à des étrangers; & qu'en choisissant des Gouverneurs dans la nation, il eut trouvé facilement des hommes qui, pour commander aux autres, lui auraient voué

1595. ment par le Comte de Fuentes.

Bor XXXII. 7. 76. 22. 120. Grot. Hist. IV. 208. 209.

1595. une obéiſſance illimitée. Au contraire, le Comte de Mansfeld, un de ſes meilleurs Capitaines, mais odieux à cauſe de ſes débats avec Ibarra & le Comte de Fuentes, fut éloigné ſous prétexte d'aller au ſecours de l'Empereur en Hongrie où il mourut en combattant contre les Turcs. Le Duc d'Aarſchot qui avait toujours diſputé la préeminence au Comte de Fuentes, & qui dédaignait de ſervir ſous lui, alla finir ſes jours à Veniſe, *pour avoir*, diſait-il, *l'avantage de mourir libre.*

Négociation entre les Provinces-Unies & les autres Provinces des Païs-bas.

Les tentatives du Comte de Fuentes pour introduire une garniſon Eſpagnole dans Bruxelles acheverent de révolter les eſprits. Quoiqu'il exposât la néceſſité de les apeler pour remplacer les troupes allemandes qui venaient d'y commettre quelque déſordre, les Bourgeois préferaient la licence des ſoldats Allemands à la diſcipline des troupes Eſpagnoles. La diſette s'étant jointe à tous ces malheurs, le petit peuple uſa, ſans retenue, de la liberté de ſe plaindre, la ſeule qui reſtât à ces infortunés. Tous les ordres chercherent les moyens de mettre fin à tant de calamités &, puiſqu'une aſſociation avec les Confédérés paraiſſait impraticable, ils ſe réunirent pour imaginer les moyens de faire la paix avec eux. Le Comte de Fuentes parut ſe prêter à ce cri unani-

Bor XXXII. 2. 28. 98. Grot. Hiſt. IV. 211. 212. 213.

me dicté par la néceſſité. Le Marquis d'Havrech écrivit en conſéquence à Jacques van Malderé, jadis attaché à ſa maiſon, mais alors très conſideré dans celle du Prince Maurice. Malderé communiqua la lettre au Prince qui, d'après une conférence tenue à ce ſujet avec les Etats, le chargea de répondre qu'il n'y avait aucun eſpoir de faire la paix, avant que les troupes Eſpagnoles euſſent évacué les Païs-bas & même la Franche-Comté. Le Marquis fit reponſe, ſans s'expliquer ſur cette derniere condition: & les Confédérés qui ſe flattaient de plus en plus de l'eſpérance de ramener les autres Provinces, leur donnerent à entendre qu'ils étaient prêts à traiter avec elles, mais non pas avec les Eſpagnols. D'après ces ouvertures & au nom des Grands du pays, on envoya à Middelbourg une députation, compoſée de Dirk Liesveld, Jacques Maas & Otton Hartius, trois ſavans Juris-Conſultes & habiles négociateurs. Le Prince Maurice voyant les affaires à peu près dans la même ſituation où elles étaient en 1576, s'était, comme ſon pere, tranſporté en Zéelande, pour avoir l'œil ouvert ſur les Provinces Royaliſtes. „ Lorſqu'autre- „ fois, lui dirent les Députés, nous „ avions, à nous plaindre de l'oppres- „ ſion militaire, nous avons commen- 1595.

1595. „ cé par nous réunir avec vous: le Con-
„ seil d'Etat, le Roi même autorisa
„ notre confédération, & les soldats se
„ virent obligés par les ordres du Mo-
„ narque d'abandonner les Païs-bas.
„ L'harmonie & le bonheur allaient
„ succéder à la désolation & aux discor-
„ des civiles, lorsque les fautes des
„ deux partis ou plûtôt le couroux cé-
„ leste fit naître de malheureux incidens
„ qui rouvrirent des playes prêtes à se
„ fermer. Accablés aujourd'hui des
„ mêmes maux auxquels le Conseil d'E-
„ tat est disposé d'apporter le même
„ remede, il ne nous manque plus, pour
„ en faire usage, qu'une réconciliation
„ nouvelle & perpétuelle avec nos fre-
„ res. L'illustre Maurice est trop éclai-
„ ré pour s'y opposer & préférer aux
„ douceurs de la paix une gloire souil-
„ lée de larmes & de sang. Il sait que
„ le sort des armes est journalier: il
„ peut s'illustrer par des qualités plus
„ aimables & moins funestes que celles
„ de la guerre. Si cependant le sang
„ des héros qui coule dans ses veines
„ lui faisait préferer les lauriers cueil-
„ lis à travers les hasards & les fati-
„ gues, il en trouvera une abondante
„ moisson chez les puissances actuelles
„ de l'Europe, où ses talens militaires
„ ont tellement élevé son nom qu'il n'y
„ a point de Capitaine qui ôsât lui dis-

„ puter le commandement.“ Le jeune Maurice vit d'abord le but de cet éloge concerté : „ Plut-au ciel, dit-il, qu'il fût „ en mon pouvoir de procurer aux races „ préſentes & futures, la ceſſation des „ discordes inteſtines ! Le titre paiſi- „ ble de pacificateur me flatterait infi- „ niment plus que l'éclat bruyant des „ triomphes & des victoires. Le ſuc- „ cès de cet heureux événement ne de- „ pend que des Provinces ſoumiſes ac- „ tuellement au Roi. Elles n'ont qu'à „ reprendre leur ancien courage, ſe- „ couer un joug aviliſſant & traiter de „ libres à libres avec les Provinces-U- „ nies. Elles trouveront des freres, & „ dans ces Monarques nos alliés dont „ elles ont actuellement tout à crain- „ dre, des amis & des vangeurs. Ce „ qui vient d'arriver en France montre „ que la différence des religions ne ſau- „ rait être un obſtacle à notre récon- „ ciliation. Nous n'uſurperons jamais „ le droit de preſcrire aux autres ce „ qu'ils doivent croire : nous laiſſons ce „ ſoin à Dieu & à chaque Province. „ Le voiſinage, l'affinité du gouverne- „ ment, des mœurs & du ſang, nous „ apelent à cette heureuſe réunion : la „ diſtance des lieux, la différence des „ mœurs & des ſentimens, l'antipa- „ thie des deux nations & les maux „ que nous avons tous ſoufferts, doi- 1595.

1595. „ vent nous engager à rompre pour „ jamais avec l'Eſpagne. Peut-on „ ſe fier à un Prince qu'on a abjuré? „ Un engagement quelconque avec lui „ n'impliquerait il pas une nouvelle ſu- „ jettion? La haine d'un Souverain „ ne meurt pas : que ne tentera-t-il „ pas avec les avantages de la paix, „ lui qui n'a rien voulu ceder dans les „ embarras de la guerre? Quelle foi „ ajouter aux paroles d'un Monarque „ accoutumé à ſe jouer du droit des „ gens & qui cherche à ſe défaire de ſes „ ennemis en payant des ſcélérats pour „ les aſſaſſiner?" Ainſi Maurice faiſait aſſez connaître le projet qu'il roulait dans ſa tête. Mais ſachant que Fuentes ne permettait cette négociation qu'à regret & pour leurer les Provinces obéiſſantes, il voulut ſavoir s'il avait avoué les Députés. Ils repondirent que non : mais Maurice ayant apperçu un papier dans le ſein d'un de ces Députés, eut le hardieſſe de l'en tirer & fit voir que c'était une inſtruction du Comte de Fuentes.

Penſées diverſes ſur cette négociation qui échoue.

Les Députés s'en revinrent ſans s'être expliqués ſur les propoſitions qu'on leur avait faites. Ils trouverent à leur retour un grand nombre de patriotes qui voulaient qu'on continuât cette négociation.

Ibid. „ L'expulſion des troupes étrangeres, „ diſaient-ils, eſt ſi raiſonable & ſi

„ conforme aux vœux de tous les Païs- 1595.
„ bas qu'on ne peut blâmer ceux qui la
„ demandent. Un Prince, ajoutaient-
„ ils, peut ſouvent tolerer ſans déshon-
„ neur ce qu'il ne ſaurait accorder avec
„ décence. Souvent même il doit fai-
„ re marcher l'utilité publique avant
„ les rigueurs du droit. Jamais ces
„ maximes ne furent plus de ſaiſon:
„ jamais la partie ne fut plus inégale:
„ des peuples, auxquels il ne reſte
„ que le dernier ſouffle, ſont ils en é-
„ tat de lutter avec les Confédérés que
„ la guerre enrichit, tandis qu'elle nous
„ ruïne. Placés à l'embouchure des fleu-
„ res, qui leur procure la liberté de
„ toutes les mers & l'entrée chez tous
„ ves peuples du monde, ils ſubſiſtent,
„ ils prosperent même par la pêche &
„ les manufactures: ils voyent aborder
„ chez eux les tréſors des nations & les
„ nations elles mêmes attirées par les
„ avantages ſéduiſants de la liberté ci-
„ vile & religieuſe. Nous n'avons que
„ des villes détruites, des fonds de ter-
„ re ſans valeur, des rivages ſtériles &
„ des ports bloqués. Ainſi la maſſe de
„ de nos reſſources va toujours en di-
„ minuant, tandisque le poids des im-
„ pots & le prix des vivres ne ceſſent
„ d'augmenter. Puisque nous ſommes
„ hors d'état de faire la guerre, peut-
„ on douter que nous devons faire la

1595. „ paix? " D'autres ajoutaient que les Provinces-Unies, ennuyées de la guerre, pouvaient ſe donner un nouveau maître : ce qui ne pourrait amener qu'une paix préjudiciable & déshonorante. „ Le meilleur moyen de dompter „ ces rebelles, diſaient d'autres, c'eſt „ de faire une trêve avec eux : leur „ force eſt l'effet de leur union, & cette union de la crainte. Dèsqu'ils „ n'auront plus d'ennemi à redouter, „ leur conſtitution populaire ne manquera pas de ſe diſſoudre d'elle même „ par les jalouſies & les diſſenſions dont „ elle eſt une ſource inépuiſable. Rien „ ne ſera plus aiſé que de fomenter ces „ diſſenſions par les intrigues & par les „ préſens chez un peuple avide de gain. „ La nation, delivrée pendant la trêve du „ fardeau des taxes, ne voudra plus „ les ſupporter, quand la guerre recommencera. Le tems rapele toujours „ dans l'eſprit des peuples leur ancien „ amour pour la royauté ; ils l'aimeront „ avec fureur, quand la trêve leur ôtera „ l'occaſion de la haïr. Dèsqu'ils ſeront ſoumis, il ſera facile à Philippe „ de tomber avec avantage ſur la France épuiſée par ſes payes & combattant „ avec peine ou ſur l'Angleterre afaiblie „ par le gouvernement d'une femme „ qui ne fait la guerre que par crainte." Juſte Lipſe célebre Profeſſeur de Louvain

vain, appuya ce dernier sentiment dans un écrit public, rempli de passages de l'histoire ancienne & moderne. Mais les Espagnols & leurs partisans tournerent en ridicule tous ces projets d'accommodement. Ils dirent qu'il serait dangereux de traiter avec d'opiniâtres rebelles qui cherchaient visiblement à attirer dans leur parti les sujets fidels du Roi. On ne doit, disaient-ils, penser qu'à punir leur audace éblouie par quelques succès: à l'exemple des Suisses qu'ils ont pris pour modeles, ils cherchent, après avoir secoué toute domination, d'imposer des fers aux autres Provinces. Jean Baptiste Tassis soutint qu'une trêve serait avantageuse. On sut par une de ses lettres qui fut interceptée, qu'il conseillait au Roi de laisser les Provinces traiter ensemble pour amuser les rébelles, d'abandonner cette négociation au Comte de Fuentes, de n'avoir aucun égard à la médiation de l'Empereur & de ne point retirer les troupes Espagnoles des Païs-bas. Ainsi s'évanouirent les espérances d'une révolution semblable à celle de 1576. Telle fut l'issue des derniers & trop faibles efforts des Païs-bas Royalistes pour recouvrer leur liberté. Les Provinces confédérées, ne voyant plus d'espoir d'attirer les autres à leur parti, 1595.

1594. ne penſerent qu'à reſſerrer de plus en plus le nœud qui les uniſſait.

Troubles dans la ville d'Embden.

Les troubles arrivés dans le même tems à Embden donnerent de plus grandes eſpérances & même plus de ſatisfaction à ceux qui deſiraient l'aggrandiſſement de la République. Cette ville s'était miſe depuis bien des années ſous la protection des Comtes d'Ooſtfriſe. Ces Comtes, ayant ſu augmenter peu à peu leur puiſſance, ne manquerent pas de vouloir aſſujettir un peuple qui avait le malheur de ne pouvoir ſe protéger lui-même. Mais les Bourgeois d'Embden lui oppoſerent conſtamment cet eſprit d'antique liberté Friſonne qui a toujours caracteriſé les peuples qui portent ce nom, ſi fameux autrefois. La liberté civile & religieuſe, la ſituation avantageuſe de la ville, ſon port où les navires peuvent entrer à pleines voiles, y avaient attiré une foule d'émigrans qui, dans ce ſiecle où les fureurs de la guerre & du fanatiſme déſolaient tant de pays, cherchaient la tolérance & la paix. La population & les richeſſes y augmenterent inſenſiblement l'orgueil naturel à tous les peuples libres. Edzard II. alors Comte d'Ooſtfriſe, en conçut de l'ombrage. Il crut pouvoir dompter un orgueil qui lui paraiſſait dangereux, en impoſant des taxes ſur les mar-

Reidani Hiſt. XI. 303 - 306. *Grot. Hiſt. IV.* 214 - 218. *Meteren Liv.* 18. *Bor XXII.* 46.

chandiſes & en s'ingérant dans la nomination des Magiſtrats. La défiance devint reciproque : les eſprits s'aigrirent encore par la différence des religions : car le Comte ſuivait la confeſſion d'Augsbourg & la plus grande partie des citoyens, la réforme de Calvin. Sous prétexte que les aſſemblées de religion n'étaient que des attroupemens ſéditieux & les aumônes qu'on y recueillait, des fonds préparés contre lui, Edzard mit garniſon dans le château. Il croyait par ce moyen tenir la ville ſous le joug. Les Bourgeois perdirent alors toute patience. Ils voulaient un protecteur & non pas un maître. Ils avaient depuis longtems jetté un œil d'envie ſur les Confédérés des Païs-bas : le voiſinage, la conformité de religion, leur avaient inſpiré le plus grand deſir d'être aſſociés à cette belle République fédérative. Les Miniſtres qui ont tant d'aſcendant ſur le peuple, ſurtout quand leurs idées s'accordent avec les ſiennes, fomenterent ces projets républicains. Ces mots ſi impoſans, *liberté*, *ſervice de Dieu*, prononcés dans les chaires, avec l'enthouſiasme impétueux qui leur eſt naturel, firent la plus grande impreſſion ſur les Bourgeois. Ils coururent aux armes, ſe nommerent un chef, ſe ſaiſirent de l'artillerie, s'emparerent des portes & de l'hôtel de ville, changerent 1595.

1595. les Magiſtrats & forcerent la garniſon du château à ſe rendre par famine. Les deux partis eurent recours aux Etats-Généraux, qui firent une réponſe conçue de façon à donner quelque eſpérance aux Bourgeois, ſans l'ôter au Comte. Mais ayant appris que ſon fils levait des troupes, ils renforcerent leur flotte & firent avancer en Ooſtfriſe un régiment de Friſons qui fut reçu à Embden, à bras ouverts. Le Comte, craignant alors d'avoir les Etats pour maîtres, imagina d'écarter le péril, en les prenant par médiateurs. Après avoir écouté les Députés des deux partis, les Etats-Généraux ménagerent un accommodement qui, ſans préjudicier aux libertés civiles & religieuſes de la ville, conſervait les droits des Comtes. Mais ce traité qui n'était qu'un palliatif, ne tarda pas à être rompu. Nous verrons dans la ſuite comment il donna lieu aux Etats-Généraux d'acquerir dans Embden le droit important de protection & de garniſon.

Politique des Confédérés & du Comte des Fuentes.

Il eſt vrai que l'eſprit des Républiques eſt la paix & la modération; mais quand les occaſions de s'aggrandir s'offrent d'elles-mêmes, il eſt rare qu'elles refuſent d'en profiter; & leur ambition eſt bien legitime, quand elles cherchent à ſe faire des aſſociés & non pas des ſujets. La conduite qui tinrent les

Etats-Généraux dans cette affaire & dans leur négociation avec les Païs-bas Royaliſtes, n'était-elle que l'effet d'un déſintéreſſement pur? Ou plûtôt, ſerait-on fondé à croire qu'ils craignaient, en s'aſſociant des Républiques avantageuſement ſituées pour la navigation, de partager les fruits qu'ils recueillaient de leur vaſte commerce ou qu'ils attendaient des expéditions qu'ils commençaient à faire dans les Indes? Peut-être furent-ils joués par la politique de Fuentes, qui, malgré les préventions des Flamands contre lui, n'était point au deſſous de la place qu'il occupait. Il s'était d'abord appliqué à détruire un des plus grands vices du gouvernement Eſpagnol, l'eſprit de ſédition répandu parmi les troupes, & ſes efforts n'avaient pas été infructueux. Peut-être pour faire craindre aux ſoldats ce qui leur était arrivé en 1576, permit-il aux Provinces fideles de traiter avec les Provinces-Unies. Cette démarche ſervait encore à faire luire dans l'eſprit d'un peuple malheureux & mécontent, un rayon d'eſpoir: & par une négociation publique dont il conduiſait ſecretement le fil, il prévenait tout projet de négociations ſecretes & les ſuites qu'elles pouvaient avoir. 1594.

Henri IV. avait cru que ce mécon- Heureux

1594. tentement produirait d'autres effets. Il avait invité les habitans du Hainaut & d'Artois à forcer les troupes Eſpagnoles de vuider les Païs-bas. Mais ils envoyerent ſa lettre à la Cour de Bruxelles. Henri, voyant ſes droits reconnus dans preſque tout ſon Royaume & déſeſperant de faire ſoulever les ſujets de Philippe, publia un manifeſte ſanglant contre ce Monarque ; l'accuſa d'avoir ſuborné un aſſaſſin pour attenter à ſa vie & lui déclara la guerre avec les formalités ordinaires. Philippe y répondit par une déclaration où il prétendait ne faire la guerre que pour défendre la France & la religion catholique opprimées par le Prince de Béarn & ſes Fauteurs. La France & les Provinces-Unies ayant alors la liberté de concerter enſemble toutes leurs opérations, pouvaient ſe flatter plus que jamais d'accabler leur commun ennemi. Mais les diviſions inteſtines ſurvenues dans le ſein de la République à cauſe de la négligence de pluſieurs Provinces à payer leur part des contributions générales, & les disputes élevées ſur l'article de la monnoye dont chacune s'arrogeait le droit de fixer la valeur, cauſerent un tort conſidérable aux affaires des deux nations. Les Eſpagnols, qu'elles auraient pu accabler des deux côtés, eurent le tems de ſe mettre ſur

ſuccès des Eſpagnols.

Dumont Corps Diplom. T. IV. p. 2. pag. 512.

Meteren Liv. XVII. Bor. XXXII. 12 20 29. Grot. Hiſt. IV. 213. 218. 219.

leurs gardes. La discipline que Fuentes rétablit parmi les troupes, les renforts qu'il reçut pour completer les différens corps, le mirent en état de tenter des conquêtes. Les Confédérés furent d'abord chassés de Huy petite ville dans le pays de Liege, mais importante par sa situation: ils s'en étaient emparés, parceque l'Evêque favorisait les Espagnols. Mondragon fit ensuite lever le siege de Groll au Prince Maurice. Il défit un détachement commandé par Philippe de Nassau qui reçut une blessure dont il mourut peu de tems après. Ernst de Nassau, son frere, fut fait prisonnier dans cette action & paya pour se racheter une forte rançon. Le Comte Ernst de Solms périt aussi dans la mélée qui fut très sanglante. Mais, c'est en France que les Espagnols dirigerent presque tous leurs efforts & firent de grands progrès. Ils prirent le Chatelet, Dourlans & Cambray. Cette derniere ville ne s'était rendue que pour se soustraire au joug du Gouverneur Balagni qui la tyrannisait: elle était libre & impériale: mais enclavée entre la France & les Païs-bas, forcée par sa situation d'avoir recours à des protecteurs trop puissans, & de recevoir garnison de l'un ou de l'autre, elle était toujours la proie du plus fort. Elle crut recouvrer ses droits en se donnant 1595.

1595. aux Espagnols. Elle en avait même stipulé le maintien dans l'accord qu'elle fit avec le Comte de Fuentes : mais à peine fut-il dans la ville qu'il pressa les Bourgeois de prêter serment de fidelité à son maître. Et comme ils étalaient avec éloquence & chaleur tous leurs droits, il leur montra qu'ils avaient tort, en leur faisait voir de son côté la grande raison des Rois.

Les Provinces Unies répondent aux plaintes de Roi de France & de la Reine d'Angleterre.

Henri IV. qui, après avoir défendu la Bourgogne contre les Espagnols, volait à la défense de Cambray, fut accablé de douleur en apprenant la prise de cette ville. Il éclata en reproches amers contre les Etats-Généraux. Il imputa cette perte au rappel trop précipité des troupes qu'ils avaient promis de laisser sur la frontiere pour la défendre. Il ajouta que s'ils se repentaient de s'être ligués avec lui, il ferait avec l'Espagne un accommodement qu'il déclinait depuis longtems. Les Etats-Généraux s'excuserent sur la détresse où ils s'étaient trouvés eux-mêmes ; & lui envoyerent deux regimens d'infanterie, de l'argent & des vivres. Mais en voulant appaiser le Roi de France, ils réveillerent le courroux mal éteint de la Reine d'Angleterre. Cette Princesse ne pouvait pardonner à Henri son changemient de religion, le refus qu'il avait fait de confier aux Anglais la garde de

Grot. IV. 227. 228. Bor. XXXIII. 42.

Cambden ann. 1595. p. 586.

Calais, de Boulogne, de Dieppe & sur- 1595.
tout les progrès de ses armes qui le mettraient en état de n'avoir bientôt plus besoin d'elle. Elle envoya Sir Thomas Bodley en Hollande. Elle fit dire aux Etats-Généraux que, puisqu'ils étaient assez riches pour prêter de l'argent, ils pouvaient à plus forte raison lui rembourser les sommes qu'ils devaient à l'Angleterre. Les Etats chercherent d'abord à la fléchir par des prieres & des soumissions. Ils firent valoir le traité qu'ils avaient fait avec elle, par lequel ils n'étaient obligés à la payer qu'à la fin de la guerre. Ils représenterent l'état déplorable ou ils étaient réduits par les derniers succès des ennemis, par la saisie de leurs vaisseaux marchands en Espagne, par les inondations & la disette. Ils montrerent qu'ils n'avaient pas secouru le Roi de France par un motif d'ostentation, mais par nécessité, afin d'éloigner l'ennemi & de l'empêcher de profiter de la détresse où ils se trouvaient. Après de vifs débats, les deux parties s'accommoderent, du moins en apparence. Les Etats s'engagerent à secourir la Reine d'un certain nombre de vaisseaux, & à payer les troupes Anglaises qu'ils avaient à leur service, quoique les places de sûreté qui bornaient si fort leur indépendance, restassent entre les mains des Anglais. Ce

1595. traité n'eut été qu'un palliatif momentané, si la crainte des Espagnols qui firent une descente en Angleterre, préparaient une flotte formidable contre ce Royaume, & fomentaient une révolte élevée en Irlande, n'eut engagé la Reine à resserrer une union qu'il était plus que jamais de son intérêt de cultiver.

Le Cardinal Archiduc Albert d'Autriche vient dans les Païs-bas en qualité de Gouverneur-Général.

Le Roi d'Espagne ne pouvait ignorer combien l'élévation du Comte de Fuentes avait indisposé ses sujets des Païs-bas. Pour regagner leur confiance & les animer à poursuivre le cours de la fortune qui commençait à les favoriser, il transporta le gouvernement général des Païs-bas à un Prince de son sang, le Cardinal Albert d'Autriche, son neveu, qui lui avait donné des preuves de la plus haute capacité dans la vice-royauté du Portugal qu'il avait exercée plusieurs années. Le Cardinal Albert fit son entrée à Bruxelles le onze Fevrier 1596. Pour gagner la faveur publique, il apportait des propositions de paix : mais pour être en état d'en dicter les conditions, il amenait un renfort de trois mille hommes ; avec quinze cens mille écus d'argent en lingots ; pour éviter la perte que le change aurait occasionnée. Il apportait encore la promesse d'une remise de onze cens mille florins d'Espagne tous les mois, qu'il ne toucha cependant que jusqu'en Au-

Bor XXII 98. 107. 122. XXXIII. 99. Grot. V. 240.

tomne. La joie publique fut augmentée par le départ du Comte de Fuentes & d'Ibarra que leurs talens ne pouvaient abſoudre aux yeux de la nation, du crime d'être nés Eſpagnols. Mais cette joie ne tarda pas à ſe ralentir; lorſqu'on vit la direction des armées & des affaires politiques entre les mains de *Franciſco de Mendoza*, Amiral d'Arragon, de Gonzalez Carillo, de Zeronimo Zaputa, Baptiſte Taſſis & de pluſieurs autres Eſpagnols. 1596.

La conduite adroite du nouveau Gouverneur-Général cauſait des inquiétudes plus vives aux Provinces-Unies. Il avait fait relâcher un grand nombre de leurs vaiſſeaux détenus dans les ports d'Eſpagne & de Portugal. Quoique les eſprits éclairés penſaſſent que Philippe ne pouvant, ſans ſe nuire, gêner le commerce des Hollandais, n'avait fait arrêter leurs navires que pour fournir à l'Archiduc l'occaſion de gagner leur amitié en s'attribuant la gloire de les faire relâcher; on ne laiſſa pas de craindre que cette démarche ne fît trop d'impreſſion ſur le peuple des matelots & des marchands peu verſés dans la politique des Princes & moins attachés à leur patrie qu'aux intérêts de leur commerce. Pour mieux s'inſinuer dans la bienveillance des peuples, l'Archiduc avait encore obtenu l'élargiſſement de

Politique de l'Archiduc pour gagner les Provinces-Unies.

Reidani Hiſt. XII. p. 318. Bor XXII. 112. 122. 124. Grot. Hiſt. V. 104.

1596. Philippe Guillaume, Prince d'Orange, & fils aîné de Guillaume I, & l'avait amené dans les Païs-bas avec lui. On sait que ce Prince avait été enlevé de Louvain où il faisait ses études & transporté en Espagne à l'age de treize ans. Il y était tenu dans une espece de captivité depuis vingt huit ans, sous le beau prétexte de préserver du venin de l'heréſie un jeune homme qui avait l'honneur d'être le filleul du Roi catholique. Ce Prince infortuné n'avait eu dans sa prison d'autre occupation que le jeu des échecs où il excellait: il n'y avait rien fait de mémorable que de jetter un jour par la fenêtre le Capitaine qui le gardait, pour avoir mal parlé du Prince d'Orange, son pere. Cependant le soin qu'on avait eu d'en faire un zélé catholique, faisait penser qu'on pouvait s'en servir pour ramener les esprits dans les Provinces-Unies, ou semer la discorde par les procès où ses droits pourraient l'engager avec Maurice & ses autres freres & sœurs. Les Etats-Généraux, ayant donc conçu des craintes & des soupçons légitimes sur son arrivée, lui écrivirent sous prétexte de le féliciter de sa délivrance; mais en effet pour sonder ses dispositions & ses projets. Ils étaient, disaient-ils, persuadés qu'après avoir été si longtems la victime de la cruauté des Espa-

Aubery Memoires.

gnols, il ne tenterait jamais rien contre la liberté d'une République fondée par la valeur de son pere & cimentée de son sang. Ils ajouterent que la guerre actuelle les empêchait de permettre qu'il entrât dans le territoire des Provinces-Unies sans un sauf-conduit de leur part; ils promirent de lui en faire passer un dans un tems plus convenable. Il répondit par une lettre fort polie, qu'il n'entreprendrait jamais rien qui ne fût agréable aux deux partis. Mais il ne dit pas un mot concernant son pere. Voyant ensuite qu'il était suspect aux Espagnols à cause de sa naissance & aux Confédérés à cause de sa religion, il prit le parti de ne se mêler d'aucune affaire politique. 1596.

Ainsi s'évanouirent les espérances qu'avait conçu l'Archiduc de gagner les Confédérés par des voies artificieuses. A la tête d'une armée de quinze mille hommes, il pouvait leur porter des coups plus dangereux: il pensait même aux lieux où il commençerait à tomber, lorsque Henri IV. le força de retourner en France. Ce Monarque voulant se dédommager de la perte de Cambray, mais n'ayant pas des forces suffisantes pour la reprendre, avait assiegé la Fere petite, mais importante ville, que les ligueurs avaient livrée aux Espagnols. L'Archiduc, désespérant de forcer les

Conquêtes de l'Archiduc en France.

1596. Français à lever ce siege, imagina d'assieger une autre ville, soit pour faire diversion soit pour s'indemniser par une conquête plus avantageuse. Il mena ses troupes devant Calais, dont les fortifications étaient en mauvais état & la garnison très faible. Les flottes Anglaise & Hollandaise qui croisaient devant la ville, sécondées par un détachement de quatre mille Français, tenterent envain de faire lever ce siege. La ville fut prise d'assaut & presque toute la garnison composée de huit compagnies dont deux étaient Hollandaises, fut passée au fil de l'épée. On remarque cependant que soixante soldats Hollandais se défendirent avec tant de courage qu'ils obtinrent de sortir vies & bagues sauves. Ainsi Calais un des principaux boulevarts de la France, la clef de la manche, tomba en moins de vingt jours au pouvoir des Espagnols. Guines & Hamez, petits villes qui n'en sont pas éloignées, subirent le même sort. Ardres, ville importante & forte, fut livrée aux Espagnols par la lâcheté du commandant, la veille du jour que Hènri s'étant rendu maître de la Fere, allait voler à son secours ou forcer les ennemis à combattre.

Bor. XXXIII. 8. 20. 24. 25.

Il assiege & prend la ville de Hulst.

Des conquêtes si rapides & si importantes répandirent l'effroi dans les Provinces-Unies. Elles renforcerent

les garnisons d'Oostende & de Breda. 1596.
Et pour augmenter leurs forces, elles rappellerent les troupes alors en garnison le long du Rhin & leverent pour les remplacer des milices appellées *Waardegelders* auxquels ils donnerent une demi-paye. Elles rappellerent encore les troupes qu'elles avaient en France; & pour remplacer celles qu'elles avaient sur la flotte Anglaise, elles leverent, avec l'agrément de la Reine, deux mille hommes en Angleterre, auxquels Elizabeth en ajouta encore deux mille. Ces précautions n'arrêtterent point l'Archiduc. Il était rentré dans les Païs-bas, soit pour éviter Henri qui cherchait à le combattre avec des forces supérieures, soit pour assurer les frontieres contre les courses de la cavalerie de Maurice qui ne cessait de piller ou de rançonner plusieurs districts. Il parut d'abord en vouloir à Oostende ou à Breda. Lorsqu'il vit les Confédérés porter toute leur attention sur ces deux places, il tourna tout à coup du côté de Hulst. La situation de cette ville au milieu du pays de Waas, mettait les Hollandais en état de faire des courses dans les Provinces d'alentour ou de les soumettre à des contributions réglées. Maurice, s'en étant rendu maître, avait élargi les fossés, augmenté les fortifications &, pour conserver

Bor XXXIII. 25. 39-51. *Grot. V.* 245. 246. 247.

1596 une place si importante qui couvrait la Hollande & la Zéelande & leur ouvrait l'entrée de la Flandre & du Brabant, il avait chargé les Zéelandais d'en achever les ouvrages. Ceux-ci avaient plutôt pensé à pourvoir à la defense du pays d'alentour que de la ville. Ils avaient ouvert de grandes inondations: ils avaient rasé les éminences qui eussent pu couvrir les ennemis contre le canon de la place: de sorte que Hulst se trouvait dans une espece d'Isle. La Barlotte & la Biche, deux Officiers de tête & de courage, entreprirent de surmonter ces obstacles. Ils s'embarquerent sur de petits bateaux avec un détachement de troupes d'élite, traverserent les canaux & l'inondation à la faveur de la nuit, s'emparerent de plusieurs redoutes & se retrancherent dans l'Isle. Maurice, ayant tenté vainement de les déloger, vint s'établir à Kruiningen à la pointe de l'Isle de Sudbeveland, d'où il pouvait éclairer les projets de l'ennemi & faire passer à la garnison des secours d'hommes & de vivres. Le siege n'en fut pas poussé avec moins de vigueur. Les sorties des assiégés, les assauts donnés par les assiegeans, le feu vif & continu des batteries, les mines & les contremines, firent périr un grand nombre d'hommes distingués & de braves guerriers des

deux partis. La plus belle défenſe repondait à l'attaque la plus vive : mais la plus grande perte tombait ſur les Royaliſtes. Le Cardinal Archiduc, pour empêcher que le découragement ne ſe répandît parmi eux, imagina une cérémonie conforme à ſon double caractere de Général & d'homme d'Egliſe. Sachant combien l'image des cérémonies religieuſes pouvait faire impreſſion ſur l'eſprit ſuperſtitieux des Eſpagnols, il engagea des prêtres à marcher avec les troupes & à déployer les bannieres eccléſiaſtiques au milieu des drapeaux militaires. Et comme il ſoupçonnait que ces ſymboles flottants pouvaient n'être pas à l'épreuve du canon, il fit armer ſes ſoldats de cuiraſſes & de casques. Mais le jeu des mines rendit toutes ces tentatives inutiles. Il donna lieu au ſpectacle le plus effrayant que le génie deſtructeur de la guerre ait jamais offert. On vit les aſſiégeans placés ſur un terrein inégal & que le ſang des morts & des bleſſés rendait gliſſant, ſe former un point d'appuy des membres encore palpitans de leurs camarades, pour ſe ſoutenir & porter plus ſûrement des coups mortels à leurs ennemis. Les Royaliſtes ſemblaient décidés à prolonger ces ſcenes d'horreur & de pitié, lorſque l'Archiduc fit ſommer les aſſiégés de ſe rendre. 1596.

1596. La garnison effrayée des suites d'un siege qui pouvait durer longtems & désespérant de lasser des ennemis si acharnés, pressa le Comte de Solms, Commandant de la place à se rendre. Le Comte blessé lui-même crut devoir déferer aux sollicitations pressantes de ses soldats, malgré la protestation de Matthieu Held. Il obtint la capitulation la plus avantageuse & sortit de la ville le dix-huit Août. L'Archiduc fut d'autant plus charmé de voir finir ce siege, qu'après y avoir perdu cinq mille hommes & plus de soixante Officiers de marque, il commençait à se rebuter. Il se rendit ensuite à Bruxelles où il fut reçu aux acclamations du peuple: on le regardait déjà comme l'homme destiné par la providence à rétablir les affaires du Roi & à rapeller la fortune qui semblait l'avoir abandonné depuis sept ans. Mais les Provinces-Unies furent très sensibles à une perte qui les privait des grandes contributions qu'ils tiraient de la Flandre. La Zéelande ne put la pardonner au Comte de Solms, & lui ôta le commandement d'un Régiment dont elle l'avait nommé Colonel. Les Etats Généraux, auxquels il adressa une apologie de sa conduite, n'en jugerent pas si désavantageusement. Ils lui confierent un autre régiment. Le Comte disait à ceux qui le plaignaient,

que depuis treize ans qu'il servait les Provinces-Unies, il avait appris à sacrifier les injures personelles au bien public. 1596.

Quelques petites victoires remportées par les Français contribuerent à consoler & à rassurer les Confédérés. Mais rien n'était plus capable de relever leur courage que les grands succès d'une expédition navale qu'ils avaient entreprise contre l'Espagne de concert avec l'Angleterre. Depuis la défaite de l'invincible armada, les Anglais, encouragés par l'affaiblissement des forces navales des Espagnols & animés par la soif du butin, n'avaient cessé d'insulter les possessions Espagnoles tant en Europe qu'en Amérique. Philippe brûlait de se vanger; mais les dépenses que lui coutait la guerre qu'il faisait dans les Païs-bas & en France, absorbaient presque toutes ses ressources. Enfin la révolte de Catholiques en Irlande & la prise de Calais, lui ayant paru des incidens favorables à l'exécution de ses projets, il fit des efforts extraordinaires pour équipper une nouvelle flotte & frapper un grand coup. Elizabeth, voulant écarter l'orage qui la menaçait, fit équipper une autre flotte de plus de cent cinquante vaisseaux montés par environ huit mille hommes de guerre & sept mille matelots. Lord Howard,

Heureuse expédition navale des Anglais & des Hollandais en Espagne où ils prennent Cadix.

Hume's Hist. of Engl. Tom. V. p. 395. 396. 397. *Grot. Hist. V.* 256. 257. 258. *Bor XXIII.* 15. 23. 25. 54. 56. *Resol. Holl. Août.*

1596. Grand Amiral, la commandait: les troupes de terre étaient ſous la conduite du jeune Comte d'Eſſex, favori de la Reine qui était le principal Auteur de cet armement où il eſperait ſignaler ſon courage impétueux. Il y avait entraîné les principaux Seigneurs de la Cour, moins pour leur faire partager ſa gloire future que pour empêcher que pendant ſon abſence, ils ne lui fiſſent du tort dans l'eſprit de ſa maîtreſſe. Les Etats-Généraux envoyerent aux Anglais vingt quatre vaiſſeaux ſous le commandement de Jean de Duivenvoorde, Seigneur de Warmond & un certain nombre de troupes ſous les ordres des Comtes Louis & Guillaume de Naſſau, Couſins du Prince Maurice. Les flottes combinées ſortirent de Plymouth le premier de Juin. Elles avaient ordre d'attaquer non ſeulement les navires ennemis, mais encore tous les neutres qui leur procuraient des munitions de guerre & de bouche. Elles n'étaient qu'à une petite diſtance de cette ville; lorſqu'elles apprirent par un vaiſſeau Irlandais qu'elle était dans la plus grande ſécurité & n'avait qu'une faible garniſon; & que le port était plein de navires marchands richement chargés. Les Eſpagnols n'avaient pour défendre l'entrée de la rade qu'une eſcadre d'environ trente vaiſſeaux de guer-

re qui faisait partie de la flotte qu'on équipait à Lisbone pour attaquer l'Angleterre : ils avaient encore un grand nombre de vaisseaux de transport équippés en guerre & plusieurs autres navires de diverses nations légerement armés. Ils ne laisserent pas de se mettre en bataille & malgré l'inferiorité du nombre, ils soutinrent l'attaque jusqu'à ce que quelques uns de leurs plus gros navires eussent été pris, & les autres brulés, coulés à fond, obligés d'échouer sur des bancs de sable, ou poussés dans la méditerranée. Un navire Anglais & un navire Hollandais eurent le malheur de sauter en l'air dans cette action par le feu qui prit aux poudres. Le Comte d'Essex, ayant alors pris terre à la pointe de Puntal, les matelots Hollandais emporterent le fort l'épée à la main. Le Comte Louis de Nassau s'avança vers Cadix à la tête de quatre cens Anglais. Quelques compagnies de volontaires Espagnols dont la moitié étaient composée de religieux qui regardaient comme un œuvre méritoire de combattre des hérétiques, s'avancerent à leur rencontre. Mais elles furent rompues du premier choc, malgré la valeur des religieux qui combattirent avec plus d'opiniatreté que tous les autres volontaires. Les Anglais entrerent dans la ville avec

1596.

Ferrera Hist. génér. d'Esp. ann. 1596.

1596. les vaincus & la mirent au pillage. Les habitans capitulerent pour leurs vies moyennant ſoixante & dix mille ducats, pour leſquels ils livrerent des otâges. On avait promis aux vainqueurs deux millions de florins pour le rachat de la flotte marchande qui s'était retirée dans le canal : mais le Duc de Medina Sidonia, Gouverneur de la Province, refuſa de ratifier cet accord & regardant comme un gain tout ce qu'il ferait perdre à l'ennemi, la fit livrer aux flammes ; quoiqu'elle fut évaluée à dix millions de florins. Le Comte d'Eſſex, avide de gloire, voulait conſerver cette conquête : il s'offrait même de la garder avec quatre cens hommes. L'Amiral Warmond appuyait ce ſentiment & ſe chargeait de nourrir la flotte pendant un mois, & de fournir enſuite à la garniſon qui reſterait à Cadix des vivres d'Angleterre, d'Italie ou d'Afrique. Mais l'Amiral Howard rejetta ce projet ; & tous les autres Anglais ſatisfaits de la gloire qu'ils venaient d'acquerir, étaient impatiens de retourner dans leur patrie pour jouir de leur butin. Après avoir livré la ville aux flammes, on remit à la voile, & la flotte rentra à Plymouth le 18 Août.

La Reine d'Angleterre écrivit à l'Amiral Warmond pour le remercier de la maniere dont il s'était conduit. On

voit cependant, à travers ſes paroles qu'elle ne ſouhaitait pas qu'il vînt à la Cour. Il avait en effet bien des griefs à lui adreſſer contre les Anglais. Arrivé à la Haye pour rendre compte de cette expédition aux Etats-Généraux, il ſe plaignit vivement qu'ils euſſent privé les Hollandais de leur part au butin. Ce n'eſt pas la ſeule perte qu'ils avaient faite. Ils étaient intéreſſés pour trois cens mille florins dans la flotte marchande brulée à Cadix. Un vaiſſeau Hollandais de cette flotte chargé de cinquante mille florins ayant cru ſe ſauver, en ſe retirant vers les Anglais, avait été pillé par eux, ſous prétexte que ſa cargaiſon appartenait à l'ennemi. Les Confédérés ne gagnerent à cette expédition que par la détreſſe où elle jetta leur ennemi. Philippe y perdit la plus grande partie des revenus qu'il deſtinait pour la campagne prochaine, douze cens pieces de canon & une partie de ſes plus belles forces navales. 1596.

Tous ces déſaſtres joints aux ſommes qu'il diſperſait en France & dans les Païs-bas, & ne rentraient jamais plus en Eſpagne, avaient achevé d'épuiſer ſon tréſor. Il devait des ſommes immenſes à des banquiers étrangers pour leſquels ſa mauvaiſe foi précédente & le déſordre affreux de ſes finances étaient cauſe qu'il payait des intérêts exorbitans & ſe rui- Grande détreſſe du Roi d'Eſpagne. *Grot. Hiſt. V.* 259. 260. *Reid. XIV.* 367. 368.

1596. nait en faux frais & en non valeurs. Dans cette extrémité, il se plaignit amerement des usures énormes qu'exigeaient ses créanciers, ce qui l'empêchait de poursuivre ses louables projets en faveur de la religion catholique. Il jugeait donc pouvoir, en toute équité, leur retirer les péages & les autres branches des revenus publics qu'il avait alienés entre leurs mains pour assurer leur créance. Il diminua encore leur capital sur le taux de ce qu'ils avaient exigé au delà d'un intérêt raisonnable. Cette violation scandaleuse de la foi publique ne manqua pas de le décrediter entierement. Il vit bientôt sa faute : il crut la réparer, en restituant les choses sur l'ancien pied : mais il ne put jamais rétablir sa réputation. Personne ne voulait prêter à un débiteur qui s'imaginait qu'un zéle prétendu pour la foi catholique pouvait le délier de ce qu'il devait à la foi des traités & qui n'y revenait que par la néceſſité des circonstances & non par les sentimens de la probité. En un mot, ce défaut d'argent & de crédit rompit toutes les mesures de l'Archiduc & lui fit perdre les fruits d'une campagne où il avait debuté avec des succès qui berçaient son esprit des plus agréables espérances. Un nouveau malheur acheva de renver-

Meteren Liv. XVIII.

ſer

fer les projets de vengeance & d'ambition de Philippe II. Le retour d'une flotte d'Amérique richement chargée l'avait mis en état de préparer un nouvel armement formidable. La flotte avait déjà mis à la voile pour aller envahir l'Irlande ; lorsqu'elle fut assaillie d'une affreuse tempête qui fit périr quarante vaisseaux & dispersa les autres. Il est vrai que les flottes Anglaise & Hollandaise qui devaient détruire cet armement & qui sortirent l'année suivante pour achever d'anéantir la marine Espagnole, furent aussi le jouet des tempêtes. 1596. *Bor XXXIII, 65-67. XXXIV. 31. Grot. Hist. V 269. Resol. Holl. Nov. 1597. Bor XXXIV. 31.*

Cette constance de Philippe que les plus grands revers ne pouvaient abbattre, les ressources inépuisables que lui procuraient annuellement ses possessions en Amérique, son habileté à faire soulever les peuples avec l'étendart de la religion, ne laissaient pas de causer des alarmes perpétuelles à la France, à l'Angleterre & aux Provinces-Unies. Dès l'époque des conquêtes de Cambray, de Calais, d'Ardres, de Hulst &c., ces trois états avaient pensé à resserrer le nœud qui les unissait. Ils s'étaient tous trois prêté mutuellement des secours : & ce qui n'est point extraordinaire dans une pareille association, tous trois étaient mécontens l'un de l'autre. Elizabeth dont l'âge augmentait la ja-

Traité de ligue offensive & défensive entre la France, l'Angleterre & Provinces-Unies. Grot. Hist. V. 261-263. Meteren Liv. 18.

1596. louſie & l'avarice naturelles, ne ceſſait de reprocher ſes bienfaits aux Etats, les ſecours qu'ils envoyaient à la France; & ſa mauvaiſe humeur éclatait par par des inſtances réiterées de lui rembourſer les ſommes qu'ils lui devaient. Ce n'eſt pas au fonds qu'elle fut dans un grand beſoin d'argent: elle ſe plaiſait à faire ſentir aux Etats qu'ils étaient ſous ſa dépendance. Les Etats pour ſe délivrer de ſes vexations euſſent pu liquider abſolument cette dette: mais la politique les engageait à differer; pour retenir la Reine dans leur parti par la crainte de perdre ſon argent, ſi le défaut d'aſſiſtance les livrait aux Eſpagnols. Ils avaient d'ailleurs bien des griefs à former contre elle: ils avaient auſſi à ſe plaindre de Henri IV, qui ne leur avait pas envoyé les troupes deſtinées à ſecourir la ville de Hulſt. Le Roi de France de ſon côté leur imputant la priſe de Cambray, de Calais &c., ne ceſſait de les menacer de faire ſa paix avec Philippe. L'abſolution que ce Monarque venait de recevoir du ſouverain Pontife, faiſait croire partout qu'il était prêt de s'accommoder avec le Roi Catholique. Les Etats-Généraux, voyant avec plaiſir la France & l'Angleterre aux priſes avec l'Eſpagne, avaient intérêt de leur envoyer des ſecours ſuffiſans pour conſerver leur amitié, mais

non pas assez considérables pour les mettre en état de forcer l'ennemi commun à faire une paix qui les aurait laissés seuls exposés à toutes les forces de l'ennemi. 1596.

Mais comme cette politique délicate était difficile à suivre au milieu de deux alliés dont le moindre incident pouvait exciter la jalousie ou le mécontentement, le seul moyen de les satisfaire & de prévenir toute difficulté, était de régler par un traité précis & solemnel les secours que chaque partie fournirait à l'autre : ce fut aussi celui que l'on chercha à mettre en usage. Les Etats entamerent une négociation avec Thomas Bodley, Député de la Reine d'Angleterre. Bodley leur proposa comme de lui-même une alliance à faire d'après les conditions suivantes." La Reine & les Etats s'engageraient à ne faire la paix avec l'Espagne que d'un commun accord : ils joindraient leurs forces navales aux siennes toutes les fois qu'elle aurait à combattre les Espagnols par mer. Les Etats lui demanderaient la permission d'entretenir à leur solde un corps considérable de troupes Anglaises. Pour l'appaiser sur les avances qu'ils ne pouvaient encore lui rembourser, ils lui enverraient, tous les ans, le jour de sa naissance, une ambassade en la remerciant des secours qu'ils avaient reçus d'elle.

Négociation avec l'Angleterre.

Resol. Holl. Octob. Bor. XXXIII. 18. 19. 35. 68. 73. 78.

1596. Par forme d'indemnisation ils payeaient à la Reine deux cens mille florins par an ; tant que la guerre durerait. Au cas que la paix se fît de son vivant ou que les Païs-bas se réunissent dans la même confédération, on lui payerait pendant quatre ans, quatre vingt mille livres sterlings; ce payement servirait à solder tout ce qu'ils pouvaient lui devoir & le traité de 1585 serait alors annullé. La Reine aurait l'option de rendre les villes cautionnaires ou de les garder pendant la guerre."

Les Etats ne goûtaient pas ces propositions: mais n'osant pas les rejetter, ils firent à Bodley une réponse conforme à la situation où ils se trouvaient. „ Ils priaient la Reine de ne point s'écarter de l'accord fait en 1585 & de leur envoyer les secours stipulés dans ce traité. Au cas qu'elle ne pût s'en tenir à la lettre de ce traité, elle était priée de leur permettre de lever & d'entretenir à leurs frais quatre ou cinq mille Anglais, de ne rapeller les troupes auxiliaires & notamment celles des villes cautionnaires, que deux mois après la conclusion de ce traité, en remettant alors aux Etats les dittes villes. Au cas qu'elle jugeât à propos de les garder durant la guerre, on se reglerait toujours sur le traité de 1585, sans préjudice aux droits des E-

tats & à ceux des villes. Ils consentaient d'envoyer annuellement une Ambassade à la Reine tant qu'elle vivrait & de lui payer vingt mille livres sterlings tout le tems de la guerre & quatre vingt mille à la paix durant quatre ans. Ils demandaient que les quittances de ces différens payemens fussent signées par Elizabeth, sans doute parcequ'ils n'étaient pas dans l'intention de se lier avec son successeur. „ Les Etats ne purent faire agréer ces propositions. Les Ambassadeurs qu'ils envoyerent à Londres pour cet effet, resterent jusqu'à la fin de l'année sans avoir rien conclu. La Reine trouvait que vingt mille livres sterlings par an ne suffiraient pas même pour l'entretien des garnisons de la Brille & de Flissingue. Les Etats desiraient qu'elle évacuât ces places & se déchargeât de l'entretien de ces garnisons, ou qu'elle remplît tous les articles du traité de 1585. La Reine trouvait étrange que les Etats la renvoyassent pour son payement jusqu'à la conclusion d'une paix qu'ils pouvaient reculer tant qu'ils voudraient. Elle pressait les Etats de lui payer une somme plus considérable. Ils se retrancherent sur leur détresse. Alors on leur reprocha d'un ton amer les derniers succès de leurs armes, l'accroissement de leur commerce, l'état florissant de leurs vil- 1596.

1596. les & les édifices somptueux qu'ils faisaient bâtir. La Reine au contraire était, disait-on, dans une extrême disette d'argent : une partie de ses ressources était divertie pour étouffer la révolte qui venait d'éclater en Irlande. Elle avait, pour servir les Confédérés, épuisé ses trésors sans avoir, pour les remplir, des flottes chargées d'or & d'argent dont les retours périodiques lui apportassent comme à Philippe le tribut annuel des trésors du nouveau monde.

Traité particulier d'alliance avec la France.

Heureusement, pendant ces contestations, le bruit des armements Espagnols dont nous avons parlé, jetta l'effroi dans l'esprit d'Elizabeth. Elle se hâta de conclure avec la France une ligue offensive & défensive, que Henri sollicitait avec ardeur. Les Provinces-Unies devaient naturellement être admises dans cet accord. Le Maréchal de Bouillon qui l'avait négocié, passa d'Angleterre en Hollande. George Gilpin, Plénipotentiaire de la Reine d'Angleterre, reçut le serment des Etats-Généraux qui entrerent dans la même ligue, après en avoir conféré avec le Conseil d'Etat & le Prince Maurice. Ils saisirent cette occasion pour conclure un traité encore plus important. Le même jour ils négocierent une alliance particuliere avec la France. Elle portait que „ le Monarque Fran-

Bor. ib. 378. 31 *Octob.* *Grot. Hist.* V. 265.

çais enverrait au printems prochain une armée sur les frontieres de la Picardie & de l'Artois ; & que les Etats en seconderaient les opérations par une autre armée de huit mille hommes de pied & de quinze cens chevaux. Les troupes seraient soumises aux Généraux des lieux où elles serviraient. Les anciens traités touchant l'abolition du droit d'Aubaine & la liberté de la navigation, sortiraient leur plein effet. Sa Majesté conserverait ses bonnes graces aux villes des Provinces-Unies & surtout à la Maison de Nassau pour les services immortels qu'elle avait rendus au pays. „ Il est plus aisé de concevoir que de décrire avec quelle joie la conclusion de ces traités fut celebrée dans toutes les Provinces-Unies. Ils ne servaient pas seulement à resserrer leur union : l'ascendant, la gloire, la majesté de la République en recevaient un nouvel éclat : ceux qui ne pouvaient s'accoutumer à la regarder comme indépendante, étaient obligés de renoncer à leur jalousie ou à leurs préjugés ; en voyant qu'elle traitait de pair avec les plus grands Souverains. Car c'est par ce traité & depuis cette époque que, malgré les frémissemens de l'Espagne, elle a été regardée peu à peu comme un Etat souverain. Il est vrai qu'elle n'obtint pas facilement que son indépendance fut ainsi 1596.

1596. reçonnue. Les Etats durent cette brillante faveur à la reconnaiſſance du Roi de France, ſenſible au zéle qu'ils avaient fait éclater pour ſes intérêts. Elizabeth s'y oppoſa quelque tems dans l'eſpérance de les ramener à ſon obéiſſance. Elle ſe repentait d'avoir refuſé leur ſouveraineté & dans ſes entretiens avec les Députés des Provinces-Unies, elle ſe montrait mieux diſpoſée qu'auparavant à l'accepter. Auſſi ne voulait elle pas que les Etats entraſſent dans ce traité comme Souverains, mais comme d'anciens alliés qui s'étaient mis ſous ſa protection. Cet honneur devait leur ſuffire ſuivant elle; & des villes qui venaient de ſecouer le joug de leur Prince, ne devaient pas être admiſes à traiter d'égal à égal avec des têtes couronnées. Ces glorieuſes alliances fournirent l'occaſion aux patriotes verſés dans l'antiquité d'étaler leur profonde érudition. Ils oublierent les changemens eſſentiels occaſionnés par le tems dans les relations des trois peuples. Ils ne virent pas que l'alliance qui venait de ſe former n'était que l'effet de l'intérêt du moment qu'un intérêt contraire pouvait détruire avec la même facilité. Ils trouverent qu'elle était très naturelle, attendu que les Bataves avaient jadis fait alliance avec les Gaulois & que les Francs & les Saxons qui

Reid. Hiſt. X. 352.

s'étaient établis dans les Gaules & les isles Britaniques, étaient sortis du territoire des Provinces Unies. Il y en eut d'autres qui firent une remarque beaucoup moins savante, mais plus philosophique. Ils observerent comme une des preuves frappantes de la vicissitude des choses humaines, que les Provinces-Unies traitaient de pair avec des Souverains qui, dix ans auparavant, ne les avaient pas même estimées assez, pour vouloir accepter leur souveraineté qu'elles offraient avec tant d'humiliation, qu'elles regarderent comme un malheur d'avoir été refusées. 1596.

La ligue des trois nations se forma sous les plus heureux auspices & fut suivie des plus brillans succès. Les troupes de l'Archiduc furent battues deux fois par les Français qui mirent l'Artois & la Flandre à contribution. Les Confédérés ouvrirent l'année 1597, par un exploit non moins glorieux. Pour délivrer la partie de Brabant qui était exposée aux incursions des Confédérés ou soumise à des contributions réglées, l'Archiduc avait fait marcher quatre mille hommes de pied & cinq cens chevaux qui camperent près du Bourg de Turnhout. Le bruit s'était repandu qu'ils n'attendaient que les glaces pour tenter une expédition sur Breda ou dans l'Isle de Tholen. Maurice, ayant appris 1597.

Succès militaires des Provinces-Unies.

Bentivoglio Liv. XIX. Grot. Hist. V. 260. VI. 274. Meteren XIX.

Victoire de Turnhout.

1597. que le commandement de ces troupes avait été confié au Comte de Varax, bien plus en considération de sa Noblesse que de son habileté dans l'art de la guerre, résolut de le surprendre. Il fit défiler avec autant de célérité que de secret cinq mille hommes de pied & huit cens chevaux à Geertruidenberg. Le vingt trois Janvier, vers minuit, il fit avancer à petit bruit cette armée à Ravels, place éloignée d'environ une lieue du camp ennemi. Son dessein était de surprendre les Royalistes à la pointe du jour, ou de se mesurer avec eux en rase campagne. Mais Varax, ayant eu vent de cette marche, assembla sur le champ le conseil de guerre. Les uns voulaient qu'on allât au devant des Hollandais & qu'on attaquât avec une armée composée de soldats vétérans & pleins de bravoure, des troupes fatiguées d'une marche très difficile. D'autres soutinrent qu'il serait plus sûr de se retirer vers le fort de Heerentals où l'armée trouverait un poste plus avantageux en cas de bataille & une retraite sûre en cas de besoin. Cet avis était spécieux; & quoique la retraite si près de l'ennemi soit toujours périlleuse; le parti qui était le plus dangereux & le plus honteux l'emporta. Maurice instruit par ses espions que l'ennemi se retirait dans le plus grand silence & jugeant

par cette précaution qui ne ſert qu'à effrayer le ſoldat qu'il s'agiſſait moins de le vaincre que de l'empêcher d'échapper, prit auſſitôt les devants avec toute ſa cavalerie & deux cens hommes de pied montés en croupe. François Vere, envoyé pour battre les bois avec un détachement de Fantaſſins, commença par déloger quelques ſoldats qui gardaient un petit pont, joignit les ennemis & les chargea en queue. Le Comte de Hohenlo ſuivait les Eſpagnols en flanc avec quatre cens cavaliers; & les ayant atteints en front, il fit ſonner la charge. Varax, au lieu de tenir ſes bataillons ſerrés, les avaient laiſſés ſe diſperſer par pelotons: ce défaut de précaution, joint à la frayeur, fut cauſe qu'ils furent enfoncés du premier choc. La cavalerie ſe renverſa ſur l'infanterie, le déſordre & la confuſion ſe répandirent dans l'armée; & la déroute devint générale. Un coup de déſeſpoir faillit cependant à arracher la victoire des mains de Maurice. Car, tandis que ſes gens ſe débandaient les uns pour la pourſuite, les autres pour le butin, Nicolo Barta ayant rallié la cavalerie eſpagnole, vint tomber à bride abbatue ſur ceux qui s'étaient mis à piller. Ces ſortes de gens ſont ordinairement poltrons; ils ſe renverſerent les uns ſur les autres; l'épouvante com- 1597.

1597. mençait à gagner les vainqueurs, ils avaient déjà fait main basse sur quelques prisonniers, dans la crainte d'un changement de fortune, mais la prudence de Maurice fixa la victoire sous ses étendarts. Il avait eu la précaution de tenir en reserve autour de lui quatre compagnies de cavalerie pour lui servir en cas de besoin. Elles arrêtterent la cavalerie ennemie, la firent plier une seconde fois & acheverent la défaite. On fit un carnage affreux. Varax lui-même & plus de deux mille des siens resterent sur le champ de bataille, cinq cens furent faits prisonniers. Le bagage, l'artillerie & la caisse militaire tomberent entre les mains des vainqueurs & le fort de Turnhout se rendit le lendemain. Cette grande victoire ne couta à Maurice que neuf à dix hommes. Il prit à l'ennemi vingt huit enseignes & une cornette, qui furent portées à la Haye & suspendues à la voute de la grande Salle du Palais. Il renvoya à l'Archiduc le corps de Varax avec une lettre polie, dictée par des sentimens généreux & humains. Il demandait & obtint la promesse d'observer avec intégrité le droit des gens en usage envers les prisonniers de guerre, dont la violation occasionnait de tems en tems d'horribles représailles. C'est ainsi que Mau-

rice fit voir pour la premiere fois qu'il n'avait pas moins de talens pour gagner des batailles que pour prendre des villes. A son retour à la Haye, il fut reçu avec les démonstrations de la joie la plus vive & des acclamations générales. En rendant compte de sa victoire aux Etats, il avoua modestement qu'il en était en grande partie redevable à l'imperitie du Général ennemi, qui avait négligé de faire rompre un pont qu'il fallait passer pour l'atteindre. Grotius ajoute que ce succès fut aussi dû à l'attention qu'eut Maurice de faire quitter la lance à sa cavalerie & de lui donner de grosses carabines dont le feu jetta l'épouvante parmi les ennemis & les empêcha de se rallier. Il ajoute encore que Maurice ne pouvant oublier qu'une légere négligence avait failli à lui arracher la victoire des mains, prit de nouvelles mesures pour établir la plus severe discipline parmi ses soldats. 1597.

L'Archiduc terrassé par un si grand revers & manquant d'argent pour payer ses troupes, les voyait disparaitre par la désertion, lorsque la fameuse surprise d'Amiens, ranima des esperances. On sait comment seize soldats y entrerent déguisés en paysans, laisserent répandre un sac de noix à la porte, massacrerent la garde bourgeoise qui s'a- Conquêtes de Maurice. *Bor XXXIV.* 37. 38. 40 - 53. *Grot. VI.* 293 &c.

1597. muſait à les ramaſſer, introduiſirent les Eſpagnols embuſqués dans les environs & s'emparerent de la ville; pendant que les habitans étaient au ſermon. Les Eſpagnols, ranimés par ce ſuccès imprévu, tenterent quoiqu'en vain, de ſurprendre le fort de Schenk & Steenwyk. Ils firent lever le ſiege de Venlo à Maurice. Ils battirent en pluſieurs eſcarmouches la cavalerie des Etats qui faiſait des courſes dans le Brabant. Mais la conquête d'Amiens qu'ils voulaient conſerver contre Henri IV. qui l'aſſiegeait, ayant attiré, preſque toutes leurs forces en France, Maurice tira les plus grands avantages de cette diverſion. De concert avec le Conſeil d'Etat, il reſolut de chaſſer entierement les Eſpagnols de l'Overyſſel & du Comté de Zutphen, de reculer le ſiege de la guerre juſqu'à la rive gauche du Rhin & de délivrer le territoire ſitué ſur la rive droite des contributions qu'elles payaient encore à l'ennemi. Il s'empara d'Alfen dans ſa marche; & le même jour il enveſtit Rhinberk, qui capitula après un ſiege de dix huit jours. L'Electeur de Cologne voulait qu'on lui rendît cette place qui lui appartenait. On lui repondit, que quoique les Etats paruſſent avoir droit ſur une place où il y avait une garniſon Eſpagnole qui faiſait des courſes dans leur territoire, ils ne la garde-

raient que tout le tems de la guerre & laisseraient même à l'Electeur qui ne savait pas la défendre les revenus qu'il en tirait. Ensuite Maurice s'empara de Meurs & de Groll dans le mois de Septembre. Brevoort lui opposa plus de résistance & fut emporté d'assaut le neuf d'Octobre. Goor, Enschede, Ootmarsum, se rendirent à la premiere sommation. Oldenzeel ne se rendit qu'après avoir été vivement canoné. Lingen était la seule place forte au nord du Rhin qui restât encore aux Espagnols. Guillaume I. avait réclamé des droits sur cette ville & s'en était adjugé la proprieté par des lettres qu'il s'expédia lui-même au nom de Philippe en 1578. Ainsi Maurice, regardant Lingen comme son héritage, en entreprit le siege & le poussa avec tant d'ardeur qu'il força la garnison à capituler. Ces conquêtes rapides qui assuraient le cours de plusieurs rivieres & achevaient d'affranchir les frontieres de trois Provinces de toute crainte de l'ennemi, paraissaient affermir les fondemens de la République. Aussi furent elles célebrées avec les marques les plus expressives de l'allégresse publique. Maurice fut reçu à la Haye avec des transports & des applaudissemens extraordinaires. Sa réputation s'accrut au point que, dans la diete de Ratisbone, on 1597.

1597. proposa de le créer Généralissime des armées de l'Empereur contre le Turc.

Amours de la Princesse Emilie avec Don Emanuel de Portugal.

Ref. Holl. May, Juin. Bor XXmIV. 21 &c. Grot.

La bonheur de Maurice eut été complet, si des chagrins domestiques ne l'avaient empoisonné. Il eut alors la douleur de voir se former dans sa famille des nœuds que l'inclination seule avait tissus. Nous avons cru devoir retracer un événement qui touche de près à l'histoire du cœur humain & présente un tableau attendrissant des suites d'une passion qui, quoique la plus générale, ne laisse pas d'offrir tous les jours sur les théatres & dans les Romans, un fonds inépuisable d'intérêts & doit à plus forte raison intéresser ; quand les touchantes scenes en sont reproduites par le crayon fidel de l'histoire. On sait que Guillaume I. le fondateur de la République avait laissé après lui une brillante postérité de douze enfans, trois fils & neuf filles. La splendeur de sa Noblesse & le rôle brillant qu'il avait joué dans l'Europe avaient tellement illustré cette famille que les filles étaient recherchées par les Seigneurs des premieres Maisons de France & d'Allemagne. Cinq avaient déjà épousé de riches partis, Charlotte Brabantine venait d'être promise à Claude Duc de la Trimouille & de Thouars. Mais la Princesse Emilie, qui était la troisie-

me, n'avait pas vu d'amans ſe préſenter, touchait à ſon ſeptieme luſtre, & avait un cœur formé & diſpoſé pour la tendreſſe. 1597.

Don Emanuel vint alors à la Haye. Il était fils de Don Antonio qui avait été proclamé Roi de Portugal à Lisbone; lorſque Philippe envoya le Duc d'Albe conquerir ce Royaume en 1580. Quoique la naiſſance d'Emanuel fût douteuſe du côté de ſa mere, il ne laiſſait pas d'avoir des droits au trône de Portugal où tous les bâtards du ſang Royal peuvent ſuccéder. En un mot c'était un de ces Princes dont un Souverain fait peu de cas, quand l'infortune les pourſuit, mais qu'il eſt bien aiſe de faire paraître dans l'occaſion; pour alarmer ou affaiblir ſon ennemi. Auſſi Don Antonio ſon pere s'était rétiré chez les ennemis de Philippe. Il était mort à Paris en 1595. Don Emanuel, ſon fils, inſtruit par la renommée des revers qu'éprouvaient les Eſpagnols ſur mer & des invaſions que l'on projettait contr'eux, s'était rendu en Angleterre, d'où il avait paſſé à la Haye. Il y fut très bien accueilli. Il était admis partout. Il plaiſait par les charmes de ſa perſonne, par ſa jeuneſſe, par ſes infortunes même qu'il racontait avec cette éloquence noble & affectueuſe qui intéreſſe les hommes & attache les femmes. Voyant

1597. que la sœur de Maurice l'écoutait avec une attention, une sensibilité particuliere, il crut pouvoit aspirer à une alliance avec le secours de laquelle il recouvrerait peut-être la couronne que son pere avait portée. Il profite habilement de cette liberté que les peuples du nord ont toujours accordée aux personnes de sexe. Le cœur passioné d'Emilie auprès de laquelle il avait un libre accès, s'ouvrit bientôt à ses insinuations. Elle sentit un feu qu'elle ne put longtems cacher. Maurice en fut instruit: il crut pouvoir l'éteindre en représentant à sa sœur l'affront qu'une telle alliance ferait rejaillir sur sa maison. Emilie dont le cœur était profondément bleſſé, répondit, en demandant hautement Emanuel pour époux. Pendant que Maurice était à l'armée, elle se rendit au camp devant Brevoort, pour lui demander encore son aveu. Maurice lui représenta la différence des religions, l'indigence d'Emanuel & les doutes qu'on avait sur sa naissance. Elle répondit qu'elle était majeure, qu'on avait eu soin de procurer de brillans partis à ses sœurs plus jeunes qu'elle, qu'on semblait avoir resolu de la condamner à un perpétuel célibat, que son Amant était de race royale, & que, s'il était pauvre, elle était contente de partager sa pauvreté. Maurice lui promit d'examiner ses raisons

dans un autre tems. Mais la flamme qui embraſait Emilie, s'augmentant alors par les difficultés qu'on lui oppoſait, elle ſe flatta qu'il ſerait plus facile d'obtenir un pardon qu'un conſentement. Elle pouſſa les choſes à l'extrémité. De retour à la Haye, elle écarte de ſa maiſon tous ceux qui pouvaient la traverſer, mande quelques témoins, & fait venir un Prêtre catholique qu'elle force à benir ſon union avec Emanuel ſuivant le rit Romain. Les Etats-Généraux qui la regardaient comme un enfant de la patrie, furent indignés de cette démarche. Ils ſe tranſporterent dans l'appartement d'Emilie pour lui arracher ſon Epoux. C'était un ſpectacle touchant de voir cette illuſtre Princeſſe, fille du fondateur de la République, s'avancer avec la rapidité de l'éclair vers le Prince Portugais, lui ſaiſir la main avec tranſport, le tenir étroitement ſerré, & s'écrier : nul homme ne ſéparera ce que Dieu a joint. Elle invoqua ſes droits de majorité, les priviléges du païs que la derniere citoyenne pouvait reclamer, & ſoutint que, dans une affaire de laquelle dépend le bonheur de la vie, le penchant de ſon cœur devait l'emporter ſur les préjugés. Les Etats-Généraux défendirent à Emanuel de reſter à la Haye, & le releguerent à Schiedam. Maurice ordonna à ſa ſœur de quitter 1597.

1597. la Cour & lui assigna le Palais de Delft pour sa résidence. Emilie succomba à tant de traverses. Elle tomba dans une profonde melancolie : pour mettre fin à des malheurs auxquels on ôtait tout espoir, elle ne voulut prendre aucun aliment. Elle allait périr, victime de l'amour & des préjugés. Les Etats-Généraux, alarmés de sa situation, lui envoyerent le Docteur Jean Heurnius, célebre Professeur de Médecine à Leide. C'était un homme doux & insinuant. Il vint à bout d'effacer dans l'esprit de la Princesse, les sombres idées du désespoir, de la déterminer à prendre quelque nourriture : mais il ne put fermer la playe de son cœur. Emilie lui déclara qu'il n'y avait pas d'autre remede pour la guérir, que de lui rendre son époux, & qu'elle ne devait pas obéir à Maurice, lorsqu'au lieu d'être son frere, il était son tyran. Les Etats eurent beau faire sortir du pays le Prince Portugais, Maurice eut beau menacer sa sœur de la derniere disgrace: Emilie eut à peine découvert que son Amant était à Wesel ; elle vole auprès de lui. On lui permit de le ramener en Hollande, où ils eurent plusieurs enfans. Elle y vécut dans une médiocrité peu analogue à sa naissance, au rang que tenait son frere & à l'éclat où vivaient ses sœurs qui, dotées par les Etats, avaient épousé de riches partis.

Elle gouta sans doute mieux le bonheur ; s'il est vrai qu'il dépend bien plus de la satisfaction du cœur que de l'éclat des grandeurs. Enfin s'étant rétirée à Geneve elle y mourut dans le sein de l'Eglise Protestante en 1628. A près sa mort Don Emanuel épousa une Catholique & se rangea du parti de la Cour d'Espagne à laquelle il vendit toutes ses prétentions. 1596. *Spon Hist. de Geneve III.* 491. 492.

Les Etats-Généraux prenaient d'autant plus de part aux affaires domestiques des enfans de Guillaume, qu'ils les regardaient comme les enfans de la patrie. Maurice leur devenait tous les jours plus cher par ses services : ils avaient même quelquefois intérêt de le produire devant des puissances étrangeres comme le Chef de l'Etat. La réponse qu'ils firent au Roi de Danemark en offre un exemple remarquable. Les anciennes alliances & surtout les rapports de religion l'attachaient aux Hollandais. Il n'aimait pas les Espagnols : mais obligé de les ménager pour l'intérêt du commerce de ses sujets, il avait déféré aux prieres de Philippe & envoyé une Ambassade à la Haye ; afin d'exhorter les Etats-Généraux à faire la paix. Ils répondirent aux Députes qu'ils ne pouvaient entamer aucune négociation à ce sujet sans le consentement du Roi de France & Ambassade du Roi de Danemark. *Grot. Hist. VI.* 283. 284. *Resol. Holl. Oct. Bor XXXIV.* 59.

1597. de la Reine de l'Angleterre, leurs alliés & du Prince Maurice, auquel ils étaient attachés par les liens de la plus vive reconnaiſſance. Ils expoſerent de nouveau la néceſſité qui les avait forcés de ſe révolter contre l'Eſpagne & leur démarches infructueuſes pour ménager un accommodement qui s'accordât avec leur ſûreté. Ils ajoutaient que cette guerre intéreſſait toutes les autres puiſſances, en tenant en échec la puiſſance formidable de l'Eſpagne, qui, en ramenant tous les Païs-bas ſous ſon obéiſſance, pourrait entretenir cent mille hommes ſur pied & dicter des loix à toute l'Europe : qu'on ne pouvait ſe fier à une nation qui tient pour maxime qu'il faut détruire les hérétiques par les hérétiques & range ſous cette dénomination injurieuſe les Proteſtans de la confeſſion d'Augsbourg auſſi bien que les reformés. Soit que les Etats n'oſaſſent pas encore expoſer leur gouvernement ſous la forme d'une République, nom alors odieux, ſoit pour ſe rapprocher des Danois dont les Rois n'avaient alors qu'une puiſſance très limitée, ſoit parcequ'en effet l'autorité accordée aux Stadhouders eut introduit quelque choſe de monarchique dans leur gouvernement, voici comment ils en parlerent aux mêmes Députés. „ Les Belges, diſent-ils, n'ont jamais obéi

qu'aux loix, & leurs Princes ont toujours été obligés de les observer: la souveraineté est devenue peu à peu héréditaire, mais jamais absolue. Sachant combien les hommes se laissent conduire par les mots, ils ont toujours réfusé d'accorder le titre de Rois à leurs Princes. Les Princes & les sujets ont toujours été liés par des conventions reciproques. Philippe ayant rompu ces conventions, fait massacrer une quantité innombrable d'habitans, & violé le droit des gens en faisant mettre à mort les Députés que la nation lui envoyait pour exposer ses griefs, elle a dû rentrer dans sa liberté primitive. Cet instinct naturel & insurmontable que la nature nous dicte de repousser l'oppression, lui a fait prendre les armes. Pour éviter l'anarchie, elle s'est mise sous la conduite du Prince d'Orange. Enfin voyant que toutes les ressources employées pour ramener Philippe à des sentimens modérés, étaient inutiles & qu'elle n'avait à attendre de lui que les fureurs de la vengeance & de la tyrannie, elle a eu recours à une ressource qui n'est pas extraordinaire dans les Monarchies. Elle a abjuré solemnellement, l'autorité de Philippe. Les uns ont déféré le gouvernement au Duc d'Anjou. Nous, dirent-ils, l'avons déféré au Prince d'Orange & lorsque Philippe eut fait 1597.

1597. périr ce grand homme par la main d'un assassin, nous avons mis à sa place son son fils, qui, soutenu par l'alliance de puissans Monarques, recule tous les jours les bornes de l'Etat."

Execution d'Anne van den Hove pour cause de religion.

Enfin, les Provinces-Unies, pour rendre les Espagnols encore plus odieux, eurent soin de faire connaître par tout un trait affreux d'intolérance dont ils venaient de se rendre coupables. Une servante nommée *Anne van den Hove*, arrêtée à Bruxelles pour cause de religion, refusa de rentrer dans le sein de l'Eglise dominante. L'Archiduc ordonna qu'elle fut jugée suivant la rigueur des Edits. On la condamna à être enterrée vive. On crut qu'elle se retracterait au lieu du supplice : mais dans le tems même qu'étant couverte de terre & n'aiant que la tête de libre, on lui présentait sa grace, elle refusa de l'accepter au prix de sa conscience. Une foule de peuple étaient accourus à ce spectacle inusité depuis longtems: mais lorsque le Bourreau eut fait son office & que foulant aux pieds cette malheureuse, on entendit ses gemissemens sous la terre qui la couvrait ; il n'y eut qu'un seul cri, celui de la consternation & de l'effroi. Cette scene tragique inspira tant d'horreur qu'on n'osa plus donner de pareils spectacles au peuple.

Meteren Liv. 19. Grot VI. 285.

Cette

Cette exécution fit d'autant plus de tort aux affaires des Eſpagnols, que Philippe n'avait jamais eu un ſi grand beſoin d'effacer les idées défavorables conçues contre lui. Commençant à déſeſpérer de réuſſir dans ſes projets par la voie des armes, ils cherchait à en venir à bout en remuant toute l'Europe par ſes négociations. Avant que les Députés Danois ſe rendiſſent en Hollande, il avait engagé le Roi de Pologne à y envoyer un Député. Ce Député fit un discours en très beau latin, mais ſur un ton plus propre à aigrir les eſprits qu'à les ramener. Il s'étendit beaucoup ſur les devoirs des peuples envers leur Souverain, ſur la puiſſance formidable de la Maiſond'Autriche & ſur la ruïne inévitable qui menaçait les Etats-Généraux Ils n'avaient plus, ſelon lui, qu'une reſſource, c'était de s'abandonner à cette clémence & à cette bonne foi, qualités que Philippe poſſédait au ſuprême dégré. Pour prouver ſans doute qu'il ne plaiſantait point, le même Député menaça les Etats-Généraux d'une interdiction totale de commerce avec la Pologne, au cas que ſes propoſitions fuſſent rejettées. Les Etats répondirent à cet emporté avec la plus grande modération. Ils ne laiſſerent pas de lui faire entendre que, ſi la Pologne jugeait à 1597. *Reid. XIV.* 372.

1597. propos de violer à leur égard les droits des nations, ils se passeraient plus aisément de ses bleds qu'elle de leur argent. Et comme ce Député se plaignait, ainsi que ceux de Danemark, des violences commises sur leurs vaisseaux qui naviguaient vers l'Espagne, les Etats-Généraux jugerent que cette navigation devait être entierement libre. Ils déciderent qu'il serait de la derniere injustice d'interdire à des nations neutres un commerce qu'ils faisaient eux-mêmes quoique ennemis. Les Députés de Danemark & de Pologne furent d'autant plus charmés de cette condescendance qu'ils n'avaient jamais pu gagner la Reine d'Angleterre sur le même article. Envain lui avaient-ils exposé le grand argument qu'elle avait fait valoir autrefois en faveur des Anglais : elle soutenait que la nécessité de nuire à son ennemi par toutes sortes de voies, anéantissait le droit que la nature a visiblement accordé à toutes les nations de naviguer & de commercer sur un élement ouvert & commun à tous les peuples comme l'air qu'ils respirent. Elle notifia aux Députés qu'elle continuerait à faire saisir tous les vaisseaux qui porteraient aux Espagnols non seulement des munitions de guerre, mais encore des vivres. C'est sans doute pour déferer aux sollicitations d'Elizabeth que

Grot. VI. 286.

Bor. XXXIV. 66. XXXV. 16. Grot. Hist. VII. 3. 5. 318.

les Provinces-Unies publierent alors une défense de porter dans les possessions Espagnoles aucunes munitions de guerre & de construction navale ; ils avaient même interdit toute espece de commerce avec les Païs-bas Royalistes. Mais l'esprit d'intérêt fertile en expediens, viola toujours ces édits qui ne paraissent avoir été rendus que de concert avec l'Angleterre & la France, dans l'espérance de soumettre d'un seul coup les Païs-bas, en les tenant comme bloqués, & de réduire les Espagnols aux extrémités: ils ne produisirent pas l'effet qu'on en avait espéré, & devinrent bientôt inutiles par la paix de l'Espagne avec la France. Les Anglais eurent beau se plaindre que les Hollandais fournissaient à l'ennemi des moyens de perpétuer les hostilités, & tiraient de grands avantages de la guerre : les négocians ne suivaient d'autre mobile que l'intérêt personnel ; & le gouvernement, voyant à la paix de Vervins que l'ennemi pourrait également se pourvoir en France, pensait trop sainement pour mettre des entraves au commerce avec les territoires Espagnols. 1597.

Il travaillait dans le même tems à mettre fin aux vives disputes que les droits imposés sur toutes les marchandises portées dans les pays étrangers, amis ou ennemis, causaient depuis long- Disputes sur les droits d'entrée & de sortie : changemens dans

1597. tems entre la Hollande & la Zéelande. En 1586, Leiceſter, pour diminuer l'influence du Prince Maurice Amiral-Général, avait fait ériger trois Colleges d'Amirauté. Cette innovation fut changée à ſon départ. Les Etats-Généraux formerent en 1589 un College de ſuperintendance & créerent cinq Tribunaux ſubalternes qu'ils fixerent à Rotterdam, Amſterdam, Hoorn, Middelbourg & en Friſe. Les Zéelandais ne voulurent jamais reconnaître ce Tribunal ſupérieur. Ils ſe plaignaient depuis longtems que les droits d'entrée & de ſortie impoſés ſeulement ſur les marchandiſes qui venaient de l'étranger dans les Provinces-Unies, étaient perçus lorſqu'elles paſſaient de la Hollande en Zéelande. On en vint à un accord; & les Hollandais leur cederent proviſionellement la perception de la moitié de ces droits ſur les marchandiſes qui, chargées en Hollande, paſſaient entre les Iſles de Zéelande. Mais lorſqu'ils virent les ſuites de cette condeſcendance, ils refuſerent de s'en tenir à cette convention. Ils ſe fondaient ſur un placard des Etats-Généraux qui portait que les droits de lience ne ſe payeraient que dans les endroits où les marchandiſes ſeraient chargées. Ils accuſaient les Zéelandais de ne pas verſer fidelement ce qu'ils tiraient de cet impôt dans la

les Amirautés.

Reſol. Holl. Juill. 1586. Janv. Mars, Dec. 1587. Dec. 1593. Gr. Plaakaatb. II. 1592. Verkl. der Unie I. 175-280. III. 29. Tegenw. Staat der Vereenigde Nederland. 346 &c.

caiſſe de la Généralité. Ils les accuſe- 1595.
rent de chercher à attirer chez eux tout le commerce des autres pays de l'Union & de les ruiner; en chargeant les marchandiſes deſtinées pour les autres Provinces plus que celles qui étaient deſtinées pour les ports étrangers. Les Zéelandais ne reſtaient pas dans le ſilence. Ils peignaient la Province de Hollande comme prête à s'emparer du monopole excluſif du commerce & de la navigation. Les eſprits s'aigrirent au point que la Zéelande refuſa de payer ſon contingent à la maſſe commune. D'autres Provinces ſe croyaient autoriſées à imiter cet exemple contagieux: on commençait à trembler pour les conſéquences de ces diſſenſions; lorſque la Reine d'Angleterre, qui craignait que l'ennemi ne profitât de ces diviſions, exhorta les Provinces à s'accorder. On ceda pluſieurs avantages aux Zéelandais; & le droit des licences fut ſoumis pour toujours à l'autorité des Etats-Généraux: mais les intérêts toujours oppoſées des deux Provinces a perpetué une jalouſie qui n'eſt pas encore éteinte de nos jours. Enfin, comme la forme des Colleges d'Amirauté occaſionnait de nouvelles conteſtations & qu'on ſe plaignait qu'elles ne dépendaient que des Provinces de Hollande & de Zéelande, Maurice travailla à y mettre plus d'é-

1597. galité. Le College de Superintendance fut supprimé. Les cinq Colleges d'Amirauté furent soumis aux Etats-Généraux. Celui de Hoorn devait se tenir alternativement à Hoorn & à Enkhuisen, & celui de Frise fut fixé à Dokkum; d'où il fut ensuite transféré à Harlingue. Chaque Province eut droit d'avoir des Conseillers dans ces tribunaux; & l'on fixa le nombre des sujets que chacune avait droit de présenter pour remplir les charges de ces Colleges. Ce réglement, en accordant la présidence de tous ces Colleges au Prince Maurice comme Grand-Amiral, accrut ainsi son autorité dans les Provinces même dont il n'était pas Stadhouder. Les articles de ce réglement ont toujours été suivis depuis; quoiqu'ils n'eussent été redigés que pour un an. On sent quel heureux changement ils devaient occasionner dans l'état politique des Provinces Confédérées; en soumettant à la Généralité une juridiction qui, subordonnée auparavant à chaque Province maritime, empêchait la République de réunir toutes ses forces navales & de les combiner pour les mettre sur un pied respectable. Ce réglement mémorable fut l'époque de l'ascendant que prit tout à coup la marine des Provinces-Unies sur celle de toutes les autres nations. Des réglemens

si favorables au Commerce & à la navigation lui donnerent un nouvel essor: & l'on vit dès-lors les Belges confédérés s'avancer, à grands pas à l'empire des mers, & faire trembler les Espagnols pour leurs établissemens dans les deux Indes. 1597.

Pour comble de bonheur, les Etats-Généraux vinrent à bout, si non d'éteindre, du moins d'étouffer alors, le feu d'une autre discorde intestine élevée dans les Provinces du nord. L'ancienne jalousie entre Groningue & le pays d'alentour appellé Ommelandes, s'était reveillée, depuis que la ville était rentrée dans le sein de l'Union. La ville reclamait des Priviléges qu'elle avait acquis par la faveur du Duc de Parme. Les Ommelandes s'appuyant sur leurs anciens droits, se regardaient comme faisant corps à part; & toute espece d'alliance avec la ville leur paraissait dangereuse pour la liberté. Mais la ville, ayant acquis insensiblement des droits sur le commerce & la jurisdiction civile du territoire circonvoisin, voulait faire passer des cessions amiables pour des droits positifs: & les Etats-Généraux qui sentaient combien une plus étroite union pouvait augmenter la puissance de la République, n'étaient nullement disposés à voir un de ses membres jetter le germe de nouvelles discordes par une nouvelle subdivision. En conséquence, il fut décidé

Disputes entre Groningue & les Ommelandes terminées.

Bor. XXXIII. 58. Reid. Liv. XIV. Grot. Hist. VI. 281. 282.

1597. que Groningue & les Ommelandes ne formeraient qu'une seigneurie & qu'un corps gouverné par les mêmes Etats. Les deux Stadhouders furent ensuite choisis pour decider ce que la même Province devait fournir à la Généralité. Ils prononcerent qu'elle payerait seize mille cinq cens florins, lorsque les Provinces de Hollande, de Zéelande, d'Utrecht & de Frise, en verseraient ensemble deux cens mille dans la caisse commune.

Les Rois de France & d'Espagne se disposent à faire la paix.

Les Etats-Généraux, après avoir mis ordre aux affaires du dedans, se disposaient à suivre le cours de leurs succès militaires, lorsqu'ils apprirent qu'un de leurs alliés était prêt de leur échaper. Ils avaient d'autant plus lieu d'esperer de nouveaux succès que les affaires des Espagnols n'avaient jamais été dans un état aussi déplorable. Leurs finances étaient dans le dernier épuisement; & les troupes ne pouvant toucher aucun argent, s'étaient mutinées en Gueldre, à Calais, à Ardre, à la Chapelle, au Chatelet, à Lier, à Dourlans, à l'Ecluse & au Sas de Gand. A Venlo elles avaient tenu l'Archiduc renfermé quelque tems avec toute sa suite. Mais ces malheurs joints à plusieurs autres raisons importantes avaient ralenti l'ambition de Philippe. Ce Prince était las d'une guerre qui avait épuisé son Royaume. Accablé par l'age &

Bor XXXIV. 62. 76. Grot. Hist. VI. 301. 302.

les maladies, il craignait que son fils unique encore enfant ne se trouvât, à son avénement au trône, engagé dans une guerre dangereuse & sanglante contre un Roi d'un âge mûr, plein de courage, d'expérience & d'activité. Il désirait donc de faire la paix avec la France. Le Pape Clement VIII, en qualité de Pere de tous les Princes Catholiques & d'ami commun des deux Monarques, acheva de le déterminer. Il vint à bout de persuader à Philippe que depuis la réconciliation d'Henri IV avec le St. Siege, il ne pouvait plus colorer la guerre qu'il faisait en France d'un zéle réel pour la foi catholique; qu'on l'accuserait plus que jamais d'ambitionner la Monarchie universelle, reproche qui ne lui avait suscité que trop d'ennemis dans toute l'Europe. D'ailleurs Philippe commençait à craindre les succès des Provinces-Unies soutenues ouvertement par de puissans alliés: il brûlait de se vanger de l'Angleterre. Pour dissiper ses craintes & poursuivre ses projets, il ne vit d'autre ressource que de rompre la triple alliance, en s'accommodant avec la France. Henri IV n'avait pas moins besoin de goûter les avantages de la paix pour reparer les malheurs que la discorde, le fanatisme & la guerre civile causaient depuis si longtems dans son royau- 1597.

1597. me. Il désirait avec impatience de se voir paisible possesseur d'une brillante couronne, & de jouir des charmes de la royauté qu'il n'avait pu connaître au milieu des occupations & des inquiétudes de la guerre. Les Auteurs Hollandais ajoutent, que la belle Gabrielle d'Etrées sa Maîtresse n'avait pas peu contribué à lui inspirer le desir du repos & de la tranquillité. Ainsi les deux Monarques, ayant de fortes raisons de s'accomoder, accepterent la médiation du Pape; & le Cardinal Alexandre de Medicis, son Légat en France, fit ouvrir le Congrès à St. Quentin.

Grot. VII. 318. Reid. XV. 407.

Henri donne avis de ses dispositions à l'Angleterre & aux Etats-Généraux.

Henri ne pouvait, décemment & sans compromettre cette bonne foi qui le caracterisait, entrer en négociation sans en donner avis à ses alliés, pour les engager, s'il était possible, à former une paix générale. En conséquence, il fit notifier à la Cour d'Angleterre & aux Etats-Généraux que l'état déplorable de son royaume le forçait à desirer le repos. Il se plaignait de n'avoir jamais reçu les secours qu'ils avaient promis de lui fournir, & déclara que, s'ils ne lui envoyaient au plûtôt une puissante armée qu'ils entretiendraient à leurs frais, il accepterait la paix; en faisant cependant tous ses efforts pour leur procurer des conditions aussi avantageuses qu'à lui-même, s'ils voulaient

Bor XXXIV. 76.

y accéder. Buzanval déclara de plus aux Etats-Généraux que les avantages que le commerce leur procurait en France, surpassaient de beaucoup les secours peu considérables qu'ils fourniſſaient à ce Royaume. Les Anglais & les Hollandais sentirent facilement que le Monarque français ne cherchait qu'à justifier le dessein qu'il avait pris de faire la paix. Elizabeth, qui n'aimait pas la guerre, se contenta de lui promettre son secours s'il voulait la continuer, & lui demanda, s'il acceptait la paix, de vouloir lui en exposer les conditions. 1597.

Perplexité des Etats-Généraux.

Les Etats-Généraux, à qui cette paix faisait craindre pour leur propre existence, étaient dans la plus grande perplexité. Ils savaient que Philippe ne négocierait jamais avec eux; s'ils ne le reconnaissaient pour leur Souverain, démarche qu'ils n'envisageaient qu'en frémissant. Ils craignaient d'avoir seuls tout le fardeau de la guerre à soutenir & de succomber sous les forces réunies de l'Espagne. Aussi employerent-ils toutes sortes de moyens, pour engager le Roi de France à continuer la guerre, & lui firent de grandes offres de secours par mer & par terre.

Resolution de Philippe de transporter les Païs-bas à

D'un autre côté Philippe leur tendait un nouveau piege pour les attirer à un accommodement. Il avait pris la résolution de donner les Païs bas & la

1597. Franche-Comté à sa fille Isabelle-Claire-Eugenie qu'il aimait tendrement & de lui faire épouser l'Archiduc Albert qui laisserait pour cette brillante alliance son chapeau de Cardinal & son archeveché. La destinée de cette Princesse était d'avoir un homme d'Eglise pour mari: on sait qu'elle avait dû épouser le vieux Cardinal de Bourbon que les ligueurs avaient voulu faire Roi de France. Philippe se flattait de ramener ainsi les Provinces revoltées qui n'auraient plus à objecter leur aversion insurmontable contre le gouvernement Espagnol. Mais l'esprit de liberté & le goût de la domination avaient jetté de trop profondes racines dans l'esprit des Confédéres: tout ce qui venait de l'Espagne leur était suspect & odieux: ils ne pensaient plus qu'à affermir une indépendance dont ils commençaient à goûter les fruits: aussi firent ils les efforts les plus ardens pour engager les puissances alliées à continuer la guerre. Ils envoyerent en Angleterre Jean de Duivenvoorde, Seigneur de Warmond, Jean van de Werke, Conseiller & Pensionaire de Middelbourg, & Jean Hattinga, Deputé aux Etats-Généraux pour la Province de Frise. Après avoir ployé le genou devant la Reine suivant la coutume d'Angleterre, ces Députés lui rapellerent dans un dis-

sa fille ainée.

Grot. Hist. V. 303.

Les Etats-Généraux envoyent une Ambassade en Angleterre.

Resol. Holl Mars.

cours éloquent, toutes les cruautés exercées par le Roi d'Espagne dans les Païs-bas. Ils s'attacherent surtout à exciter le ressentiment & les craintes d'Elizabeth en lui rapellant les diverses tentatives de Philippe pour la faire assassiner, ses prétentions révoltantes à la Monarchie universelle, & son penchant à violer ses promesses & à se jouer de la foi des traités. Ils s'étendirent sur les avantages que l'Angleterre retirerait de l'indépendance des Païs-bas & sur la ruïne inévitable qui menaçait ce royaume, s'ils devaient succomber sous les forces réunies de l'Espagne. Et comme ils n'ignoraient pas qu'Elizabeth avait des notions outrées sur la prérogative royale & que des Conseillers mal-intentionnés lui peignaient les habitans des Provinces-Unies comme un peuple remuant, dangereux & ennemi des Monarchies, ils entrerent dans le détail de leur constitution politique. Ils montrerent qu'en prenant les armes, ils n'avaient cherché qu'à recouvrer les avantages de la liberté dont avaient joui leurs ancêtres; mais que cette liberté, loin de produire la licence & le désordre, assurait l'empire des loix sous un Prince légitime. Nous ne sommes donc pas, disaient-ils, les ennemis des Rois, puisqu'après avoir abjuré l'autorité de Philippe, nous avons choisi.

1598. *Grot. VII.* 314. 315. 316. *Reid.*

1598. d'autres Princes parmi les étrangers, & que, si l'on s'arrête moins au nom qu'à la réalité, il faut convenir que nous avons actuellement un Prince à la tête du gouvernement.

Opinions diverses des Anglais sur la paix.

Cambden Annal. p. V. ann. 1598. Grot. VII, 306. 314. 315.

Les esprits étaient partagés dans le Conseil de la Reine. Le jeune Comte d'Essex, avide de gloire & dévoré d'ambition, opinait pour la guerre. Thomas Burgley, Vieillard Octogenaire & grand Trésorier, dont l'humeur économe sympathisait avec l'esprit d'épargne de la Reine, insistait fortement pour la paix. Les deux partis appuyerent leurs sentimens dans les assemblées d'Etat & dans plusieurs écrits publics. Les partisans de la guerre soutenaient que les Provinces-Unies étaient les alliées naturelles de l'Angleterre, & que Philippe était trop irrité pour faire une paix sincere; qu'il ne cherchait à rompre la triple alliance, que pour tomber avec toutes ses forces sur le Royaume: il était donc de la plus grande conséquence de travailler au démembrement de cette vaste & redoutable Monarchie; car si tous les Païs-bas venaient à faire corps avec l'Espagne, ils seraient desormais les ennemis éternels de l'Angleterre, où ils pourraient faire des invasions faciles & peut-être heureuses. Ils étalaient les avantages que la position de l'Angleterre & son ascen-

dant actuel sur mer, lui donnaient sur l'Espagne. Ils rapelaient les derniers succès des flottes Anglaises, leur supériorité dans une guerre qui demandait des opérations subites & des expéditions navales. Ils réveillaient l'avidité nationale ; en peignant les Colonies de l'Amérique Espagnole & les flottes opulentes des deux Indes comme offrant à un peuple entreprenant & courageux, une proie riche & facile. Ils soutenaient enfin que la défense des Provinces-Unies ayant été la cause primitive de la guerre, il n'était ni sûr ni honnête de les abandonner, avant que leur indépendance fût assurée. Ils ajoutaient qu'en faisant la paix on perdrait les sommes immenses qu'on leur avait prêtées & les villes importantes de la Brille & Flissingue qu'il faudrait rendre à l'Espagne." Les partisans de la paix ne pouvaient produire d'aussi bonnes raisons ; mais ils étaient plus nombreux : Burgley était presque le seul qui ne la demandait que par des vues sinceres de patriotisme : les autres, à qui la paix ou la guerre étaient indifférens, mais qui ne voulaient pas penser comme le favori de la Reine ou qui haïssaient les habitans des Provinces-Unies, peignaient les suites de cette guerre sous les traits les plus affreux. Ils disaient qu'elle épuiserait les finances de l'An- 1598.

1598. gleterre ; que la paix était néceſſaire pour éteindre la révolte en Irlande, arrêtter les mauvais deſſeins qui ſe tramaient journellement contre la vie de la Reine & faire ceſſer le bruit que les Anglais étaient les perturbateurs du repos public de l'Europe. Pour rendre les Hollandais odieux, on ne manqua pas de les repreſenter comme ennemis de l'autorité royale par ſyſtême & cherchant à ſe cantonner à l'exemple des Suiſſes : on diſait qu'il était honteux de ſecourir un peuple qui, ſous le voile de la liberté religieuſe, tolerait les ſectes les plus impies, excepté la Romaine. On aſſura même qu'ils n'avaient aucune religion. Pour comble d'abſurdité, on les accuſait d'altérer la monnoye dans leur pays, d'y impoſer des droits ſur les vivres ; & par une contradiction palpable, d'y attirer cependant le monopole du commerce univerſel. On s'étendait principalement ſur leur négligence à liquider les ſommes qu'ils devaient à l'Angleterre. On aſſurait que leurs excuſes étaient l'effet de la plus inſigne mauvaiſe foi, attendu que leurs villes devenaient tous les jours plus floriſſantes, qu'ils faiſaient bâtir de ſuperbes édifices & qu'ils étaient en état de faire des dons magnifiques. Ce dernier reproche était ſans doute fondé ſur les préſens faits.

Bor. XXXV. 16.

au fils du Roi d'Ecoſſe ; au Prince Maurice & à ſon frere, ou plûtôt aux Seigneurs de la Cour de France aux quels on avait envoyé de riches toiles de Haarlem qui coûtaient onze florins l'aune. On leur reprochait ſurtout avec beaucoup d'aigreur les avantages qu'ils retiraient du commerce avec l'Eſpagne que les Anglais s'étaient interdits. On affectait de parler de la guerre contre l'Eſpagne, comme ſi les Anglais n'y avaient eu aucun intérêt, & comme s'ils ne la faiſaient que par pitié pour les Provinces-Unies. Dans ce conflit d'opinion, la Reine eut recours à ſa politique ordinaire. Elle dit, ſans détour, aux Députés des Provinces-Unies qu'elle inclinait pour la paix & que, ſi les Etats-Généraux deſiraient qu'elle continuât la guerre, ils n'avaient qu'à lui donner de plus grandes aſſurances pour les ſommes qu'elle avait à répéter ſur eux. On craignait que ces paroles n'euſſent des ſuites funeſtes, lorſqu'on apprit que les Anglais compteraient vainement ſur les diſpoſitions pacifiques de l'Eſpagne, & que Philippe, ayant déclaré qu'ils ne voulait traiter avec d'autres alliés de la France qu'avec des Catholiques Romains, faiſait aſſez connaître qu'il était réſolu de ſe venger de l'Angleterre.

1598. *Holl. Reſ. Janv.*

Les Etats-Généraux n'en travaille- *Négoc.*

1598. rent pas avec moins d'ardeur à détourner Henri IV. de faire la paix. Ils avaient pour cet effet envoyé en France le plus habile négociateur de la République, Barnevelt, avec le fils naturel de Guillaume I, Juſtin de Naſſau. Ils y avaient envoyé auparavant le jeune Comte Henri Frederic avec la Princeſſe d'Orange, ſa mere. Ils avaient eu ſoin de lui recommander les intérêts de ſa patrie & de lui rappeller que, quoique ſa mere fût Françaiſe, il ne devait pas oublier qu'il était né Hollandais & que Guillaume I. était ſon pere. Henri IV, loin d'aſſujettir les Ambaſſadeurs des Etats-Généraux à des formalités qui bleſſaient la dignité d'une nation indépendante, les accueillit avec beaucoup d'honneur. Barnevelt prit la parole & fit au Roi, en preſence des Députés d'Angleterre, un diſcours plein de nobleſſe, de préciſion, de force & de raiſons. „ Il commença par expoſer au Roi combien ſa franchiſe & la bonne foi dont-il ſe piquait, étaient compromiſes par la paix particuliere qu'il voulait conclure avec Philippe; & combien il était dangereux pour lui de traiter avec un Monarque dont perſonne n'avait autant de raiſons de ſe défier. Il promit au nom des Etats, qu'on l'aſſiſterait d'hommes, de vaiſſeaux & d'argent, s'il voulait conti-

tion des Etats Généraux en France pour détourner Henri IV. de la paix.

Grot. VII. 319. Ref. Holl. Dec. 1597.

nuer la guerre. Il dit que c'était à lui que paraiſſait reſervée la gloire d'humilier la puiſſance orgueilleuſe de l'Eſpagne, de porter les derniers coups à ce coloſſe déjà chancelant, l'invita à ſaiſir cette occaſion de châtier Philippe, & de donner une leçon terrible aux Princes qui auraient jamais la penſée de troubler le bonheur de leurs peuples & le repos des autres Etats." 1598.

Réponſe de Henri IV.

Henri répondit avec ſa franchiſe ordinaire „ qu'on ne pouvait point ſoupçonner ſon courage & qu'il ne deſirait la paix, que comme le ſeul remede qui pût guerir les playes qui affligeaient ſon royaume. Une grande partie de ſon peuple avait, diſait-il, été moiſſonnée par les guerres civiles, qui duraient depuis quarante ans : une grande partie de ſes ſujets traînaient de place en place leur malheureuſe exiſtence : les terres étaient abandonnées par les cultivateurs, les chaumieres déſertes ou tombant en ruïnes, les routes publiques infeſtées de brigands, l'induſtrie étouffée, le commerce interrompu, les finances au pillage ou detournées par les Créanciers de l'Etat & les gens de guerre, les domaines de la couronne aliénés &, pour comble de maux, l'autorité des loix méconnue & avilie. Il ne pouvait donc continuer la guerre ſans expoſer ſon royaume à une ruïne certai-

Mem. de Sully, Tom. 7. ch. 79. De Thou Liv. 120.

1598 ne. L'Angleterre & les Provinces-Unies, n'étant point entamées au dedans, preſque inacceſſibles au dehors, &, faiſant par leur heureuſe poſition ſur les mers, les fleuves, les rivieres, un commerce lucratif, goûtant les fruits d'un gouvernement ferme & d'une police excellente, avaient toutes leurs forces pour agir, & faiſant en grande partie la guerre aux dépens de l'ennemi, pouvaient trouver leur avantage en la continuant. Mais la France, ouverte de tous côtés, par mer & par terre, ſans forces navales, remplie de mécontens, en proie à tous les malheurs de l'anarchie, avait beſoin de repos pour rétablir ſes finances, l'agriculture & les arts, les droits du trône encore mal affermis, en un mot les loix & la ſubordination. Henri IV. ajouta que les alliés devaient déſirer qu'il rétablît ſes forces, qu'il ſerait alors plus en état de les aider; qu'il ne les abandonnerait pas, puiſqu'il était viſiblement de ſon intérêt de les ſecourir, & ſurtout d'empêcher que les Provinces-Unies ne ſuccombaſſent ſous les efforts des Eſpagnols." Les Députés d'Angleterre & des Provinces-Unies furent frappés de ce diſcours: ils ſentirent la ſolidité des raiſons du Roi, la droiture de ſes vues; ils ne ſurent lui repliquer. Ils voyaient trop bien par eux-mêmes que le ta-

bleau si touchant qu'il avait fait des mi- 1598.
seres de la France n'était pas chargé. Ils se contenterent de l'engager à se prévaloir des offres qu'ils lui avaient faites, pour se procurer des conditions plus avantageuses que celles que l'Espagne lui présentait. Barnevelt lui demanda encore de rester fermement attaché à son alliance avec les Etats-Généraux, malgré la paix qu'il faisait avec l'Espagne, de façon qu'ils pussent tirer de la France des secours secrets, & que la guerre des Païs-bas assurât le repos si nécessaire à la France. Henri lui dit qu'ils pouvaient compter sur son amitié ; & la conduite qu'il tint prouva combien ces assurances étaient vraies & sinceres. Il ne tarda pas, dit Grotius, à leur envoyer, pour conserver leur liberté, des secours que les autres Princes n'envoyent gueres aux peuples libres que pour la corrompre. Il apella Barnevelt en particulier, & lui déclara qu'il était resolu d'envoyer aux Etats pendant quatre ans deux millions neuf cens mille florins, sous prétexte de leur payer les sommes qu'il avait empruntées d'eux & de ne jamais leur redemander ce qui lui reviendrait au dessus du payement : il ajouta qu'ils pourraient prendre ses meilleures troupes à leur solde. Enfin, ayant recouvré à la paix de Vervins presque toutes

1598. les conquêtes que les Eſpagnols avaient faites ſur lui, & pris ſoin qu'il n'y fût rien ſtatué qui bleſſât les intérêts des Provinces-Unies, il envoya Buzanval à la Haye pour mettre la derniere main aux négociations ſecretes.

Reſ. Holl. Sept. Grot. VII. 321.

Négociation de Barnevelt en Angleterre.

Les Eſpagnols, ſe voyant par cette paix en ſûreté du côté de la France, déclarerent ouvertement qu'ils étaient charmés d'avoir les bras libres pour ſe vanger des Anglais. En conſéquence Barnevelt & Juſtin de Naſſau reçurent ordre de paſſer à la Cour de Londres. Bien aſſurés des diſpoſitions des Eſpagnols & trop éclairés pour ſe laiſſer jouer par la politique d'Elizabeth, ils parlerent ſur un ton que leurs Prédéceſſeurs n'avaient jamais ôſé prendre auprès d'une Princeſſe auſſi ſuperbe. Ils oſerent même tourner contre elle ſes propres batteries & déclarerent que „ ſi la Reine faiſait la paix avec l'Eſpagne, les Etats-Généraux étaient réſolus d'y accéder, quelque dangereuſe qu'elle pût-être, plûtôt que d'avoir ſeuls tout le poids de la guerre à ſoutenir. Ils promirent de lui donner toute ſatisfaction raiſonable & même de payer ce qu'ils lui devaient, s'ils pouvaient compter qu'elle continuerait la guerre." La Reine fut d'abord ſi déconcertée par ces propoſitions auxquelles elle ne s'attendait pas, qu'elle ſuſpendit tout à

Grot. ib.

T. Birch. Négot. from. 1592 to 1617. p. 57. Rapin. VI. 465.

coup les démarches qu'elle faisait pour se procurer la paix. Mais son aversion pour la guerre ne tarda pas à prendre le dessus : elle en vint jusqu'à dire à De Maisle, Ambassadeur de France, que les Provinces-Unies ne méritaient pas qu'elle exposât sa couronne pour les soutenir. Elle envoya des Députés pour sonder la Cour de Bruxelles, & fit dire à l'Archiduc qu'elle ne restait indécise que parcequ'elle desirait de poser les armes avec ceux pour lesquels elle les avait prises. 1598.

François Vere qu'elle avait envoyé dans le même tems à la Haye, pressait les Etats de payer Elizabeth & de faire la paix. „ Il était juste, disait-il, que ceux qui avaient enveloppé la Reine dans cette guerre lui procurassent les moyens de la soutenir. Elle ne leur demandait cependant qu'un argent dû : c'était l'effet de la plus noire ingratitude de le lui refuser & de se jouer de la majesté des Princes qui avaient bien voulu leur prêter des secours." Les Etats-Généraux alarmés de toutes ces démarches, envoyerent un député en Angleterre, pour offrir dix millions de florins. Il se joignit aux autres Députés. La Reine leur accorda une audience pour leur notifier de nouveau qu'elle avait un grand penchant pour la paix. Sur ces entrefaites le vieux Burleigh

Instances de la Reine d'Angleterre auprès des Etats-Généraux.

Bor. XXXV. 45. Ref. Holl. Juill.

1598. tomba dangereuſement malade. Avant de mourir il conjura la Reine au nom de Dieu de donner la paix à ſes Etats. Elizabeth parut quelque tems frappée de ces paroles prononcées par un Miniſtre qui avait merité toute ſa confiance: mais comme le jeune Comte d'Eſſex n'avait pas moins d'aſcendant ſur elle, & que le redoutable rival qui traverſait ſes deſſeins n'était plus, il fut plus aiſé que jamais de fixer ſon irréſolution & de la décider en faveur des Etats-Généraux.

Traité entre l'Angleterre & les Etats-Généraux.

Elle conſentit à terminer tous les differens par un nouveau Traité, qui fut ſigné à Weſtminſter le 16 Août 1598. Les Etats devaient ſe contenter du ſecours qu'il plairait à la Reine de leur accorder. A cauſe des pertes cauſées aux Hollandais ſur mer & ſur terre par les Anglais, la dette fut réduite à huit millions de florins. La moitié devait être acquittée par un payement de trois cens mille florins par an pendant la guerre & de vingt mille florins à la paix, juſqu'à l'extinction de cette ſomme. Quant aux autres quatre millions & aux places de ſûreté, on ferait un accord à l'amiable à la concluſion de la paix. La Reine laiſſerait dans ces places onze cens cinquante Anglais, pour l'entretien deſquels les Etats payeraient cinq mille cent florins par mois. Tous les

Birch Neg. from 1592 to 1617. p. 171.

Rymer VII. p. 7. 201.

ſol-

soldats Anglais au service des Etats seraient dès-lors obligés de leur prêter serment & d'obéir aux généraux de la République. La Reine ne nommerait plus qu'un seul membre du Conseil d'Etat. Les Etats promettaient de la secourir contre les Espagnols de 30 à 40 vaisseaux dans une guerre navale & de cinq mille hommes de pied & cinq cens chevaux dans une guerre de terre. La Reine crut trouver son avantage dans ce traité qui obligeait les Etats à lui fournir des secours fixes, lorsqu'elle n'en promettait que d'arbitraires; qui la déchargeait de l'entretien onéreux des garnisons de villes cautionnaires & l'assurait du payement d'une créance après laquelle les débiteurs avaient le plus grand intérêt de la faire attendre. Mais il est à croire que l'ame de cette négociation, le judicieux Barneveld, n'eut pas ménagé un pareil traité, s'il n'eut vu que, dans le fond, il était encore plus avantageux à sa patrie qu'à l'Angleterre. D'abord la dette était réduite à un tiers de moins qu'Elizabeth n'avait exigé & à deux millions au dessous de la somme que les Etats-Généraux avaient offerte. La moitié se payait à des termes aisés à acquitter, & l'autre moitié à la paix sans terme fixe. Il est vrai que les Etats n'avaient plus d'auxiliaires Anglais à attendre, mais on ne les empêchait 1598.

1598. pas d'avoir à leur ſervice & même de lever autant d'Anglais qu'ils en auraient beſoin. Et quant aux ſecours qu'ils devaient fournir à l'Angleterre ; il était à préſumer qu'étant employés contre les Eſpagnols, ils ſeraient plus ou moins avantageux à la République, en tranſportant le théatre de la guerre loin de ſon territoire. Enfin la neceſſité pour les ſoldats Anglais d'obéir aux Généraux de la République & la ſuppreſſion d'un membre Anglais dans le Conſeil d'Etat, faiſaient diſparaître une grande partie de ce joug Anglais que les entrepriſes turbulentes de Leiceſter & l'ambition ruſée d'Elizabeth avaient rendu ſi ſuſpect & ſi onéreux.

Tranſport des Païs-bas à l'Infante Iſabelle.

L'heureuſe concluſion de ce traité, joint à l'aſſiſtance amicale qu'on commençait à retirer de la France, acheva de raſſurer les Provinces-Unies contre la réſolution extraordinaire du Roi d'Eſpagne pour les ramener ſous le joug. Ce Prince s'était enfin décidé à détacher en faveur de ſa fille & de ſon gendre futur, ſes domaines héréditaires des Païs-bas. Pour motiver cette étrange démarche, il diſait dans l'acte de tranſport que le bonheur d'une nation exigeait qu'elle fût gouvernée par un Prince réſidant dans le pays. Il ne laiſſa pas de ſtipuler qu'il y aurait garniſon Eſpagnole dans les citadelles d'An-

Gror. Hiſt. VII. 320. 326. 328. 342. *Bor XXXV.* 2. 32. 35.

vers, de Gand & de Cambray, que les Païs-bas ne porteraient pas leur commerce dans les deux Indes, qu'on ne pourrait ni les aliéner, ni les démembrer sans le consentement du Roi d'Espagne, que, dans le cas où une Princesse resterait héritiere, elle ne pourrait épouser que le Roi d'Espagne ou l'héritier présomptif de la couronne, & qu'à défaut de postérité, & dans le cas de la plus légere derogation à la foi catholique ou aux articles du traité, tous ces pays reviendraient à l'Espagne. Philippe avait une prédilection particuliere pour Albert qui ayant passé une grande partie de sa vie en Espagne, en connaissait les loix & les usages. Au cas que son fils unique vînt à mourir sans enfans, l'Infante eut apporté la Monarchie à un Prince formé dans les affaires & agréable à la nation. Aussi, dans les Provinces-Unies & dans les Provinces obéissantes, on ne manqua pas de publier que cette cession n'était qu'un artifice pour ramener les premieres sous le joug & tromper l'aversion des autres pour les Espagnols. On en vint jusqu'à dire que les nouveaux Souverains liés par ces conditions & par le besoin des secours de l'Espagne, n'en seraient pas moins dépendans, que s'ils n'eussent été que Gouverneurs Généraux. On ne craignit pas d'avancer que 1598.

1598. Philippe n'aurait jamais détaché un si beau fleuron de sa couronne en faveur d'une Princesse de trente deux ans; s'il ne l'eut crue, & même, ajouta-t-on avec une malignité qui prouve l'excès de la haine, s'il ne l'eut rendue stérile. On soutenait qu'il avait outre-passé son pouvoir, en disposant des Païs-bas comme d'un fief de la Monarchie Espagnole. Plusieurs exemples & surtout celui de Charles-Quint prouvent, disait-on, qu'une pareille cession ne peut se faire sans consulter les Etats du pays (*). On ajou-

(*) Je ne puis me refuser au plaisir de citer ici les paroles de *Grotius* dont il est bien difficile de pouvoir rendre toute l'énergie. *Erant qui pravum morem arguerent quod libera hominum capita ceu privatum servitium, in censu ac commerciis haberentur. Barbaris certe usurpatum, ut imperia donarent legarentve, quippe ignaris Domino Princeps quid interesit: at quibus aliud fas ac nefas, minime his ambiguum, rem esse populi, undeque dici rem-publicam: cujus procurationem, ut apud alias gentes Comitiis aut Senatui, ita apud plerasque Principi permissam. Nec ullum omnino justum imperium nisi ex consensu gentium cœpisse, quæ tutelam omnium uni aut homini, aut, ob turbida suffragiorum, familiæ crediderint, solo honoris pretio inductis ut sua posthabita circum utilitate fluderent. Quæ, ut ubique verum, ita in Belgis manifestius, qui nec armis subacti, nec ultro concupita servitute, sed definitis præmiis & potestate,*

tait que c'était insulter à l'espece humaine, que de disposer d'une societé d'hommes comme d'un troupeau de bêtes, de les aliener comme des biens meubles & immeubles, de les livrer à un maître qui n'était pas de leur choix? La nature & l'expérience ne nous apprennent-elles pas, disait-on, que le Prince tient son autorité des peuples & qu'il ne peut être le propriétaire de ses semblables? Les peuples policés ont toujours mis une grande différence entre un Prince & un despote: l'administration confiée, soit à des assemblées réglées, soit en général à un seul homme, est un office & non un domaine: le Prince n'est que l'officier des peuples, soit qu'ils aient eux-mêmes remis l'autorité dans ses mains, soit que, pour éviter les orages des élections & se donner un chef qui n'eut d'autre intérêt que le leur, ils l'aient rendu héréditaire. Ces principes fondamentaux de la societé, devaient surtout être respectés dans les Païs-bas, où les Princes ne pouvaient reclamer en leur faveur, ni le droit barbare des con- 1598.

multa Principibus non permitterent; vetito inter primi, ne quam partem fidei suæ commissam abrumperent. Histor. Liv. VII. p. 324.

1598. quêtes ni les lâches ceſſions d'un peuple avili par l'eſclavage, mais où leur puiſſance & leurs moyens étaient réglés & circonſcrits par des traités formels & des ſermens reſpectifs. Les lettres que l'Infante Iſabelle envoya dans le même tems pour authoriſer l'Archiduc à prendre poſſeſſion de la ſouveraineté en ſon nom, ne furent pas attaquées avec moins de fureur par les mécontens. Ils ſoutenaient qu'elle eut dû venir elle même prendre les rênes du gouvernement. L'Archiduc craignant donc une émeute populaire, fit entrer quinze mille hommes de troupes d'élite à Bruxelles. Il n'oſa pas convoquer une aſſemblée complette des Etats. Il n'appella que quelques Députés de chaque Province. Ainſi la cérémonie de ſon inauguration s'executa, non ſeulement ſans le moindre obſtacle; mais encore avec toutes les démonſtrations de la plus vive allégreſſe.

Nouvelles tentatives pour ménager une reconciliation. *Bor XXXV.* 37 38. *Met. XX. Grot. Hiſt. VII.* 327.

La défection des Provinces-Unies étant une des premieres cauſes & leur réunion un des principaux objets de ce tranſport, on ne tarda pas à le leur notifier. Les Provinces obéiſſantes qui ſoupiraient pour la paix, joignirent leurs inſtances à celles de l'Archiduc. Elles parurent même ſeules ſur la ſcene. Le nouveau Souverain aurait cru déroger à ſa dignité de traiter en ſon nom avec

des peuples qu'il qualifiait de rebelles; il se contenta de leur faire connaître les droits que lui donnait son mariage avec l'Infante, les assura qu'il desirait passionément la paix, & les invita à s'en ouvrir avec les Provinces obéissantes. Le Prince d'Orange, Philippe Guillaume, le Duc d'Aarschot & le Marquis d'Havrech, écrivirent en même tems au Prince Maurice; pour le prier de favoriser cet accomodement. La Cour de Bruxelles fit encore plus: un négociant de Leide fut appellé à Anvers sous le faux prétexte de la maladie de son frere. C'était pour le charger d'assurer les Etats-Généraux des Provinces-Unies qu'on leur laisserait une entiere liberté de religion & leur gouvernement actuel, au cas qu'ils vouluſſent reconnaître l'Archiduc & l'Infante. Le Roi promettait encore de faire nommer Maurice Généraliſſime des troupes impériales en Hongrie. La vivacité de ces instances ne servit qu'à redoubler le zéle des Etats-Généraux pour le maintien d'une liberté qui leur devenait si chere par les peines qu'elle avait coutées & les avantages qu'elle commençait à procurer. Ils répondirent à ces sollicitations en publiant des lettres interceptées où Philippe avouait des desseins bien différens. Ils publierent encore la sentence d'un malheureux 1598.

1598. nommé Pierre Panne, condamné à mort pour avoir eu le deſſein d'aſſaſſiner le Prince Maurice, à l'inſtigation des Jeſuites de Douai & de deux Miniſtres de l'Archiduc. Ils inviterent les Etats des Provinces Autrichiennes à ſe joindre à leur confédération & à prendre les armes contre l'ennemi commun, l'Eſpagnol. Quatre mille hommes de cette nation venaient d'arriver dans les Païs-bas : ils auraient pu profiter de l'inaction où reſtaient les Provinces-Unies par un vuide dans les revenus publics. Mais l'eſprit de mutinerie occaſionné par la même cauſe, avait repris les garniſons Eſpagnoles des villes cédées à la France qu'elles refuſaient d'évacuer, avant qu'on eut payé leurs arrérages : la même contagion avait gagné celles de Gelre, de Cambray, de Grave, d'Anvers, de Lier & de Gand.

Meteren XIX. XX.

Ainſi les opérations ſe terminerent à des hoſtilités peu déciſives, à des eſcarmouches où les Eſpagnols avaient quelque fois l'avantage. Les deux partis paraiſſaient méditer un coup déciſif ; lorſque l'Archiduc Albert vit arriver le tems où il devait ſe rendre en Eſpagne pour aller chercher ſon Epouſe. Le Pape lui avait permis de rompre les vœux qu'il avait faits contre la nature, & de travailler à donner de nouveaux rejettons à l'illuſtre maiſon d'Autri-

Départ de l'Archiduc pour l'Eſpagne.

Grot. Hiſt. VII. 326. 328.

che. Il avait remis pour tout le tems de ſon abſence, le gouvernement au Cardinal André d'Autriche, ſon frere; il avait confié le commandement des armées à François de Mendoza, Amiral d'Arragon: il avait dépoſé la pourpre & le chapeau de Cardinal à Halle aux pieds d'une image de la vierge Marie, renommée pour les miracles nombreux qu'on lui attribue: il avait déjà pris ſa route par l'Allemagne lorſqu'il apprit que, le treize Septembre, la veille du jour qu'il était parti de Bruxelles, Philippe était mort au Palais de l'Eſcurial. 1598.

Mort de Philippe II. Roi d'Eſpagne.

Ce Monarque uſé par les débauches de ſa jeuneſſe & par les travaux du gouvernement, était depuis deux ans en proie aux douleurs aigües de la goutte, à laquelle s'était jointe un fievre lente qui épuiſait ſes forces. Son état avait tellement empiré qu'il s'était fait porter dans une litiere au Palais de l'Eſcurial à ſix lieues de Madrid, pour y reſpirer un air plus pur. A ſon arrivée, ſa fievre augmenta, accompagnée de contractions extraordinaires dans les nerfs. Ses jambes & ſa poitrine ſe couvrirent d'abſcès; on y appliqua des remedes pour les faire ouvrir: il en ſortit une matiere âcre & fétide, dans laquelle ſe forma une ſi prodigieuſe quantité de vermine, qu'avec tous les ſoins poſſibles,

Ferreras. *Herreras.* *Bentivoglio.*

1598. on ne pouvait le nettoyer. On assure qu'il sentait les poux le ronger jusques dans les entrailles. Mais tous ces maux compliqués ne lui arracherent pas une plainte : il fit, dans ces affreux momens, éclater la patience la plus stoïque & une entiere résignation à la volonté de Dieu. Il s'imagina que le ciel, en purifiant son ame par ces rudes épreuves, lui faisait expier les tourmens qu'il aurait dû souffrir dans l'autre vie. On raconte qu'il dit à son confesseur: *étant prêt à faire ce que vous pouvez me commander pour mon salut, tout ce que j'aurais oublié par votre faute, restera sur votre compte.* Il fit venir son fils & sa fille, leur exposa la vanité de grandeurs humaines, leur commanda de faire goûter les douceurs de la paix à leurs sujets, de respecter leurs priviléges & de maintenir inviolablement la religion romaine. Il se fit donner la croix que son pere avait tenue en mourant, & paya le tribut à la nature, dans la soixante & douzieme année de son âge & la quarante troisieme de son regne.

Memoir. de la Houss. Tom. I.

Caractere de Philippe II.

Ainsi, loin de pouvoir soupçonner l'attachement de Philippe à sa religion, on voit que les frayeurs qu'elle lui inspirait, furent la cause de ce courage inouï dans un scélérat qui meurt, ainsi qu'un des principaux mobiles des vastes pro-

jets qu'il entreprit pendant qu'il vécut. 1598.
Il montra d'abord plus d'inclination & de talens pour le repos & les soins pacifiques du gouvernement, que pour les travaux bruyans & les expéditions militaires ; ses sujets avaient donc droit d'attendre de lui le regne le plus tranquille & le plus fortuné. Il aimait à faire rendre la justice sans acception de personne : il avait l'art de connaître les hommes & savait les employer. Il avait les yeux toujours ouverts sur toutes les parties de sa vaste Monarchie : il consacrait presque tout son tems aux soins de l'administration ; il assujettissait ses ministres au travail & à l'ordre &, sans s'attendre à eux, il expédiait lui-même la plûpart des affaires. Sans être grand, il avait une phisionomie majestueuse : c'était de tous les Espagnols le plus grave & le plus sérieux qui ait jamais été : il s'était formé un maintien composé, un air fier & reservé qui ajoutait a son austérité naturelle. On ne le vit jamais rire : il se vantait de n'avoir dansé que trois fois dans sa vie: aussi voulait il que tout ce qui l'environnait respirât la gravité la plus imposante. Il avait poussé cette scrupuleuse attention au point de prescrire à tous les membres des Conseils souverains & des chancelleries, de ne paraitre en public qu'avec une robe ample & traînante & de por-

Desmaiseaux Hist. d'Espagne.

1598. ter la barbe dans toute sa longueur & dans toute sa circonférence. On ne lui parlait qu'à genoux. Un jour le Duc d'Albe entra dans son cabinet sans être annoncé ! *Quelle hardiesse*, lui dit-il, *vous meriteriez la hache.* On assure qu'il était cependant d'un abord facile à ses sujets. Sa grandeur d'ame éclata dans les plus grands revers. Jamais Prince, par ses richesses, par sa puissance, par ses talens & par le tems où il vécut, ne se trouva dans une position plus favorable pour être l'arbitre de l'Europe, rendre sa nation la premiere de l'Univers & transmettre sa mémoire avec éclat à la postérité. Du fond de son cabinet d'où ses ordres partaient comme autant d'oracles, il étouffa plusieurs révoltes en Espagne, ajouta le Portugal à sa couronne, soutint successivement ou tout à la fois, la guerre contre la Turquie, la France, l'Angleterre & les Provinces-Unies, sans avoir jamais d'alliés, se rendit par ses trésors maître des élections des Empereurs & des Papes, des secrets de tous les autres Princes, joua le premier rôle en Europe & soutint la foi catholique, qui sans lui eut probablement été détruite en France & dans les Païs-bas. C'est sans doute cette derniere observation qui a fait dire aux Espagnols que les défauts reprochés à ce Roi ne sauraient obscur-

cir les louanges qu'il a reçues des Papes. Mais, comme le mérite du Rois ne dépend pas du jugement des Pontifes, dans le tems que les Eſpagnols comparaient Philippe à Salomon, les Proteſtans le comparaient à Tibere, lui reprochaient les forfaits & la fin d'Hérode, d'Antiochus & d'autres monſtres couronnés: enfin ſes contemporains le nommerent le *Démon de Midi.* 1598.

Pour ſavoir ſi Philippe mérite en effet d'être comparé à ces eſprits malfaiſans que l'on croit deſtinés à la deſtruction ou au châtiment du genre humain, jettons un coup d'œil rapide ſur ſes actions. Ne lui imputons pas l'idée d'avoir voulu faire exhumer le corps de Charles-Quint ſoupçonné d'être mort dans le Luthéraniſme; parceque cette accuſation n'eſt pas prouvée. Mais ſa négligence à lui faire toucher la penſion qu'il s'était reſervée, mais la fin malheureuſe de ſon fils Don Carlos, la fin non moins tragique d'Iſabelle de France, ſon Epouſe, la mort d'Eſcovedo, de Bergue & de Montigny, ſon mariage avec ſa niece, ſes débauches avec les femmes, ont donné lieu de le peindre, dans ſa vie privée, comme un fils ingrat, un pere dénaturé, un époux barbare, un homme fourbe, ſombre & cruel par caractere. Une jalouſie exceſſive de ſon autorité, des idées outrées ſur les pré- *Dict. de Bayle Art. Caranza & Charl. Quint.*

1598. rogatives des Princes, l'horreur qu'il avait conçue contre l'héréſie, le zéle le plus ſuperſtitieux & le plus fanatique pour la religion romaine, envenimerent ces vices naturels, & le rendirent, dans ſa vie publique, le fléau de l'univers. Se déguiſant à lui-même ſes projets ambitieux, ſous le vain prétexte que leur réuſſite étendrait ou aſſurerait la religion catholique, il crut que tous les moyens ſeraient légitimes pour parvenir à un but ſi louable & courut après le fantôme dangereux de la Monarchie univerſelle. Ainſi la religion, ce préſent que le ciel a fait aux hommes, pour exciter la vertu & effrayer le vice, Philippe ne l'invoquait que pour s'encourager aux actions les plus noires & ſe débarraſſer du frein ſalutaire des remords qui punit les crimes & peut quelquefois les expier. En proie à des ſoupçons perpétuels contre ceux qui le ſervaient, implacable dans ſa vengeance, il viola les ſermens les plus ſolemnels, immola des citoyens innocens & vertueux, & ſe joua de la fortune & du ſang des peuples. Renfermé dans ſa Cour, attaché toujours au même plan d'intolérance & d'ambition, à cette application continuelle au même objet qui caractériſe les ames étroites, il ſemblait ſavourer l'affreux le plaiſir de faire couler le ſang de ſes ſujets qui ne

penſaient pas comme lui, d'envoyer le trouble & les diſcordes inteſtines chez ſes voiſins, &, au défaut de la force, d'ouvrir ſes tréſors & ſa faveur aux ſcélérats qui oſaient tenter de le défaire de ſes ennemis par le fer ou le poiſon. Auſſi, dans mille écrits ſemés dans toute l'Europe, ſon nom fut-il devoué à l'horreur univerſelle. 1598.

Erreurs de ſon adminiſtration.

Eh! quel avantage lui procura cette politique auſſi fauſſe qu'atroce? En voulant toujours tromper, il arriva qu'il ne put tromper perſonne. Les Provinces revoltées ne voulurent jamais ſe fier à lui. Encore, s'il eut ſuivi conſtamment les meſures vigoureuſes qu'il avait priſes, il pouvait eſpérer de les accabler ſous le poids de ſa puiſſance; deux fois il les réduiſit aux dernieres extrémités, & deux fois il perdit les grands avantages qui s'offraient à lui pour courir après de brillantes chimeres: deux fois, partageant ſes forces pour envahir les domaines des autres, il laiſſa échaper l'occaſion de recouvrer les ſiens. Ce n'eſt pas tout: le défaut d'argent où le jettaient des entrepriſes au deſſus de ſes forces, força ſes troupes à détruire par leurs ſéditions les fruits de leurs travaux & de leur courage. C'eſt une verité, que les armes de ſes ſoldats lui cauſerent plus de dommage que ſes propres ennemis. Il voulut aſſervir les

1598. Païs-bas, écraſer l'Angleterre & ſubjuguer la France. Quoiqu'il n'eut longtems contre lui que de mauvaiſes troupes, des enfans & une femme, tous ſes projets échouerent, à l'exception de la conquête du Portugal que ſes ſucceſſeurs ne garderent pas longtems. Il fut plus d'une fois humilié par des ennemis qu'il mépriſait. Ils inſulterent ſes côtes, ravagerent pluſieurs de ſes villes maritimes, pillerent pluſieurs de ſes poſſeſſions en Amérique & détruiſirent ſes plus belles flottes. Tant de revers & tant d'opérations vaſtes & compliquées, ſuivies avec une ardeur opiniâtre pendant le cours d'un long regne, épuiſerent l'Eſpagne d'hommes & d'argent. Les erreurs de cette adminiſtration préparerent la décadence rapide de cette Monarchie qui était la premiere puiſſance de l'Europe quand ſon pere la lui ceda. Les mines du nouveau monde qui ſemblaient attendre ſon avénement au trône pour s'ouvrir avec la plus grande profuſion, produiſirent les plus funeſtes effets. Enivré de ces tréſors éblouiſſans, il ôſa tout; parce qu'avec leur ſecours, il crut pouvoir tout envahir. Ses ſujets éblouis comme leur Souverain, par les richeſſes dont ils étaient combés tous les ans, abandonnerent les voies pénibles de l'induſtrie à laquelle ils étaient accoutumés & cou-

Robertſon Hiſt de l'Amer. Liv. VIII.

rurent dans ces pays d'où découlait tant d'opulence. Ce fut une nouvelle playe pour l'état que cette fureur d'émigration, & la force des Colonies n'augmenta que de l'épuiſement de la métropole. L'agriculture & les manufactures tomberent en langueur faute de bras: il fallut recourir à l'induſtrie des étrangers qui attirerent dans leur pays les tréſors du nouveau monde. Les ſommes verſées en France pour acheter les factieux & y ſoutenir la guerre, miſes en œuvre par l'économie d'Henri IV. ſervirent à arroſer toutes les veines de l'induſtrie dans ce Royaume & à le mettre en peu de tems dans un état floriſſant & redoutable: ces fleuves d'or coulerent dans les Païs-bas & ſurtout dans les Provinces-Unies. Le beſoin éveillait leur induſtrie, leur poſition la favoriſait, l'ignorance des autres peuples l'augmentait, des flottes nombreuſes la protégeaient ſur mer; des barrieres impénétrables la couvraient ſur terre: enfin l'or ne faiſait que traverſer l'Eſpagne pour aller fertiliſer le pays où l'induſtrie était en vigueur. Obligée de tirer une grande quantité de marchandiſes des peuples auxquels elle faiſait la guerre, l'Eſpagne fourniſſait des armes contre elle-même: c'eſt ainſi qu'elle aida les Provinces-Unies à former une nouvelle puiſſance dans le ſyſtême

1598.

Meteren Liv. 18. pag. 396. 397.

1598. de l'Europe. En un mot ces richeſſes brillantes furent pour elle comme ces feux perfides qui égarent le voyageur pendant la nuit & le conduiſent dans des précipices. Les tréſors du nouveau monde ayant inondé l'Europe comme un torrent, la valeur des eſpeces diminua de moitié & les bénéfices des exploitations éprouverent la même diminution. Il n'eſt donc pas étonnant qu'avec les plus grands revenus qu'ait eu aucun Prince de ſon tems, Philippe fût réduit à la néceſſité honteuſe de manquer à ſes créanciers, & vît ſes projets avorter faute d'argent. Obligé d'avoir recours à la voie dangereuſe des emprunts, le poids des dettes nationales détourna les canaux des revenus publics de leur veritable deſtination, produiſit un accroiſſement de charges & d'impôts, rendit les moyens de ſubſiſter plus difficiles & plus onéreux & fit une playe mortelle à l'induſtrie, en jettant le découragement dans l'eſprit des citoyens induſtrieux. Loin d'amortir les dettes pendant la paix, Philippe ſe vit contraint de les augmenter toutes les années par ſes guerres continuelles : de ſorte qu'à ſa mort ſes Etats étaient grevés d'une dette de cinq cens ſoixante quatre millions de Ducats, dont il payait pour le moins dix (*) pour cent, outre un fonds de cent millions

Young Arithmetique politiq. I. 193-196. Oudemeuler Rech. ſur le commerce, I. p.. 131. 136. 137. & paſſim.

(*) *Voyez Meteren en*

de ducats qu'il avait aliéné en Italie. Depuis cette fatale époque la Monarchie Eſpagnole ne fit que déchoir ſous Philippe III, Prince faible qui avait toute l'ambition de ſon pere, ſans avoir aucun de ſes talens politiques. Les favoris regnerent ſous ſon nom. Il ſe laiſſa gouverner par le Duc de Lerme, Miniſtre, qui, non moins incapable que ſon maître, de tenir les rênes de l'adminiſtration les abandonna à Rodrigue Calderon, homme ſorti de la pouſſiere. 1598.

Français Liv. XIX. pag. 417.

Ainſi Philippe II. n'eut que des talens funeſtes à ſes peuples. Génie étroit, eſprit faux & brouillon, avec toutes les paſſions des petites ames, il fut la premiere victime de ſa politique perverſe. Exemple frappant pour ces Princes qui, croyant pouvoir ſacrifier impunément la morale à l'ambition, tombent preſque toujours dans les pieges qu'ils tendent aux autres. Philippe eut la douleur de ne pouvoir ramener les Provinces-Unies. Quoiqu'à la nouvelle de leurs expéditions en Amérique, il ſe fût écrié d'un ton prophétique que Dieu ne permettrait jamais que l'héréſie fut portée dans le nouveau monde, il vécut aſſez pour voir ſa prophétie en danger d'être démentie. Il eut le chagrin de voir que ſes anciens ſujets allaient devenir ſes plus grands ennemis dans ſes poſſeſſions des deux Indes. Les

Il eſt témoin des progrès de ſes anciens ſujets dans la navigation & le commerce.

Desmaiſ. Hiſt. d'Eſp. Bentivogl.

1598. précautions qu'il prit dans son testament pour leur interdire l'entrée de ces pays, montrent clairement que les efforts qu'ils faisaient pour y pénétrer, lui causaient les plus vives alarmes.

Meteren Liv. XX.

Efforts des Provinces-Unies pour étendre leur commerce.

En effet les habitans les Provinces-Unies poussés par cette impulsion & cette activité que l'esprit de liberté & l'enthousiasme des succès donnent au génie, cherchaient, avec ardeur, à ouvrir de nouvelles routes à leur commerce & à leur navigation. Le gouvernement, espérant que ces tentatives lui procureraient de nouvelles branches de revenus, dont il avait besoin pour soutenir une guerre longue & onéreuse, encourageait les hommes à projets & favorisait la passion des découvertes. Jusques en 1581, ils avaient été chercher paisiblement les marchandises des Indes Orientales à Lisbone devenue l'entrepôt de ce commerce depuis que les Portugais avaient eu l'heureuse témérité de s'ouvrir par le Cap de Bonne Espérance une route jusqu'alors impraticable. Philippe, ayant conquis ce Royaume, interdit aux Belges confédérés toute relation avec ses nouveaux sujets. Sa politique ne prévoyait pas que cette interdiction lui deviendrait fatale. Les navigateurs exclus de ce commerce, songerent naturellement à se procurer d'autres debouchés. Ils s'avancerent d'a-

Grot. Hist. VII. 269 270 &c.

bord dans des climats que l'Eſpagne ne pouvait leur fermer : ils penétrerent plus avant dans le nord qu'ils n'avaient fait auparavant : ils viſiterent pour la premiere fois le port d'Archangel où ils ne tarderent pas à établir le ſiege d'un grand commerce : ils toucherent même les côtes de l'Afrique : ils gagnerent les Iſles du Cap Verd d'où ils tiraient du ſel. Inſenſiblement, ils franchirent le détroit de Gibraltar; ils fréquenterent les ports d'Italie &, à la faveur du pavillon français, ils étendirent leur commerce dans les échelles du Levant. Enfin les Anglais ayant, en 1588, fait une heureuſe expédition dans les Indes, & le Roi d'Eſpagne, ayant donné de nouveaux réglemens pour fermer tous ſes ports à ſes ennemis, les Hollandais & les Zéelandais reſolurent d'aller puiſer les marchandiſes de l'orient à la ſource. Ce projet était difficile dans l'exécution. Il fallait franchir un eſpace de ſix mille lieues, dans des mers inconnues, ſur des côtes dont l'ennemi était le maître. On penſa qu'il vaudrait mieux travailler à découvrir un paſſage par les mers du nord. Les Anglais l'avaient déjà cherché en 1552, 1558 & 1580. Ils avaient échoué dans leur projet, ſans l'avoir abandonné : les Hollandais encouragés pas cet exemple, eſpérant davantage à raiſon des connoiſſances que

1598.

Rich. de la Holl. I. 51.

Bentivog

Ooſt-Indiſ. Voyag. l. d. Houtman Reize naar Ooſt-Indie. Meteren XIX.

1598. la navigation leur donnait dans les mers du nord & décidés par Pierre Plancius, grand Aſtronome & habile Geographe, réſolurent de chercher un paſſage qui pouvait procurer à la République d'auſſi grandes richeſſes que le nouveau monde en apportait à l'Eſpagne. La route devait être plus courte, moins malſaine & plus ſûre. Toutes ces conſidérations engagerent une ſociété de marchands à équipper trois vaiſſeaux, pour tenter cette entrepriſe. Ils partirent du Texel le 15 Juin 1594, entrerent dans le détroit de Weigats qu'ils nommerent le détroit de Naſſau ; toucherent à pluſieurs Iſles auxquelles ils eurent la gloire de donner des noms, & s'en revinrent avec l'idée que l'entrepriſe pouvait réuſſir. En conſéquence on renouvella cette tentative l'année ſuivante ; mais, comme on était parti trop tard (le 2 Juillet) le paſſage ſe trouva déjà bouché par les glaces ; & l'on fut obligé de revenir ſur ſes pas. En 1596 il y eut encore deux vaiſſeaux qui partirent du Texel le 18 de May pour chercher ce fameux paſſage ; & les Etats-Généraux promirent vingt cinq mille florins à celui qui le trouverait. Heemskerk & Ryp, c'étaient les noms des deux Capitaines, porterent au nord, cotoyerent la nouvelle Zemble, virent des glaces le 5 de Juin,

& calculerent le dix neuf du même mois à la hauteur de soleil qu'ils étaient à quatre vingt dégrés onze minutes de latitude. Ils découvrirent un grand continent que quelques uns prirent pour le Groenland situé plus au Sud, & donnerent à ce continent le nom de *Spitsbergen*, *montagnes pointues*, à cause d'une multitude d'éminences terminées en pointes qu'ils y virent. Heemskerk, espérant trouver bientôt une vaste mer, porta vers le nord. Ryp, ayant tourné vers le sud, vit son vaisseau emporté par les tempêtes qui regnent dans ces parages & jetté sur les côtes de la Russie. Heemskerk s'avançant toujours le long de la nouvelle Zemble, ne rencontra bientôt que de gros glaçons flottans, & craignant d'y être pris, il retourna sur ses pas. Il n'était plus tems. Depuis le Cap de Troost qu'il quitta le sept Août, il ne put amarrer son vaisseau qu'à d'énormes bancs de glace : & le 28 du même mois, les matelots monterent sur un banc de glace d'une couleur bleue, couvert de terre sur le haut, où ils trouverent près de quarante œufs. Enfin après avoir souvent couru le danger d'être fracassé par des montagnes flottantes de glaces, le vaisseau fut obligé de s'arrêter le 26 Août autour de l'*Yshaven* * pris de tous côtés par les glaces. 1598.

* Port des glaces.

1598. Ces infortunés navigateurs se virent obligés de débarquer sur les côtes de la nouvelle Zemble. N'y voyant que des rivages incultes, que des montagnes éternelles de glace, & des déserts qui paraissaient les dernieres bornes du monde, ils crurent trouver leurs tombeaux dans ces lieux où la nature semblait expirer. Ils commencerent par y construire une cabane. Ils n'eurent pas seulement à lutter contre le froid le plus rigoureux : ils eurent bien de la peine à se garantir de la fureur des ours blancs, qui venaient les attaquer jusques dans leur maison. Pour comble de malheur, le soleil les abandonna le 2 de Novembre, quoique suivant les loix de la réfraction, qui fait paraitre le soleil dix neuf jours plutôt, il n'aurait pas dû les quitter encore ; ce qui peut avoir été occasionné par les brumes épaisses qui s'éleverent dans l'athmosphere. Quelques uns succomberent sous le poids de tant de fatigues : parmi ces malheureux qui périrent, on regretta surtout Guillaume Barentszoon qui avait fait les deux premiers voyages & qui était regardé comme le Jason de ces nouveaux Argonautes. Le treize de Janvier, le crépuscule qui leur avait toujours lancé une petite clarté, leur en apporta une plus grande avec quelque diminution de froid."

froid. Le disque du soleil se montra peu à peu autour de l'horison : il parut enfin sur l'horison après quatre quatre vingts jours d'absence. Mais ils ne purent remettre en mer qu'au milieu du mois de Juin, sur deux barques fabriquées des débris de leur vaisseau. Ils furent plusieurs fois obligés de les traîner sur les glaces. Enfin après avoir, à petites journées & à travers des masses de glaçons, côtoyé la nouvelle Zemble, où ils ne trouverent que quelques pêcheurs Russes ; ils mirent pied à terre au port de Kola dans la Laponie Moscovite. Ils eurent le bonheur d'y trouver Ryp, leur compagnon de voyage, & s'embarquerent à bord de son vaisseau, sur lequel ils revinrent tous en Hollande au mois d'Octobre. On ne saurait oublier que les connaissances acquises par cette expédition dans les parages du nord, ont donné ensuite naissance à l'importante pêche de la baleine. 1598.

Baudart. Mem. Liv. V. p. 43.

Ces revers n'ont pas empêché qu'on n'ait encore tenté le passage des Indes Orientales par les mers du nord. On prétend qu'il ne faut pas le chercher par le Weigats. Les grandes gelées occasionnées par les grands continens qui doivent être sous ces latitudes (*) em-

(*) Une verité bien importante & que Mr. de Buffon a mis dans le plus grand jour avec la magie brillante de son pinceau, c'est que

1598. pêcheront toujours la possibilité de ce passage. Les glaces qui viennent des

le froid dans un pays ne dépend pas uniquement de sa distance aux pôles. Dans toute la Siberie, à Tobolsk même qui n'est qu'au 57 dégré, il fait plus froid qu'à Stockholm & même à de plus hautes latitudes. Lorsqu'un vent souffle sur un pays, il doit en y passant lui enlever une partie de sa chaleur & par là même perdre une partie de sa froideur. Mais, s'il continue à souffler dans la même direction, il passera par dégrés sur une surface déjà refroidie, & ne pourra bientôt plus perdre de son âpreté. Si donc il parcourt un grand espace, il y apportera tout le froid d'une forte gelée. Si le même vent parcourt l'étendue d'une mer vaste & profonde, la superficie de l'eau sera d'abord refroidie à un certain degré & le vent se trouvera réchauffé à proportion. Mais l'eau plus froide de la surface devenant spécifiquement plus pesante que l'eau plus chaude qui est au dessous, descend, & celle qui est plus chaude prend sa place : celle ci se refroidissant à son tour, continue à échauffer le courant d'air qui passe par dessus & en diminue la froideur. L'action méchanique du vent & le mouvement de la marée contribuent à operer ce changement successif de l'eau de la surface & l'élévation de celle qui est plus chaude & par conséquent le refroidissement successif de l'air. Cela continuera de même, & l'âpreté du vent continuera jusqu'à ce que l'eau soit refroidie au point que sa surface ne soit plus assez agitée par l'action du vent pour qu'elle ne puisse

Robertson Hist. de l'Amériq. Liv. 4. note 30.

terres intérieures & voisines du pôle & que charrient dans ce détroit, l'Oby, le Jenisca & les grands fleuves dont ces terres inconnues sont arrosées, rendent inarbordable la mer de Tartarie par cette route. On pense même que la mer qui est à l'Est de ce détroit est un golfe ou une mer entierement méditerranée, qui pourrait bien ne pas communiquer avec la mer de Tartarie. Il vaudrait mieux remonter jusqu'au Cap désiré où il y a un petit golfe à environ 75 dégrés, au delà duquel on a découvert la terre de Jelmorland en 1664, laquelle n'est éloignée que de quelques lieues des terres de la nouvelle Zemble, en sorte que le seul petit endroit qui n'ait pas été reconnu est auprès de ce petit golfe; & cet endroit n'a peut-être pas trente lieues de longueur, de sorte que si la mer tranquille communique à l'océan, il faut que ce soit à l'endroit de ce petit golfe, qui est le seul par où cette mer méditerranée peut se joindre à la grande mer: & comme ce petit golfe est à 15 dégrés nord, & que quand même la communication existerait, il faudrait toujours s'élever de cinq dégrés vers le nord pour gagner 1593.

Buffon Hist. naturelle Tom. I. Theorie de la terre.

se glacer; partout où la surface se gele, le vent n'est plus réchauffé par l'eau intérieure & il continue alors à souffler avec le même dégré de froid."

1598. la grande mer, il eſt clair que ſi l'on veut tenter la route du nord pour aller à la Chine, il vaut beaucoup mieux paſſer au nord de la nouvelle Zemble à 77 ou 78 dégrés où d'ailleurs la mer eſt plus libre & moins glacée. Un voyageur Hollandais aſſure que la mer jette de tems en tems ſur la côte de Corée & du Japon des baleines qui ont ſur le dos des Harpons Anglais & Hollandais. On aſſure que ſous le pôle, le froid n'eſt point inſupportable, & qu'à 89 dégrés, c'eſt-à-dire à un dégré du pôle, on n'a point trouvé de glaces, mais une mer libre & ouverte. Enfin la Compagnie des Indes de Hollande, voyant ce paſſage tenté inutilement du côté de l'Europe, le fit chercher du côté du Japon, & elle aurait apparemment réuſſi, ſi l'Empereur du Japon n'eut pas interdit aux étrangers toute navigation, du côté des terres de Jeſſo. Ce paſſage ne peut donc ſe trouver qu'en allant droit au pôle au delà du Spitsberg, ou bien en ſuivant le milieu de la haute mer entre la nouvelle Zemble & Spitsberg ſous le 79 dégré de latitude: ſi cette mer a une largeur conſidérable, on ne doit pas craindre de la trouver glacée à cette latitude, & pas même ſous le pôle.

Tel eſt le ſentiment de Mr. Buffon: cependant la nouvelle carte de l'Em-

pire de Ruſſie dreſſée ſur de nouvelles obſervations, nous apprend que le Weigats communique en effet avec la mer de Tartarie : mais qu'il n'en eſt pas moins impraticable, attendu que les glaces de ce détroit ne ſe fondent point pendant l'été, à moins que quelque tempête du nord-eſt ne vienne les briſer. 1598.

Encycl. art. Weigats.

La République ne s'occupait pas tellement de la découverte des Indes par ces routes inconnues, qu'elle négligeât d'aller les chercher par la voie ordinaire. Corneille Houtman, fils d'un Braſſeur de Gouda, s'était rendu à Lisbone pour y prendre toutes les informations relatives au commerce des Indes Orientales. On ſoupçonna ſon deſſein, on le mit en priſon. Des négocians d'Amſterdam qu'il avait inſtruits de ſon malheur & des découvertes importantes qu'il avait faites, le délivrerent moyennant une forte ſomme. Houtman rendu à ſa patrie, donna tant de lumieres ſur les moyens de faire le commerce des Indes, que pluſieurs négocians formerent une aſſociation ſous le nom de Compagnie des pays lointains & lui confierent quatre vaiſſeaux qui partirent du Texel au mois de Mars 1595. Les Etats attentifs à tous les projets qui pouvaient enrichir la République fournirent les canons. Ces vaiſſeaux doublerent le Cap de bonne Eſpérance, reconnurent diverſes cô-

Les Belges Confédérés vont dans les Indes-Orientales par le Cap de Bonne Eſpérance.

Tegenw. Staat der vereenigde Nederlanden. 427. Bor XXXV. 19 20. Oſt. def. Voyag.

1598. tes & plusieurs Isles où les Portugais avaient des Colonies ou faisaient le commerce. Ils trouverent les Indiens dans des dispositions favorables. Les Portugais ne devaient leur empire qu'à la force & leur commerce qu'au défaut de concurrence. Enivrés par la prosperité, ils en avaient abusé : ils étaient craints ou haïs. Aussi ne virent-ils pas sans effroi arriver ces nouveaux navigateurs. Comme s'ils eussent déjà prévu les revers qu'ils devaient essuyer de la part d'une nation si active & si courageuse, ils firent tous leurs efforts pour la rebuter. Quoiqu'ils fussent haïs à Bantam dans l'Isle de Java, ils ne laisserent pas, à l'aide des intelligences qu'ils avaient parmi les naturels du pays, de parvenir à leur rendre les Hollandais suspects. Ils peignirent ces nouveaux hôtes comme une troupe de pirates & de brigands, sans feu & sans lieu, qui venaient moins comme marchands que comme espions, pour piller & ravager le pays. Un peuple barbare croit tout contre des gens qu'il ne connaît pas & qui ne peuvent parler pour leur défenser. Les Hollandais furent attaqués à l'improviste : ils furent obligés de soutenir quelques petits combats où plusieurs perdirent la vie. Ils trouverent les mêmes traverses sur plusieurs autres côtes. Le fer & les maladies moissonnerent une si grande partie des équipa-

Meteren Liv. 19.

ges qu'on fut obligé de brûler un des vaisseaux, faute de matelots. Enfin de 160 hommes qu'ils avaient pris à bord, ils n'en ramenerent dans le pays que quatre vingt dix, après deux ans & quatre mois d'une navigation très malheureuse. 1598.

Second Voyage dans les Indes Orientales.

Mais les marchandises qu'ils rapporterent, excitaient tellement l'avidité; plusieurs Indiens, Négres & Chinois, qu'ils avaient eu soin d'amener pour leur servir d'interprêtes, paraissaient des garands si flatteurs d'un meilleur succès, qu'il fût resolu de poursuivre une entreprise que les lumieres qu'on avait acquises, devaient rendre plus heureuse dans les autres voyages. Les entrepreneurs se joignirent même à une autre Compagnie dont tous les membres étaient des négocians d'Amsterdam. Ils équipperent huit vaisseaux qui mirent à la voile le premier de May 1598, sous la conduite de Corneliszoon van Nek. Ce voyage fut plus heureux que le premier. Quatre de ces vaisseaux revinrent en Hollande au bout de 15 mois, chargés de quatre cens lasts de poivre, de cens lasts de cloux de girofles & de plusieurs autres marchandises, avec des présens que le Roi de Bantam envoyait au Prince Maurice. Les autres quatre vaisseaux s'avancerent jusqu'aux Isles Molucques, visiterent

Jac. v. Nek Scheepv. op Oostind. Meteren Liv. 22. Grot. Hist. X. 415.

1598. Amboine, Ternate & Banda, firent des traités de commerce avec les Souverains du pays & revinrent en Hollande chargés de riches marchandises. Des retours si heureux exciterent tellement l'émulation, que Van Nek n'avait pas été un mois en Hollande qu'il fut renvoyé à la fin de Juin, avec six vaisseaux. Il défendit les habitans de Ternate contre les Portugais & chargea une grande quantité de poivre à Patane où la Reine du pays lui permit d'établir un comptoir.

Expédition dans les Indes Orientales par le détroit de Magellan. *Chron. de Petit II. 651. 699. Scheepv. der Holl. naar de straat Magell. en de Oostind. Voy. Sim de Cordes en Sab de Wert Ind. Reize naar Magell.*

Le succès de ces voyages excita une nouvelle émulation. Il y avait alors en Zéelande, un Français, nommé Moucheron, issu de la noble famille des Bouley-Moucheron en Normandie. Les troubles de la religion l'avaient forcé de s'expatrier. Il faisait un vaste commerce & possédait d'immenses richesses. Enflamé de la passion des découvertes, il avait été le principal moteur des dernieres expéditions faites vers le pôle. Animé par l'exemple de Corneille Houtman, il entreprit une expédition dans les Indes & s'associa pour cet effet, plusieurs négocians de Zéelande & de Rotterdam. Ils firent équipper cinq vaisseaux qui partirent le 27 Juille 1598, sous la conduite de Jacques de Mahu. Pour examiner sans doute l'état où se trouvaient l'Amérique Espagnole, ils prirent une autre route &

résolurent de se rendre aux Isles Moluccques par le détroit de Magellan. Ce voyage fut très malheureux. Un de ces vaisseaux périt sur la côte de Guinée. Les autres naviguerent le long des côtes du Brésil & traverserent le détroit de Magellan ; mais ils essuyerent de nouveaux malheurs dans la mer du Sud. Ils furent si maltraités par les tempêtes, qu'il n'y eut qu'un seul de ces vaisseaux, commandé par Sebalde de Weert, qui eut le bonheur de revenir en Hollande. Un autre commandé par Gerrit van Beuningen, fut jetté sur les côtes du Japon où les habitans s'en emparerent & jetterent l'équipage dans les fers. Ces infortunés ne recouvrerent la liberté que cinq ans après. Mais le Japonais, naturellement généreux, voulant réparer les maux qu'ils avaient soufferts, ne se contenta pas de les indemniser par une forte somme : il invita même les Hollandais de venir établir leur commerce dans le Japon. Quoique les Hollandais n'aient pu y porter leur pavillon qu'en 1609, cependant le premier malheur qu'ils y avaient essuyé, a donné occasion au commerce avantageux qu'ils ont fait ensuite dans cette partie de l'Asie. 1597.

Etat florissant de la marine marchande.

Jamais leur navigation n'avait été aussi florissante : leurs vaisseaux couvraient toute l'étendue des mers ; elles étaient

1598. devenues le théatre des plus brillantes expéditions. On compte qu'ils avaient alors dans les mers seules de l'Europe jusqu'à douze cens vaisseaux. Grotius assure qu'ils avaient en 1595 plus de soixante & dix mille hommes sur mer. Il ajoute que la marine de ce petit coin de terre ne le cédait à celle d'aucune puissance, & qu'on y construisait annuellement deux mille navires, sans doute en comptant les barques. Ils avaient la même année jusqu'à quatre cens vaisseaux employés au commerce de Cadix, de Lisbone & de St. Lucar. En 1598, quatre vingt vaisseaux partirent pour les Indes ou pour l'Amérique. Ils faisaient en même tems un grand commerce sur les côtes de Guinée. Ils en tiraient annuellement jusqu'à deux ou trois cens livres de poudre d'or. En 1598, un seul vaisseau de Zéelande en tira lui seul jusqu'à 500 livres. L'avantage devait être exorbitant, s'il est vrai, comme le raporte l'historien Reyd, que chaque livre fût évaluée à 500 florins. Ils allaient delà au Bréſil & à l'Isle St. Domingue où ils commercerent alors sous leur propre pavillon, en gagnant par des présens les Officiers Espagnols ou Portugais.

Reid. XII. 318. Grot. Hist. IV. 231. Reid. ibid. Grot. VII. 311. Reid. XV. 424.

Expédition en Afrique & conquête

La faiblesse du Roi d'Espagne qui ne pouvait empêcher ce commerce, leur inspira les projets les plus hardis. Bal-

thazar Moucheron joignait à la passion des entreprises, cette ambition des conquêtes qui caractérisait les anciens aventuriers de sa nation & leur réussit souvent. Il obtint des Etats & du Prince Maurice la permission de conquérir pour lui-même l'Isle du Prince occupée par les Portugais. Elle est importante par la fertilité du terroir, & sur tout par sa situation à l'entrée du golfe de Gabon dans la mer d'Ethiopie. Elle a des ports & peut fournir des rafraîchissemens aux navigateurs qui, partis de la côte d'or, prennent la route de l'Amérique. Les Normands y faisaient depuis longtems le commerce; & le nom de Moucheron y était connu. Cet homme hardi fit donc équipper cinq vaisseaux, avec 150 soldats & 200 matelots qu'il sut attirer par l'appât du gain. Mais, s'il avait les passions des grandes ames, il n'avait pas le génie ou le bonheur de choisir les hommes les plus capables d'exécuter ses grands projets. Il mit à la tête de cette expédition des jeunes gens qui avaient plus de courage que d'expérience & leur donna pour chef Julien de Kleerhagen, esprit inquiet & bouillant, qui passait pour avoir eu beaucoup de part aux troubles élevés sous le gouvernement de Leicester. Leur arrivée dans l'Isle fut cependant heureuse. Ils attirerent les

1598.

de l'Isle de St. Thomé.

Pet. Chron. II. 699. Grot. VII. 309. Reid. XV. 423. 424.

1598. principaux habitans à bord de leurs vaisseaux, leur firent prêter serment à Balthazar Moucheron, avec le titre de Marquis, sous la protection des Etats-Généraux. Une acquisition si facile aveugla les nouveaux conquérans ; l'impatience de jouir leur fit oublier tout autre soin : ils ne pensèrent qu'à se partager les terres qui n'étaient pas occupées ; & l'esprit de cupidité, de domination & d'indépendance, les engagea dans de fatales discordes intestines. Les habitans impatiens de ce nouveau joug, effrayés du peril où leur religion était exposée, enfin excités par les Prêtres, profiterent de ces discordes, massacrerent plusieurs de ces nouveaux conquérans, & firent venir des secours pour les accabler. Dans cette extrémité, Kleerhagen, qui avait négligé de construire des forts pour se livrer aux plaisirs, & s'était fait détester par son orgueil, mourut de maladie & de chagrin. Sa petite troupe diminuée par les maladies & craignant d'être attaquée par des forces supérieures, se rembarqua précipitamment & revint dans les ports de la République.

Expéditions dans les Indes Occidentales.

Tel fut le malheureux succès de cette entreprise téméraire. Cependant quelles richesses le commerce ne devait-il pas faire couler dans un pays où un simple particulier pouvait former à ses

frais une entreprise pareille ? Il est à remarquer qu'elle ne manqua que par la faute de ceux qui l'avaient conduite. Une pareille conquête fut devenue non seulement importante pour le commerce de la côte de Guinée, mais encore pour celui de l'Amérique. Déjà plusieurs Compagnies se formaient pour faire des établissemens dans ce nouvel hemisphere. Gerard Bikker d'Amsterdam & Jean Cornelitzoon Leyen d'Enkhuisen, avaient formé chacun une societé pour ouvrir un commerce solide dans le nouveau monde. Les navigateurs qui avaient passé le détroit de Magellan & fait quelque commerce sur les côtes du Chili, donnaient de grandes espérances de succès. Nous verrons dans la suite, comment ces différentes associations ont donné naissance aux fameuses Compagnies Orientales & Occidentales.

1598.

O. v Noorts scheepv. 19. Res. Holl. Sept. Dec. 1597.

Il n'est donc pas étonnant que Philippe témoin vers la fin de ces jours, d'une partie de ces grandes expéditions, commençât à trembler pour ses possessions dans les deux Indes. La conquête de Portugal avait confondu en sa faveur les lignes de marcation & de démarcation avec lesquelles les Papes, par une liberalité qui ne leur coûtait rien, avaient partagé entre les Espagnols & les Portugais tous ces riches & vastes établissemens dont ils ignoraient la si-

Politique des Portugais & des Etats-Généraux.

1598. tuation & l'exiſtence, loin d'y avoir aucun titre. Mais des hérétiques tels que les Belges confédérés, ne voulaient point reſpecter ces lignes imaginaires & revendiquaient les armes à la main les avantages du commerce que la nature accorde à toutes les nations & les droits de conquête qu'une guerre légitime donne au plus fort. Les Portugais, déplorant une réunion qui les rendaient ennemis d'un peuple qui eut été leur allié naturel, & craignant la concurrence d'une nation auſſi entreprenante qu'induſtrieuſe, ne négligeaient aucun moyen pour dégouter ces nouveaux venus de leurs expéditions dans les Indes. Ils ne ceſſaient de les repréſenter comme des Brigands, ſans diſcipline & ſans gouvernement. Les Hollandais avaient beau en apeller aux Etats leurs Souverains: les Indiens, accoutumés aux titres faſtueux, ne pouvant ſe former l'idée d'un gouvernement populaire, n'avaient que du mépris & des ſoupçons pour des gens qui ne pouvaient ſe glorifier d'être les ſujets d'un Roi. Les Etats, jugeant qu'il ſerait inutile de ſe roidir contre les préjugés de ce peuple ignorant & barbare, & qu'une condeſcendance qui ne pouvait tirer à conſéquence, apporterait de grands avantages à l'Etat, firent dès-lors expédier les commiſſions au nom & ſous le

Rich de la Holl. I. 341-348.

seing du Prince Maurice. Ils permirent même ensuite aux Indiens de lui donner le titre de Roi & d'Empereur de Hollande. 1598.

La conduite qu'ils tinrent dans le même tems à l'occasion des disputes élevées entre l'Angleterre & les villes anséatiques, offre un exemple de leur attention pour augmenter leur commerce & du plan qu'ils avaient formé d'en faire la base de leur existence. Pendant le long regne de la barbarie en Angleterre, les villes anséatiques avaient su se procurer le privilége exclusif de mettre en œuvre toutes les laines Anglaises. Mais les réfugiés des Païs-bas ayant porté l'art des manufactures dans ce Royaume; la nécessité d'encourager l'industrie nationale pour avoir une marine, avait engagé les Souverains à supprimer peu à peu ces dangereux priviléges. Les Anglais, encouragés par les avantages qu'ils retiraient de ce commerce, le cultiverent avec une extrême ardeur : ils formerent des sociétés; les uns établirent des magasins dans le Royaume, & les autres porterent, sous le nom d'avanturiers, les draps & les autres manufactures d'Angleterre jusques dans ces villes d'Allemagne qui, autrefois, avaient eu seules le droit de les fabriquer. Aussi ne manquerent-elles pas de se répandre en

Etablissement des marchands Anglais dans le territoire de la République.

Meteren Liv. 19. Grot. VII. 307. 309.

1598. plaintes ameres contre les Anglais. Depuis longtems elles cherchaient à soulever toutes les autres nations contre eux. Le despotisme que les Anglais affectaient sur les mers & la tyrannie qu'ils y exerçaient, en enlevant tous les vaisseaux qui naviguaient vers les possessions Espagnols, porterent à son comble cet esprit de haine & de vengeance. Les villes anséatiques éclaterent: elles firent parvenir leurs plaintes à la diéte de l'Empire & demanderent la restitution de priviléges, qui leur avaient, disaient-ils, été jurés par quatorze Rois d'Angleterre. Ces plaintes, soutenues sous main par le crédit du Roi d'Espagne, firent la plus grande impression. Tous les avanturiers Anglais recurent ordre de vuider les terres de l'Empire. Ils traversaient les Païs-bas pour repasser dans leur Isle; lorsque plusieurs villes des Provinces-Unies les inviterent à se fixer chez elles: les Etats-Généraux ne dédaignerent pas de s'aboucher avec eux & leur accorderent plusieurs priviléges. Ces avanturiers choisirent Middelbourg pour leur résidence, sous prétexte que l'eau de cette ville était la plus propre au lavage des laines. La Reine d'Angleterre, s'empressant aussi de les favoriser, ordonna que toutes les laines exportées, fussent envoyées à cette société. Les Etats-Généraux pu-

blierent même un édit qui dût paraître singulier; pour obliger tous les Anglais établis sur le territoire de la République d'envoyer leurs draps au marché de Middelbourg. Il n'est pas inutile de remarquer qu'ils convinrent dans le même tems avec le Duc de Wirtemberg, de laisser la navigation du Necker libre, le long du Rhin. 1598. *Gr. Plac. I. D. col. 766. Bor. XXXV. 22.*

L'établissement des Juifs dans les villes de la République est une époque encore plus remarquable dans les annales du commerce. Ce peuple qui ne semble avoir été choisi de Dieu que pour être detesté des hommes, & qui au lieu de se laisser décourager par l'injuste mépris des autres nations, semble ne chercher à s'en vanger qu'en les surpassant par son industrie, son application & sa frugalité, devait donner une nouvelle activité au commerce. Il commençait alors à quitter le Portugal. Depuis les édits rigoureux rendus contre cette religion par Jean II. les Juifs étaient opprimés dans ce Royaume &, pour éviter la mort, ils étaient obligés de paraître extérieurement Catholiques. La tolérance les attira en Hollande, où ils se firent circoncire par des Juifs Allemands, qui s'y établirent à peu près dans le même tems. On leur permit de tenir des assemblées. En 1595, elles étaient encore si secretes qu'elles furent

Etablissement des Juifs en Hollande. *Grot. Hist. VII 309. Amst. Gesch. Liv. 3. chap. 9.*

1597. inquietées par les ſatellites chargés de troubler l'exercice des religions proſcrites. On les avait pris pour des Catholiques qui cherchaient à ſe ſauver par une route que les Placards avaient défendue. Mais dès que ces enfans d'Iſrael eurent montré que, loin de croire au purgatoire & à la tranſubſtantiation, ils ne croyaient pas même que le Meſſie fût arrivé, on les laiſſa continuer leurs rites religieux, en les aſſurant qu'ils ne ſeraient plus moleſtés.

Cauſes phyſiques des Provinces-Unies.

Nous avons expoſé les cauſes morales qui, dans cette époque, étendirent tout à coup la navigation des Hollandais, ſource d'un vaſte commerce & principe d'une grande puiſſance. Mais où puiſerent-ils cette patience qui ne faiſait que s'irriter au milieu des revers, ce courage qui tenta des entrepriſes ſi nouvelles, ſi longues & ſi périlleuſes, ce ſang froid qui brava les périls & ſut quelquefois les mettre à profit, ces connaiſſances nautiques qui les rendirent les meilleurs marins de l'univers? Ce fut dans l'éducation, ſuite naturelle de la poſition phyſique du ſol. Elevés, pour ainſi dire, au milieu de l'eau, familiariſés avec les variations de l'air, dans un climat où le chaud, le froid, l'humidité, le calme, la tempête, ſe ſuccédent rapidement & ſe font ſouvent ſentir dans un ſeul jour, leurs

Opkomst en Bloei der Vereenigde Nederland. 2 druk, p. 269.

corps s'accoutument néceſſairement aux fatigues des deux élemens, les plus capricieux & les plus difficiles. Il faut que les hommes de mer ſe forment dès l'enfance. Le génie ſeul peut faire des Généraux : des exercices aſſez courts créent des ſoldats : mais il faut une longue pratique, jointe à une théorie profonde, pour faire des Amiraux, des pilotes & des matelots. Il ſuffit à un ſoldat de ſuivre aveuglément l'impulſion d'une grande machine dont il eſt une des pieces, & au Capitaine de terre, de donner un mouvement général à cette machine : mais ſur une ſurface mobile où chaque navire forme une machine différente qui, outre ſa direction particuliere, eſt encore entraînée par la direction des vents qui changent ſans ceſſe, non ſeulement celui qui commande a des détails immenſes à embraſſer, il faut encore qu'il ſoit ſecondé par le génie & l'adreſſe du moindre matelot. Ainſi tous participent aux ſuccès maritimes, ſans que la gloire des Chefs en ſoit moins brillante. Tels ſont les talens, qu'un pays coupé de tous côtés par des fleuves, des lacs & des bras de mer, donne occaſion d'acquérir. Ainſi les habitans de Hollande, de Zéelande & de Friſe naiſſent marins. Le dernier payſan y apprend dès l'enfance à louvoyer, à ſerrer le vent, à ramer contre 1598.

1598 vent & marée, à échapper aux tourbillons, à éviter les écueils & les bas fonds, à profiter des courans, à tirer le plus grand parti des vents quand ils ſont favorables, à les forcer de ſervir quand ils ſont contraires, en un mot à gouverner ſon navire comme un habile cavalier gouverne ce fier & fougueux animal, qui eſt la plus noble conquête de l'homme. Dès qu'il a fait ſon amuſement d'un pareil exercice, il eſt bien difficile qu'il réſiſte au deſir naturel à tous les hommes de voir des plages lointaines & qu'il tienne contre les inſtances de ceux qui le ſollicitent à chercher à travers le vaſte océan, la fortune que ſon ſol ingrat lui refuſe. Quand il a fait un voyage ou deux, on ſait que cette profeſſion ſe change en une paſſion qui a toutes les fureurs de l'amour ou du jeu & des charmes ſi puiſſans qu'elle maîtriſe entierement l'eſprit & ne finit qu'avec la vie Ajoutez que, les talens, étant mieux recompenſés ſur mer que ſur terre, parcequ'ils y ſont plus néceſſaires & que la faveur ne ſaurait les remplacer, on doit ſe jeter avec plus d'ardeur dans cette profeſſion, quand la premiere impulſion eſt donnée. Auſſi le germe de ces diſpoſitions nationales eut à peine été échauffé par le beſoin & la liberté, qu'il ſe développa dans toute ſon énergie. Mais,

comme les productions du pays, loin de fournir un fond suffisant pour le commerce étranger, ne pouvaient même suffire à la subsistance des habitans qui se multipliaient tous les jours, on imagina d'aller puiser ces fonds chez les autres peuples. On alla chercher, transporter de place en place, mettre en œuvre & revendre leurs marchandises. Cette industrie procurait à la République un profit d'autant plus liquide qu'il ne consommait aucune partie de son terroir & lui rapportait les fonds des salaires & de la subsistance d'une multitude de sujets employés sur les vaisseaux & dans les manufactures. Le commerce de frêt & d'économie, étant celui qui donne le plus de forces & d'étendue à la navigation, la nation, en s'y livrant, multiplia ses vaisseaux à l'infini, & la pratique de la mer lui donna l'avantage de naviguer plus hardiment & plus sûrement que les autres nations. Elle fut donc en état d'employer moins d'hommes sur ses vaisseaux, & ses navigateurs accoutumés, par la sterilité du sol & le desir du gain, fruit de l'industrie, à une vie économe & frugale, firent ces transports à plus bas prix qu'aucune autre nation ne pourrait les faire. Il n'est donc pas étonnant qu'elle se soit procuré en peu de tems le cabotage presque universel de l'Eu- 1598.

1598. rope & que ce cabotage ſoit la branche de ſon commerce la plus difficile à lui enlever. On voit par l'attention que les ſavans donnerent alors à la navigatien, combien elle était devenue importante. Simon Stevin, Mathématicien du Prince Maurice, compoſa un traité pour mettre les pilotes à portée de découvrir la hauteur du pôle ſur mer, & la maniere de ſe ſervir des déclinaiſons de la Bouſſole ; le fameux Grotius qui n'avait que ſeize ans mit en latin cet ouvrage intéreſſant dont la traduction parut en 1599. Un an après, Grotius publia avec des notes les ouvrages d'Aratus, où ſont expoſés les ſyſtêmes anciens ſur l'aſtronomie avec des obſervations utiles pour les modernes. Willebrord Snell, fils d'un Profeſſeur de Leide & qui le devint lui-même, écrivit quelques années après pour éclaircir la théorie de la navigation. Son *Tiphys Batavus*, publié au commencement du XVIe ſiecle, expliquait la méthode d'Edouard Wright, Anglais, pour réduire la convexité de la mer à un plan dont les parties eſſentielles conſervaſſent les mêmes proportions que celles qui compoſent la mer même & pour montrer l'utilité des *cartes réduites*. On ne ſaurait douter que le pilotage, la manœuvre & l'architecture navale, ne ſoient intimément liés

Burigny vie de Grotius.

Valere André Bibliothec. Belg. 813. 815.

avec toutes les branches des mathématiques. On ne peut nier que de fameux mathématiciens n'aient fait des découvertes intéreſſantes pour la navigation. Mais, lorſqu'ils réduiſent en ſyſtême toutes les parties de cet art, ils devraient bien enſeigner une méthode aiſée de s'en ſervir & faire enſorte que leurs ſyſtêmes ſavans puſſent emporter la balance ſur la routine imparfaite des marins. 1598.

CINQUIEME EPOQUE.

Les Eſpagnols ſoulevent les Allemands contre eux par leur invaſion dans les terres de l'Empire. — Maurice profite de cette diverſion pour leur enlever pluſieurs places. — Grande expédition navale contre les Iſles Canaries. — Victoire de Maurice à Nieuwpoort. — Nouveaux avantages remportés ſur mer & ſur terre ſur les Eſpagnols. — Erection de la Compagnie des Indes Orientales. — Mort d'Elizabeth. — Hiſtoire du ſiege long & meurtrier d'Oſtende.

1598. IL y avait encore dans les Provinces-Unies un grand nombre d'habitans qui avaient la ſimplicité de croire qu'on ne pouvait abjurer un Souverain reconnu pour tel, fût-il devenu le plus cruel ennemi de ſes ſujets. La mort de Philippe II. en faiſant, évanouir leurs abſurdes ſcrupules donna de nouveaux citoyens à la patrie. Les Etats-Généraux en avaient beſoin. Les Royaliſtes, n'étant plus affaiblis par leurs anciennes diverſions en France, avaient ſur pied vingt mille hommes d'infanterie &

Invaſion des troupes Eſpagnoles ſur les terres de l'Empire.

Grot. Hiſt. VII.

& deux mille chevaux. Avec une armée aussi formidable, ils pouvaient tenter de pénétrer dans la Frise & l'Overyssel, afin d'hiverner sur le territoire de la république. On avait tout lieu de craindre que ce ne fût leur dessein ; Albert dont les finances étaient épuisées par les paiemens faits aux mutins, avait ordonné à l'Amiral d'Arragon de s'assûrer d'une place sur le Rhin, qui pût ouvrir à ses troupes un passage pour vivre à discrétion dans le pays ennemi. Si ce projet ne pouvait réussir, Mendoza avait ordre de les établir dans les Etats neutres du voisinage. Les bons quartiers qu'ils y trouveraient, les dédommageraient du délai de leur solde, & pourraient les empêcher de se soulever suivant leur dangereuse coûtume. Albert avait à peine quitté les Pais-bas, que Mendoza se mit en devoir d'exécuter le plan de conduite qu'on venait de lui tracer. Il envoya tâter les places frontieres de la République ; mais n'ayant pas d'argent pour entreprendre aucun siege, & craignant de se mesurer avec des ennemis courageux & aguerris, il prit le parti de se loger dans les pays neutres. Les Espagnols avaient beaucoup de partisans dans le pays de Cleves. Le Duc actuel était tombé dans le délire ; Jean Sigismond Margrave de

1598.

Bentivogl.

Grot. Hist. VIII.

Bor. XIX. 5. XXXI. 90. XXXIII. 99. XXXIV. 66.

1598. Brandebourg qui avait épouſé la niéce de ce Duc & Philippe Louis, Comte Palatin de Nieubourg mari de ſa ſœur, avaient reclamé la régence, ſoutenus par le parti des Proteſtans : mais l'épouſe du Duc, Catherine de Bade, l'avait emporté ſur eux par le ſecours des Catholiques. Le parti des premiers était appuyé par les Etats proteſtans des environs, ſur-tout par les Provinces-unies ; & celui des ſeconds par les Princes catholiques voiſins, & ſur tout par les Eſpagnols. Les catholiques n'étaient pas ſeulement reſtés les maîtres ; ils avaient eu le crédit de faire épouſer au Duc, à la mort de Catherine, une princeſſe de la maiſon de Lorraine. Comptant ſur ces diſpoſitions & ſur les intelligences qu'il entretenait avec l'Electeur de Cologne qui était auſſi Evêque de Liege, de Munſter & de Paderborn, Mendoza fit marcher ſes troupes dans le Pays de Cleves : il ſe préſenta devant la ville d'Orſoy. Pour abréger les travaux d'un ſiege, il menaça ceux qui la défendraient de les faire pendre : il fit même venir des bourreaux prêts à exécuter ſes ordres & des religieux Capucins diſpoſés à les préparer à la mort. Cette effrayante ſommation les intimida ſi fort qu'ils ſe rendirent ſans coup férir. Il avait promis de n'y

Grot. hiſt. VII. 346.

Grot, hiſt. VII. p. 341.

De Thou.

Reid. XV. 427.

rester que cinq jours; mais à peine fut-il entré dans la place qu'il en augmenta les fortifications. Dans le même temps, le Comte Fréderic de Berg, qui commandait en second, entra dans d'autres terres voisines, appartenantes à l'Empire. Il est impossible de retracer les ravages que cette armée, semblable à des essains de sauterelles, causa dans les pays où elle pénétra. Dévorés par la faim, denués d'argent, sans discipline & sans frein, qu'on imagine les excès que de tels soldats abandonnés à eux-mêmes, sont capables de commettre. Le meurtre d'Ulrich, Comte de Valkenstein fit horreur. Ce Seigneur leur avait remis son château sur la foi d'une capitulation qui lui garantissait sa liberté & la conservation de ses domaines. Les Espagnols le poignarderent de sang-froid, & Mendoza paraît avoir autorisé ce forfait exécrable. Il força les villes de Rynberk, de Wesel, de Reez & d'Emmeryk, de recevoir garnison. 1598.

Cruautés qu'ils y commettent.

Bor XXXV. 58.

Dès que cette armée de brigands s'était avancée pour passer le Rhin, le Prince Maurice avait fait marcher la sienne; pour mettre les frontieres de la République en sûreté. Il n'avait que six mille hommes de pied & treize cens chevaux; mais cette armée, quoique

Belle campagne du Prince Maurice.

1598. trois fois moins nombreuse que celle de l'ennemi, était assez forte pour soutenir ses efforts sous un chef plein de génie & capable de saisir les ressources que le tems & l'avantage du lieu pourraient offrir, pour attaquer dans l'occasion. En conséquence Maurice commença par se cantonner dans le Waard de Gueldre, petite isle du Rhin, à la droite de la Betuwe, où il pouvait épier les mouvemens de l'ennemi. Pour lui fermer le passage il entreprit même de submerger le pays, en perçant la digue du Rhin au dessus d'Emmerik; mais les Espagnols arrivèrent à propos pour chasser les travailleurs. Ils se préparaient à pénétrer plus avant, en s'emparant de Zevenaar, de Heussen & de Lobeth. Maurice, pour leur couper le passage, crut devoir s'assurer de ces places. Comptant alors sur l'avantage de sa position, il ne craignit pas de défier l'ennemi qui n'osa pas tenter l'attaque. Il y eut plusieurs escarmouches, mais les Royalistes extenués par le froid & la faim, avaient toujours le dessous. Ils se retirerent vers l'Yssel où Maurice les suivit en se cantonnant à Doesburg, pour être en état de leur fermer le passage de la Veluve. Il sut si bien se retrancher qu'il tint toujours les ennemis en échec, préserva la République d'une invasion, & parvint

Grot. Hist. VII. 342. 343.

Ib 355. 356 &c.

à détruire une armée puiſſante, par la diſette. Il la força de décamper après avoir perdu ſept mille hommes morts de faim & de miſere. Il la ſuivit dans ſa retraite comme un vainqueur qui chaſſe un ennemi fugitif & lui fit beaucoup de priſonners. Des compagnies entieres déſerterent pour paſſer ſous ſes drapeaux ; il y eut pluſieurs ſoldats qui avouerent n'avoir pas mangé de pain depuis cinq jours. Après avoir abandonné leurs malades & leurs bleſſés, les Eſpagnols ſe répandirent dans le pays de Munſter, & le Comté de Benthem, dans les Duchés de Berg & de Juliers, & s'emparerent de Recklingshauſen & de Dorſt : tous ces pays furent pillés ou mis à contribution. Les habitans ſoupçonnés de receler leurs tréſors ou leurs effets, éprouverent tous les maux que des ſoldats avides & féroces peuvent imaginer. On les faiſait expirer dans les ſupplices. On les mutilait : il y en eut même qui furent écorchés ou brulés vifs. Des enfans furent maſſacrés, des filles & des femmes furent deshonorées ſous les yeux des peres, des meres, & des maris. La brutalité du ſoldat ne reſpecta pas même les vierges conſacrées à Dieu. 1598.

Horreurs commiſes par les troupes eſpagnoles. *Bor. XXXV. 55. 56. Meteren XXI.*

Ces excès que le droit de la guerre n'aurait pas authoriſés dans un ennemi, commiſes au milieu de la paix, ne

Mouvemens en Allemagne pour van-

1598. pouvaient manquer d'indigner une nation fiere, jalouſe de ſa liberté, énorgueillie par ſes anciennes conquêtes. Les habitans du pays de Cleves, qui avaient le plus ſouffert, frémiſſaient de fureur & brûlaient de ſe vanger. Il ne fut plus queſtion de favoriſer les Eſpagnols par intérêt ou de les ménager par crainte. Sybille, ſœur du Duc, Princeſſe qui cachait le courage d'un héros ſous les traits d'une femme, ſut, par ſon crédit, par ſon éloquence & par ſes larmes, engager tous les ordres de l'Etat à ſe réunir contre l'ennemi commun. On leva d'abord quelques troupes à la hâte. On invita les Etats voiſins à former une ligue capable de faire reſpecter la Majeſté de l'Empire indignement violée. On leur peignit les dangers qui ménaçaient les cercles de la Baſſe Allemagne ſi, pour ſuppléer à l'épuiſement de ſes finances, un peuple armé pouvait impunément les dévaſter. On envoya des Députés à Maurice pour le remercier des égards qu'il avait témoignés pour ſes voiſins. Les Etats-Généraux voyaient avec tranſport des diſpoſitions qui les flattaient de l'eſpoir de faire avec les Princes de l'Empire une aſſociation qu'ils déſiraient depuis longtems. Pour laiſſer aux Eſpagnols tout l'odieux de cette invaſion, ils firent évacuer Zevenaar & les autres pla-

ger ces déſordres.

Meteran XXI.

Grot. Hiſt. VII. 345.

ces de l'Empire, dont ils s'étaient assurés. Dans la réponse qu'ils envoyerent aux Etats de Cleves, „ ce n'était " disaient-ils „ que par une douloureuse nécessité qu'ils s'étaient vu quelquefois forcés de mettre des garnisons dans quelques places de l'Empire : & quoiqu'ils ne les eussent prises que lorsqu'elles étaient entre les mains de l'ennemi, ils avaient observé scrupuleusement d'en laisser le domaine utile aux vrais propriétaires & de leur rendre ces places, quand on leur promettait de les défendre contre les Espagnols. Ils voyaient enfin ce que depuis plusieurs années, une triste experience leur avait fait préjuger, ils voyaient arriver le tems où une ligue commune allait les réunir avec des nations auxquelles ils étaient liés par les mœurs & le sang. La froide indifférence avec laquelle l'Empereur laissait ravager l'Allemagne montrait assez qu'il était d'intelligence avec l'Espagnol pour la réduire sous le joug. Les Princes de l'Empire n'avaient donc plus de tems à perdre pour recourir à la force & prévenir les maux qui les accableraient sous des maîtres insolens, cruels & sans foi." 1598.

Lettre des Etats-Généraux aux Etats de Cleves.

Pendant que les Etats-Généraux faisaient tous leurs efforts pour susciter un ennemi formidable aux Espagnols, ceux-ci semblaient braver les peuples qu'ils

Bravades des Espagnols. *Ib.* 355. 356. 357.

1598. avaient si cruellement maltraités. Albert & André, loin de penser à se justifier de tant de désordres, les rejetterent froidement sur les malheurs inséparables de la guerre. Mendoza disait insolemment qu'il ne devait ménager personne, quand il s'agissait des intérêts de son maître. Il se faisait gloire d'être l'ennemi déclaré des hérétiques, & se vantait d'être envoyé par la providence pour détruire l'impieté & châtier ceux qui la favorisaient.

Intrigues des Espagnols & des Etats-Généraux en Allemagne.

Ib. VIII. 358. 359. *Bentivogl.*

L'Empereur, touché des plaintes qu'on lui adressait contre tant & de si violentes infractions faites à la paix & au droit des gens, crut devoir sortir de sa léthargie. Il fit publier un rescrit où il commandait aux Espagnols & aux Etats-Généraux d'évacuer les terres de l'Empire. Les Princes offensés n'omirent rien pour intéresser à leur cause l'Empire entier ou du moins les cercles voisins qui semblaient menacés de plus près. Mais appesantie par une longue inaction, arrêtée par le peu d'harmonie des divers membres, il était difficile de mettre en mouvement la masse du corps Germanique. Les intérêts différens rendaient les délibérations lentes; & les Espagnols trouvaient facilement le moyen d'embarasser le jeu de cette machine lourde & compliquée. Ils avaient pour eux les Princes catholiques

qui, de concert avec l'Empereur, condamnaient tous les moyens extrêmes. Dans cette confiance, ils se portèrent à de nouveaux désordres. Ils s'emparèrent des églises qu'ils consacrèrent au culte catholique. Indignés d'excès si révoltans, les Princes voisins éclaterent; &, dans leurs assemblées, ne parlerent plus que de courir aux armes & à la vengeance. Les Espagnols commencerent à craindre d'avoir un nouvel ennemi sur les bras. Ils mirent en usage leurs ressources ordinaires, les présens & les artifices, pour gagner les Princes de l'Empire. Ils ôserent se plaindre que les résolutions des Allemands étaient trop précipitées, & ce qu'il y a de plus singulier, c'est qu'ils firent une longue apologie de leur conduite. Rien n'est plus curieux que de voir les moyens dont ils se servirent pour étayer une si méchante cause, auprès des membres de l'assemblée qui se tenait alors à Cologne. „ Le Roi d'Espagne ayant, disaient-ils, suffisamment prouvé par sa conduite qu'il n'avait d'autre objet que les intérêts généraux de la Chrétienté, ne pouvait voir qu'avec douleur que les Princes de l'Empire traversassent continuellement ses louables projets, en favorisant des peuples révoltés contre l'autorité légitime & ennemis de la vraie religion. Le feu Prince d'Orange a-

1599.

Meteren Liv 21. Reid. XVI. 441. 442.

1599. vait levé des armées en Allemagne & ravagé l'Empire pour faire la guerre à ſon Souverain ; & les Princes de l'Empire avaient gardé le ſilence. Les rébelles avaient bâti le fort de Schenk & s'étaient emparés de pluſieurs villes d'Allemagne : & les Princes de l'Empire n'avaient pas même paru s'en appercevoir. Cette coupable indulgence a cependant mis les rébelles en état d'enlever au Roi toutes les places qu'il poſſédait au delà du Rhin : & dès que les Eſpagnols veulent uſer des mêmes droits, pour défendre une cauſe bien plus juſte, pour protéger la campagne contre les pillages de l'ennemi, pour terminer une guerre à la réuſſite de laquelle tous les Princes ſont intéreſſés, il s'éleve un cri général contre eux ; on leur impute avec amertume quelques déſordres imprévus, commis à l'inſçu du Général. Ne vaudrait-il pas mieux ſouffrir un petit inconvénient leger, que de s'expoſer par un chaleur imprudente aux malheurs affreux dont ſont menacés ceux qui demandent la guerre : ils ſe repentiront trop tard, ſi l'Eſpagne l'Archiduc & Mendoza ſe voient, malgré leurs diſpoſitions pacifiques, obligés de tourner leurs armes contre eux." Les Emiſſaires Eſpagnols tinrent le même langage dans toutes les Cours d'Allemagne, promettant cependant d'évacuer

toutes les terres de l'Empire avant la fin d'Avril. Une si singuliere apologie ne méritait par d'être refutée : mais, comme on s'était efforcé d'envelopper les Etats-Généraux dans l'accusation, ils publierent un écrit pour se défendre. „ Il n'avaient, disaient-ils, envahi des places en Allemagne que pour empêcher qu'elles ne tombassent entre les mains des Espagnols: ils n'avaient pas tardé à les évacuer & n'avaient jamais négligé de payer leurs troupes & de les soumettre à une severe discipline. Ils n'avaient jamais persécuté personne sur l'article de la religion : & quant au fort de Schenk dont la propriété était en litige, ils étaient prêts à s'en rapporter à des arbitres impartiaux. Ils n'oublierent pas de recourir à leurs moyens ordinaires, pour exciter l'horreur contre l'ambition, la cruauté, le fanatisme des Espagnols, & engager tous les cercles de l'Empire à prendre les armes. Ils travaillerent à former une ligue générale contre les Espagnols : mais la division était encore trop grande dans la diete pour qu'ils pussent réussir. L'Empereur & les Etats Catholiques n'étaient pas pour la guerre ; l'Electeur Palatin, le Landgrave de Hesse, le Duc de Brunswyk & plusieurs autres Princes alors assemblés à Coblentz, étaient à la tête de ceux qui se déciderent à pren- 1598.

Ib 446. 447. 448.

1599. dre un parti vigoureux. Mais il s'éleva de nouveaux différens quand il fut queſtion de choiſir un général : enfin les Catholiques du cercle de Weſtphalie, vinrent à bout de faire déferer le commandement au Comte de la Lippe. Mendoza dut apprendre ce choix avec plaiſir, s'il eſt vrai, comme on l'aſſure, qu'outre une extrême ignorance dans l'art militaire, La Lippe avait du penchant pour les Eſpagnols, qui l'avaient débauché.

Reid. ib. 470. 471. 472. &c.

Projets de Mendoza pour pénétrer dans les Provinces-Unies.

Quoique ces réſolutions n'annonçaſſent que des exécutions lentes, le Cardinal André ne laiſſa pas de prendre des meſures; afin d'écarter l'orage qui le menaçait. Pour donner quelque ſatisfaction aux Allemands, & prévenir les émeutes & les déſertions que le manque de ſolde occaſionnait parmi ſes troupes, il les rapella de bonne heure de leurs quartiers, dans le deſſein de faire un dernier effort pour pénétrer dans le territoire des Provinces-Unies. Pluſieurs tentatives faites à cet effet avaient été deconcertées : les détachemens avaient toujours été battus par les troupes des Etats. A la tête d'une armée de quinze mille hommes, Mendoza eſpéra d'être plus heureux. Mais, comme ſes ſoldats avaient véçu à diſcrétion chez leurs hôtes, ce Général, par un trait inſigne de baſſeſſe & d'iniquité, imagina de dé-

Reid. XVI. Grot. Hiſt. VIII. 363.

duire une partie de leur ſolde en raiſon de la bonté des quartiers qu'on leur avait procurés. Il ne ſe contenta pas de participer de cette façon à la dépouille des malheureux Allemands : il força même les villes de donner aux ſoldats des certificats de bonne conduite ; pour avoir des moyens de défenſe contre les plaintes qu'elles pourraient expoſer. Mais il ſe garda bien de faire évacuer Emmerik, Reez & Gennip ſur la Meuſe. Dès que la ſaiſon fut favorable, il ſe préſenta devant le fort de Schenk, qu'il faiſait mine de vouloir aſſieger pour donner le change à Maurice. 1599.

Jamais ce Prince ne ſe trouva dans un plus grand embarras. Il avait eu bien de la peine à déterminer les Etats-Généraux à lever de nouvelles troupes. Les Etats de Hollande avaient établi dans cette Province, le deux-centieme ſur tous les biens & le quarantieme ſur la vente des immeubles. Les dépenſes de l'Etat devaient monter à quatre millions ſix cens mille florins pour l'année 1599 : mais comme les ſubſides anciens & nouveaux ne pouvaient fournir cette ſomme, on s'était vu dans la néceſſité d'emprunter douze cens mille florins. Cependant comme ni les nouvelles recrues, ni les deux mille hommes que le Seigneur de la Noue, fils du brave

Inquiétude du Prince Maurice.

Reid. XVI. Bor XXXV. 11. 44, XXXVI. 4. 26. Holl. Ref. Janv. May. Juin.

1599. la Noue, devait amener de la France, ni les deux mille que le Comte de Naſſau devait amener de l'Allemagne, n'étaient pas encore arrivés, Maurice ſe vit obligé de faire face à l'ennemi avec quatre mille hommes. Il attendait encore un renfort de mille Suiſſes alors au ſervice de France & qui furent les premiers de cette nation qui entrerent dans celui des Etats. Pour comble de malheur, il n'avait auprès de lui aucun Capitaine qui pût le ſeconder. Les Comtes de Hohenlo & de Solms étaient en Allemagne, pour y attiſer le feu de la guerre: les troubles d'Embden arrêttaient le Comte de Naſſau, Stadhouder de Friſe, & le Chevalier Vere était retenu en Angleterre. Dans cette extrémité, Maurice commença par s'aſſurer de Zevenaar, de Lobeth & des autres places du pays de Cleves qu'il avait évacuées à la fin de la derniere campagne. Enſuite il rentra dans ſon ancien poſte du Waard de Gueldre. Se défiant des projets de l'ennemi, il fit jetter des ponts partout, pour être en état de le ſuivre en cas de beſoin. Il augmenta la garniſon du fort de Schenk: & comme la poſition de ce fort dans un terrein très enfoncé, diminuait l'effet des décharges, il fit élever une grande plate-forme en dehors de ſon enceinte. Il y établit une batterie de Canon dont

Il tient l'armée ſupérieure des ennemis en échec.

le feu fit périr près de quatre cens hommes dans le quartier de Mendoza. Les ennemis harcelés en même tems par la cavalerie de Nimegue se virent obligés de changer de position. Maurice, défendu par un poste qu'on ne pouvait forcer, vit avec douleur, qu'il eut alors pu détruire l'armée ennemie, si la sienne avait été plus nombreuse. 1599.

Le Général Espagnol informé par ceux qu'il avait envoyés visiter les Alpes, qu'il y était tombé peu de neige pendant l'hyver, & qu'ainsi les eaux du Rhin qui prend sa source dans ces montagnes, ne seraient pas assez grossies pour l'empêcher de se cantonner dans l'Isle de Bommel, envoya des détachemens pour y pénétrer. Il resta devant le fort, pour amuser Maurice par un siege simulé ; mais le Général Hollandais dont on ne pouvait tromper la vigilance, fut aussitôt instruit de ce projet & se rendit promptement à Bommel. Heureusement les ennemis, au lieu de marcher droit à cette ville, s'étaient amusés devant le fort de Voorn dont ils leverent aussitôt le siege : & pour se dédommager d'avoir manqué leur coup, ils prirent les forts de Hedel & de Crevecœur. Pendant qu'ils s'occupaient à ces petites conquêtes, Maurice faisait fortifier Bommel, avec la plus grande activité. Cette ville était trop peti-

Belle défense de Bommel.

Gror. Hist. VIII. 366. Reid. XVI.

1599 te pour recevoir une nombreuse garnison. Elle fut logée en dehors : couverte d'un bon retranchement bien flanqué de redoutes, défendue par un fossé & un chemin couvert, elle était non-seulement en état d'opposer une vigoureuse défense ; mais la place en devenait encore plus forte au dedans. On voit que le génie sait se créer des avantages où des esprits ordinaires ne voyent aucune ressource. C'est ainsi que Maurice imagina le premier modele de cette défense qu'on a depuis appellée chemin couvert. Ce Général, à qui l'art de la guerre, trop malheureusement nécessaire, doit dans ces derniers tems, une grande partie de sa perfection, fit, par cette heureuse invention, échouer l'entreprise des Espagnols sur une ville ouverte & sans défense. Il ne rompit pas seulement leurs mesures ; mais, par son activité, il se vit en état de les écraser de son artillerie, avant qu'ils eussent perfectionné leurs retranchemens. Enfin, Mendoza, ayant fait avancer toutes ses troupes pour assurer la réussite du siege, se vit en état de battre la place & le camp retranché de Maurice. Alors commença la plus terrible canonade des deux côtés. Grotius n'a pas dédaigné de rapporter l'effet singulier de deux coups de canon. Le premier tiré de la place sur le camp

Bentivogl. trad franç. L. 21. p. 197.

Grot. Hist. VIII. 360. 367.

Eſpagnol, emporta la tête de deux freres, qui, s'étant reconnus après une longue abſence, ſe tenaient étroitement embraſſés. Le ſecond, parti des batteries Eſpagnoles, alla tuer deux époux couchés enſemble dans l'armée de Maurice. Pendant que les deux camps ſe foudroyaient avec une égale activité, arriverent les renforts que Maurice attendait. Cet incident qui devait donner tant d'avantage à ſes opérations, pénétra les Eſpagnols de douleur. Dans leur dépit, ils s'en prirent au Roi de France & l'accuſerent d'infraction au traité de paix qu'il venait de jurer. L'apologie que fit Henri eſt remarquable. Il répondit que les levées étaient faites ſans ſon ordre, qu'il ne pourrait empêcher les Eſpagnols de faire de pareilles recrues dans ſon Royaume, qu'il en ſerait même charmé, s'ils pouvaient par ce moyen purger ſes Etats du mauvais levain d'une multitude d'hommes qui n'ayant d'autre reſſource & d'autre talent que la guerre, pouvaient encore cauſer de dangereuſes fermentations dans leur Patrie. On a déjà vu par les négociations ſecretes de ce Monarque avec les Provinces-Unies, que la vraie raiſon de ſa conduite venait de ce qu'il ne s'était pas reconcilié ſincerement avec les Eſpagnols. Les Français avaient conçu contr'eux une haine trop invété- 1599.

1599. rée & n'avaient fait la paix que pour rétablir leurs forces & se mettre en état de venger leurs anciennes injures. On pourrait excuser Henri de cette conduite équivoque, en avançant que les Espagnols n'avaient pas agi avec plus de droiture, & qu'à la faveur de certaines clauses insérées dans le traité de Vervens, ils se proposaient de faire valoir dans une occasion plus favorable leur système de conquête & de Monarchie universelle. Mais cette excuse serait illusoire & frivole, parceque le mauvais exemple n'authorise personne, parcequ'on n'a pas droit d'avoir une morale comme Prince & une autre morale comme homme, & qu'après tout, l'artifice n'est que la ressource des faibles & tourne presque toujours à la honte des auteurs.

Les Espagnols sont repoussés.

Grot. VIII. Bentivogl. Reid. XVI. 466.

Les Etats-Généraux, voyant que leurs forces égalaient celles de l'ennemi, en nombre & les surpassaient par la discipline, par l'entretien & surtout par l'habileté du Général, pressaient Maurice d'en venir à une action. Le Prince était d'un autre sentiment. Il jugeait qu'il n'était pas prudent de risquer une bataille contre des troupes qui se recruteraient facilement, si elle était gagnée & qui mettrait la République à deux doigts de sa perte, si elle était perdue ; qu'il était plus sûr de

les miner peu à peu par la famine que de pouſſer à bout des ſoldats à qui la miſère & le déſeſpoir pouvaient faire produire des prodiges de valeur. Maurice voyant que pluſieurs s'imaginaient qu'il ne cherchait qu'à tirer la guerre en longueur, eut hazardé un engagement, s'il en eut trouvé l'occaſion: mais les Eſpagnols, ayant perdu plus de deux mille hommes, ſe retirerent vers le Tielerwaard. Le Comte de Naſſau poſté dans une Iſle du Wahal les empêcha d'y pénétrer. Alors Maurice, aidé par les deux mille Français que commandait La Noue, tomba ſur les Royaliſtes qui furent repouſſés avec perte de ſept cens hommes. Enfin Mendoza, ayant gagné un poſte aſſez avantageux, imagina de s'aſſurer un paſſage pour pénétrer en Hollande. Afin de réaliſer ce projet, il conſtruiſit un fort ſur une langue de terre ſituée au confluent de la Meuſe & de Wahal. Maurice fit pluſieurs tentatives, pour arrêter la conſtruction de cette dangereuſe fortereſſe; mais n'ayant pu réuſſir, il imagina de prévenir les entrepriſes des Eſpagnols, en faiſant conſtruire d'autres forts ſur le bord oppoſé. Ainſi finit cette campagne dans laquelle les Français & les Anglais ſe diſtinguerent, & dans laquelle le Comte Guillaume de Naſſau eut le bonheur 1599.

1599. de reprendre Deutichem ſur les Eſpagnols.

Malheureuſe expédition des Allemands.

Enfin les Allemands, avec leur lenteur ordinaire, s'étaient mis en campagne au mois de Juin. Ils formaient une armée de douze mille hommes de pied & de deux mille chevaux. Le Comte de La Lippe avait le titre de Général, mais la réalité du commandement était dans les mains des Comtes de Hohenlo & de Solms, qui avaient quitté en apparence le ſervice des Etats. Soit que ces deux hommes fuſſent meilleurs ſoldats que capitaines, ſoit qu'ils n'aient pas ſu s'accorder, ſoit que le Général en chef refuſât de déférer à leurs meſures, jamais armée ne fut plus mal conduite. Manquant d'argent, de vivres, d'artillerie & ſurtout de diſcipline, elle était toujours prête à ſe débander. Elle s'empara du fort ſitué devant Rhinberk, mais s'étant préſentée devant cette ville, elle fut obligée d'en abandonner le ſiège, faute de canon. Les Etats-Généraux lui en envoyerent pour aſſieger la ville de Reez. Mais la tranchée fut ſi mal gardée qu'on fit entrer trois fois du ſecours dans la place. Ces troupes ſans diſcipline ſe répandirent dans la campagne où elles ſe livrerent contre ceux qu'elles étaient venues vanger, aux mêmes excès que les Eſpagnols avaient commis pendant

De Thou Liv. 122. *Grot. Hiſt.* *VIII.* 369.

l'hiver. Elles se firent mépriser par la garnison de Reez qui, pour les insulter, les invita à boire avec elle. Et ce qui doit paraître encore plus singulier, c'est que plusieurs acceptaient la proposition, se rendaient dans la place, & revenaient tranquillement dans le camp, après s'être enivrés avec la garnison ennemie. Enfin les assiégés, étant sommés de se rendre, répondirent en faisant une vigoureuse sortie. Les Allemands, qui ne s'attendaient pas à une pareille réponse, cédèrent aux impressions d'une terreur panique, abandonnerent lâchement leur camp, leur artillerie & leurs provisions, après avoir perdu deux cens hommes. Toute cette armée se dissipa, sans qu'on ait jamais pu rallier un seul homme. Ainsi se termina cette expédition, avec le succès qu'on devait attendre d'une armée, ramassée à la hâte, destituée de discipline, & conduite par des chefs qui manquaient également de prudence, de talens & de bonne harmonie. 1599.

Armemens des Provinces-Unies contre l'Espagne.

Aussi les Etats-Généraux, informés du désordre qui regnait dans cette armée, avaient peu compté sur le succès. Ils avaient mis toutes leurs espérances dans une expédition maritime entreprise avec beaucoup de dépense & d'éclat. Philippe II. avait toujours fermé les yeux sur le commerce que faisaient

1599. les Provinces-Unies en Eſpagne, ſoit dans l'eſpérance de les ramener, ſoit dans la crainte que ces hardis navigateurs n'allaſſent chercher les marchandiſes des deux Indes à leur ſource. Philippe III. fut à peine ſur le thrône, qu'il crut devoir ſuivre un autre plan de conduite. Voyant toutes les voies de la conciliation inutiles & la République attirer à elle d'immenſes richeſſes par le commerce & la navigation, il crut pouvoir la renverſer d'un ſeul coup, en lui ôtant les moyens de faire la guerre. Il fit arrêter tous les vaiſſeaux des Provinces-Unies qui ſe trouvaient dans ſes ports; les matelots furent cruellement maltraités, jettés dans les fers ou condamnés à ſervir ſur les navires Eſpagnols. L'Infante Iſabelle fit en même tems publier un édit dans tous les Païs-bas Autrichiens, pour leur défendre tout commerce avec les Provinces-Unies. Ce coup imprévus jetta d'abord la conſternation dans les Provinces-Unies: mais ſe rappellant que les Eſpagnols n'étaient nulle part plus faibles que chez eux; elles reſolurent de les attaquer ſur mer pour leur montrer leur faibleſſe & donner de l'occupation aux matelots qui auraient pu ſe révolter faute d'emploi. Les Etats-Généraux commencerent par défendre de porter aucunes marchandiſes dans

les ports d'Eſpagne. Cette prohibition ſerait devenue fatale à la République, s'ils ne l'avaient faite qu'à leurs ſujets: ils défendirent donc ce commerce à toutes les autres nations. Il eſt certain qu'ils n'euſſent jamais hazardé une démarche ſi contraire au droit des gens, s'ils n'avaient été aſſurés des diſpoſitions des peuples qu'elle pouvait intéreſſer : auſſi envoyerent-ils des copies de cet édit dans tous les Etats de l'Europe. Il était, diſaient-ils, de l'intérêt de toutes les nations que la guerre fût portée dans le cœur de l'Eſpagne & que, par un coup déciſif, la paix fût rendue à l'univers dont ce Royaume troublait le repos depuis tant d'années. Les Anglais étaient ouvertement pour les Provinces-Unies : le Roi de France, qui les ſoutenait ſous main, ne ſe contenta pas d'approuver cet édit ; il rendit même une ordonnance pour faire ſavoir aux négocians de ſon Royaume que, pendant ſix mois, ils ne commerceraient en Eſpagne qu'à leurs riſques & périls. Les autres Souverains garderent le ſilence, ce qui, dans une circonſtance auſſi délicate, paſſa pour un aveu tacite. Le Roi de Danemark gagné par les Eſpagnols, mécontent des Etats pour quelques piques de commerce, fut le ſeul qui refuſât de publier ce placard ; quoique 1599.

Bor. XXXVI. 44-50.

1599. les Etats l'en eussent prié par une ambassade. L'histoire ne dit pas quelles furent les suites de cette mésintelligence ; mais il est à présumer que les Danois n'eurent aucun lieu de se plaindre ; & l'on aurait tort de comparer la conduite que tinrent les Hollandais dans cette occasion aux violentes saisies de vaisseaux que faisaient alors les Anglais, malgré les réclamations unanimes des nations lésées.

Expédition de l'Amiral van der Does.

Toute l'Europe vit avec admiration une République si nouvelle & si petite, entreprendre seule une si grande expédition & en attendit l'issue dans un si-

Grot. ibid.

lence d'étonnement. La flotte équippée par les Etats contenait 73 vaisseaux, montés de huit mille hommes, tant soldats que matelots. Elle était commandée par Pierre van der Does, Gentilhomme que son mérite & ses services avaient élevé à cet emploi. Elle sortit vers la fin du mois de May & porta droit vers la Corogne. Elle avait ordre de détruire la flotte Espagnole qu'on y équippait, de piller les vaisseaux des deux Indes & de ravager les côtes. Van der Does ayant trouvé les Espagnols retirés sous l'artillerie du château, voulut s'avancer ; mais il fut si maltraité par le canon, que, perdant tout espoir d'engager le combat, il porta vers Lisbone. Cette ville était si bien gardée qu'il fut obligé

obligé de changer sa route & porter vers les Isles Canaries, connues autrefois sous le nom d'Isles fortunées. Il commença par canoner le château de la plus grande de ces Isles. Il se jetta avec une partie de son monde dans des chaloupes; & les bas-fonds l'empêchant d'aborder à la côte, il sauta le premier dans l'eau & mit en fuite les habitans rangés en ligne de bataille sur le rivage. Ils se retirerent dans l'intérieur du pays avec leurs meilleurs effets. La ville d'Allagone & le fort qu'ils n'avaient pas voulu racheter, furent brulés. Les détachemens qu'on envoya pour suivre ces malheureux dans les rochers, tomberent dans des embuscades & furent accablés par le nombre. La ville de Gomera fut aussi réduite en cendre. La plûpart des insulaires savaient si peu quelle nation leur faisait la guerre, qu'un d'entr'eux vint se rendre aux Hollandais, en leur promettant d'abjurer la religion chrétienne, pour obtenir la vie. L'Amiral s'appercevant qu'il ne pourrait pas garder sa conquête, renvoya une partie de la flotte qui n'était pas nécessaire pour piller des côtes. Il continua sa route vers le Brésil, rangea les côtes de l'Afrique jusqu'à l'Isle St. Thomé. Pour son malheur, il vint y chercher des rafraîchissemens. Cette Isle n'est pas éloignée de celle du Prince: 1599.

1599. mais elle eſt plus conſidérable, plus peuplée, quoique plus mal ſaine. La Colonie Portugaiſe qui l'habite, eſt faite à l'air de ce climat : il eſt mortel pour les étrangers. Les Hollandais s'emparerent ſans peine du château & de la ville de *Pavoaſan :* ils y firent un riche butin, quoique les habitans euſſent mis le feu à la ville. Van der Does n'avait pas fait un long ſéjour dans l'Iſle qu'il eut tout lieu de ſe repentir d'y avoir abordé. La chaleur exceſſive du climat ſitué preſque ſous la ligne, l'uſage immoderé des fruits du pays, le commerce des femmes qui, dans ces ſables brûlants, courent après les hommes, moiſſonnerent la plus grande partie des équipages. L'Amiral lui-même extrêmement gros & gras, y fut étouffé par la chaleur. Sa mort augmenta le déſordre. On ſe hâta d'abandonner ce ſéjour funeſte. Mais la contagion pourſuivit les Hollandais juſqu'aux côtes du Bréſil, où ils ne firent pas un grand butin : ils ſe virent donc obligés de revenir dans leur patrie. Le ſcorbut les attaqua ſous un climat plus tempéré : il fut ſuivi d'une tempête d'autant plus dangereuſe que les vaiſſeaux manquaient de bras pour les manœuvres. Ils n'avaient plus que deux Capitaines : il n'y avait ſur pluſieurs navires que cinq à ſix hommes; un bâ-

timent fut abandonné faute de Conducteurs; un autre fut pris par l'ennemi devant l'Ecluse. Plusieurs aborderent dans les ports d'Angleterre & revinrent dans leur patrie vers la fin de l'hiver. Telle fut la malheureuse issue de cette entreprise. Les Etats auraient eu de la peine à s'en relever, si le butin qu'ils avaient fait & le retour de plusieurs vaisseaux venus des Indes, ne les eût indemnisés en partie. L'arrivée de plusieurs Hollandais échappés des prisons, en ranimant par le récit qu'ils firent des cruautés Espagnoles, la haine nationale, acheva de relever les courages, abbattus par le malheur de cette expédition. 1599. Grot. Hist. VII 358.

Les Provinces-Unies auraient pu concerter une autre expédition, si leurs divisions intestines n'avaient ralenti leur activité. L'interruption de commerce dans l'Espagne & dans les Païs-bas Autrichiens, ayant diminué les revenus de l'Etat, il fallait asseoir de nouvelles taxes. Les Etats de Hollande avaient doublé la capitation. Quoique cette espece d'impôt soit plus adaptée qu'aucune autre à l'égalité d'un peuple libre, cependant le commerce rendant les fortunes inconnues ou incertaines & les déclarations infideles, la perception en était difficile. D'ailleurs les autres Provinces refusaient de lever cette mê- Etat critique des Provinces-Unies. Bor XXXVI. 53. 57. 58. Grot. Hist. VIII 367. 369. 381. Hist. Ref. Fev. Mars, Mav, Juin. Reid. XVI.

1599. me taxe : Elles disaient que la Hollande attirant à elle tous les bénéfices du commerce & des expéditions maritimes, devait porter seule les frais de la guerre. Les Hollandais étaient indignés. Ils ne craignaient pas de dire qu'il fallait abandonner ces ingrats Confédérés, ne penser qu'à la conservation de la Province & se rendre maîtres de la mer. Ces menaces faisaient peu d'impression sur les autres Provinces, qui se regardaient comme un rempart nécessaire contre les Espagnols. La conduite d'Elizabeth augmentait l'embarras où se trouvait la République. Elle sollicitait de nouveau le remboursement des anciennes dettes, invitait les Etats à nommer le Prince Maurice pour leur Souverain, afin d'éviter le joug de l'Espagne ou celui la France : elle redemandait les troupes Anglaises, obligeait les Etats à lui fournir des secours contre l'Espagne, & leur déclarait la résolution nouvelle qu'elle avait prise de faire la paix. L'Empereur leur offrait en même tems sa médiation pour ménager un accommodement. Il avait même nommé des Députés pour entamer une négociation ; mais les Etats le prierent de les rapeller. Plusieurs Princes d'Allemagne promettaient de secourir la République d'hommes & d'argent ; mais ils ne tenaient jamais parole. Charles, Duc de Sun-

dermanie qui disputait la couronne de Suede à Sigismond, Roi de Pologne, son neveu, & qui vint à bout de la lui enlever, recherchait l'alliance des Provinces-Unies; mais c'était plûtôt pour en tirer des secours que pour leur en fournir. Dans ces circonstances critiques, le Roi de France fut le seul qui n'abandonna pas les Provinces-Unies. Henri, non content de leur avoir envoyé mille Suisses qu'il avait à sa solde, de leur avoir laissé lever deux mille hommes dans ses Etats, d'avoir permis au Comte Frederik Henri d'y lever un régiment de cavalerie, d'avoir, d'une certaine façon, défendu le commerce d'Espagne à ses sujets, venait de leur faire passer sous main deux cens mille écus: dans l'état où se trouvaient les Etats-Généraux, cette somme leur vint très à propos. 1599.

Ils avaient besoin de faire de grands préparatifs pour la campagne prochaine. L'Archiduc Albert & l'Infante Isabelle, son Epouse, revenus d'Espagne & s'étant fait inaugurer dans toutes les villes, se préparaient à pousser la guerre avec la plus grande vigueur. L'hiver fut extrêmement rigoureux: les canaux, les rivieres & les fleuves étaient pris par les glaces; l'occasion paraissait favorable pour surprendre quelque place: les deux partis résolurent

Combat particulier entre vingt Français & vingt soldats de l'Archiduc.

1600.

Hist. der stad en Meyerye

1600. d'en profiter. Louis de Naſſau eut le bonheur de prendre la ville importante de Wagtendonc par eſcalade : mais les Royaliſtes échouerent devant Venlo. Cet événement était régardé comme le préſude d'une campagne heureuſe pour les Confédérés, lorſqu'un incident moins important, mais plus ſingulier, parut changer la ſcene en faveur des Royaliſtes. Charles de Breauté, jeune Gentilhomme du pays de Caux en Normandie, commandait une compagnie de cavalerie au ſervice des Etats. Un de ſes Lieutenans enlevé par les Royaliſtes avec vingt hommes, lui écrivit pour avoir ſa rançon. Dans la reponſe que Breauté lui fit, il oſa ſe ſervir de ces termes : *Je ſuis esbahi qu'avec vingt maîtres, vous vous eſtes laiſſé battre par quarante coquins.* Le contenu de cette lettre ayant tranſpiré, Gerard Abrahamszoon, ſurnommé *Lekkerbeetje* (*), indigné de ces paroles injurieuſes, envoya défier Breauté à nombre égal. Le Prince Maurice eut beau diſſuader Bréauté d'accepter le cartel; il eut beau expoſer qu'il ne convenait pas à un Gentilhomme de ſe commettre avec des ſoldats déshonorés par la trahiſon de Geertruidenberg : Bréauté, jeune & bouillant de courage, fut ſourd à toutes les répréſentations. Il ſe rendit avec dix neuf cavaliers ſur la bruye-

van 's Herzogenb. II. 237-245.

(*) *Friand morceau.*

re de Vught, près de Bois-le Duc: 1600.
il y trouva celui qui l'avait provoqué
avec le même nombre de cavaliers.
Les Français avaient l'avantage du poste; mais leurs adversaires étaient mieux armés. A la premiere course, *Lekkerbeetje* fut renversé mort sur la place par Bréauté; & des deux côtés, la moitié des champions furent mis hors de combat. Cependant l'impétuosité des Français se ralentit peu à peu; enfin ils prirent honteusement la fuite à la réserve de Bréauté qui, après avoir fait des prodiges de valeur, accablé par le nombre, fut obligé de se rendre prisonnier. Ceux de son parti assurerent qu'il avait obtenu la vie; mais les autres soutinrent qu'on était convenu de ne faire aucun quartier. Quoiqu'il en soit, Bréauté fut conduit à Bois-le-Duc où il fut massacré de sang froid, par ordre de Grobbendonc, Gouverneur de la ville. Son corps, percé de trente blessures, fut porté en France. Sa veuve qui n'avait que vingt ans & joignait à la fraîcheur de la jeunesse tous les charmes de la beauté, fut si touchée de la fin tragique de son époux, qu'elle renonça pour toujours au monde & alla finir ses jours dans un couvent. *De Thou Liv. 127.*

Les Royalistes regardaient cette victoire stérile, comme un événement de très bon augure, lorsque le Prince *Conquête du fort St. André.*

1600 Maurice leur apprit à ne pas compter sur des fondemens aussi vains. Informé que les garnisons Espagnoles s'étaient mutinées faute de paye, il vint assiéger le fort de Crevecœur, qui ne tint que trois jours & défit un détachement qui venait au secours de la place. Le fort de St. André était si important que l'Archiduc se vantait d'avoir, par le moyen de cette place, la clef de la Hollande. Maurice vint l'attaquer. Quoique la garnison se fût mutinée, eût chassé son Gouverneur & ses Officiers, elle ne laissa pas de faire une vigoureuse résistance. Mais Maurice, ayant fait un siege en regle & fermé, soit par des forts soit par des inondations, toutes les avenues par où la place pouvait recevoir des secours, somma les assiégés de la rendre. Pour rendre cette sommation plus persuasive, il fit offrir à la garnison le payement des cent vingt-cinq mille florins qui leur étaient dûs par l'Archiduc. Cette proposition fut d'abord rejettée avec indignation. La tentation ne laissait pas délicate. Depuis plusieurs années, ces soldats n'avaient pas touché leur paye entiere, manquaient de toute espece de munitions & n'avaient aucun espoir d'être secourus. Quand leur premier feu fut passé, ils se laisserent gagner. Mais ne pouvant, après avoir fait

Grot. Meteren Reidan.

un pareil marché, rentrer sous les drapaux Espagnols, ils passerent tous au service des Etats, au nombre de douze cens hommes. Ils servirent la République avec le plus grand zéle : car ils n'attendaient aucun quartier des Espagnols qui les proscrivirent comme des traîtres. 1600.

Campagne en Flandre.

Enflés de ces conquêtes qui valaient des victoires, les Etats-Généraux se crurent en état de frapper un grand coup & de porter le théatre de la guerre au cœur du pays ennemi. Les Négocians de Hollande & de Zéelande, c'est-à-dire les principaux habitans de ces deux Provinces, se plaignaient depuis longtems que leur commerce était désolé par les armateurs de Nieuwpoort, de l'Ecluse; & surtout par ceux de Dunkerque. On soutenait même que ces derniers, outre les dommages causés aux particuliers, occasionnaient au gouvernement une perte d'un million de florins toutes les années. Ainsi l'intérêt des particuliers se combinant avec celui de l'Etat, il fut proposé à grands cris de porter la guerre dans le cœur de la Flandre & de commencer par attaquer Dunkerque. Le Stadhouder de Frise & de Groningue, Guillaume-Louis de Nassau, combattit ce sentiment par de solides raisons : mais les Zéelandais soutinrent vivement qu'après avoir pour-

Reid. Hist. XVII. 514 523. *Grot. VIII.* 387 &c.

1600. vu à la sûreté de la Hollande & des Provinces circonvoisines, il serait injuste de laisser la Zéelande ouverte aux déprédations des ennemis. L'expédition fut donc résolue. Le succès dépendait en grande partie du secret & de l'activité. Les troupes furent rassemblées dans l'Isle de Walcheren ; mais comme les vents étaient contraires, on se vit obligé de les transporter directement à Ostende. On résolut en conséquence de délivrer cette ville, qui se trouvait comme bloquée par sept petits forts qui servaient à contenir la garnison de cette place & de commencer par assiéger Nieuwpoort. Les troupes débarquerent sans opposition au nombre de douze mille hommes de pied & de trois mille chevaux. Les Députés que les Etats-Généraux avaient envoyés à la suite de l'armée, se retirerent à Ostende; pour y être plus en sûreté & inviterent, mais inutilement, les villes de Gand & de Bruges à profiter de l'occasion pour recouvrer leur ancienne liberté, en rentrant dans la confédération, dont ils avaient été les plus zélés partisans. Les troupes, s'étant emparées de plusieurs forteresses, se frayerent une route jusqu'à Nieuwpoort. Elles eurent d'abord à souffrir par la disette des vivres & le manque d'eau : Frederic Spinola avait amené de Genes sa patrie, six galeres

qui croiſaient depuis quelque tems dans ces parages: elles s'emparerent alors d'une vingtaine de bâtimens qui portaient des proviſions: il eſt vrai que ces galeres furent enſuite très maltraitées par l'Amiral Warmond (*), mais la deſcente étant d'ailleurs retardée par les vents contraires; l'Archiduc eut le tems de ſe mettre en défenſe. On avait cru que les ſéditions des troupes Eſpagnoles qui étaient plus générales & plus vives que jamais, le mettraient hors d'état de ſe défendre; mais la vue du péril les avait réunis tout à coup. L'Infante avait eu le courage de parcourir leurs lignes. Prieres, careſſes, promeſſes, elle n'avait rien oublié, pour les exhorter à faire leur devoir. On aſſure même qu'en leur montrant ſes pendans d'oreilles & ſes diamans, elle avait juré de les ſacrifier juſqu'au dernier, plûtôt que de laiſſer des hommes ſi braves attendre apres la ſolde qui leur était due. L'Archiduc ſe trouvant à la tête de dix mille hommes de pied & de ſei- 1600.

(*) Il arriva dans ce combat un accident ſingulier. Un boulet de canon brisa le chaîne d'un forçat Turc: il en profita pour [illegible] dans la mer & gagner à la nage un [illegible] Zeelandais où il fut très [illegible].

1600. ze cens chevaux, vola vers Nieuwpoort. Il s'avança vers le bord de la mer entre Oſtende & l'armée des Etats, après avoir repris les forts d'Oudenburg & de Snaaskerke. Maurice qui s'était imaginé que ces forts retarderaient la marche des Eſpagnols & ſe trouvait prêt d'être enfermé dans le pays ennemi, ſans retranchemens, ſans communication avec Oſtende, ſentit tout le danger de ſa ſituation. Mais il ne perdit pas courage. Il détacha promptement le Comte Ernſt de Naſſau avec deux mille hommes de pied, preſque tous Ecoſſais & quatre compagnies de cavalerie. Il était chargé de s'emparer du pont de Leſſinghem dont la priſe devait arrêtter ou retarder la marche des ennemis. Mais le Comte les trouva maîtres du paſſage. Il eut alors la témérité de les attendre de pied ferme: mais ſa petite troupe, attaquée avec impétuoſité, accablée par le nombre, fut miſe en déroute avec perte de huit cens hommes. Les vainqueurs ſe mirent entre l'armée de Maurice & les fuyards, qui furent obligés de ſe ſauver à Oſtende. Cette défaite qui devait perdre Maurice, fut ce qui le ſauva. Il tint dans la confiance une armée où les fuyards auraient apporté l'épouvante & le découragement: inſtruit de ce revers par un priſonnier, il le fit auſſitôt arque-

buſer, de crainte qu'il ne répandit cette déſolante nouvelle. Cette bataille en retardant la marche des ennemis, lui laiſſa le tems pour choiſir les poſtes les plus avantageux & faire les diſpoſitions les plus ſages. Enfin le déſir ardent de laver la honte de cette défaite, augmenta ſon courage. Son aîle gauche était appuyée à la mer; ſa droite s'étendait ſur les dunes & toute l'armée tournait le dos à Nieuwpoort. Pour forcer ſes troupes à vaincre ou à mourir, Maurice, à l'exemple des anciens Capitaines, donna ordre aux bâtimens de tranſport de gagner la haute mer. Il craignait qu'au moindre ébranlement, elles n'entrepriſſent de ſe ſauver par eau; ce qui, dans la confuſion d'un embarquement précipité, aurait pu cauſer la perte de la plus grande partie de l'armée. Il établit ſur les plus hautes dunes ſix batteries de canon qu'il avait: les matelots Hollandais & Zéelandais les y tranſporterent à force de bras & les poſerent ſur des planches pour leur donner une aſſiette ſolide. C'eſt à cette précaution que Maurice dut en partie le ſuccès de cette journée, parce que ſes canons ne tiraient jamais envain; tandiſque ceux de l'Archiduc poſés à nud dans la plaine, n'étaient pas en état de diriger leurs 1600.

1600. coups, & s'enfonçaient dans le ſable à chaque exploſion.

Bataille de Neuwpoort.

Reidan. & Grot. ibid. De Thou. Bentivog.

Cependant les ſoldats de l'Archiduc s'imaginant, en voyant partir les bâtimens des Etats, que Maurice commençait à fuir, demanderent la bataille à grands cris. On eut beau leur repréſenter qu'il ſerait plus ſûr de faire périr les Hollandais par la famine ou de les accabler au moment de leur embarquement; enflés de la victoire du matin, ils ſe plaignaient qu'on leur enlevait leur proie en temporiſant: les Eſpagnols répétaient inſolemment ce proverbe de leur nation: *Plus il y a de maures, plus la victoire ſera grande.* Auſſi furent-ils les premiers qui s'avancerent. Maurice, accompagné du jeune Henri Frederik, qui ne voulut jamais l'abandonner, parcourut tous les rangs eſt près avoir expoſé aux diverſes nations qui compoſaient ſon armée, les raiſons les plus propres à les encourager, „mes enfans, (ce furent ſes paroles) nous n'avons pas à opter: il faut vaincre ou boire toute l'eau de la mer." Vers les deux heures après midi, il donna le ſignal du combat, en faiſant tirer deux pièces de canon ſur le detachement ennemi qui s'était avancé. Les vaiſſeaux de guerre des Etats le ſeconderent, en envoyant leurs bordées ſur la droite des

2 *Juillet.*

Eſpagnols avec tant de fureur, qu'elle fût obligée de ſe replier dans les dunes. L'action devint alors générale : la victoire reſta pendant quelques heures incertaine : l'infanterie Eſpagnole fit des prodiges de valeur : pluſieurs détachemens plierent ſous ſes efforts : le Colonel de Vere qui commandait l'avant-garde fut bleſſé : mais les Eſpagnols, ayant à combattre contre des troupes fraîches, & Maurice les faiſait attaquer par divers détachemens qui ſe relevaient l'un & l'autre, leur ardeur devait ſuccomber peu à peu : pour comble d'incommodité, le ſoleil qui tournait au couchant leur donnait dans le viſage ; & le vent leur jettait dans les yeux le ſable & la fumée. La cavalerie s'étant avancée pour les ſoutenir & faire un dernier effort, fut culbutée deux fois par le canon : Maurice envoyant dans le même tems un détachement de cavalerie qu'il tenait en reſerve, la cavalerie Eſpagnole fut tout-à-fait rompue. Elle ſe renverſa ſur l'infanterie où elle porta le déſordre. Alors l'armée entiere de Maurice fit un effort général qui acheva la déroute : l'Archiduc tenta vainement de rallier ſes troupes : il reçut même une légere bleſſure ſous l'oreille : s'étant rétiré pour la faire panſer, ſon armée ſe débanda de toutes parts ; à la reſerve 1600.

1600. de quatre mille Allemands qui se retirerent en bon ordre, en formant un bataillon quarré. Les Etats perdirent environ mille hommes, sans compter les huit cens tués dans l'action du matin. L'Archiduc laissa environ trois mille hommes sur la place: ses munitions, son artillerie, une partie de son bagage & plus de cent drapeaux, tomberent entre les mains des vainqueurs. Ils firent un grand nombre de prisonniers, entre lesquels se trouva l'Amiral Mendoza. Maurice, ne jugeant pas à propos de poursuivre, avec des troupes qui étaient accablés de fatigue & à la fin du jour, à travers les sables & les fondrieres, dans un pays où l'ennemi avait des forts bâtis de distance en distance, passa la nuit sur le champ de bataille. On raconte que Philippe Guillaume, Prince d'Orange, qui avait entendu les Espagnols faire serment de tout égorger à la reserve du Prince Maurice & Frederic Henri qu'ils se flattaient de mener prisonniers en Espagne, fut pendant toute la bataille, dans des transes mortelles. Craignant de partager leur sort, il avait disposé des relais pour se sauver. Tant que le combat dura, il ne cessa d'adresser des prieres au ciel pour qu'il accordât la victoire à ses freres.

Aubery Memoires. Pet Chron. II. 761.

1600.

Suite de cette victoire.

La division commandée par Ernst de Nassau avait porté l'effroi & la consternation dans Ostende. Les Députés des Etats-Généraux qui s'étaient retirés dans cette ville, étaient en proie aux plus cruelles inquiétudes. Ils se repentaient d'avoir exposé leur armée & la République à un si grand danger : leur frayeur avait augmenté lorsqu'ils avaient entendu le canon des deux armées. En détachant les sept compagnies de cavalerie qu'ils avaient, ils auraient pu charger les ennemis en queue, leur couper la retraite & détruire ou faire prisonniere presque toute l'armée. Mais la frayeur était si grande que personne n'osait sortir de la ville. Ils n'avaient imaginé d'autre ressource que le secours du ciel ; ils avaient passé la plus grande partie du tems en prieres. Mais, lorsque le lendemain, ils virent arriver le Prince Maurice avec les drapeaux, les prisonniers ennemis & les autres trophées de sa victoire ; autant leur inquiétude avait été grande, autant fut vive la joie à laquelle ils se livrerent. L'Amiral Mendoza fut traité avec distinction. Les cruautés qu'il avait exercées six mois auparavant dans l'Empire, étaient trop récentes pour que son malheur actuel pût étouffer le ressentiment & l'indignation publiques. On eut bien de la peine à le dérober à la fureur des

Reid. Hist. XVII. 517. 518. *Meteren Liv.* 22.

Lett. d'Uitenbogaard dans Bor XXXVII. 44. 45. *Pet Chron.* II. 775.

1600. soldats : ils firent main basse sur plusieurs prisonniers : ils les auraient tous massacrés pour se vanger des Espagnols qui à la prise du fort d'Oudenbourg & dans le combat du matin, n'avaient fait aucun quartier : on fut obligé de donner les ordres les plus severes pour arrêter leurs bras. Maurice lui-même ne put s'empêcher de railler Mendoza : *Il y a quatre ans*, lui dit-il, *que Monsieur l'Admirant d'Arragon desire de voir la Hollande : maintenant il y entrera sans coup férir.* Mendoza fut conduit au château de Woerden & délà à la Haye. Pendant sa détention qui dura près de deux ans, la Veuve du Comte de Valkenstein & les Députés du pays de Cleves exposerent les griefs qu'ils avaient contre lui : mais les Etats refuserent de juger un homme qui était sous la protection des loix de la guerre : ils refuserent même d'accepter aucune rançon ; & par un trait de patriotisme qui leur fit le plus grand honneur, ils ne le délivrerent qu'après qu'on eut élargi tous les habitans des Provinces-Unies qui se trouvaient en prison dans les domaines Espagnols.

Au lieu de marcher droit à Nieuwpoort, on perdit quatre jours à déliberer, si l'on assiégerait cette ville ou Dunkerque. Au bout de ce tems, Maurice vint reprendre le siege de Nieuw-

poort: mais il trouva que la ville avait reçu de nouveaux renforts. D'ailleurs le tems devint si mauvais qu'il fallut lever le siege. En se retirant, il attaqua, mais inutilement, le fort Isabelle. Claude la Barlotte, un des meilleurs Capitaines de l'Archiduc, fut tué dans cette occasion pour s'être trop avancé sur la contrescarpe. C'était un soldat de fortune. Il s'était surtout distingué par des coups de main. Quand il s'agissait d'attaquer un retranchement, de presser un assaut, de débusquer des escadrons d'un poste avantageux, il se portait avec tant d'audace à ces opérations brusques & hardies, qu'on fut étonné qu'il n'y eut pas trouvé plûtôt sa fatale destinée. Il était né dans la Lorraine. Le Comte de Mansfeld l'avait amené de Paris où il était garçon Chirurgien. On l'accusait d'avoir gagné les bonnes graces du Comte, en le débarassant par le poison d'une Epouse, dont il était mécontent. Mais ce qui est plus certain, c'est qu'il s'éleva par son mérite aux premiers emplois militaires. S'il fut un des principaux Auteurs de la bataille que l'Archiduc venait de perdre, il avait, en quelque sorte, reparé sa faute, en conduisant le secours qui fit échouer la seconde entrepriſe de Maurice sur Nieuwpoort. 1600.

1600. Ainſi Maurice ayant perdu toute eſpérance de pénétrer dans la Flandre, revint en Hollande. La victoire qu'il avait remportée, en donnant un nouvel éclat à ſa réputation, fut abſolument inutile à la République. Elle ne fut qu'un malheur de plus pour l'eſpece humaine. Dans un tems où la plupart des Etats voiſins, ſortis récemment des guerres, avaient beaucoup d'hommes propres à ce métier, les deux armées, après avoir perdu une partie de leurs forces, en étaient quittes pour faire de nouvelles recrues: & cette affreuſe verité fut encore confirmée par le ſiege d'Oſtende où il périt plus de cent mille hommes, la plûpart Allemands, Français, Ecoſſais, Anglais, Italiens &c.: ils ſemblaient voler à l'envi ſous les drapeaux de l'un ou de l'autre parti, pour aller s'enſevelir dans cette terre qui dévorait les hommes. Tous les hiſtoriens de la nation conviennent que cette campagne fit naître le premier germe de la méſintelligence entre Maurice & les principaux membres des Etats. Grotius aſſure que ceux de la ſuite de Maurice, habiles, comme le ſont tous les courtiſans, dans l'art de ſemer la diſcorde, prirent dès lors occaſion d'expoſer les principaux membres des Etats à l'indignation du Prince & au mépris du peuple. Ils les peignaient comme de gra-

Prémiere cauſe de méſintelligence entre Maurice & les Etats-Généraux.

Grot. Hiſt. IX. 399.

ves perſonages, ardents à former des plans, hardis lorſqu'ils n'avaient rien à craindre & ſe ſouciant peu d'expoſer au dernier danger, le Prince & tous les braves défenſeurs de la patrie. 1600.

L'hiſtorien Reyd, mieux inſtruit que Grotius, mais partiſan idolâtre de la maiſon de Naſſau, dit la même choſe: mais il rejette toute la faute de cette mésintelligence ſur les Etats-Généraux qui n'avaient pas ſuivi l'avis du Comte Guillaume-Louis, qu'il défend avec la plus ardente partialité. La joie, dit-il, de cette victoire fut empoiſonnée par le ſouvenir du péril où la République venait d'être expoſée: on maudiſſait les Auteurs de cette campagne, qui, ſans procurer aucun avantage, avait expoſé un pays floriſſant & une nation entiere, à la fureur d'un ennemi avide & cruel. Lorſque Maurice, dit-il, s'était rendu en Flandre, les habitans des villes qu'il avait traverſées, avaient plaint ce jeune héros, & tous les Princes de ſa maiſon: ils avaient blâmé hautement les Etats-Généraux. Ils diſaient que ces peres de la patrie, autrefois, craintifs, prudens, regardant comme un gain de ne rien perdre, & n'oſant preſque permettre d'engager une bataille, n'étaient plus les mêmes hommes: devorés par l'ambition de conquérir, ils ne craignaient pas, ajoutaient-ils, d'expoſer

Pars Indep. Bat. 269-273.

Reid. Hiſt. VIII. 525

1600. le fort entier de la République pour les entrepriſes les plus téméraires. Ce changement de ſyſtême leur paraiſſait d'un préſage ſiniſtre. D'ailleurs le peuple ſe ſentait accabler tous les jours de nouveaux impôts au nom des Etats & ne connaiſſait Maurice, que par le récit brillant de ſes conquêtes & de ſes victoires. Il était naturel qu'il fût prévenu contre le premiers, tandisque le Prince était l'objet de ſon amour & de ſa vénération. Il n'était pas difficile aux Capitaines qui ſuivaient Maurice & aux ſoldats qui s'honoraient de marcher ſous ſes ordres, de mettre à profit ces diſpoſitions. Il y avait déjà quelques années que Charles Roorda, Gentilhomme Friſon, avait dit qu'on ſe tînt en garde contre les projets ambitieux de la maiſon de Naſſau. Il ne ſerait donc pas étonnant que le ſage Barneveld qui ſe trouvait à Oſtende avec les autres Députés à l'entrée triomphante de Maurice, ait commencé à craindre que le Prince, enflé de la faveur populaire, n'ait aſpiré dès lors à la ſouveraineté. Il eſt certain qu'il y eut alors, non-ſeulement entre les diverſes Provinces, mais entre Maurice & les Etats, une mésintelligence déclarée; puiſqu'Elizabeth employa ſa médiation pour rétablir l'harmonie. Or Barneveld était l'ame des Etats: cet habile politique ſa-

Bor XXX. 23. 24. XXXIII. 89. XXXIV. 17. Aitſema IV. 649. 653. Reid. Hiſt. X. 241. 242. XI. 276. Waaragt. Hiſt. van J. v. Oldenb. 407. Bor. XXXVII. 50-53.

vait trop bien que tous les hommes & 1600.
ſurtout ceux qui ont pour eux le pouvoir, les armées, l'éclat de la naiſſance & des belles actions, ſont toujours dévorés de l'ambition de dominer. La République lui paraiſſait bien plus expoſée que ces petites cités de la Grece, qui ne voyaient jamais leurs généraux s'illuſtrer par de brillantes actions, ſans s'alarmer pour leur liberté.

Troubles de Groningue.

Ce qui contribua beaucoup à augmenter le mécontentement du peuple contre les Etats Généraux, fut la maniere deſpotique avec laquelle, ils avaient traité les habitans de Groningue. Cette ville, malgré les priviléges qu'elle avait obtenues au préjudice des Ommelandes, refuſait de fournir ſa quote-part à la Généralité. Depuis trois ans, les Bourgeois n'avaient rien verſé dans la caiſſe commune : ils ſoutenaient que ſous l'empire de la liberté, leur condition ne devait pas être pire qu'elle ne l'avait été ſous la domination d'un Roi. Les Etats-Généraux, après avoir employé inutilement les voies de la perſuaſion, craignirent qu'un tel exemple n'entraînât de funeſtes conſéquences. Ils firent marcher des troupes vers Gronirgue. Ils manderent au Comte Guillaume Louis de les employer avec la garniſon, à ramener la ville à l'obéiſſance. Le Comte n'approuvait pas les moyens violens.

Reid. Hiſt. XVII. 525. 501 - 506. *Bor. XXVII.* 7. *Grot. Hiſt. IX.* 385.

1600. Il commença par notifier aux Bourgeois, l'ordre des Etats-Généraux: mais les trouvant obstinés dans leur refus, il fit entrer les troupes dans la ville. Les habitans frémissaient de se voir à la merci de tous ces soldats la plupart étrangers, Français, Anglais & Allemands. Ils se rappellaient que Verdugo avait tenté vainement la même chose sous le gouvernement Espagnol. Mais tout cet appareil militaire ne fit qu'augmenter leur opiniâtreté. On aurait cru qu'ils se seraient réunis aux Ommelandes: elles devaient en effet payer leur contingent de la taxe de quatre cens mille florins, à laquelle on avait bien voulu reduire les 625000 dont ils étaient arrierés: mais la haine entre la ville & la campagne était si grande qu'elle prévalut sur l'intérêt. Les Ommelandes payerent cent mille florins pour leur part: elles exciterent même les Etats à traiter la ville avec la plus grande rigueur. Le Comte se vit obligé de faire désarmer la bourgeoisie: mais, comme il avait défendu aux soldats d'user de violence; la plûpart eurent soin de cacher leurs armes. Les Magistrats eux-mêmes insinuaient aux Bourgeois de ne céder qu'à la force pour conserver le droit de rentrer dans leurs prérogatives, quand les tems seraient plus favorables. Ils n'objectaient pas seulement leurs privileges;

léges : ils s'excusaient aussi sur leur im- 1600.
puissance. L'historien Reyd rapporte
que l'année avait été ingrate & que la
ville avait perdu presque tout son com-
merce. Il paraît qu'en effet le commer-
ce allait alors se concentrer dans la Hol-
lande & la Zéelande. L'avantage de
leur position attirait à elles la naviga-
tion & le négoce ; elles s'enrichissaient
à proportion que les autres Provinces
s'épuisaient. Ainsi la jalousie augmen-
tait l'obstination des habitans de Gro-
ningue. Elle alla si loin que les mem-
bres de la Régence suspendirent toutes
les fonctions publiques. Les Etats Gé-
néraux, n'imaginant aucun autre moyen
de les réduire, ordonnerent au Comte
de Nassau d'ériger une citadelle dans
la ville. Le Bourguemaître Joachim
Alting, le Sindic Houtlin & Joost van
Kleeve, qui s'étaient montrés les plus
opiniâtres, se rendirent à la Haye.
Ils représenterent aux Etats-Généraux
que la construction d'une forteresse é-
tait une infraction manifeste au traité
de 1594 qu'ils avaient conclu en ren-
trant dans l'Union ; qu'on n'avait ja-
mais permis d'en élever dans les cités
libres & surtout à Groningue où les
citoyens avaient souvent démoli cet in-
strument de la tyrannie. Ils dirent
qu'ils n'avaient encore opposé que des
raisons aux demandes des Etats. Ils

1600. finiſſaient en offrant de ſe ſoumettre à la taxe, ſi l'on voulait les délivrer de cette marque d'eſclavage ſi odieuſe & ſi flétriſſante que *Machiavel* (*) lui-même, ce fameux inſtituteur des tyrans, n'avait pu s'empêcher de la condamner. Ces raiſons ne perſuaderent pas les Etats. Ils répondirent qu'un zéle apparent pour le maintien des priviléges avait déjà ſervi de prétexte aux ennemis ſecrets de la liberté, pour introduire les Eſpagnols dans la ville. Les Groninguois avaient ſi ſouvent violé le traité de 1594, qu'ils ne pouvaient s'en authoriſer, ni reclamer les droits

(*) On n'avait pas encore deviné le but qu'un Républicain auſſi zélé que *Machiavel*, qui, dans ſes ouvrages, fait des éloges continuels de Brutus & de Caſſius, qui trempa lui-même dans une conſpiration formée contre les uſurpateurs de ſa patrie, pouvait avoir en écrivant ſon traité *del principe*: le Chancelier Bacon l'avait entrevu: & avant que Rouſſeau eût dit que Machiavel, en feignant de donner des leçons aux Rois, en donnait de grandes aux peuples; le Sieur Beaufort, Auteur de la vie de Guillaume I. en Hollandais, avait dit, avec l'énergie qui caracteriſe la plume de cet hiſtorien Républicain, que Machiavel n'avait choiſi l'infamie Borgia pour ſon héros que pour rendre les Princes odieux. Tom. III. p. 497.

de la liberté, après avoir traité les Ommelandes avec tant de tyrannie? Ils avaient d'ailleurs poussé les choses, à l'extrémité : ils avaient cessé les fonctions du gouvernement, dissipé le trésor public, arrêtté les impositions de la ferme, & la taille sur les maisons : il était donc devenu nécessaire de construire une citadelle qui servirait à reprimer les méchans, à protéger les bons, & à prévenir les mauvais desseins des partisans secrets de l'Espagne." En conséquence, les travaux de la forteresse furent continués : & la Régence ayant été changée, la tranquillité fut rétablie dans la ville. Ce trait de rigueur dompta si bien les habitans de Groningue que les Etats-Généraux, jugeant n'avoir plus rien à craindre de leur esprit inquiet & turbulent, firent démolir cette forteresse en 1607.

1600.

Meteren XXVIII. Gr. Hist. XVI. 504.

On vit avec étonnement les Frisons travailler à la construction de ce monument odieux qui devait tenir leurs voisins dans l'esclavage. Ce trait de haine & de jalousie était d'autant plus révoltant qu'eux-mêmes étaient en proie à des divisions occasionnées par le refus de payer les taxes publiques. Les habitans des villes de la Frise attiraient à eux toutes les charges; & faisaient tomber le poid des taxes sur les terres & les troupeaux. Les paysans de cette

Troubles de la Frise.

Reid. XVII. 506-508.

1600. Province, toujours idolâtres de leur liberté & ne pouvant oublier qu'autrefois eux seuls avaient eu part au gouvernement, éclaterent contre ces projets ambitieux. La Province se partagea en deux factions. Une partie des Etats s'assembla à Franequer & l'autre à Leeuwaarden. Ce schisme occasionna un grand désordre dans les finances & le gouvernement civil; on craignait qu'il ne produisît une guerre civile; le Stadhouder Louis Guillaume eut même recours à ses troupes pour rétablir le bon ordre. Ce parti violent jetta l'alarme dans les esprits: on publia qu'il voulait détruire les loix pour s'élever à la souveraineté. Les Etats des autres Provinces se virent obligés d'envoyer sur les lieux des arbitres qui terminerent les choses à l'amiable.

Resol. Holl. Septemb.

Le commerce désolé par les armateurs de Dunkerque.

Ces divisions intestines n'empêchaient pas la République de se préparer à pousser la guerre avec vigueur. Si la victoire de Nieuwpoort ne lui procura aucun avantage pour le moment, elle ne laissa pas de lui donner au dehors un nouvel éclat, & d'augmenter le courage des citoyens au dedans. Aussi les Provinces obéissantes, ayant alors proposé de nouveaux articles d'acommodement, Barneveld répondit à leurs Députés, que les Provinces-Unies n'écouteraient aucune proposition, avant que les trou-

pès étrangeres euſſent entierement vuidé les Païs-bas & le Roi d'Eſpagne renoncé formellement à toute prétention ſur les dix-ſept Provinces. Les Etats Généraux n'avaient pas réuſſi dans la deſcente qu'ils avaient fait exécuter en Flandre : ils prirent d'autres meſures pour mettre fin aux pirateries des armateurs de Dunkerque. Depuis que la République commençait à s'enrichir par le commerce, ces intrépides corſaires avaient troublé ſa navigation. Dès l'an 1589, on s'était vu obligé d'armer contre eux. Mais le dépit, ſans doute, de ſe voir enlever tout d'un coup des richeſſes acquiſes par une laborieuſe induſtrie, firent adopter contre eux la plus cruelle politique. Sans penſer que l'établiſſement de la République était dû à de vrais écumeurs de mer, on prit le parti de refuſer aux armateurs de Dunkerque les droits de la guerre. On pendait tous ceux que l'on pouvait attraper. En 1597, ils furent attaqués par des forces ſupérieures. Quatre vingt trois périrent les armes à la main : & quarante trois, faits priſonniers, furent pendus ſans miſéricorde. Ces exemples terribles n'intimidaient pas des hommes qu'animait la vengeance & l'ardeur de faire leur fortune d'un ſeul coup de main. Voyant qu'on ne leur faiſait aucun quartier, ils ſe défendaient avec

1600.

Materen XV. 319.

Ibid 377. *Reid. XV.* 319. *Bor XXXII.* 38. 104. *Meter. ib.* 419.

1600. le courage du déſeſpoir : on les vit ſouvent mettre le feu aux poudres & ſe faire ſauter en l'air plûtôt que de ſe rendre. Les Capitaines des vaiſſeaux de guerre ôſaient à peine les attaquer. Excités enfin par les négocians qui ſe plaignaient de leur négligence ou de leur incapacité, ils prirent ſi bien leurs meſures qu'ils vinrent à bout de s'emparer de cinq bâtimens armés en courſe. Tous ceux qui ſe trouverent à bord furent pendus. Ce dernier trait de rigueur acheva d'irriter les autres Corſaires. Il paraît que juſqu'alors ils épargnaient leurs priſonniers, ſans doute pour ne pas perdre l'argent de leur rançon. Dans leur fureur, ils jurerent de détruire la pêche des Hollandais & des Zéelandais. Ils tomberent ſur les pêcheurs, ils cloüerent quelques uns de ces malheureux ſur leurs bâtimens qu'ils brûlaient ou coulaient à fond. Ces violences avaient été en partie la cauſe de l'expédition faite en Flandre : & comme elle n'avait pas réuſſi, on fit armer un ſi grand nombre de bâtimens, que pluſieurs de ces Corſaires furent pris & punis par le ſupplice ordinaire. Cette cruauté ne rendit pas la vie au pêcheurs ſur leſquels ils avaient exercé d'affreuſes repréſailles : les armateurs n'en devinrent que plus audacieux : ils pouſſerent même la témérité juſqu'à débarquer leurs priſon-

Reid. XVI.

Ber. XXVII. 46.

Grot. hiſt. IX. 402.

niers près de Scheveninguen, pour avoir leur rançon: plusieurs furent surpris par des soldats cachés dans des barques de pêcheurs, & subirent le supplice accoutumé. 1601.

Les Espagnols avaient alors bien de la peine à éteindre les révoltes militaires: ils ne pouvaient payer les troupes qui faisaient toujours des courses dans les pays voisins neutres: les habitans des pays de Juliers & de Liege avaient beau se plaindre: l'Archiduc sous prétexte de ne pouvoir réprimer ces soldats effrenés, les laissait vivre aux dépens de ses voisins & de ses nouveaux sujets. Les garnisons que les Etats avaient sur les frontieres, s'authorisaient de ces violences, pour achever d'accabler ces malheureux voisins. Sous prétexte qu'il leur était égal qu'on assistât leur ennemi de force, ou de gré, ils les soumettaient à de fortes contributions. C'est ainsi que se passa la premiere saison. Enfin la France ayant assisté les Provinces-Unies d'une somme considérable & la Province de Hollande ayant achevé d'assurer les fonds de la campagne, en mettant un nouvel impôt sur les cheminées., les Etats résolurent de frapper un coup décisif La Reine Elizabeth promettait de leur d'envoyer cinq mille hommes: le motif de sa conduite est assez singulier. Elle s'était

Conquête de Rhynberk & de Meurs.

Grot, hist. X. 406. Meteren XXIII.

Reid. hist. XVIII. 535. 537.

1601 refroidie envers le Comte d'Essex qui s'était mal comporté en Irlande, où elle l'avait envoyé pour éteindre une révolte. Essex se vengea, en la tournant en ridicule: il peignait la Reine comme une vieille femme qui avait l'esprit aussi courbé que le corps. Elizabeth en fut instruite. Elle roulait des projets de vangeance, lorsque le Comte se révolta ouvertement. Il fut pris & perdit la tête sur l'échaffaut. Il avait toujours été le plus zélé partisan de la guerre & des Provinces-Unies. La Reine voulut montrer que l'ascendant de ce favori sur elle, n'avait eu aucune part aux secours qu'elle avait fournis à la République. Elle promit de l'aider de cinq mille hommes entretenus à ses frais. Mais, comme les Espagnols tournaient tous leurs efforts sur Ostende, elle voulait que les Etats portassent en Flandre le théatre de la guerre. Mr. Wagenaar présume qu'elle avait des desseins sur Ostende; & que c'est pour cette raison qu'elle engagea les Etats à y envoyer le chevalier Vere avec les vieux & nouveaux régimens Anglais. Cette conjecture ne me parait appuyée sur aucune preuve solide. Car la Reine ne réalisa jamais ses brillantes promesses: elles ne servirent qu'à échauffer le courage de Provinces Unies. Les Etats-Généraux concerterent une nouvelle ex-

Ib 541. 542. *Bezeren* XXIII.

Vaderl. Hist IX. 111.

pédition en Flandre. Le Comte Louis-Guillaume eut beau la désapprouver comme la premiere : le chevalier Vere fut envoyé avec une partie de l'armée aux environs d'Ostende. Pour faire réussir cette expédition ; le reste de l'armée devait arracher l'ennemi du cœur de la Flandre ; en attaquant les places qu'il occupait vers le Rhin. La campagne fut ouverte par la prise de Krakou dans le Comté de Meurs : cette place fut emportée par la valeur du Capitaine Kloek. Ensuite Maurice s'avança vers Rhinberk dont il forma le blocus le 12 de Juin & se rendit maître le trente Juillet, malgré la défense vigoureuse d'une garnison de deux mille deux cens hommes. Il s'avança aussitôt après vers la ville de Meurs occupée par le Duc de Cleves qui s'en était adjugé la propriété, comme Seigneur Suzerain. Maurice soutenant que ce Prince avait *forfait* ses droits, en manquant de protéger la ville, & faisant valoir par ses armes le testament de la derniere Comtesse qui lui avait légué ce Comté, s'en rendit maître & mit garnison dans la ville. 1601.

Commencement du siege d'Ostende.

Cette campagne ne produisit point l'effet qu'on avait espéré. L'Archiduc gagné par les vives instances des Flamands, qui souffraient beaucoup des courses de la garnison Hollandaise & *Meteren.* XXIII.

1601. jaloux de montrer que la défaite de Nieuwpoort n'avait pas ruiné ſes forces, était venu bloquer Oſtende vers la fin du mois de Juillet. C'eſt le ſiege le plus mémorable, le plus long & le plus meurtrier que l'hiſtoire moderne nous retrace. Il dura plus de trois ans. Notre plan ne nous permet pas de tracer au long une entrepriſe ſi fertile en événemens : nous ne pourrons qu'en ébaucher les principaux traits ; mais pour ne point partager l'attention du lecteur ; nous avons jugé à propos de lui offrir ces traits à la fin, renfermés dans un même cadre & ſous un même point de vue. Maurice fit de vains efforts pour arracher l'Archiduc de ce ſiege: il entreprit même celui de Bois-le-Duc qu'il fut obligé d'abandonner, n'ayant pas aſſez de troupes pour le continuer.

Reidan, XVIII.

Priſe de Grave.

Au printems de l'année ſuivante, Maurice ſe trouvant à la tête d'une armée de dix-huit mille hommes de pied & de cinq mille chevaux, ſe mit le premier en campagne. Il paſſa la Meuſe, pénétra dans le pays de Liege & s'avança juſqu'à St. Tron, dans le deſſein de ſe rendre en Flandre en traverſant le Brabant. Mais les Eſpagnols ayant augmenté leurs troupes par de nouveaux renforts, lui diſputerent le paſſage. Ils étaient com-

1602.

Ibid.

mandés par Mendoza alors délivré de prison (*) & par Ambroise Spinola qui devint si fameux dans la suite. Maurice se voyant arrêtté, sans pouvoir les attirer au combat, prit le parti de reculer vers la Meuse. Mais pour ne pas paraître avoir fini la campagne sans aucun avantage, il se rabattit sur la ville de Graave qu'il investit tout à coup à la face de l'armée ennemie qui n'osa l'attaquer. Mendoza fit de vains efforts pour introduire des secours dans la place: la garnison fut obligée de se rendre, après avoir soutenu courageusement le siege pendant deux mois. Maurice, s'étant fait inaugurer solemnellement dans cette ville qui faisait partie des

1602.

19 *Sept.*

(*) On ne devinerait jamais qu'elle fut l'occupation de Mendoza dans sa longue prison. On assure qu'il s'amusait à dresser deux coqs au combat; il avait donné le nom d'Albert à l'un & celui de Maurice à l'autre. Comme ce dernier battait toujours son adversaire; Mendoza changea leurs noms: mais quel fut son étonnement lorsqu'après les avoir laissés reposer quelques jours, il vit le coq qui, sous le nom d'Albert était toujours battu, vaincre, sous le nom de Maurice, l'autre coq qui portait alors le nom d'Albert! L'Auteur Hollandais ajoute que Mendoza en conçut des présages sinistres pour les Espagnols. *Reidan.* XVIII.

1602. domaines Seigneuriaux de son pere, congédia la cavalerie Allemande & fit rentrer le reste de l'armée dans les quartiers d'hiver.

Revolte remarquable des troupes Espagnoles

Archiduc Albert V.

Cette campagne, joint aux séditions des troupes Espagnoles, contribua beaucoup à ralentir le siege d'Ostende. Il est étonnant que le Ministere Espagnol qui avait si souvent vu ses projets renversés par les révoltes militaires, n'ait pas pris des mesures efficaces pour les prévenir. Cependant une partie des troupes de l'Archiduc, après avoir demandé vainement les arrérages qui lui étaient dus, forma une des plus dangereuses séditions dont les Païs-bas Autrichiens eussent encore éprouvé le malheur. Les mutins se cantonnerent d'abord à Helmond; ils s'emparerent ensuite de Hoogstraten. Ils se choisirent des chefs: ils se donnerent des loix, & ravagerent les campagnes avec beaucoup d'ordre & de discipline. Comme ils avaient traité avec les Hollandais pour avoir des munitions de guerre & de bouche, l'Archiduc les déclara rébelles, traîtres, méchans, & mit leurs têtes à prix. Ces mutins qui, par le concours des mécontens, formaient alors un corps redoutable de près de six mille hommes, eurent l'audace de se défendre dans une apologie publique. Comme dans l'édit de proscription on leur imputait la per-

te de Grave, ils en prirent occasion de s'égayer aux dépens d'Albert avec toute la licence militaire. Ils reprochaient à l'Archiduc de n'avoir perdu Graave, que parce qu'il n'avait pas eu le courage de se mesurer avec Maurice : ils l'accusérent de les avoir vus avec plaisir vivre aux dépends des peuples neutres, pour employer leur solde en luxe & en bonne chere. Il avait proscrit leurs biens & leurs personnes. Quant à nos biens, que pouvons nous perdre, dirent-ils, puisque nous n'avons rien. Quant à nos vies, nous avons des armes & du courage pour la défendre. De pareilles menaces peuvent effrayer des femmes & des enfans; mais non pas des hommes & des soldats. Il est également injuste & honteux de laisser périr de misere tant de braves gens dont les plus hautes recompenses ne peuvent payer les services & les dangers. Ils sont donc authorisés à s'indemniser sur les terres de leur débiteur. „ Le nonce du Pape essaya vainement de les ramener. Ils se mirent sous la protection des Etats. Ils s'engagerent à les servir fidélement. Et ce qu'on n'avait jamais vu, c'est qu'ils ne firent qu'un accord conditionnel jusqu'au tems qu'ils s'accomoderaient avec l'Archiduc, espoir auquel ils ne voulaient pas renoncer. Ils rentrerent en effet sous ses dra- 1602.

Meteren XXV. *Grot.* XIII. 447. 448.

1602. peaux après une révolte de deux ans. Ils rendirent même avec fidélité aux Etats-Généraux la ville de Grave où Maurice avait logé un de leurs détachemens, parceque la petite ville de Hoogstraten ne pouvait les contenir tous.

Mort de la Reine Elizabeth.

1603. La plupart des opérations militaires se concentraient dans le siege d'Ostende, lorsqu'on apprit la mort d'Elizabeth, arrivée le 3 Avril 1603. Cette Princesse a su, par la maniere ferme dont elle tint le sceptre & l'état florissant & redoutable où elle mit son Royaume, obtenir une place parmi les plus grands Rois. Son goût pour la coquetterie & son penchant au despotisme, la porterent cependant à des actions qui ont obscurci ses belles qualités. On ne pourra jamais laver sa mémoire flétrie par la mort de Marie Stuart. On doit lui reprocher de n'avoir pas mis assez de sincerité dans ses négociations. Pour conserver son Royaume en paix, elle crut devoir allumer les guerres dans le continent: & lorsqu'elle se vit malgré elle entraînée dans les troubles qu'elle avait fomentés, elle fut une protectrice très dure & une alliée très capricieuse. Tour à tour elle conseilla aux Provinces-Unies de rester attachées à l'ancienne religion & au Roi, refusa de les incorporer à son Royaume, &

Grot. XII. 431 &c.

fit ensuite tous ses efforts pour les réduire sous sa domination. Elle ne leur accorda des secours qu'en se les attachant par une odieuse dépendance. Elle semblait prendre plaisir à les entretenir dans des inquiétudes ; leur demandant sans cesse son payement & les menaçant toujours de faire sa paix avec l'Espagne. Ainsi les Etats-Généraux ne furent pas beaucoup affectés de sa mort. Comme sa vieillesse lui faisait désirer la paix avec ardeur, ils espéraient que son successeur, étant dans cet âge bouillant où l'on aime à s'illustrer par de grandes entreprises, prendrait leur défense avec plus de chaleur. Ils avaient eu soin de cultiver son amitié. Comme il réunissait l'Angleterre, l'Ecosse & l'Irlande ; son influence devait donner une prépondérance décidée à leur parti. Ils doutaient si peu qu'il épousât leur cause qu'à la nouvelle de son couronnement, on sonna les cloches dans toute la Hollande ; & l'on fit partout des feux de joie. On écrivit pour le féliciter sur son avénement à la couronne. Cette lettre fut suivie d'une ambassade solemnelle, composée du Prince Fréderik-Henri, frere de Maurice, de Walraven de Brederode, du Grand-Pensionaire de Barneveld, & de Jacques Valke', Receveur de Zéelande. 1603.

1603. Mais quelle fut leur surprise lorsqu'arrivés à Londres, ils apprirent à connaître le nouveau Roi ! Ami des lettres & de la paix, il n'avait que de l'éloignement pour tout ce qui pouvait troubler son repos : profond dans la controverse, il aimait mieux combattre avec la plume, qu'avec l'épée. Ainsi les Députés s'aboucherent avec Rosny qui devint ensuite Duc de Sully, alors chargé de conduire une négociation où ils devaient avoir part. Jacques I, disent les Mémoires de ce Ministre Français, *soit par artifice ou autrement, afin de se faire plus solemnellement rechercher par le Roi d'Espagne, ne parlait des Provinces-Unies qu'avec une espece de blâme ou de mépris, ne les nommant quasi point autrement que rébelles à leur Prince.* Instruits de ces dispositions, les Députés des Provinces-Unies, ayant enfin obtenu audience de ce Monarque, commencerent par lui représenter avec force, la justice de leur cause, & lui montrerent ensuite combien il était de son intérêt de les assister. Jacques ne leur fit qu'une réponse vague & générale. Mais, lorsqu'il eut conféré plus amplement avec Sully & Barneveld, ce Prince, dont l'ame était molle & faible, se laissa peu gagner par ces habiles négociateurs. Pour l'attacher aux intérêts des Provinces-Unies, Barneveld lui fit entendre

Traité entre la France & l'Angleterre en faveur des Provinces-Unies.

Mem. de Sully, Tom II. 154 155.

que l'Espagne n'était pas éloignée de reconnaître leur indépendance. Il produisit même une lettre où l'Empereur Rodolphe découvrait au Duc de Brunswyk cet important secret. Le Comte d'Aremberg, Ambassadeur de l'Archiduc, eut beau traverser cette négociation : elle fut menagée avec tant d'adresse que Rosny vint à bout de conclure un accord entre la France & l'Angleterre en faveur des Provinces-Unies. Les deux Rois promettaient de faire leur possible pour engager l'Espagne & l'Archiduc à mettre fin à la guerre, en reconnaissant les Etats des Provinces-Unies, comme étant sujets des deux Royaumes ou de l'Empire Germanique, à des conditions qui les assurassent contre une domination absolue ou en leur laissant une existence qui les détachât assez de l'Espagne, pour ne donner aucun ombrage aux deux Rois. Si ces efforts ne réussissaient pas, ils s'engageaient à secourir les Etats d'une armée considérable levée en Angleterre & payée par la France : mais le tiers de cette somme devait être déduit sur l'argent que l'Angleterre avait prêté à la France. Les Etats-Généraux, espérant qu'en vertu de cet accord, ils tireraient des secours plus considérables de leurs alliés, accédèrent au traité. Mais ils ne purent vaincre le 1603.

1603. penchant du Roi Jacques pour la paix, ni l'empêcher d'entrer en négociation avec l'Espagne.

Galeres de Spinola maltraitées.

Cette incertitude sur le dégré de confiance qu'ils devaient mettre dans leurs alliés, ne servit qu'à les encourager à se défendre avec plus d'ardeur. Depuis longtems les galeres de l'Ennemi causaient un dommage considérable à leur navigation. Ces sortes de bâtimens sont faits pour la méditerranée, où les lames de la mer sont moins grosses que sur l'océan. Frederic Spinola avait imaginé le premier d'en amener dans les Païs-bas au service des Espagnols. Il est facile avec des bâtimens si legers de pénétrer dans l'embouchure des rivieres, de débarquer des troupes sur la côte, d'enlever des barques de pêcheurs, ou d'attaquer avec avantage des vaisseaux marchands en profitant d'un calme. Ils avaient déjà causé de grandes pertes au commerce lorsqu'on arma contre eux. Ces armemens les endommagerent si fort que Spinola se rendit en 1502 en Espagne pour avoir d'autres galeres. Il se préparait à en amener huit, lorsque les Anglais en détruisirent deux dans le port de St. Ubès en Portugal. Spinola en avait sauvé six, montées de neuf cens soldats & de quinze cens rameurs. Il était prêt à entrer dans la manche, lorsqu'il

Reid. Hist. XVI. Bor XXXVI. 17. 39. 40. Meteren XXIV. Grot. Hist. XIII. 438.

fut attaqué par six vaisseaux de guerre, deux Anglais & quatre des Etats. Spinola ne put sauver que trois de ses galeres : une gagna le port de Dunkerque & deux entrerent à Nieuwpoort dans l'Etat le plus déplorable. Ce malheur n'abattit point son courage. L'année suivante, avec huit galeres, il attaqua trois vaisseaux de guerre & deux galeres ; mais il fut repoussé avec perte de cent hommes : il périt lui-même dans le combat. 1603.

Cet heureux événement délivra les Etats de la crainte perpétuelle où ils étaient d'une descente que Spinola projettait de faire dans l'Isle de Walcheren. Croyant pouvoir compter sur les mutins cantonnés à Hoogstraten, qu'il venait de délivrer en faisant lever au Comte de Berg le siege de cette place, Maurice reprit le siege de l'importante ville de Bois-le-Duc qui n'en est pas éloignée. Il distribua ses quartiers autour des murs ; & pour rendre une réconciliation impossible entre les mutins & l'Archiduc, il ne craignit point de leur assigner un poste particulier dans ses lignes. Le Comte de Berg entreprit de les attaquer : mais le Marquis Della Bella qu'il avait fait avancer avec deux mille hommes fut tué dans cette action ; & son détachement fut battu à plate couture. Les vainqueurs firent cent cinquante prisonniers. Maurice ayant

Siege de Bois-le-Duc.

Grot. Hist. XII. 441.

1603. alors appris que les Eſpagnols avaient maſſacré douze ſoldats malades, trouvés dans un navire échoué devant Oſtende, fit tirer ces malheureux au ſort, en condamna douze à être pendus par réprésaille ; il fit cependant grace à un d'entr'eux, en conſidération de ſon âge. On vit alors un de ces traits qui caractériſe la témérité du ſoldat. Un de ceux que le hazard avait ſauvés, ſe laiſſa gagner par une ſomme d'argent. Il eut le courage de riſquer une ſeconde fois ſa vie en tirant pour un de ſes camarades. Albert vint lui-même au ſecours de Bois-le-Duc. Il était d'autant plus alarmé pour cette ville que les Bourgeois, obſtinés à ſe défendre eux-mêmes, ne voulaient point recevoir de garniſon. Ne pouvant vaincre leur obſtination, il eut recours à la ruſe. Il entra dans la ville, & ſur un prétexte feint, il y fit entrer trois mille hommes. Les bourgeois eurent beau ſe plaindre qu'on violait leurs franchiſes. Albert leur fit entendre que ſa démarche était néceſſaire ; pour les protéger contre leurs ennemis & défendre leur religion. Les Magiſtrats voulurent repliquer : mais ne pouvant rien contre la force ; ils furent obligés de ſe ſoumettre. Pour les tenir en reſpect & en impoſer à l'ennemi, Albert fit élever un boulevard qui devait tenir

lieu de citadelle sans en avoir le nom odieux. Ainsi Maurice voyant ses projets renversés par ces précautions, prit le parti de se retirer & mit ses troupes en quartier d'hiver. 1603.

Les Etats-Généraux, voyant l'impossibilité de délivrer Ostende par une diversion, résolurent de tenter une nouvelle descente en Flandre pour faire lever ce siege ou s'indemniser par une autre conquête. En conséquence, Maurice rassembla ses troupes dans l'Isle de Walcheren. Le Conseil d'Etat avait été d'avis que la descente se ferait droit à l'Ecluse par le Zwin. On croit que si Maurice eut suivi ce projet, il eut gagné deux grands avantages : il eut surpris l'Ecluse qui se trouvait sans garnison &, dans l'effroi causé par cette conquête, il eut attaqué avec avantage les troupes qui assiegeaient Ostende. Mais il parait que Maurice, sous prétexte de ne rien donner au hazard quand la nécessité ne l'exigeait pas, n'aimait pas qu'on lui dressât le plan de ses campagnes. On le soupçonna même de chercher à tirer la guerre en longueur. Il fit débarquer ses troupes à Kadsand en traversant le *Zwarte Gat* ou trou noir. Pendant qu'il s'emparait d'Yzendyk, d'Aardenbourg & de plusieurs autres forts, les Espagnols jetterent des secours dans l'Ecluse. Alors il marcha vers cet-

Prise de l'Ecluse par Maurice.

Meteren XXV. Grot. XIII. 447. *Hist. du Siege d'Ostende par Bonours Bruxell.* 1628. p. 520 &c.

1603. te ville pour la bloquer ; un détachement Eſpagnol commandé par Valeſco, voulut l'arrêtter à l'entrée des canaux appellé *Doux* & *Salé;* mais il fut battu avec perte de huit cens hommes tués ou faits priſonniers. Albert eut cependant le tems de faire entrer un nouveau renfort dans la place : mais, Maurice inſtruit par les transfuges, que ce ſecours était plus nuiſible que profitable, parceque la place manquait de proviſions, reſolut de la prendre par famine. Spinola voulut forcer les lignes Hollandaiſes pour introduire un convoy dans la place; mais ayant été repouſſé avec perte, la garniſon capitula le 19 Août.

Siege mémorable d'Oſtende.

La priſe de l'Ecluſe pénétra les Eſpagnols de douleur : mais, loin d'avoir reculé la reddition d'Oſtende, elle ſemble l'avoir accélérée. Les Etats-Généraux, perſuadés que leur nouvelle conquête, ainſi que celles de Rhynberg & de Grave les dedommageaient amplement, ſe ſoucierent moins de conſerver une place dont la défenſe leur coûtait cent mille florins par mois & ne pouvait leur être d'aucun avantage à cauſe des forts dont l'ennemi l'avait enfermée. Nous avons déjà vu les raiſons qui avaient déterminé l'Archiduc à entreprendre ce ſiege. Oſtende ſituée entre l'Ecluſe & Nieuwpoort, fut longtems une place ouverte & une retraite de

Grot. Hiſt. XI 410. 417. 419. *XII* 443. *XIII.* 451.

Bonours Siege d'Oſtende p. 41.

pêcheurs. Le Duc d'Albe fut le premier qui la fit enfermer d'une enceinte de remparts. Depuis la pacification de Gand elle était restée fidele aux Etats-Généraux. Ils l'avaient si bien fortifiée, que le Duc de Parme avait échoué devant cette place en 1583 & que le Seigneur de la Motte avait été également obligé d'en abandonner le siege. Les Etats-Généraux en avaient encore augmenté les fortifications depuis. Tous ces ouvrages joint à la situation de la place sur le bord de la mer, au milieu d'un marais & de divers canaux, semblaient la rendre imprenable. Ajoutez que l'on regardait comme une maxime incontestable de la science de la guerre, qu'on ne devait jamais attaquer une place dans on ne pouvait empêcher le secours. Dès le commencement du siege, les ennemis ayant serré la ville de trop près, furent repoussés par la garnison que commandait Charles van der Noot. Cependant, l'importance de cette place exigeant un Gouverneur de la plus haute capacité & capable de s'y faire respecter, la Reine Elizabeth avait proposé le Chevalier Vere. Les Etats l'en avaient nommé Gouverneur, dans l'espoir que cette Reine leur enverrait de plus grands secours. Vere (*) méritait d'ailleurs toute leur confiance par son mérite & ses services. Il avait

1603.

(*) *Reid.* XI. 275.

1603. passé sa jeunesse au milieu des armes. Il était versé dans la tactique, l'histoire & dans toutes les sciences nécessaires à un Officier supérieur. Il avait le jugement si solide dans les Conseils de guerre & joignait si bien la valeur à la conduite dans l'action, que Maurice lui avait donné toute sa confiance & disait qu'il lui valait plus qu'une armée. Dès que Vere fut arrivé dans la place, il s'attacha à augmenter les ouvrages extérieurs. Pour l'en empêcher & fermer la ville de tous les côtés, les assiégeans imaginerent d'élever une digue entre les dunes & la mer. Ils rassemblerent de longues fascines, les lierent fortement les unes aux autres & les affermirent contre la violence des eaux, en remplissant les intervalles avec des briques. Mais lorsqu'après des peines infinies, ils eurent achevé cette digue & pratiqué une plateforme au dessus avec une batterie qui foudroyait les vaisseaux qui voulaient entrer dans la place ; les assiégés couperent une autre digue qui garantissait leurs murs de la violence des hautes marées. Par ce moyen, ils se formerent un nouveau port si commode que les bâtimens y entraient par centaines & si sûr que le feu des batteries ennemies ne pouvait les atteindre. Ainsi les assiégeans ne pouvant fermer la mer, attaquerent les ouvrages du dehors ;

Bonours Siege d'Ostende p. 130.

hors : il y eut des actions très vives entre les assaillans & les assiégés. Dans une de ces mêlées, périt le jeune Chatillon, petit-fils du fameux Amiral de Coligny qui s'était jetté dans la place à la tête de huit cens Français : il fut beaucoup regretté pour sa valeur & ses talens militaires. Sa mort fit un tort considérable aux assiégés : par son crédit il tenait en respect ses compatriotes qui ne pouvaient s'accorder avec les Anglais : cette jalousie nationale produisait des disputes sanglantes : les Généraux en tiraient cependant quelques avantages : il avaient soin de les faire combattre à la vue les uns des autres contre l'ennemi ; & l'on remarque que, dans toute cette guerre, cette adroite politique fut cause que les soldats des deux nations rivales, jaloux de se surpasser à l'envi, se signalerent par des exploits hardis & importans. Ostende était devenue une celebre école de la guerre ; la principale noblesse de l'Europe y accourait pour s'instruire ; on comptait dans la ville le Duc de Holstein, frere du Roi de Danemark, le Comte de Northumberland & plusieurs autres étrangers de la premiere distinction. 1603. *Ibid.* 186. *Ibid.* 202. 361. 199.

Ostende fut battue à boulets rouges. Pendant que les assiégés cherchaient à s'en garantir par des contre-murs de

1603. terre; les assiégeans s'avancerent vers un bastion qui couvrait le port : pour les éloigner, on n'imagina d'autre ressource que de percer la digue de la mer : alors les vagues inonderent tous les environs de la ville qui parut comme une Isle au milieu de l'océan. Les eaux en auraient même dégradé les fortifications, si, par des travaux bien entendus, on n'en eut dirigé toute la violence contre les ouvrages de l'ennemi où elles firent beaucoup de dégat. Les sorties nombreuses arrêttaient les progrès des assiégeans. Les Français *Ibid.* 209. en firent une très brusque dont le motif parut singulier. C'était pour célébrer l'heureuse délivrance de leur Reine qui venait d'accoucher d'un Dauphin. L'attaque fut bien conduite ; ils abbattirent un gabion après avoir tué vingt-cinq soldats qui le gardaient. Ils avaient fait neuf prisonniers qu'ils renvoyerent deux jours après moyennant une forte rançon. Les prisonniers, dit l'Auteur de ce siege, *se louerent de ceux qui les avaient pris : ils se plaignaient seulement d'avoir faillis à être assassinés par les Anglais, qui disaient que c'était trahison de renvoyer les Papistes & malfait de les laisser vivre, quand on avait pouvoir de faire autrement ; vu qu'ils étaient la semaille du Diable & les disciples de l'Antechrist.*

L'intempérie de l'air & les rigueurs de l'hiver avaient causé beaucoup de maladies parmi les assiéges & les assiégeans, sans rendre leur ardeur moins vive & les attaques moins fréquentes. Les Anglais sortaient en foule de la ville; pour aller chercher un air plus sain dans leur Patrie; & la garnison était réduite de sept mille hommes à trois mille. L'Archiduc, informé de cette nouvelle, résolut d'en profiter pour donner un assaut. Il fut d'abord repoussé, en attaquant les ouvrages qui protégeaient la navigation. Mais, ayant reçu de nouveaux renforts, il projetta d'attaquer en même tems les défenses du côté de la campagne & celles du côté de la mer. Le Chevalier Vere, instruit de ce dessein par un déserteur, & se défiant de ses forces, eut recours à la ruse (*). Secretement & sans avoir 1603.

(*) Tel est le récit de Grotius & de Meteren. Le Sieur Bonours, dans sa longue relation du siege d'Ostende, dit que le Général Anglais tint Conseil de guerre, mais qu'il n'y découvrit pas tout ce qu'il avait en vue. La vie de Sir François Vere écrite en Anglais dit positivement que le Conseil de guerre avait été consulté sur cette négociation. Ce dernier sentiment ne saurait l'emporter sur les autres autorités.

1603. consulté le Conseil de guerre, il envoya demander une suspension d'armes: il donna & reçut des ôtages. A cette nouvelle, ses troupes se mutinerent, & sur-tout celles qui avaient rendu le fort de Saint-André. Ainsi Vere se vit contraint de déclarer aux principaux Officiers qu'il n'avait en vue que d'amuser l'ennemi, en attendant les troupes qui devaient secourir la ville. Dès que ce renfort fut arrivé, il rompit la négociation. L'Archiduc fut d'autant plus sensible à cet affront qu'une foule innombrable était accourue des environs, pour assister à la reddition de la place. Les Etats eux-mêmes ne purent s'empêcher de blâmer cette supercherie & de la condamner comme malhonnête, inutile & dangereuse.

Les Royalistes, brûlant se vanger, foudroyerent pendant longtems l'endroit le plus faible du vieux port; & lorsqu'ils crurent avoir ouvert une brèche suffisante, ils monterent à l'assaut le 19 Janvier 1502. Mais autant l'attaque fut vive; autant la défense fut opiniâtre: ils furent repoussés par-tout avec un horrible carnage: & lorsqu'ils voulurent se retirer, on lâcha les écluses; ainsi le canal qu'ils avaient à repasser étant rempli, il y en eut un grand nombre de noyés. Cet assaut leur coûta huit cens hommes, parmi lesquels on

reconnut une femme qui, déguisant son sexe, avait combattu sous l'habit de soldat. 1603.

Cette rude saignée avait découragé les Espagnols ; cependant l'Archiduc, croyant son honneur & celui du Roi intéressés à soutenir cette entreprise, résolut de continuer le siege. Mais il ne put former aucune attaque considérable cette année ; & la garnison rafraîchie sans cesse par l'arrivée des convois, dont les navires remmenaient les malades & les blessés, se contenta de répondre à son feu. Les Etats-Généraux, voyant que ce siège traînerait en longueur, se servirent du prétexte des maladies qui faisaient de grands ravages à Ostende, pour renouveller & changer la garnison & le Gouverneur, tous les quatre, cinq ou six mois. Ils rapelerent ainsi le Colonel Vere dont ils n'étaient pas contents ; & l'on observe qu'ils ne lui confierent plus des emplois d'importance. Frederic van Dorp qui remplaca Vere, s'attacha tellement à réparer les ouvrages endommagés, & les les Etats le seconderent si bien par leur exactitude à payer les travailleurs & les Soldats, que les Espagnols, qui manquaient d'argent & se mutinaient en plusieurs endroits faute de paye, ne purent faire aucun progrès important cette seconde année. La confiance des ha-

Ibid 202.

Ibid. 174. 176.

Ibid. 224.

1603. bitans des Provinces-Unies était si grande qu'il y en eut plusieurs en Zéelande qui profitaient de la marée pour aller à Ostende par partie de plaisir & s'en retournaient avec le reflux. Quelques uns avaient un bras ou une jambe emportée & se faisaient même tuer, sans que cet exemple pût effrayer les autres. *On eut dit*, s'écrie l'historien Bonours, *qu'il y allait du salut public à venir se perdre ici, encore que ce fût mal à propos.*

Bonours 218.

Au printems de l'année 1603, les assiégés vinrent à bout de s'emparer de trois ouvrages extérieurs. Ils se preparaient à des attaques plus considérables, lorsque les Etats releverent la garnison & rendirent le commandement à Charles van der Noot. Le Roi d'Espagne & l'Archiduc avaient eu de longues conférences avec Ambroise Spinola, d'une des premieres familles de Genes. Ce Gentilhomme, frere de Frederic Spinola, qui venait d'être tué en attaquant les navires Hollandais, ne faisait que d'entrer dans la carriere des armes: mais, quoiqu'il ne connût l'art de la guerre que par ses lectures, il avait donné des preuves d'une capacité peu commune dans le petit nombre d'opérations militaires dont on l'avait chargé. Il avait d'ailleurs cet esprit d'économie & de détail, nécessaire pour

régler la recette militaire alors au pillage. Avec le secours de ses richesses immenses & de son crédit, il s'était vu en état de conclure avec le Roi d'Espagne & l'Archiduc un traité par lequel il s'engageait à suppléer de ses propres fonds à toutes les dépenses aux quelles les revenues publics ne pouvaient suffire. A peine Spinola fut-il à la tête des troupes & des finances, qu'il y mit tant d'ordre que la discipline & la confiance d'être payé, étoufferent le germe des défertions & des mutineries. Il attira les meilleurs ingénieurs de l'Europe dans son camp ; & le siege fut poussé avec plus de vigueur que jamais. Il s'empara de nouveaux ouvrages extérieurs & réussit à former une digue qui rendit l'entrée de la ville très dangereuse. Les vaisseaux ne pouvaient plus aborder sans risquer d'être coulés à fond. Les Espagnols firent prisonniers un grand nombre de matelots dont plusieurs furent, par l'affreux droit de représailles, condamnés à être pendus ou à servir dans les galeres. Une jeune & belle Hollandaise, femme d'un de ces matelots, se signala, dans cette circonstance, par un trait courageux d'amour conjugal. Apprenant que son époux allait partager le sort de ces infortunés, elle se traveſtit en homme & se rendit dans le camp ennemi. Son accent ayant

1603.

1604.

Ibid. 493.

1604. fait connaître sa patrie, sans trahir son sexe, on la prit pour un Espion, on la mit dans les fers. Sachant que le lendemain on devait exécuter plusieurs de ces matelots, elle était dans la plus cruelle inquiétude, lorsqu'un Jésuite, chargé de visiter les prisonniers, vint la voir. Comme elle était catholique, elle le demanda pour Confesseur; & lui découvrit son secret. Ce Jésuite ne put s'empêcher de s'intéresser au sort de cette héroïne. Il obtint du Comte de Bucquoi qu'elle fût transporter dans la prison de son mari. La nouvelle de ce noble dévoûment, toucha même si fort tous les chefs de l'armée qu'ils se réunirent en faveur des deux époux aux quels on se fit un plaisir de donner la vie & la liberté. La femme d'un autre matelot des Provinces-Unies eut encore la gloire de sauver son mari. *Ibid* 513. Un coup de feu l'avait jetté dans la mer à l'entrée d'Osterde. On vit cette épouse intrépide s'élancer dans les flots, nager à travers une grêle de coups & conduire son époux dans le port.

Cependant les vaisseaux qui se hazardaient d'entrer dans la ville étaient si maltraités, que plusieurs matelots refusaient de louer leurs navires. Ce refus pouvait se changer en une funeste conjuration, lorsque quatre bateliers qui se trouvaient à Middelbourg, en-

flammés tout à coup du plus ardent patriotisme, jurerent de sacrifier leurs biens & leurs vies pour leur pays & la liberté. D'autres se joignirent à ceux-ci: dans peu de jours il se forma une association réguliere; & tous les matelots se virent obligés de s'y faire inscrire pour n'être pas notés d'infamie. Ils juraient de passer pour Espagnols & enfans du Duc d'Albe, plûtôt que de violer un seul des statuts de cette ligue patriotique. 1604.

Tous les secours portés dans la place ne pouvaient empêcher les progrès de l'ennemi: les Allemands animés par de grosses récompenses, emporterent un des principaux boulevards appellé la Sabionniere. Les assiégés élevaient une seconde enceinte dans la ville qu'ils nommaient la *nouvelle Troye*; mais elle fut emportée par le canon & la violence des marées. Alors les Etats-Généraux sentirent qu'il serait téméraire de garder plus longtems une place qui n'était plus qu'un vaste cimetiere. Daniel de Hartaing, Seigneur de Marquette, commandait alors; il avait succédé au Sieur de Giftelles & à Jean van Loon, l'un & l'autre emportés par le canon. Il eut la permission de rendre la ville; & la capitulation fut signée le deux Septembre 1604. Les soldats de la garnison sortirent au nombre de 3000 hommes,

1604. avec tous les honneurs de la guerre: ils se rendirent à l'Ecluse où Maurice les attendait, & les reçut non comme vaincus, mais comme vainqueurs, avec tout l'éclat d'un triomphe. L'Archiduc & l'Infante eurent la curiosité de visiter Ostende. Mais ils n'y trouverent qu'une masse informe de pierres & de décombres, des ruïnes, des fortifications si confusément éparses & renversées, qu'on pouvait à peine discerner les travaux de l'attaque de ceux de la défense. A la vue de ces affreux débris, qui avaient couté tant de sang, les deux Epoux ne purent retenir leurs larmes. Ils ne trouverent personne dans la place; & malgré les récompenses promises à ceux qui viendraient l'habiter, ce ne fut que longtems après que quelques malheureux vinrent s'établir sur ce théatre d'horreur où la fureur de la guerre avait immolé tant de victimes. Les Etats-Généraux y perdirent plus de cinquante mille hommes; & quoique les maladies, les sorties & l'enceinte étroite de la place rapprochassent beaucoup leur perte de celle des assiégeans, il paraît cependant que ceux-ci y laisserent un plus grand nombre de leurs soldats (*).

(*) On trouva en grosses lettres écrit sur

Les Etats-Généraux, amplement dédommagés de la perte d'Oſtende par les autres acquiſitions qu'ils avaient faites pendant ce ſiege, ſe ſeraient aiſément conſolés, s'ils n'avaient alors perdu le dernier allié qui leur reſtait. Le nouveau Roi de la Grande-Bretagne, en ſupprimant dès ſon avénement à la couronne, les lettres de marque contre les Eſpagnols, avaient ſuffiſamment montré ſon penchant pour la paix. Pluſieurs de ſes Conſeillers eurent beau lui répréſenter les grands profits que procurait cette guerre, les anciennes alliances faites avec les Provinces-Unies, & cimentées par les intérêts du commerce, le danger qu'elles ne ſe jettaſſent entre les bras de l'Eſpagne ou de la France; qui maîtres alors de l'océan, pourraient le devenir de l'Angleterre. Ces raiſons ne purent perſuader le Monarque: ſous prétexte que les Anglais avaient aſſez de puiſſance pour faire reſ- 1604.

Paix entre l'Eſpagne & l'Angleterre.

Holl. Reſol. Juin. Meteren XXV.

---

la porte ces quatre vers faits ſûrement par un gaſcon.

Les Eſpagnols qui taillent tant des braves,
Pourront juger de la fertilité
De ce terroir pour y ſemer des raves,
Si bon leur ſemble : ils l'ont bien acheté. *Ibid. 596.*

1604. pecter la paix & que les Provinces-Unies en avaient assez, pour continuer la guerre, il conclut avec les Plénipotentiaires Espagnols un traité qui fut signé le 28 Août à Londres. Nous ne rapporterons que les articles rélatifs aux Provinces-Unies. „ Les deux parties s'engageaient à ne donner aucune espèce de secours aux ennemis ou aux sujets revoltés de l'une ou de l'autre. Le Roi Jacques promettait de marquer aux Provinces-Unies un tems convenable pour faire la paix avec l'Archiduc &, en cas de refus, de faire ce qu'il jugerait convenable des places de Flissingue, de la Brille & de Rammekens: il s'engageait à ne point permettre que ses garnisons donnassent aucune espèce d'assistance aux Provinces-Unies, ni que ses sujets prêtassent leur nom pour introduire les vaisseaux ou marchandises de Hollande ou Zéelande en Espagne. Enfin, les deux parties promirent de renoncer à toutes les ligues & alliances contraires à ce traité. Il est vrai que Jacques ne retira pas ses troupes du service des Provinces-Unies; mais il authorisa les Espagnols à faire aussi dans ses Etats des levées de soldats: on ne voit pas sur quel fondement quelques historiens (*) ont pu avancer que ces articles qui annullaient formellement tous les traités précédens en faveur des

(*) *Rapin Tom. VII. p 38. Hume Hist. ch. 45.*

Provinces-Unies, auraient été retractés par un article secret qui ne se trouve nulle part. Au moins cette conjecture est-elle incertaine : & la politique équivoque & flottante de Jacques n'est gueres capable de faire penser qu'il en ait agi de la sorte. Au contraire, il est bien plus certain, qu'il prît assez ouvertement le parti des Espagnols, & que les Etats-Généraux furent pénétrés de douleur. Ils se voyaient enlever un allié dont ils ne pouvaient pas même se promettre de recevoir des secours secrets, comme ils en tiraient de la France, depuis la paix de Vervins. Dans leur premier mouvement, ils voulurent fermer aux Anglais la navigation de l'Escaut : ils arrêtterent plusieurs de leurs bâtimens : mais peu de tems après, flattés de voir Jacques I. reconnaître leur Député sous le titre d'Ambassadeur, ils résolurent de dissimuler leur ressentiment. 1604. *Meteren XXVI.*

Ils faisaient en même tems de grands préparatifs pour pousser la guerre avec vigueur. Ils avaient même projetté une entreprise aussi hardie qu'importante. Anvers, après avoir perdu la plus grande partie de son lustre & de son opulence, était encore une des villes les plus riches des Païs-bas Autrichiens. Les Etats résolurent de s'emparer de cette ville où se trouvaient encore un grand nombre de citoyens qui soupi- *Entreprise sur Anvers manquée.* 1605. *Meteren ibid.*

1605. raient pour l'ancienne liberté. Maurice fut chargé de cette expédition. Il se proposait de submerger les environs de la ville, en coupant les digues de l'Escaut; de la bloquer avec une grande flotte & de se retrancher sur le peu de terrein qui resterait à sec : mais le grand nombre de bâtimens qu'on assemblait pour cet effet, firent éventer son projet: Spinola eut le tems de renforcer la garnison, & les digues furent si bien gardées que Maurice se vit contraint d'abandonner son entreprise, après avoir perdu beaucoup de monde dans une attaque qu'il fit faire par le Comte Ernst de Nassau. Tout le fruit de cette expédition coûteuse se réduisit à la prise du fort de Wouw qui se rendit après un siege de cinq jours. Maurice entra dans la Flandre : mais, les savantes dispositions de Spinola firent échouer toutes ses tentatives.

Invasion de Spinola dans l'Overyssel.

Cet habile Général venait de mettre sur pied une armée considérable. Brûlant de se signaler par des exploits importants, il projettait de porter le théatre de la guerre au cœur des Provinces-Unies. Pour leur dérober sa marche, il partage son armée en deux divisions, laisse l'une en Flandre pour amuser Maurice, conduit l'autre à grandes journées à travers le pays de Cleves & pénétre tout à coup dans l'Overyssel.

Il eſt certain que le Grand-Penſionaire Barneveld, dont le génie embraſſait toutes les ſciences utiles à ſon pays, prévit cette invaſion d'après les mouvemens de l'ennemi. Il avait même écrit à Maurice de pourvoir à la ſûreté de Lingen; mais cet avis fut négligé. Ainſi le Général Italien, ayant pris en paſſant Oldenzeel, marcha vers Lingen, qui, défendue par une faible garniſon de ſoldats nouveaux ſous un Commandant uſé de vieilleſſe & de maladie, ne tint que peu de jours. On a beaucoup blâmé Spinola de s'être trop arrêté à augmenter les fortifications de cette ville: mais, ſans cette précaution, n'eut-on pas pu lui enlever la place auſſi facilement qu'il l'avait priſe? On a penſé que s'il eut ſuivi le cours de ſa fortune, il ſe fût aiſément rendu maître de Koeverden & de Bourtang qui lui ouvraient le paſſage en Friſe, à Groningue & même juſqu'à la ville d'Embden, alors déchirée par les troubles civils.

1605.

Waarag. Hiſt. van Oldenbarneveld, p. 101. 102.

Meteren XXVII. 575. Grot. Hiſt. XIV. 463.

Heureuſement, Maurice, à la nouvelle de cette invaſion, avait volé dans les Provinces ménacées: il avait aſſuré tous les paſſages. Spinola n'oſant le forcer ſur ſon propre terrein, recula vers le Rhin & vint ſe loger à Roeroord. Maurice le ſuivit & ſe retrancha ſous Weſel: il épiait le moment de l'attaquer avec impétuoſité & de punir

Combat entre Maurice & Spinola.

Meteren ibid. Grot XIV. 468.

1605. son audace. En effet la position de Royalistes n'était pas avantageuse. Ils étaient dispersés en trois corps qui ne pouvaient se prêter facilement du secours. Maurice crut donc pouvoir surprendre leur cavalerie, logée dans le village de Mulheim & battre ensuite le gros de leur armée. La victoire lui paraissait certaine. Frederik-Henri, son frere, fut chargé de commencer l'attaque à la tête de la cavalerie. Mais, au lieu de charger brusquement l'ennemis, il perdit un tems précieux à attendre l'infanterie; & les Royalistes eurent le tems de se ranger en bataille. Ainsi, croyant les surprendre, il fut lui-même surpris. Sa cavalerie qui comptait sur un succès facile, se voyant trompée, prit l'épouvante &, sans être poursuive, s'abandonna à une fuite honteuse. Maurice qui la suivait de loin, eut bien de la peine à l'arrêter. Le Capitaine Bax, qu'il avait envoyé pour s'emparer du château de Broek, venait de se mêler avec la cavalerie ennemie; il commençait à plier; lorsque Frederic-Henri avec quelques Cavaliers qui avaient conservé leur poste, accourut pour le soutenir. L'action devint alors très vive. Mais, les ennemis ayant reçu des renforts commandés par Louis de Velasco; la cavalerie des États prit une seconde fois la fuite; sans qu'on

pût l'arrêter. Maurice, ne pensant alors qu'à dégager quelques Cavaliers qui soutenaient encore l'honneur de la République & les efforts de l'ennemi sous Frederic-Henri qui avait déjà couru grand risque d'être pris ou tué, fit avancer quelques compagnies d'infanterie Anglaise commandées par Horatio Vere & d'infanterie Française sous le Colonel d'Omerville. Elles formerent un bataillon pointu, hérissé de piques. Leur contenance fut si ferme, qu'elles rétablirent le combat; & la fortune parut changer de face: les ennemis commençaient à plier de tous côtés, leur défaite eut même été complette, si Spinola ne s'était avisé d'un ancien stratagême. Pour faire croire qu'il arrivait avec un puissant secours, il fit avancer un grand nombre de tambours qui battirent la générale. Maurice, craignant alors que ses gens ne s'épouvantassent une troisieme fois, ordonna la retraite. Elle se fit avec beaucoup d'ordre, sous la protection de deux bataillons Français qui s'étaient jettés en avant pour amuser l'ennemi. La perte était à peu près égale de deux côtés: mais la honte fut pour l'armée des Etats. Les Royalistes eurent tout l'avantage, puisque pendant cette campagne où ils tinrent Maurice en échec, ils s'emparerent de Wagtendonc & de Kracou, & firent é- 1605.

1605. chouer un projet formé pour surprendre la ville de Gueldre. Ils faillirent même à s'emparer de Bergen-op-Zoom, à la faveur de la nuit, avec un détachement de 1500 hommes de pied & de 500 chevaux. Ils étaient commandés par Harcourt, Gouverneur de Hulst, & par un Français nommé Du Terrail, qui avait quitté sa patrie contre la volonté du Roi, & s'était rendu célebre dans l'art de faire sauter les portes par des pétards. Les assaillans s'étaient déjà saisis de deux bastions qui couvraient le port & la porte de la ville. On pense même que, s'ils eussent poussé l'attaque avec vigueur de ce côté, ils seraient entrés dans la place. Mais voulant faire sauter la *porte de l'eau* avec un pétard, leur poudre qui était mouillée en arrêtta l'effet : & la garnison eut le tems de se mettre en défense & de les repousses. Ils revinrent un mois après. Ils attaquerent la ville dans cinq endroits à la fois : leurs pétards avaient déjà fait sauter deux portes : mais la garnison, secondée par la bourgeoisie, les attaqua partout avec acharnement, *Venez, à la boucherie*, disaient ceux de la ville aux assaillans, *venez vils esclaves du Pape & des Prêtres : notre Dame de Halle & notre Dame de Montaigu sont trop loin d'ici pour accourir à votre secours.* La défense fut aussi vive que

Entreprises sur Bergen-op-Zoom manquées.

Sully Mem II. 506. Grot. ibid.

l'attaque. Les Magiſtrats, les Miniſtres, & même tous les Catholiques Romains combattirent comme les ſoldats : les femmes & les enfans ſignalerent auſſi leur patriotiſme ; en portant des munitions de guerre à ceux qui combattaient : il y eut des femmes qui ôterent leurs enfans de leurs berceaux, pour s'en ſervir à porter des pierres ſur le rempart : & celles qui étaient les plus timides échauffaient les eſprits, en paraiſſant à genoux dans les rues, les yeux & les mains levés au ciel dont elles imploraient la protection. C'eſt ainſi que l'ennemi fut repouſſé, non ſans perte : ceux de la ville n'eurent qu'un ſeul homme de tué & quelques bleſſés. 1605.

Les Etats remportaient ſur l'océan des avantages moins équivoques. Ils avaient appris que le Roi d'Eſpagne, pour épargner le tems & la dépenſe, faiſait paſſer par mer un renfort de douze cens hommes dans les Païs-bas. Ils envoyerent Guillaume de Zoeſt, apellé Hautain, Lieutenant-Amiral de Zéelande, avec une forte eſcadre pour les intercepter à l'entrée de la manche: Les Eſpagnols, attaqués à la hauteur de Douvres, ſe défendirent quelque tems à coups de mouſquet; mais les bordées des vaiſſeaux de guerre ne tarderent pas à leur impoſer ſilence : près de la moi-

Les Eſpagnols battus ſur mer.

Meteren ibid.

1605. tie de leurs bâtimens tomberent entre les mains des vainqueurs. Tous ceux que l'on trouva à bord furent liés deux à deux & précipités dans la mer. Cet ordre barbare venait des Etats-Généraux qui voulaient par cet exemple terrible effrayer les Eſpagnols. Il y en eut cependant qui échapperent, ſoit en ſe ſauvant à la nage ſur la côte d'Angleterre, ſoit à l'aide de pluſieurs chaloupés Anglaiſes qui vinrent à leur ſecours. Dans cette facheuſe affaire, les Anglais leverent le maſque; ils ſe déclarerent ouvertement contre leurs anciens alliés en faveur de ceux qui n'agueres étaient leurs ennemis. Les vaiſſeaux des Etats, pourſuivant les Eſpagnols qui ſe réfugiaient dans le port, furent arrêtés par le canon du château que l'on tira ſur eux. Les Anglais ſe plaignirent même enſuite qu'on avait violé leur territoire. On leur répondit qu'ils avaient permis aux armateurs de Dunkerque d'enlever des vaiſſeaux Hollandais dans les eaux mêmes d'Angleterre; qu'ils avaient enlevé aux armateurs des Etats des priſes amenées dans leurs ports & les avaient fait adjuger à l'Ambaſſadeur d'Eſpagne. La nation Anglaiſe paraiſſait former une ligue contre les Provinces Unies, le Roi par indolence, les Grands par corruption & le peuple par la funeſte jalouſie du commerce.

Mais les Hollandais, ne craignant plus une nation gouvernée par un Roi qu'ils mépriſaient, laiſſerent ſes menaces ſe perdre dans les airs. Cette même année, ils attaquerent avec avantage les armateurs de Dunkerque. Ils prirent leur vaiſſeau-Amiral ; & ſoixante priſonniers furent condamnés au ſupplice ordinaire. Le peuple, touché de ces ſcenes d'horreur qui ne finiſſaient pas, arracha pluſieurs de ces malheureux à la mort. 1605. *Meteren XXVII.*

Ainſi, tandisque Spinola, Général digne de ſe meſurer avec Maurice, balançait ſur terre la fortune des Provinces-Unies ; leur puiſſance faiſait ſur mer des progrès que rien ne pouvait arrêter. Leur navigation forcée, par l'imprudente politique de l'Eſpagne, à s'ouvrir la plus vaſte carriere, devenait tous les jours plus active & plus floriſſante. Les richeſſes que procurait l'accroiſſement du commerce dans les Indes & dans les autres parties de l'Europe, les dédommageaient amplement de la perte de celui d'Eſpagne. Un commerce ſi éloigné, ne pouvant ſe faire que ſous la protection de l'Etat, il en retirait des profits plus conſidérables, qui lui donnaient occaſion d'augmenter ſa puiſſance & de s'emparer de l'Empire des mers. On voit par les négociations de l'Eſpagne avec les autres puiſſances, *Meteren XXVI. p. 671.* Progrès des Provinces-Unies dans les Indes Orientales.

1605. qu'elle ne regardait pas ces progrès d'un œil indifférent. Enfin, pour ruiner ce commerce d'un seul coup, s'il était possible, Philippe envoya dans les Indes Don André Hurtado de Mendoza avec une flotte composée de huit grands galions & de vingt-deux galeres, avec ordre d'attaquer non seulement les Hollandais ; mais encore les Princes Indiens qui les favorisaient. Après avoir vaincu un pirate du Malabare, Hurtado porta vers Bantam. Les Hollandais, commandés par Wolfert Hermanszoon, vinrent l'attaquer avec cinq vaisseaux. Le combat dura plusieurs jours avec un égal acharnement ; enfin après avoir perdu deux galeres, l'Espagnol prit la fuite, cingla vers Amboine, & détruisit toutes les plantations où les Hollandais avaient fait le commerce. Wolfert Hermanszoon, après avoir été reçu à Bantam comme le libérateur du pays, se rendit à l'Isle de Banda où croît la meilleure muscade. Il sut si bien reveiller la haine des habitans contre les Portugais & faire valoir l'alliance de la République, qu'il y conclut un traité important. Il promit de secourir les insulaires contre les Espagnols, à condition qu'ils ne vendraient leurs épiceries qu'à ses concitoyens. C'est ce traité qui a été le fondement de l'Empire que les Hollandais ont établi dans les Indes Orientales.

Meteren XXV. 540.

Les Rois de Ternate & de Kandi, la Reine de Patane & plusieurs autres Princes de cette partie de l'Asie, comparant leur franchise, leur douceur & leur tolérance avec l'orgueil & le fanatisme des Portugais, s'empresserent de recevoir un peuple qui paraissait venir plûtôt pour les délivrer du joug que pour les subjuguer. Ils s'empresserent de se lier avec eux par de pareils traités. Enfin le Roi d'Achem qui s'était déclaré longtems contre eux, se laissa persuader d'envoyer une ambassade dans les Provinces-Unies, pour s'assurer que les habitans, n'étaient pas, comme on les lui avait depeints, un vil ramas de brigands; mais une nation puissante & soumise à des loix. Le chef de cette ambassade mourut, en débarquant en Zéelande où les Etats lui firent ériger un mausolée. Maurice faisait alors le siege de Grave. On y conduisit les autres Députés qu'il admit à son audience. Il est aisé de concevoir avec quel étonnement ces barbares virent les évolutions des troupes & notre maniere d'assiéger les villes: par tout où ils passerent, on n'oublia rien pour leur donner l'idée la plus imposante de la nation qu'ils étaient venus visiter. On pense bien qu'ils ne manquerent pas à leur retour dans leur patrie, de publier, avec emphase, les merveilles dont ils avaient

1605.

Grot. hist. XI. 427. 428.

1605. été témoins, de broder & d'embellir leur récit, suivant la coutume de tous les voyageurs. Il est certain que par le canal de ces hommes dont on avait excité l'enthousiasme & gagné la confiance, les fausses impressions conçues contre les Hollandais se dissiperent ; & leur commerce s'accrut rapidement avec le bruit de leur nom dans toute cette partie de l'Asie.

Etablissement de la Compagnie des Indes Orientales.

Holl. Ref. Mars 1602. *Groot Plaeatboek I. D.* 529.

Il est aisé de concevoir combien cette habile politique & le succès avec lequel ce commerce avantageux était protégé, durent augmenter le nombre de ceux qui voulurent y avoir part. On formait tous les jours de nouvelles associations: mais ces sociétés trop multipliées ne tarderent pas à se nuire les unes aux autres. La fureur d'acheter fit monter les marchandises à un prix excessif dans l'Inde & l'abondance des retours en diminua la valeur en Europe. Il arriva même que plusieurs vaisseaux revinrent sur leur lest, parcequ'ils trouverent toutes les marchandises enlevées par d'autres qui les avaient dévancés. Aux inconvéniens de cette concurrence vicieuse, se joignait l'impuissance pour ces diverses sociétés de résister, séparément, à des ennemis qui réunissaient toutes leurs forces pour les accabler. Ces considérations importantes déterminerent les Etats-Généraux à réunir toutes

tes ces sociétés en une seule. L'octroy qu'ils accorderent pour vingt-un ans, est daté du 20 Avril 1602. La nouvelle société avait le privilége exclusif de négocier dans les Indes par le Cap de Bonne-Esperance & le détroit de Magellan. Elle était divisée en six Chambres ou Comptoirs : Amsterdam y était pour la moitié, la Zéelande pour un quart, les villes de Delft, de Rotterdam, de Hoorn & d'Enkhuisen, chacune, pour un seizieme. Pour s'intéresser dans la Compagnie, on ne pouvait mettre moins de six mille florins, excepté ceux de Hoorn & d'Enkhuisen, auxquels on permit d'y placer des capitaux de trois mille florins. Elle avait le droit de faire des traités & des alliances avec les Etats de l'Inde, de bâtir des forts, de lever des soldats, de nommer des Officiers & de choisir ses Directeurs. On croit que les premiers fonds de cette Compagnie peuvent être évalués à six millions six cens mille florins : au lieu d'augmenter, on prétend que 90 ans après son établissement, ce capital se trouva réduit à six millions quatre cens quarante mille deux cens florins. C'est sur ce fonds modique que la Compagnie s'est toujours maintenue avec splendeur, sans aucun appel nouveau. On ne peut fixer au juste le nombre des portions ou actions. Mais les profits

1605.

Richeff de la Holl. I. 40. 41.

Tegenw. Staat der Vereenigde Prov. p. 430 &c.

1605. immenſes que firent les participans ne tarderent pas à augmenter leur valeur primitive. Malgré les diminutions que ce commerce a éprouvées, ces actions ſe vendent encore environ ſix fois au deſſus de leur ancien prix; bénéfice immenſe qui doit avoir beaucoup enrichi les anciens propriétaires. Les deux premieres flottes que la Compagnie équipa lui coûterent deux millions deux cens mille florins. Cependant malgré ces dépenſes, & celles que coûtaient les navires de guerre, la conſtruction des forts, des maiſons & des magazins, la Compagnie ſe vit en état de repartir un bénéfice de 22 pour cent, une année portant l'autre, juſqu'à la paix de Munſter. Auſſi ce commerce eſt-il devenu un des principaux ſoutiens de la République & la ſource de ſa proſpérité. Les priſes faites ſur les Portugais procurerent des profits immenſes. Dès l'an 1505, l'Amiral Etienne van der Hagen fit ſur eux la conquête de l'Iſle d'Amboine qui fut ſuivie de celle des autres Iſles Moluques. Cette premiere conquête fut auſſi la plus avantageux. Elle a mis la Compagnie en état de s'attirer le commerce excluſif des épiceries. La Cour de Madrid reconnut trop tard la faute qu'elle avait faite en interdiſant le commerce de l'Eſpagne aux Belges-Confédérés.

Richeſſ. de la Holl. I. 161. 162.

S. van der Hagen Reize 92 &c. Spitsberg Reize. Meteren XXVI.

Elle voulut la réparer. Elle r'ouvrit ſes ports : mais, comme l'édit portait une impoſition de trente pour cent ſur toutes les marchandiſes exportées de l'Eſpagne, perſonne ne voulut ſe ſoumettre à des conditions auſſi dures. 1605.

Grot. Hiſt. XII. 445.

SIXIEME EPOQUE.

Conquêtes de Spinola. — Expéditions navales par Guillaume Hautain & par Heemskerk. — Suspensions d'armes. — Négociations pour la paix ou la trêve. — Vues & politique des Rois d'Espagne, de France, d'Angleterre, du Prince Maurice & de Barneveld. — Indépendance des Provinces-Unies reconnue. — Factions pour & contre la trêve. — Mœurs, — Arts & Sciences.

1606. LA guerre offensive produit de grands avantages, quand l'on peut vivre aux dépends de l'ennemi & que, par des opérations brusques & rapides, on le réduit à l'extrémité, avant qu'il ait le tems de rassembler ses forces. Cette maxime avait dirigé le système des Etats-Généraux dans les campagnes précédentes: mais des incidens imprévus en avaient arrêté l'effet. Ainsi leurs efforts extraordinaires n'ayant fait que les épuiser, ils résolurent de se borner à la défensive. Le nouveau Général ennemi, non content de les avoir par-

Efforts extraordinaires de Spinola pour pénétrer dans les Provinces-Unies.

Meteren XXII XXIII. Grot. Hist. XV. 476. 483 484.

tout tenus en échec, avait porté ses conquêtes jusques dans le territoire de la République. Ses grands préparatifs annonçaient que son dessein était de pénétrer plus avant. Les succès que Spinola avait remportés dans la derniere campagne, avaient rendu sa gloire d'autant plus brillante, que, depuis longtems, les Royalistes n'essuyaient que des revers. Ils commençaient à le regarder comme le restaurateur de la fortune & de la discipline de la guerre: par tout où il paraissait, les fêtes & les acclamations publiques célébraient son triomphe: &, lorsque suivant sa coutume, il se rendit pendant l'hiver à Madrid, le Roi le reçut avec des égards si distingués que les courtisans ne purent dissimuler leur jalousie. Cependant Spinola n'obtint pas les sommes qu'il était venu demander: il trouva les coffres du Roi épuisés: pour assurer les dépenses de la campagne prochaine, il se vit obligé de hazarder de nouvelles avances de ses propres fonds & d'engager son crédit pour de nouveaux emprunts, sur l'hypothéque incertaine de la flotte attendue des Indes & des conquêtes qu'il se promettait de faire dans les Provinces de Groningue & de Frise. Avec un tel expédient, dont l'effet ne pouvait durer, il se vit en état de faire des ef-

1606.

Meteren XXXVIII.

1606. forts extraordinaires. Il semblait dans cette campagne qui devait être la derniere, vouloir tenter tout ce que la fortune pouvait faire en faveur du Roi. Il mit deux grandes armées en campagne. A la tête de la premiere, forte de onze mille hommes de pied, de deux mille chevaux & de huit pieces d'artillerie, il se flattait de passer l'Yssel, de pénétrer par la Veluwe jusqu'à Utrecht, ville qui n'était pas assez fortifiée, pour tenir longtems. Le Comte de Bucquoi, après avoir, à la tête de l'autre armée forte de dix mille hommes de pied & de douze cens fantassins, traversé la Betuwe & fait des conquêtes importantes dans la Gueldre, devait le rejoindre aux environs d'Utrecht. Alors que ne pourrait pas tenter une armée de plus de vingt mille hommes, retranchée dans le cœur des Provinces-Unies, après avoir fermé le passage des frontieres & des places les plus fortes! Ce plan était beau : il ne s'agissait que de l'exécuter. Mais, après avoir traversé le Rhin, Spinola se vit arrêtté par des pluyes abondantes & continues. Elles rompirent les chemins, rendirent le passage impraticable dans des terres d'ailleurs basses & marécageuses. Les eaux de l'Yssel se trouverent si considérablement enflées

que ce fleuve n'était guéable en aucun endroit. Tous ces obstacles donnerent le tems à Maurice de s'avancer sur l'autre rive avec une armée de dix mille hommes de pied & de deux mille cinq cens chevaux. Ainsi le Général Italien n'osa tenter un passage si difficile : il se borna pour le moment à faire partir un détachement qui s'empara de Lochem, ville faible du Comté de Zutphen; mais conquête importante dans la position où il se trouvait. 1606.

Il s'empare de Groll.

Le Comte de Bucquoy tentait de s'avancer l'autre côté. Mais Pompejo Justiniani qu'il avait envoyé pour passer le Wahal, fut repoussé par le Capitaine Dubois chargé de garder cette riviere. Alors, Maurice se voyant ménacé de plusieurs côtés à la fois, par deux armées puissantes, fit border toute la rive citérieure du Wahal & de l'Yssel, d'une chaîne de redoutes, dont chacune contenait un corps de garde qui se liaient les uns aux autres par des sentinelles postées de distance en distance. De grandes barques armées, soutenues par de plus petites qui parcouraient ces rivieres, en rendaient le passage très périlleux. Spinola, voyant donc son plan renversé, tourna du côté de Groll, petite ville de Gueldre, située sur la riviere de Slink. Brûlant de s'indemniser & de réparer son honneur, il en fit presser le

Bentivogl. Tom. IV. p. 225. Grot. XV. 484. 485. Meteren XXVIII.

1606. siege avec tant de vigueur, que la place se rendît après un siege de onze jours. Il fut stipulé que la religion catholique serait exercée exclusivement. Mais, quoique les habitans eussent entiere liberté de se retirer, on remarqua que, dans cette ville ainsi que dans les autres places qui subirent le même sort, presque personne ne profitât de cette permission, tant le changement de religion & de gouvernement paraissait indifférent à ces malheureux peuples à qui l'habitude des malheurs d'une guerre aux quels ils étaient les plus exposés, semblait absorber tout autre sentiment! Après la prise de Groll, Spinola remonta vers Rynberk dont le Comte de Bucquoi, avait par son ordre, déjà commencé le blocus. C'était le sixieme siege que cette ville neutre soutenait depuis le commencement de troubles qui lui étaient étrangers. Elle était défendue par Uitenhoven, avec une garnison de plus de trois mille hommes d'infanterie & d'environ deux cens de cavalerie. Benjamin de Soubise, frere du Duc de Rohan, était venu se jetter dans la place avec un grand nombre de Gentilshommes Français qui voulaient s'instruire dans l'art de défendre & d'assiéger les places. Cette brillante noblesse brûlant du desir de se signaler, rendit ce siege long & meurtrier. Les assiégés

Et de Rynberk.

entraînés par son exemple, firent de si vigoureuses sorties qu'ils paraissaient moins défendre la place qu'attaquer l'ennemi. Mais, après avoir fait des prodiges de valeur, le Commandant commençant à manquer de munitions, voyant Maurice faire de vains efforts pour le secourir, & craignant le reproche d'avoir inutilement laissé périr la fleur de la Noblesse française, rendit la place après un siege qui avait duré près d'un mois & demi. Cette perte affligea beaucoup les Etats-Généraux qui, voyant que leurs places les plus fortes ne pouvaient pas tenir contre un siege régulier, regrettaient de n'avoir pas employé leur argent à mettre une armée plus forte en campagne. 1606

Grot. Hist. XV. 487. Holl. Resol. Octob.

En effet que n'avaient-ils pas à craindre d'un Général aussi entreprenant que Spinola, devenu maître d'une place si importante & de plusieurs autres? Heureusement l'Inconvénient fatal aux armes Espagnoles, enchaîna tout à coup ses opérations. Les efforts extraordinaires qu'il venait de faire, l'avaient engagé dans des dettes énormes : il avait compté sur la flotte des Indes Occidentales : mais elle n'arrivait pas; ce qui faisait croire, qu'elle était tombée au pouvoir de l'escadre de guerre des Etats-Généraux. Ainsi, ne pouvant acquiter ses engagemens, plusieurs de

Nouvelle mutinerie parmi les troupes Espagnoles.

Meteren XXVIII. Grot. Hist. XV. 488.

1606. ſes créanciers furent réduits à faire banqueroute : perſonne ne voulut plus lui faire crédit. Il avait juſqu'alors maintenu les troupes dans le devoir par de légeres gratifications & ſur-tout par une diſcipline ſevere & des travaux continuels qui les avaient diſtraits. Mais lorſqu'il n'eut preſque plus rien à leur faire toucher, ils firent éclater leur mécontentement. Un grand nombre paſſa ſous les drapeaux de Maurice, d'autres déſerterent ailleurs : il y eut des troupes entieres qui coururent la campagne. Un corps de ſix cens, la plûpart Cavaliers, ſe rendit d'abord à Hoogſtraten, & vint enſuite ſe retrancher dans les environs de Breda, où Juſtin de Naſſau, Commandant de la ville lui fit paſſer des vivres & lui promit des ſecours au cas qu'il fût attaqué.

Maurice obligé de lever de ſiege de Groll.

L'occaſion était belle pour Maurice. Il détacha Ernſt de Naſſau ſon couſin qui reprit Lochem ſur les Eſpagnols. Il vint lui-même inveſtir Groll, place bien plus intéreſſante, défendue par ſon autre couſin le Comte Henri de Berg avec une garniſon de ſix cens hommes & une Cornette de cavalerie. Mais les pluyes arrêtterent ſes travaux ; & l'intempérie de l'air cauſa pluſieurs maladies dans ſon camp. Spinola même ne pouvant ſupporter l'idée de ſe voir enlever le fruit d'une campagne, qui lui

Meteren XXVIII. Grot. XV. 485.

1 *Novemb.*

avait procuré tant de gloire, accourut pour sauver cette place. Contre toute espérance, il avait, à forces de prieres & de promesses, su rassembler une armée de sept mille hommes de pied & de douze cens chevaux. Il semblait désirer de livrer bataille & cherchait déjà à attaquer l'endroit le plus faible. L'armée de Maurice était beaucoup plus nombreuse. Les Etats l'avaient authorisé à livrer bataille. Tous les soldats, & surtout les Français, la demandaient à grands cris. Brûlant d'en venir aux mains, ce serait, disaient-ils, nous couvrir d'une honte éternelle que de reculer devant un ennemi inférieur en nombre & harassé de fatigue. Mais, Maurice, soit qu'il se défiât de ses troupes, soit qu'il jugeât sa situation trop périlleuse entre deux feux, ordonna la retraite; sous prétexte que plusieurs de ses soldats, affaiblis par les maladies, pourraient aisément causer le désordre & l'épouvante dans l'armée. Spinola regarda la délivrance de Groll comme un triomphe éclatant pour lui & une tache à la gloire de Maurice. En effet, il venait de faire pour cette ville ce que le Général Hollandais n'avait ôsé tenter pour Rynberk. Henri IV. lui-même ne put s'empêcher de dire que la conduite de Maurice dans ces deux occasions n'avait pas répondu à l'idée qu'il avait

1605.

Sully Mem. Tom. 3. P. 66. 68.

1606. donnée de ſes talens militaires. Cette retraite paraît d'autant plus étonnante qu'en gagnant la bataille, Maurice pouvait détruire toutes les forces de l'Archiduc & ébranler les Provinces Royaliſtes; lorſqu'en la perdant, il pouvait facilement ſe retirer & mettre à couvert le territoire de la République d'ailleurs défendu par ſa poſition baſſe, l'intempérie de la ſaiſon & les précautions antérieures.

Expédition par les du Lieutenant-Amiral Hautain.

Les Etats-Généraux ne furent pas plus heureux dans leurs expéditions maritimes. Ils avaient envoyé ſur les côtes d'Eſpagne une flotte de vingt-quatre vaiſſeaux ſous les ordres du Lieutenant-Amiral Guillaume Hautain. Il était chargé de faire ſon poſſible pour intercepter la flotte de l'Amérique, & bloquer dans les ports du Portugal les vaiſſeaux deſtinés pour les grandes Indes. Il devait auſſi ſe vanger des Eſpagnols qui, pour ſe vanger eux-mêmes de la barbarie avec laquelle on les traitait ſur mer, avaient, par repréſaille, noyé ou fait pendre les équipages de pluſieurs vaiſſeaux marchands, tombés entre leurs mains. Hautain fut longtems contrarié par les vents: il s'empara cependant de quelques vaiſſeaux ennemis & arrêtta pour cette année le départ de la flotte des Indes. Mais, n'ayant pu trouver les galions de l'Amé-

Meteren XXVI. XXVII. Grot. XV. 480. 490. Meteren XXVII. 583.

que ; le manque de provisions l'obligea de revenir au mois de Juin. Il remit à la voile le premier de Novembre. De vingt-quatre vaisseaux qu'il avait, la tempête en avait dispersé six; lorsqu'à la hauteur du Cap St. Vincent, il fut surpris & attaqué par une escadre de huit gros gallions qui étaient commandés par Don Louis Fasciardo & servaient d'escorte à la flotte des Indes Occidentales. Les gallions étaient alors les plus gros vaisseaux que l'on connût: on ne se souvenait pas d'avoir ouï dire qu'un de ces navires eut jamais été pris de force ou coulé à fond dans un combat: aussi les Hollandais furent-ils tellement effrayés à la vue de ces masses énormes qu'ils forcerent de voiles pour s'éloigner. Le vaisseau de Reinier Klaaszoon, Vice-Amiral de Zéelande, resta seul engagé dans le combat. On assure que cet homme intrépide se défendit pendant deux jours entiers. Il avait perdu presque tout son monde, ses mâts étaient brisés: son navire, criblé de coups, commençait à faire eau de touts parts: dans cette extrémité, il apelle soixante & dix hommes qui lui restaient & les engage à prendre une résolution désespérée, plûtôt que de tomber vifs entre les mains de l'ennemi dans une guerre où l'on ne faisait aucun quartier. Ils se jettent à genoux, 1606.

1606. prient Dieu de leur pardonner une action inspirée par l'amour de la patrie & se font sauter en l'air en mettant le feu aux poudres. Deux furent retirés de l'eau à demi brûlés : ils respiraient encore ; & les Espagnols virent avec effroi ces malheureux faire éclater, au milieu des angoisses de la mort la plus cruelle, dans leurs yeux & leurs dernieres paroles, l'esprit de fureur & de vengeance qui les animait. Ainsi les autres navires laisserent échapper l'occasion de prendre ou d'endommager une flotte qui, portant au Roi d'Espagne, le revenu de deux années, rétablit ses affaires & son crédit. Les Etats perdirent les frais de leur armement. Le mauvais succès de cette expédition fut imputé à la fausse idée qu'on s'était faite des gros gallions Espagnols & à la négligence du Lieutenant-Amiral qui n'avait pas donné des ordres précis pour l'attaque ni assigné un rendez-vous pour les navires que le vent aurait écartés.

Resolution désespérée de Reinier Klaaszoon.

Grande victoire navale remportée par Heemskerk.

La nouvelle de la conquête des Molucques & des autres grands succès remportés par les Etats-Généraux dans les Indes Orientales, contribua beaucoup à ranimer les esprits que cette malheureuse expédition avait découragés. Les Etats-Généraux ne pensaient qu'aux moyens de relever l'honneur de leur

Grot XV. 491. *XVI.* 512.

pavillon, lorſque la Compagnie des Indes qui fourniſſait une partie des dépenſes des expéditions maritimes, acheva de les déterminer à faire partir contre les Eſpagnols une nouvelle flotte de vingt-ſix vaiſſeaux de guerre. Elle mit en mer vers la fin du mois de Mars. Elle était commandée par Jacob de Heemskerk, célebre par ſon voyage dans la nouvelle Zemble & par deux brillantes expéditions dans les Indes. Heemskerk était un ardent républicain qui ſemblait chercher à cacher ſes grands talens ſous un extérieur ſimple & modeſte. Avant de partir il avait promis de mériter ou vif ou mort la reconnaiſſance de ſa patrie. Il n'avait voulu pour ſalaire que le treize pour cent des priſes qu'il ferait au deſſus de la valeur de cinq cens mille florins. Son deſſein était d'aller attaquer les vaiſſeaux des Indes qui étaient à l'ancre dans le port de Lisbone. Mais ayant appris qu'il y avait une eſcadre de guerre en croiſiere dans le détroit, il vint la chercher juſques dans la Baye de Gibraltar. Avant d'engager le combat, il tint le Conſeil de guerre. Il rapella aux Officiers leurs anciennes victoires remportées ſur les Eſpagnols, l'avantage que le ſuccès d'une pareille expédition procurerait à la République, & la néceſſité de vaincre ou de mourir

1607.

516-519. *Meteren XXVIII.*

1607. sur un élément où l'on ne faisait point de quartier. Quand ils eurent tous bû dans la coupe de congé & renouvellé le serment de fidélité, il s'avança pour leur donner l'exemple ; après leur avoir recommandé d'attaquer les gallions, en se mettant deux contre un. Don Juan d'Alvarez d'Avila commandait la flotte Espagnole composée de neuf gallions & de douze autres vaisseaux de guerre. Il comptait si peu de se voir attaqué qu'il demanda à un prisonnier *quel pouvait être le dessein de ses compatriotes ? — de vous attaquer*, répondit le Hollandais. D'Avila, qui croyait son vaisseau capable de tenir tête à toute la flotte Hollandaise, éclata de rire à ces paroles : cependant quand il vit Heemskerk arriver sur lui à toutes voiles, il coupa ses cables, s'avança vers la ville, pour laisser essuyer le premier feu aux autres vaisseaux Mais Heemskerk attaché à son premier dessein, le suivit à travers tous les autres gallions : l'Amiral Espagnol, voyant qu'il ne pourrait échapper, lâcha la premiere bordée : mais elle n'eut aucun effet à cause de l'éloignement. Heemskerk, ayant joint son adversaire de plus près, envoya sa bordée, jetta l'ancre & vint aussitôt à l'abordage. Alors l'Espagnol lâchant une seconde bordée ; Heemskerk eut la jambe gauche emportée d'un coup de boulet. Il expira en exhor-

tant les siens à ne chercher de consolation que dans la défaite de l'ennemi. Pierre Willemszoon Verhoef, Capitaine de son vaisseau, tint cette mort cachée & continua le combat, secondé par le vaisseau du Capitaine Lambert Henrikszoon, surnommé le beau Lambert, un des meilleurs marins des Provinces-Unies. Les autres vaisseaux s'attacherent aux autres galions avec un égal acharnement : ils en détruisirent quatre, qu'ils brûlerent ou coulerent à fond. Un des plus gros sauta en l'air par le feu qui prit aux poudres. L'effet de cet accident fut terrible. La ville & le rivage furent ébranlés par la secousse. Les flots agités penserent à submerger plusieurs vaisseaux : les Espagnols furent tellement effrayés qu'ils couperent leurs cables & se firent échouer sur la côte. Les Hollandais remporterent une victoire complette. Ils resterent pendant deux jours sur le lieu du combat ; & tout le rivage, ainsi que la ville de Cadix tremblaient qu'ils ne tentassent une descente. Mais la perte de leur Chef les empêcha de rien entreprendre. Ils se séparerent pour croiser vers les Açores, les Canaries & le Cap Verd. Ainsi leur victoire fut plus glorieuse qu'utile. Le corps de Heemskerk fut transporté en Hollande, où l'Etat se chargea de les funérailles & 1607.

1607 lui fit ériger un Mauſolée dans la vieille Egliſe d'Amſterdam.

Raiſons qui engagent les Cours de Madrid & de Bruxelles à demander la paix.

L'iſſue de cette expédition, dont la Cour de Bruxelles eut probablement les premieres nouvelles par la poſte, dut faire beaucoup d'impreſſion ſur l'eſprit des Archiducs. Ils venaient enfin de conſentir à traiter ſimplement & directement avec les Provinces-Unies, comme avec des peuples libres. Ils avaient fait les premieres démarches pour la paix; & cette réſolution extraordinaire paraiſſait d'autant plus étonnante qu'ils avaient eu de grands ſuccès dans les deux dernieres campagnes. Mais le Roi d'Epagne, jeune & ami du repos & des plaiſirs, commençait à s'ennuyer d'une guerre, dont les frais, montant au moins à trois cens mille écus par mois, épuiſaient ſon Royaume d'hommes & d'argent. Ses plus grands efforts n'avaient ſervi qu'à procurer de puiſſans alliés aux Provinces-Unies, à reſſerrer leur union & à les rendre formidables ſur mer. Les Portugais ne ceſſaient de ſe plaindre que leur commerce & leurs Colonies dans les Indes Orientales étaient menacés d'une ruïne totale. On publiait même que le Roi de France avait en vue de réunir les Païs-bas à ſa couronne; & ce bruit qui paraît avoir été habilement repandu par ceux qui déſiraient la paix dans

Grot. Hiſt. XV. 500. 501. *Négociat. de Jeannin. Tom. I. Edit. de* 1595 *in* 12. *p.* 167.

les Provinces-Unies, fit une forte impression sur l'esprit de Philippe. Ses courtisans fatigués eux-mêmes de cette longue guerre, ne cessaient de lui représenter que, quoiqu'il fût humiliant de traiter avec des sujets rébelles, exemple dangereux qui pouvait engager d'autres peuples à mériter la même grace par de pareils attentats, cependant, dans l'impossibilité de soutenir la guerre, il était plus sûr de leur accorder la liberté pour un tems, que de les voir passer sous une domination étrangere qui les enleverait sans retour à l'Espagne. Ce sentiment était appuyé par l'Archiduc & l'Infante. Ils n'étaient plus jeunes; ils n'avaient point d'enfans; ils commençaient à préferer la jouissance tranquille de ce qu'ils possédaient à l'espoir incertain que leur offrait la fortune de la guerre. Ils ne voyaient pas, sans être émus, la misere de leurs sujets, désolés depuis si longtems, par le fer ennemi, par les mutineries des soldats & par le poids des impôts, & soupirant après ces tems de calme & de tranquillité où ils pourraient se remettre des longs malheurs qu'ils avaient essuyés. Il était même à craindre que leur patience ne se changeât à la fin en un désespoir qui pourrait occasionner une seconde révolution. Spinola lui-même désirait la paix. Quoi- 1607.

Bentivog. Trad de Mr. Loiseau Tom. IV. p. 436.

1607. que ſes ſuccès militaires euſſent été brillans, ils n'avaient pas rempli les belles eſpérances dont il s'était flatté. Il n'était plus en état de faire des efforts auſſi extraordinaires, & ne pouvait plus eſpérer de payer ſes dettes & de recouvrer les ſommes qu'on lui devait; ſi l'on ne faiſait la paix. Enfin, le Roi, l'Archiduc & Spinola, convenaient que la continuation des hoſtilités nourriſſait la haine des peuples qui faiſaient la guerre à l'Eſpagne, & que la paix, en occaſionnant des diviſions inteſtines dans un gouvernement ſi compliqué, ralentirait cette antipathie & pourrait fournir des incidens favorables aux intérêts du Roi.

Premiere ouverture faite par les Archiducs.

Ainſi, dès le mois de May de l'année précédente, Walraven van Wittenhorſt lié d'alliance & de parenté avec pluſieurs maiſons Nobles de Hollande & de Gueldre, fut envoyé de Bruxelles à la Haye pour ſonder les eſprits. Il revint au mois de Décembre avec Jean Gevaarts, Greffier de Turnhout. Ils s'aboucherent avec les principaux membres de la République & déclarerent que les Archiducs ſouhaitaient de mettre fin aux horreurs de la guerre & que les Etats pouvaient, avant d'entrer en négociation, propoſer les conditions qu'ils jugeraient les plus propres pour leur ſûreté. Comme

Négoc. de Jeannir T. 1. p. 3.

leurs pleins pouvoirs n'étaient pas adressés aux Etats-Généraux, Gevaarts fut obligé de retourner à Bruxelles. Il revint au mois de Janvier. Mais comme il avait touché quelque chose des droits des Archiducs, on lui répondit qu'ils n'avaient sur les Provinces-Unies d'autre droit que celui qu'ils pouvaient espérer de la victoire & que les Provinces-Unies, après s'être formées en République dont l'indépendance était reconnue par de puissans souverains, ne croiraient jamais pouvoir faire une paix honorable & solide avec ceux qui cherchaient à leur enlever leur liberté. Wittenhorst fut donc obligé de se rendre à Bruxelles, d'où il écrivit que les Archiducs ne prétendaient rien gagner par cette négociation; mais qu'ils laissaient les choses dans l'état où elles se trouvaient. 1607. *Holl. Resol. Février. Meteren XXVIII.*

Les sentimens étaient partagés dans les Provinces-Unies. Une grande partie avaient sucé avec le lait la haine contre l'Espagnol: ils ne croyaient jamais pouvoir en obtenir une paix honorable: ils étaient accoutumés à ne regarder ses négociations que comme des pieges tendus à leur religion & à leur liberté. D'autres, mieux instruits de l'état des affaires, ne doutaient pas que, par la médiation de la France & de l'Angleterre, ils ne pussent arracher

Opinions diverses sur la paix dans les Provinces-Unies.

Négoc. de Jeannin. T. I. p. 128.

1607. à l'Eſpagne des conditions ſûres & avantageuſes : mais ils regardaient la guerre comme une ſource inépuiſable de richeſſes, ſur-tout par les progrès que le commerce faiſait dans les Indes : ils craignaient que la paix n'endormît les courages, ne fît éclore les germes des diviſions inteſtines, & ne fournît à des ennemis actifs & inſidieux quelque occaſion favorable d'employer la ruſe ou la force pour faire valoir leurs anciens droits. Ces obſervations paraiſſaient inconteſtables à Maurice qui tirait de la guerre, ſa gloire & une grande partie de ſes revenus & de ſon authorité ; aux militaires, aux munitionnaires & à tous ceux qui trouvaient leur avantage dans la continuation des hoſtilités ; à la Zéelande & à tous les villes marchandes qui craignaient que la paix ne rapelât le commerce à Anvers. Mais ces raiſons ne paraiſſaient pas convaincantes à ceux qui portaient tout le fardeau de la guerre & qui craignaient que, dans les embarras qu'elle cauſait, la liberté ne reçût quelque atteinte funeſte au dedans ou au dehors. Ils jugeaient qu'on ne devait pas laiſſer échaper l'occaſion d'accepter une paix ſalutaire. Sous ſon heureuſe influence, on pourrait affermir les fondemens de la République, jouir enfin des avantages de la liberté &

Bentivogl. Tom. 4 p. 457.

't Leven v. J. v. Oldenbarn. 157.

éteindre la masse énorme des dettes qui, depuis 9 ans, étaient montées à 26 millions de florins. Le sage, le judicieux Barneveld défendait ce dernier sentiment. Il était secondé par les Magistrats de la plûpart des villes & sur-tout de celles qui, bordant le pays ennemi, étaient les plus exposées aux suites de la guerre. Il est difficile de croire, d'après Grotius, que, par un trait de politique, on ait gagné ces derniers au parti de la paix en laissant entamer les frontieres. Il paraît plus probable que le chagrin de voir que Maurice ne réussissait pas, comme on l'espérait, à repousser l'ennemi & refusait toujours de suivre les plans qu'on lui traçait, avait beaucoup contribué à faire desirer la paix à ceux qui étaient à la tête du gouvernement. Ils considéraient que, dans cette négociation, il ne s'agissait plus de leur enlever leur indépendance; qu'elle était affermie par le succès de leurs armes & par leur alliance avec de puissans Souverains; & qu'il ne leur manquait plus que d'en arracher l'aveu au seul ennemi qui la leur disputait le fer & le feu à la main. 1607. *Grot. Hist. XV. 501.*

Il était cependant à craindre que quelque succès, en excitant la fierté des vainqueurs & la vengeance des vaincus, n'occasionnât des incidens qui troublassent la négociation, Il fallait donc

Barneveld engage Maurice à se prêter à la négociation.

1607. une ſuſpenſion d'armes pendant laquelle les deux parties puſſent mûrement & de ſang-froid, peſer & concilier leurs intérêts réciproques. Barneveld ſe chargea de faire goûter cette démarche à Maurice. Il s'y prit d'une maniere très adroite. Il lui répreſenta „que les Provinces-Unies n'avaient dans le Roi d'Angleterre qu'un ami inutile; que ſi le Roi de France leur donnait de grands ſecours, on ne pouvait douter qu'il n'eût des deſſeins plus étendus que ceux d'une ſimple alliance avec la République; & que ces deux Monargues trouvaient leur ſûreté dans une guerre qui occupait & épuiſait la puiſſance formidable de l'Eſpagne Ainſi il n'y avait pas d'expédient plus efficace pour réveiller l'Anglais de ſa léthargie & déterminer le Français à fournir des ſecours encore plus grands, que de montrer quelque penchant pour la paix: d'ailleurs on n'entamerait pas la négociation ſans avoir ſtipulé pour préliminaire la clauſe eſſentielle de l'indépendance." Maurice ſe laiſſa perſuader. Mais il s'eſt plaint dans la ſuite qu'on l'avait trompé, en lui faiſant entendre que cette négociation n'était qu'une feinte, pour engager les Rois de France & d'Angleterre à ſoutenir plus vivement les intérêts de la République. Mais il eſt plus probable qu'il s'imaginait que

Grot XVI 509. *Jeannin III.* 106.

H. I. 106.

que l'Espagne ne se résoudrait jamais à faire une déclaration aussi humiliante, & qu'une négociation aussi épineuse rencontrerait, comme les précédentes, mille obstacles qui la feraient échouer. 1607.

L'indépendance des Etats-Généraux reconnue par la Cour de Bruxelles.

Sur ces entrefaites, la Cour de Bruxelles fit passer en Hollande un négociateur qui attira tous les regards. C'était le Provincial de Cordeliers, nommé Jean de Neyen, né dans Anvers, mais originaire de Zéelande & fils de Martin Neyen, que Guillaume I. avait honoré de son amitié & de sa confiance. Ce Moine parlait sa langue avec éloquence, &, sous un caractere liant & facile & les dehors d'une affabilité séduisante & de la franchise belgique, il cachait un esprit intriguant & délié, qu'il avait perfectionné dans les maneges du Cloître & les ruses des Cours. L'Archiduc l'avait employé dans plusieurs affaires politiques où *il* avait montré une intelligence & des talens peu communs. D'ailleurs sa profession le rendait un homme sans conséquence, qui pouvait essuyer des rebuts & des affronts, sans être compromis; & être désavoué, sans compromettre son Souverain. Il resta d'abord caché dans le village de Ryswyk pour sonder les obstacles qui se rencontreraient dans cette affaire : ensuite il parut devant le

Grot. XVI. 111. Meteren XXVIII.

1607. Prince Maurice qui lui déclara que les Etats ne se prêteraient à aucune négociation, avant d'avoir obtenu une déclaration claire & précise de leur indépendance. Sur cette ouverture, le Moine se rendit à Bruxelles, d'où il rapporta bientôt la déclaration que l'on demandait. Les Archiducs disent, dans leurs lettres, qu'ils ne peuvent résister au désir d'arrêtter l'effusion du sang humain & de terminer les malheurs qui désolent les Païs-bas depuis tant d'années, & que, pour montrer la droiture de leurs intentions, ils sont résolus de *traiter avec les Provinces-Unies comme avec des pays, Etats & Provinces qu'ils tiennent pour libres & sur lesquels ils ne prétendent rien*; afin de négocier une paix perpétuelle ou une trêve de 10, 15 ou 20 ans; & qu'en attendant, on publiera une suspension d'armes, & chacun gardera ce qu'il possède, à moins que les deux parties ne conviennent de quelque échange. „ Cette reconnoissance n'était pas sans équivoque & tout-à-fait précise. Elle pouvait n'être relative qu'au tems de la négociation ou de la trêve, sans qu'on s'engageât à renoncer au droit de faire valoir les anciennes prétentions dans un autre tems. Il paraît en effet qu'avec toute la droiture dont les Archiducs affectaient de se parer, ils voulaient

Bentiv. IV. 439. 440.

déclarer simplement qu'ils se comportaient avec les Provinces-Unies comme jouissant de fait de l'avantage qu'elles reclamaient & que l'indépendance ne pouvant être acquise par une rébellion, les droits des Souverains étaient mis à couvert par un acte dont le sens était limité. Ces subtilités n'échapperent pas aux Etats-Généraux: mais enchantés d'une déclaration qui ne laissait pas de leur être glorieuse & se sentant par leur supériorité sur mer & sur terre, en état de se faire respecter, ils publierent aussitôt une suspension d'armes pour l'espace de huit mois, à condition que le Roi d'Espagne la ratifierait sous trois mois. 1607.

Mais, quand elle fut notifiée aux différentes Provinces, elle causa une fermentation générale. On avait ordonné un jour de jeûne & de prieres. Les Ministres qui prêcherent dans cette occasion, au lieu de se borner à implorer la bénediction du Ciel en faveur de la République, dans une conjoncture si importante, firent retentir les chaires de discussions politiques & épuiserent toute leur éloquence pour entraîner les esprits, à la paix ou à la guerre, suivant l'opinion que chacun d'eux avait embrassée. Et comme Maurice se déclarait plus ouvertement contre la paix, une grande partie de la nation ne respi- Fermentation qu'elle occasionne dans les Provinces-Unies. *Grot. XVI.* 511.

1607. ra plus que fureur & carnage. Il y eut même plusieurs membres des Etats qui, n'ayant souscrit à la négociation que dans l'idée qu'elle ne réussirait pas, commençaient à se repentir de leur condescendance. Neyen, revenu de Bruxelles, sous un prétexte emprunté, mais en effet pour tâter les esprits, fut exposé aux plus violens soupçons. On en vint jusqu'à dire qu'il fallait l'arrêter pour avoir violé le territoire de la République. Mais lorsque la nouvelle de la bataille navale de Gibraltar engagea ce moine à solliciter avec instance le rapel de la flotte & que le bruit de cette victoire éclatante se fût répandue par-tout, on demanda à grands cris que le cours de ces succès flatteurs fut poursuivi. Tous ces orages venaient se briser contre l'inébranlable fermeté de Barneveld. Attaché à son premier plan, il soutenait avec tous ses partisans qu'il fallait rapeler cette flotte, pour prouver qu'on cherchait la paix de bonne-foi. Ces diverses dispositions rendirent les déliberations plus vives & les décisions plus longues. On épuisa les lieux communs sur la perfidie Espagnole.

Grot. XVI 518.

Ratification du Roi d'Espagne trouvée insuffisante.

L'acte que le Roi d'Espagne envoya pour ratifier la négociation, ne donna que trop de prise à cette assertion. On observa que ce Monarque qui avait pa-

ru désirer si ardemment la paix, revenant tout-à-coup au caractere orgueilleux de sa nation, approuvait la suspension d'armes, sans faire aucune mention de la clause essentielle de l'indépendance. On observa que cet acte important n'était dressé que sur du papier ordinaire & non sur du parchemin, & qu'il était souscrit par ces mots *moi le Roi* (io el Rey), formule que Philippe n'employait qu'avec ses sujets. Verreiken qui l'avait apporté, eut l'ineptie de rejetter ces défauts sur une erreur des commis du ministere : les Etats lui signifierent que, puisque les Archiducs ne pouvaient tenir leur promesse, il était inutile qu'il fît un plus long séjour à la Haye. Mais, avant qu'il partît, pour achever de l'humilier, on le rapela dans l'assemblée des Etats-Généraux. Là, Barneveld lui reprocha la conduite du Cordelier Neyen qui, relégué à Delft, parcequ'on se défiait de ses manœuvres sourdes, venait de justifier cette défiance, en cherchant à corrompre Aarsens, Greffier des Etats, par un diamant de prix & une obligation de cinquante mille écus. Aarsens avait accepté ces presens, de concert avec Maurice, pour découvrir les projets de l'Espagne. " Que doit-on penser, dit alors vivement Barneveld à Verreiken, en lui montrant le diamant & la cé-

1607.

Meteren XXIX. Grot. XVI. 518 521. Jeann. l. 57. 247. 309.

1607. dule, que doit-on penſer de ceux qui ſe ſervent de ces manœuvres obliques & ſuſpectes? Imaginent-ils qu'il en eſt de ce pays comme du leur, où la volonté de deux ou trois eſt la regle ſuprême, où le reſte n'eſt qu'une troupe d'eſclaves? Ici nous ſommes à la fois maîtres & ſujets. Nous formons un Sénat nombreux, obligé de prendre l'avis d'un nombre encore plus grand dans les Sénats des villes & des Provinces. Il eſt donc abſurde de croire qu'il ſoit poſſible de nous corrompre. S'il ſe découvre, cependant, qu'un de nous ait vendu lâchement ſon ſuffrage, ne doutez pas qu'on n'en faſſe un châtiment exemplaire pour l'effroi des autres & la honte des corrupteurs. Voilà vos dons, reprenez les: ils ſont inutiles, ſi vous ne demandez qu'une paix ſincere; ils ſont criminels, ſi vous les offrez pour acheter notre liberté." Verreiken fut étourdi de cette violente attaque. Il fut réduit à répondre que Neyen avait agi à l'inſçu des Archiducs & qu'il ne fallait pas s'étonner, ſi les Moines, naturellement intéreſſés & avides, jugeaient des autres par eux-mêmes. Mais, comme il promettait de raporter une ratification dans la forme qu'on la demandait, à condition que la flotte fût rapellée, Barneveld engagea les Etats à donner cette ſatisfaction

Grot. XVI. 522.

Ibid. 520. 521. *Jeannin* I. 302 343.

Rapel de la Flotte.

au Roi d'Espagne. Il représenta qu'il était à craindre que le Monarque ne cherchât à se vanger sur la flotte marchande, attendue d'Italie & si considérable que la petite ville de Hoorn y avait 30 navires pour sa part. Il fit encore observer que la flotte victorieuse était d'ailleurs obligée de revenir pour prendre des provisions. Mais son avis ne passa pas sans opposition. Les partisans de la guerre disaient que la République se laissait jouer par les Espagnols qui ne la berçaient de l'espoir de reconnaître son indépendance que pour l'accabler à l'improviste en la désarmant. Maurice, avec son impetuosité ordinaire, soutenait qu'il fallait plûtôt renforcer la flotte que la rappeller. Il fut même soutenu quelque tems par les Ambassadeurs de France. 1607.

Dès que la suspension d'armes avait été publiée, les Etats-Généraux en avaient fait part aux Rois de France & d'Angleterre, en les priant de les assister de leurs conseils & de leurs bons offices. Henri IV. prenait un intérêt trop particulier à leurs affaires, pour avoir pû voir d'un œil indifférent qu'ils eussent fait une démarche si importante sans le consulter. Il était même si jaloux de s'immiscer dans la négociation, qu'à la premiere nouvelle qu'il en reçut, il avait fait passer un secours de six cens

Recherches sur la politique de Henri IV & s'il a affecté à la souveraineté des Provinces-Unies.

Meteren XXIII.

1607. mille florins aux Etats dans l'espoir qu'ils ne concluraient rien sans sa participation. Sa politique & ses vues à leur égard méritent d'être développées. Il avait appris que le Roi Jacques s'était laissé surprendre par la Cour d'Espagne qui promettait l'Infante à son fils aîné avec les Païs-bas pour dot; & que ce Monarque, dans l'espoir d'acquerir un pays où il possédait déjà quelques villes, avait, dès l'an 1606, proposé aux Etats-Généraux des voies de conciliation qui ne s'accordaient pas avec leur indépendance. Cet avis important, les sollicitations des Catholiques zélés (*) qui pressaient Henri de renoncer à son alliance avec des hérétiques ou d'exiger quelque avantage qui le dédommageât des sommes dont il les assistait, & sans doute aussi le désir de lier à sa couronne un peuple qui avait déjà tenté deux fois de s'y joindre depuis les troubles, toutes ces circonstances engagerent le Monarque Français à tâcher de ruiner les manœuvres de l'Anglais par une contre-batterie. Il commença par demander aux Etats des villes d'ôtage pour sûreté de son argent. Mais, dit Sully, Ministre qui fut le confident & l'ami de son Roi, les Etats-Généraux voyant, après le mauvais succès des dernieres campagnes, que les *grands Etats ont de grandes ressources*

Sully III. 108. *edit. in folio de* 1662. *Jeannin* I. 23. 253

(*) *Sully III.* 131.

& que les petits ſont bientôt épuiſés, ré- 1607.
ſolurent de donner non-ſeulement des villes d'ôtages au Roi, mais de ſe donner entierement à lui. Il dit que, dans le Conſeil du Roi, il fut pluſieurs fois queſtion de travailler à réunir les ſept Provinces à la France: mais on voit que ce Sur-intendant des finances, ennemi des projets diſpendieux, voyant les choſes en grand & dans toutes leurs ſuites, & meſurant toujours ſa politique ſur la bonne-foi, ne ceſſa de combattre cet ambitieux projet. Malgré les raiſons de ce ſage Miniſtre, on ne laiſſa pas de faire quelques tentatives à cet égard; mais, plûtôt, à ce qu'il paraît, pour ſonder le terrein & faire pancher l'eſprit de la nation en faveur du Roi de France, en cas qu'elle voulût ſe donner un maître, que pour ſuivre un plan fixe & décidé d'aggrandiſſement. En 1606, François Aarſens, Ambaſſadeur des Etats-Généraux à la Cour de France, fut chargé de leur demander, s'ils déſiraient de faire la paix & de prendre ſa Majeſté pour arbitre & garant; ou bien, dans le cas qu'ils fuſſent décidés à continuer la guerre, quels avantages ils voulaient propoſer à ſa Majeſté, au cas qu'elle ſe déclarât ouvertement contre l'Eſpagne? Et l'année ſuivante, à la réquiſition du même Aarſens, on delibéra dans les Etats de Hollande ſur une propoſition importan-

Ibid. 131. 153. 237. 243. 245.

Jeannin. 20. 87. 101. 115.

Reſol. Holl. Février 1607.

1607. te, où il s'agiſſait du bonheur du pays & de la ſatisfaction du Roi. On ne ſait rien de plus poſitif ſur ce projet. Mais, il paraît aſſez par les mémoires les plus fideles & les plus authentiques que le grand objet du Monarque Français était de procurer la paix & l'indépendance aux Provinces-Unies; pour être déchargé des dépenſes que cette guerre lui coûtait: il n'ôſait les abandonner dans la crainte qu'elles ne fuſſent réduites à rentrer ſous le joug de l'Eſpagne, dont il croyait la cauſe ſoutenue ſous main par les manœuvres de l'Angleterre, quoique les Anglais aient toujours déſavoué cette connivance. La nouvelle de l'alliance dont nous avons parlé, le choc des intérêts oppoſés du commerce plus vif que jamais entre les deux nations, le bruit répandu que Jacques traitait les Etats-Généraux de rebelles, avaient fait naître de violens ſoupçons contre les Anglais dans les Provinces-Unies; & ces bruits paraiſſent avoir été habilement fomentés par Barneveld & par le parti de ceux qui ſouhaitaient la paix ou de plus forts ſecours, pour pouſſer la guerre avec la plus grande vigueur. Ainſi, le Roi de France, ne pouvant s'affranchir de fournir des ſecours ſi onéreux que par la paix, imagina de forcer, en quelque façon, les Etats à la faire, en ne leur offrant d'autre alternative que de

Hume's Hiſt of Engl. année 1509. note (g)

Sully ibid. & ſupra.

se donner à lui, au cas qu'ils voulussent continuer la guerre. Tel fut en effet le plan général sur lequel les médiateurs Français se conduisirent dans cette négociation. Aussi Jeannin, pour réduire au silence le Prince Maurice qui ne parlait que pour la guerre, ne craignit point de lui dire que, *s'il fallait rentrer en guerre, il n'était pas raisonable que sa Majesté y mît son argent & ses Etats en péril, pour n'y rien gagner*, ajoutant quant aux sept Provinces, *qu'il les faudrait faire devenir Françaises du tout :* à quoi Maurice avait habilement répondu, *qu'il n'était pas encore tems d'en parler, à moins qu'on ne voulût les faire devenir plûtôt Espagnoles que Françaises.* Villeroi, Ministre d'Etat, écrivait à Jeannin que, si les Etats *voulaient engager le Roi dans cette guerre, ils devaient faire quelque chose plus que d'ordinaire pour lui*, que lui Jeannin devait saisir l'occasion d'*en parler au Prince Maurice & à Barneveld, que le Roi ne voulait rien précipiter ni gâter ;* mais qu'il *préferait le repos à ce dessein.* Il écrivait, il est vrai, dans une autre lettre : quelques uns disent que *le Roi ne doit desirer que les Etats ne deviennent plus riches & plus puissans qu'ils sont pour des raisons que vous pouvez mieux juger :* mais il ajoute qu'il *faut encore beaucoup plus craindre la restauration des affai-*

1607.

Jeannin II. 372. 444.

Ibid. III. 372.

1607. *res d'Eſpagne.* Or ces raiſons ſont expliquées par le Cardinal Bentivoglio, alors Nonce à Bruxelles : il dit que l'on craignait en France que les Provinces-Unies ne devinſſent trop formidables, parceque c'était d'elles que les Proteſtans Français qui commençaient à remuer, pouvaient recevoir de grands ſecours, s'ils venaient à ſe ſoulever. Toutes les inſtructions ſecretes données par le Miniſtere de France au milieu ou vers la fin des conférences, recommandent également aux médiateurs d'avoir la paix pour objet principal, &, dans le cas qu'elle ne puiſſe réuſſir & *que l'on ſoit contraint ou que l'on juge à propos de changer la forme du gouvernement, de gagner le Prince Maurice & Barneveld*, ſoit pour faire déferer la ſouveraineté à Henri, ſoit pour le mettre à la tête d'un nouveau Conſeil d'Etat dont il préſenterent le modele. Barneveld, qui ſentait combien il devait ménager une politique ſi favorable à ſon plan favori de la paix, entrait habilement dans les idées du Roi de France. Il promettait à Jeannin que, *s'il leur prenait volonté de changer leur gouvernement & au lieu d'une République, en faire une principauté, on préfererait le Roi à tous les autres Princes.*

Bentivogl. Hiſt. des guerres de Fland. IV. *p.* 452. *Jeannin* I. *p.* 5. 23. 31. 34. 35. 37. 39. 40. 76.

Ib. 66. 67.

Caractere

On voit par ces différens extraits raſ-

semblés sous un même coup d'œil, & l'on verra encore plus clairement par la suite de cette négociation, que le Monarque Français n'avait que des vues d'ambition vagues & conditionnelles. Il parut même très offensé qu'on répandît le bruit qu'il refusait de secourir plus longtems la République pour la forcer de se ranger sous sa domination. Aussi eut-il soin de recommander fortement à ses Députés de dissiper des bruits qui pouvaient rendre sa médiation suspecte : son but était de se rendre l'arbitre de cette importante négociation & d'acquérir la gloire de fondateur de la République des Provinces-Unies. Pour jouer un rôle si brillant, il fallait des négociateurs de la plus haute capacité. Il avait fait partir pour la Haye Paul Chouart de Buzanval, son Ambassadeur ordinaire en Hollande, Elie de la Place, Sieur de Russy, qui devait le remplacer, & Pierre Jeannin, qui, de simple Avocat, était devenu par son mérite, premier Président du Parlement de Dijon & Ministre d'Etat. Ce fut sur ce dernier que roula toute la négociation. On ne pouvait faire un meilleur choix. Jeannin joignait l'élévation de l'ame au génie des affaires, la politique la plus déliée à la vertu la plus pure, la science des loix & les con-

1607.

du Chef de l'ambassade du Roi de France.

Ib. 20-30.

1607. noissances les plus variées à une éloquence simple, majestueuse, & si séduisante qu'on ne pouvait ni répondre ni résister à ses raisons. On ajoute qu'il savait si bien composer son extérieur & son langage qu'on le croyait le plus ouvert, lorsqu'il dissimulait mieux ses sentimens. Henri IV. se reposait tellement sur la capacité de cet habile négociateur, qu'il ne lui donna dans ses instructions que des avis généraux ; & Villeroi lui écrivait qu'il tirât de lui-même les principales instructions sur ce qu'il aurait à faire. Jeannin répondit à cette glorieuse confiance. Il commença par rapeler aux Etats-Généraux les services qu'ils avaient reçus de sa Majesté, leur reprocha comme une espèce d'ingratitude, d'avoir entamé la négociation sans la consulter, & se plaignit de ceux qui faisaient courir le bruit qu'elle aspirait à leur souveraineté. Il finit par leur déclarer que rien ne pouvait cependant refroidir son amitié, & les assura de son secours, s'ils continuaient la guerre, & de son crédit, s'ils voulaient faire une paix honorable & avantageuse.

Grot. XVI. 518.

Jeannin I. 116.

Mésintelligence entre Maurice & Barneveld.

Ensuite il s'attacha à sonder les dispositions des principaux Chefs de l'Etat. Pour mieux pénétrer les vues de Maurice, il parut d'abord pancher pour la

guerre. Le Prince lui déclara qu'il était du même avis & qu'assuré de la Zéelande & de la ville d'Amsterdam, il ne désespérait pas d'entraîner dans son parti les Provinces de Gueldre & de Frise. Alors Jeannin mit les secours du Monarque à un si haut prix, qu'on découvrît bientôt que ses vrais sentimens étaient pour la paix. Mais il trouva que le parti contraire devenait tous les jours plus fort. Les Ministres de la religion se déclaraient presque tous pour la guerre : on en vint jusqu'à répandre que les partisans de la paix étaient d'intelligence avec l'ennemi. Les plus violentes disputes éclaterent entre Maurice & Barneveld. Le Prince, ardent & impétueux, ne pouvait voir ses projets traversés par un homme bien inférieur à lui pour le rang & la naissance. Le ressentiment l'aveuglait au point, qu'il se permettait les réflexions les plus injurieuses sur l'intégrité de ce fidele citoyen. On prétend qu'il s'oublia un jour même jusqu'à lui donner un démenti public & à lever la main pour le frapper. Barneveld, persuadé qu'il travaillait au bonheur de sa patrie & sûr des régens de la plûpart des villes, poursuivait son plan avec la même fermeté ; & quoiqu'il parlât toujours du Prince avec respect, il ne laissait pas

1607.

Jeannin I. 90. 104. 105. 112. 159. 150. 171. 186. 213. 253. 258. 331. 236. 373.

Aubery Memoires P. 293.

1607. de faire entendre que le Stadhouder ne demandait la guerre avec tant d'ardeur que pour s'élever à la souveraineté. Jeannin vint souvent à bout d'étouffer cette funeste mésintelligence; mais elle renaissait à tout moment: alors il s'appliqua à faire entrer dans son projet les Ambassadeurs d'Angleterre.

Ambassadeurs d'Angleterre.

Le Roi Jacques n'avait pas appris sans jalousie l'arrivée des médiateurs Français à la Haye. Pour avoir l'œil sur leurs démarches & prendre part aux négociations, il y avait envoyé Rudolf Winwood, son Ambassadeur ordinaire, & Robert Spencer. Ce Monarque eut bien désiré la continuation de la guerre dans les Païs-bas; il craignait que les Espagnols, délivrés de cette guerre, n'inquiétassent l'Angleterre & sur-tout l'Irlande où les Catholiques les affectionnaient plus que les Anglais. Mais, lorsque les Etats-Généraux lui firent représenter qu'ils étaient prêts à entrer dans ses vues, s'il voulait les assister de secours pécuniaires, ce Prince, qui manquait d'argent, ne pensa plus qu'à paraître dans cette négociation en qualité de médiateur. Cependant, sa paix avec l'Espagne, la maniere imprudente dont il s'était expliqué à leur égard & les contestations de commerce qui s'étaient étendues jusques dans

Grot. Hist. XVI. 519. *Bentivog. IV.* 454.

les Indes, avaient aliéné sans retour leurs sentimens à son égard. Aussi les Ambassadeurs Anglais ne jouerent qu'un rôle très subalterne : & quoi que les Etats eussent encore imploré la médiation du Roi de Danemark, de l'Electeur Palatin, de celui de Brandebourg, ces Ambassadeurs ne parurent gueres que pour la forme : Jeannin était le seul Ministre étranger qui jouait un rôle. Les autres étaient absolument nuls ou ne figuraient que par l'impulsion qu'ils recevaient de lui. Cependant, toutes les puissances de l'Europe avaient les yeux fixés sur cette intéressante négociation. Elle faisait sur elles des impressions différentes suivant la diversité de leurs desseins & de leurs intérêts. L'Empereur prétendait que les Provinces-Unies ne pouvaient être declarées indépendantes sans sa participation. Il écrivit même une lettre pour leur notifier ses droits, & leur mander que leur pays étant des Etats mouvans de l'Empire, ils devaient prendre garde de ne rien faire contre les loix de la féodalité. On sait que ce Prince laissait flotter au hazard les rênes du gouvernement & se laissait enlever ses Etats héréditaires par les Archiducs ses freres ; pour s'enfermer avec des charlatans, de prétendus sorciers & des chercheurs de la

1607.

Meteren XXXI.

Lettre curieuse de l'Empereur aux Etats-Généraux.

Meteren XXX. Grot. XVI. 525. 526.

1607. pierre philosophale. Ainsi les Etats qui le méprisaient dédaignerent d'abord de lui répondre. Ce ne fut qu'au bout de trois mois, qu'ils jugerent à propos de lui mander que leur indépendance était depuis longtems legitimée par la justifice de leur cause, par le succès de leurs armes, par une déclaration formelle & par la reconnaissance de plusieurs Souverains; & qu'ils comptaient sur ses bons offices pour terminer une guerre longue & meurtriere. Quant à la féodalité, ne pouvant la nier sans risquer de se rendre odieux à des Princes de l'Empire qu'ils respectaient, ni la reconnaître sans se soumettre à un joug qu'ils dédaignaient; ils prirent le parti le plus sage : ils n'en firent aucune mention.

Seconde ratification de l'Espagne.

Les six semaines fixées pour la seconde ratification étaient près d'expirer, lorsque Neyen & Verreiken l'apporterent. La nouvelle de cette négociation avait frappé les Espagnols comme un coup de foudre. Cette nation, toujours superbe au milieu de ses revers, ne pouvait dévorer l'humiliation d'une démarche si flétrissante. Ses plaintes & ses murmures avaient pénétré à la Cour de Madrid. L'orgueil de Philippe commençait même à s'effaroucher : mais ayant trop avancé pour reculer, il chercha à ménager un peu sa dignité,

Bentivog. IV. 479. 480.

en s'enveloppant d'expreſſions vagues & captieuſes qui découvraient ſon embarras ſans diminuer ſa honte. Il éluda de traiter directement avec les Provinces-Unies. Il refuſa de reconnaître lui-même leur indépendance. Il ſe contente de déclarer *qu'il eſt content que les Archiducs traitent en ſon nom & de ſa part avec elles, en qualité & comme les tenant pour pays, Provinces & Etats libres, ſur leſquels il ne prétend rien.* Et comme s'il eut craint d'en trop dire; il motive ſa déclaration du ſeul deſir de contribuer à ce que les Archiducs accompliſſent la promeſſe qu'ils ont faite d'entrer en négociation : il ajoute qu'en cas que le traité n'ait pas lieu, tant pour les choſes de la religion que pour le reſte, la ditte ratification ſera de nulle valeur & ne pourra préjudicier à ſes droits. Ces lettres étaient d'ailleurs couchées en langue Eſpagnole & toujours ſouſcrites par ces mots *moi le Roi.* Elles firent naître de grandes difficultés dans l'aſſemblée des Etats-Généraux. Ils étaient ſur-tout indignés que le Roi fît dépendre ſa reconnaiſſance des affaires de religion qui ne pouvaient manquer d'exciter de longs débats. Mais Neyen & Verreiken voyant que la plus grande partie de la nation inclinait pour la paix, déclarerent qu'on attendrait en vain une autre ra-

1607.

Jeannin I. 448-456.

1607. tification. Dans cette perplexité, les Etats eurent recours aux Ambaſſadeurs de France & d'Angleterre qui leur conſeillerent de la recevoir. Mais, pour ne rien précipiter, ils remirent leur réponſe à ſix ſemaines, demanderent l'avis des différentes Provinces & déſignerent la Haye pour le lieu du Congrès. Ils choiſirent ce Bourg préferablement à toute autre place, ſoit parce que les Miniſtres étrangers y avaient déjà fixé leur ſejour, ſoit parce qu'il était le centre où venaient ſe réunir les rameaux épars d'un gouvernement partagé entre un ſi grand nombre de perſonnes. En conſéquence, les Députés des Etats-Généraux furent pourvus de nouvelles inſtructions. Il fut unanimement réſolu de n'accéder à aucun traité, avant d'avoir obtenu le préliminaire eſſentiel de l'indépendance, reconnue en termes formels, clairs & précis. La ſuſpenſion d'armes était près d'expirer ; & la Cour de Bruxelles, pour mieux s'aſſurer de leur penchant pour la paix, ne faiſait pas ſemblant de s'en appercevoir : les Etats ſe contenterent de lui mander, s'il ne ſerait pas à propos de la proroger pour un mois ou ſix ſemaines.

Grot. XVI. 523.

Meteren XXVIII. 514.

Nouvelles craintes d'être trompé par l'Eſpagne.

Cette indifférence affectée ne laiſſait pas d'inquiéter les partiſans de la paix. On apprenait de tous côtés que le Roi

d'Espagne faisait des armemens formidables & de nombreuses recrues. Une nouvelle flotte qu'il venait de recevoir de l'Amérique avait beaucoup contribué à rétablir ses affaires. Les Députés des Cours de Madrid & de Bruxelles attendus pour l'ouverture des conférences, ne paraissaient point. Toutes ces circonstances réunies excitèrent les plus vives alarmes dans les Provinces-Unies. Elles commençaient à craindre que l'ennemi n'eût cherché à enchaîner leurs opérations, pour se mettre pendant leur inaction, en état de les accabler. Dans cet état d'inquiétude & de perplexité, elles tournèrent naturellement les yeux sur les Ambassadeurs qui s'étaient offerts pour ménager le traité de paix. On devait attendre qu'ils ne se verraient pas de sang-froid jouer par l'Espagne. Les Etats-Généraux proposèrent donc une triple alliance entre la France, l'Angleterre & les Provinces-Unies. Les Anglais refusèrent d'y accéder. Ils paraissaient douter encore que l'Espagne voulût reconnaître l'indépendance des Provinces-Unies & ne voulaient pas s'embarquer dans la guerre. Mais, Jeannin, qui voyait les choses de plus près, qui, dans ses instructions, était chargé de ménager une nouvelle alliance & qui sentait l'influence qu'elle ne manquerait de lui donner

1607.

Négoc. de Jeannin I. 379. 383-386. 407. *II.* 9. 47. 91.

1608. dans la République, se laissa facilement gagner. Cet important traité, l'ouvrage de Barneveld & de Jeannin, fut signé le 27 Janvier 1508. „ Henri IV. promettait de faire tout son possible, pour procurer aux Etats-Généraux une paix avantageuse & solide, de les assister, en cas de besoin, de dix mille hommes à ses frais, & même d'un plus grand nombre, si la nécessité l'exigeait. Les Etats s'engageaient de leur côté à l'aider réciproquement d'un secours de cinq mille hommes ou d'une flotte à proportion. Les sujets des deux puissances devaient jouir des mêmes droits que les naturels, dans le pays les uns des autres." La conclusion de ce traité occasionna la joie la plus vive dans les sept Provinces. Ceux qui soûpiraient pour la paix & savaient que le Roi de France ne la desirait pas avec moins d'ardeur, espéraient tout d'un Monarque qui se trouvait alors au comble de la puissance & de la prosperité. Ceux qui brûlaient pour la guerre voyaient avec transport combien un tel secours devait leur promettre de brillans succès. Tous se réunissaient à regarder de pareils traités, comme des reconnaissances éclatantes de leur souveraineté & des liens utiles qui leur attachaient plus étroitement un puissant allié. Ainsi l'éloge de la France était dans toutes les bouches ; on

Nouveau traité d'alliance offensive & défensive entre la France & les Provinces-Unies.

Jeannin II. 69. 91. 262.

Grot. hist. XVII. 533. *Jeannin II.* 388.

affecta de faire part de ce traité à tous les Ministres étrangers : mais, ceux-ci, voyant l'enthousiasme de la nation pour la France, en conçurent la plus vive jalousie. Les Anglais sur-tout ne purent la dissimuler. 1608.

Il semblait que, plus la France travaillait à s'attacher les Etats-Généraux, plus l'Angleterre cherchait à se les aliéner. Ils ne pouvaient pardonner aux Anglais de douter de leur indépendance, de refuser à leur pavillon les égards dûs au pavillon d'une nation libre & d'inquiéter sans cesse leur navigation. Ils ne pouvaient oublier que le Roi Jacques les avait traités de rébelles & ils le suspectaient violemment (*) de s'enten- Causes du mécontentement des Provinces-Unies contre l'Angleterre. *Rapin* VII. 57. 58. *Naval. Hist. of King James* 227-229.

(*) Il paraît, d'après les mémoires de l'Ambassadeur Winwood, qu'ils se trompaient sur cet objet. Ainsi quoique Rapin, Wagenaar & d'autres historiens de poid aient bâti sur ce fondement, comme sur un fait réel, l'impartialité de l'histoire ne nous a pas permis d'adopter leur sentiment : nous nous sommes bornés à parler de la partialité du Roi Jacques pour l'Espagne ; non comme d'un fait certain ; mais comme d'une chose dont on ne doutait pas en France & dans les Païs-bas. On a pu voir ci-devant p. 79, 488 & dans plusieurs autres endroits de cet ouvrage, combien nous avons apporté de réserve sur les imputations faites contre les Anglais durant *Vaderlandsche Historie.* VII. 274. *Rapin Hist. d'Ang.* VII. 59. 60. *Winwood's Memorials* II. 456. 469. 475. 576.

1608. dre avec le Roi Philippe pour empêcher qu'ils ne fussent reconnus indé-

cette guerre où ils eurent tant de part. On a dû voir par la maniere dont nous avons parlé de leur valeur, combien nous nous sommes plûs à relever les services que cette vaillante nation a rendus à la République. C'est seulement, pour ne pas manquer aux premiers devoirs d'un historien Républicain, que nous avons montré avec le même courage l'autre côté de la médaille. Il est assez étonnant que, dans tous les mémoires des Auteurs contemporains, cette nation soit représentée sous des traits fort injurieux. Jeannin qui était un homme droit & pénétrant, ne cesse de l'accuser de mauvaise foi. Grotius qui n'est rien moins qu'un homme à préjugés, ne la peint pas sous des traits plus favorables. Bonours, historien Wallon, dit qu'elle *remporte le prix de cautelle & de dissimulation & qu'en matieres de conspirations & de secretes menées, elle pourrait le disputer à tous les peuples de l'Europe.* C'est avec le plus grand plaisir que, pour rendre justice à cette même nation, nous aimons à répéter que la liberté lui a depuis donné un caractere de franchise & de magnanimité qui la rend une des plus respectables nations de l'univers. On ne peut nier que la situation politique d'un peuple n'influe beaucoup sur ses vertus ou sur ses vices. Henri IV rendit à sa propre nation son ancien caractere & son ancienne réputation de franchise. L'aurait-elle perdu ce beau caractere dont elle a toujours été

Mem. de Jeannin passim.

Siege d'Ostende p. 173.

pendans. Il venait de les forcer à payer une ſomme pour obtenir la liberté de pêcher autour de ſes côtes. Malgré ce dernier accord, les Anglais ne laiſſaient pas d'inquiéter leur pêche: il furent même obligés d'armer cette année des vaiſſeaux de guerre pour la protéger contre leurs violences. Mais la ſource primitive du mécontentement des Provinces-Unies était de voir qu'avec tout ce qu'elles pouvaient eſpérer du traité futur, leur indépendance n'en ſerait pas moins bornée par la Cour de Londres. Elle avait dans ſes mains trois de leurs plus fortes places. Elle conſervait toujours un Anglais dans le Conſeil d'Etat. La République *en était incommodé*, dit un Auteur Hollandais, *comme un corps naturel peut l'être, lorſqu'un corps étranger s'y fourre & s'y engendre.* 1608.

Wicquefort Ambaſſad. & ſes fonct. II. 46.

Ce volume devait finir naturellement avec la concluſion de la Trêve. Mais

---

été ſi jalouſe? L'aurait-elle perdu ſous Louis XV. qui, digne imitateur du bon & du grand Henri, abaiſſe comme lui les tyrans des mers & les deſpotes du nouveau monde; qui, comme lui, met ſa gloire, non à faire des conquêtes, mais à fonder de nouvelles & puiſſantes Républiques?

1608. la matiere s'eſt trouvée ſi abondante & ſi importante que, pour ne pas étrangler un morceau précieux pour les politiques & les négociateurs, nous l'avons renvoyé au volume ſuivant avec d'autres événemens relatifs à la religion & au commerce. Nous finirons cette époque & ce volume par quelques remarques ſur les mœurs & ſur les arts. Les progrès de la navigation & la ſtabilité que venait d'acquerir la nouveau gouvernement, devaient naturellement amener de grands changemens dans les eſprits. Grotius ſe plaint, avec toute la mauvaiſe humeur d'un Spartiate, que les richeſſes produites par le commerce avaient, vers la fin du ſeizieme ſiecle, introduit dans ſa Patrie, les délices de la table & la ſomptuoſité des habits, & ſubſtitué à l'antique propreté belgique, un luxe utile aux revenus publics, mais funeſte aux bonnes mœurs. Il fait entendre que des peuples ainſi amollis ne tardent pas à être vaincus & ſubjugués. A ces déclamations de Grotius nous n'oppoſerons que Grotius lui-même. A-t-il pu s'empêcher de repréſenter l'époque qui ſuivit cette prétendue dépravation de mœurs comme celle où le courage, l'induſtrie & toutes les vertus privées & publiques ont jetté le plus grand éclat dans ſa Patrie? Elle ne ſavait auparavant ni ſe battre,

Obſervations ſur le luxe.

Grot. Ann. V. 113. 114.

ni se gouverner. Elle devint alors une école célebre de guerre & de politique. Jamais le pays ne produisit tant de héros sur mer & sur terre & tant de grands hommes dans toutes les branches des arts utiles & agréables. Car, quoique les armées de terre fussent en grande partie composées d'étrangers; certaines Provinces, sur-tout la Gueldre & la Frise, ne laissaient par de fournir un grand nombre de soldats. Et, dans les expéditions maritimes, les Hollandais & les Zéelandais firent éclater toute la patience, la vigueur, & le mépris des dangers & de la mort qu'exigent l'ardeur des conquêtes & des établissement éloignés. Dans quel pays, dit l'historien Strada, n'ont ils pas tenté de pénétrer pour former des Comptoirs ou des Colonies? Delà ce mot énergique d'un certain Boterus: si les Hollandais pouvaient s'assurer que les taches de la lune sont des Isles, ils ne manqueraient pas d'aller les visiter. Strada, Bentivoglio, Barclay (*), se réunissent pour accorder à la nation la candeur & la simplicité. Il est à croire que ces qualités ne contribuerent pas peu aux progrès du commerce en grand qui exige la bonne-foi, sans laquelle il n'y a point de confiance & par conséquent point de commerce florissant. Les richesses acquises par l'industrie ne furent

1608.

Strada de Bell. Belg. L. 1. D. 1. Berkhey natuurl. Hist. van Holl. IV. 683.

(*) *Satyricon.*

1608. pas seulement la cause des succès publics: elles développerent avec la plus grande énergie le germe de toutes les qualités naturelles à la nation. Un léger incident montre son esprit entreprenant & les connaissances qu'elle avait acquises dans les méchaniques. Le Beemster était un vaste terrein de sept lieues de tour dont la mer avait pris possession & formé un grand lac. Une compagnie de marchands entreprit de le dessécher. On sent la difficulté de cette entreprise dans un pays plat & au dessous du niveau de la mer. Cependant ce glorieux projet commencé en 1608, fut achevé en 1612. Et l'on rencontre actuellement de vastes & fertiles prairies, coupées de canaux & d'allées d'arbres, dans un endroit où l'on ne voyait qu'une masse d'eau inutile & souvent dangereuse.

Le Beemster desséché.

Meteren XXVIII.

Ainsi les richesses produisirent plus d'heureux que de funestes effets sur les mœurs. Quand Louise de Coligny se rendit en Hollande pour épouser le Prince d'Orange, elle fut étonnée de la maniere de vie, rude & sauvage des habitans, comparée à celle des Français. Elle ne trouva point de carosse. En allant de Rotterdam à Delft, on la mit sur un chariot découvert & non suspendu. Elle dit que, pour faire un voyage qui n'est que de deux lieues, elle fut toute froissée & rompue du cahotement

Memoires d'Aubery.

de la voiture. Quand les richeſſes auraient introduit, du tems de Grotius, un peu plus de luxe parmi les grands, je ne crois pas que la nation en eut été plus corrompue. On voit actuellement d'épais & de robuſtes payſans entrer, comme en triomphe, dans les villes ſur des cabriolets élégans & de rapides *Phaëtons*. Quoique je ne ſois rien moins que l'apologiſte du luxe, j'avoue que cette aiſance ne me déplait pas. S'il eſt vrai, ce dont on ne peut douter, que le luxe n'eſt qu'un mot vague dont l'acception n'eſt point déterminée & qu'il ne devrait s'appliquer qu'à des raffinemens de plaiſirs qui nuiſent réellement à la ſociété dont on fait partie, je regarderais plûtôt comme un luxe pernicieux, l'effroyable conſommation de thé & de caffé qui s'eſt introduite dans les ſept Provinces, parmi le menu peuple. Je ne m'arrêterai pas au coup porté à l'induſtrie nationale par la chûte de tant de brafferies que l'uſage de ces ſortes de poiſons a fait tomber. Je ne doute pas que tous ces *hydromanes*, ne ſoient beaucoup moins robuſtes, & par conſéquent moins courageux que leurs ancêtres, qui buvaient de la bierre, cette boiſſon de tant de peuples ſeptentrionaux, ſi célebres par leur valeur & leurs conquêtes. 1608.

On ne laiſſe pas de rencontrer à cette épo-

1608. que de précieux reſtes de l'ancienne ſimplicité Belgique. Tout le monde ſait que les envoyés d'Eſpagne allant à la Haye pour négocier la trêve, rencontrerent quelques perſonnes aſſiſes ſur l'herbe & prenant leur repas. C'était du pain, du fromage & de la bierre. Quand ils eurent appris que ces perſonnes étaient les Députés des Etats, ils furent ravis d'étonnement. Ils s'écrierent : voilà des gens qu'on ne ſaurait vaincre : il faut ſe hâter de faire la paix avec eux. On n'était point étonné de voir les Profeſſeurs de Leide dans les cabarets à bierre. On dit que le fameux Juſte Lipſe & d'autres en ſortaient ſouvent un peu gris.

Simplicité de mœurs.

Berkhey natuurl. Hiſt van Holl. IV. 669.

Le fanatiſme même parut diminuer parmi le peuple : Catholiques & Proteſtans, en un mot les citoyens de toutes les ſectes, s'attacherent à un gouvernement où non ſeulement leur propriété était aſſurée, mais où la plus vaſte carriere était ouverte à ceux qui voulaient tenter la fortune. Dans un pays où il y avait tant de Catholiques, ſur-tout parmi les ſoldats, il ſavaient ſouvent ces paroles à la bouche : *mon cœur eſt papiſte, mais mon épée eſt hérétique.*

Tolerantiſme.

Berkley nat Hiſt. IV. 637.

Les reproches que l'on faiſait alors à la nation ne ſont pas bien conſidérables. Le peuple y eſt peint comme groſſier, bouffon, avare. Quant au reproche gé-

Reproches faits à la nation.

néral d'avarice, si l'on entend par ce mot l'ambition de faire fortune d'une maniere honnête, je ne crois pas qu'elle soit si fort à condamner : elle fut au contraire un des ressorts heureux qui contribuerent à faire renaître l'émulation & le commerce. 1608.

Bonours Hist. du siege d'Ostende.

Les troubles & les guerres mirent tous les esprits en fermentation. Dès que le territoire de la République eut acquis une espèce d'arrondissement, que les frontieres furent bien défendues, & que les esprits purent cultiver les muses avec sécurité, les talens se développerent avec la plus grande énergie : on vit paraître des hommes sublimes dans les lettres, dans les arts & dans les sciences. Le gouvernement encouragea le génie; & les savans de tous les pays furent invités par de fortes récompenses à venir se fixer dans le territoire de la République. L'Université de Leide jouissait de la plus brillante réputation. Henri IV, pour reconnaître les services qu'il avait reçus des Hollandais, rendit un édit en 1596, pour que les grades reçus dans l'Université de Leide, fussent valables dans tous ses Etats. Il permit au fameux Joseph Scaliger, né Français, d'aller faire l'ornement de cette Université. Elle compta encore parmi ses Professeurs Français, le savant Jurisconsulte Hugues Donel, *Grot. Hist. V.* 466.

Progrès des sciences.

Etat de l'Université de Leide.

Meteren XVIII.

1608. François Junius ou Du Jon excellent Théologien, & Charles Cluſius, fameux Botaniſte, né dans le pays d'Artois. Le célebre Juſte Lipſe était Brabançon, & profeſſa avec éclat l'hiſtoire ancienne juſqu'au tems où des reſſentimens particuliers l'engagerent à rentrer dans ſa patrie & dans la religion de ſes peres. Si les Provinces-Unies reçurent des ſavans des pays étrangers, nous verrons qu'elles leur en fournirent pluſieurs d'un merite diſtingué, que l'attachement à l'ancienne religion fit paſſer dans les pays catholiques. L'Univerſité de Leide ne laiſſait pas de compter auſſi pluſieurs naturels du pays parmi ſes Profeſſeurs: Adrien Junius, de Hoorn, profond dans la Philoſophie, la Medecine & la Phyſique, Gerard Tuningen de Leide, ſavant Juriſconſulte, Jean de Heurn, d'Utrecht, Profeſſeur en Médecine, le même qui entreprit de guérir la maladie d'amour d'Emilie de Naſſau: & pluſieurs autres ſavans Profeſſeurs en Théologie, tels qu'Arminius & Gomarus ſur leſquels nous aurons bientôt occaſion de nous étendre. Everard van Reyd fit paraître en 1604 ſon excellente hiſtoire des Pays-bas que Voſſius a traduite du tudesque en beau latin. On lui reproche de la partialité pour la Maiſon de Naſſau, pour certaines actions des Proteſtans dignes

Paquot VII. 255.

Auteurs célebres.

Valere André 12. 9.

Paquot III. 150.

d'être condamnées & trop de penchant à faire intervenir la providence particuliere du Ciel dans certains événemens favorables à ces derniers. On ne saurait d'ailleurs lui refuser le mérite d'écrire avec jugement & beaucoup de feu. La publication de son ouvrage ne contribua pas peu à rafermir les esprits que les Espagnols tâchaient d'ébranler, en faisant circuler des écrits publics contre l'union. 1608.

Val. André p. 204. Rev. Dav. p. 570. Grot. Hist. XIV. 458.

En Hollande, Jacques van den Eynde & Adrien van Blyenbourg se distinguerent par leurs poëfies latines. Les deux Douza, pere & fils, ne furent pas moins célébres par leurs poëfies latines que par leur naissance & leur courage. Corneille Loos de Gouda fut un historien élégant & fit paraître un génie au dessus de son siecle & de sa profession. Il était Prêtre de l'Eglise Romaine. On brûlait alors un grand nombre de personnes pour cause de sorcellerie. Ne pouvant voir ces horreurs absurdes sans frémir, Loos entreprit d'ouvrir les yeux à ses contemporains. Il était sur le point de publier un ouvrage ou il prouvait que la magie est un délit imaginaire; mais l'impression fut arrêtée. On observe que, malgré ses lumieres, il ne laissa pas de mourir paisiblement dans son lit à Bruxelles. Théodore Marcilius natif de Arnhem, qui passa sa vie à profes-

Paquot IX. 40 XI. 87 - 89. Ib. IV 30. Amst. Ges.

Paquot XIV. 428.

1608. ſer dans les Colleges de Paris, ſe diſtingua par des commentaires & des poëſies latines. Le fameux Jéſuite de Hondt, plus connu ſous celui de Caniſius, était né à Nimegue. Il s'eſt rendu célebre par des ouvrages théologiques, ascétiques, polémiques, & même par des miracles: peu s'en eſt fallu qu'il n'ait été canoniſé: il eſt en odeur de ſainteté parmi les Catholiques qui le nomment le *vénérable Caniſius*. La ville de Steenwyk donna naiſſance à Corneille Schulting qui fut Chanoine de Cologne. Il s'eſt rendu fameux par des écrits deſtinés à renverſer la doctrine des Proteſtans & à déterrer de nouveaux ſaints. Ubbo Emmius né dans l'Ooſtfriſe, Profeſſa l'hiſtoire à Groningue. Il s'eſt immortaliſé par ſon hiſtoire de la Friſe & par celle des anciennes Républiques de la Grece.

Ib. I. 72-83.

Val André P. 154. *Simon Bibl. Crit. II.* 263. 283.

Poëſie nationale

La poëſie & la langue nationale furent cultivées avec ſuccès. Roemer Viſcher eſt régardé, ainſi que Henri Laurenszoon Spiegel, comme un des reformateurs du théatre & de la langue: ils furent ſecondés par Dirk Volkaarts Koornhart ſi fameux par ſes ſentimens étendus de tolerantiſme qui l'empêcherent quelque tems d'être lui-même toleré. Gerbrand Adriaanszoon Bredero commençait à s'attacher à l'imitation des mœurs. C'eſt le *Vadé* de ſon tems. Il a copié le lan-

Amſt. Geſ. 11. ſtuk p. 205.

gage du peuple. Quoique son imitation soit trop servile & trop grossiere, il n'a pas laissé de contribuer à la perfection de l'art. C'est dans la même société ou dans le même tems que commencaient dès lors à se former Hooft, Brandt, Cats, Huigens, qui porterent la poësie & le théatre à son plus haut dégré de perfection. Vers l'an 1600, Hooft fit même représenter deux tragédies assez régulieres: *Achilles* & *Polixene*, & *Théſée* & *Ariadne*. 1608. *Ib.* 730.

Ecoles Hollandaises de Peinture.

L'exemple de tous ces hommes qui ont brillé par les talens du génie, peut servir à confondre le préjugé de ceux qui n'accordent ces talens qu'aux peuples situés sous un climat où la chaleur est douce, l'air pur & la nature riante. Mais que peuvent-ils objecter contre ces écoles de peinture qui, dès la premiere aurore du bon goût dans les arts, produisirent tant de chef-d'œuvres dans les Païs-bas? Il est vrai que les Hollandais, naturellement flegmatiques & laborieux, n'ont pas donné à leur travail, cette légereté, cette hardiesse, cette noblesse, cette expression animée des passions qui caractérisent le pinceau des grands maîtres Italiens. Mais que ces défauts sont bientôt oubliés en voyant un tableau de Rembrant? Jamais le travail ne fit des efforts si heureux pour tromper l'œil par la magie du clair-obscur & l'imitation

1608. fidelle de la nature. Dans le cours du seizieme siecle on compta dans cette école un grand nombre de peintres du premier mérite, & dont il nous reste des morceaux précieux : Lucas de Leide, Otto van Veen, Jean Schorel d'Alkmaar, Monstaart de Haarlem, Antoine Moro d'Utrecht, Dirk Jacobszoon, Pierre Arnouds, surnommé Pierre le Long, & Dirk Barentszoon, tous trois d'Amsterdam, Abraham Bloemaart de Gorcum & plusieurs autres (*).

(*) *Voyez l'Hist. de Houbraken.*

Musique.

On prétend même que les peuples des Païs-bas excellerent alors dans la musique. Un Auteur Anglais qui vient d'écrire sur ce sujet assure qu'ils surpassaient alors les Italiens dans ce bel art. Je n'ai rien découvert à cet égard ; si non qu'Antoine Henri van der Linden écrivit alors un traité sur la musique.

General History of Music by Sir John Hawkins. Paquot IV. 10.

Découverte du Télescope.

C'était peu de briller dans les arts agréables : on doit à ce pays une découverte importante dans les sciences utiles. Je veux parler de l'invention des télescopes. On l'a d'abord attribuée a Jacques Metius d'Alkmaar : mais il paraît qu'on la doit à Zacharie Janſen de Middelbourg. Cette découverte fit du bruit. Les Etats envoyerent deux de ces télescopes à Henri IV. en 1608.

Jeannin III. 217. 222.

Fin du Quatrieme Volume.